AURÉLIEN
DUCHÊNE

# RUSSIE : LA PROCHAINE SURPRISE STRATÉGIQUE ?

## Scénarios de rupture pour un futur proche

aurelien-duchene.fr

Aurélien Duchêne

# Russie : la prochaine surprise stratégique ?

## Scénarios de rupture pour un futur proche

# Introduction

*« À toutes les périodes historiques, il existe un esprit-principe*[1] *»*, écrivait François-René de Chateaubriand au sujet des premières heures de la Révolution française. Plus qu'à un sens de l'histoire qui aurait, selon une lecture téléologique du passé, rendu inévitable le basculement de 1789, l'auteur des Mémoires d'outre-tombe faisait référence à l'aveuglement de ses pairs face aux bouleversements qu'ils traversaient (*« on ne voyait pas l'ensemble des faits : chaque événement paraissait un accident isolé »*). En s'exprimant plusieurs décennies après la prise de la Bastille, dans une France où la monarchie était restaurée, Chateaubriand bénéficiait déjà d'un certain recul. Mais pas au point d'imaginer qu'il mourrait en 1848 dans une France redevenue républicaine, à la faveur d'une nouvelle révolution advenue quelques mois plus tôt. Avec plus de recul encore, la suite du XIX$^{e}$ siècle a montré que cette période de l'histoire de France était peut-être bel et bien mue par un esprit-principe : celui-ci tendait vers l'inéluctable triomphe des idéaux de la Révolution, et leur transposition en acquis irréversibles

[1] François-René de Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, Première partie, Livre V.

malgré tant de vents contraires.

Quel est « l'esprit-principe » de ce début de décennie 2020 ? Comme les contemporains de Chateaubriand, nous n'avons clairement pas le recul suffisant pour nous prononcer sur notre propre époque. Nous ne saurions pas même borner le véritable début du XXI$^{e}$ siècle, là où nombre d'historiens font par exemple remonter le vrai début du siècle précédent à 1914. Au regard des enjeux du siècle, quelle date fait-elle le plus sens entre le 11 septembre 2001, et le 11 décembre de la même année, date qui marque l'entrée de la Chine en pleine ascension dans l'Organisation mondiale du commerce ? Entre l'an 2008, marqué par la crise des *subprimes* et l'élection symbolique de Barack Obama, et l'an 2016 qui a connu les victoires électorales consécutives du Brexit et de Donald Trump ? Peut-être la communauté historienne penchera-t-elle en majorité pour une date antérieure à notre siècle : 1991, ouverte par la guerre du Golfe et clôturée par la fin de l'URSS, ou encore 1989 et les événements que l'on sait. Ou pour une date qui pourrait prendre une toute autre signification d'ici plusieurs décennies, telle l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, dont les projets visent à accomplir l'accession de la Chine au rang de première puissance mondiale.

Surtout, la multiplication de bouleversements qui gagnent en nombre et en intensité rend plus difficile encore la recherche d'un « esprit-principe » propre à notre époque. Le temps long, celui des tendances lourdes et des mouvements de fond, met déjà en évidence le caractère incontournable de l'enjeu écologique d'une part, et l'avènement de nouvelles révolutions technologiques d'autre part. Le temps court, celui des cycles de l'actualité et des événements qui la rythment, fait émerger trop d'éléments pour qu'aucun se détache assez pour nous permettre de distinguer l'esprit-principe de ce début de XXI$^{e}$ siècle. Devant tant de complexité, cette quête finit

par avoir autant de sens que celle qui consisterait à illustrer toute une période aux multiples facettes par une seule image : le XX$^{e}$ siècle est-il mieux représenté par l'insoutenable photographie du «Dernier Juif de Vinnytsia », ou l'émouvant cliché du premier homme sur la Lune ? Par celle du premier champignon atomique, ou celle du premier ordinateur ? Par les images de jeunes combattants dans les tranchées de Verdun, ou par celles de jeunes du même âge au concert Live Aid ? Il en va de même pour la tentation de vouloir réduire ce début de siècle à un seul fait majeur et transcendant, en-dehors peut-être de la mondialisation qui n'est pas propre à notre temps.

Pourtant, il y a bien une forme d'esprit-principe qui illustre et caractérise mieux que d'autres la période dans laquelle nous sommes entrés depuis le mitan des années 2010 : nous vivons à nouveau une ère marquée par des événements dont la concrétisation était jugée à la fois impensable et improbable, et dont l'impact s'annonce déjà historique. Au plan politique, la seconde partie de la décennie a bien sûr été marquée par des surprises politiques au sein des démocraties occidentales, qu'une majorité d'observateurs et d'acteurs « traditionnels » n'avaient pas vues venir. Aux plans économique et technologique, nous ne nous attarderons pas sur les innovations – portées en premier lieu par les géants américains et chinois du numérique – qui ont radicalement changé le visage de nos sociétés, au point de perturber certains fondements de notre contrat social ou même de notre vie démocratique. Mais c'est au plan géopolitique que se sont produits les chocs les plus impensables, et les plus significatifs par leur impact et leur importance historique. Ce sont d'abord eux qui ont fait du milieu des années 2010 la charnière vers une nouvelle époque où s'élargit le champ des possibles.

Ainsi en 2014 de l'annexion de la Crimée par

Vladimir Poutine – la première conquête territoriale en Europe depuis 1945, qui a marqué l'entrée du Vieux Continent dans une nouvelle ère stratégique ; de la proclamation la même année d'un pseudo « État islamique » qui, s'il a perdu son assise territoriale au Moyen-Orient, a contribué lui aussi à l'avènement de cette nouvelle ère symbolisée en France par le choc des attentats de 2015 ; de l'affirmation à la même période des nouvelles ambitions d'une Chine décomplexée, qui entend ouvertement réviser l'ordre international et affirmer sa puissance, au besoin par la force ; de la désinhibition, toujours à partir du milieu des années 2010, des démocratures russe et turque, entre durcissement autoritaire, radicalisation nationaliste, et affirmation d'un impérialisme qui passe, là encore, par l'emploi de la force et la tentation d'imposer le « fait accompli » par les armes ou par la menace de leur usage.

L'observation de Chateaubriand sur les prémices de la Révolution (*« on ne voyait pas l'ensemble des faits : chaque événement paraissait un accident isolé »*) reprend ici sens et actualité : ces événements traduisent le retour en force des passions nationales et religieuses qui, à défaut d'être le seul « esprit-principe » de notre époque, en sont l'une des principales forces motrices. Ces passions nationales et religieuses légitiment, accompagnent et suscitent de nouvelles formes de violence, la violence ayant tendance à redevenir ce qu'elle était selon l'apophtegme de Marx : *« l'accoucheuse de toute vieille société qui est enceinte d'une nouvelle*[2] *»*. Elles sont à l'origine de la plupart des chocs historiques survenus durant la décennie écoulée, et elles en précipiteront d'autres.

L'esprit-principe de notre époque réside peut-être, on l'a dit, dans le surgissement d'événements qui étaient

[2] Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, chapitre 23.

considérés comme improbables et impensables, avec à la clé des conséquences majeures de porté historique. La pandémie de Covid-19 qui a bouleversé le monde en quelques semaines l'a encore confirmé. L'irruption d'une telle pandémie était certes prévue et attendue. À la différence par exemple de l'annexion de la Crimée citée plus haut, qui constitue un exemple de scénario jugé trop peu crédible par une majorité d'experts jusqu'à ce qu'il advienne. Mais elle a pris même les plus grandes puissances au dépourvu, ajoutant le choc de la surprise au choc de ses conséquences. La pandémie de Covid-19 constitue en quelque sorte une « surprise stratégique » : nous verrons dans un instant ce que recouvre une telle définition, et ce qu'elle peut signifier pour les chocs futurs qui ne manqueront pas d'arriver.

## *La prochaine « surprise stratégique » viendra-t-elle de Russie ?*

Parmi les grandes puissances sur la scène internationale, il en est une par laquelle sont déjà survenus plusieurs des chocs décrits à l'instant, et par laquelle pourraient arriver de nouveaux chocs dans un futur très proche : la Russie de Vladimir Poutine. La Russie résurgente n'a pas l'exclusivité des passions nationales et religieuses décrites plus haut. Mais elle en est une vitrine, et son président est un modèle pour des dirigeants qui veulent faire de ces passions un moyen et une fin de leur pouvoir. Elle n'a pas le monopole des tentatives de réviser l'ordre international par tous moyens, y compris ceux de la force, ni celui des rêves d'empire. Elle se distingue cependant par sa précocité et son activisme en la matière, et surtout par le fait qu'après avoir déjà été plus loin que

des puissances aux ambitions comparables (à défaut d'être comparable à la Russie par leur statut), elle pourrait être la première à franchir de nouvelles étapes dans l'accomplissement de ses ambitions impériales. Là où la Chine n'engagera pas une éventuelle invasion de Taïwan avant, probablement, la décennie 2030, la Russie a déjà détaché par la force et la déstabilisation des terres étrangères, qu'elle les incorpore ou qu'elle y soutienne des pseudo-États indépendants *de facto*, qui sont pour elle des satrapies. Susceptible d'agresser des voisins comme les pays baltes dans le cadre d'opérations même limitées, elle pourrait aussi engager dans un futur très proche l'invasion d'un pays comme l'Ukraine, ainsi que nous le verrons.

La Russie est un empire instable. « Puissance pauvre » qui cumule (pour l'heure) résurgence sur la scène internationale et déclin à divers égards, ne serait-ce qu'au plan intérieur, son devenir est plein d'incertitudes qui nourrissent autant d'inquiétudes. Si elle devait devenir un empire à la dérive, ses dirigeants pourraient même être tentés par une fuite en avant, laquelle pourrait prendre la forme d'une aventure militaire extérieure aux conséquences potentiellement explosives. Un tel scénario a également toutes les chances d'advenir dans un contexte où Vladimir Poutine et son régime se sentiraient suffisamment confiants : il pourrait là encore s'agir d'une aventure militaire, sous une forme qui serait moins risquée aux yeux de dirigeants russes qui auraient davantage à perdre, mais qui serait tout aussi dangereuse. Même sans aller jusqu'à une telle éventualité, du moins dans un futur proche, la Russie semble promise à des orientations qui pourraient contribuer à bouleverser l'ordre du monde, tel qu'un rapprochement supplémentaire avec une Chine qui entend redéfinir à son avantage les équilibres internationaux.

Il y a ainsi de fortes chances pour que la Russie et ses dirigeants soient à l'origine de la prochaine « surprise

stratégique » dont les répercussions seront mondiales. C'est que nous chercherons à démontrer ici, scénarios à l'appui.

## *Qu'est-ce qu'une surprise stratégique ?*

Tout d'abord, qu'est-ce qu'une surprise stratégique ? D'origine militaire, ce terme recouvre des réalités plus larges. Il convient ici d'ouvrir une parenthèse sur la portée et les définitions de ce concept qui sera l'un de nos fils conducteurs. Des officiers du Centre des hautes études militaires (CHEM) définissent la surprise stratégique comme *« un événement de caractère intentionnel, peu ou mal anticipé, impliquant la défense et la sécurité d'un État*[3]*»*, voire, de manière plus globale, comme *« un événement peu ou mal anticipé et à très fort impact qui ébranle les fondements d'un État*[4] *»*. Le général Vincent Desportes va plus loin encore en définissant la surprise stratégique comme un *« événement imprévu aux conséquences majeures*[5] *»*, et précise que la dimension stratégique de tels événements est liée à celle des acteurs concernés (*« l'imprévisible, les ruptures sont le pain quotidien de l'histoire ; leurs conséquences stratégiques tiennent à la constitution des acteurs*[6] *»*). Face à des définitions aussi larges, d'aucuns déplorent une forme de dévoiement de cette expression.

---

3 Centre des hautes études militaires, « La surprise stratégique », Revue Défense nationale n°706, mars 2008, p. 41-50, https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=4421&cidrevue=706

4 *Ibid*.

5 Vincent Desportes, *Entrer en stratégie*, Paris, Robert Laffont, 2019, p. 97.

6 *Ibid*., p. 105.

Ainsi Corentin Brustlein rappelle-t-il que *« toute surprise survenant en un point du monde et affectant les relations internationales n'est pas stratégique*[7] *»*, constatant à bon endroit que *« on assimile progressivement à une surprise stratégique n'importe quel événement inattendu ayant un impact d'ordre géopolitique [...] »*, au point que *« la surprise stratégique tend à devenir un fourre-tout commode reflétant la diversité et la complexité du monde plutôt qu'un concept décrivant une catégorie homogène de phénomènes sociaux relativement comparables et répondant à des logiques semblables*[8] *»*.

Si l'emploi du terme « stratégique » renvoie selon lui à des significations concordantes qui pointent *« dans le sens d'un événement aux conséquences majeures pour l'acteur en étant victime »*, Corentin Brustlein insiste sur la dimension intentionnelle et de surcroît hostile d'une surprise stratégique. Pour lui, on peut dire d'une surprise qu'elle est stratégique « en raison de sa portée majeure », rejoignant les définitions citées plus haut, mais *« également et uniquement si elle résulte d'un acte hostile de l'adversaire*[9] *»*. La surprise stratégique serait par nature offensive, puisqu'elle résulterait d'une prise d'initiative de l'adversaire.

La surprise stratégique tel que nous la définissons ici ne saurait être réduite à cette dimension. Certes, la qualité de « stratégique » tend à devenir une épithète commode accolée à tout et n'importe quoi, dès qu'il s'agit de souligner l'importance d'un secteur, d'une politique, d'un investissement, d'un lieu, voire d'une entreprise,

---

7 Corentin Brustlein, « La surprise stratégique », *in* Stéphane Taillat (dir.), *Guerre et stratégie,* Paris, Presses Universitaires de France, 2015, p. 461.

8 *Ibid*., p. 463.

9 Corentin Brustlein, « La surprise stratégique, de la notion aux implications », IFRI, *Focus Stratégique* n° 10, 2008, p. 12.

même lorsque leur dimension stratégique est discutable. Au même titre que l'adjectif « régalien », censé désigner les missions qui sont historiquement le cœur et la raison d'être de l'État (justice, défense, sécurité intérieure, affaires étrangères), et qui est désormais employé pour désigner des politiques publiques qui n'ont rien de régalien malgré leur caractère fondamental. La moindre analyse, vision ou pensée peut sinon être qualifiée de stratégique, dès qu'elle intègre un minimum de complexité, de prospective ou de cohérence, réelles ou prétendues. Le moindre événement d'importance, enfin, peut être jugé stratégique sur la base de conséquences à la portée supposément systémique, voire historique. Mais l'adjectif « stratégique » n'est clairement pas usurpé pour les enjeux qui vont nous intéresser, même lorsqu'ils ne sont pas exclusivement liés à la chose militaire.

L'un des meilleurs experts de la communauté stratégique française, Bruno Tertrais, définit avec Olivier Debouzy la surprise stratégique comme la *« survenue d'un événement imprévu ou considéré comme très improbable, aux conséquences majeures pour la politique étrangère ou la stratégie des États*[10] *»*. C'est à une définition de ce type, associée à celles de Vincent Desportes (un « événement imprévu aux conséquences majeures ») et du CHEM (« un événement peu ou mal anticipé et à très fort impact qui ébranle les fondements d'un État »), qu'il convient de se raccrocher dans le cadre de notre sujet.

Nous qualifierons de « stratégique » la portée et la dimension des scénarios que nous allons étudier, au regard de leurs conséquences potentielles sur les affaires internationales et de leurs répercussions d'ampleur sur un pays comme la France. Puisque nous sommes dans la qualification d'événements qui pourraient se produire, et

[10] Bruno Tertrais, Olivier Debouzy, « De la surprise stratégique », *Commentaire,* n° 124, vol. 4, 2008, p. 1075-1082.

non dans la qualification *a posteriori* d'événements déjà advenus, nous qualifierons de « surprise » des scénarios dont la concrétisation est improbable, voire hautement improbable. Enfin, même si la surprise stratégique se joue nécessairement à l'échelle des États et a des conséquences qui sont à leur mesure, il convient de dépasser le cadre de l'État pour parler des conséquences sur la vie de la nation. Nous ajoutons cette nuance pour mieux appréhender à la fois certains types de surprises stratégiques nouvelles (pouvant par exemple être liées aux guerres de l'information ou aux menaces cyber, qui peuvent affecter la vie de la nation sans compromettre le fonctionnement de l'État), et distinguer les conséquences de surprises stratégiques plus « classiques » sur la vie de la nation des conséquences pour l'État. Les conséquences sur la vie de la nation étaient ainsi parfaitement perceptibles dans le cadre de la pandémie, et sont aisément concevables dans le cas d'une guerre majeure qui aurait des conséquences directes sur la vie quotidienne dans des pays non-belligérants.

Nous définirons donc ici la « surprise stratégique » comme un événement potentiel fortement improbable, et pouvant avoir s'il advient des conséquences majeures sur la scène internationale et la vie des nations. À cet égard, la pandémie de Covid-19, qui a suscité des comparaisons avec une guerre – davantage en raison de ses conséquences inédites sur la scène internationale comme dans le quotidien de milliards de gens que de son bilan humain, peut bien être considérée comme une surprise stratégique. Ainsi Bruno Tertrais qualifiait-il implicitement la pandémie de surprise stratégique, lorsqu'il avançait en pleine première vague épidémique que *« la prochaine surprise stratégique pourrait bien être militaire*[11] *»*.

[11] Bruno Tertrais, 24 avril 2020, Twitter,

Or, le plus probable est justement que la prochaine surprise stratégique sera d'ordre militaire. Non en raison d'une quelconque vision téléologique s'appuyant sur quelque loi de l'histoire, mais sur la base d'une analyse des risques globaux.

*« Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent toujours les gens aussi dépourvus*[12] *»*, écrivait Albert Camus dans *La Peste*. À défaut d'avoir été touchée par une épidémie de peste, la France a bien été prise au dépourvu, comme le reste du monde, par cette surprise stratégique qu'a été la pandémie de Covid-19. Dans les semaines du printemps 2020 qui ont vu le pays basculer progressivement vers un premier confinement, les critiques se sont multipliées comme ailleurs sur l'impréparation réelle ou supposée des pouvoirs publics comme sur celle de la société française au sens large. D'abord à court terme et à courte vue : la situation internationale, des rues de Wuhan en Chine jusqu'aux frontières de la France métropolitaine en Italie, n'aurait-elle pas dû inciter à prendre en amont des mesures fortes pour éviter que la situation épidémique ne s'emballe sur le sol français ? N'avait-on pas minoré la menace représentée par le virus lors de son apparition en Chine, puis minoré encore le niveau d'excellence du système de santé d'un pays comparable comme l'Italie, en surestimant d'autant la supériorité du système français ?

À l'acmé de la première vague épidémique, avant même que le ressac ne charrie avec lui des interrogations multiples sur les « leçons » de la crise sanitaire, le choc initial avait laissé place à une certaine introspection. Les critiques et interrogations sur l'impréparation du pays portaient désormais sur le plus long terme : n'avait-on pas « baissé la garde » face au risque pandémique, des stocks

---

https://twitter.com/BrunoTertrais/status/1253780759627825153

[12] Albert Camus, *La Peste*, Paris, Gallimard, 1947, p. 47.

de masques aux appareils de réanimation ? N'avait-on pas sous-investi, sinon dans le système hospitalier, du moins dans les capacités de celui-ci à faire face à un tel choc ? N'avait-on pas, encore, sous-estimé la probabilité, voire l'inéluctabilité d'une menace sanitaire qui avait fait l'objet de descriptions précises de la part de documents de prospective et d'analyse des risques ? Quels qu'aient été leurs destinataires, leur forme, leur bien-fondé, leur pertinence, toutes ces critiques ont pointé du doigt une même problématique : celle de l'anticipation. Une problématique qui déjà revenue en force cinq ans plus tôt dans un tout autre domaine : celui de la défense nationale.

*« Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent toujours les gens aussi dépourvus »* : si elle n'a pas non plus été entraînée dans une véritable guerre au sens où l'entendait probablement l'ancien journaliste de *Combat*[13], la France a été toutes proportions gardées prise au dépourvue par ce que le Président de la République d'alors, François Hollande, avait qualifié « d'actes de guerre[14] » dans les jours suivant les massacres perpétrés par des djihadistes à Paris et Saint-Denis dans la nuit du 13 novembre 2015. Cette *annus horribilis*, ouverte et clôturée par des attentats islamistes majeurs en région parisienne qui se sont répétés l'année suivante à Nice, en pleine fête nationale, ont indiscutablement amené le pays à changer son regard sur sa sécurité intérieure et extérieure. Et donc sur ses armées et sa politique de défense, faisant entrer celle-ci dans ce qui s'apparente à une nouvelle ère. Là aussi, la question de

---

[13] Durant l'Occupation allemande, *Combat* était l'organe de presse clandestin d'un groupe de résistants du même nom, dont faisait partie Albert Camus.

[14] François Hollande, *Discours du Président de la République devant le Congrès, 16 novembre 2015,* site de l'Assemblée nationale, novembre 2015 https://www.assemblee-nationale.fr/14/cri/congres/20154001.asp#P653250

l'anticipation est vite devenue centrale. Elle l'est toujours, mais elle achoppe sur un point. De nouveaux risques en matière de défense, qui font aujourd'hui partie de ceux qu'anticipe la communauté stratégique (des chercheurs en relations sociales jusqu'aux chefs d'état-major) sont aujourd'hui jugés extrêmement peu crédibles, au point d'être écartés du champ des possibles ou de n'y être admis que par prudence ou convenance. Parmi ces risques : celui d'un conflit majeur.

*« Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent toujours les gens aussi dépourvus »* : après la pandémie, la prochaine surprise stratégique pourrait-elle être l'éclatement d'une guerre majeure ? Nous soutenons l'idée qu'un tel risque est bien plus crédible qu'il n'y paraît, et qu'il pourrait être proche de nous dans l'espace et dans le temps. Autrement dit, aux portes de l'Europe, et dans un futur si proche que nous serions pris une nouvelle fois « au dépourvu » tant les sociétés européennes comme la nôtre sont peu préparées à un tel scénario. Or, la Russie semble être l'acteur international le plus susceptible de prendre le monde « au dépourvu » par le déclenchement d'une guerre majeure. Ceci entre autres scénarios.

## *D'une alliance russo-chinoise à une guerre en Europe : scénarios de surprises stratégiques*

Nous étudierons différents scénarios, plus ou moins probables, de surprises stratégiques qui pourraient être liées à la Russie et aux risques démesurés que pourraient prendre ses dirigeants. De probabilité inégale, ces différents scénarios déboucheraient, s'ils survenaient sur des conséquences potentielles de plus ou moins grande ampleur ; pour cause, ils concernent des acteurs et des

échelles variés, au point de recouvrir différentes définitions de la surprise stratégique. Celles-ci vont de la définition large que nous avons donnée plus haut (un événement imprévu ou improbable ayant des conséquences d'ampleur sur la scène internationale et la vie des nations), à une définition réduite à la fois dans le domaine qui la concerne (le domaine militaire) et dans l'espace qu'elle recouvre (l'échelle du champ de bataille, fût-il régional), au point qu'il peut être plus approprié de parler de « surprise tactique ».

Nous aborderons d'abord la question de l'avenir des relations russo-chinoises. Et ce pour trois grandes raisons. D'abord parce que le futur des relations entre Moscou et Beijing conditionne parfois en grande partie les autres scénarios de surprise stratégique : la volonté des dirigeants russes de poursuivre dans l'éloignement et l'hostilité envers l'Occident, plutôt que de revenir vers une éventuelle voie européenne, dépend de la manière dont ils continueront de traiter leur partenariat avec la Chine, entre crainte de vassalisation et divergences d'intérêts ; la capacité du pays à maintenir dans la durée un bras de fer avec les Occidentaux, ou tout simplement de continuer à peser dans un monde où la puissance russe va rencontrer de plus en plus de limites, dépend aussi de la capacité de la Russie à pérenniser un partenariat avec la Chine qui lui servirait de multiplicateur de puissance. Dans le même esprit, un partenariat russo-chinois suffisamment fort et étroit pourrait crédibiliser encore davantage des surprises stratégiques parmi les plus improbables, telles que des agressions militaires envers l'Ukraine, les pays baltes, la Scandinavie ou Taïwan. Si la Russie est militairement en capacité d'envahir l'Ukraine, il lui faudra des alliés pour soutenir dans la durée la réponse occidentale, des sanctions et de l'isolement diplomatique au soutien à une résistance ukrainienne à l'occupation (probablement sous forme de guérilla). La possibilité d'une opération même

limitée dans les pays baltes ou en Scandinavie, qui adviendrait si Moscou devait estimer que l'OTAN n'oserait pas s'engager dans un conflit majeur à l'ombre de la menace nucléaire, serait bien plus élevée dans le cas où Moscou pourrait s'appuyer sur un partenariat solide et dissuasif avec Beijing. Plus éloigné dans le temps, le scénario d'une coordination entre la Russie et la Chine pour recourir à la force en Europe de l'Est ou à Taïwan et fragiliser la réaction occidentale est lui aussi crédible : à défaut d'une coordination d'attaques, la menace d'ouvrir deux fronts pourrait être jugée dissuasive, même dans le cas où les principales puissances occidentales renonceraient à une implication militaire trop directe. La seule perspective d'avoir à infliger des sanctions massives simultanées à la Chine et à la Russie aurait par exemple des conséquences économiques extrêmes. Enfin, l'éventualité d'une alliance en bonne et due forme entre Moscou et Beijing, d'un partenariat considérablement renforcé à une alliance militaire officielle, constituerait en soi une surprise stratégique, tant ses conséquences sur la scène internationale seraient grandes.

Nous nous pencherons ensuite sur ce qui constitue le scénario de surprise stratégique le plus important, et potentiellement le plus dangereux, qui pourrait être causé par la Russie dans un futur proche : une intervention militaire en Europe, sur la base de visées impérialistes. Il faut d'abord pour cela définir l'impérialisme russe contemporain : de quoi parle-t-on ? Sur quoi repose-t-il ? Quels sont ses buts ? Nous verrons que le principal moteur de l'impérialisme russe contemporain réside dans l'idée d'un « monde russe », à la fois méconnue et mal comprise en Occident. Si le dessein prêté au Kremlin de reconstituer l'URSS ou l'Empire des tsars (impliquant la reconquête de pays intégrés à l'UE et à l'OTAN) est exagéré, le régime porte bien un projet impérialiste panrusse dont le sérieux est sous-estimé. Vu de Moscou, l'enjeu est a minima de

préserver le « monde russe » dans sa sphère d'influence (incluant notamment les minorités russes d'ex-URSS, dont la Constitution fédérale prévoit la protection). C'est là le véritable enjeu. La Russie sait qu'elle ne recouvrera ni ses l'ensemble de ses terres perdues, ni sa domination sur l'ensemble de l'espace post-soviétique. L'orthodoxie, l'eurasisme, la nostalgie du soviétisme sont instrumentalisés sans réel espoir de reconstruire un véritable empire sur cette base. Mais il en va tout autrement de la vision panrusse du Kremlin : cette vision pourrait pousser la Russie à intervenir pour protéger les minorités russes vivant dans certains pays d'ex-URSS, ou du moins pourrait-elle brandir ce prétexte pour légitimer une opération militaire visant à des occupations territoriales. Nous verrons aussi quelle pourrait être la forme d'une telle opération. Il pourrait s'agir d'une agression hybride, mêlant actions de déstabilisation, soutien à des insurgés téléguidés par Moscou et déploiement non-officiel de forces pouvant être des mercenaires. Il pourrait aussi s'agir d'une intervention militaire directe et officielle. Dans ce cas de figure, les scénarios possibles vont d'une opération rapide avec des effectifs limités, pour occuper des localités ukrainiennes, moldaves ou baltes majoritairement peuplées de Russes ethniques et de russophones, à une invasion à grande échelle bien plus susceptible de survenir à l'Est et au Sud de l'Ukraine que dans les pays baltes. Nous verrons ainsi qu'une invasion russe de l'Ukraine a de fortes chances d'advenir dans un futur proche. Nous verrons également que le scénario hautement improbable d'une intervention limitée dans les pays baltes est plus crédible qu'il n'y paraît : sur la base d'un mauvais calcul, les dirigeants russes pourraient estimer que les pays membres de l'UE et de l'OTAN n'oseraient pas répondre par la guerre à une action russe de faible envergure, au risque de déclencher un conflit ouvert avec les forces occidentales.

Pour anticiper au mieux le futur de la Russie et les choix potentiellement dangereux que pourraient faire ses dirigeants, il faut à la fois comprendre qui sont réellement ces derniers et ce qui les anime. Disons-le d'emblée, nous n'aurons pas la prétention de « comprendre » Vladimir Poutine ou d'exposer ce qu'il y aurait dans sa tête, bien que les publications à ce sujet soient aussi nombreuses que discutables. Ceux qui ont le plus et le mieux cerné le personnage ne prétendent généralement ni le comprendre, ni le connaître vraiment ; les meilleurs connaisseurs et analystes de la pensée de Poutine (qui récusent parfois l'existence même d'une telle pensée) confessent généralement leurs incertitudes à ce sujet, et soulignent l'aspect parcellaire des informations dont nous disposons. Personne ne sait quelles sont exactement les convictions profondes du président russe et quel est véritablement son « plan » pour la poursuite de son règne, s'il en a un. Personne en-dehors des plus proches amis et collaborateurs de M. Poutine ne peut dire avec exactitude qui pèse vraiment sur les décisions les plus importantes du président, comment celles-ci sont prises, et quel est le contenu des discussions les plus stratégiques dans les antichambres du pouvoir. Cependant, nous disposons de suffisamment d'informations pour décrire la composition et le fonctionnement du pouvoir russe, bien au-delà de son organisation institutionnelle qui n'est que de façade : nous en livrerons une analyse sociologique et d'une certaine manière ethnographique, en montrant que le régime russe repose sur un ensemble complexe de factions et de réseaux. Nous verrons en quoi la composition et les dynamiques du pouvoir russe permettent de mieux comprendre quel pourrait être l'avenir du pays, et en quoi celles-ci crédibilisent de futures décisions radicales telles qu'une aventure militaire en Europe. Nous nous pencherons aussi sur les orientations idéologiques de Vladimir Poutine et de son régime. Quelles sont ses

inspirations, celles des conseillers qui gravitent autour de lui ? Y a-t-il une idéologie poutinienne, ou un vrai projet idéologique derrière la politique du Kremlin ? En quoi cela peut-il nous éclairer sur le futur de la Russie et de son action internationale ?

Le passé éclaire l'avenir, dit-on souvent à raison. Plus encore que son passé en tant que tel, c'est la manière dont la Russie commémore, interprète, instrumentalise et même réécrit son passé qui pourrait éclairer son avenir. À l'heure où l'histoire et surtout la mémoire (notions bien différentes) sont à la fois un champ de bataille et une arme pour de nombreux pays, qui sont souvent révisionnistes de l'histoire autant que de l'ordre international, la réécriture et l'instrumentalisation du passé prennent en Russie un tournant plus qu'inquiétant, qui augure d'une dérive du régime et de la société russes plus inquiétante encore. Réécrit en fonction d'enjeux bien contemporains, le passé de la Russie est de plus en plus imprévisible. Au point de rendre l'avenir de ce pays qui oublie ou glorifie les oppressions infligées à lui-même et à ses voisins plus imprévisible encore. Au lieu d'éclairer l'avenir de la Russie, son passé tour à tour censuré et fantasmé promet surtout de l'assombrir un peu plus. La réécriture et l'instrumentalisation du passé par le régime russe augmentent le risque d'une surprise stratégique, telle qu'une agression dans l'espace post-soviétique qui serait facilitée par l'endoctrinement croissant de la population et même du régime ; ils pourraient même directement y contribuer, le risque que la guerre des mémoires participe au déclenchement d'une véritable guerre ne pouvant être exclu.

Nous aborderons ensuite, à titre d'études de cas, des scénarios localisés de potentielles surprises stratégiques pouvant surgir de la Scandinavie aux Balkans, du fait de l'activisme russe dans ces régions. Sur la base de l'histoire récente et de divers signaux faibles, nous

montrerons comment des crises potentiellement explosives pourraient survenir des côtes norvégiennes à celles du Monténégro, d'une action volontaire de déstabilisation conduite par la Russie, à un accident résultant d'une prise de risque mal calculée.

La Russie a beaucoup fait parler d'elle ces dernières années pour l'ingérence qu'on lui prête dans plusieurs scrutins clés, à commencer par l'élection présidentielle américaine de 2016 dont elle aurait influencé l'issue. Les liens entre Moscou et des mouvements et personnalités populistes à l'étranger (notamment en Europe) ont également été mis sur le devant de la scène. Plus largement, le pays s'est imposé comme l'un des champions de la « guerre de l'information », que ce soit dans sa capacité à promouvoir des récits à son avantage sur la scène internationale ou dans sa capacité de nuisance, notamment via les réseaux sociaux. S'il existe une tentation d'accuser les « trolls russes » et les agents du Kremlin pour tout et n'importe quoi, nombre d'observateurs et de dirigeants politiques, et peut-être plus encore ceux qui au sein du grand public se sont intéressés à ces sujets, sont cependant sceptiques s'agissant de l'impact, voire de la réalité de la « guerre de l'information » livrée par Moscou. Qu'en est-il réellement ? En étudiant à la fois la nature, les buts, les modes opératoires et les résultats de la guerre de l'information menée par la Russie, nous verrons que son ampleur comme son efficacité sont en réalité largement sous-estimées. Le recul permet d'affirmer que cette guerre de l'information a déjà connu des victoires spectaculaires (ces victoires s'inscrivant dans un jeu à somme nulle, où le seul fait de nuire à l'adversaire – en l'occurrence les démocraties occidentales – est une fin en soi). Cette guerre d'un nouveau genre pourra-t-elle contribuer demain à de nouvelles surprises stratégiques ?

L'effort de défense étant à la fois une condition

essentielle et un indicateur pertinent de la puissance militaire, nous nous pencherons sur la réalité des dépenses militaires et de l'industrie de défense russe. Nous verrons que le niveau réel des budgets militaires russes est largement sous-estimé par les statistiques les plus médiatisées, celles-ci empruntant à des méthodologies et données peu propices aux comparaisons internationales. De même, nous verrons les capacités de production et de soutien de l'industrie de défense russe sont plus élevées qu'il n'y paraît, malgré des faiblesses structurelles ; il en va de même pour la capacité de l'économie russe à soutenir un lourd effort de défense dans la durée, en dépit du statut persistent de « puissance pauvre » qui caractérise une Russie aux perspectives économiques mitigées.

A une ère où la compétition stratégique livrée par la Chine et la Russie vient concurrencer la domination des États-Unis, au point d'être désormais une priorité (voire la priorité) de la politique de défense de ces derniers, la perspective d'une fin de la suprématie militaire américaine ouvre le champ des possibles. Certes, le déclin perpétuellement annoncé des États-Unis est d'autant plus à nuancer que la supériorité américaine en matière de défense reste écrasante. Cependant, la suprématie de Washington est clairement érodée, alors que l'éventualité d'un affrontement militaire de plus ou moins forte intensité avec la Chine paraît de plus en plus crédible, à défaut d'être inévitable. Surtout, les décideurs russes et chinois peuvent tout à la fois sous-estimer la détermination des États-Unis à protéger l'ordre international post-1945 et à assumer leurs responsabilité loin de chez eux, et surestimer leur propre capacité à dissuader les États-Unis de s'opposer à un coup de force, voire à combattre directement les forces américaines ou alliées. De quoi ouvrir le champ des possibles, et crédibiliser d'autres surprises stratégiques, ainsi que nous le verrons.

L'ensemble des scénarios que nous allons étudier

impliquant à divers degrés les armées russes, nous passerons en revue les forces, faiblesses et principaux défis de l'outil militaire russe. Nous verrons que malgré des difficultés persistantes au sein de forces qui n'ont pas encore fini leur transformation, il est possible de parler d'une nouvelle armée russe. Une nouvelle armée russe alliant le maintien de gros bataillons à une montée en gamme de forces qui se professionnalisent et se perfectionnent, et qui bénéficie à la fois d'immenses quantités de matériels et d'une modernisation de ces derniers. Cette armée à deux vitesses, où cohabitent des forces de qualité inégale, compense ses défauts par la force du nombre et par de nouveaux armements : plus que n'importe quelle force européenne, elle est taillée pour des affrontements majeurs au point qu'elle pourrait s'engager dans un tel conflit dans un futur proche.

Les forces occidentales doivent une large partie de leur ascendant militaire sur leur supériorité technologique. Mais cette supériorité est de plus en plus contestée, des armements à la technologie *« low cost »* tels que les drones bon marché jusqu'aux armements de très haute technologie que développent des compétiteurs tels que la Chine ou la Russie. Nous verrons que la Russie dispose (ou est en passe de disposer) de nouveaux armements potentiellement capables d'éroder l'avantage des forces occidentales, voire de retourner la situation sur un champ de bataille à son avantage en cas de conflit de haute intensité en Europe. Alors que les dirigeants russes affirment posséder des armes miracles, nous verrons dans quelle mesure ces revendications sont fondées. Dans une moindre mesure, les forces russes pourraient coupler des armements et systèmes d'armes d'une terrible efficacité à une utilisation de l'espace leur permettant d'annuler en partie l'avantage global qu'auraient les forces de l'OTAN, notamment via des capacités de déni d'accès. Nous verrons également quelles sont les capacités russes dans ce

domaine.

Les enjeux liés à la cyberdéfense et à la cybersécurité sont parmi les plus couramment cités dans les différents scénarios de surprise stratégique, qu'ils soient liés à la Russie ou non. En témoigne la récurrence de l'idée de « Pearl Harbor numérique », en référence à l'une des surprises stratégiques les plus célèbres de l'histoire. Au vu des données et du recul dont nous disposons, quelle est cependant la nature de la menace russe dans le cyberdomaine ? Quelle est sa dangerosité ? Sur la base notamment d'exemples d'attaques informatiques imputées à des opérateurs russes, et de l'évaluation des capacités russes par divers experts, nous verrons quels sont les risques et scénarios envisageables, allant d'une surprise stratégique qui prendrait naissance dans le monde informatique à des cyberattaques dans le cadre d'une surprise stratégique « conventionnelle ».

Les différentes surprises stratégiques potentielles évoquées dans cet ouvrage se font à l'ombre de la menace nucléaire. En faisant planer le risque d'une montée aux extrêmes aux conséquences apocalyptiques, la dissuasion nucléaire constitue le principal obstacle à l'éclatement d'un conflit armé entre puissances dotées de la bombe atomique, et donc à un affrontement direct entre la Russie et l'OTAN. Aux yeux semble-t-il d'une majorité d'analystes, la dissuasion nucléaire rend même ce scénario inconcevable et non crédible. Par extension, l'hypothèse d'une attaque russe contre un pays européen non-membre de l'Alliance a beau être jugée plus recevable (mais extrêmement improbable), le risque d'une extension du conflit à des membres de l'OTAN et donc d'une escalade nucléaire contribuerait à décrédibiliser un tel scénario. Comme nous le montrerons, rien n'est pourtant moins sûr. Si la dissuasion nucléaire réduit considérablement le risque de conflit conventionnel majeur (au point d'en avoir sans doute évité un grand nombre) entre puissances

dotées, elle ne l'élimine pas. Au point que les combats peuvent atteindre une certaine intensité tout en restant sous le seuil nucléaire, dont le franchissement relève d'une décision politique qui n'est pas forcément corrélée à la situation sur le terrain. Surtout, la rationalité des dirigeants russes peut les pousser à estimer qu'une attaque contre un pays européen non-membre de l'OTAN ne saurait déboucher sur une guerre plus large, voire qu'une opération limitée sur le territoire de l'Alliance entraînerait une réponse plus limitée encore : dans ces conditions, le péril nucléaire ne dissuaderait pas une action militaire aux conséquences incalculables. La surprise stratégique serait ici liée au fait que la crainte d'un échange nucléaire ne suffirait pas à nous prémunir du pire. Nous nous pencherons également sur l'arsenal et la capacités nucléaires russes – qui demeurent ceux d'une superpuissance, et surtout, sur la doctrine nucléaire de Moscou et les scénarios d'emploi éventuel de l'arme atomique. Il s'agira notamment de déconstruire certains mythes qui ont la vie dure, y compris au sein de la communauté stratégique internationale, au sujet du rapport de la Russie à l'arme nucléaire et de son inclinaison à y recourir en cas de conflit.

Enfin, nous montrerons pourquoi la possibilité de nouveaux conflits majeurs ne doit pas être sous-estimée, en nous éloignant de la géopolitique de la Russie pour interroger l'histoire sur le temps long. S'il faut se garder des analogies historiques hâtives ou de la tentation de déceler des « lois de l'histoire », nous pouvons tirer des leçons de l'histoire. L'étude du temps long montre que dans un monde où les progrès n'ont en réalité jamais été si prometteurs et si nombreux, notamment en matière de développement humain, les tendances lourdes indiquent une baisse de la conflictualité. Ajoutées à divers facteurs, ces tendances encourageantes laissent espérer une disparition de la guerre de l'horizon de l'humanité d'ici la

fin du siècle. Pour les décennies qui viennent, la pacification du monde reste le scénario le plus probable, même dans le cas où surviendraient de nouvelles guerres autant ou davantage meurtrières que les pires conflits des 50 dernières années : il s'agirait là d'exceptions tragiques dans une dynamique globale de pacification. Mais l'histoire montre aussi que les facteurs (interdépendance, mondialisation, démocratie, développement, changements de mentalité...) censés nous prémunir du retour des conflits entre Etats, voire entre grandes puissances, ne sont pour l'essentiel pas aussi neufs qu'on le croit généralement, et n'ont par le passé pas suffi à éviter le pire ; même renforcés par de nouveaux facteurs tels que les architectures internationales de sécurité collective ou la dissuasion nucléaire, ces facteurs de paix pourraient ne pas suffire demain, et ils pourraient même se retourner contre nous. L'histoire montre également que des conflits majeurs peuvent éclater sur la base de mauvais calculs, d'incompréhensions, d'erreurs d'appréciation, d'interprétation ou de comportement, malgré la rationalité de dirigeants tous conscients que le pire risque d'advenir : la rationalité dans le domaine des relations internationales et dans celui de la guerre n'est pas toujours « rationnelle » au sens où on l'entend dans le langage courant. Pis, la rationalité des dirigeants varie fortement, et la rationalité d'acteurs tels que les dirigeants russes ou chinois pourrait les pousser à entreprendre des actions risquées qui nous paraîtraient irrationnelles. De quoi crédibiliser encore l'idée que la prochaine « surprise stratégique » pourrait être militaire, avec le déclenchement d'un conflit majeur qui pourrait même se jouer entre grandes puissances.

*« Ceux qui croient que les peuples suivront leurs intérêts plutôt que leurs passions n'ont rien compris au XX^e siècle[15] »*, estimait Raymond Aron. D'aucuns, à l'instar de son élève Pierre Hassner, constatent que cette maxime de l'un plus grands intellectuels français de son temps s'appliquait aussi au XXI^e siècle. À juste titre. Il conviendrait d'ajouter que cette formule vaut aussi pour certains dirigeants, et singulièrement pour les dirigeants russes. Là où madame de La Fayette faisait dire à la princesse de Clèves que *« les passions peuvent me conduire, mais elles ne sauraient m'aveugler »*, les dirigeants russes sont aveuglés par le Soleil noir de la puissance et risquent d'être conduits par des passions tristes. Des passions tristes dans lesquelles ils emportent leur peuple, et dans lesquelles ils pourraient emporter l'Europe. La prochaine surprise stratégique viendra-t-elle de Russie ?

[15] Pierre Hassner, *La revanche des passions : métamorphoses de la violence et crises du politique*, Paris, Fayard, 2015, p. 14.

## Chapitre 1

# Chine-Russie : une relation déterminante entre enjeux stratégiques et enjeux de civilisation

Il est illusoire de réfléchir au futur de la Russie et de ses liens avec l'Europe sans donner toute sa place à la Chine et au rôle qu'elle y jouera. La question du partenariat russo-chinois ne peut plus être traitée comme un aspect parmi d'autres de cette réflexion et doit y devenir centrale, puisque le rôle de la Russie sur la scène mondiale risque bien de devenir périphérique au fur et à mesure que ladite scène sera dominée par les relations entre la Chine et les États-Unis.

L'ascension de la Chine comme superpuissance est probablement le phénomène géopolitique le plus important de notre temps, sur fond de déplacement (ou de retour) du centre de gravité de l'histoire universelle vers l'Asie orientale. Qu'elle en vienne à supplanter les États-Unis d'Amérique comme première puissance mondiale, ou qu'elle connaisse un coup d'arrêt lié à ses fragilités intérieures (la première option apparaissant comme la plus probable, malgré les risques qui pèsent sur le pays et le régime qui le dirige), la Chine sera nécessairement au

cœur de la plupart des grands bouleversements futurs. La relation entre une puissance américaine déclinante et une puissance chinoise ascendante, dont Graham Allison a parmi d'autres auteurs exposé toute l'importance dans *Vers la guerre : l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*[16], sera vraisemblablement le principal moteur de l'histoire dans les prochaines décennies. La Russie aura un rôle décisif à jouer dans l'issue de ce « match » entre superpuissances dont dépendra en grande partie l'avenir du Vieux Continent.

Les Européens ont désormais pleinement conscience de ne plus être à la même table que les États-Unis et la Chine ; ils découvrent progressivement qu'ils sont au menu. On peut affirmer sans exagération que faute de volonté politique, la capacité de l'Europe à conserver son rang porté par une poignée de puissances grandes ou moyennes se joue, pour l'heure, en grande partie sur les rives américaines de l'Atlantique nord, et surtout sur les rives du Pacifique, de la Sillicon Valley californienne aux côtes chinoises. De même, nous pouvons dire que le futur de la Russie comme puissance mondiale se joue presque autant au Kremlin qu'au Zhongnanhai, son équivalent chinois à proximité de la Cité interdite à Beijing. On ne pourra bientôt plus parler de la politique étrangère russe sur la plupart des dossiers majeurs sans évoquer le paramètre chinois.

Alors que le partenariat russo-chinois est aujourd'hui illustré par celui qu'entretiennent Vladimir Poutine et Xi Jinping (nous verrons l'importance de cette relation personnelle), il faut aussi se projeter dans le temps long. Vladimir Poutine est assuré de passer à la postérité comme l'un des dirigeants les plus marquants de l'histoire du XXI$^{e}$ siècle comme de celle de son pays. Mais

[16] Graham Allison, *Vers la guerre : l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?,* Paris, Odile Jacob, 2019 [2017].

l'héritage de Xi Jinping s'avérera sans doute bien plus conséquent à long terme. Le premier est pour l'heure crédité de la remontée en puissance de son pays sur des bases fragiles dont on ne sait si elles tiendront longtemps ; le second, à la personnalité pour l'heure moins emblématique, guide l'accession au rang de superpuissance de son pays qu'il entend faire passer devant les États-Unis à l'horizon 2049. Les deux hommes mobilisent leur pays dans la bataille pour le « renouveau national » et la reconstitution d'une forme d'empire, conjuguant le culte de la puissance et celui d'un passé magnifié appelé à nourrir un futur glorieux. Ce futur glorieux, la Chine de Xi Jinping l'investit bien davantage : développement économique exponentiel, comme celui des armées, projets internationaux structurants comme la BRI[17], prise de contrôle totale ou partielle d'entreprises et d'infrastructures stratégiques, y compris en Europe, investissements massifs dans les technologies d'avenir comme l'intelligence artificielle ou les NBIC[18]... autant d'éléments face auxquels la Russie fait aujourd'hui pâle figure, à l'exception de sa puissance militaire qui continue de croître et de ses gains (pour certains fragiles) sur la scène internationale. Autant d'éléments qui crédibilisent surtout l'hypothèse du dépassement des États-Unis par le géant chinois, quand la Russie semble pour l'heure condamnée à la stagnation, voire au déclin. Un déclin qu'elle n'évitera vraisemblablement qu'en consolidant son lien avec la Chine, ou en se rapprochant de l'Europe et des États-Unis, elle qui s'est toujours attelée à maintenir une

---

[17] *« Belt and Road Initiative »*, nom officiel des fameuses « Nouvelles routes de la soie ». Le nom initial d'*OBOR (One Belt, One Road*, pour *« Une ceinture [maritime], une route [terrestre])* a vite été détourné en *« Our bulldozers, our rules »* par ses détracteurs internationaux.

[18] Nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences cognitives.

forme d'équilibre entre l'Orient et l'Occident sans appartenir pleinement à l'un ou à l'autre.

De l'évolution du partenariat entre Moscou et Beijing dépendent deux données essentielles de notre sujet. D'abord, la volonté qu'aura la Russie d'apaiser de son côté la confrontation avec l'Occident, ou de la poursuivre sous une forme ou une autre en misant sur l'approfondissement du partenariat avec la Chine, partenariat qui lui donnera les moyens de soutenir le bras de fer avec l'Occident et de limiter ses conséquences négatives en Russie même. Ensuite, la capacité de la Russie, en cas de poursuite de la confrontation évoquée plus haut, à représenter ou non une « menace » crédible en faisant évoluer le partenariat stratégique bilatéral avec la Chine vers une véritable alliance. Si nous choisissons ici de donner autant de place à la relation entre Chine et Russie au point d'y consacrer le premier chapitre de ce livre, cela tient aussi à la raison suivante : dans le cas où Moscou deviendrait l'alliée d'une Chine disputant leur place aux États-Unis, la Russie effectuerait un véritable saut quantique, accédant au rang de tête de proue aux portes de l'Europe d'un ensemble, dominé par Beijing, qui serait progressivement en mesure de devenir le principal pôle de puissance de la planète. Sur le plan géopolitique, l'Europe deviendrait pour de bon, pour paraphraser Paul Valéry dans *La Crise de l'esprit*, « un petit cap du continent asiatique »... Même en devenant le *junior partner* (partenaire inférieur) d'une relation déséquilibrée au profit de la Chine, la Russie renforcerait considérablement sa capacité à porter une politique de puissance ambitieuse et à défendre ses intérêts par la contrainte, rééquilibrant le rapport de force avec les Occidentaux.

Le futur de l'Europe et de la France dépend en grande partie du rôle que jouera la Chine dans les prochaines décennies, sur fond de compétition avec les

États-Unis. Or, la Russie sera un acteur déterminant de cette histoire. Comment les relations entre la Chine et la Russie pourraient-elles évoluer, avec quelles conséquences ?

## *Le pivot russe vers la Chine, conséquence du désamour européen ou projet attractif en lui-même ?*

Pour que la Russie puisse nouer à terme une véritable alliance avec la Chine, la perception d'un adversaire potentiel commun ne suffira pas. Il faut une communauté de destin. Or, on met souvent le rapprochement entre Moscou et Beijing sur le compte d'un « désamour » de la Russie envers le camp occidental, qui aurait incité cette dernière à se tourner vers le voisin chinois. Le pivot vers l'Asie orientale serait essentiellement conjoncturel. Le rapprochement vers la Chine aurait été engagé pour pallier à une impasse dans la relation à l'Occident plus que dans le but de trouver des alliés contre celui-ci, pour contrebalancer le poids des sanctions et contourner le risque d'isolement sur la scène internationale. La Russie agiterait même le spectre d'une alliance avec la Russie, dont elle ne voudrait pas, pour amener les Occidentaux à se rapprocher d'elle et lui faire des concessions. Pour être plus direct, relevons tout simplement l'affirmation plus ou moins fondée selon laquelle « l'Occident pousse la Russie dans les bras de la Chine ». À la suite de nombreux observateurs internationaux et responsables politiques (on songe entre autres en France à François Fillon), Emmanuel Macron lui-même a fini par se rallier ouvertement à cette analyse,

affirmant ici que *« pousser la Russie loin de l'Europe est une profonde erreur stratégique* […] *Je pense que la vocation de la Russie n'est pas d'être l'alliée minoritaire de la Chine*[19] *»*, ou là que *« on se tromperait à laisser la Russie se tourner vers la Chine*[20] *»*. Dans sa fameuse interview à *The Economist*, où il avait déclaré que l'OTAN était alors « en état de mort cérébrale », M. Macron a encore exposé l'analyse suivante :

> *« Je ne crois pas une seule seconde que sa stratégie* [à Poutine] *soit d'être le vassal de la Chine. Et donc quelles options lui reste-il ? Rétablir une politique d'équilibre avec l'Europe. D'être respecté.* [...] *Il a développé un projet anti-européen par son conservatisme, mais je ne vois pas comment à long terme son projet peut ne pas être un projet de partenariat avec l'Europe*[21] *».*

Alors que la crise du Covid-19 a accru la rivalité sino-américaine, laquelle se poursuit sous la présidence de Joe Biden, et contribué à ce que l'Union européenne hausse le ton face à Beijing, des voix se sont élevées de part et d'autre de l'Atlantique pour proposer de « ramener » la Russie vers le « camp » occidental face à la Chine. Dans un discours de juillet 2020 inédit par son

---

[19] Discours du Président de la République à la conférence des ambassadeurs, site de l'Élysée, 27 août 2019, https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/27/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs-1

[20] « Emmanuel Macron : "L'Europe doit dialoguer avec la Russie" », *TV5Monde*, 12 juin 2019, https://information.tv5monde.com/info/emmanuel-macron-l-europe-doit-dialoguer-avec-la-russie-305639

[21] « Emmanuel Macron in his own words (French) », *The Economist*, 7 novembre 2019, https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-in-his-own-words-french

hostilité décomplexée envers la République populaire de Chine, le Secrétaire d'État américain Mike Pompeo avait même acquiescé à l'idée de se rapprocher de la Russie face à la Chine au même titre que les États-Unis s'étaient rapprochés de la Chine face à l'Union soviétique[22] ; le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov avait vite répondu que son pays rejetait une telle offre, prenant la défense du « partenaire » chinois[23] et de la « relation spéciale » construite avec lui.

Il y a évidemment une large part de vérité dans l'idée que l'Occident a poussé la Russie dans les bras de la Chine, ou du moins qu'il y a contribué. Il est également vrai que les Russes et leurs dirigeants considèrent en majorité que la part européenne domine dans l'identité eurasienne de la Russie, et que s'il est tout à fait possible de fermer pour un temps le rideau sur le Vieux Continent pour se tourner vers l'Asie, une telle orientation ne peut durer éternellement. Plus que d'une question d'équilibre géopolitique, il s'agit de l'identité même de la Russie et de son avenir. Les Russes, qui vivent pour les trois quarts d'entre eux à l'Ouest de l'Oural, ne se sentent en majorité pas européens au sens où nous l'entendons nous, mais ils se voient comme « d'autres » Européens. Au même titre que leurs dirigeants ont généralement nourri l'ambition de faire de la Russie « l'autre Europe », de Pierre le Grand et Catherine II, partisans d'une Russie européenne, à Vladimir Poutine, en passant par la politique d'opposition à la contagion révolutionnaire d'Alexandre II (qui combattit Napoléon) et Nicolas I[er], ou par par

---

[22] Mike Pompeo, « Communist China and the Free World's Future », discours prononcé à Yorba Linda, site du Département d'Etat américain, 23 juillet 2020, https://www.state.gov/communist-china-and-the-free-worlds-future/

[23] « Russia won't join U.S. alliance against China : Kremlin », *Xinhua*, 24 juillet 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020-07/24/c_139238142.htm

l'œcuménisme révolutionnaire des dirigeants soviétiques qui dominaient la moitié de l'Europe. En 1767, Catherine II, née dans une famille allemande protestante, écrivait dans le premier chapitre du *Nakaz* (signifiant « instruction » en russe, le *Nakaz* était un traité politique inspiré de la pensée de Montesquieu et Beccaria et rédigé initialement en français, pour servir de base à un nouveau code de lois) que « la Russie est une puissance européenne[24] ». Mais cette vision exclusivement européenne de la Russie est minoritaire à la fois dans l'histoire, dans l'opinion publique russe et parmi les élites dirigeantes. La Russie n'a jamais souhaité être « enfermée » dans sa dimension européenne et elle le souhaitera demain encore moins qu'à l'époque où l'Europe dominait le monde.

Au XXI[e] siècle, où l'Asie représente pour l'heure mieux l'avenir que l'Europe, cette problématique prend un tout autre sens. Pour la première fois, l'Asie est tout simplement devenue bien plus attractive pour le futur de la Russie, et notamment la Chine. Pour la première fois aussi, la Chine peut apporter à la Russie autant sinon davantage qu'une Europe qui à longtemps été sa principale source de capitaux, de technologies, d'idées nouvelles. Le rapprochement avec Beijing obéit à des raisons plus complexes et plus nombreuses qu'un simple « désamour » vis-à-vis de l'Occident ou un besoin de gagner son respect. Sans doute est-ce une illusion de croire qu'il n'est que conjoncturel ou de circonstance. Sur le temps long, il obéit à des raisons qui dépassent les considérations stratégiques complexes et tiennent entre autres au fait que la Russie ne tournera jamais, jamais le dos à l'incroyable potentiel que représente pour elle une valorisation de ses liens avec

[24] Marie-Pierre Rey, *La Russie face à l'Europe, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Flammarions, coll. « Champs », 2016, p. 136.

l'Asie.

## *Le « pivot » de la Russie vers l'Asie est plus ancien et durable qu'on ne le dit souvent*

En octobre 2014, devant l'assemblée du célèbre Club Valdaï, Vladimir Poutine tenait l'un des discours les plus importants depuis son accession à la tête de la Russie. Un discours qui s'inscrivait à la fois dans la lignée de celui tenu sept mois plus tôt pour célébrer l'annexion de la Crimée, et dans celle du discours tenu sept ans plus tôt à Munich pour contester ouvertement le monde unipolaire occidentalo-centré. À contre-courant du narratif répandu en Occident, Poutine rappelait que l'ambition de la Russie de développer ses liens avec l'Asie orientale n'est pas la conséquence d'une détérioration des liens avec l'Europe et les États-Unis :

> *« Certains disent aujourd'hui que la Russie tourne supposément le dos à l'Europe* [...] *et cherche de nouveaux partenaires commerciaux, surtout en Asie. Permettez-moi de dire que ce n'est absolument pas le cas. Notre politique active dans la région Asie-Pacifique a commencé non seulement hier et non en réponse à des sanctions, mais c'est une politique que nous suivons depuis de nombreuses années maintenant. Comme de nombreux autres pays, y compris les pays occidentaux, nous avons vu que l'Asie joue un rôle de plus en plus important dans le monde, dans l'économie et la politique, et nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de négliger ces*

*développements*[25] ».

Le renforcement du partenariat sino-russe était en effet en germe dès le début de la présidence Poutine, avant de s'affirmer progressivement.

En février 2012, soit avant l'accélération de la confrontation avec l'Occident et les sanctions infligées par celui-ci suite à l'agression de l'Ukraine en 2014, Vladimir Poutine avançait déjà sa volonté d'approfondir le partenariat avec Beijing :

> *« Tout d'abord, je suis convaincu que la croissance économique de la Chine n'est en aucun cas une menace, mais un défi qui porte un potentiel colossal pour la coopération économique – une chance de saisir le vent chinois dans les voiles de notre économie*[26]*. Nous devons chercher à former plus activement de nouveaux liens de coopération, combinant les capacités technologiques et productives de nos deux pays et exploitant le potentiel de la Chine – judicieusement, bien sûr – en vue de développer l'économie de la Sibérie et l'extrême-orient russe. Ensuite, la conduite de la Chine sur la scène internationale ne laisse pas de place pour parler de ses aspirations de dominance. La voix chinoise dans le monde est en effet de plus en plus confiante, et nous accueillons cela, car Beijing partage notre vision de l'émergence d'un ordre mondial équitable. Nous continuerons à nous*

---

[25] « Meeting of the Valdai International Discussion Club », 24 octobre, 2014, site du Kremlin, http://en.kremlin.ru/events/president/news/46860

[26] *Nota bene :* on lit souvent dans des articles et ouvrages francophones que Poutine aurait parlé de « saisir le vent chinois dans les voiles russes », ce qui est un abus de langage là où le président russe parlait d'abord de l'économie.

*soutenir l'un et l'autre dans l'arène internationale, à travailler ensemble pour résoudre des problèmes régionaux et mondiaux aigus, et pour promouvoir la coopération au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, des BRICS, de l'OCS, du G20 et d'autres forums multilatéraux*[27] *».*

En 2000, deux mois après son investiture en tant que président dûment élu, Poutine évoquait déjà le caractère stratégique d'un partenariat avec la Chine, preuve que celui-ci ne procède pas d'un tournant dans les années 2010 comme on l'a parfois lu :

*« La Chine est pour nous un partenaire stratégique dans tous les sens* [du terme] - *du point de vue des garanties de sécurité internationales, des relations amicales et du développement des contacts dans la culture, l'économie et tous les domaines des activités de l'État*[28] *».*

En estimant alors que Poutine serait un dirigeant modéré aux relations pragmatiques avec les Occidentaux (ce qu'il a été dans ses premières années au pouvoir, fût-ce par calcul ou résignation), Marie-Pierre Rey et Anne de Tinguy notaient dès 2005 la précocité de la politique de rééquilibrage vers l'Asie d'une Russie soucieuse de s'affirmer comme puissance eurasiatique :

*« Dans les mois qui suivent son arrivée au pouvoir,*

---

[27] « Vladimir Putin on Foreign Policy : Russia and the Changing World », site du Club Valdaï, 27 février 2012 https://valdaiclub.com/a/highlights/vladimir_putin_on_foreign_policy_russia_and_the_changing_world/

[28] « Answers to Russian Journalists' Questions Before a Meeting with Tajik President Emomali Rakhmonov », site du Kremlin, 5 juillet 2000, http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24175

*Vladimir Poutine se rend en Corée du Nord, en Chine, au Japon, en Inde, en Mongolie, au Vietnam et* [...] *à Brunei pour participer au sommet de l'APEC. Il conforte le partenariat avec la Chine, signant le 16 juillet 2001 à Moscou avec Jiang Zemin un traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération, et la relation avec la Corée du Nord*[29][…] *».*

En réalité, la Fédération de Russie née de l'effondrement de l'URSS n'a pas attendu Poutine pour tisser de nouveaux liens avec les puissances d'Asie orientale, d'abord dans une quête d'équilibre de la politique extérieure russe, puis dans une quête d'équilibre stratégique mondial, en s'associant aux puissances asiatiques émergentes. Contrairement à une idée largement répandue qui voudrait que Moscou ait cherché à s'ancrer à l'Ouest jusqu'à la fin des années 2000, on observe que les dirigeants russes ont très tôt engagé une stratégie d'équilibre entre réchauffement des relations avec l'Ouest, dont ils continuaient de se méfier, et l'Asie, ce qui est logique compte tenu de la géographie de la Russie et de son histoire. La politique de rééquilibrage a été partiellement initiée dès fin 1992, et accélérée en 1994 avec l'appel du ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev à se retirer de la position « atlantique »[30]. Cette politique a vite évolué vers un dessein eurasiatique plus

---

[29] Marie-Pierre Rey (dir.), Alain Blum, Martine Mespoulet, Anne de Tinguy, Gérard Wild, *Les Russes de Gorbatchev à Poutine*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 38.

[30] Akihiro Iwashita, « Primakov Redux? Russia and the "Strategic Triangles" in Asia », *Slavic Eurasian Studies* n° 16, vol. 1 : *Eager Eyes Fixed on Eurasia Russia and Its Neighbors in Crisis*, Université d'Hokkaïdo, 2007, http://src-home.slav.hokudai.ac.jp/coe21/publish/no16_1_ses/09_iwashita.pdf

affirmé. Avant Poutine, l'emblématique Evgueni Primakov, Premier ministre de 1998 à 1999, avait mis en exergue le besoin d'une forme de pivot vers l'Asie. Vite apprécié en Russie pour son opposition à l'arrogance américaine et aux bombardements de l'OTAN en Serbie (son renvoi par Eltsine, inquiet de sa popularité, fut extrêmement mal reçu par la population), partisan comme une part déjà croissante des élites russes d'une politique eurasienne pour la Russie « dont le rayonnement naturel ne peut qu'être euro-asiatique[31] », Primakov a entre autres porté l'idée d'un « triangle stratégique » Russie-Inde-Chine[32] auxquels d'aucuns faisaient encore référence en 2020[33].

Ainsi dans les années 2000, Andrei Nikolayev, président de la commission de la défense du Parlement russe, déclarait-il que la Russie essayait de contrebalancer l'expansion de l'OTAN en créant en Asie un tel triangle de stabilité stratégique, tandis qu'Alexandre Yakovenko, porte-parole officiel du ministère russe des Affaires étrangères, avançait que la Russie et la Chine tenaient à forger une coopération trilatérale avec l'Inde[34]. Aux États-

---

31 Marie-Pierre Rey, *La Russie face à l'Europe, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Flammarions, coll. « Champs », 2016, p. 435.

32 Igor Denisov, « "Russia-India-China Triangle – From Russian Perspective", 11th Berlin Conference on Asian Security (BCAS) : Triangular formations in Asia Genesis, strategies, value added and limitations », Stiftung Wissenschaft und Politik, septembre 2017, https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/arbeitspapiere/BCAS2017_Paper_Igor_Denisov.pdf

33 Abhijnan Rej, « What Good Is the Russia-India-China Triangle for Moscow ? », *The Diplomat*, 1er septembre 2020, https://thediplomat.com/2020/09/what-good-is-the-russia-india-china-triangle-for-moscow/

34 Harsh V. Pant, « The Moscow–Beijing–Delhi 'Strategic Triangle': An Idea Whose Time May Never Come », *Security Dialogue* vol.

Unis, ces orientations de la politique étrangère russe ont vite fait l'objet d'une certaine paranoïa dans une partie de la communauté stratégique. En 2001, un article paru dans *Parameters* (revue académique de l'United States Army War College), avançait l'idée assez discutable que le développement d'un triangle stratégique Russie-Inde-Chine s'inscrivait dans l'optique d'une nouvelle guerre froide[35]. Les inimités entre l'Inde et la Chine ont jusqu'ici empêché un tel dessein de se matérialiser et les dirigeants russes savent qu'il devront pencher un jour en faveur de l'un ou l'autre des deux géants asiatiques, malgré la relation privilégiée qu'entretient la Russie avec l'Inde. L'approfondissement des liens avec la Chine étant difficilement conciliable avec une position de médiateur ou de tiers parti, et *in fine* plus profitable à la Russie, le plus probable est que cette dernière penchera en faveur de Beijing, faisant sauter l'un des derniers obstacles à une alliance russo-chinoise en bonne et due forme. Quant au « partenariat stratégique » entre la Russie et la Chine, celui-ci n'est d'ailleurs pas l'œuvre du seul Vladimir Poutine et a été initié par Boris Eltsine et son homologue chinois Jiang Zemin en 1996, année qui aura peut-être marqué l'apogée de l'hyperpuissance américaine[36] à laquelle Moscou et Beijing souhaitaient faire contrepoids.

---

35, n° 3, septembre 2004, http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.890.9795&rep=rep1&type=pdf

35 Julie M. Rahm, "Russia, China, India: A New Strategic Triangle for a New Cold War?," *Parameters* n° 21, vol. 4, 2001, https://press.armywarcollege.edu/parameters/vol31/iss4/9

36 Gregory Shtraks, « Sino-Russian Relations and the Lessons of 1996 », *The Diplomat*, 13 avril 2015, https://thediplomat.com/2015/04/sino-russian-relations-and-the-lessons-of-1996/

## *La « vocation asiatique » de la Russie et l'attirance pour l'Orient, à la fois anciennes et toujours très présentes*

La nécessité d'une plus grande valorisation de la dimension asiatique de la Russie est à la fois ancienne, ancrée et vivace, et pas seulement par opposition à l'Occident. Loin de l'image d'un pays essentiellement boréal et orthodoxe, la Russie a toujours regardé vers l'Orient. Même la très européenne Catherine II que nous avons citée plus haut a tenu à développer les liens avec les voisins orientaux de son pays : celle qui fit construire près de son palais à Tsarskoïe Selo (aujourd'hui Pouchkine, près de Saint-Pétersbourg) un village chinois en pleine mode européenne des « chinoiseries », chercha aussi à développer des relations avec le Japon en plein isolement (période isolationniste du *sakoku*, « fermeture du pays » en japonais). L'une des principales figures politiques de l'autocratie tsariste, Sergueï Ouvarov (auteur de la devise impériale « autocratie, orthodoxie et génie national (*narodnost*)37 »), mit un grand soin à développer les études orientalistes et soulignait d'ailleurs l'héritage partiellement asiatique du régime des Romanov. Les intellectuels russes qui influent le plus sur les orientations idéologiques du régime poutinien, des eurasistes aux slavophiles et des conservateurs aux nationalistes, valorisent presque tous l'importance d'embrasser la part asiatique de l'héritage et de la vocation de la Russie, comme nous le verrons dans le chapitre dédié aux orientations idéologiques du régime russe. Avant eux,

[37] Marie-Pierre Rey, *La Russie face à l'Europe, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Flammarions, coll. « Champs Histoire », 2016, p. 193.

d'autres intellectuels précurseurs des études orientales et du courant eurasiste se sont penchés sur le caractère partiellement oriental de la Russie, parmi lesquels Piotr Iakovlevitch Tchaadaïev, ou Mikhaïl Pogodine.

Des auteurs russes bien plus célèbres en Occident étaient également partisans d'une ambition asiatique pour la Russie. Ainsi Dostoïevski, que l'on présente souvent comme un symbole de la supposée vocation européenne de la Russie, défendait une plus grande inclinaison vers l'Orient, au même titre que nombre d'intellectuels russes perçus en Occident comme « européistes ». Comme le note Peter Frankopan dans son passionnant best-seller sur les routes de la soie :

> *« Dostoïevski a défendu passionnément sa théorie selon laquelle la Russie devait non seulement s'intéresser à l'Est, mais l'embrasser avec ferveur. Dans un célèbre pamphlet du Journal d'un écrivain, "Qu'est-ce que l'Asie pour nous ?", il soutient en 1881 que la Russie doit s'affranchir des fers de l'impérialisme européen. "En Europe nous avons été des ramasse-miettes et des esclaves, en Asie nous serons des seigneurs"*[...][38] *».*

Dans un tout autre domaine, le grand chimiste Mendeleïev préconisait même une union de la Russie et de la Chine pour contribuer au progrès mondial... À l'époque, la Russie voyait l'Asie comme une terre de conquête, à l'instar des autres puissances européennes. Rappelons qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, la Russie ambitionnait encore d'annexer la Corée et des terres chinoises du nord tout en conservant l'espoir de conquérir

[38] Peter Frankopan, trad. Guillaume Villeneuve, *Les routes de la soie : l'histoire du cœur du monde*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Histoire », 2019 [2015], p. 425.

Constantinople (surnommée « Tsargrad »), les Dardanelles et la Perse. Aujourd'hui, la Russie voit à juste titre l'Asie comme le nouveau centre du monde et veut profiter de son dynamisme. La question orientale n'est pour la Russie pas simplement une affaire d'orientation stratégique ou de politique étrangère, elle est ontologique au sens où elle touche à la nature même du pays.

Mettons-nous à présent à la place de l'opinion russe en ce début de décennie 2020 : elle observe d'un côté une Europe avec laquelle la Russie partage beaucoup, mais qui semble être vouée au déclin en plus d'être souvent froide si ce n'est hostile envers la Russie ; de l'autre, une Asie orientale certes exotique aux yeux d'un habitant de Saint-Pétersbourg ou Volgograd, mais traversée par une dynamique inverse à celle de l'Europe, entre développement économique rapide, progrès technologique, affirmation politique et culturelle. Même les libéraux pro-européens opposés à la vision du Kremlin se retrouvent souvent dans cette lecture des choses. Quant à la majorité de la population russe, elle souscrit généralement à l'idée entretenue par les médias gouvernementaux que l'Europe serait en voie de complète décadence (notamment sur le plan des mœurs), en passe d'être définitivement « colonisée » par l'immigration extra-européenne, au bord de la guerre civile, et enfin gouvernée par les États-Unis ; en face, elle voit généralement les puissances asiatiques telles que la Chine comme des pays véritablement souverains, dirigés par des hommes forts, qui assument leur identité et ont leur avenir devant eux. Pour reprendre le mot de l'un des meilleurs experts français de la géopolitique de la Russie, Pascal Marchand, *« pour la population russe, le modèle économique chinois est plus attractif que le modèle européen de chômage de masse, d'immigration incontrôlée et de déconfiture*

*industrielle*[39] ».

Un moscovite anglophone de passage à Strasbourg, avec qui j'avais eu une discussion de circonstance en 2019, me confiait la chose suivante : les Russes de la bourgeoisie urbaine ouverte sur le monde, qui suivent comme lui l'actualité internationale dans d'autres médias que ceux aux mains du pouvoir et sont nettement plus « pro-européens » que le reste de la population, entendent des personnalités européennes comme Emmanuel Macron parler de la vocation européenne de la Russie, de Tchaïkovski, Dostoïevski, Prokofiev et Tolstoï ; ailleurs, ils voient une Chine conquérante qui mène des projets pharaoniques en Eurasie, fait de l'ombre aux États-Unis et fait miroiter à la Russie un partenariat d'avenir. D'un côté, le souvenir d'un passé glorieux, vu sous un prisme européano-centré, et une fragile russophilie culturelle qui bute vite sur des enjeux tels que l'Ukraine, les pays baltes, les conflits mémoriels et la question des valeurs sociétales ; de l'autre, un futur enthousiasmant avec une aire culturellement distincte mais bien plus dynamique, une valorisation du caractère continental et eurasien de la Russie, la possibilité de faire contrepoids à la domination fragile de l'Occident. Qui imagine d'ailleurs les principales puissances européennes, dans le cas d'une hypothétique levée des sanctions contre la Russie, investir dans ce pays des dizaines ou centaines de milliards d'euros qu'elles n'ont pas ? La Chine est en capacité de le faire dans des projets rentables. De toute manière, si les Occidentaux levaient les sanctions contre la Russie et investissaient davantage dans le pays, cela n'enlèverait rien aux avantages d'une coopération accrue avec la Chine, au contraire. François Heisbourg note d'ailleurs que *« une*

[39] Pascal Marchand, « La Russie et la Chine en Eurasie », in *Revue Conflits* n° 25, « Le monde à l'heure de Poutine », janvier-février 2020, p. 52-53.

*telle ouverture européenne créerait un appel d'air supplémentaire pour la Route terrestre de la soie vers le cœur de l'Union européenne, donc au couple sino-russe*[40] *»*.

Il faut aussi ajouter que l'attirance traditionnelle de la Russie pour l'Orient se retrouve dans une certaine sinophilie au sein de la population russe. Les Russes jugent moins sévèrement le régime chinois que ne le font généralement les Occidentaux et s'inquiètent moins de la montée en puissance de la Chine malgré la crainte de voir celle-ci faire de l'ombre à la Russie ; surtout, ils se distinguent par une opinion vis-à-vis de leur grand voisin bien plus favorable que celle majoritairement répandue en Occident. Une étude du Pew Research Center de 2019 sur l'opinion internationale vis-à-vis de la Chine montrait que sur 34 pays interrogés avec pas moins de 34 000 répondants, les Russes affichaient le jugement le plus favorable, avec un record de 71% d'opinions positives à propos de la Chine[41]. En octobre de la même année, un sondage pour le centre VTSIOM (dont les études sont le plus souvent biaisées, l'institut étant proche du Kremlin) indiquait que la population russe voyait la Chine comme le pays avec lequel la Russie entretenait les relations les plus fortes et amicales[42]. L'année précédente, une étude du centre indépendant Levada (qui est lui l'institut de référence pour suivre l'état de l'opinion russe face aux

---

[40] François Heisbourg, *Le Temps des prédateurs : La Chine, les États-Unis*, la Russie et nous, Paris, Odile Jacob, 2020, p. 156.

[41] Laura Silver, Kat Devlin, Christine Huang, « People around the globe are divided in their opinions of China », Pew Research Center, 5 décembre 2019, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/12/05/people-around-the-globe-are-divided-in-their-opinions-of-china/

[42] « China tops list of Russia's most friendly countries : poll », *Xinhua*, 28 octobre 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-10/28/c_138510423.htm

biais pro ou anti-Poutine) indiquait que seuls 12% des Russes avaient une opinion négative de la Chine, contre 54% d'opinions négatives envers les États-Unis[43]. Cette perception favorable de la Chine a survécu à la crise du Covid-19, aux révélations sur le traitement inhumain des Ouïghours et à la reprise en main brutale de Hong Kong. Un sondage[44] rendu public fin novembre 2020, réalisé sur un échantillon de près de 20 000 personnes en Europe, Russie incluse, montrait qu'une large majorité d'Européens avaient une vision négative de la Chine, vision qui s'était dégradée depuis le début de l'année. Mais en Russie et en Serbie, environ 60% des sondés avaient une vision positive ou très positive de la Chine. Alors que l'image de la Chine s'était fortement dégradée dans la plupart des pays de l'UE, elle s'est surtout renforcée en Russie (plus de 30% de sondés disant que leur opinion sur la Chine s'était améliorée contre moins de 15% pensant l'inverse) et en Serbie (entre 45 et 50% de sondés dont la perception de la Chine s'était améliorée contre environ 15% de l'avis opposé)[45].

Toujours selon la perspective russe, ne négligeons

---

[43] « Majority of Russians Favor China, Dislike U.S. – Poll », *The Moscow Times*, 16 octobre 2018, https://www.themoscowtimes.com/2018/10/16/majority-russians-favor-china-dislike-us-poll-a63206

[44] Richard Q. Turcsanyi, Matej Simalcik, Kristína Kironska, Renáta Sedlakova, Jiří Cenek, Andrej Findor, Ondrej Buchel, Matej Hruska, Adrian Brona, Una Alexandra Berzina-Cerenkova, Mario Esteban, Beatrice Gallelli, Jelena Gledic, Peter Gries, Sergei Ivanov, Björn Jerdén, Marc Julienne, Tamás Matura, Tim Rühlig, Tim Summers, « European public opinion on China in the age of COVID-19: Differences and common ground across the continent », Palacký University Olomouc, site de l'Institut français des relations internationales, 24 novembre 2020, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/european_public_opinion_on_china_in_the_age_of_covid-19.pdf

[45] *Ibid*., p. 11.

pas non plus l'élément suivant : depuis l'époque moderne, toutes les invasions dangereuses ayant menacé la survie de la Russie sont venues d'Europe. Plus récemment, l'OTAN s'est avancé jusqu'aux frontières d'une Russie désormais privée du « glacis sécuritaire » qu'ont constitué par le passé les territoires contigus en Europe orientale de l'Empire puis de l'URSS, et les pays membres du Pacte de Varsovie ; comparé à la présence à proximité de Moscou et Saint-Pétersbourg d'une alliance perçue comme hostile, la « pression chinoise » sur une Sibérie vide d'hommes fait office de menace secondaire. De plus, le partenariat bilatéral avec la Chine se fait dans le respect de la souveraineté des deux États, quand un éventuel partenariat ambitieux avec l'Europe reviendrait pour la Russie à s'intégrer dans un groupe où elle sera nécessairement amenée à rentrer dans le rang et jouer un rôle inférieur à ce que lui dictent ses particularités géographiques, historiques et culturelles. Enfin, dans le scénario très improbable où l'Europe dans son ensemble réussirait à converger vers une ligne plus favorable à la Russie, sur fond également de détente russo-américaine, cet hypothétique partenariat serait encore plus déséquilibré en défaveur de la Russie qu'un partenariat bilatéral approfondi avec la Chine.

Ajoutons encore que la Chine peut constituer malgré tout aux yeux des dirigeants russes un partenaire plus fiable que l'Europe ou les États-Unis du fait même qu'elle soit une dictature. En effet, les démocraties occidentales peuvent porter momentanément au pouvoir des équipes dirigeantes favorables à une meilleure relation avec la Russie, mais capables d'être évincées à l'élection suivante, quand elles ne changent pas de position en plein mandat. Déjà que les États européens sont particulièrement divisés entre eux sur la question russe, comment faire confiance à la volonté de l'un d'entre eux d'entraîner les autres vers une meilleure relation avec la

Russie, puisqu'à un exécutif partisan de la détente avec elle peut succéder un autre tenant d'une ligne dure face à Moscou ? La Chine, elle, est dirigée par un Parti unique dont les chefs suivent une politique de long terme ; depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, elle est même dirigée par un homme fort qui pourrait potentiellement rester président à vie. Cela vaut évidemment en politique étrangère, d'autant que Xi met généralement cartes sur table.

La volonté de la Russie de davantage se tourner vers la Chine et l'Asie orientale a été renforcée par son blocage dans sa relation avec l'Occident et le besoin de trouver un nouveau partenaire face au risque d'un isolement mortifère sur les plans stratégique et économique, mais c'est une tendance lourde et profondément ancrée. Pendant plusieurs siècles, l'Europe a été comme nous l'avons vu le principal vecteur d'idées nouvelles, de technologies, de capitaux, de développement économique pour la Russie dont l'Asie devenait le terrain de jeu. Aujourd'hui, la donne est radicalement différente. Le souffle de l'histoire vient pour l'heure de l'Asie orientale. La Russie voit une opportunité, pour reprendre la métaphore poutinienne citée plus haut, de saisir le vent chinois dans ses voiles. Dans son *Atlas géopolitique de la Russie,* qui fait autorité aussi bien du côté universitaire que dans la presse spécialisée, Pascal Marchand fait le constat suivant :

> *« Pour la Russie, le partenariat chinois est le meilleur choix.* […] *La seule condition sine qua non de cette alliance qui n'allait pas de soi en raison d'une méfiance historique est la confiance entre les deux partenaires. Quelque soit son hôte, le Kremlin aurait-il intérêt à inquiéter le partenaire chinois, et menacer une alliance fructueuse, par des contacts poussés avec un*

*partenaire occidental*[46] *? ».*

En février 2021, lorsque le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borell, s'était rendu à Moscou en affichant sa volonté de « parler aux Russes » en pleine affaire Navalny, le Kremlin avait saisi l'occasion pour humilier l'Union européenne et son représentant, en procédant entre autres à l'expulsion de diplomates allemands, polonais et suédois. Un éditorial du journal *Le Monde* avait tiré de cette embuscade diplomatique et du comportement des dirigeants russes au cours des semaines précédentes la conclusion suivante :

> *«* [...] *le message qu'a confirmé le pouvoir russe au cours de cette désastreuse visite, c'est qu'il n'a aucunement l'intention de dialoguer avec l'UE.* [...] *Cette clarification pourrait, finalement, se révéler salutaire. Le chef de la diplomatie européenne a dressé lucidement dimanche soir un constat d'échec de son expérience : cette visite l'a convaincu que la Russie s'est « progressivement déconnectée de l'Europe » et qu'elle « voit dans les valeurs démocratiques une menace existentielle ». Sa priorité stratégique, de toute évidence, n'est pas l'Europe, mais la Chine*[47] *».*

La rédaction du quotidien français semblait (semble toujours) malheureusement être dans le vrai. Au même moment, la connivence (ou du moins l'absence bien

---

[46] Pascal Marchand, cartographie de Cyrille Suss, *Atlas géopolitique de la Russie* (quatrième édition), Paris, Éditions Autrement, 2019, p. 93.

[47] « A Moscou, une leçon pour l'Europe », *Le Monde*, 8 février 2021, https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/08/a-moscou-une-lecon-pour-l-europe_6069179_3232.html

visible de concurrence) entre Beijing et Moscou[48] dans la bataille mondiale pour la production et la distribution de vaccins contre le Covid-19, où les deux pays ont su s'affirmer une nouvelle fois comme une alternative à l'Occident et ne pas entrer en compétition frontale (même en Asie centrale et dans les Balkans orientaux) a ouvert un autre domaine de coopération entre la Chine et la Russie.

Le pivot vers l'Asie orientale de la Russie et surtout son partenariat stratégique avec la Chine s'inscrivent à la fois dans un intérêt historique pour l'Orient et dans une véritable tendance lourde que la dégradation rapide des relations avec l'Occident n'a fait qu'accélérer. La Russie semble plus attirée que jamais par une Chine qui incarne mieux l'avenir que l'Europe avec laquelle les Russes ressentent pourtant davantage de proximité culturelle et historique. Le rapprochement avec Beijing procède d'une dynamique propre, non de la seule dégradation des relations avec l'Occident. Ceci le rend d'autant d'autant plus profond et d'autant plus durable... et crédibilise l'hypothèse d'une future alliance entre la Chine et la Russie.

## *Le partenariat militaire sino-russe, entre accélération*

[48] Nous parlons ici de la seule approche politique de cette lutte pour la vaccination qui était aussi l'objet et le moyen d'une lutte d'influences où la Chine et la Russie ont su profiter, entre autres, des ratés du lancement de la campagne de vaccination dans l'Union européenne début 2021. Malgré le comportement souvent non-coopératif de la Russie (entre autres *via* le piratage de recherches occidentales sur le vaccin) et de la Chine (dès la découverte du nouveau virus sur son sol), il faut rappeler que la coopération entre les centres de recherche du monde entier a été forte, y compris avec les équipes russes et chinoises.

*et approfondissement*

En 2018, la Russie et la Chine ont marqué les esprits en menant conjointement « Vostok-2018 », un exercice militaire géant rassemblant plusieurs dizaines de milliers de soldats et d'engins militaires opérationnels (mais pas des centaines de milliers comme on a pu l'entendre un peu partout), dont nous reparlerons plus en détail dans un autre chapitre. Interrogé par l'AFP à cette occasion, l'expert militaire russe controversé[49] Pavel Felguenhauer expliquait qu'il s'agissait là d'une

> *« préparation à une guerre mondiale future. L'état-major russe estime qu'elle se produira après 2020 : soit une guerre globale, soit une série de conflits régionaux d'ampleur. Et l'ennemi, ce sont les États-Unis et leurs alliés[50] ».*

Faut-il accorder du crédit à une telle analyse ? Dans le *Moscow Defense Brief*, magazine de référence à destination de professionnels, le chercheur spécialiste des relations sino-russes Vassiliy Kashine avançait l'analyse suivante, toujours à propos de « Vostok-2018 » :

> *« C'est maintenant l'opinion dominante à Moscou et à Pékin que leur conflit avec les États-Unis est irréversible, de long terme et systémique. De plus,*

---

[49] Felguenhauer est connu pour avoir été l'un des premiers à anticiper certains aspects de la politique étrangère du Kremlin, comme la future guerre de Géorgie, mais est aussi controversé pour son biais d'opposant au régime Poutine et son manque de contacts avec les cercles militaires russes.

[50] Junzhi Zheng, « "Vostok-2018", l'exercice militaire russe géant au parfum de guerre froide », *L'Opinion*, 11 septembre 2018, https://www.lopinion.fr/edition/international/vostok-2018-l-exercice-militaire-russe-geant-parfum-guerre-froide-161622

*la Russie n'est plus en mesure de maintenir un équilibre entre la Chine et les États-Unis car presque tous les canaux de communication avec Washington ont déjà été détruits. Compte tenu de tout cela, il est aisé de voir l'objectif principal des exercices conjoints russo-chinois : les deux pays se préparent à un conflit prolongé avec les États-Unis – un conflit qui pourrait à un moment donné dégénérer en une véritable guerre. Le moment de l'annonce officielle de l'alliance russo-chinoise pourrait être choisi afin de ne pas compromettre les relations de Moscou et de Beijing avec les pays tiers. Il reste important pour Moscou de conserver sa liberté de manœuvre dans ses relations avec les principaux acteurs asiatiques tels que le Japon et l'Inde, tandis que pour la Chine, il est très important de maintenir un partenariat avec l'UE, y compris les membres d'Europe de l'Est.*[51] *».*

Davantage encore que sa démesure, l'exercice « Vostok-2018 » était riche en enseignements sur la profondeur du rapprochement militaire sino-russe observé depuis quelques années. À l'instar des exercices conjoints entre forces russes et chinoises en Méditerranée (2015) ou en Baltique (2017), « Vostok-2018 » ne visait pas simplement à impressionner les États-Unis et leurs alliés, mais à tester dans des proportions étendues l'interopérabilité des forces chinoises et russes et à développer des expériences et des savoirs-faire tactiques en commun. La Chine et la Russie se dirigent-elles vers une alliance en bonne et due forme ? Les précédents historiques ne plaident à première vue pas en ce sens.

---

[51] Vasiliy Kashine, « Vostok 2018 : a New Phase of Cooperation », *Moscow Defense Brief* n° 5, 2018 http://www.mdb.cast.ru/mdb/5-2018/item4/article1/

La Chine, sous ses divers régimes politiques, a signé par le passé trois traités d'alliance avec la Russie : un premier traité, secret, signé en 1896[52] face au Japon, et éphémère puisque la Russie a participé à l'écrasement de la rébellion des Boxers avec les Japonais et les puissances coloniales européennes en 1901 ; un autre conclu en 1945 entre l'URSS de Staline et le gouvernement chinois officiel dirigé par le Kuomintang, lequel a été vaincu quatre ans plus tard par les communistes soutenus par Moscou ; le dernier traité d'alliance, signé en 1950, a vite changé de nature, lorsque Mao a tenté de s'affirmer après la mort de Staline, avant de se déliter dans les années 1960.

Ces trois traités ont été élaborés selon des objectifs variés, mais avec une constante : Moscou était en position de supériorité et pouvait dicter son agenda, que ce soit en tant que puissance « occidentale » et « coloniale » (elle était perçue ainsi à l'époque que les Chinois appellent le « Siècle de l'humiliation », lequel s'étend de 1839 à la fondation de la République populaire en 1949), ou en tant que « grand frère » communiste. Si la troisième alliance n'a pas tenu, c'est essentiellement parce que la Chine n'acceptait plus d'être dans une position d'infériorité, sur les plans idéologique (se ranger derrière le leadership de la « Patrie des Travailleurs » soviétique), stratégique (n'être qu'un allié inféodé à une superpuissance) et touchant à la fierté nationale (la grande Chine ne pouvant être dans l'ombre d'un pays à ses yeux « inférieur » à divers égards). Alors que l'URSS a soutenu les débuts de la République populaire de Chine, notamment par l'envoi d'experts aidant à reconstruire et développer le pays dans une direction

[52] Igor V. Lukoianov, « The First Russo-Chinese Allied Treaty of 1896 », *International Journal of Korean History*, volume 11, décembre 2017, p. 151-177 https://ijkh.khistory.org/upload/pdf/11-07_igor%20v.lukoianov.pdf

socialiste, les relations sino-soviétiques se sont détériorées dès les années 1950, jusqu'à une véritable rupture en 1960.

En mars 1969, des soldats chinois ont même attaqué des Soviétiques sur l'île Damanski, située sur la rivière Oussouri qui marquait la frontière soviéto-chinoise, occasionnant des affrontements meurtriers qui se répétèrent en août et firent craindre le déclenchement d'une guerre ouverte. Les Soviétiques ont ainsi pu expérimenter à leurs dépens la doctrine chinoise de « défense active », doctrine qui semble désormais être partagée par... la Russie, le terme se retrouvant par exemple dans la bouche du Chef d'État-major général (l'équivalent du CEMA français) Valery Gerasimov[53]. Après avoir initialement envisagé des frappes atomiques contre des sites nucléaires militaires chinois, l'URSS a maintenu dans ses dernières années d'existence plus de 600 000 hommes à sa frontière avec la Chine, le risque de guerre en Sibérie étant alors une possibilité sérieuse aux yeux de Moscou ; l'affaire n'a été résolue qu'en 1991, lorsque l'île Damanski fût concédée à la Chine sous le nom d'île Zhenbao. Comme le souligne Chris Miller dans une tribune soutenant que le rapprochement russo-chinois pourrait cette fois être durable (idée que nous partageons), ce conflit sibérien qui n'a sur le terrain jamais dépassé le stade de l'escarmouche a « transformé la Guerre froide »[54], en amenant la Chine et l'URSS à se rapprocher toutes les deux des États-Unis, chacune dans l'optique de contrer l'autre. Les Soviétiques ont sondé les Américains sur la manière dont ces derniers réagiraient en cas d'attaque

---

[53] Michael Kofman, « Russia's armed forces under Gerasimov, the man without a doctrine », *Russian Military Analysis*, 2 avril 2020, https://russianmilitaryanalysis.wordpress.com/2020/04/02/russias-armed-forces-under-gerasimov-the-man-without-a-doctrine/

[54] Chris Miller, « The New Cold War's Warm Friends », *Foreign Policy*, 1er mars 2019, https://foreignpolicy.com/2019/03/01/the-new-cold-wars-warm-friends/

nucléaire soviétique contre l'arsenal atomique chinois ; les Américains auraient averti les Chinois de tels projets ; les Chinois se sont eux rapprochés des Américains pour faire contre-poids aux Soviétiques ; les Américains ont de leur côté normalisé leurs relations avec les Chinois dans le même but à partir de la présidence Nixon.

On retient de ce qui précède que toutes les alliances passées entre Beijing et Moscou ont été brèves et qu'elles ont été suivies pour deux d'entre elles par des affrontements entre deux pays qui conservent toujours une certaine méfiance mutuelle. Si une nouvelle alliance devait un jour être conclue entre la Chine et la Russie, celle-ci se ferait comme nous le verrons à l'avantage du premier pays et non plus de Moscou. Ce déséquilibre constitue sur le papier l'un des principaux freins à la création d'une véritable alliance militaire.

Concernant les exercices conjoints entre les forces russes et chinoises il convient de rappeler quelques éléments de contexte, car ils illustrent le fait que la Russie continue malgré tout de mener ce type d'opérations avec des puissances rivales de la Chine, signe que les deux pays sont encore loin de former un véritable couple exclusif en matière de défense. La Russie et la Chine ont mené de premiers timides exercices communs dès les années 2000, dans le cadre de l'Organisation de sécurité de Shanghai, avant d'engager les exercices communs « Mission de paix » qui n'avaient rien à voir avec les démonstrations beaucoup plus intimidantes du type « Vostok-2018 ». Surtout, la Russie réalisait encore des manœuvres avec des États occidentaux. À l'époque, Moscou coopérait occasionnellement avec l'OTAN (à laquelle certains responsables russes proposaient toujours sérieusement d'adhérer) sur divers dossiers militaires, au point de mener en 2011, en plein *« reset »* russo-occidental, l'exercice

conjoint « Vigilant Skies 2011[55] » centré sur la lutte contre le terrorisme aérien. Bien qu'on en parle beaucoup moins que des manœuvres russo-chinoises, la Russie mène depuis 2008 des exercices séparés avec l'Inde et la Mongolie, et depuis 2016 avec l'Égypte et le Pakistan, là encore séparément ; elle a aussi participé en 2019 à des exercices avec des États membres de l'ASEAN. L'Inde, ainsi que diverses nations membres de l'ASEAN, ont des relations souvent tendues avec la Chine, tandis que le Pakistan est évidemment rival de l'Inde : la Russie entretient avec ces pays aux orientations variées des liens militaires qui ne plaident pas encore en faveur d'une alliance russo-chinoise, laquelle serait vite incompatible avec de telles coopérations. Dans le même esprit, l'attitude prudente de la Russie face aux tensions sino-indiennes dans l'Himalaya à l'été-automne 2020 était celle d'un pays cherchant à ménager ses relations, non celles d'un futur allié de Beijing (quoique le report du Sommet russo-indien de cette année, officiellement du la pandémie de coronavirus, ait été interprété comme un signe de gêne diplomatique entre Moscou et New Dehli).

Cependant, ces exercices menés avec des pays tiers en froid avec Beijing emploient des forces plutôt modestes et généralement pas d'armements employables dans des conflits de haute intensité. Ils sont essentiellement cantonnés à des enjeux tels que la lutte contre le terrorisme ou la sécurité maritime, quand les nouvelles coopérations russo-chinoises sont à la fois plus étroites, plus démonstratives et tournées vers des objectifs encore ambigus. À propos de l'Inde, nous pouvons également souligner que Moscou pourra difficilement maintenir des relations équilibrées avec Beijing et New Delhi à la fois :

[55] « NATO and Russia to exercise together against air terrorism », site de l'OTAN, 6 juin 2011, https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_74961.htm

le « triangle stratégique » Russie-Inde-Chine que nous évoquons plus haut semble difficilement réalisable dans le contexte d'une affirmation croissante des deux pays les plus peuplés de la planète, et s'il est très peu probable que la Russie en vienne à couper les ponts avec l'Inde, il est en revanche plausible qu'elle finisse par pencher définitivement en faveur de la Chine, quitte à dégrader ses relations le partenaire indien.

La Chine, elle, cherche à accroître encore l'entraînement de ses forces faute d'expérience du feu pour les soldats qui servent sous ses drapeaux : la dernière participation des forces chinoises à un véritable affrontement remonte à une escarmouche contre le Viêt Nam dans les îles Spratley, en mars 1988. Quoique l'Armée populaire de libération a connu une expérience du feu particulièrement intense l'année suivante, en massacrant des milliers de manifestants pacifiques sur la place Tian'anmen, où il ne s'est officiellement « rien passé »... Les forces chinoises mettent aujourd'hui l'accent sur un entraînement de plus en plus poussé, et les coopérations avec la Russie dans ce domaine lui sont très utiles.

On observe depuis 2012 un tournant coïncidant avec le retour de Poutine à la présidence et son « virage » nationaliste, impérialiste et anti-occidental – qui était en vérité en germe depuis un certain temps comme nous l'évoquons ailleurs. Les premiers exercices navals bilatéraux de grande ampleur entre la Chine et la Russie, basés sur des situations de combat en commun, ont été menés à partir de 2012 devant Qingdao, alors que les deux pays communiaient dans la dénonciation du renversement du régime de Kadhafi par la coalition occidentalo-arabe en 2011, et de l'interventionnisme occidental déstabilisateur qu'elle sous-tendait à leurs yeux. De tels exercices se sont ensuite répétés devant les côtes chinoises et celles de Russie orientale en 2013 (le plus grand exercice naval

effectué par la Chine avec un autre pays), 2014, 2015 (année qui a aussi vu un premier exercice conjoint en Méditerranée), 2016 en mer de Chine méridionale, 2017 (avec un exercice conjoint très commenté dans la Baltique et un autre dans la mer d'Okhotsk), 2018 et 2019. Notons l'importance politique des exercices conjoints de 2016 en mer de Chine du Sud, la Russie ayant profité de l'occasion pour montrer son soutien implicite à Beijing après le rejet par le tribunal international de La Haye de plusieurs revendications chinoises dans cette mer, bien que Moscou ne reconnaisse pas encore la souveraineté chinoise sur les îles et eaux contestées de la région et continue de coopérer avec le Vietnam, pays où la Russie entretient des liens hérités de l'époque soviétique. Parmi les exercices réalisés par les deux pays en Asie-Pacifique, certains incluaient des opérations de débarquement, où les troupes chinoises étaient particulièrement actives : d'aucuns y ont vu un lien avec la préparation par la Chine d'une future invasion de Taïwan. Quant aux exercices communs en Méditerranée et dans la Baltique, ceux-ci ont symbolisé en Europe même l'ampleur du rapprochement russo-chinois.

Le 23 juillet 2019, à la veille de la présentation du nouveau livre blanc chinois sur la défense, un exercice aérien entre les forces russes et chinoises au-dessus de la mer du Japon a été perçu par les voisins de la Chine comme une provocation conjointe de la part des deux pays. L'exercice a eu lieu au-dessus des rochers Liancourt (Dokdo en coréen, Takeshima en japonais), disputés entre Séoul et Tokyo, qui traversaient alors une période de tensions diplomatiques. Deux bombardiers Tupolev Tu-95 russes et deux bombardiers chinois Xian H-6, escortés par un avion de détection avancée Iliouchine A-50 et son équivalent chinois, un KJ-2000, participaient à cette mission. La Corée du Sud a fait décoller des avions de chasse pour s'opposer à ce qu'elle percevait comme une intrusion dans son espace aérien ; les chasseurs sud-

coréens ont effectué plus de 400 tirs de sommation. Ce survol inamical d'îles contestées par deux pays qui étaient alors en situation de crise diplomatique, en plus de montrer la proximité croissante de Moscou avec Beijing qui est habituellement isolée dans ses différends régionaux, se doublait d'un message envers Washington. Il visait aussi à montrer que le partenariat Chine-Russie, bien qu'encore incomplet, est déjà suffisamment mature et ancré pour que les armées russes et chinoises puissent mener de tels actes conjoints dans des régions sensibles. La même année 2019 a vu le duo Chine-Russie mener des exercices navals en novembre avec l'Afrique du Sud (dont la marine est, comme le rappelle l'historien franco-américain Alexandre Sheldon-Duplaix, « très proche des standards OTAN[56] »), et surtout en décembre avec l'Iran, en pleine escalade des tensions avec Washington et moins d'un mois avant que l'assassinat du général Qassem Soleimani ne fasse momentanément monter le risque d'un affrontement armé ; l'exercice conjoint Moscou-Beijing-Téhéran avait ainsi une valeur dissuasive contre toute velléité d'attaque contre l'Iran. Le mois de juillet 2020 a d'ailleurs montré la profondeur du rapprochement entre Beijing et Téhéran, engagées sur la voie d'un accord de coopération stratégique sur 25 ans, qui semble présager d'une véritable alliance. Ceci alors que la relation entre Téhéran et Moscou continue de surprendre depuis plusieurs années par sa bonne tenue, y compris sur le dossier syrien où les deux pays, bien que concurrents en tant que soutiens vitaux du régime baasiste, affichent malgré tout une certaine entente. Ce dernier point est significatif, tant les risques de voir l'Iran mêlé à un conflit

[56] Alexandre Sheldon-Duplaix, « Chine-Russie : quel partenariat stratégique et naval ? », site d'Areion Group, 16 juin 2020, https://www.areion24.news/2020/06/16/chine-russie-quel-partenariat-strategique-et-naval%E2%80%89/

régional dans un futur proche sont élevés : la Russie et la Chine seraient impliquées d'une manière ou d'une autre et seraient vraisemblablement sur la même ligne.

Derrière la question de ces exercices militaires communs, se pose la question de la profondeur de la coopération militaire entre le plus grand pays du monde et le plus peuplé d'entre eux. Le porte-parole du ministère chinois de la Défense, Ren Guoqiang, déclarait en juin 2019 que cette coopération allait encore s'étoffer :

> *« La Chine et la Russie porteront leurs relations militaires à un nouveau sommet sous la direction stratégique des dirigeants des deux pays.* […] *Les deux parties renforceront leur soutien mutuel sur leurs intérêts fondamentaux respectifs, et amélioreront leurs mécanismes d'échanges et de coopération à tous les niveaux et dans différents domaines. Les deux armées approfondiront la coopération dans des échanges de haut-niveau, un entraînement pratique, le développement d'équipements et technologies et le contre-terrorisme, et promouvront* [la] *coopération stratégique*[57] *».*

Un mois plus tard, le livre blanc chinois sur la défense de 2019, intitulé *La défense nationale de la Chine à l'ère nouvelle* (« l'ère nouvelle » désignant d'abord celle que les dirigeants chinois souhaitent faire émerger, plutôt que la « nouvelle ère » où pourrait se diriger un monde en pleine mutation), inclut pour la toute première fois la mention de l'OTAN et de son extension vers l'Est :

---

[57] « China, Russia to lift military relations to new high: defense ministry », *Xinhua*, 28 juin 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-06/28/c_138179303.htm

*« l'OTAN a poursuivi son élargissement, intensifié le déploiement militaire en Europe centrale et orientale et mené de fréquents exercices militaires. La Russie renforce ses capacités nucléaires et non nucléaires d'endiguement stratégique et s'efforce de sauvegarder son espace et ses intérêts de sécurité stratégique*[58] *»).*

Ceci montre clairement un certain soutien à la Russie dont la Chine partage de plus en plus de priorités stratégiques. Dans cette « ère nouvelle » au cœur de la vision de Xi Jinping, un des éléments qui pèsent le plus est le « partenariat global Chine-Russie », terme adopté en juin 2019. Le nouveau livre blanc chinois sur la défense nationale consacre un long paragraphe à la coopération militaire avec Moscou, de plus en plus considéré comme le principal partenaire de Beijing. Comme le relève Antoine Bondaz, la Russie est d'ailleurs deux fois plus mentionnée que les États-Unis dans le document (28 mentions contre 14[59]). À la même époque, la communication des gouvernements russe comme chinois sur la nature de leur partenariat montrait déjà que celui-ci avait franchi un nouveau pas, la Chine citant l'amélioration de cette relation bilatérale comme un chantier important pour la « nouvelle ère » qu'entend ouvrir le régime[60]. Au

---

[58] « Full Text: China's National Defense in the New Era », site du gouvernement chinois, 24 juillet 2019, http://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/201907/24/content_WS5d3941ddc6d08408f502283d.html

[59] Antoine Bondaz, « Rassurer le monde et lutter contre le séparatisme, quelques éléments d'analyse du nouveau livre blanc sur la défense chinoise », Note n° 13/19 pour la Fondation pour la recherche stratégique, juillet 2019, https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2019/201913.pdf

[60] « China, Russia agree to upgrade relations for new era », site de l'agence *Xinhua*, 6 juin 2019 (www.xinhuanet.com/english/2019-

début de l'été, alors qu'il recevait Xi Jinping à Moscou, Vladimir Poutine se félicitait de pouvoir constater que les relations russo-chinoises avaient « atteint un niveau sans précédent[61] ».

En décembre 2019, le ministre des Affaires étrangères et conseiller d'État (le Conseil des affaires de l'État est l'équivalent chinois du Gouvernement français ou du Cabinet présidentiel américain) Wang Yi en est venu à déclarer que *« aujourd'hui dans le monde, la relation Chine-Russie est la plus étroite, la plus forte, la plus mature et la plus stable entre deux pays majeurs[62] »*, supposément plus qu'entre la France et l'Allemagne ou les États-Unis et le Royaume-Uni, donc. Cette déclaration, qui a sans doute eu l'aval de Xi Jinping, est d'autant plus significative que la diplomatie chinoise fait habituellement preuve de retenue sur le plan rhétorique en-dehors des dossiers « chauds » (différends en Asie, tensions avec les États-Unis) où elle a le verbe fort. Malgré toutes les zones d'ombre qui subsistent au sein de la relation Moscou-Beijing, l'emphase des dirigeants russes et chinois lorsqu'il s'agit d'évoquer leur partenariat montre qu'ils souhaitent que le reste du monde perçoive leur relation comme particulièrement solide, mais aussi, à en croire plusieurs signaux faibles, qu'ils espèrent que cette relation forte

---

06/06/c_138119879.htm).

61 Foreign Policy Editors, « Xi and Putin, Best Friends Forever ? A Transcript of the Two Leaders' Remarks in Moscow », *Foreign Policy*, 6 juin 2019, https://foreignpolicy.com/2019/06/06/xi-and-putin-best-friends-forever/

62 Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, « Building on 70 Years of Achievements and Pursuing Progress in the New Era. State Councilor and Foreign Minister Wang Yi's Exclusive Year-end Interview with People's Daily », site du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 24 décembre 2019, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/zyjh_665391/t1727381.shtml

dépassera le stade de la sémantique pour se matérialiser définitivement.

Après plusieurs années d'approfondissement, la relation entre la Chine et la Russie semble ainsi accélérer. Au point donc de se muer prochainement en alliance ? A la fin du mois d'octobre 2020, lors d'un échange avec le Club Valdaï (forum de discussions sur les questions internationales et le rôle de la Russie), Vladimir Poutine a franchi un pas supplémentaire en n'écartant pas la possibilité d'une alliance avec la Chine[63]. Interrogé sur l'éventualité d'une telle issue, le président russe a répondu « nous n'en avons pas besoin, mais, en théorie, il est tout à fait possible de l'imaginer ». Après avoir affirmé que « sans aucun doute, notre coopération avec la Chine renforce la capacité de défense de l'armée chinoise », M. Poutine a dit du renforcement de cette coopération que « l'heure montrera comment elle évoluera… nous ne l'exclurons pas[64] ». Jamais depuis la fin de l'alliance soviéto-chinoise des années 1950, un locataire du Kremlin n'avait officiellement laissé la porte ouverte à une future alliance avec la Chine[65]. En réaction aux déclarations du président russe, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Zhao Lijian (une figure montante du régime), a répondu courtoisement que celles-

[63] Vladimir Isachenkov, « Putin : Russia-China military alliance can't be ruled out », *Associated Press*, 22 octobre 2020, https://apnews.com/article/beijing-moscow-foreign-policy-russia-vladimir-putin-1d4b112d2fe8cb66192c5225f4d614c4

[64] « Russia-China Military Alliance 'Quite Possible', Putin Says », *The Moscow Times*, 23 octobre 2020, https://www.themoscowtimes.com/2020/10/23/russia-china-military-alliance-quite-possible-putin-says-a71834

[65] Jun Mai, « Beijing gives cautious welcome to Vladimir Putin's hint over Russia-China military alliance », *South China Morning Post*, 25 octobre 2020, https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3107027/beijing-gives-cautious-welcome-vladimir-putins-hint-over

ci *« démontrent le haut niveau et la nature particulière de nos relations bilatérales. Il n'y a pas de limite à l'amitié traditionnelle sino-russe et pas de zone restreinte pour élargir notre coopération*[66] *»*.

Par cette prise de position, Vladimir Poutine aura fait sauter un obstacle de plus avant la concrétisation d'une alliance militaire entre la Russie et la Chine, qui apparaît désormais comme sérieusement envisageable.

### *Les relations économiques, révélatrices des intérêts communs comme des profonds déséquilibres entre la Russie et la Chine*

Le développement des relations économiques russo-chinoises est à la fois l'une des premières causes et l'une des principales conséquences du rapprochement entre Beijing et Moscou. Tirée par la croissance rapide des deux économies jusqu'aux années 2010 (avant que la Russie ne pâtisse d'un ralentissement économique lié notamment au cours des hydrocarbures et aux sanctions occidentales), cette relation est depuis lors entrée dans une nouvelle phase. Une nouvelle phase que le besoin pour la Russie de réduire sa dépendance aux économies occidentales et de compenser l'effet des sanctions qu'elle subit depuis 2014 ne suffit pas à expliquer entièrement : vu de Moscou, le rapprochement économique avec la Chine obéit aussi à des considérations indépendantes des

[66] « Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian's Regular Press Conference on October 23, 2020 », site du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 23 octobre 2020, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/2511_665403/t1826262.shtml

tensions avec les États-Unis et leurs alliés. Côté chinois, où les marges de manœuvre économiques sont bien supérieures – y compris au plan commercial, le rapprochement économique avec le voisin russe présente lui aussi de nombreux avantages. De l'énergie à l'industrie de défense en passant par les technologies stratégiques, la Chine et la Russie ont des intérêts communs qui justifient une relation étroite et durable. Nous verrons que cette relation est à la fois plus étroite et plus diversifiée qu'il n'y paraît, avec des perspectives d'avenir plus encourageantes que n'ont tendance à le croire la plupart des observateurs occidentaux.

Mais l'une des principales caractéristiques de la relation économique russo-chinoise est son déséquilibre en faveur de la Chine, lequel est aussi flagrant que croissant. Un déséquilibre qui se retrouve dans les écarts de PIB nominal, le PIB chinois étant déjà huit fois supérieur à celui de la Russie : selon ce même indicateur, la Chine est au deuxième rang mondial quand la Russie a été rétrogradée au dixième, voire au onzième rang. En termes de parité de pouvoir d'achat, l'écart est toujours béant entre une Chine qui a ravi leur première place aux États-Unis au milieu de la décennie 2010 est une Russie au sixième rang. Alors que la Chine est dix fois plus peuplée que sa voisine du nord, cet écart de puissance se nourrit aussi côté russe de la crainte d'une vassalisation économique. Si le déséquilibre entre les deux économies est atténué par leur interdépendance – notamment dans le domaine énergétique, il est renforcé par le dynamisme supérieur de l'économie chinoise et le leadership de Beijing sur les plans technologique, industriel ou encore financier. Dans les mêmes domaines, c'est la souveraineté de la Russie qui pourrait être menacée par une trop forte dépendance envers la Chine. Une dépendance qui pourrait aussi devenir dangereuse dans le domaine des hydrocarbures, alors que la Russie voit paradoxalement dans le marché

chinois une alternative à l'Europe pour diversifier ses débouchés commerciaux. Ce déséquilibre économique entre les deux pays et cette crainte qu'éprouvent les Russes d'être assujettis à la puissance chinoise sont présentés comme l'un des principaux obstacles à la pérennité du partenariat entre Beijing et Moscou. Mais qu'en est-il vraiment ? Entre méfiance et intérêts communs, qu'est-ce qui devrait l'emporter dans un futur proche ?

La Russie a établi de premières coopérations militaires avec la Chine dès la chute de l'URSS, dans un intérêt d'abord commercial. Avec l'embargo euro-américain sur les ventes d'armes imposé après le massacre de Tian'anmen en 1989, la Russie a été l'un des seuls pays (la seule grande puissance militaire) à vendre des armes à la Chine, laquelle cherchait à moderniser rapidement ses équipements militaires, notamment dans ses forces navales. Alors que l'URSS avait participé à la reconstruction des forces de la République populaire de Chine dès sa fondation, le fait que la toute jeune Fédération de Russie soit vite devenue la seule source extérieure de modernisation et d'équipement conventionnel des armées chinoises a fait naître une continuité faisant de la Russie un partenaire essentiel jusqu'à aujourd'hui. Comme l'écrit François Brévot : *« Sans coopération russe, les armées chinoises auraient encore une génération de retard sur l'Occident. En 1991, elles alignaient près de 3 000 avions des années 1960 et 1970* [...]. *De 2008 à 2017, les budgets de défense ont progressé de 110 %, mais l'industrie stagnait dans les standards technologiques des années 1960. En 1998, la Russie changeait la donne, livrant une usine clef en main pour l'assemblage sous licence de 200 Su-27* [...]. *Une centaine de Su-30 MKK ont été commandés en 2000. L'armée chinoise entrait dans l'ère des avions de 4*$^{e}$

*génération*[67] ».

Beijing et Moscou ont respectivement été jusqu'en 2007 le premier client de l'un et le premier fournisseur de l'autre sur les marchés de l'armement ; à partir de cette date, les industries de défense chinoises ont commencé à acquérir une plus grande autonomie, y compris en copiant des technologies et systèmes d'armes *made in Russia* comme les Su-27, dont Moscou a vendu des exemplaires sous licence dans les années 1990. Cette contrefaçon est toujours dénoncée par divers acteurs de la BITD russe. La Russie a réalisé à ce moment qu'elle était en train d'aider un futur concurrent redoutable sur les marchés internationaux de l'armement, tout en restant consciente de l'intérêt d'une coopération avec la Chine. Cette inquiétude est appelée à se renforcer puisque deux nouveautés font de la Chine un concurrent sérieux : la montée en gamme des industries chinoises ; le fait que la Chine soit un partenaire économique, politique et technologique globalement plus intéressant que la Russie pour la plupart des clients potentiels, ce qui pourrait pousser de plus en plus de pays à faire le choix d'armements et équipements chinois (sauf si la crainte d'une trop grande dépendance à la Chine l'emporte).

A partir de 2014, pour des raisons à la fois économiques et stratégiques essentiellement consécutives à l'agression de l'Ukraine et ses conséquences internationales, la Russie a renouvelé ses ventes d'armes en incluant désormais des technologies et équipements dont elle rechignait jusqu'ici à faire profiter l'armée chinoise, en supprimant les derniers obstacles à l'acquisition par la Chine de matériels de haute technologie. Moscou a ainsi déjà accepté de vendre à son

[67] François Brévot, « Ces chasseurs russes et chinois qui défient l'Occident », *Revue Conflits*, 27 octobre 2020, https://www.revueconflits.com/chine-russie-avions-partenariat/

voisin deux batteries de systèmes de défense antiaérienne et anti-missiles S-400 et 24 chasseurs multi-rôle Soukhoï Su-35. Chose inimaginable avant le tournant de 2014, la Russie souhaite même vendre à la Chine le futur Soukhoï Su-57, avion de combat de cinquième génération entré en service en décembre 2020. S'agissant des copies chinoises, la Russie reste et restera toujours méfiante. Plusieurs éléments de l'actualité récente montrent que les Russes sont de plus en plus prudents à ce sujet. Il semblerait que les négociateurs russes aient conditionné la vente de moteurs AL-31F (fabriqués par l'entreprise russe Lyulka) à la Chine à l'achat par cette dernière d'avions de chasse Su-35 supplémentaires, conduisant les Chinois à renoncer à l'achat de ces moteurs *made in Russia* et à se reposer sur des technologies *made in China*[68]. Dans le même secteur d'armement, des médias chinois ont rapporté que des pièces sensibles des Su-35 vendus à la Chine ont été soudées par les Russes pour protéger leur technologie de la copie chinoise[69]. Mais il convient de nuancer le tableau. Les industries russes ont en effet d'une certaine manière profité de la contrefaçon chinoise. Pour citer à nouveau François Brévot : *« sans l'aval de la Russie, Shenyang* [Shenyang Aircraft Corporation, géant chinois de l'aéronautique] *a continué à assembler des copies de Su-27, les J-11B, dès 2007, puis de Su-30 MKK, les J-16, en 2012.* [...] *Les J-15 embarqués sur le Liaoning, premier*

---

[68] Minnie Chan, « China's next-gen J-20 stealth fighter jettisons Russian engine in favour of home-grown technology », 8 janvier 2021, *The South China Morning Post*, https://www.scmp.com/news/china/military/article/3116826/chinas-next-gen-j-20-stealth-fighter-jettisons-russian-engine

[69] « The PRC Acquires an Advanced Russian Fighter: Meeting the Challenge of Reinforcing Allied Capabilities », *SLD Infos*, 28 janvier 2017, https://sldinfo.com/2017/01/the-prc-acquires-an-advanced-russian-fighter-meeting-the-challenge-of-reinforcing-allied-capabilities/

*porte-avions chinois, ont été conçus à partir d'une cellule d'un Su-33 livrée par l'Ukraine en 2001. Au lieu d'entrer dans un conflit politique contre la Chine, les industriels russes ont retourné la situation à leur avantage. En 2012, la Chine était encore incapable de produire un réacteur fiable ! pour ses avions de chasse.* [...] *La Chine n'avait donc pas le choix : elle devait se tourner vers le russe NPO Saturn pour se faire livrer des milliers de réacteurs AL-31F pour motoriser ses Sukhois clonés. Finalement, l'industrie russe a tiré un bénéfice financier du piratage de ses avions par la Chine*[70] *».*

On ne relève pas encore une envolée des contrats d'importance autour de technologies militaires critiques, mais ce type de contrats mettant plusieurs années à être élaborés, il est possible que la Chine et la Russie puissent en signer un nombre important dans la décennie 2020. Les coopérations sont déjà nombreuses dans divers dossiers technologiques ; Chine et Russie travaillent par exemple au développement de stations au sol pour améliorer les services de navigation et localisation GLONASS (russe) et Beidou (chinois) dans les deux pays. Les deux pays ont d'ailleurs décidé en 2021 d'approfondir leur collaboration dans le domaine des satellites et dans le développement d'un « rival du GPS[71] » – enjeux qui seraient cruciaux dans le cas d'un hypothétique conflit contre les Etats-Unis, qui auraient à projeter des forces à des milliers de kilomètres de leur patrie là où Russes et Chinois se battraient à proximité de la leur. Le Kremlin a confirmé en 2019 qu'il aiderait la Chine à se doter d'un système d'alerte avancée pour la défense antimissile, ce qui est une décision

---

[70] François Brévot, « Ces chasseurs russes et chinois qui défient l'Occident », *op. cit.*

[71] Emily Young Carr, China and Russia Cooperate on Rival to GPS, The Diplomat, 18 novembre 2021, https://thediplomat.com/2021/11/china-and-russia-cooperate-on-rival-to-gps/

considérable tant en ce qui concerne les transferts de technologies que les équilibres stratégiques (la capacité de dissuasion chinoise s'en trouve renforcée). En complément de cette coopération technique, la Chine et la Russie ont prolongé en 2020 leur accord de notification mutuelle en cas de lancement de missile balistique ou de fusée porteuse, pour une durée de 10 ans[72]. Les coopérations émergentes dans les domaines aérien, aérospatial, naval (notamment dans les capacités hauturières et sous-marines) et terrestres mettront potentiellement sur la table le développement conjoint de nouvelles technologies.

Bien que les ventes d'armes à la Chine sont loin d'avoir retrouvé la place qu'elles avaient dans le total des exportations russes d'armement dans les années 2000 (elles en représentent moins de 15%, contre 50% pour le Moyen-Orient), les ventes d'armes russes vers la Chine ont dépassé depuis 2017 les ventes vers l'Inde, une première depuis longtemps alors même que la demande indienne est forte et croissante. Sur ce point, il ne faut certainement pas minorer le dynamisme des relations russo-indiennes dans le domaine de la défense (lesquelles sont si solidement ancrées que la plupart des grands patrons de l'industrie de défense russe parlent hindi) ; l'Inde a d'ailleurs acquis des systèmes S-400 russes fin 2021, renforçant considérablement ses capacités de défense anti-aérienne... y compris contre la Chine. S'il y a, à plus long terme, un risque de voir la Russie pencher davantage en faveur de la Chine en cas de crise sino-indienne, une telle inclinaison ne se constate pas encore. Les relations russo-indiennes dans le domaine de l'industrie de défense sont au beau fixe et ne devraient pas souffrir de l'approfondissement du

[72] « Extension of China-Russia agreement on mutual notification for ballistic missile launches a guarantee for global strategic stability: FM spokesperson », Xinhua, 16 décembre 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020- 12/16/c_139594415.htm

partenariat russo-chinois avant un certain temps. Cela dit, les coopérations Moscou-Beijing sont déjà beaucoup plus poussées que les coopérations entre Moscou et New Dehli, comme l'illustrent les exercices conjoints entre forces russes et chinoises qui incluent désormais une dose d'interopérabilité. En ce qui concerne la seule industrie de défense, la Chine devrait rester un partenaire plus important pour la Russie que l'Inde dans les prochaines années ; la Chine et la Russie mènent ou étudient des projets communs qui donnent à leurs relations en matière de défense une toute autre dimension. Si l'Inde et la Russie ont déjà mené de tels projets de co-développement (ainsi du missile BrahMos, développé conjointement par l'Organisation de Recherche et Développement pour la Défense indienne et la société russe NPO Machinostroïenia, avec une version hypersonique en développement, le BrahMos-II), les projets russo-chinois sont plus poussés, du système d'alerte avancée pour la dissuasion nucléaire chinoise aux futurs hélicoptères lourds en passant par la production d'avions de chasse.

Enfin, rappelons que les progrès de la Chine dans l'industrie d'armement ont beau être spectaculaires, au point de surprendre de plus en plus souvent les Européens et Américains qui ont tendance à sous-estimer les avancées chinoises, ils s'accompagnent aussi de lenteurs et de déceptions. Pour prendre un exemple bien connu, les sous-marins chinois restent ainsi bien moins furtifs que leurs équivalents russes, américains ou français. Dans ce domaine, la Chine pourrait bien être amenée à se tourner à nouveau du côté russe. Il en va de même pour le retard chinois au niveau des semi-conducteurs de dernière génération (une prise de contrôle de Taïwan pourrait cependant transformer ce retard chinois en leadership mondial), et pour les moteurs d'avions de chasse. Citant notamment le retard des chasseurs J-20 et J-31 chinois sur les F-22 et F-35 américains, Pierre-Antoine Donnet

avance que *« l'industrie chinoise de l'armement a rencontré ces dernières années des difficultés dans la production de nouvelles armes[73] »*. Pour prendre l'un des derniers exemples en date au moment d'écrire ces lignes, la Chine n'est pas en capacité de développer seule un hélicoptère lourd digne de ce nom et à un horizon raisonnable : elle va ainsi co-développer avec la Russie un tel hélicoptère[74], et prévoit déjà d'acquérir des hélicoptères d'attaque lourds Ka-52K dans le cadre d'un accord qui *« pourrait encourager d'autres coopérations entre les industries de défense des deux pays[75] »*.

Précisons d'ailleurs que ce type de coopérations s'étend de plus en plus au secteur civil, montrant là encore à quel point le partenariat entre la Chine et la Russie est profond, multiforme et probablement durable. Pour prendre un exemple également lié au domaine aérien : la Chine et la Russie développent depuis plusieurs années un projet d'avion de ligne biréacteurs long courrier (le CRAIC CR929), avec entre autres objectifs de venir concurrencer le duopole d'Airbus et Boeing sur ce type d'avion. Alors que des divergences subsistaient encore en 2020 – contribuant à entretenir l'idée que les partenariats entre Chinois et Russes seraient placés sous le signe de la méfiance et offriraient peu de perspectives, celles-ci ont

---

[73] Pierre-Antoine Donnet, « Puissance militaire : entre la Chine et les États-Unis, qui a l'avantage ? », *Asialyst*, 20 juillet 2021, https://asialyst.com/fr/2021/07/20/puissance-militaire-entre-chine-etats-unis-qui-avantage/

[74] Inder Singh Bisht, « China, Russia to Co-Develop Heavy-Lift Helicopter », *The Defense Post*, 9 novembre 2021, https://www.thedefensepost.com/2021/11/09/china-russia-heavy-lift-helicopter/

[75] Minnie Chan, China military: PLA in market for Russian Ka-52K heavy attack helicopters, *The South China Morning Post*, 21 septembre 2021, https://www.scmp.com/news/china/military/article/3149462/china-military-pla-market-russian-ka-52k-heavy-attack

été visiblement surmontées à l'été 2021[76] avec un lancement de la production à la fin de l'année. La société créée pour l'occasion, la China-Russia Commercial Aircraft International Co. Ltd (une *joint venture*), a son siège à Shanghaï, le marché pour le futur avion étant principalement chinois ; les technologies, elles, sont principalement russes. Des retombées économiques sont attendues dans les deux pays, alors que cet avion dont la mise en service est prévue pour la seconde moitié de la décennie 2020 aura une longue carrière qui pourrait se traduire par des succès internationaux s'il s'avère compétitif. Loin d'une quelconque réticence à approfondir encore ses relations économiques avec la Chine, la Russie est au contraire demandeuse de nouvelles coopérations – le ministère russe de l'Économie ayant par exemple proposé au cœur de la crise économique de 2020 six nouveaux projets à mettre en œuvre conjointement pour une valeur totale de 20 milliards d'euros[77].

La Chine pourrait donc devoir compter encore pour un certain temps sur l'expertise et le savoir-faire de la Russie. Le temps où les ventes d'armes représentaient plus de la moitié des exportations russes vers la Chine et 90% des importations chinoises depuis la Russie, comme c'était le cas dans les années 2000, est définitivement révolu. Une nouvelle ère s'ouvre, où la Chine devra encore compter sur la Russie pour accomplir sa modernisation militaire et sa montée en puissance face aux États-Unis. Les coopérations sino-russes dans le domaine de l'armement resteront pour longtemps dans l'intérêt des deux parties. L'industrie de défense russe est puissante, et bénéficie

[76] Linnea Ahlgren, « China And Russia Want To Start Building The 1st CR929 This Year », *Simple Flying*, 25 juin 2021, https://simpleflying.com/china-russia-cr929-construction/

[77] « Russia prepares joint investment projects for China worth $20 blb, TASS, 30 juillet 2020, https://tass.com/economy/1184267

comme nous l'expliquons ailleurs de dépenses militaires réelles bien supérieures à ce que laissent penser les comparaisons internationales traditionnelles.

Mais dans une logique comparable à celle qui prévaut en France pour le financement d'un modèle d'armée complet basé sur une base industrielle et technologique de défense souveraine, l'industrie de défense russe a besoin d'exporter, ne serait-ce que pour amortir les coûts unitaires des différents armements et rendre plus soutenable l'effort de défense du pays. Alors que le développement et la fabrication en masse d'armements se jouent sur des cycles de plus en plus longs et exigent un ensemble de technologies, de savoirs-faire et de compétences de plus en plus complexe, la Chine manque de temps pour bâtir son « armée de classe mondiale » capable de rivaliser avec la superpuissance militaire américaine, d'autant plus que ses capacités industrielles se heurtent à des limites difficilement surmontables : elle n'est pas capable de produire en masse et simultanément tous les équipements dont elle aura besoin. La tâche est immense, et passe selon toute vraisemblance par une coopération accrue avec la Russie. Pour simplifier à grands traits : la Russie manque d'argent pour réaliser ses ambitions, et la Chine manque de temps pour réaliser les siennes. Elles sont donc vouées à s'entendre sur les sujets ayant trait à l'industrie de défense. Le partenariat sino-russe dans ce domaine a encore de beaux jours devant lui.

Le rapprochement économique russo-chinois obéit à des intérêts communs, la Russie cherchant à la fois à contourner le poids des sanctions occidentales (y compris au niveau des transferts de technologies et des investissements étrangers), à trouver de nouveaux marchés (notamment pour ses matières premières et hydrocarbures), à développer la Sibérie orientale, et à profiter du dynamisme chinois. La Chine a tout intérêt à se

tourner vers la Russie pour ses hydrocarbures et matières premières (du fait de sa dépendance aux pays d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et du Moyen-Orient, qui l'oblige à sécuriser aussi bien ses canaux d'importation que ses intérêts économiques sur place) et voit dans la Russie un partenaire clé à l'heure où d'autres puissances économiques se montrent moins coopératives, voire se protègent contre les investissements et projets de partenariats chinois pour des raisons souvent légitimes. Il convient d'insister sur ce dernier point : pour la Chine, la Russie n'est pas simplement un exportateur d'armes et de matières premières.

Les statistiques permettent de mesurer l'importance de cette relation économique bilatérale, ne serait-ce qu'au plan commercial. Ensemble, les pays de l'Union européenne continuent de former le premier débouché commercial de la Russie, totalisant en 2020 encore 40,6% des exportations russes, mais leur poids dans la balance commerciale russe continue de décliner (ils représentaient encore 52,1% des exportations russes en 2014, avant les sanctions économiques)[78]. L'ensemble formé par les Etats membres de l'UE reste également le premier fournisseur de la Russie, 35,5% des importations russes étant originaires de l'Union en 2020 (42,6% en 2013). La Chine, elle, voit son poids dans la balance commerciale russe s'accroître continuellement. Elle a détrôné en 2014 l'Allemagne comme premier partenaire commercial de la Russie, et était conduite à le devenir indépendamment des sanctions occidentales qui ont frappé Moscou à partir de cette année. A la fois premier partenaire à l'export pour la Russie (elle totalisait en 2020 14,6% des exportations

[78] Direction générale du Trésor, Le commerce extérieur de biens de la Russie en 2020, site du Trésor français, 6 avril 2021, https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RU/commerce-exterieur

russes à elle seule), la Chine est aussi son premier fournisseur (23,7% de l'ensemble des importations russes en 2020 étaient en provenance de Chine)[79].

Alors que les échanges entre la Chine et la Russie ont dépassé le seuil historique des 100 milliards de dollars en 2018 (plus de 110 milliards pour le commerce bilatéral en 2019[80]), on observe que les exportations russes croissent plus rapidement que celles de la Chine dans cette relation. Grâce à ses exportations énergétiques, la Russie est redevenue l'un des rares pays au monde à avoir une balance commerciale excédentaire avec la Chine. Ces exportations représentent 11% du total des importations chinoises tous types de biens et services inclus, et continuent de grimper (la Russie a dépassé l'Arabie Saoudite en termes d'exportations d'hydrocarbures vers la Chine dès 2018, après être devenue le premier fournisseur en pétrole de la Chine cinq ans plus tôt). La construction du gazoduc russo-chinois « Force de Sibérie », mis en service en 2019, illustre la profondeur de cette relation entre le premier exportateur mondial d'hydrocarbures et leur plus grand consommateur sur la planète : nous abordons plus loin l'importance et les perspectives de cette relation hautement stratégique.

Les exportations russes vers la Chine sont cependant excessivement axées sur les seules matières premières et ressources énergétiques, bien que les échanges sino-russes progressent dans d'autres secteurs économiques, y compris les biens manufacturés. La Chine et la Russie profitent à des degrés divers mais significatifs de ce rapprochement économique et ont toutes les deux

---

79 *Ibid*.

80 « Value of Russian trade in goods (export, import and trade balance) with China from 2007 to 2019 », Statista, https://www.statista.com/statistics/1003171/russia-value-of-trade-in-goods-with-china/

évoqué, entre autres, leur intention de faire converger les projets d'Union économique eurasiatique guidée par Moscou et de Nouvelles routes de la soie impulsées par Beijing, mais la Chine est de plus en plus dominante dans cette relation économique. Alors que Moscou affiche une certaine prudence face au risque de sujétion économique, Beijing défend un accord de libre-échange avec la Russie qui permettrait de tirer vers le haut les exportations, l'agriculture et l'industrie russes, mais inonderait le pays de biens chinois. Là où la Chine est le premier partenaire commercial de la Russie, cette dernière n'est que le dixième partenaire de Beijing. En ce qui concerne les investissements directs à l'étranger (IDE), la Chine investit moins en Russie que... la France, totalisant en 2017 0,49% du stock d'IDE entrants en Russie contre 3,06% pour notre pays (des données à nuancer par le fait que des paradis fiscaux comme le Luxembourg, Jersey ou les Bermudes comptent parmi les principaux pourvoyeurs et receveurs d'IDE dans une économie russe dont on connaît les travers).

La relation économique entre les deux géants eurasiatiques est, on l'a dit, complètement déséquilibrée, à l'image de leur rapport de force démographique. Et le différentiel de croissance économique entre une Chine qui maintient un rythme soutenu malgré son ralentissement, et une Russie en difficulté sur de nombreux points, va encore s'amplifier. Il ne faut pas non plus oublier que si la Chine est comme dit plus haut le premier partenaire commercial de la Russie, l'Europe reste la première région d'échanges avec la Russie ; les premiers investisseurs en Russie sont toujours des entreprises européennes ; la Chine, elle, compte encore sur son statut d'atelier du monde et donc sur la demande d'entreprises occidentales (notons que l'on parle souvent de la dépendance de l'Europe envers l'industrie chinoise, mais moins de la dépendance de la Chine envers les marchés européens), ce qui lui interdit de

s'abîmer trop tôt dans une confrontation politique avec l'Occident qui s'avérerait très coûteuse au plan économique.

Vu de Russie, la dépendance croissante du pays envers la Chine est de plus en plus préoccupante ; la quasi-totalité des observateurs des relations russo-chinoises s'accordent à considérer que l'un des principaux obstacles à un rapprochement plus étroit de la Russie et de la Chine réside dans la crainte de la première d'être vassalisée par la seconde, à laquelle s'ajoute du côté chinois le risque de devenir trop dépendant des ressources russes. Il ne s'agit plus simplement de la quête d'équilibre à long terme entre les orientations européenne et asiatique de la Russie, mais de la perspective d'une sujétion par une superpuissance aux prétentions hégémoniques assumées, dont le découplage avec Moscou en termes de rapport de force s'accentue. Les préoccupations qui gagnent du terrain dans la population et chez les dirigeants russes sont surtout liées au risque de voir la souveraineté du pays être progressivement fragilisée par l'activisme chinois, que ce soit par les investissements en infrastructures, l'entrisme dans des entreprises stratégiques ou essentielles, la dépendance à des biens et services de première importance... N'avons-nous pas les mêmes craintes en France et en Europe ? Dans la situation russe s'ajoutent la proximité directe avec la Chine, l'isolement voulu ou subi vis-à-vis de l'Occident et le poids des sanctions qui font qu'il n'y a parfois pas d'alternative aux offres chinoises, notamment dans l'accès à certaines technologies et aux financements, le fait que la dépendance envers la Chine pour certains types de productions se double progressivement d'une dépendance aux exportations d'hydrocarbures vers elle, etc. La perspective de voir la Russie passer sous la coupe de la Chine refroidit celle d'une alliance russo-chinoise, au même titre que les éventuelles aspirations de la Russie comme de la Chine à

une amélioration de leurs relations avec les États-Unis ou l'Union européenne.

Au passage, la conjonction de la désintégration de l'URSS et de l'ascension phénoménale de la Chine ont réveillé sous une certaine forme la crainte du « péril jaune », qui se matérialise notamment dans les perspectives d'avenir pour l'Extrême-Orient russe. Les immensités sibériennes sous-peuplées surplombent quelques régions de Chine septentrionale qui concentrent à elles seules une population supérieure à celle de la Russie entière, ravivant des préoccupations anciennes. Les Russes s'inquiètent de voir la Sibérie devenir une terre de colonisation chinoise. De l'autre côté de la frontière, il est vrai que cette région où la Russie a arraché des terres à l'Empire chinois suscite parfois des convoitises. En témoigne cette discussion que Jacques Chirac aurait rapporté à Vladimir Fédorovski : alors que l'ancien Président disparu en 2019 s'inquiétait auprès de Deng Xiaoping de la vertigineuse croissance démographique de la Chine (*« mais Président, vous allez exploser ! »*), le dirigeant chinois lui aurait répondu[81] *« pas du tout, nous avons les provinces du Nord »*). Que l'anecdote soit avérée ou non, la Chine a en effet toujours eu du mal à digérer l'annexion par la Russie de ses provinces au nord du fleuve Amour, qui s'est effectuée dans le cadre de l'expansion russe aux XVII$^{e}$-XVIII$^{e}$, puis de l'un des « traités inégaux » qui l'ont durement humiliée au XIX$^{e}$ siècle (traité d'Aïgoun en 1858). Entre pays capables au XXI$^{e}$ siècle de coloniser des îles en mer de Chine ou d'annexer des territoires ukrainiens (Beijing se préparant à concilier les deux types d'action en entendant réintégrer Taïwan de gré ou de force), l'appétit territorial est après tout un sujet de compréhension... Dans tous les cas, les

[81] Vladimir Fédorovski, *Poutine de A à Z*, Paris, Éditions Points, 2018 [2017], p. 154.

supposées visées territoriales de la Chine en Sibérie que certains observateurs considèrent encore comme un élément de méfiance entre Beijing et Moscou ne sont pas crédibles pour deux raisons : l'article 6 du traité russo-chinois de 2001 exclut toutes revendications territoriales entre les deux pays ; si les affrontements frontaliers entre la Chine et l'URSS sont restés sous le seuil nucléaire puisqu'ils étaient limités dans leur intensité et dans leurs buts, la dissuasion nucléaire russe rend absurde les *scenarii* dans lesquels la Chine chercherait à s'emparer d'un territoire sibérien.

La Russie ne vit donc plus dans la hantise d'une invasion future de la Sibérie (bien que cette crainte ait été présente à divers degrés à l'époque soviétique, elle n'est aujourd'hui évoquée sérieusement que par quelques personnalités isolées), mais de nombreux Russes s'alarment de la pression démographique chinoise : il s'agit d'un phénomène plus ou moins comparable à la peur en France d'un « grand remplacement », alors même que l'immigration chinoise légale ou illégale vers la Sibérie est en réalité plutôt faible. Cette perception de la pression chinoise s'inscrit de manière inconsciente dans le complexe obsidional et le sentiment d'encerclement de la Russie. Toujours du côté de ce complexe obsidional, la Russie s'inquiète de voir la Chine être de plus en plus présente dans les république post-soviétiques d'Asie centrale et du Caucase, bien que comme nous le développons ailleurs, la Russie et la Chine savent coopérer dans cette région car il est dans leur intérêt partagé de le faire. Toujours présente dans l'inconscient collectif, cette crainte de l'encerclement pèse cependant moins que l'inquiétude face à l'écart croissant de puissance entre la Russie et la Chine et au risque voir celle-ci fragiliser la souveraineté de la Russie par une vassalisation rampante. Pour les Russes, le véritable enjeu est là.

Au global, vu du côté russe, la possibilité d'une

sujétion par la Chine est d'autant plus inquiétante que la Russie a été habituée jusqu'ici à être tour à tour une puissance coloniale imposant ses vues à la Chine ou un « grand frère » au sein du monde communiste. Mais en dépit de cela, la perception de ce déséquilibre assorti d'une crainte de vassalisation n'est à notre avis pas de nature à empêcher un approfondissement durable des relations russo-chinoises. L'idée d'un partenariat d'avenir avec la Chine est très attractive malgré toutes les craintes que suscite ce pays en Russie. Concernant l'idée que le déséquilibre économique et commercial entre les deux pays compromettrait leur rapprochement, on peut établir quelques objections. On a pu lire ou entendre à de nombreuses reprises qu'une Chine avide de ressources naturelles pourrait dans le futur menacer une Russie riche de telles ressources, ou que l'écart croissant entre les économies chinoise et russe pourrait devenir insupportable aux yeux de Moscou. Cette thèse maintes fois répétée peut se défendre. Mais *a contrario*, cette situation ne plaide-t-elle pas en faveur d'un rapprochement sino-russe encore plus étroit ?

Comme nous l'évoquons plus loin, il est dans l'intérêt de la Chine de continuer à s'approvisionner toujours plus chez son immense voisin, dont les ressources sont à la fois plutôt bon marché, exploitables ou transformables par une main-d'œuvre qualifiée, géographiquement proches et situées dans des environnements sécurisés (à la différence des ressources de l'Afrique, du Proche-Orient, de l'Amérique du Sud ou d'Asie de l'Est et du Sud-Est) ; il est de même dans l'intérêt de la Russie de garder une bonne relation avec ce gigantesque marché en croissance continue qu'est la Chine. Et concernant l'émigration chinoise en Sibérie, ce phénomène pourrait bien rester circonscrit puisque les salaires sont désormais souvent plus élevés en Chine de même que les opportunités d'emploi, ce qui sera de plus en

plus le cas puisque le nord de la Chine reste en situation de forte croissance au contraire de l'Orient russe. Si les Russes craignent légitimement de devenir trop dépendants des technologies chinoises au point que beaucoup y voient une limite à l'approfondissement du partenariat avec Beijing, ce point est également à nuancer. Ainsi de l'emblématique question de la 5G, où l'entrisme des technologies chinoises inquiète fortement en Europe : la Russie renforce sa coopération avec la Chine dans ce domaine et donne la part belle à l'entreprise chinoise Huawei, qui a ouvert plusieurs centres de recherche et développement et devrait porter d'ici 2024 à 2 000 le nombre d'ingénieurs russes qu'elle emploie[82]. Du côté des usagers, les téléphones compatibles capteront la 5G Huawei. Le géant chinois ayant été pénalisé tant par les sanctions américaines que par les réticences de plusieurs pays européens, appuyés par la Commission européenne, à ouvrir leur marché de la 5G aux équipements d'Huawei pour des raisons de sécurité et de souveraineté, le marché russe est pour lui une aubaine. La Russie, elle, fait de sa coopération avec Huawei un marqueur différenciant vis-à-vis des Occidentaux envers qui elle réduit sa dépendance sur certaines technologies numériques. Un exemple parmi d'autres de la supériorité d'intérêts partagés sur la crainte que peut avoir la Russie d'être assujettie à la puissance chinoise.

Les exportations d'hydrocarbures par la Russie occupent on l'a dit une place centrale dans les échanges avec la Chine, et plus largement dans le partenariat stratégique entre les deux pays. Comment cet aspect crucial des relations russo-chinoises va-t-il évoluer ? Entre

[82] Matthew Walsh, « Sanctions-Hit Huawei to Open New R&D Centers in Russia: Reports », *CX Tech (Caixin Global)*, 19 août 2019, https://www.caixinglobal.com/2019-08-19/sanctions-hit-huawei-to-open-new-rd-centers-in-russia-reports-101452468.html

la nécessité de sortir de l'ère du pétrole, du gaz et du charbon face à l'urgence climatique, les transformations d'une économie chinoise qui voit sa croissance ralentir et le besoin pour la Russie de diversifier son économie, tout montre que les échanges russo-chinois basés sur les hydrocarbures ne pourront se développer éternellement. Lorsque la Chine réduira ses importations depuis la Russie (dans le cadre, souhaitons-le pour la planète, d'une sortie complète des hydrocarbures), c'est tout un pan du partenariat russo-chinois qui s'affaissera. Mais un tel horizon ne se concrétisera que dans un futur lointain. Pour les deux décennies à venir, les échanges russo-chinois vont s'intensifier.

Au-delà des crises énergétiques ponctuelles qui pourraient être plus nombreuses dans un futur proche, se pose évidemment la question de la transition énergétique. Même si la Chine déçoit par ses ambitions trop basses en matière d'énergie propre, ses échéances trop lointaines et son rythme d'exécution trop lent, elle a bel et bien entamé une transition énergétique qui devrait s'accélérer dans les prochaines décennies. Les études menées par Sinopec prévoient ainsi que la consommation chinoise de pétrole devrait atteindre un pic dès 2026[83], avant de refluer après cette date – la multiplication attendue des voitures électriques étant l'une des causes de ce déclin programmé de la consommation de pétrole. Il s'agit là d'une bonne nouvelle pour le climat, moins pour la Russie qui est devenue le premier fournisseur de pétrole de la Chine en 2013 – preuve supplémentaire que l'intensification des relations économiques russo-chinoises est antérieure aux sanctions occidentales de 2014. Si les deux pays ont

[83] « Sinopec (SNP) Foresees China Oil Consumption to Peak Around 2026 », site du NASDAQ, 17 septembre 2021, https://www.nasdaq.com/articles/sinopec-snp-foresees-china-oil-consumption-to-peak-around-2026-2021-09-17

décidé ou mis en œuvre de nouveaux projets liés au charbon ou au gaz, aucun grand projet pétrolier nouveau n'a vu le jour depuis le milieu des années 2010. Même si les importations chinoises de pétrole russe devraient encore croître pour quelques années, les perspectives pour ce marché sont donc peu prometteuses. Même si le pétrole est condamné à être moins utilisé dans des domaines où il est aujourd'hui indispensable, il continuera de subvenir à d'autres besoins. Le président du géant chinois Sinopec (China Petroleum and Chemical Corporation), Ma Yongsheng, anticipait ainsi lors de sa prise de fonction en 2021 que *« le pétrole finira par devenir une matière première pour les produits chimiques plutôt que pour le carburant*[84] *»*, ce qui implique que l'industrie chinoise continuera d'importer du pétrole russe en grandes quantités pour des décennies.

En revanche, la transition énergétique chinoise passera par une augmentation de la consommation d'autres énergies fossiles. La Chine va augmenter la part du gaz naturel dans sa production d'électricité, tout en continuant d'accroître sa consommation de charbon pour satisfaire ses énormes besoins énergétiques. De tels choix de transition énergétique ne sont pas isolés : près de chez nous, l'Allemagne augmente sa consommation de gaz naturel (énergie qui émet beaucoup de gaz à effet de serre mais moins que le charbon) pour accompagner à la fois la lente réduction de l'utilisation du charbon, que les énergies renouvelables ne parviennent pas à compenser assez vite, et la sortie du nucléaire, une décision irrationnelle puisque l'atome est un atout précieux pour faire face à l'urgence climatique. Rappelant que Beijing doit d'un côté « garantir

[84] « China's oil consumption seen peaking around 2026, Sinopec exec says », *Reuters*, 17 septembre 2021, https://www.reuters.com/world/china/chinas-oil-consumption-seen-peaking-around-2026-sinopec-exec-says-2021-09-17/

la sécurité énergétique du pays, et donc acheter plus de charbon » et de l'autre « réduire sa dépendance vis-à-vis du charbon et passer à des centrales électriques au gaz », Vita Spivak « ces deux impératifs créent de nouvelles opportunités pour les exportateurs russes de matières premières énergétiques[85] ».

S'agissant du gaz, Ma Yongsheng estime ainsi que la consommation de gaz naturel de la Chine devrait culminer vers 2040, date à laquelle la demande du pays avoisinera les 620 milliards de mètres cubes, le gaz naturel étant en voie de devenir la principale ressource en combustibles fossiles du pays vers 2050. La demande chinoise en gaz aura plus que doublé entre 2017 et 2035. Or, le gaz russe est moins cher que ses concurrents – y compris le gaz naturel liquéfié. Pour subvenir à l'augmentation des besoins chinois, des importations supplémentaires de gaz en provenance de Russie s'avéreront plus compétitives que des importations de gaz naturel liquéfié en provenance d'autres pays par cargo. La Russie n'est d'ailleurs que le sixième exportateur de gaz naturel liquéfié vers la Chine, loin derrière l'Australie (qui fournit l'essentiel des importations chinoises), la Malaisie, le Qatar, l'Indonésie, et la Papouasie-Nouvelle Guinée[86] : entre les investissements en Sibérie, la double proximité géographique et politique et la sécurité des approvisionnements, le gaz naturel liquéfié russe devrait gagner des parts de marché en Chine face à la concurrence internationale, diversifiant les échanges russo-chinois dans le domaine de l'énergie. Entre 50 et 70 milliards de mètres

---

[85] Vita Spivak, « What Does China's Energy Crisis Mean for Russia? », *The Moscow Times*, 15 octobre 2021, https://themoscowtimes.com/2021/10/15/what-does-chinas-energy-crisis-mean-for-russia-a75307

[86] « China's major LNG suppliers », Reuters Graphics, 2021, URL : https://fingfx.thomsonreuters.com/gfx/editorcharts/CHINA-LNG-IMPORTS/0H001PGDL6RF/index.html

cubes supplémentaires de gaz naturel russe pourraient arriver en Chine dans les 15 à 30 prochaines années, fournissant au passage jusqu'à 3 milliards de dollars d'excédent partageable par an aux producteurs russes et aux clients chinois, comme le montrait une étude du cabinet McKinsey[87]. Jean-Sylvestre Mongrenier et Françoise Thom rapportent que « à long terme, certaines analyses affirment que la Russie aurait la capacité d'exporter vers la Chine 130 milliards de mètres cubes par an, soit un volume comparable aux exportations russes vers l'Europe[88] » (les auteurs ne croyant cependant pas à l'idée que la Chine puisse se substituer à l'Europe dans les exportations russes). Le gazoduc géant « Force de Sibérie », inauguré en décembre 2019, devrait permettre d'acheminer à partir de 2025 plus de 38 milliards de mètres cubes de gaz par an vers la Chine, lorsqu'il aura atteint sa pleine capacité. Du côté russe, les retombées économiques liées à ce qui a été présenté comme le plus gros chantier depuis la fin de l'URSS sont inespérées pour les régions pauvres et sous-peuplées de l'Est sibérien : la nouvelle centrale au gaz de Svobodny, près de la frontière chinoise, devrait ainsi créer des milliers d'emplois dans une zone qui peinait jusqu'ici à attirer investissements et activités[89].

Concernant le charbon, le commerce bilatéral

---

87 Ilya Razlomalin, Ilya Sushin, Otto Waterlander, « The road to China: An opportunity for Russian gas to play out », site du cabinet McKinsey, 15 novembre 2018, https://www.mckinsey.com/industries/oil-and-gas/our-insights/the-road-to-china-an-opportunity-for-russian-gas-to-play-out

88 Jean-Sylvestre Mongrenier, Françoise Thom, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2018, p. 87.

89 Henry Foy, « Russia's $55bn pipeline gamble on China's demand for gas », *Financial Times*, 3 avril 2018, https://ig.ft.com/gazprom-pipeline-power-of-siberia/

Chine-Russie sera là encore amené à s'accroître. En septembre 2021, alors que débutait une crise énergétique mondiale qui s'est traduite en Europe par des tensions financières pour les ménages comme les entreprises, la Chine a importé de Russie environ 3,7 millions de tonnes de charbon thermique, qui constitue le principal combustible pour la production d'électricité dans le pays. L'intérêt d'une telle donnée ? Ces importations depuis la Russie étaient en croissance de 28% sur un mois, et de plus de 230 % sur un an[90]. En revanche, malgré une croissance généralisée de la demande chinoise, les importations de charbon thermique en provenance d'Australie sont restées nulles. Malgré, l'ampleur de la crise, la Chine n'a pas levé l'embargo officieux qu'elle a mis en place sur les importations de charbon australien fin 2020, pour punir Canberra d'avoir exigé une enquête internationale sur la responsabilité de la Chine dans le développement de la pandémie de Covid-19[91]. Il s'agit d'ailleurs d'une illustration supplémentaire du fait que tout comme la Russie, la Chine est de plus en plus encline à privilégier une forme brute et coercitive de la puissance plutôt que ses intérêts économiques, contredisant les fausses certitudes de nombreux observateurs pour qui l'interdépendance et le pragmatisme économique décrédibilisent la perspective d'une future aggravation des tensions entre la Chine, la Russie et les grandes puissances occidentales, voire le risque d'un conflit ouvert.

Quoiqu'il en soit, tout porte à croire que la Chine

---

[90] Evelyn Cheng, « China is ramping up coal imports from Russia — but not Australia », *CNBC News*, 27 octobre 2021, https://www.cnbc.com/2021/10/28/china-is-ramping-up-coal-imports-from-russia-but-not-australia.html

[91] Saheli Roy Choudhury, « China needs more coal to avert a power crisis — but it's not likely to turn to Australia for supply », *CNBC News*, 26 octobre 2021, https://www.cnbc.com/2021/10/26/china-energy-crisis-beijing-not-likely-to-lift-coal-ban-on-australia.html

va se tourner vers ses voisins du nord pour répondre à sa demande croissante de charbon, c'est-à-dire vers la Russie et la Mongolie. Comme le faisait remarquer Bolor Lkhaajav, les importations de charbon russe ont augmenté de près de 50% entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, passant de 16,2 millions à 24 millions de tonnes[92], et ce en dépit de la crise sanitaire. Pour la même auteure, les importations depuis la Russie et la Mongolie sont promises à s'intensifier. La Russie s'y prépare : elle investit plus de 10 milliards de dollars dans un chemin de fer qui l'aidera à augmenter ses exportations de charbon vers l'Asie, en mobilisant même des prisonniers pour accélérer la construction[93]. A rebours de nombreuses prévisions, de nouveaux projets russo-chinois liés au charbon ont été dévoilés fin 2021. Le vice-Premier ministre russe, Alexandre Novak, a ainsi annoncé au sortir d'une réunion de la commission intergouvernementale russo-chinoise sur la coopération énergétique que son pays discutait avec la Chine d'une exploitation conjointe de gisements de charbon, évoquant notamment le gisement de Zashulanskoe (en Sibérie orientale)[94].

Au-delà des chantiers en cours ou déjà terminés, la Sibérie orientale devrait être concernée dans les prochaines années par la mise en valeur de nouveaux gisements de charbon et de champs gaziers ou pétroliers

---

92 Bolor Lkhaajav, « Can Russia and Mongolia Replace Australia's Coal Supply to China? », *The Diplomat*, 20 octobre 2021, https://thediplomat.com/2021/10/can-russia-and-mongolia-replace-australias-coal-supply-to-china/

93 Yuliya Fedorinova, Aine Quinn, « Putin Is Betting Coal Still Has a Future », *Bloomberg*, 30 mai 2021, https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-30/russia-to-modernize-railroads-for-coal-exports?sref=QmOxnLFz

94 « Russia, China discussing joint tapping of coal deposits — Deputy PM », *TASS*, 17 novembre 2021, https://tass.com/economy/1362889.

aujourd'hui peu ou pas exploités, bien que les réserves estimées soient inférieures aux réserves prouvées d'hydrocarbures dans l'ouest du pays (la grande majorité du pétrole et du gaz exploités en Russie se trouvant dans les régions centrales ou occidentales, à proximité de la mer Caspienne, dans l'Oural, dans la mer de Barents et dans l'immense plaine de Sibérie occidentale). Même si de nouveaux projets du type « Force de Sibérie » pour le gaz ou ESPO (Oléoduc Sibérie orientale-océan Pacifique) ou le pétrole ne sont pas à l'ordre du jour, l'Extrême-Orient russe offre de nombreuses opportunités, avec des investissements qui pourraient devenir plus rentables dans les régions hostiles du fait des nouvelles technologies. Un nouveau gazoduc, « Force de Sibérie 2 », est déjà à l'étude avec de bonnes perspectives de réalisation. Après avoir obtenu suffisamment de visibilité sur les chances du projet d'aboutir, Gazprom a lancé des études de faisabilité sur ce gazoduc début 2020[95], et rendu un verdict positif un an plus tard[96]. La Mongolie a déjà validé le passage sur son territoire[97] d'une extension du futur gazoduc, baptisée « Soyuz Vostok » (qui pourrait se traduire par « union de l'Est » ou « unir l'Est »).

Là où « Force de Sibérie » pompe du gaz en Sibérie orientale, « Force de Sibérie 2 » ira le chercher en Sibérie occidentale, là où est extrait une grande partie du

---

95 « Gazprom starts work on Power of Siberia-2 pipeline to China », *Reuters*, 18 mai 2020, https://www.reuters.com/article/russia-china-gazprom-idUSR4N2CB012

96 « Russia's Gazprom approves feasibility study on Power of Siberia 2 gas pipeline », *EnerData*, 14 avril 2021, https://www.enerdata.net/publications/daily-energy-news/russias-gazprom-approves-feasibility-study-power-siberia-2-gas-pipeline.html

97 « Gazprom, Mongolia agree route for Power of Siberia 2 pipeline », discuss feasibility study progress, Interfax, 25 octobre 2021, https://interfax.com/newsroom/top-stories/72969/

gaz exporté en Europe (notamment dans la péninsule de Yamal). « Force de Sibérie 2 » devrait permettre d'acheminer 50 milliards[98] de mètres cubes de gaz par an vers la Chine d'ici 2030, soit une capacité supérieure d'un tiers à celle de « Force de Sibérie » et proche de celle de « Nord Stream » et « Nord Stream 2 » (55 milliards de mètres cubes chacun). Les exportations de gaz russe vers la Chine s'approcheraient ainsi de 90 milliards de mètres cubes au cours de la décennie 2030, soit près de la moitié des exportations actuelles vers l'Europe. Apportant une source supplémentaire de revenus à la Russie, la construction de nouveaux gazoducs vers la Chine permettraient donc d'un véritable rééquilibrage des exportations gazières de la Russie, et offriraient à Moscou davantage d'options pour faire pression sur les Européens au besoin. En effet, l'arme énergétique est à double tranchant : en coupant ses exportations de gaz vers l'Europe dans le cadre d'une crise majeure, la Russie serait capable d'infliger de considérables dégâts économiques aux pays importateurs (à commencer par l'Allemagne) mais en subirait à son tour en se privant de l'une de ses principales sources de revenu. En étant moins dépendante du marché européen grâce à l'accroissement de ses exportations vers la Chine, la Russie aurait donc des marges de manœuvre supplémentaires qui rendraient sa « dissuasion » énergétique plus crédible.

Mais cette moindre dépendance envers l'Europe, synonyme de plus grande dépendance envers la Chine, pourrait devenir contraignante pour Moscou. Ainsi le géopolitologue Alexander Gabuev évoque-t-il le scénario suivant : *« si un jour, par exemple, Beijing souhaite que la Russie cesse d'armer l'Inde et le Vietnam, comment Moscou pourra-t-elle refuser si le marché chinois est la*

[98] « Russia's Gazprom approves feasibility study on Power of Siberia 2 gas pipeline », *EnerData*, *op. cit.*

*principale source de revenues remplissant les caisses du Kremlin ?*[99] *»*. Le risque d'une trop grande dépendance envers la Chine dans le domaine des hydrocarbures n'est pas à balayer d'un revers de la main : avec d'autres éléments du partenariat russo-chinois, il pourrait conduire la Russie à s'aligner sur la Chine plus qu'elle ne le souhaiterait, jusqu'à la suivre dans des confrontations où Moscou ne souhaiterait pas être embarqué. Cependant, nous sommes encore bien loin d'une telle situation où la Chine supplanterait l'Europe comme principal débouché des exportations de gaz russe, y compris dans la perspective (optimiste) d'une Europe qui se passerait du gaz d'ici 2050 pour accomplir sa transition énergétique. D'autant que la Chine elle-même accroît sa dépendance envers la Russie dans le domaine des hydrocarbures, fût-ce dans de moindres proportions au regard de la diversité de ses fournisseurs internationaux.

Malgré tout, il y a bien des frictions dans les relations énergétiques entre les deux pays. Les futurs partenariats russo-chinois dans ce domaine feront face à de nombreux écueils. Du côté des infrastructures et nouvelles exploitations, la Chine n'investira que dans des projets rentables, et la Russie restera prudente sur des investissements qui laissent planer le risque d'une forme de colonisation de la Sibérie orientale. S'agissant des partenariats bilatéraux, l'entente affichée ne doit pas occulter la réalité des rapports de force : en 2014, lorsque les deux pays négociaient autour de la future construction de deux gazoducs en Extrême-Orient (après des années de désaccords portant notamment sur les prix[100]), les

---

[99] Alexander Gabuev, « Russia's energy deals with China may backfire on the Kremlin »,*The Financial Times*, 18 novembre 2021, https://www.ft.com/content/2b699edc-aa18-4582-aaca-58e5e31b395d

[100] « Gaz : un accord à 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie », 21 mai 2014,

négociateurs chinois ont su profiter de l'isolement de la Russie et du début des sanctions occidentales contre Moscou pour obtenir un tarif du gaz avantageux, avec un prix du mètre cube de gaz inférieur de près de 10% à celui du gaz exporté vers l'Europe ; la Chine aurait même bénéficié de transferts de technologies et d'avantages douaniers, lesquels ne sont pas anodins au vu de l'importance pour le Trésor russe des taxes sur les exportations d'hydrocarbures. Suite aux sanctions occidentales, la Russie s'est aussi trouvée dépourvue de certaines technologies et de fonds nécessaires pour certains projets d'exploitation d'hydrocarbures dans le Grand Nord ; la Russie a accepté de laisser des entreprises chinoises soutenues par Beijing prendre la place de leurs concurrentes occidentales. Ainsi du plus grand projet au monde lié au gaz naturel liquéfié, Yamal LNG, où la participation chinoise via la China National Petroleum Corporation et le Silk Road Fund a été décisive pour l'exploitation du champ gazier de Yuzhno-Tambeyskoye et la construction d'une usine géante à Sabetta (péninsule de Yamal), au détriment du français Total qui a été relégué à une tierce place. La France n'est d'ailleurs pas le seul pays européen a avoir fait les frais de la concurrence chinoise dans ce dossier stratégique, la technologie parapétrolière allemande y ayant été évincée au profit de la technologie chinoise.

Ouvrons d'ailleurs une parenthèse permettant d'élargir la compréhension des relations économiques entre la Chine et la Russie : pour financer leurs projets d'exploitation d'hydrocarbures dans le Nord sibérien en dépit des sanctions, Total et l'entreprise russe Novatek ont dû recourir à des prêts chinois à hauteur de 12 milliards de dollars, ce qui a permis à Beijing de s'emparer d'une

---

https://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie_4422950_3244.html

participation de 30% (contre 20% pour Total)[101]. Comme le souligne Jean de Gliniasty, l'un des derniers grands verrous à avoir sauté dans les relations économiques russo-chinoises est précisément le verrou bancaire[102]. A l'activité de la Bank of China, présente en Russie depuis 1993, s'ajoutent depuis les années 2010 celles de la China Construction Bank, Banque industrielle et commerciale chinoise et de la Banque agricole de Chine, tandis que les banques russes se tournent vers le système bancaire chinois pour limiter l'utilisation de compensations en dollars. Pour l'ancien ambassadeur de France en Russie, *« la présence bancaire chinoise en Russie est encore faible, comparée par exemple à Rosbank (Société Générale) ou à la Raiffeisen autrichienne, qui sont devenues de véritables banques russes[103] »*. Les marges de progression sont cependant importantes, et il est à parier que la volonté commune de Beijing et Moscou de s'émanciper du dollar et de bâtir un système bancaire et financier plus autonome conduira à de nouveaux rapprochements dans ce domaine. Si la Russie restera vigilante dans un secteur aussi critique pour sa souveraineté – d'autant que les pratiques prédatrices des banques chinoises invitent à la méfiance, une plus grande interpénétration entre les secteurs bancaires des deux pays accroîtrait encore la profondeur de leur partenariat global.

Pour en revenir aux questions énergétiques, tout montre que malgré les frictions évoquées à l'instant, les partenariats russo-chinois dans le domaine énergétique sont au bénéfice des deux parties et faits pour durer. Rappelons pour conclure que l'Europe a beau avancer bien

---

[101] Jean de Gliniasty, « La Russie dans la rivalité Chine/États-Unis », *Revue internationale et stratégique* n°120, vol. 4, 2020, p. 109-117.
[102] *Ibid*.
[103] *Ibid*.

trop lentement dans une transition énergétique pourtant urgente, elle s'achemine bel et bien vers une réduction drastique de sa consommation d'énergies fossiles émettrices de CO2 dans les prochaines décennies. Comme expliqué plus haut, la transition énergétique chinoise sera hélas bien différente. Le recours accru au gaz en Allemagne – entériné par la coalition qui a succédé à Angela Merkel – et dans d'autres pays européens se traduit certes par une augmentation des exportations russes. Mais là encore, le gaz est vu comme une énergie de transition (ou de support pour pallier aux insuffisances des énergies renouvelables) dans le cadre d'une décarbonation du mix énergétique d'ici 2050, là où la Chine continuera de recourir massivement aux hydrocarbures au-delà de cette échéance. Il suffit d'ailleurs de comparer la manière dont se déroulent les projets gaziers à l'Ouest et à l'Est de l'Oural. A l'Ouest, ces dernières années ont été marquées par les incertitudes autour du gazoduc TurkStream (successeur du projet annulé South Stream), inauguré en 2020 après avoir été momentanément suspendu par la Russie durant la crise avec Ankara, et surtout par les polémiques persistantes autour du projet Nord Stream 2, qui divise les Européens entre eux sans parler des pressions américaines. A l'Est, les projets avec la Chine impliquent des négociations exigeantes, mais qui restent dans un cadre bilatéral bien plus aisé qu'en Europe, et la prise en compte d'intérêts qui diffèrent parfois sur des détails (technologies, infrastructures, tarifs) mais restent globalement convergents.

Au global, si la demande chinoise en hydrocarbures russes n'est pas prête de se substituer à la demande de l'ensemble des États européens, ni de remplacer les importations d'autres pays concurrents de la Russie, elle continuera d'augmenter dans les prochaines décennies et de susciter de nouvelles coopérations. Au-delà des hydrocarbures, la Chine et la Russie intensifient

également leur coopération autour de l'énergie nucléaire, ce qui est de meilleur augure pour la planète mais pourrait compliquer davantage encore la tâche de l'industrie nucléaire française, et donc la promotion de nos intérêts dans le monde. En mai 2021, les deux pays annonçaient ainsi un nouveau projet pour la construction de réacteurs en Chine[104], entre autres initiatives officialisées la même année. Les échanges russo-chinois dans le domaine de l'énergie sont donc voués à s'accroître dans les prochaines décennies, renforçant d'autant le partenariat stratégique global entre Moscou et Beijing.

Nous l'avons dit, la relation économique entre la Russie et la Chine souffre d'un déséquilibre croissant. Sa dynamique n'est d'ailleurs pas perceptible dans tous les domaines : derrière l'approfondissement et l'accroissement constants des liens commerciaux entre les deux pays, on constate que leur relation reste secondaire dans le secteur bancaire (même si la situation évolue) et les IDE, tandis que les échanges de biens (pas seulement les produits énergétiques) et services ont fortement augmentés. Nous l'avons également démontré, le déséquilibre entre la Russie et la Chine fait planer le risque d'une vassalisation du premier pays par le second. Des nouvelles technologies aux exportations d'hydrocarbures en passant par le financement de projets d'importance, Moscou craint de devenir trop dépendant d'une Chine dont le poids économique démesuré se double d'un caractère conquérant, à l'assaut des marchés internationaux, des infrastructures critiques, des ressources et des voies de communication à l'étranger. Au-devant des méfiances à long terme (peur de la vassalisation côté russe, possibles doutes sur la viabilité et les intérêts à long terme de cette

[104] « Russian, Chinese leaders to formally launch construction of new nuclear reactors in China », *TASS*, 19 mai 2021, https://tass.com/economy/1291207

relation côté chinois), on observe des frictions persistantes dans ces deux domaines clés que sont l'industrie de défense (la Russie se méfie de la contrefaçon et de l'espionnage chinois, ainsi que de l'émergence d'une concurrence chinoise sur les marchés internationaux, la Chine voit la Russie continue d'équiper un rival stratégique comme l'Inde et cherche à accroître son autonomie industrielle) et les hydrocarbures (les négociations sur les prix sont souvent longues et tendues, les Chinois ne calibrent leur demande et leurs investissements qu'en fonction de leurs intérêts).

Malgré tout, la relation économique russo-chinoise est comme nous l'avons démontré plus profonde, plus diverse, et même plus équilibrée (en termes d'interdépendance, à défaut d'être équilibrée en ce qui concerne la taille et le dynamisme des deux économies) qu'il n'y paraît. Elle semble surtout plus solide (au sens où elle ne se limite ni à de grands contrats entre les deux capitales, ni à un effet de circonstance lié aux sanctions occidentales) et plus durable (au sens où elle devrait poursuivre sa dynamique actuelle) qu'il n'y paraît. Les différents obstacles au renforcement d'une telle relation – déséquilibre, méfiance, frictions sur des dossiers stratégiques – ne sont pas à négliger, mais les intérêts communs entre les deux pays ne le sont pas non plus. Ces intérêts communs entre la Chine et la Russie (industrie de défense et projets industriels « civils », nouvelles technologies, énergie, financement de l'économie réelle...) sont probablement sous-estimés, au même titre que la volonté des deux capitales de mieux les exploiter. Contrairement à un discours répandu, le partenariat économique russo-chinois n'est ni précaire, ni basé sur des circonstances. Il n'a pas encore atteint un quelconque plafond, et n'est selon toute vraisemblance pas prêt d'entamer son déclin. Cette relation qui dépasse la plupart des prévisions faites à son sujet a désormais des bases

solides et d'importantes marges de progression. Il s'agit là d'une donnée fondamentale, qui rend plus crédible encore la perspective d'un partenariat stratégique russo-chinois durable, un partenariat qui devrait encore se renforcer dans un futur proche.

## *Chine-Russie : des principes et intérêts partagés sur la scène internationale*

La raison la plus fréquemment mise en avant pour expliquer le rapprochement entre la Chine et la Russie est bien sûr leur différend commun (ou en tout cas partagé) avec les États-Unis, d'où le fait que leur partenariat soit si souvent présenté comme une « alliance » s'opposant à Washington. Parler de « blocs », comme sous la Guerre froide, ou d'alliance placée sous le sceau du « choc des civilisation » a peu de sens, mais la convergence des oppositions envers les États-Unis, voire le reste du monde occidental, est une réalité. Depuis que s'affirment les ambitions des deux géants eurasiatiques sur la scène internationale, on relève également la volonté des deux pays de faire évoluer l'ordre mondial hérité de 1945 vers un sens moins occidentalo-centré. Les deux pays, animés par l'idée de restaurer leur grandeur, de laver des humiliations passées (notamment pour la Chine), d'établir une domination régionale qui passe par l'annexion même informelle de terres ou la colonisation de mers disputées, pratiquent de plus en plus le coup de force et le fait accompli face au droit international. Les deux pays promeuvent un monde multipolaire dont ils seraient chacun des éléments centraux (c'est en tout cas le point de vue russe, la Chine voulant devenir *in fine* le nouveau

centre du monde) avec une zone d'influence *a minima* régionale. Ces éléments étant largement connus et commentés, on peut se pencher sur d'autres points de convergence entre la Russie et la Chine sur la scène internationale.

Les dirigeants russes et chinois ont une lecture souvent proche des relations internationales, autour de quelques principes fondamentaux. Tout d'abord, la Chine et la Russie souhaitent la réaffirmation de la souveraineté nationale (la notion de « nation » étant évidemment différente dans des États-continents multinationaux à l'identité impériale comme la Chine et la Russie), que les deux pays appliquent chez eux (Tchétchénie, Tibet, Xinjiang, Hong Kong) et entendent désormais défendre dans le reste du monde. Parmi les motivations principales de l'intervention russe en Syrie, figure ainsi la défense de la souveraineté du régime Assad sur son territoire, à l'opposé de la doctrine du « changement de régime » associée aux Occidentaux. On se souvient du discours marquant de Poutine à la tribune de l'ONU en septembre 2015[105], au cours duquel le président russe brocardait les conséquences de certaines interventions occidentales menées sans vision de long terme (un point sur lequel on peut lui donner raison) et défendait le maintien des gouvernements en place, quels qu'ils soient, au nom de leur légitimité supposée (point plus contestable). Dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai fondée en 2001, l'un des points d'accord officieux entre la Russie, la Chine et d'autres membres à part entière ou observateurs de l'organisation réside dans l'opposition commune au développement de la démocratie libérale en Eurasie. La réaffirmation de la souveraineté nationale telle que la conçoivent la Russie et la Chine passe aussi par

[105] « 70th session of the UN General Assembly », site du Kremlin, 28 septembre 2015, http://en.kremlin.ru/events/president/news/50385.

l'opposition à toute intrusion dans leurs affaires intérieures : le Kremlin apprécie que la Chine ne s'immisce pas dans les affaires russes là où les Occidentaux semblent s'arroger un droit de regard sur elles ; la Russie a d'ailleurs soutenu la reprise en main par la Chine de Hong Kong, là où certains dirigeants occidentaux ont dénoncé à raison une manœuvre contraire à la Constitution de Hong Kong comme à la déclaration conjointe sino-britannique de 1984. Ajoutons que dès la fin des années 2000, soit avant le tournant de l'intervention occidentale en Libye que nous évoquerons plus loin, la Chine et la Russie commençaient à s'accorder dans leurs votes au Conseil de sécurité de l'ONU en usant de leur droit de veto pour protéger des régimes autoritaires : Birmanie en 2007 (Beijing et Moscou ont également bloqué une tentative du Conseil de sécurité de condamner le coup d'Etat dans ce pays en février 2021), Zimbabwe l'année suivante. Les deux pays se sont également accordés en 2019 pour soutenir le régime de Maduro au Venezuela, dossier où ils sont en phase. Au moment d'écrire ces lignes, la Chine a soutenu le veto russe à neuf reprises concernant la guerre civile syrienne, d'une proposition européenne sur la résolution du conflit en octobre 2011 à une proposition germano-belge sur le renforcement de l'aide humanitaire en juillet 2020.

On peut vite avancer que la Chine et la Russie, en plus d'interférer dans les affaires des démocraties occidentales (c'est d'abord le cas de la Russie, mais la Chine s'ingère de plus en plus massivement), violent la souveraineté de certains de leurs voisins : ceci s'inscrit dans la conception partagée de « zones d'influence » sur lesquelles les deux anciens empires estiment chacun avoir des droits historiques. La Russie comme la Chine perçoivent à divers degrés leurs voisins comme des États inférieurs sur lesquels elles peuvent exercer une forme de domination régionale, dans le cadre de leur souveraineté

en tant que grandes puissances. La Russie, dont les dirigeants estiment que l'Ukraine n'est pas un véritable pays ou que les anciennes républiques soviétiques ont vocation à rester dans son giron ou à le réintégrer, est dans une logique d'*hegemon* régional classique qui s'articule avec la conception plus originale d'un « monde russe » environnant, et se double d'un désir de conserver malgré tout une forme de puissance planétaire qui ne pourra plus égaler celle qu'avait la défunte URSS.

La Chine, elle, est toujours habitée par une conception du monde auto-centrée où elle ne se connaît pas d'égal. Sur le plan des relations internationales, la Chine se considère par exemple comme la seule entité permanente ayant survécu à tous les soubresauts de l'histoire, en partant du fait qu'elle soit la plus ancienne civilisation continue du monde là où les autres grandes civilisations n'ont développé que plus tardivement des traits qui ont perduré jusqu'à aujourd'hui. Contrairement à certaines idées reçues, la vision du monde que conservent aussi bien les dirigeants chinois que le reste de la population est mue par un exceptionnalisme et un sentiment de supériorité plus développés encore que ceux qui animent la perception qu'ont les États-Unis de leur propre place dans le monde. Citant une maxime de Confucius selon laquelle « il ne peut y avoir deux soleils dans le Ciel, ni deux empereurs sur la Terre[106] », Huntington rappelle que la Chine se voit nécessairement au sommet d'une hiérarchie harmonieuse où elle entend retrouver sa centralité d'une manière ou d'une autre ; la vision russe d'un monde multipolaire est très différente (la Russie ne s'imagine guère être le centre du monde et sa quête de puissance à l'échelle planétaire reste limitée), mais sur la scène internationale, Moscou partage le souhait

[106] Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997, p. 258.

de voir la Chine faire contrepoids à la domination américaine.

À noter d'ailleurs que Beijing ne souhaite visiblement pas exercer une domination mondiale comparable à celle qu'ont pu établir les États-Unis ; si la Chine a un projet proprement hégémonique, celui-ci est local et se limite à l'Asie-Pacifique et l'Asie du Sud-Est, tout comme la Russie n'a d'ambition hégémonique *stricto sensu* que dans son « étranger proche ». La Chine ambitionne de dépasser la puissance économique, militaire, technologique et politique de l'Amérique, mais visiblement pas de les remplacer dans leur rôle de gendarme du monde, ni de supplanter leur domination culturelle. En chinois, le terme se rapprochant le plus de l'idée occidentale d'hégémonie est le *« ba »*, qui renvoie à l'époque où la Chine était divisée en royaumes combattants avant leur unification par Qin Shi Huang, au même titre que chez nous, le terme « hégémonie » renvoie initialement à l'âge d'or des cités rivales de la Grèce antique ; la notion de *« ba »* a une connotation négative, immorale[107]. La Chine n'a donc pas la même conception de l'hégémonie que les Occidentaux. Son ambition pourrait être de devenir le leader d'un groupe informel (et non d'un bloc idéologique comme au temps de la Guerre froide) de pays opposés à ce que nous considérons comme le « monde libre » et à la gouvernance occidentale du monde. La Russie serait évidemment l'une des grandes puissances de ce groupe, voire le principal partenaire de Beijing (qu'elle est déjà sur la scène internationale). Le but

[107] Astrid Nodin, « Hegemony in Chinese? *Ba* in Chinese international relations », Academia, 2016, http://academia.edu/23768648/Hegemony_in_Chinese_Ba_in_Chinese_international_relations ; initialement paru dans Lion König, Bidisha Chaudhuri (dir.), *Politics of the "Other" in India and China .Western Concepts in Non-Western Contexts*, Londres, Routledge, 2016.

de la Chine de Xi semble être de bâtir une contre-mondialisation triomphante et d'incarner une autre vision des relations internationales. Elle souhaite construire une nouvelle ère mettant la Chine au centre, selon une vision qui emprunte aussi à des concepts chinois traditionnels revisités.

Ainsi notamment de l'idée très ancienne de *« Tianxia »*, qui renvoyait à « tout ce qui existe sous le Ciel » (soit la Chine, centre du monde, et les cultures sous son influence, les périphéries hors de l'aire civilisationnelle chinoise comme l'Europe relevant du *Huawaizhidi*). Difficile à appréhender au XXI$^{e}$ siècle, qui plus est sous un regard non-chinois, ce concept a fait son retour en force ces dernières années sous une forme revisitée qui en fait à la fois un levier intellectuel supplémentaire du nationalisme chinois et une inspiration pour une « Voie chinoise » vers une mondialisation harmonieuse où la Chine serait centrale[108]. La Russie ne se positionne évidemment pas dans une vision inspirée du *Tianxia*, qui suppose une supériorité de la Chine et de sa civilisation plusieurs fois millénaires sur le reste du monde, mais sa vision d'un monde multipolaire n'est pas incompatible avec l'émergence d'un pôle sino-centré capable de faire de l'ombre à l'Occident et d'imposer cette multipolarité dans les faits.

Pour les raisons évoquées plus haut, Chine et Russie ont une approche assez similaire du droit d'ingérence. La Chine reste ainsi attachée au *« bu ganshe yuanze »* (« principe de non-ingérence »), fondamental depuis sa revendication en 1953 par Zhou Enlai comme l'un des « Cinq Principes de la Coexistence pacifique ». Ces « cinq principes » (« respect mutuel envers l'intégrité

[108] Ji Zhe, « Tianxia, retour en force d'un concept oublié », *La Vie des idées*, 3 décembre 2008, https://laviedesidees.fr/Tianxia-retour-en-force-d-un.html

du territoire et la souveraineté de chacun ; non-agression mutuelle ; non-interférence mutuelle ; égalité et bénéfice mutuels ; coexistence pacifique ») ont été gravés dans le marbre avec l'Accord de Panchsheel entre la Chine et l'Inde en 1954, avant de prendre une nouvelle dimension avec la Conférence de Bandung en 1955. Beijing continue de s'y référer, Xi Jinping y joignant la désormais bien ancrée notion de « partenariats gagnant-gagnant »[109]. Moscou prétend parfois se référer à des principes proches lorsqu'il s'agit de défendre la souveraineté de régimes menacés d'intervention par des puissances occidentales ou leur intégrité territoriale, tout en piétinant allégrement ce principe comme on peut l'observer en Ukraine. La Russie comme la Chine sont également frileuses vis-à-vis du principe d'intervention et ont une lecture limitée de la responsabilité de protéger (R2P). S'y ajoutent bien sûr le faible intérêt de ces deux États pour la question des droits de l'homme (la Chine n'est pas partie à la Cour pénale internationale ; la Russie a signé le Statut de Rome mais ne l'a pas ratifié, tout comme... les États-Unis) et leur méfiance vis-à-vis d'un interventionnisme perçu comme déstabilisateur (bien que la Russie se distingue par son implication croissante dans des conflits extérieurs, quand la Chine se limite encore à des missions de maintien de la paix et n'a pour le moment ouvert de base militaire extérieure qu'en 2017, à Djibouti, mais prévoit d'en construire d'autres[110]). Ajoutons que la défense par la

[109] « Faire rayonner les Cinq Principes de la Coexistence pacifique pour construire un monde meilleur basé sur la coopération et le gagnant-gagnant », discours de Xi Jinping retranscrit sur le site du Ministère des Affaires étrangères chinois, 28 juin 2014, https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjdt/zyjh/t1170155.shtml#:~:text=En%20r%C3%A9pondant%20%C3%A0%20ce%20courant,l'%C3%A9galit%C3%A9%20et%20les%20avantages

[110] Notons que les installations chinoises en mer de Chine, illégales au regard du droit international, peuvent être considérées au moins

Chine du principe de non-ingérence et son désir de préserver la stabilité des États concernés s'inscrit aussi dans le besoin de protéger ses intérêts économiques à l'étranger et ses ressortissants ; Beijing a ainsi du rapatrier plus de 36 000 de ses citoyens en Libye en 2011, du fait du conflit que nous allons évoquer ci-dessous.

L'intervention de la coalition occidentalo-arabe en Libye en 2011 a probablement été un l'un des éléments qui ont accéléré le rapprochement sino-russe durant la dernière décennie. La Chine et la Russie se sont abstenues lors du vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui, entre autres, *« autori[sait] les États Membres [...] à prendre toutes mesures nécessaires, nonobstant le paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011), pour protéger les populations et zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne [...] tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen*[111] *»*. À noter d'ailleurs que Poutine, alors Premier ministre de Medvedev, avait publiquement dénoncé cette résolution à laquelle il aurait peut-être opposé son veto ; présenté comme une divergence frontale entre les deux dirigeants russes, cet épisode s'inscrivait cependant selon certains observateurs dans une communication maîtrisée, Poutine brossant l'opinion russe dans le sens du poil et Medvedev rassurant les Occidentaux[112]. L'intervention, initialement

comme des bases projetées.

[111] Résolution 1973 (2011) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 6498e séance, le 17 mars 2011, undocs.org, https://undocs.org/fr/S/RES/1973(2011)

[112] « Medvedev et Poutine affichent leur désaccord sur l'intervention en Libye », France 24, 21 mars 2011, https://www.france24.com/fr/20110321-russie-dmitri-medvedev-vladimir-poutine-intervention-libye-mouammar-kadhafi-resolution-1973-onu

circonscrite aux seuls objectifs prévus par la résolution de l'ONU, a évolué vers un renversement du régime de Mouammar Kadhafi sous la direction de David Cameron (opération britannique Ellamy) et surtout de Nicolas Sarkozy (opération française Harmattan), outrepassant le mandat du Conseil de sécurité aux yeux de la Chine et surtout de la Russie qui se sont senties à la fois dupées et non respectées. De nombreux chercheurs ont nuancé, voire infirmé l'idée que la France aurait dévoyé la résolution 1973 de l'ONU, notamment l'actuel directeur de l'IRSEM Jean-Baptiste Jeangène Vilmer dans son article « Dix idées reçues sur l'intervention en Libye[113] ». On peut par exemple ajouter comme le fait Pierre Servent que le Secrétaire général de l'ONU d'alors, Ban Ki-moon, n'avait pas protesté contre les opérations française et britannique[114] ; nul doute qu'il l'aurait fait si Paris et Londres avaient véritablement outrepassé leur mandat. Il est clair en revanche que la gestion de l'intervention et de ses suites par Nicolas Sarkozy était très discutable, au même titre que les erreurs stratégiques de François Hollande puis d'Emmanuel Macron qui ont contribué plus tard à livrer la Libye à la concurrence-connivence de Poutine et Erdogan et à nous aliéner nombre de nos partenaires, à commencer par l'Italie avec qui nous aurions tout intérêt à coopérer étroitement. Quoiqu'il en soit, du point de vue de la Russie et de la Chine, le comportement des puissances intervenues en Libye en 2011 a constitué un affront supplémentaire, alors que l'opposition courageuse de Paris et Berlin à l'invasion de l'Irak en 2003

---

[113] Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Dix idées reçues sur l'intervention en Libye », *Politique internationale* n°150, hiver 2015-2016, https://archives.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=150&id=1468&search=&content=texte

[114] Pierre Servent, *Les présidents et la guerre, 1958-2017*, Paris, Perrin, 2017, p. 360.

avait lui été perçu favorablement.

Ce nouveau détournement supposé du droit d'ingérence et de la responsabilité de protéger en opération de *regime change* a renforcé le rejet à Moscou et Beijing de ce qui y est perçu comme un interventionnisme occidental déstabilisateur, animé par une arrogance et un sentiment de toute-puissance suffisamment forts pour se jouer du droit international et mentir à ces deux grandes puissances ayant un siège permanent au CSNU que sont la Chine et la Russie. Vu du Kremlin, l'épisode du renversement de Kadhafi a été d'autant plus mal vécu qu'il s'est inscrit dans un contexte contestataire – celui de l'année 2011 – qui y a été perçu autrement qu'en Occident où l'on a généralement vu un lien entre le « Printemps arabe », les manifestations anti-austérité en Europe, le mouvement des Indignés, le mouvement « Occupy » aux États-Unis, et les manifestations en Russie. Le régime de Poutine (comme la majorité de sa base électorale) a lui aussi vu un lien entre ces différents événements, mais sous l'angle d'une offensive des démocraties libérales occidentales déstabilisant le monde arabe pour gagner la Russie, où la contestation a laissé entrevoir le scénario d'une « révolution de couleur ». Vu de Russie, une telle révolution aurait chassé le pouvoir poutinien pour installer un régime pro-occidental, lequel n'aurait pas manqué de soumettre à nouveau le pays à l'étranger ou de le replonger dans le chaos (une perspective qui horrifie une écrasante majorité de Russes, y compris parmi les opposants au régime actuel). La Chine a elle aussi observé cette situation avec une certaine inquiétude. La perspective de voir les États-Unis et leurs alliés continuer d'user de leur supériorité politique et militaire pour imposer leurs vues était évidemment insupportable, justifiant un rapprochement des pays s'opposant à cette situation.

Après le revers de 2011 en Libye, l'année 2013 a marqué une victoire de Moscou dans la défense de sa

conception des relations internationales, autour de la guerre civile syrienne. Une victoire qui a sans doute conforté la Chine dans l'idée que la Russie pouvait être un partenaire efficace, capable de faire bouger les lignes, pour faire émerger un ordre international plus conforme à ses propres principes. Comme on s'en souvient, après l'attaque à l'arme chimique lancée par les forces de Bachar el-Assad sur la Ghouta, le 21 août, Barack Obama, François Hollande et David Cameron envisageaient d'engager des frappes aériennes contre les forces du régime syrien, estimant que ce dernier avait franchi une « ligne rouge ». Alors que les dirigeants des trois pays s'empêtraient dans les lignes qu'ils avaient eux-même fixés (Cameron à cause du vote de la Chambre des Communes opposée à une intervention, Obama par hésitation à impliquer militairement son pays après avoir promis la rupture avec l'interventionnisme décrié de son prédécesseur, Hollande en raison des difficultés pour la France à intervenir seule alors que les engagements divers des armées françaises excédaient déjà leurs moyens rognés par les gouvernements successifs), Poutine a pris tout le monde de court en proposant une solution politique. L'initiative russe prévoyait de placer l'arsenal chimique syrien sous contrôle international pour le démanteler : une initiative salutaire qui a rapidement recueilli les faveurs de la communauté internationale. Le 27 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait à l'unanimité la Résolution 2118, sur la base d'un projet déposé par la France et inspiré par l'initiative de Moscou, pour engager le démantèlement de l'arsenal chimique syrien mais aussi préparer la transition politique à Damas. Deux semaines plus tôt, la Syrie avait présenté son dossier d'adhésion à l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, dont le siège à La Haye essuiera en 2018 une tentative de cyberattaque vraisemblablement d'origine russe).

Mais derrière son caractère louable, l'initiative de Moscou s'inscrivait aussi dans une manœuvre tactique : empêcher une intervention occidentale en Syrie en neutralisant le motif légitime d'intervention que constituait l'emploi criminel d'armes chimiques, et surtout garantir le maintien de Bachar el-Assad au pouvoir en le replaçant dans le jeu diplomatique. Les diplomaties russe et syrienne s'étaient accordées auparavant. Il s'est avéré par la suite que la Syrie avait conservé des armes chimiques et avait menti à la communauté internationale, potentiellement avec le soutien de la Russie. Bloquer l'interventionnisme des puissances occidentales (avant de lancer deux ans plus tard une intervention en soutien au régime syrien), éloigner progressivement celles-ci de la résolution d'un conflit parmi les plus importants de la scène mondiale, garantir le maintien au pouvoir de l'un des régimes les plus inhumains de la planète au nom de la souveraineté et de la stabilité : l'exemple de 2013 a démontré la capacité de la Russie à défendre sa conception des relations internationales que partage aussi la Chine. Cette dernière sait qu'elle aura besoin de la Russie pour faire progresser sa vision de la gouvernance mondiale et faire progressivement refluer l'influence des Occidentaux.

Chine et Russie poursuivent donc des intérêts communs sur la scène internationale où elles ont des conceptions partagées. Si l'on ne peut parler encore d'agenda sino-russe proprement dit, on peut affirmer que Moscou voit Beijing comme son meilleur partenaire pour faire avancer son propre agenda, et inversement. La Russie voit dans la Chine une superpuissance émergente, la seule en mesure de contester le leadership américain et de bousculer l'ordre international, sur laquelle s'appuyer pour compenser ses propres fragilités et son propre déclin relatif ; la Chine voit dans la Russie une puissance établie, gardant de son héritage d'ancienne superpuissance des capacités militaires et une expérience diplomatique qui

manquent encore à l'affirmation d'une puissance chinoise digne de concurrencer celle des États-Unis. Car le tandem entre la Russie et la Chine n'est pas autant déséquilibré en faveur de cette dernière qu'on pourrait le croire. La Russie aura beau peser de moins en moins face au duopole sino-américain et être déclassée par la Chine, elle conserve des atouts qui la rendront incontournable dans le duel sino-américain qui se dessine. Premièrement, par son importance stratégique. Il est acquis de tous que les avantages géographiques de la Russie (immensité, ressources, pont entre l'Europe et l'Asie) lui confèreront un rôle cardinal dans les relations entre la Chine et le monde occidental. Ensuite, parce que la Russie dispose encore, avec ses atouts militaires et diplomatiques évoqués à l'instant, « d'avantages comparatifs » qui lui permettront de ne pas être marginalisée, voire d'être en quelque sorte un « faiseur de rois » dans le duel Beijing-Washington qui va structurer l'essentiel des relations internationales. Enfin, parce que la Chine ne dispose pas, contrairement aux États-Unis, de véritables alliés parmi les grandes puissances, ce qui constitue pour elle un sérieux handicap. Alors que l'expansion de la puissance chinoise dans le monde rencontre déjà quelques limites (que l'année 2020 aura mis en lumière malgré les succès intérieurs du pays, notamment aux plans sanitaire et économique), le partenariat russo-chinois pourrait bien s'avérer à terme aussi important pour Beijing qu'il ne l'est pour Moscou. La relation sino-russe souffrira d'un déséquilibre croissant, mais l'idée répandue d'une vassalisation de la Russie par la Chine pourrait bien être relativisée par le fait que la Chine restera encore dépendante d'une bonne relation avec la Russie pour réaliser ses ambitions internationales pour un certain temps. De quoi conforter l'idée que le rapprochement russo-chinois a vocation à s'accentuer dans les prochaines années.

Derrière des positions internationales convergentes

capables de nourrir leur rapprochement, la Chine et la Russie peuvent certes avoir des ambitions régionales divergentes qui constituent autant d'obstacles. Il convient désormais de nuancer ce point. Si leurs ambitions régionales se heurtent souvent les unes aux autres, les deux parties y trouvent en effet des intérêts communs. En témoigne par exemple la manière dont Chine et Russie entendent coopérer sur certains dossiers liés à la BRI, alors que beaucoup à Moscou voyaient initialement dans l'initiative de Beijing une menace. En Asie centrale, où la Russie s'inquiète légitimement d'une poussée chinoise menaçant les intérêts russes dans d'ex-républiques soviétiques, le développement d'infrastructures dans le cadre de ce projet a été particulièrement mal perçu à l'origine. Or, Chine et Russie ont vite trouvé un terrain d'entente, nombre de dirigeants russes ayant tôt avancé que l'initiative chinoise était davantage porteuse d'opportunités que de menaces. La Chine a rapidement déclaré ne pas souhaiter remettre en cause l'influence russe dans la région, un geste purement verbal qui a néanmoins rassuré à Moscou puisqu'il n'allait pas de soi. La BRI a été raccordée à l'Union économique eurasiatique (UEE) dirigée par la Russie, avec la signature en 2015 d'une déclaration conjointe, pour éviter une opposition des deux projets et promouvoir l'idée d'intérêts partagés dans le développement et l'intégration économique de l'Eurasie. Cependant, il n'existe pas (en 2021) de structure d'organisation conjointe russo-chinoise sur ce dossier, d'autant plus que les perceptions des deux pays divergent, Beijing considérant l'UEE comme un projet secondaire associé à la BRI là où Moscou voit l'UEE comme plus centrale, notamment pour les négociations entre les États d'Asie centrale et la Chine. Quoiqu'il en soit, on répertoriait déjà en 2019 plus de 150 projets communs

entre l'Union économique eurasiatique et la BRI[115], signe de la profondeur de cette association.

Alors que l'Arctique est extrêmement stratégique pour la Russie qui entend y défendre ses positions face aux autres puissances dont la Chine, Moscou et Beijing ont engagé dans cette région une improbable coopération. Suite aux sanctions occidentales, la Russie s'est trouvée dépourvue de certaines technologies et de fonds nécessaires pour certains projets d'importance dans le Grand Nord ; la Russie a accepté de laisser des entreprises chinoises soutenues par Beijing prendre la place de leurs concurrentes occidentales. Ainsi du plus grand projet au monde lié au gaz naturel liquéfié, Yamal LNG, où la participation chinoise via la China National Petroleum Corporation et le Silk Road Fund a été décisive pour l'exploitation du champ gazier de Yuzhno-Tambeyskoye et la construction d'une usine géante à Sabetta (péninsule de Yamal), au détriment du français Total qui a été relégué à une tierce place. La France n'est d'ailleurs pas le seul pays européen a avoir fait les frais de la concurrence chinoise dans ce dossier stratégique, la technologie parapétrolière allemande y ayant été évincée au profit de la technologie chinoise. Le passage du Nord-Est (ou route maritime nord), particulièrement important pour la Russie, est désormais intégré à la BRI, avec le développement de nombreux projets autour d'une « route de la soie arctique[116] » ou « route de la soie des glaces », la Chine ayant l'ambition de développer de nouveaux projets d'infrastructures de transports ou d'exploitation

[115] « What makes Russia an important player in BRI ? », *CGTN*, 1er mai 2019, https://news.cgtn.com/news/3d3d674d7a41444e34457a6333566d54/index.html

[116] Zhang Chun, « China's "Arctic Silk Road" », *The Maritime executive*, 10 janvier 2020, https://www.maritime-executive.com/editorials/china-s-arctic-silk-road

d'hydrocarbures dans cette région où la Chine et la Russie coopèrent de plus en plus étroitement, y compris sur certains dossiers militaires. Là aussi, on constate des divergences de vues entre Beijing et Moscou, mais qui ne doivent pas minorer l'ampleur des coopérations.

Pour en revenir à la question des rivalités sino-russes en Asie centrale, qui rappellent le « Grand Jeu » qui avait opposé les empires russe et britannique dans la même région au XIX$^{e}$ siècle, on aurait tort de croire que les intérêts de la Russie et de la Chine soient si divergents que cela. En effet, les deux pays cherchent à tout prix à défendre le maintien de régimes autoritaires dans la région face au risque de contagion démocratique (qui sera interprétée à tort ou à raison comme une pénétration occidentale), d'expansion islamiste ou de soulèvements séparatistes. Il est vrai que l'Asie centrale voit se télescoper les sphères d'influence russe et chinoise, comme le soulignent souvent ceux qui doutent de la solidité du lien russo-chinois : mais ceci peut justement favoriser la coopération entre Beijing et Moscou, puisqu'il est dans l'intérêt commun des deux géants eurasiatiques de veiller à la stabilité d'une région vitale pour leurs intérêts nationaux. Là encore, l'une des raisons régulièrement soulevées pour prouver la supposée fragilité du partenariat sino-russe semble être finalement assez ténue.

## *De la relation spéciale entre Poutine et Xi aux convergences entre leurs régimes*

L'accélération du rapprochement russo-chinois et le fait qu'il puisse durer s'expliquent aussi par certains facteurs plus originaux, comme la très bonne relation personnelle entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, les deux

hommes présentant de nombreux points communs. Si l'amitié entre les deux dirigeants n'est sans doute pas feinte, leur relation est aussi entretenue par des intérêts personnels communs, chacun utilisant la légitimité, la stature et l'influence de l'autre. Les deux hommes sont indéniablement en concurrence, entre eux et vis-à-vis du reste du monde, mais cette concurrence a selon nous peu de chances de se transformer en rivalité tant les deux chefs d'État ont intérêt à conserver une bonne relation, dusse leur entente devenir une entente de façade.

Il est tentant de chercher à comprendre (voire anticiper) la politique de grands dirigeants par l'influence de leur vécu et de leur trajectoire personnelle : le risque encouru est de verser dans une forme de psychologie de comptoir. En politique étrangère, l'approche psychologique peut être utile pour apprécier le style des dirigeants – flamboyant ou terne, porté sur les « coups » à fort retentissement médiatique ou sur une image de sagesse qui se cultive dans la durée – mais perd en intérêt lorsqu'il s'agit d'étudier le fond de leur politique. Cependant, pour des dirigeants comme Vladimir Poutine, Xi Jinping ou encore Recep Tayyip Erdogan, qui concilient longévité exceptionnelle, concentration du pouvoir et capacité à imprimer leur marque sans être limité par des alternances et contre-pouvoirs effectifs, une approche invoquant des éléments de biographie personnelle peut être pertinente, faisant écho aux biographies de certains dirigeants monarchiques. C'est d'autant plus vrai en ce qui concerne la relation personnelle entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, qui se reconnaissent mutuellement comme deux *alter ego* – ce qu'ils sont, puisqu'ils partagent sur la scène internationale un statut comparable là où leurs deux pays ont un statut de plus en plus inégal en terme de puissance.

Lors d'une rencontre en 2013, Xi Jinping confiait publiquement à Vladimir Poutine : « nous sommes de

caractère similaire[117] ». On peut certes difficilement comparer la nature du régime de Vladimir Poutine, basé sur la perversion en démocrature d'une démocratie russe qui n'a pour l'heure jamais fonctionné, et celui de Xi Jinping, qui repose sur la nouvelle dérive totalitaire d'une authentique dictature. On peut en revanche noter que Poutine a réussi à transformer un système politique fédéral et théoriquement démocratique en régime centré sur sa personne au point qu'il est devenu difficile d'imaginer la Russie sans Poutine, tandis que Xi a fait évoluer une système collégial – celui du Parti communiste chinois – en régime de gouvernement personnel assorti d'un culte de la personnalité, parvenant même à faire inscrire sa « pensée » dans la Constitution chinoise, un privilège jusqu'ici concédé uniquement à Mao et Deng Xiaoping, puis d'être élevé au rang de héros national par l'histoire officielle promue par le Parti. Toujours du côté des institutions, les deux autocrates ont réussi à créer les conditions d'une possible présidence à vie, inimaginable au moment où chacun d'eux accédait au pouvoir. Poutine comme Xi ont surpris le monde en se taillant l'un comme l'autre un pouvoir exceptionnellement fort et ancré dans la durée ; comme l'écrit François Bougon à propos de Xi : *« On attendait un Gorbatchev, c'est un Poutine chinois qui a émergé*[118]*... »*. Poutine et Xi ont d'ailleurs en commun de considérer l'exemple de Gorbatchev comme un avertissement de ce qui advient lorsqu'un pouvoir autoritaire choisit de relâcher son autorité sur les plans intérieur et international sans avoir consolidé ses bases. Il est possible, voire probable, que les deux hommes pensent

[117] Evan Osnos, « Born Red : How Xi Jinping, an unremarkable provincial administrator, became China's most authoritarian leader since Mao », *The New Yorker*, 6 avril 2015, https://www.newyorker.com/magazine/2015/04/06/born-red

[118] François Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, Paris, Actes Sud, 2017, p. 45.

que leur avenir politique est lié, la chute de l'un pouvant entraîner celle de l'autre, ou être prévenue par le soutien de l'autre. On remarque aussi des similarités dans les parcours des deux dirigeants, et dans la manière dont ces parcours ont influé sur leur personnalité : comme nous l'avons expliqué plus haut, une telle approche n'est pas sans intérêt pour comprendre la relation entre ces deux dirigeants à poigne.

Poutine et Xi ont d'abord été tous les deux un caractère et un être au monde forgé par une jeunesse empreinte d'épreuves et de violence dans un contexte socio-politique difficile. Vladimir Vladimirovitch Poutine est né le 7 octobre 1952 à Leningrad, dans une famille modeste (bien que le grand-père du président, Spiridon Poutine, fût cuisinier et goûteur de Raspoutine, Lénine et Staline). Son père, Vladimir Spiridonovitch, était ouvrier dans une usine d'armement, passé ensuite par le NKVD (police politique communiste), avant d'intégrer l'Armée rouge durant la Grande Guerre patriotique (nom donné en URSS à la Seconde Guerre mondiale) au cours de laquelle il témoigna d'une force mentale et d'une capacité de survie dont les biographes de son fils se sont fait l'écho. Il aurait par exemple échappé à une escouade allemande en forêt en se cachant sous l'eau, respirant à l'aide d'un roseau. Alors que son unité était déployée à Kinguissepp, près de l'Estonie, le groupe de Vladimir aurait été trahi par des villageois estoniens et massacré par les Allemands, le père du futur président russe échappant une nouvelle fois de peu à la mort. On a pu lire que cet épisode aurait contribué à nourrir chez Vladimir Poutine une supposée haine des Baltes – laquelle est partagée chez de nombreux Russes issus de l'Ouest du pays. La mère du président, Maria Ivanovna, manutentionnaire à l'usine, avait été laissée pour morte de faim durant le siège de Leningrad quand son mari, à peine sorti de l'hôpital, la tira d'un tas de cadavres ; marquée par la mort de ses deux précédents fils (Albert,

puis Viktor décédé durant le siège comme tant d'autres enfants), elle apporta à Vladimir, qu'elle fit baptiser en secret en plein athéisme d'État, une éducation plus douce que celle d'un père autoritaire que son fils a toujours admiré comme un modèle.

Les séquelles du siège de sa ville natale ont baigné toute la jeunesse du président russe : 872 jours d'enfer entre septembre 1941 et janvier 1944, causant 1,8 million de morts dont une large majorité de civils tués par la faim et le froid. Ceux qui ne parvenaient pas à fuir par la « Route de la vie » sur le lac Ladoga gelé en hiver furent soumis aux pires souffrances, se livrant parfois au cannibalisme. Les épreuves endurées par la population de Leningrad se retrouvent dans un journal intime considéré par les Russes comme un trésor national, celui de Tania Savitcheva, enfant du siège : les seules dates indiquées relatent la mort de tous ses proches, jusqu'à ces derniers mots : *« Tout le monde est mort. Seule Tania est vivante »*. Trop affaiblie, Tania mourut à 14 ans, quelques mois après la fin du siège. Le courage et l'abnégation des habitants de Leningrad, redevenue Saint-Pétersbourg, érige aujourd'hui encore cette cité symbolique au rang de « ville-héros ». Poutine a grandi dans la commémoration de cet héroïsme et du martyre enduré par sa ville natale, croisant régulièrement des mutilés, des habitants vieillis prématurément par les privations ou traumatisés par des scènes insoutenables, écoutant les souvenirs de guerre lorsque ses parents recevaient dans leur appartement d'une pièce, au dernier étage d'un immeuble délabré où les sanitaires étaient partagés entre les différentes familles.

Le futur dirigeant russe a d'abord été turbulent et bagarreur, peu doué à l'école et passant son temps avec des bandes. Il n'a peut-être échappé à un destin de voyou – en tout cas, de voyou qui n'aurait pas accédé à la tête de l'État – que par l'intervention salutaire d'une de ses professeurs, Vera Gourevitch, qui l'a remise dans le droit chemin, et de

son professeur de sambo (art martial né en URSS sous Staline) et de judo où Poutine s'est vite distingué. D'enfant du peuple qui aurait pu finir aux marges de la société, il est devenu un pur produit d'une Union soviétique dont il était fier à l'image de ses compatriotes. Poutine cultive toujours ce passé de garçon de la rue. Un trait qu'il partage également avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, qui a grandi à Kasimpasa, un quartier pauvre d'Istanbul à la population attachée aux traditions populaires et religieuses, situé en contrebas du riche quartier de Péra, vitrine d'une Turquie aux mœurs progressistes, séculaires et europhiles. Erdogan y était un jeune homme bagarreur[119] partageant son temps libre entre la mosquée, le football et l'exercice de ses talents oratoires qu'il a su perfectionner par la suite. Un passé dont le leader turc continue de se vanter, tant son parcours de gamin du peuple ayant triomphé de l'*establishment* kémaliste incarne la revanche de la « Turquie noire » contre la « Turquie blanche », au même titre que Poutine aime se présenter en héraut d'une Russie populaire « authentique » face à l'opposition assimilée à une bourgeoisie occidentalisée, tout en profitant des privilèges d'une oligarchie qui accapare les richesses du pays et dont il est le maître. Derrière le seul aspect rhétorique, Poutine affirme avoir tiré des rixes entre bandes qui ont marqué sa jeunesse des leçons politiques : *« il y a cinquante ans, les rues de Leningrad m'ont appris une chose : si un combat est inévitable, il faut frapper le premier*[120] *»*.

Xi Jinping est né le 15 juin 1953 dans un milieu bien plus favorisé, parmi les « princes rouges », les fils de

[119] Guillaume Perrier, *Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan*, Paris, Actes Sud, 2018, p. 15.

[120] Jeremy Bender, « Putin: 'The streets of Leningrad taught me one thing' », *Business Insider*, 22 octobre 2015, https://www.businessinsider.com/putin-the-streets-of-leningrad-taught-me-one-thing-2015-10?IR=T

dirigeants du Parti communiste chinois. Son père, Xi Zhongxun, a combattu pour la cause communiste durant la guerre civile contre les nationalistes du Kuomintang (1927-1949) et occupé de hautes responsabilités au Parti communiste chinois après la fondation de la République populaire de Chine à laquelle il a participé. Très autoritaire et dur avec ses enfants, Xi Zhongxun leur garantissait cependant par sa position une éducation, un niveau de vie et des perspectives d'ascension au sein du Parti (donc de la société) inaccessibles à l'écrasante majorité de la population. Mais en 1962, Zhongxun a été arrêté sur ordre de Mao lors d'une purge et envoyé à l'usine, puis plus tard en prison : le début d'une longue déchéance pour la famille, cataloguée « ennemie du peuple ». La sanglante « Révolution culturelle » (1966-1976), avec ses millions de morts, a achevé de sortir Xi Jinping de sa jeunesse privilégiée. À peine adolescent, le futur dirigeant chinois était obligé de dénoncer son propre père lors de séances d'humiliations publiques, de faire face au fanatisme des « Gardes rouges » qui menaçaient régulièrement de le tuer, de se défendre contre les agressions physiques en pleine rue et, comme le jeune Vladimir Poutine à la même époque, de rendre coup pour coup. Dans cet enfer, sa demi-sœur aînée, Xi Heping, finit par se pendre. Lui cherchait à poursuivre son éducation interrompue en volant des livres dans les bibliothèques fermées par le régime maoïste. Comme des millions de *zhiqings* (« jeunes instruits »), Xi Jinping a ensuite été envoyé dans des campagnes éloignées pour y être « rééduqué ».

Cette période de la vie du futur président chinois – l'exil à la campagne – fait l'objet de récits contradictoires. Xi Jinping aime la présenter sous un beau jour, racontant même son enthousiasme au moment de quitter la capitale pour apprendre la vraie vie et parfaire son éducation maoïste ; certains reportages et articles dans les médias

occidentaux décrivent au contraire cette période comme un insoutenable calvaire. La vérité se situe entre ces deux récits idéalisés ou dramatisés à l'excès. Témoignant d'un sens politique précoce, le jeune Xi Jinping a demandé à partir dans le Shaanxi, région d'origine de son père qui est à la fois un sanctuaire maoïste (Mao et son armée ont eu leur principale base politique et militaire à Yan'an entre 1935 et 1949) et le lieu d'origine de l'Empereur jaune (Huangdi), le mythique père de la civilisation chinoise qui aurait selon la tradition régné il y a plus de 2 600 ans. Mais la vie que le futur président chinois a mené dans la « Terre jaune », qui tire son nom de la couleur du loess, a sans doute été enjolivée par le principal intéressé. Contrairement à ce que raconte sa biographie officielle, Xi a vraisemblablement été accueilli en fils de dirigeant disgracié et soumis à des travaux ingrats. Au bout de trois mois, le fils de Xi Zhongxun a tenté de s'évader, avant d'être arrêté à Beijing comme d'autres déserteurs et d'être envoyé dans un camp de rééducation pour y creuser des canalisations. Renvoyé dans le Shaanxi, le jeune Xi Jinping a ensuite passé sept ans dans un village sous-développé et coupé du monde, Liangjiahe, devenu désormais un lieu de pèlerinage avec un musée consacré à la jeunesse du président.

De cette jeunesse baignée dans la « Révolution culturelle » et ses suites, Xi Jinping a hérité un caractère d'acier. Xi admire Song Jiang[121], personnage populaire (inspiré d'une figure historique éponyme) du roman *Au bord de l'eau*, un des grands classiques de la littérature traditionnelle chinoise écrit au XIV$^{e}$ siècle par Shi Nai'an et Luo Guanzhong. Le parcours personnel de Xi Jinping semble faire écho à ces célèbres vers qu'écrit Song Jiang

[121] Evan Osnos, « Born Red : How Xi Jinping, an unremarkable provincial administrator, became China's most authoritarian leader since Mao », *The New Yorker*, *op. cit.*

dans le roman :

> *« Depuis l'enfance, j'ai étudié les classiques et l'histoire et j'ai grandi astucieux et intelligent. Aujourd'hui, tel un tigre endurant en terre sauvage, je m'accroupis les dents et griffes résolues. Un tatouage de criminel sur ma joue, un exil forcé dans le Jianghzou lointain, j'aurai ma revanche un jour et je teindrai en rouge de sang le flux du Xunyang*[122] *».*

Mais comme nous le verrons, ce n'est pas contre le Parti communiste chinois et son idéologie que Xi tourne un esprit de revanche : la revanche doit être celle de la Chine sur l'histoire universelle dont elle est sortie durant plusieurs siècles, contre les diverses humiliations infligées à l'Empire du Milieu par l'Occident, et c'est au Parti communiste revivifié par Xi qu'il reviendrait de mener cette revanche.

Vladimir Poutine et Xi Jinping ont aussi en commun d'avoir accédé à la tête de leur pays dans des circonstances aussi inattendues qu'improbables ; on relève également chez eux une force de caractère et une détermination à toute épreuve, doublées du sentiment d'avoir une mission historique à remplir – laquelle pourrait passer par leur association sur la scène internationale et l'approfondissement du partenariat entre leurs deux pays.

Alors qu'il échappait au monde de la délinquance et cherchait à donner un meilleur sens à sa vie, Poutine a décidé à l'adolescence de devenir agent du KGB. Il aurait

---

[122] Shi Nai'an, Luo Guanzhong, *Water margin : Outlaws of the marsh [Au bord de l'eau]*, World Public Library Edition, trad. Sidney Shapiro, p. 393-394, http://uploads.worldlibrary.net/uploads/pdf/20130423230739the_outlaws_of_the_marsh_pdf.pdf

eu une révélation devant un film populaire sorti en 1968, *Le Glaive et le Bouclier*, réalisé par Vladimir Bassov. Dans cette production empreinte de propagande, le héros, joué par Stanislav Lyubshine, infiltre le Troisième Reich avant l'invasion de l'URSS : Poutine s'est mis à rêver de devenir lui aussi un agent héroïque, un James Bond soviétique. Après s'être vu refusé à 15 ou 16 ans d'intégrer le KGB, le jeune homme a travaillé d'arrache-pied pour y entrer. Enfin recruté par les services secrets en 1975, Poutine a commencé au bas de l'échelle, où il a sans doute contribué à traquer des dissidents et des « éléments déviants » de la société soviétique, attendant encore 1985 pour être envoyé à l'étranger comme il le souhaitait ardemment. Il a ensuite occupé à Dresde, alors en République démocratique allemande, des fonctions s'apparentant plus à celles d'un bureaucrate, comme le recrutement d'espions et l'analyse de montagnes de données. Parmi ses missions sur le terrain, Poutine aurait entre autres fait chanter un scientifique pour obtenir l'accès à des études sur des poisons à l'aide d'un *kompromat*[123], été impliqué dans le soutien des services secrets soviétiques aux terroristes d'extrême-gauche de la fameuse « Fraction armée rouge » qui a tué 34 personnes en République fédérale allemande et en Suède, et contribué à d'autres opérations qui lui ont permis d'atteindre le grade de lieutenant-colonel. Malgré cette progression honorable dans la hiérarchie des services secrets, Poutine a vite été déçu par sa carrière, au point que sa femme Lyoudmila (qu'il avait probablement épousée pour être autorisé à partir à l'étranger, le KGB n'envoyant en mission que des hommes mariés) et ses amis se moquaient de lui. Le soir de la chute du mur de Berlin, le futur chef d'État s'est fait remarquer en faisant

[123] Éléments pornographiques compromettants, généralement fabriqués de toute pièce.

reculer à lui seul un attroupement de manifestants venus piller les archive des bureaux locaux du KGB et de la Stasi à Leipzig, avant de détruire tous les dossiers sensibles.

Après une carrière décevante de fonctionnaire zélé mais peu épanoui, Poutine s'est adapté avec habilité aux bouleversements nés de la fin de l'URSS. Il s'est vite illustré en devenant le bras droit du maire de Saint-Pétersbourg des années 1990, Anatoli Sobtchak, son ancien professeur de droit à l'université qui a fini par lui mettre le pied à l'étrier en politique. Tout montre qu'au cours de cette période, Vladimir Poutine était lié à la pègre locale, et qu'il s'est enrichi en participant à leurs activités illégales en pleine crise économique et sociale. Son intelligence, son efficacité et son sens politique l'ont conduit, en plein effondrement du système soviétique, dans un monde politique qu'il n'imaginait sans doute jamais rejoindre et dont il a vite maîtrisé les codes. Impliqué par ses responsabilités dans des réseaux oligarchiques et mafieux, Poutine s'est rapidement fait remarquer par les équipes du Kremlin qui l'ont propulsé en 1998 à la tête du FSB, successeur du KGB, d'où il a écarté des adversaires du pouvoir, comme le Procureur général de Russie, Youri Skuratov, qui menait des enquêtes à risque sur les activités illégales du président Eltsine et des oligarques de son bord. Une *sextape* montrant un homme ressemblant à Skuratov au lit avec deux femmes fut diffusée par la télévision d'État, puis soumise au FSB qui identifia formellement le Procureur : beaucoup soupçonnent ce *kompromat* d'être une mise en scène fomentée par le FSB, mais les enquêtes initiées par Skuratov n'ont jamais pu être rouvertes, permettant à l'entourage présidentiel d'échapper à la justice, et à Poutine de poursuivre son ascension. Une ascension durant laquelle Poutine s'est constitué un réseau dont une bonne partie se retrouve encore aujourd'hui au cœur de son pouvoir.

En 1999, en vacances avec sa famille à Biarritz, Poutine recevait d'un oligarque proche d'Eltsine, Boris Berezovski, une proposition stupéfiante : prendre la succession organisée du président, devenu totalement inapte à la fonction, pour protéger les intérêts de son entourage et garder la main sur les affaires de l'État. Si Poutine ne s'attendait sans doute pas à une telle offre, il est cependant probable qu'il ambitionnait, comme d'autres dirigeants russes sonnés par l'effondrement de l'URSS et inquiets pour le futur de leur pays, de contribuer à donner à la Russie un pouvoir plus fort et une autre direction, fût-ce en influant sur le pouvoir plutôt qu'en cherchant à le conquérir et à l'exercer. Nommé Premier ministre en août, Vladimir Poutine devint vite populaire grâce à sa fermeté dans la lutte contre le séparatisme tchétchène et le terrorisme, et à l'image d'homme fort que l'ont aidé à construire des communicants chevronnés. Or, certains des attentats médiatisés de 1999 qui ont permis à Vladimir Poutine de se poser en recours la même année et de déclencher une guerre ayant fait 150 à 200 000 morts sur un million d'habitants semblent avoir été commis par des membres du FSB plutôt que par des terroristes tchétchènes, ou en tout cas perpétrés alors que certains dirigeants du FSB savaient qu'ils allaient se produire et étaient en capacité d'arrêter leurs auteurs. Les journalistes ayant travaillé sur les zones d'ombre entourant ces attentats ont fait l'objet de poursuites judiciaires infondées qui ont entraîné la liquidation de leurs chaînes d'information... voire leur propre liquidation. Alors que l'entourage d'Eltsine s'imaginait le contrôler, Poutine entendait déjà imposer sa propre marque au pays. Le 31 décembre de la même année, Boris Eltsine démissionnait, laissant le jeune Premier ministre devenir président par intérim. Poutine a ensuite remporté la présidentielle de 2000 – qu'il risquait initialement de perdre de la même manière qu'Eltsine aurait perdu l'élection de 1996 sans

recourir à la fraude – grâce à son image de dirigeant à poigne. On connaît la suite : une créature qui a échappé à ses créateurs, un homme déterminé qui a saisi les opportunités les plus inespérées pour agir. Aujourd'hui théoriquement en mesure de rester au pouvoir plus longtemps que Staline ou Catherine II, Vladimir Poutine n'a pas seulement réussi à construire tout un système autour de lui : le nom de son pays lui est au XXI$^{e}$ siècle étroitement associé.

Au sortir de la Révolution culturelle et du règne de Mao, Xi Jinping aurait pu nourrir de la rancœur envers le Parti communiste chinois et une volonté de changer le système. Au contraire, Xi est devenu un « dur », viscéralement attaché au Parti et défenseur de la ligne dure. Certains analystes évoquent même une forme de « syndrome de Stockholm ». Le futur dirigeant chinois n'a pas retiré de sa jeunesse une aversion pour l'autoritarisme, la violation des droits de l'homme et le broyage de millions de vies humaines par un système totalitaire, mais la conclusion qu'il fallait être fort, sur le modèle de Mao. Xi et Poutine partagent d'ailleurs tous les deux la caractéristique suivante : pour différentes raisons, les deux hommes estiment que leur propre sécurité (et *in extenso* celle de leur héritage politique) passe par leur maintien au pouvoir le plus longtemps possible. Il est même probable que les deux dirigeants aient réciproquement intérêt à voir l'autre rester au pouvoir, ce qui implique de se soutenir mutuellement. Xi nourrissait bien une volonté de revanche qu'il a partiellement mise en application en se débarrassant de nombreux rivaux au cours de sa carrière, mais cette volonté de revanche n'était pas tournée contre le Parti, dont il est devenu un véritable missionnaire, au sens où il se sent chargé de remplir la nouvelle mission historique du Parti communiste chinois : bâtir une « nouvelle ère » et (re)faire de la Chine la première puissance mondiale.

Un messianisme qu'on retrouve dans des

proportions moindres chez Vladimir Poutine, qui lui se sent probablement chargé de la mission de sauver le « monde russe », laver l'affront de l'effondrement de l'URSS et graver dans le marbre le retour de la Russie comme grande puissance. Lorsque Xi Jinping a pu quitter à 22 ans sa période de « rééducation » à la campagne avec l'aide d'anciens amis de son père, il était totalement déterminé à embrasser une carrière politique. Xi aurait pu chercher à profiter de la réhabilitation progressive de son père pour entrer rapidement dans les milieux dirigeants du PCC. S'il a effectivement profité des relations familiales pour obtenir un poste au ministère de la Défense et restait clairement un privilégié, il a cependant choisi de commencer par la base et de gravir les échelons. L'actuel dirigeant du Parti a échoué à neuf reprises à s'y faire admettre ; la dixième fois a été la bonne. À partir de 1979, Xi Jinping a gravi un à un les échelons au sein du Parti-État en s'investissant au niveau local comme un serviteur particulièrement dévoué mais ne faisant jamais de vagues. Depuis la mort de Mao en 1976, le Parti communiste chinois cherchait à tout prix à éviter l'émergence de fortes têtes en mesure d'imposer leur tyrannie personnelle ; les apparatchiks capables de se fondre dans le moule et de « jouer en équipe » étaient préférés aux personnalités charismatiques, contestataires ou porteuses de changement. Après le mandat réformateur et visionnaire de Deng Xiaoping (1978-1989), les mandats de Jiang Zemin (1989-2002) et Hu Jintao (2002-2012) ont ainsi été caractérisés par une absence de leadership fort et de culte de la personnalité des dirigeants, avec un fonctionnement collégial du Parti, un partage des pouvoirs en son sein et la poursuite du « profil bas » sur la scène internationale.

De même que l'ascension de Vladimir Poutine s'est faite dans des circonstances souvent improbables, Xi Jinping est entré en 1997 au Comité central du Parti pratiquement par miracle : 150 sièges étaient à pourvoir

dans cet organe stratégique, mais le décompte des voix plaçait Xi à la 151e place ; le président Jiang Zemin a décidé cette année-là de faire une exception et d'accorder un siège supplémentaire. Lorsque Xi Jinping est entré quelques années plus tard dans les radars des dirigeants du Parti pour son efficacité au niveau local dans la province du Zhejiang (croissance économique record, lutte contre la corruption...) sa stratégie visant à ne pas faire de vagues s'est avérée payante : face à des personnalités étalant leurs ambitions personnelles, Xi avait l'avantage de correspondre au profil discret évoqué plus haut. Marié à une chanteuse alors bien plus connue que lui, Peng Liyuan, Xi a profité de sa nouvelle notoriété pour mettre en avant une image progressiste, moderne, et incarner la « Nouvelle Chine » : lorsqu'il n'était qu'un serviteur local du Parti, Xi a repéré et encouragé des entrepreneurs prometteurs, dont un certain Ma Yun, désormais mondialement connu sous le nom de Jack Ma, fondateur d'Alibaba.

Xi sait d'ailleurs aussi s'en prendre aux grands patrons qui s'écartent de sa vision : des années plus tard, Jack Ma s'étant attiré les foudres de responsables du Parti à l'automne 2020, il semblerait que Xi Jinping lui-même ait contribué à saborder l'entrée en bourse historique d'Ant Group, le géant fondé par M. Ma, tombé en disgrâce[124]. La disparition de Jack Ma pendant trois mois jusqu'à son retour en janvier 2021, mois qui a entre autres vu l'exécution de l'influent grand patron Lai Xiaomin, condamné pour corruption et polygamie, illustre le durcissement du régime de Xi Jinping qui va jusqu'à tourner progressivement la page de la libéralisation

[124] Jing Yang, Lingling Wei, « China's President Xi Jinping Personally Scuttled Jack Ma's Ant IPO », *The Wall Street Journal*, 12 novembre 2020, https://www.wsj.com/articles/china-president-xi-jinping-halted-jack-ma-ant-ipo-11605203556

économique pour renforcer le contrôle du PCC sur l'économie. Elle montre aussi que même l'un des patrons parmi les plus riches et puissants du monde ne peut échapper à la volonté du maître de la Chine, tout comme Poutine a réussi au début des années 2000 à soumettre les oligarques en travers de son chemin. Le reporter Didier François cite quelques exemples récents de cette dérive autoritaire : *« Ren Zhiqiang, fils de ministre et magnat de l'immobilier,* [condamné à] *18 ans de prison pour corruption après avoir questionné dans un article la gestion de la crise sanitaire du coronavirus. Li Huaiqing, banquier, 20 ans de prison pour fraude et subversion après avoir soutenu des mineurs de charbons touchés par une grave maladie des poumons dues à leurs conditions de travail. Geng Xiaonan, grande éditrice, détenue sans procès pour opération commerciale illégale après avoir soutenu financièrement des auteurs dissidents. Ou encore Sun Dawu, gigantesque producteur de poulet et de cochons, arrêté pour avoir alerté les autorités sur une épidémie de fièvre porcine*[125] *»*. Pour en revenir à l'ascension de Xi, on note une différence avec son homologue russe : le futur dirigeant chinois s'est illustré à la tête de la province du Zhejiang par un bilan économique respectable qui a aidé sa progression vers le pouvoir national, quand Poutine n'a jamais véritablement réformé l'économie russe en profondeur.

Après avoir triomphé de tous ses rivaux et su placer les différentes factions du Parti derrière lui, Xi Jinping en a pris la tête en novembre 2012 avant d'être investi Président de la République populaire de Chine en

[125] Didier François, « Pourquoi l'exécution d'un ex-grand patron dit beaucoup du durcissement du régime chinois », *Europe 1*, 29 janvier 2021, https://www.europe1.fr/international/pourquoi-lexecution-dun-ex-grand-patron-dit-beaucoup-du-durcissement-du-regime-chinois-4021800

mars 2013. De là, Xi a nettement rompu avec ses prédécesseurs en s'imposant comme un leader national fort, martelant sa vision du « rêve chinois » et d'une Chine renouant avec la grandeur pour recouvrer enfin sa place au sommet. Il a progressivement concentré tous les pouvoirs pour devenir le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao ; à l'opposé de toute perspective de « relâchement », Xi a engagé un virage autoritaire et répressif. La liberté de la presse, les droits de l'homme, la contestation du régime, sont désormais au plus bas depuis les années 1970. Un culte de la personnalité qui aurait paru anachronique au début du siècle s'est mis en place pour célébrer « Xi Dada » (« tonton Xi », selon le surnom dont l'ont affublé les Chinois), père de la nation omniprésent. Xi Jinping a engagé une campagne sans précédent de lutte contre la corruption, dont le bilan en 2017 s'élevait déjà à plus de 100 000 inculpations, occasionnant la chute de plus de 120 hauts dirigeants du Parti ou de l'armée dont certains constituaient de potentiels « gêneurs » pour Xi ; cette campagne, qui a été l'un des moteurs de la popularité grandissante de Xi Jinping, a aussi (et surtout) été l'occasion de purger le Parti et la société civile, la lutte contre la corruption à d'autres niveaux restant insuffisante. Poutine a lui aussi utilisé l'arme de la « lutte contre la corruption » pour écarter nombre d'oligarques, politiciens ou dissidents, sans que la Russie n'ait réalisé de progrès suffisants en la matière. Comme Poutine, Xi est d'ailleurs moins regardant sur la corruption ou les pratiques frauduleuses de son entourage que chez ses adversaires... Poutine s'est « contenté » d'entreprendre un virage autoritaire qui se heurte encore à de nombreux obstacles et résistances au sein de la société russe ; Xi Jinping, lui, a entrepris l'édification d'un système totalitaire dont on peine à prendre la pleine mesure.

S'agissant de la défense, là où Vladimir Poutine a opéré un redressement spectaculaire des forces russes

après leur effondrement qui avait suivi celui de l'URSS, Xi Jinping a accéléré comme jamais la montée en puissance des forces chinoises et a clairement exprimé les nouvelles ambitions que celles-ci devaient nourrir pour « devenir une armée de classe mondiale » d'ici le milieu du siècle et se « préparer pour la guerre ». Et là où Vladimir Poutine a réussi le grand retour de la Russie sur la scène internationale dont il s'est devenu l'un des principaux protagonistes, Xi Jinping a véritablement affirmé l'avènement de la Chine comme superpuissance. L'époque où le géant endormi devait faire « profil bas », selon les recommandations de Deng, est définitivement révolue. Avec Xi, la Chine semble s'être davantage faite entendre sur la scène internationale depuis 2012 qu'elle ne l'avait fait depuis les années 1980. À la tribune des Nations unies, Deng Xiaoping avait juré refuser que son pays veuille devenir un jour une superpuissance impérialiste ; Xi Jinping a confirmé devant le monde entier que la Chine entendait parvenir à un tel but. Xi ne s'affirme pas seulement comme le dirigeant chinois le plus emblématique depuis Mao, il est le dirigeant chinois le plus connu à l'étranger depuis ce dernier. Autre point commun avec Vladimir Poutine, Xi Jinping assimile son nom à celui de la Chine nouvelle et inversement, créant un précédent pour le XXI$^{e}$ siècle ; déjà reconnu par de nombreux observateurs comme étant l'homme le plus puissant du monde, Xi est le premier dirigeant chinois à être non plus un dirigeant important sur la scène internationale mais un vrai *leader* du monde globalisé, capable de faire de l'ombre au président des États-Unis, et il le restera jusqu'à son départ du pouvoir. Ses successeurs hériteront de ce nouveau rôle : sauf si le régime ne survit pas à Xi Jinping, celui (ou celle, mais c'est peu probable) qui lui succédera à la tête de la Chine sera probablement un dirigeant d'envergure mondial, une sorte de pendant chinois et autoritaire du président des États-Unis et ce

quelque soit son charisme personnel et l'étendue de son pouvoir personnel.

Fin 2017, le XIX$^{e}$ Congrès du Parti communiste chinois a renouvelé pour cinq ans son mandat à la tête du pays sans qu'un successeur soit désigné ; le Parti a ensuite entériné début 2018 le fait que Xi pourrait potentiellement rester président à vie. Si peu de gens auraient su parier à l'avènement de Vladimir Poutine que ce dernier finirait au pouvoir au moins un quart de siècle (soit jusqu'en 2024) et théoriquement jusqu'en 2036, la perspective d'une présidence à vie de Xi Jinping était plus improbable encore à son arrivée au pouvoir. La véritable restauration dictatoriale à laquelle s'est livré Xi en devenant le dirigeant chinois le plus autoritaire depuis Mao paraissait tout aussi inconcevable. « L'Empereur rouge » a réussi à rompre l'équilibre entre factions pour imposer ses alliés à la tête des principales institutions du Parti-État ou à en prendre directement le contrôle. C'est notamment le cas de l'Armée populaire de Libération, que Xi a réussi à placer plus que jamais sous le contrôle du Parti et donc sous le sien, dans le but d'en faire l'un des piliers de la superpuissance chinoise (officiellement, l'armée Chinoise est l'armée du Parti, non celle de la Nation). Surtout, Xi Jinping a réussi à obtenir que sa « pensée » soit inscrite dans la Constitution chinoise et la charte du PCC. La « théorie Deng Xiaoping » avait été érigée au rang de « guide de l'action » dans la charte du Parti communiste l'année de la mort de Deng. Xi Jinping a lui obtenu que sa pensée soit mise en avant comme guide de l'action du Parti, en son nom et en son vivant, ce qui n'était jamais arrivé depuis Mao. S'il est probable que Xi restera au pouvoir au moins jusqu'au début de la décennie 2030, sa vision pour la Chine pourrait même lui survivre.

Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont tous deux imposés comme potentiels dirigeants à vie, et devraient conserver au cours de la décennie actuelle une relation

personnelle d'autant plus spéciale que les deux dirigeants sont les seuls représentants d'une catégorie à part de chefs d'État : des autocrates à la tête respectivement d'une ex-superpuissance et d'une superpuissance émergente, pour une durée potentiellement illimitée. On remarque d'ailleurs que les deux dirigeants s'inspirent mutuellement : là où Xi Jinping semble s'inspirer en partie de son homologue russe pour bâtir sa stature de dirigeant fort en rupture avec ses prédécesseurs (il est en tout cas avéré que la nouvelle politique étrangère chinoise s'inspire de la diplomatie russe, de la posture agressive à la guerre de l'information en passant par l'imposition de faits accomplis), il est possible que Vladimir Poutine et son entourage aient vu dans l'avènement d'une présidence à vie de Xi Jinping une source d'inspiration.

Leur longévité va lier davantage encore les deux autocrates qui ont déjà bâti une relation de confiance. Au pouvoir durant seize ans, de 2005 à 2021, Angela Merkel avait entretenu avec Vladimir Poutine une relation exceptionnelle parmi les dirigeants du monde démocratique : si M. Poutine reste au pouvoir jusqu'en 2036 et que son homologue chinois s'y maintient jusqu'à cette horizon, les deux hommes qui ont noué une relation proche dès 2013 auront à poursuivre leur relation pour une quinzaine d'années supplémentaires. Lorsque l'on connaît les bouleversements qu'ont connu la Russie, la Chine et le reste du monde durant les seize années au pouvoir de madame Merkel, une telle comparaison permet de mettre les choses en perspective, d'autant plus que l'histoire semble promise à accélérer encore pour les quinze années qui viennent.

Partageant de nombreux points communs dans leur trajectoires et personnalités respectives, Vladimir Poutine et Xi Jinping partagent désormais un statut comparable sur la scène internationale, en dépit de l'écart de puissance croissant entre leurs deux pays. Associée à une vision du

monde et des intérêts stratégiques qui se rejoignent plus souvent qu'il n'y paraît, cette proximité personnelle est un élément de plus qui laisse augurer d'un approfondissement durable du partenariat russo-chinois.

## *Dans l'ombre de Poutine et Xi : les dynamiques du pouvoir en Russie et en Chine favorisent-elles un rapprochement durable des deux pays ?*

La relation personnelle entre Vladimir Poutine et Xi Jinping, ainsi que leurs biographies respectives, ne suffisent pas à déterminer comment pourrait évoluer la suite des relations politiques entre les régimes chinois et russes. Il faut donc aussi se plonger dans la vie intérieure, souvent méconnue et caricaturée, des systèmes politiques des deux pays. Ni Poutine ni Xi ne sont les maîtres absolus de leur pays : les systèmes politiques dont ils sont chacun à la tête restent segmentés en factions et clans qui cherchent à faire entendre leurs vues et leurs intérêts ; l'action des deux dirigeants reste influencée par des conseillers dont l'empreinte est réelle, surtout semble-t-il du côté de Vladimir Poutine. La nature autoritaire des régimes russe et chinois n'est pas en soi un gage d'entente – les régimes autoritaires étant davantage susceptibles de s'affronter entre eux que les démocraties, mais dans le contexte international actuel, si.

Outre leurs affinités autoritaires face aux démocraties libérales, les deux régimes partagent leur volonté de réviser divers aspects de l'ordre international. De telles positions font largement consensus dans le personnel politique russe et chinois : personne au sein du système poutinien ou du Parti Communiste chinois ne rêve

de voir les deux pays évoluer vers une démocratie libérale et pluraliste, et renoncer à des ambitions stratégiques qui entrent généralement en confrontation avec la vision et les intérêts des pays occidentaux. Cependant, les factions qui structurent le pouvoir en Chine et en Russie ont de réelles divergences sur le degré d'autoritarisme (certains voient dans le durcissement des régimes russe et chinois une menace pour leur survie), la personnalisation du pouvoir par Poutine et Xi et leur maintien à la tête du pays, le contrôle de l'Etat sur l'économie, la confrontation avec l'Occident, et la suite à donner aux relations russo-chinoises. Pour comprendre quel pourrait être l'avenir des relations entre la Chine et la Russie, il faut donc tenir compte des systèmes politiques des deux pays et des dynamiques qui les traversent.

Nous empruntons ici une approche particulière dans le domaine des sciences politiques. Un certain nombre d'auteurs français et étrangers se sont en effet attachés à démontrer la multiplicité des acteurs, l'importance de leurs relations parfois antagonistes et celle de contraintes d'ordres divers dans la politique étrangère. Dans un ouvrage devenu classique, *Essence of Decision* (1971, réédité en 1999), Graham Allison a déconstruit le modèle de l'acteur rationnel, lui ajoutant le modèle du « processus organisationnel » et celui de la « politique gouvernementale », et mis en évidence le fait que la politique étrangère et la gestion de crises internationales (en l'occurrence, celle des missiles de Cuba en 1962) dépendaient davantage de processus intérieurs, d'interactions entre administrations aux trajectoire parfois opposées et entre décideurs aux marges de manœuvre réduites, qu'à l'importance des doctrines de politique étrangère ou des valeurs politiques126. Cette approche a

[126] Graham Allison, Philip Zelikow, *Essence of Decision*, New York, Longman, 1999 [1971].

également été utilisée par des chercheurs français pour étudier l'arborescence des prises de décision et l'importance de la coexistence entre des administrations parfois rivales (à commencer par l'opposition régulière entre le ministère des Finances et ceux de la Défense et des Affaires étrangères sur la gestion des crédits) : ainsi de Christian Lequesne dans son *Ethnographie du Quai d'Orsay* (2017)127 à la suite de Marie-Christine Koessler dans ses ouvrages sur les acteurs et processus de la politique étrangère française (1999)128 et sur les ambassadeurs (2012)129.

Ce genre d'approche relevant de la sociologie et de l'analyse des processus décisionnels peut être pertinente pour le sujet qui nous intéresse. Il faut donc regarder aussi se plonger dans la vie intérieure, souvent méconnue et caricaturée, des systèmes politiques des deux pays. C'est que nous faisons dans le chapitre dédié à la composition et aux orientations idéologiques du pouvoir russe. On retient entre autres la prépondérance de personnalités issues de milieux régaliens (armées, diplomatie, et surtout appareil sécuritaire), et plus encore d'une ligne dure partagée jusque chez les personnalités du monde des affaires ou de l'Église orthodoxe qui comptent le plus. Sur ce point, le régime s'est encore radicalisé, au détriment de partisans d'une modération politique et d'une détente avec l'Occident. De quoi favoriser, sur le plan intérieur, la perspective d'un durcissement idéologique et l'hypothèse d'une répression accrue en cas de forte contestation. Et de quoi favoriser, sur le plan extérieur, le choix de la confrontation et de la force en cas de crise internationale,

---

[127] Christian Lequesne, *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français,* Paris, CNRS Editions, 2017.

[128] Marie-Christine Kessler, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

[129] Marie-Christine Kessler, *Les Ambassadeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

crédibilisant l'idée que le régime pourrait être tenté par une aventure extérieure, une fuite en avant ou une tentative de fait accompli qui pourraient toutes dégénérer. La composition actuelle du pouvoir russe crédibilise aussi l'hypothèse d'un rapprochement pérenne avec la Chine du fait de la prédominance des *siloviki* et des partisans d'une ligne dure.

Qu'en est-il s'agissant du pouvoir chinois ? Il n'y a justement pas d'équivalent dans ce pays de la notion russe de *siloviki* : de manière classique on y distingue sur tel ou tel sujet des « durs » ou des « modérés ». En politique étrangère, on peut pour simplifier les choses parler d'un camp nationaliste (dont sont entre autres issus les « loups combattants » partisans d'une diplomatie chinoise agressive) et d'un camp favorable à une diplomatie plus apaisée dans la continuité de la stratégie de Deng Xiaoping, Jiang Zemin et Hu Jintao consistant à faire profil bas sur la scène internationale. Notre théorie est que des factions comparables aux *siloviki* russes se sont imposées au sein du Parti communiste chinois, voire de la société chinoise, et devraient garder la haute main autour d'un certain temps autour de Xi Jinping. Cette évolution est proche de ce que l'on observe en Russie, et crédibilise encore l'hypothèse d'un rapprochement durable entre Beijing et Moscou.

Le système politique chinois sous Xi Jinping est extrêmement différent du système politique russe sous Vladimir Poutine. Pour mieux comprendre la vie politique en Chine et les évolutions qu'elle pourrait connaître à l'avenir, les deux ouvrages français les plus complets et synthétiques sur la vie politique chinoise et ses perspectives sont *Le Système politique chinois. Vers un nouvel équilibre autoritaire*130 et *Demain la Chine :*

[130] Jean-Pierre Cabestan, *Le Système politique chinois. Vers un nouvel équilibre autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

*démocratie ou dictature ?*131, tous deux écrits par Jean-Pierre Cabestan ; leur contenu doit cependant tenir compte de la spectaculaire dérive autoritaire de ces dernières années, laquelle a dépassé les prévisions de la plupart des observateurs de la vie politique chinoise.

On l'a dit, le régime chinois fonctionne sur un modèle collégial, conçu pour éviter le retour d'un tyran au sein du Parti. Un modèle que l'ascension spectaculaire de Xi Jinping a mis entre parenthèse, si elle n'y a pas définitivement mis fin (c'est moins probable). Le régime de Vladimir Poutine s'est longtemps caractérisé par un grand écart entre le contenu des textes constitutionnels (démocratiques) et leur application, avant que la législation ne soit progressivement adaptée pour servir de base légale à l'autoritarisme poutinien (des textes permettant de faire taire les personnalités et organisations de l'opposition comme « agents de l'étranger jusqu'à la réforme constitutionnelle permettant à Poutine de rester au pouvoir théoriquement jusqu'en 2036). En comparaison, l'exercice des pouvoirs en Chine est davantage fidèle aux textes institutionnels. Certes, la République populaire de Chine se définit comme un « Etat socialiste de dictature démocratique populaire » (sic), où « tout le pouvoir […] appartient au peuple », où « l'Etat respecte et garantit les droits de l'homme », et où « les citoyens […] jouissent de la liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association, de défiler et de manifestation ». Sans doute les droits de l'homme, la liberté et la démocratie garantis par la Constitution sont-ils « à caractéristiques chinoises », pour reprendre une terminologie chère à la novlangue du PCC. Malgré tout, la Constitution affirme la domination du Parti et de son idéologique sur la vie publique, et l'interdiction de leur « porter atteinte ». La dictature de Xi

[131] Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?*, Paris, Gallimard, 2018.

repose sur des institutions et une législation authentiquement autoritaires.

La principale caractéristique du régime chinois est son opacité. Même lorsque Mao sacrifiait des millions de ses compatriotes dans le cadre de luttes internes entre communistes (la « Révolution culturelle » était d'abord et avant tout une manière pour l'architecte du « Grand bond en avant » d'écarter ses rivaux et de liquider les factions plus modérées du Parti), le fonctionnement du Parti restait obscur. Aujourd'hui encore, ses cadres jurent le poing levé de « préserver les secrets du Parti communiste chinois ». Là où où l'opacité du régime russe n'est pas absolue – en témoigne les informations qui précèdent, le régime chinois parvient à entretenir l'omerta, le secret et le mystère à tous les niveaux : on en sait moins sur ce qu'il se passe au cœur du pouvoir à Beijing que dans les camps de concentration à l'ouest du pays. Au niveau national, le gouvernement chinois ne laisse rien filtrer ou presque des tractations, des négociations et des jeux de pouvoir en tous genres. Enfin, même si le pouvoir chinois est plus hiérarchisé qu'en Russie (le pouvoir exceptionnellement étendu de Xi Jinping faussant tout le système), on en sait peu sur qui sont véritablement les hommes les plus puissants de Chine, au sein du Parti, de l'armée, des entreprises publiques et privées et du monde culturel.

Sur le plan politique, les personnalités les plus importantes du régime sont les membres du Comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois (le Comité au pouvoir au moment d'écrire ces lignes est le dix-neuvième de l'histoire du Parti : ses membres ont été désignés durant le Congrès du PCC de l'automne 2017 qui a entériné l'accession de Xi Jinping au pouvoir à vie). Composé de sept membres (leur nombre pourrait être ramené à cinq au Congrès de 2022, renforçant encore l'emprise de Xi), ce *politburo* fonctionnant dans un secret hermétique est le véritable

cœur du pouvoir. Ses membres pour la période 2017-2022 sont : Xi Jinping, Secrétaire général du Parti, Président de la République populaire de Chine et Président de la Commission militaire centrale ; Li Keqiang, Premier ministre, Président du Conseil des affaires de l'Etat ; Li Zhanshu, président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire ;Wang Yang, président de la Conférence consultative politique du peuple chinois ; Wang Huning, Premier Secrétaire du Secrétariat général du Parti ; Zhao Leji, Secrétaire du Comité central permanent pour l'inspection disciplinaire du Parti (un poste clé puisqu'il intègre aussi bien la lutte anti-corruption que certains éléments de l'encadrement idéologique) ; et Han Zheng, premier vice-Premier ministre.

Précision utile au vu de la complexité du système politique chinois : si la gouvernance de l'Etat se confond avec celle du Parti, il existe des institutions d'Etat en parallèle des principaux organes du Parti. La fonction de Secrétaire général du Parti communiste est de loin la plus importante de toutes les fonctions politiques chinoises, tandis que la présidence de la République populaire est essentiellement honorifique avec entre autres un rôle de représentation à l'international. Comme ses prédécesseurs récents, Xi Jinping cumule les deux postes. Le Premier ministre (Li Keqiang, qui exerce la fonction au moment d'écrire ces lignes, est donné partant en 2022) dirige le Conseil des affaires de l'Etat, qui est le gouvernement de la République populaire mais a dans les faits moins de pouvoir que le Comité permanent du bureau politique du Parti dont le Premier ministre est membre. Comme en France, le système politique chinois a un exécutif bicéphale, entre le Président de la République et Secrétaire général du Parti, et le Premier ministre : on parle ainsi d'une administration Xi-Li pour désigner l'exécutif dirigé par le tandem Xi Jinping-Li Keqiang. Le Premier ministre

est approuvé par l'Assemblée nationale populaire (qui singe le pouvoir législatif des démocraties au point de compter parmi ses près de 3 000 élus des représentants de dociles partis autorisés, membres du « Front uni » ou « indépendants ») et joue un rôle parlementaire. Le vice-président de la République – Wang Qishan pour la période 2018-2023 – est censé être élu par l'Assemblée nationale populaire, mais est désigné au plus haut niveau du Parti. Parmi ses prérogatives largement honorifiques, figure une influence sur la politique étrangère et un rôle de représentation de la Chine à l'étranger. Enfin, la Commission militaire centrale – également dirigée par Xi Jinping – est une émanation du Parti où s'élabore la politique de défense du pays : rappelons en effet que l'Armée populaire de libération ne dépend pas de l'État, mais du Parti. *Stricto sensu*, elle n'est pas l'armée nationale de la Chine, mais le bras armée du PCC. Le ministère de la Défense nationale n'a, contrairement à ce qui se fait dans la plupart des autres pays, pas de véritable pouvoir et sert, comme la présidence de la République, à offrir un visage institutionnel aux forces armées, notamment à l'étranger où le ministre de la Défense peut ainsi être l'interlocuteur des ministres étrangers ; le ministre de la Défense (aujourd'hui le général Wei Fenghe) est d'ailleurs à la fois membre du Conseil des affaires de l'État et membre de la Commission militaire centrale.

Nous avons vu en détail qui étaient les proches de Vladimir Poutine, qu'en est-il de l'entourage de Xi Jinping ? Là encore, l'opacité domine et les informations fiables sont rares. On peut néanmoins confirmer que la plupart des proches du dirigeant chinois partagent sa vision d'une affirmation plus décomplexée de la puissance chinoise, et que les postes les plus élevés de la hiérarchie politique chinoise sont détenus par des alliés de Xi (le Premier ministre Li Keqiang, plus modéré, incarnant d'une certaine manière le lien avec les factions moins acquises

au chef de l'État). Du côté des plus proches conseillers de Xi, on peut citer Li Zhanshu, qui a l'oreille du président, Wang Qishan, qui est considéré comme un sage (il a largement contribué à éviter la propagation en Chine de la crise financière asiatique de 1997 et est écouté en politique étrangère), et surtout Wang Huning. Cet intellectuel parmi les plus célèbres de Chine (en-dehors des dissidents plus médiatisés à l'étranger) est régulièrement présenté comme l'éminence grise du pouvoir chinois depuis les années 2000, au point que Hu Jintao l'emmenait partout avec lui en Chine comme dans ses déplacements internationaux. Le natif de Shanghai est devenu l'un des principaux conseillers idéologiques de Xi Jinping, voire le principal d'entre eux ; si plusieurs médias avaient fait en 2018 état de sa disgrâce, il semble que son influence reste prégnante, y compris au sein du Comité permanent du bureau politique du PCC dont il est toujours membre.

Parfaitement francophone, Wang Huning a longuement étudié la pensée politique française et a d'ailleurs consacré sa thèse de doctorat sur le concept de souveraineté de Jean Bodin à Jacques Maritain[132]. Bon connaisseur de la philosophie des Lumières, il s'est intéressé à l'oeuvre du penseur libéral Alexis de Tocqueville qui a influencé ses propres réflexions sur les sociétés démocratiques, ce qui peut paraître paradoxal pour un intellectuel se revendiquant du communisme et promouvant une forme de renouveau nationaliste chinois. Après avoir suivi de très près les débats politiques dans le monde occidental – notamment l'introduction aux États-Unis de la *French Theory*, dont certains éléments ont été progressivement détournés jusqu'à donner naissance aux

[132] Yi Wang, « Wang Huning: China's Antidote to Strongman Politics », The Diplomat, 22 novembre 2021, https://thediplomat.com/2017/11/wang-huning-chinas-antidote-to-strongman-politics/

courants que l'on qualifie de manière générique de « woke » ou de « wokisme », Wang Huning en a tiré la conclusion que le régime chinois devait confirmer le choix de l'autoritarisme et ne pas dévier vers une forme ou une autre de démocratisation. Parvenu au cœur du pouvoir chinois, il a joué un rôle dans l'élaboration de la théorie du « développement scientifique » qui est aujourd'hui l'un des principaux axiomes idéologiques du Parti communiste chinois. Wang fait partie de ceux qui ont le plus œuvré pour réhabiliter et promouvoir définitivement la culture chinoise traditionnelle – dans la limite de sa compatibilité avec les orientations et les intérêts du Parti. L'une de ses principales réflexions est liée à la nécessité pour le régime communiste de favoriser un retour de la spiritualité dans la société chinoise tout en gardant celle-ci sous l'emprise et la direction du PCC. Si le communisme porte une espérance, il ne produit pas de morale là où la vie de la Cité en a besoin. Il s'agit entre autres pour Wang Huning d'éviter une fragmentation de la société, et surtout de pérenniser le régime actuel avec un nouveau projet de société sans lequel le « grand renouveau de la nation chinoise » ne pourra se concrétiser. Nous pouvons dresser un parallèle avec les orientations du régime russe, qui porte un projet de société qui ne se limite pas au seul culte de la puissance brute.

Comme vu plus haut, Xi Jinping a été intronisé autocrate à vie tandis que sa pensée a été élevée au niveau d'idéologie nationale, des changements devenus officiels entre l'automne 2017 et le printemps 2018. Le dirigeant chinois a depuis franchi une étape supplémentaire dans son apothéose. En novembre 2021, les instances dirigeantes du PCC ont fait voter une résolution sur l'historique du Parti qui fait définitivement de Xi Jinping le troisième « grand » de l'histoire de la Chine populaire après Mao et Deng. Signe de son importance, il ne s'agit que de la troisième résolution de ce genre depuis la

fondation du Parti en 1921[133] : la première, en 1945, faisait le bilan des luttes, erreurs, victoires, controverses théoriques passées et entendait préparer les communistes à la victoire finale, survenue quatre ans plus tard ; la seconde, en 1981, faisait un bilan critique des excès et égarements du maoïsme (sans non plus condamner ses crimes ni engager de véritable remise en cause) et parachevait le tournant engagé deux ans plus tôt par Deng Xiaoping pour ouvrir le pays et engager sa modernisation ; la troisième, celle de 2021, fait le bilan de cent ans d'action du Parti et se tourne vers la « nouvelle ère », dont Xi Jinping est le guide, le principal théoricien, et le maître d'œuvre. Véritable dithyrambe à la gloire du Parti et de son chef, la résolution de 2021 verse dans un culte de la personnalité décomplexé qui montre l'envergure nouvelle du personnage de Xi Jinping, dont la pensée « est la quintessence de la culture et de l'âme chinoises[134] ». En un siècle de luttes, « le Parti et le peuple ont écrit l'épopée la plus sublime de l'histoire plusieurs fois millénaire de la nation chinoise[135] ». Une épopée qui n'en serait qu'à ses débuts, à l'aube de la « nouvelle ère » (le terme revient constamment) du camarade Xi qui est « l'auteur principal de la pensée sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle

[133] Key Resolutions on CPC history, https://www.globaltimes.cn/page/202111/1238838.shtml, The Global Times, 11 novembre 2021.

[134] France 24 avec AFP, « En Chine, le PCC adopte une résolution historique en faveur de Xi Jinping, 11 novembre 2021 », France 24, https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20211111-le-parti-communiste-chinois-adopte-une-r%C3%A9solution-historique-sur-xi-jinping

[135] « Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur les réalisations majeures et le bilan historique des cent années de lutte du Parti, adoptée le 11 novembre 2021 par le 6e plénum du XIXe Comité central du Parti communiste chinois », China.org, 17 novembre 2021, http://french.china.org.cn/china/txt/2021-11/17/content_77877215.htm

ère ».

Signe que le pouvoir de ce dernier est bien assuré malgré des contestations internes (minoritaires), un *leitmotiv* récurrent du texte est la nécessité de, « préserver absolument la position centrale du camarade Xi Jinping au sein du Comité central et du Parti[136] », « s'attacher à préserver résolument la position centrale du secrétaire général Xi Jinping au sein du Comité central et du Parti », et ainsi de suite. Toujours selon cette résolution, le maintien de Xi au centre du pouvoir ne « fait que répondre au désir commun de l'ensemble du Parti, de l'armée et du peuple chinois multiethnique[137] » et serait « d'une importance décisive [...] pour promouvoir le processus historique du grand renouveau de la nation chinoise[138] ». Seul Xi pourrait donc accomplir cette tâche historique qui fait consensus au sein du Parti. Le pouvoir de Xi Jinping n'est pas sans limite au sein de l'appareil d'Etat chinois, et ses positions ne font pas l'unanimité complète : au-delà des crispations portant sur la fin du fonctionnement collégial du régime et l'accession de Xi à un pouvoir à vie, c'est le virage intérieur (durcissement autoritaire, réaffirmation du Parti dans la sphère économique et dans la vie quotidienne) et extérieur (affirmation d'une politique de puissance agressive s'appuyant sur la promotion du nationalisme en Chine même) qui inquiète des factions du Parti qui auraient souhaité le maintien d'une politique plus modérée. Mais l'hypothèse d'une révolution de palais qui pousserait Xi Jinping vers la sortie, déjà hautement improbable auparavant, devient encore moins crédible alors que les textes les plus importants du Parti assurent une telle place au dirigeant suprême. On note d'ailleurs que cette résolution entérine visiblement la position de Xi

[136] Ibid.
[137] Ibid.
[138] Ibid.

Jinping sur la « réunification » avec Taïwan. Précisons en effet que si l'objectif d'une telle « réunification » fait consensus au sein du Parti, les modalités de sa mise en œuvre divisent, entre les partisans (majoritaires) d'un recours à la force armée si nécessaire, et ceux (toujours plus minoritaires) qui jugent une telle option trop dangereuse. La résolution adoptée par le PCC proclame ainsi que « le camarade Xi Jinping a formulé des idées et des politiques importantes sur Taïwan, qui forment la stratégie générale du Parti pour résoudre le problème de Taïwan dans la nouvelle ère[139] ».

Pour atteindre ses ambitions, le Parti *« doit appliquer intégralement la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère[140] »*. Pour ce faire, « il faut éduquer et orienter les cadres et les autres membres du Parti pour qu'ils deviennent des partisans convaincus et des militants dévoués de la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère[141] ». Un endoctrinement qui doit continuer de s'étendre, car « afin que se lève une nouvelle et nombreuse génération de communistes capables de reprendre le flambeau de l'époque, il importe d'inculquer la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère[142] ». Ces déclarations, qui rappellent les injonctions de l'époque maoïstes pour inculquer la pensée du Grand Timonier, se concrétisent depuis plusieurs années. Elles prennent désormais une tournure inquiétante, authentiquement totalitaire. La « pensée Xi Jinping » était déjà omniprésente en Chine depuis le milieu des années 2010, des smartphones (avec une application dédiée à son apprentissage) aux slogans sur les murs, des médias

[139] Ibid.
[140] Ibid.
[141] Ibid.
[142] Ibid.

audiovisuels aux librairies. Depuis 2018, les détenus des camps de « rééducation » – à commencer par les Ouïghours – sont forcés de l'apprendre dans des séquences intensives s'apparentant à du lavage de cerveau. Et depuis la rentrée de 2021, la « pensée Xi Jinping » s'est invitée dans les manuels scolaires des écoles primaire et secondaire143 : les enfants étudient à la fois la « pensée » du tyran rouge, présentée comme une vérité révélée, et sa biographie officielle dans le cadre d'un culte de la personnalité de plus en plus décomplexé.

Une telle évolution du pouvoir de Xi Jinping marque une différence nette avec le régime russe, où la dérive autoritaire de Vladimir Poutine n'a pas atteint de tels sommets (ou bas-fonds). En revanche, étant donné que Xi Jinping souhaite visiblement maintenir une relation approfondie avec la Russie et son dirigeant, le fait que son pouvoir soit à ce point assuré va là encore dans le sens d'un partenariat durable entre Beijing et Moscou.

## *La Russie face aux enjeux de civilisation posés par la Chine*

La grande convergence entre la vision du Kremlin et celle du Parti communiste chinois sous Xi est la perception partagée d'un renouveau national passant par une politique de puissance agressive et impérialiste. La pensée Xi Jinping, c'est en fin de compte l'idée d'une continuité entre la Chine millénaire et l'esprit du « socialisme à la chinoise ». Il s'agit d'engager la « grande renaissance de la nation », et cela ne se limite pas à laver

[143] Dorian Malovic, « En Chine, la "pensée Xi Jinping" s'impose aux enfants », *La Croix*, 31août 2021, https://www.la-croix.com/Monde/En-Chine-pensee-Xi-Jinping-simpose-enfants-2021-08-31-1201173101

l'humiliation des traités inégaux et de la semi-colonisation par l'Occident, le Japon et... la Russie, cette dernière étant depuis quelques années plutôt épargnée dans l'historiographie nationaliste chinoise. Xi martèle de plus en plus le devoir qu'a la Chine de participer à la « destinée commune » du monde, qui justifie par exemple le besoin d'une armée « de classe mondiale », en rupture avec la diplomatie à pas feutrés de ses prédécesseurs qui préféraient avancer masqués. Il défend bec et ongles l'intégrité territoriale de la Chine dans sa version irrédentiste, c'est-à-dire incluant Taïwan, laquelle devra être soumise un jour (une autre similarité avec la Russie de Poutine, bien que celle-ci ne reconnaisse pour l'heure pas plus la souveraineté de Beijing en mer de Chine méridionale que la Chine ne reconnaît encore l'annexion de la Crimée). Comme nous l'avons vu, la Chine ne souhaite apparemment pas exercer une domination mondiale analogue à celle qu'exercent les États-Unis, la conception même de l'hégémonie étant très différente en Chine, et cherche plutôt à construire une alternative au sein de la mondialisation.

La Chine telle que veut la faire émerger Xi Jinping sera une superpuissance paternaliste, vassalisant des pays qui recevraient d'elle investissements, technologies, soutien à l'international, tant qu'ils ne critiquent pas certains aspects sensibles de la politique de Beijing, tels que le traitement des Tibétains et Ouïghours ou le respect des droits humains. Elle sera surtout une superpuissance qui ne cherche pas à répandre les valeurs des démocraties libérales, vues comme perverses. C'est un autre point du message que Xi veut proposer au monde : non seulement bâtir la Chine puissante, prospère et heureuse tant vantée par le régime se fera sans aucune libéralisation politique, mais l'autoritarisme politique sera revendiqué et assumé, bien plus d'ailleurs que dans la « démocratie souveraine » ou « démocratie dirigée » de Poutine. La Chine

revendique de plus en plus – trait commun avec la « voie russe » – de suivre une trajectoire différente de celle des Occidentaux. Tout comme Vladimir Poutine ne présente pas la « voie russe » comme un modèle pleinement reproductible à l'étranger, Xi Jinping ne propose pas de modèle chinois, mais il veut que la Chine vante sa « solution ». Désormais, la « solution chinoise » (*Zhongguo Fang'an*[144]) doit être promue dans le reste du monde face aux défis de la globalisation. Plus encore que Poutine, Xi n'hésite pas à se projeter dans l'après-pouvoir, comme le montre l'exemple de la BRI. Assistera-t-on un jour au basculement de la Russie en quête d'une voie alternative à l'Occident vers cette « solution chinoise » ? Il s'agit d'un choix de civilisation.

Or, deux éléments majeurs qui caractériseront le modèle chinois dans les prochaines années et décennies amèneront eux aussi à des choix de civilisation : le durcissement totalitaire du régime, qui pourrait (sans doute est-ce un vœu pieu) freiner côté russe le souhait d'un rapprochement avec la Chine, et le fait que cette dernière pourrait prendre le leadership mondial sur certains enjeux technologiques (intelligence artificielle, transhumanisme) qui auront des conséquences sociales, économiques et politiques majeures. Cette dernière question est largement absente des différents ouvrages et publications traitant des relations entre la Russie et la Chine : il est pourtant indispensable d'en parler pour anticiper ce que sera le monde dans les prochaines décennies.

Le régime dirigé par Vladimir Poutine a beau être un régime autoritaire à mi-chemin entre la démocrature et la dictature à proprement parler, il n'appartient pas à la même catégorie que le régime chinois, bien qu'il se dirige vers un durcissement supplémentaire. L'enfermement durable de la Russie dans son virage autoritaire est

[144] François Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, *op. cit.*, p. 196.

probable, sa conversion future à une forme de démocratie même imparfaite n'est cependant pas impensable dans le cas où le régime actuel devrait s'effondrer avant 2036 (échéance jusqu'à laquelle Poutine pourrait théoriquement se maintenir au pouvoir, selon les dispositions actuelles). La Chine, elle, est une dictature *stricto sensu* qui après avoir connu un relâchement très relatif entre la fin du mandat de Deng Xiaoping et le début de celui de Xi, opère un authentique virage totalitaire reposant sur la reprise en main de l'ensemble de la société par le Parti communiste chinois, d'une part, et le plein usage du potentiel orwellien des nouvelles technologies, d'autre part. Le « rêve chinois » vanté par Xi Jinping comme un projet phare pour notre temps est à bien des égards l'un des pires cauchemars de notre époque. Les dissidents quels qu'ils soient sont traqués, emprisonnés, voire éliminés les uns après les autres. Le culte de la personnalité de Xi Jinping se substitue parfois aux religions, qui connaissent un regain de persécutions ; des portraits de Xi remplaçant des images religieuses dans les lieux de cultes à la destruction de certains d'entre eux, la Chine populaire persécute jusqu'aux âmes. La persécution contre les Chrétiens serait d'ailleurs au plus haut depuis la Révolution culturelle, ce qui n'émeut pas plus la Russie de Poutine que la persécution des Ouïghours n'émeut la Turquie d'Erdogan – celle-ci expulse même des réfugiés issus de cette communauté, tout en accusant la France et d'autres États européens d'islamophobie d'État. Les Ouïghours sont déportés en masse dans des « camps de transformation par l'éducation » où seraient internés un (chiffre issu d'un rapport de l'ONU de 2018 et sans doute largement dépassé depuis[145]) à trois millions de détenus ; les preuves d'une

[145] Le Monde avec AFP, « La Chine détiendrait un million de Ouïgours dans "des camps d'internement" », *Le Monde*, 31 août 2018, https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2018/08/31/la-

politique de stérilisation des femmes et de limitation des naissances entreprise contre ce peuple par Beijing s'accumulent, de même que celles, par exemple, du prélèvement forcé d'organes sur des personnes vivantes à des fins commerciales (une pratique qui n'est pas neuve en Chine). Des Ouïghours sont réduits au travail forcé dans des usines textile, et il est difficile de savoir ce qui leur est réservé dans les camps. Alors que de nombreux chercheurs voient dans le traitement par Beijing du Tibet et du Xinjiang une forme de « génocide culturel », la possibilité que le PCC en revienne un jour à une forme ou une autre de nettoyage ethnique n'est pas à exclure – l'emploi du terme génocide pour désigner la situation des Ouïghours, s'il a d'abord paru excessif, semble approprié au vu des informations qui se sont accumulées depuis l'été 2020. Au-delà du sort affolant des Ouïghours, d'autres minorités, essentiellement musulmanes, font l'objet de persécutions accrues de la part du pouvoir[146], sans parler de la persistance des politiques répressives au Tibet, qui semblent susciter moins d'indignation qu'auparavant en Occident. Du côté de la radicalisation de Beijing sur le plan international, la réintégration d'Hong Kong dans le giron de la RPC n'est probablement qu'une première étape avant l'assujettissement complet de la Perle de l'Orient, lequel sera précédé ou suivi de l'invasion de Taïwan dans un futur proche, la colonisation de la Mer de Chine méridionale étant déjà une réalité au même titre que l'annexion de la Crimée.

Surtout, le virage autoritaire de la Chine s'accompagne on l'a dit d'une pleine utilisation du potentiel

---

chine-detiendrait-un-million-d-ouigours-dans-des-camps-d-internement_5348573_3216.html

[146] Robin Tutenges, « Les Ouïghours ne sont pas la seule minorité internée dans des camps en Chine », *Slate*, 17 novembre 2020, http://www.slate.fr/story/195980/ouighours-chine-xinjiang-repression-camps-kazakhs-kirghizs-mongols-huis

offert par les nouvelles technologies. Ainsi de l'angoissant système de « crédit social » que s'attelle à mettre en place le Parti communiste pour conditionner la vie des citoyens et embrigader la société, système s'appuyant sur la surveillance de masse par des centaines de millions de caméras intelligentes à reconnaissance faciale, les progrès de l'intelligence artificielle et le *big data*. Un cauchemar dépassant toutes les anticipations d'Orwell pour s'apparenter à celles de *Black Mirror*. Au fur et à mesure que se concrétisera la dérive totalitaire de la Chine de Xi Jinping sur fond de montée en puissance du pays sur la scène internationale, la question sera de savoir si la Russie prendra ses distances avec un régime jugé trop radical, ou si elle confirmera au contraire son rapprochement avec Beijing. Si les nouvelles technologies peuvent servir aux pires dérives autoritaires comme le montre l'exemple chinois, elles peuvent aussi servir à porter de telles dérives à la connaissance du monde entier, et donc ternir davantage la réputation du régime chinois. Il est hélas peu probable que cela dissuadera des pays comme la Russie de renforcer leurs liens avec la Chine. Un autre paramètre, lui aussi lié aux nouvelles technologies, pourrait cependant influer sur les relations russo-chinoises.

Nous venons d'évoquer la place des nouvelles technologies dans le système mis en place par Xi Jinping : or, la révolution technologique est l'un des piliers de la stratégie de Beijing pour consolider son rang de superpuissance et supplanter les États-Unis. Personne ne peut prédire quelles seront précisément les conséquences de cette compétition technologique sur le plan géopolitique, mais on peut déjà en prévoir une avec suffisamment de certitude : cette bataille mettra des barrières à l'entrée, et des puissances aujourd'hui capables de peser par leurs atouts démographiques, économiques, militaires ou territoriaux seront mises hors-jeu dans cet affrontement qui devrait renforcer le duopole sino-

américain. Malgré ses faiblesses internes, notamment au plan économique, la Russie peut rester dans les prochaines décennies un géant planétaire dans les domaines militaire, diplomatique, politique, énergétique... mais elle sera plus encore que l'Europe marginalisée dans les NBIC ou l'intelligence artificielle. L'Europe est déjà en passe d'être définitivement larguée dans une révolution numérique dominée pour l'heure par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) américains et les BATX chinois (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi) chinois, auxquels s'ajoutent côté américain les NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber), Oracle, Cisco ou IBM et côté chinois Huawei, ByteDance (propriétaire entre autres de TikTok), JD ou encore DiDi. La Russie n'a aucune chance de véritablement peser dans ce match qui n'est que l'un des avatars de la lutte pour la suprématie mondiale entre une superpuissance chinoise ascendante et une superpuissance américaine établie, voire sur certains points déclinante. Cela est d'autant plus vrai concernant la bataille pour le leadership planétaire dans l'intelligence artificielle, alors que l'IA risque de devenir l'un des défis les plus décisifs pour le futur de l'humanité, au même titre que les enjeux environnementaux, démographiques et sanitaires.

En septembre 2017, Vladimir Poutine faisait une déclaration remarquée sur l'importance future de l'IA : *« l'intelligence artificielle représente l'avenir non seulement de la Russie, mais de toute l'humanité. Elle amène des opportunités colossales et des menaces imprévisibles aujourd'hui* […]. *Celui qui deviendra le leader dans ce domaine sera le maître du monde. Et il est fortement indésirable que quelqu'un obtienne un monopole dans ce domaine. Donc, si nous sommes les leaders dans ce domaine, nous partagerons ces technologies avec le monde entier*[147] *»*. Malgré les prouesses qu'ils ont su

[147] « Vladimir Poutine : "le leader en intelligence artificielle dominera

réaliser dans les compétitions technologiques passées, du domaine de l'infiniment petit avec la physique à celui de l'infiniment grand avec la conquête spatiale, en passant par la santé et l'armement, les Russes ne seront en aucun cas « les leaders dans ce domaine » qu'est l'intelligence artificielle ; ils n'enregistreront sans doute de réussites notables que dans l'emploi militaire de l'IA où ils sont déjà parmi les principaux compétiteurs mondiaux. Poutine est davantage dans le vrai lorsqu'il explique que « celui qui deviendra le leader dans ce domaine sera le maître du monde », la Chine souhaitant faire d'un futur leadership en intelligence artificielle l'un des moteurs de son accession au leadership planétaire. Dans son ouvrage *Jouissez jeunesse !*, Laurent Alexandre, qui est en France l'une des principales figures du débat sur l'intelligence artificielle à laquelle il a consacré deux best-sellers[148], cite un propos que j'avais tenu à propos de la place de la technologie dans la politique de puissance de la Chine : *« Au début du XV^e^ siècle, la Chine distançait l'Europe en tout et menait de grandes explorations maritimes. À la fin du siècle, l'Europe s'engageait dans 500 ans de domination quand la Chine régressait. Pourquoi ? L'élite confucéenne chinoise a imposé un tournant réactionnaire quand les élites européennes ont soutenu scientifiques et explorateurs. Aujourd'hui, l'Europe cède aux dérives anti-sciences* [...] *quand la Chine mise sur le progrès technique pour nous supplanter*[149] *! »*. Mon propos visait surtout le renoncement à l'esprit de conquête d'une Europe en voie

---

le monde" », *La Revue du Digital*, 2 septembre 2017, https://www.larevuedudigital.com/vladimir-poutine-le-leader-en-intelligence-artificielle-dominera-le-monde/

[148] Cf. *La Guerre des intelligences*, Paris, Éditions JC Lattès, 2017, et *L'IA va-t-elle aussi tuer la démocratie ?* (écrit avec Jean-François Copé), Paris, Éditions JC Lattès, 2019.

[149] Laurent Alexandre, *Jouissez Jeunesse !*, Paris, Éditions JC Lattès, 2020, p. 248.

de sortir de l'histoire au moment où s'intensifie la compétition entre grandes puissances. Si la Russie fait moins preuve de candeur et de passivité que l'Europe dans cette lutte de puissances dont elle est l'un des principaux acteurs, elle n'a pas les moyens d'y être compétitive sur le plan technologique, contrairement au Vieux Continent qui gâche tragiquement ses quelques atouts.

Que fera la Russie face à une Chine qui entend prendre sa revanche sur l'Occident en surfant sur un tsunami technologique qui submerge l'ensemble du monde, Russie incluse ? Si attachée à son indépendance, la Russie aura nécessairement le sentiment de n'avoir de choix qu'entre la sujétion à la superpuissance numérique de la Chine et la soumission à celle des États-Unis. Au-delà des enjeux de puissance et de souveraineté, la révolution technologique soulèvera (soulève déjà) par son impact sur les sociétés des enjeux de civilisation que la Russie sera obligée d'affronter. Ce qui suit semble encore souvent relever de la science-fiction et peut paraître incongru, voire fantaisiste dans le traitement de notre sujet, mais doit pourtant intégrer toute prospective se projetant à 10, 20, 30 ans. Dans les prochaines décennies, nos sociétés vont être bousculées par les questions éthiques liées aux nouvelles technologies et pourraient voir le clivage entre « bioconservateurs » et transhumanistes diviser les civilisations entre elles et en leur sein. Dans les démocraties libérales, ces bouleversements technologiques et éthiques risquent d'ébranler le fragile édifice reposant sur les héritages spirituels croisés d'Athènes, de Rome et de Jérusalem d'une part, et sur la concrétisation des idéaux de l'Humanisme et des Lumières en projet de société d'autre part. Les innovations qui s'attaqueront à la structure du vivant et tenteront de repousser les limites qui ont jusqu'ici conditionné l'existence humaine auront un impact incalculable. Dans des sociétés bien plus

conservatrices que la nôtre, du monde islamique à l'Inde, les conséquences seront explosives. Les États-Unis seront en pointe dans la révolution transhumaniste à laquelle adhère déjà une partie de leurs élites entrepreneuriales et technologiques, mais seront eux aussi secoués par ses conséquences sociales, tout comme leurs voisins du Sud du continent. Les pays les plus avancés d'Asie orientale (Chine, Taïwan, Japon, Corée du Sud), dont on observe aujourd'hui qu'ils sont particulièrement enclins à enjamber ce que nous considérons en Occident comme des barrières éthiques, pourraient être moins concernés par ce clivage entre bioconservatisme et transhumanisme.

Pays bien plus moderne qu'on l'imagine souvent sur le plan technologique, la Russie reste conservatrice au plan sociétal. Elle devrait mal accueillir la révolution transhumaniste sur son propre sol (alors qu'une partie de ses élites fortunées la verrait d'un bon œil), et verra dans la probable progression de cette révolution en Occident une divergence de plus avec celui-ci. La Chine, elle, souhaite embrasser pleinement la révolution transhumaniste et en prendre le leadership. Nombre d'entrepreneurs chinois ou de cadres du PCC veulent précipiter l'avènement de ce que Yuval Noah Harari a décrit comme un *homo deus*[150] (homme augmenté aux capacités supposément proches de celles d'une divinité). Ils sont prêts pour cela à franchir plus de barrières éthiques que les transhumanistes de la Sillicon Valley. Comment la Russie, qui souhaite aujourd'hui incarner le phare de la Tradition[151], et dont le conservatisme survivra au départ de Poutine, s'adaptera-t-elle à une Chine qui deviendra très probablement le pays le plus en pointe dans la révolution transhumaniste et la

[150] Yuval Noah Harari, *Homo Deus. Une brève histoire de l'avenir*, Paris, Albin Michel, 2017.

[151] Au sens entendu par Alexandre Douguine, voir le chapitre sur la composition et l'idéologie du pouvoir russe.

manipulation du vivant ? La question peut paraître anecdotique face à des enjeux internationaux plus classiques, elle est pourtant des plus sérieuses. Là aussi, le choix que fera la Russie de se rapprocher de la Chine ou de l'Occident en dépendra peut-être en partie, parce qu'il s'agira comme indiqué plus haut d'un choix de civilisation dont l'on peine à mesurer les conséquences futures.

Nul ne sait comment la Russie appréhendera les enjeux qui naîtront de la manière dont la Chine embrassera une révolution technologique aux conséquences incalculables – on peut à la rigueur estimer que les futurs dirigeants russes perpétueront le pragmatisme de leurs prédécesseurs et poursuivront le partenariat avec la Chine, de la même manière que Poutine et ses proches n'ont pas d'états d'âme à travailler avec le Parti communiste chinois tout en se prévalant d'être les hérauts des valeurs chrétiennes et ancestrales face au « mondialisme » matérialiste. L'affirmation de la Chine comme leader de la révolution transhumaniste ne devrait pas être de nature à peser sur l'approfondissement prévisible du partenariat russo-chinois : le Kremlin passerait outre. Reste à savoir comment réagira la population russe face aux immenses problèmes bioéthiques que soulèvera l'aventure transhumaniste dans le monde entier, et à l'affirmation de la Chine comme pionnière de cette aventure, mais il est peu probable qu'une éventuelle contestation sociale l'emporte sur les intérêts évidents que présente pour la Russie un partenariat renforcé avec la Chine. À un horizon plus proche, on peut en tout cas tenter d'apporter une réponse à la question soulevée plus haut : malgré le virage totalitaire de Beijing, la Russie va-t-elle basculer en faveur du modèle alternatif promu par la Chine face à celui de l'Occident ? Cela semble le plus probable à terme. En affichant de plus en plus sa proximité avec la Chine, le Kremlin pourrait bien affirmer définitivement sa préférence pour le modèle autoritaire de la « solution

chinoise » lorsque celui-ci se posera sérieusement en alternative aux démocraties occidentales, fût-ce dans les faits.

La Russie vante aujourd'hui une « démocratie dirigée » (ou souveraine) basée sur la « volonté du peuple » incarnée par celle d'un homme fort et un pluralisme de façade : après avoir fait progressivement tomber les digues séparant la « démocratie dirigée » d'une authentique dictature, en préservant de moins en moins les apparences et en rejetant de plus en plus nettement le modèle occidental malgré les inquiétudes d'une bonne partie de la population, le régime russe risque donc de se ranger à terme du côté de l'alternative aux démocraties portée par Beijing. Ceci ne veut pas dire que la Russie appliquera sur le plan intérieur le modèle totalitaire de la Chine et renoncera à tout simulacre de démocratie – une telle issue est irréaliste aussi bien du point de vue des attentes de la société russe que de ce que son gouvernement est en mesure de lui imposer : il s'agirait plutôt d'une reconnaissance par Moscou du fait que la solution autoritaire chinoise soit supposément mieux adaptée aux défis globaux et aux nécessaires évolutions de l'ordre international. Notons enfin un dernier élément. On l'a dit, la Russie ne se dirigera pas vers le modèle totalitaire chinois. En revanche, le régime russe semble être enclin à importer certaines pratiques autoritaires de celui de Xi Jinping : la ville de Moscou élabore par exemple l'installation d'un système de « crédit social » inspiré de celui qu'a mis en place la Chine[152], fût-ce à une moindre échelle. Alors que la Russie prévoit de collecter les « profils numériques » détaillés de 80% de ses citoyens

[152] « Moscow Plans Expanded Social Credit-Style Tracking System – Open Media », *The Moscow Times*, 25 novembre 2020, https://www.themoscowtimes.com/2020/11/25/moscow-plans-expanded-social-credit-style-tracking-system-open-media-a72144

d'ici 2025, on peut imaginer l'extension d'un tel système à l'ensemble du pays. Ceci est d'autant plus crédible que Poutine s'inspire déjà du modèle chinois pour bâtir un « internet souverain » permettant de couper la toile russe du reste du monde et de mieux la surveiller. Autant d'éléments qui pourraient finalement rapprocher le régime russe du modèle totalitaire chinois ?

## *Moscou à l'heure d'un choix inconfortable et inédit dans l'histoire russe*

Les dirigeants russes sont nostalgiques de la période où Washington et Moscou se partageaient l'Europe, et espèrent encore pouvoir peser sur l'avenir de cette dernière ; un espoir qui n'est pas totalement infondé, puisque la perspective d'un effondrement de la construction européenne reste envisageable (notamment *via* l'improbable mais possible départ d'une puissance comme l'Italie en cas d'accession au pouvoir de l'extrême-droite, ou l'implosion de la zone euro si les avancées nées de la crise du Covid-19 devaient rester lettre morte face au renforcement des fractures Nord-Sud et Est-Ouest), et surtout parce qu'une crise majeure impliquant la Russie en Europe de l'Est conditionnerait le futur du Vieux Continent. Cependant, la Russie elle-même se retrouvera dans une situation comparable à celle de l'Europe, dépassée par un antagonisme entre deux pôles de puissance. D'aucuns comparent, à plus ou moins bon escient, la confrontation entre Beijing et Washington à une « nouvelle Guerre froide », analogie qui a pris toute sa place avec la crise du Covid-19. Dans une telle configuration, la Russie pourrait se muer, comme l'avait

fait la Chine face au duel soviéto-américain, en une puissance « non alignée » : mais outre le fait que le partenariat avec la Chine soit trop important aux yeux de Moscou pour qu'advienne une telle issue, ce scénario a peu de sens puisque la « nouvelle Guerre froide » entre Beijing et Washington ne s'inscrit pas dans une logique de blocs, ou du moins pas encore.

Fidèle à sa quête d'équilibre entre l'Europe et l'Asie, l'Orient et l'Occident, la Russie ne souhaite pas s'enfermer dans la confrontation entre Beijing et Washington, pas plus qu'elle ne souhaite définitivement fermer la fenêtre sur l'Occident. D'une manière ou d'une autre, elle sera pourtant amenée à choisir entre deux orientations qui pourraient devenir trop contradictoires : soit approfondir une relation déséquilibrée mais fructueuse avec la Chine qui lui permet, entre autres, de prolonger raisonnablement le bras de fer avec l'Occident, de compenser son affaiblissement global et de nourrir de nouvelles ambitions internationales, sans parler des avantages économiques ; soit chercher à rééquilibrer sa politique étrangère pour ne pas être vassalisée par Beijing, au risque de perdre un partenariat d'avenir aussi bénéfique sans jamais trouver à l'Ouest une relation qui soit *a minima* aussi étroite, avec l'assurance que certaines de ses revendications dans sa « sphère d'intérêts privilégiés » ne seront pas respectés par les Occidentaux, plus encore que par la Chine.

On regroupe généralement les différents *scenarii* s'ouvrant à la Russie dans les prochaines décennies selon trois « voies » : un rapprochement avec l'Europe, voire les États-Unis ; une poursuite du pivot vers la Chine et l'Asie ; la quête d'une voie intermédiaire qui reposerait entre autres sur une politique étrangère équilibrée et la réussite du projet d'intégration des États post-soviétiques dans un ensemble eurasien dominé par Moscou (projet que nous abordons dans un autre chapitre). Le troisième scénario est

aussi idéal qu'irréaliste, à la fois parce que la Russie n'en a clairement pas les moyens et parce que ses partenaires indispensables ne veulent pas être des satellites d'une grande puissance solitaire qui boxe déjà au-dessus de sa catégorie.

Le plus probable est que les dirigeants russes ont suffisamment conscience de ce qui précède pour comprendre que dans le cas (très probable) d'une installation dans la durée de la confrontation entre Chine et États-Unis, leur pays n'aura de choix qu'entre les deux premiers des trois *scenarii* évoqués plus haut. L'alternative pour Moscou n'est pas uniquement entre un rapprochement avec l'Occident (qui supposerait on l'imagine d'accepter d'improbables compromis humiliants comme la renonciation à la Crimée, la sortie définitive de sa « sphère d'influence » d'États post-soviétiques européens, la mise en conformité de la Russie avec certaines valeurs occidentales, la nécessité de compromis dans des dossiers stratégiques pour Moscou...) ou un approfondissement du partenariat avec la Chine au risque de la sujétion par cette dernière. L'enjeu pour la Russie est de préserver son autonomie, son indépendance nationale, mais aussi de se dégager une place favorable dans des relations internationales qui seront largement structurées par l'antagonisme entre des États-Unis qui cherchent à conserver un ordre du monde qui leur est favorable et une Chine cherchant à faire émerger un ordre correspondant à sa vision du monde et à ses intérêts.

Or, la Russie peut préférer une relation privilégiée avec la Chine au sein du nouvel ordre international que celle-ci cherche à faire émerger, à une politique étrangère plus équilibrée qui perdra de son sens et de son intérêt à mesure que seront bouleversés les grands équilibres mondiaux et que vacillera l'ordre post-1945. La Russie serait en position d'infériorité vis-à-vis de Beijing sur un plan bilatéral, mais en situation de force dans l'ordre

construit autour d'une Chine dont elle serait le partenaire privilégié. Il semble que c'est vers ce choix que s'oriente Moscou.

En juin 2018, Rafik Smati alertait sur un fait d'actualité alors passé relativement inaperçu malgré son caractère historique : *« Pendant que le monde libre se déchire au G7, les puissances autoritaires s'entendent au sommet de la SCO*[153] *à Qingdao. Le cœur de l'Histoire bascule peu à peu vers l'Asie. Il est temps pour la France et l'Europe d'oser porter un projet de puissance. Pour ne pas sortir de l'Histoire*[154] *»*. Le sommet du G7 en question, à La Malbaie (Québec), avait été présenté à raison comme le plus chaotique de toute l'histoire du groupe, du fait des tensions suscitées par le comportement du président Donald Trump. Au même moment, le sommet de l'OCS à Qingdao (Chine), avait été perçu, là encore à raison, comme un succès pour la diplomatie chinoise : Xi Jinping avait entre autres réussi le tour de force de réunir autour de la table les dirigeants de l'Inde et du Pakistan, nouveaux membres de l'organisation, en dépit de leur rivalité. Suspendue en 2014 du G7, la Russie de Poutine faisait figure dans ce sommet de poids lourd d'un ensemble émergent dominé par la Chine.

Au-delà du contraste avec le triste spectacle offert par les puissances démocratiques au G7, lié pour l'essentiel à la présidence révolue de Donald Trump, le sommet de Qingdao illustrait un tournant historique durable : l'émergence d'une gouvernance mondiale alternative, autour de groupes d'échange, d'organisations

[153] Acronyme anglais de l'Organisation de coopération de Shanghaï.
[154] Rafik Smati, 10 juin 2018, Twitter, https://twitter.com/RafikSmati/status/1005868270568787969

internationales et de sommets généralement centrés autour du leadership chinois avec un rôle déterminant joué par la Russie. Vers les dernières lignes de son ouvrage *Les routes de la soie*, Peter Frankopan résume l'enjeu qu'illustre la montée en puissance d'une organisation comme l'OCS, sur fond de désoccidentalisation de l'histoire universelle :

> *« Tandis que se transforme le cœur du monde, des institutions et organismes formalisant les relations de cette région capitale se mettent aussi en place. [...] l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS) acquiert une influence croissante et se transforme de plus en plus en pendant de l'Union européenne. Bien que certains accusent l'association d'être "le vecteur de violations des droits de l'homme", qu'ils soulignent le non-respect par ses États membres de la Convention des Nations unies sur la torture et l'absence flagrante de protection des minorités, d'autres y voient l'avenir [...][155] ».*

Si rien ne dit que l'OCS, dont la cohésion et le potentiel d'intégration reste limités, deviendra bien un « pendant de l'Union européenne » ou même de l'OTAN (c'est d'ailleurs très peu probable), l'image que cherchent à renvoyer à travers elle les dirigeants russes et chinois un avant-goût du monde de demain, où le cycle de domination de l'Occident qui s'est ouvert au XV$^{e}$ siècle sera définitivement clos. Elle montre aussi la capacité de la Chine et de la Russie à créer une dynamique autour de laquelle gravitent de nouveaux pays, voire à incarner l'opposition à des démocraties occidentales qui pourraient, demain, être des adversaires dans des conflits majeurs de

[155] Peter Frankopan, *Les routes de la soie*, *op. cit.*, p. 760-761.

plus en plus concevable d'un bout à l'autre de l'Eurasie.

Le rééquilibrage des rapports de force et le transfert de puissance vers l'Orient annoncés depuis des décennies se matérialisent sous nos yeux, en pleine accélération de l'histoire. Dans ce monde qui prend forme, la Russie entend conserver un rôle de premier plan, en compensant ses propres faiblesses. Pour ses dirigeants, cela passe vraisemblablement par la poursuite du rapprochement avec la Chine, en dépit des méfiances et points de friction qui persisteront entre les deux géants eurasiatiques. Dans de telles conditions, la formation d'ici 25 ans d'une alliance russo-chinoise en bonne et due forme paraît de plus en plus probable. Sur le plan stratégique, les conséquences seraient immenses, y compris au plan militaire où l'avantage des forces occidentales pourrait demain être sérieusement remis en question. Le futur de l'Europe, et donc de la France, est intimement lié à celui du partenariat entre les deux empires eurasiatiques. Une alliance entre la Chine et la Russie constituerait en elle-même une « surprise stratégique » ; dans tous les cas, le rapprochement entre les deux pays donne du crédit à l'hypothèse qu'une telle surprise pourrait venir de Russie dans un futur proche.

## Chapitre 2

# Entre défense du « monde russe » et irrédentisme, l'impérialisme russe à l'origine d'une prochaine « surprise stratégique » ?

La Russie de Poutine est nostalgique des deux empires qui l'ont précédée : celui des tzars, et celui des Soviets. Elle cherche à conserver dans l'ensemble de son « étranger proche » une certaine influence, par la séduction ou la contrainte. Là où elle ne parvient plus à rayonner suffisamment (aux pays baltes, et désormais en Ukraine), elle continue à porter une ombre. On peut débattre du fait que l'annexion de la Crimée soit un acte complètement à part dans la politique poutinienne (au sens où il n'aurait pas vocation à être réédité), à séparer d'une quête d'influence plus classique, ou bien la traduction territoriale d'un projet plus vaste (ce qui implique que l'annexion soit un précédent auquel pourraient succéder de nouvelles reconquêtes dans un futur proche). Il ne fait cependant pas de doute que la Russie contemporaine porte un projet impérial, comme d'autres puissances de notre temps ; le projet impérial russe est particulièrement marqué car il touche à la nature même du pays, qui y voit

un pilier de son identité et l'une des clés de sa survie comme grande puissance. La Russie est également traversée par un courant irrédentiste, lequel est semble-t-il minoritaire au sein d'une opinion très attentiste, mais bien plus présent au sein des élites dirigeantes. En découle chez ces dernières un expansionnisme qui reste cantonné à des cercles certes radicaux, mais influents comme l'ont montré les démonstrations de force de ces dernières années.

On en conclut assez (et sans doute trop, mais qui sait ?) vite que les dirigeants russes rêveraient d'étendre à nouveau les frontières du plus vaste pays du monde. Retrouver la grandeur de l'Empire et de l'URSS passerait potentiellement par le recouvrement, d'une manière ou d'une autre, de leurs anciens territoires qui ont quitté le giron de Moscou. En sus d'être les héritiers d'une tradition expansionniste, les dirigeants russes seraient ses continuateurs. Pis, le peuple russe lui-même serait sujet à une forme d'atavisme historique. Les Russes ne seraient pas simplement résignés voire enclins à l'autoritarisme, aux violations des droits de l'homme et à la corruption, toujours intolérants envers les étrangers et leurs valeurs, nationalistes, militaristes, homophobes, embrassant le traditionalisme orthodoxe après avoir acclimaté le communisme : ils seraient prêts à suivre leurs dirigeants dans leur rêve d'empire. La réalité est évidemment bien différente : il en va de même pour la nature de l'impérialisme et de l'expansionnisme russes contemporains. Le projet impérial de la Russie contemporaine est mal compris, et pourtant toujours central. Comment définir l'impérialisme russe au XXI$^{e}$ siècle ? La Russie est-elle vraiment expansionniste ?

Lorsque l'on évoque le rêve impérial du Kremlin, on pense généralement au grand dessein qui sous-tend la création d'une zone économique intégrée avec l'Union économique eurasiatique (UEE), et d'une architecture de sécurité collective liant d'ex-républiques soviétiques avec

l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Ce grand dessein est la reconstitution d'une forme d'unité politique de l'Eurasie au travers d'un ensemble régional dominé par Moscou. Un projet qui va bien au-delà de la volonté de « reconstituer l'URSS » dont on s'émeut si facilement. Mais même s'il devait se concrétiser en association ou en confrontation avec les ambitions chinoises, ce dessein ne peut aboutir à la création d'un empire informel, à la fois parce que la Russie n'est pas en capacité de rétablir une domination d'un autre âge sur les États post-soviétiques et parce que malgré leur potentiel, les caractéristiques géographiques, culturelles, économiques, politiques et militaires que partagent les membres de la zone eurasienne ne constituent pas une assise suffisante. Les dirigeants russes en sont conscients. Historiquement, l'un des principaux canaux de pensée de l'eurasisme (dont l'influence dans le projet d'ensemble eurasien dominé par Moscou est manifeste) comparaît la situation de la Russie sur le « continent eurasien » à celle de l'Allemagne en Europe avant les deux Guerres mondiales. Cette situation était celle d'une grande puissance située au centre d'un ensemble géographique, amenée à choisir entre être encerclée d'ennemis potentiels ou se donner les moyens de devenir l'*hegemon*, la puissance dirigeante de cet espace. Étant au centre de l'ensemble eurasiatique, la Russie conserve effectivement une forme de complexe obsidional qui l'amène à nourrir ce que l'on peut appeler un « impérialisme défensif », comme nous l'évoquons dans un autre chapitre.

Il faut également aborder la volonté prêtée à la Russie de construire un « empire eurasien » dépassant les frontières de l'ex-URSS. D'aucuns estiment également que la Russie, perpétuant un supposé dessein historique, chercherait toujours à dominer la masse eurasiatique, immense et surpeuplée, dont elle contrôle l'essentiel du cœur géographique. Ce cœur de l'Eurasie serait, selon

Halford John Mackinder (1861-1947) qui le qualifiait en 1903 de « Heartland », la base d'une possible « puissance de la terre » capable de disputer la suprématie mondiale à la « puissance de la mer » qu'étaient devenus les États-Unis à la suite de l'Empire britannique. L'Empire russe possédait l'assise territoriale, lui manquaient la technologie et les capitaux d'une puissance comme l'Allemagne. Cette théorie que nous résumons ici à grands traits a pris une nouvelle dimension avec l'accession de l'URSS au rang de superpuissance à la tête d'un ensemble communiste dominant l'Europe de l'Est (1945) puis la victoire des communistes en Chine (1949). Face au risque d'une domination du « Heartland » par l'URSS et le bloc communiste, George Kennan (1904-2005) a préconisé une stratégie de *containment* (endiguement) de l'expansion soviétique dans l'espace environnant que Nicholas Spykman avait théorisé comme un « Rimland » (pourtour littoral du « Heartland », incluant l'Europe, les Proche et Moyen-Orient, l'Inde, la pénisule indochinoise le littoral chinois et la Corée). En 1997, après donc l'effondrement de l'URSS et du bloc communiste, Zbigniew Brzezinski (1928-2017) a réactualisé ces analyses dans son fameux ouvrage *Le Grand Échiquier* (*The Grand Chessboard*, 1997), où il défendait un *roll back* (refoulement) de la puissance russe via l'intégration des ex-républiques soviétiques d'Europe dans l'Union européenne et l'OTAN (notamment l'Ukraine, sans laquelle il estimait que la Russie cesserait d'être un empire eurasien), et une politique d'influence américaine en Asie centrale. La même année, côté russe, paraissait le premier *best seller* du très controversé Alexandre Douguine, *Fondamentaux de géopolitique*, sorte de manuel stratégique à destination d'un dirigeant russe qui souhaiterait rien de moins qu'établir un empire eurasiatique dominé par les Russes ethniques, placer l'Europe sous la coupe de Moscou et contester la suprématie des États-Unis. L'auteur reprend

l'opposition entre la « puissance de la mer » et la « puissance de la terre » (qu'il qualifie de « tellurocratie », par opposition à la thalassocratie maritime), en y adjoignant une dimension idéologique que nous ne détaillerons pas ici. Douguine est souvent présenté par des journalistes et auteurs mal informés comme une source d'inspiration pour le Kremlin, voire comme le « gourou » de Vladimir Poutine. En réalité, comme nous l'abordons dans un autre chapitre, l'influence de cet intellectuel sulfureux sur le pouvoir russe est très marginale, en tout cas s'agissant de sa politique étrangère où elle est sans doute bien plus faible qu'on l'imagine souvent. De même, l'influence sur la politique étrangère américaine des écrits de Mackinder, Spykman et Brzezinski est peut-être surestimée. Quoique l'on puisse lire sur la volonté de la Russie de construire un empire eurasien, il convient donc de la relativiser : si Moscou rêve toujours d'un tel empire, celui-ci épouse sa zone d'influence historique et a visiblement peu à voir avec celui que décrivent les théoriciens anglo-saxons. La Russie ne s'imagine aucunement disputer seule leur suprématie aux États-Unis selon des théories géopolitiques dépassées ; sans doute se résigne-t-elle déjà à voir la Chine s'installer progressivement comme puissance dominante de l'Eurasie, et cherchera à renforcer le partenariat stratégique Moscou-Beijing comme nous l'évoquons dans le chapitre dédié.

S'agissant de l'impérialisme russe, on pense aussi à des éléments qui font de la Russie une puissance d'entraînement comme l'orthodoxie, ou l'identité slave. Ces liens ont beau être très puissants, comme on le voit entre autres dans la relation privilégiée qu'entretiennent la Serbie et la Russie, ils ne le sont pas suffisamment pour créer le socle d'un futur ensemble dominé par la Russie. À notre époque, l'orthodoxie n'est plus de nature à constituer le ciment d'un empire. Les Roumains, Bulgares et Grecs ne vont pas s'éloigner de l'Union européenne pour se

mettre sous la protection de la Sainte-Russie (qu'a-t-elle à apporter de mieux que l'UE ?). Face aux tensions entre Moscou et Kiev, l'Église orthodoxe ukrainienne a même fait sécession de l'Église russe pour devenir autocéphale ! La Russie n'est sinon pas réductible à sa vocation d'être le porte-étendard du christianisme traditionaliste, c'est un pays de plus en plus multiconfessionnel. Le sort tragique de l'Arménie à l'automne 2020 a d'ailleurs prouvé à quel point l'image d'une Russie chrétienne défendant la civilisation européenne face au péril islamique se heurtait aux réalités géopolitiques : Moscou a préféré la défense de ses intérêts dans son « étranger proche » plutôt que celle de l'Arménie chrétienne, une nouvelle fois abandonnée. Il en va de même pour l'identité slave. La proximité culturelle entre Slaves occidentaux et orientaux reste suffisamment forte pour que des millions d'habitants d'Europe centrale et orientale conservent un lien affectif avec la Russie ; ces russophiles sont isolés au sein d'une opinion majoritairement méfiante, voire hostile envers Moscou. Ce sentiment russophile est sinon bien plus marqué dans les Balkans qu'en Pologne, Tchéquie ou Slovaquie où l'image de la Russie s'est fortement dégradée. La Bulgarie reste ainsi divisée entre pro-russes pour qui les Slaves et orthodoxes doivent se tourner vers Moscou, et pro-européens, ces derniers étant majoritaires malgré un fort rejet de l'Union européenne actuelle. Quant aux Polonais ou aux Tchèques, personne n'imagine sérieusement qu'ils puissent se tourner vers la Russie – pas même les dirigeants de ce dernier pays. La Russie semble d'ailleurs aujourd'hui plus séduite par le rapprochement avec une Chine exotique mais incarnant l'avenir plutôt que par une Europe culturellement plus proche mais incarnant (pour l'heure) le passé.

Concernant les efforts de la Russie pour s'implanter sur le pourtour méditerranéen (Syrie, Libye) et devenir incontournable dans différents dossiers sensibles liés à la

région, il ne s'agit clairement pas d'un « impérialisme » similaire à celui que Moscou cherche à déployer dans l'espace post-soviétique, bien que cet opportunisme stratégique s'inscrive parfois dans la continuité d'ambitions qui étaient déjà celles des *tzars*.

En bref, la Russie n'est malgré les apparences pas en capacité de constituer un « empire » au sens où on l'entend souvent. En revanche, elle nourrit une ambition impériale pour le moment unique : celle de faire revenir dans son giron des terres historiquement russes ou majoritairement peuplées de Russes. La Chine offre un exemple comparable avec sa volonté de réintégrer Taïwan et de territorialiser la mer de Chine méridionale, mais la logique est différente. Comme nous le verrons, la Russie suit dans certains cas un dessein qualifiable d'irrédentiste. Il faut y ajouter la nuance suivante : toutes les terres anciennement russes ou à fort peuplement russe et russophone en-dehors des frontières de la Fédération ne sont pas nécessairement perçues comme des territoires amputés à reconquérir comme la Crimée. La Crimée, en plus d'être une péninsule stratégique (avec la base de Sébastopol), a aux yeux des Russes un caractère tout particulier : c'est le lieu du « baptême de la Russie » (le baptême en 988 près de Sébastopol du Grand-prince Vladimir I$^{er}$ est une étape déterminante de la conversion au christianisme de toutes les Russies), une région pour laquelle les Russes se sont plusieurs fois battus, un trésor naturel et culturel qu'ils considèrent comme une « perle » du « monde russe ». Lorsque Vladimir Poutine a avancé que pour les Russes, la Crimée avait une « importance sacrée pour la Russie, comme le mont du Temple à Jérusalem pour les adeptes de l'islam et du judaïsme[156] »,

[156] « Presidential Address to the Federal Assembly », site du Kremlin, 4 décembre 2014, http://en.kremlin.ru/events/president/news/47173

il n'a fait qu'exprimer avec emphase ce que pensent des millions de ses compatriotes. La Crimée a donc une place à part : la Russie n'a pas nécessairement vocation à reconquérir des territoires qui comptent moins à ses yeux. Ceci n'exclut en revanche pas qu'elle puisse chercher demain à contrôler indirectement d'autres territoires – on peut parler là d'un impérialisme diffus, plutôt que d'une quête de restauration des frontières impériales.

Si l'annexion en bonne et due forme de nouveaux territoires (Donbass, régions russophones ukrainiennes...) n'est pas à écarter, le plus probable est que la reconquête éventuelle de tels territoires prendrait plutôt la forme d'occupations militaires, ou de reconnaissances de pseudo-États sécessionnistes (à l'instar de ce qui s'est déjà fait avec la reconnaissance des États fantoches d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud-Alanie, et de ce qui pourrait arriver demain avec une éventuelle reconnaissance de la République populaire de Donetsk, de la République populaire de Louhansk, de la Transnistrie ou de régions d'Ukraine méridionale).

Il convient également d'établir une distinction entre l'annexion d'une terre comme la Crimée, et le contrôle par Moscou et ses alliés de territoires étrangers : l'occupation de ces territoires n'est pas toujours une fin en soi. En effet, le soutien à différents mouvements séparatistes prorusses dans le Donbass (Ukraine), la Transnistrie (Moldavie), l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie (Géorgie) ne vise qu'accessoirement à gagner l'indépendance *de facto* de ces territoires, laquelle ne serait à l'exclusion peut-être du cas transnistrien pas tenable sans l'aide russe : il s'agit aussi d'un moyen de pression sur ces États pour les amener à revenir dans l'orbite de Moscou (on peut parler d'une forme d'impérialisme reposant sur la contrainte et la négation de la souveraineté d'États perçus comme inférieurs). Les pays cités pourraient, dans l'esprit des dirigeants russes, recouvrer leur intégrité territoriale le

jour où ils seront revenus vers la Russie et le reste du monde eurasien. Dans le cas contraire, il leur faudra subir une violation constante de leur territoire et de leur souveraineté. Dans le cas ukrainien, un éventuel recouvrement du Donbass par l'État ukrainien (peu probable en l'état actuel des choses) serait conditionné à une vassalisation de Kiev par Moscou (encore plus improbable), impliquant entre autres la renonciation à l'UE et à l'OTAN. Une vassalisation que le Kremlin pourrait vouloir imposer par les armes.

Enfin, la volonté de la Russie de conserver ou reprendre le contrôle de son « étranger proche » procède d'une logique impériale, mais pas forcément au sens où on l'entend en Occident. Le pays se sent non pas seulement entouré par son « étranger proche », mais inclus dans ce que l'on pourrait appeler un « monde russe[157] » dont la Russie est le cœur. Ce monde environnant où la Russie maintient des liens culturels, linguistiques, économiques, politiques, militaires ou encore religieux n'est pas seulement une zone d'influence et de rayonnement, car des millions de Russes y vivent dans des terres qui ont souvent été russes pendant des siècles. La Russie doit absolument y défendre ses intérêts. Les États-Unis ont suivi à partir de 1823 la doctrine Monroe résumée par l'idée de « l'Amérique aux Américains », avant de faire évoluer celle-ci dans une logique expansionniste avec le Corollaire Roosevelt de 1904 ; de même, on peut largement dire que les Russes suivent l'idée de laisser « le monde russe aux

[157] L'expression de « monde russe » est à la fois ambiguë, sans définition précise, et moins utilisée que des formules telles que « l'étranger proche » ou la « sphère d'intérêts privilégiés ». Nous choisirons cependant de l'employer régulièrement tant elle reflète l'enjeu historique auquel fait face la Russie contemporaine. Si le concept de « monde russe » continue d'être discuté, les différentes parties à ce débat s'accordent sur l'existence d'une aire culturelle, voire civilisationnelle, dépassant les frontières de la seule Russie.

Russes », dans une conception bien plus impérialiste que celle qui animé la doctrine Monroe et ses différents avatars. La Russie a ainsi du mal accepter l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine du fait de son appartenance au moins partielle à un « monde russe » dont elle héberge des millions de « compatriotes », et dont sont censés faire partie certains territoires ukrainiens ; l'idée même d'une nation ukrainienne est difficilement compatible avec une telle vision. Aux yeux du Kremlin, il est de surcroît inacceptable que des régions faisant partie du « monde russe » réussissent à devenir des démocraties matures, dignes de leur modèle occidental : ceci voudrait dire que la Russie elle-même pourrait un jour connaître un tel destin. La progression de l'OTAN en Europe de l'Est ou de dispositifs militaires américains en Asie centrale n'est pas simplement vue par la Russie comme une manière de l'encercler et de menacer ses frontières, mais comme une pénétration au cœur du « monde russe ». Évidemment, vu d'Estonie ou d'Ukraine, on s'oppose (à raison) à une telle vision qui revient à remettre en cause leur souveraineté, sauf au sein des minorités de « Russes ethniques » qui constituent une partie de la population de ces pays et y est majoritaire par endroits.

Ce dernier point est particulièrement important : si l'on peut douter de la volonté de Moscou de constituer un « empire » informel autour des liens eurasiatiques, de ceux créés par la religion orthodoxe ou l'identité slave, il est clair que la Russie cherche et cherchera à défendre à tout prix le « monde russe ». Une majorité de Russes pourrait demain voir d'un mauvais œil une hypothétique tentative d'annexion supplémentaire qui se payerait bien plus chère que celle de la Crimée ; l'immense majorité des Russes entend cependant défendre le maintien du « monde russe » qui s'apparente à leur propre patrie. Si la notion de « monde russe » elle-même est sans doute inconnue d'une large partie du grand public, elle renvoie à des réalités

familières à l'ensemble de la population : la culture, la langue, la diaspora, les régions perdues avec la chute de l'Empire puis celle de l'URSS, la conscience d'un univers qui dépasse les frontières de la Fédération et est par endroits menacé de disparition. Les Russes soutiendront probablement leur dirigeant si celui-ci en vient à mettre dans la balance le recours à la force. Loin de la caricature d'un Poutine avide d'incorporer des terres étrangères (qui sont pour certaines intégrées à l'OTAN, rendant leur annexion bien plus difficile) et d'embarquer son pays dans un délire de reconstitution de l'URSS ou de l'Empire des Romanov, la réalité est la suivante : Poutine et ses plus proches associés au Kremlin sont confrontés au dilemme de voir la Russie abandonner sans retour le « monde russe » ou garantir la conservation et la remontée en puissance de celui-ci. C'est une tâche historique qui peut exiger l'emploi potentiel de tous les moyens, y compris armés, avec des conséquences qui pourraient vite devenir incalculables.

L'hypothèse de voir la Russie tenter d'une manière ou d'une autre de reprendre le contrôle de terres irrédentes, ou de défendre par la force ce qu'elle estime être vital à la conservation du « monde russe » (par exemple en intervenant en faveur de minorités russes à l'étranger), est plausible. La prochaine « surprise stratégique » pourrait bien être liée à ces enjeux.

## *L'État-nation russe contemporain et ses frontières : un accident historique ?*

Nous avons tendance à négliger à quel point la naissance la Fédération de Russie relève de l'accident historique, dans son déroulement comme dans ses

résultats. Tout d'abord, au niveau des frontières. Le nouvel État a hérité par défaut des frontières de l'ancienne République socialiste fédérale soviétique de Russie, sans que soit organisée une conférence des frontières qui aurait été explosive. Or, ces anciennes frontières administratives devenues internationales n'épousent pas toujours celles qu'avaient tracé l'histoire et le peuplement, faisant parfois fi des réalités ethniques, linguistiques ou culturelles. Les frontières héritées de 1991 sont « fondamentalement étrang[ères][158] » à une Russie qui ne s'est jamais définie dans son cadre territorial actuel. On parle souvent du caractère artificiel des frontières issues des empires coloniaux au Moyen-Orient ou en Afrique ; concernant cette dernière, Hubert Deschamps dénonçait ainsi dans les années 1970 « l'absurdité des découpages européens », « péché originel » de l'instabilité des États africains[159]. Dans un contexte certes on ne peut plus différent, la situation est comparable concernant les frontières d'ex-URSS. L'exemple de la Crimée, terre russe rattachée en 1954 à l'Ukraine dont elle est restée un territoire après l'indépendance, est le plus emblématiques mais est loin d'être le seul. Les frontières dont a hérité la Fédération de Russie sur son flanc européen correspondent environ à celles de l'Empire à la naissance de la dynastie des Romanov, en 1613. La perte de certains territoires qui

[158] Laetitia Spetschinsky, « Une politique étrangère à l'épreuve de la transition. Contribution à l'étude de la politique russe à l'égard de l'Union européenne (1992-2000) », p. 175, cité *in* Marie-Pierre Rey, *La Russie face à l'Europe, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Flammarions, coll. Champs, 2016, p. 431

[159] Hubert Deschamps, « Peuples et frontières », *Revue française d'études politiques africaines*, n°80, 1972, p. 25-42. Le plus grand spécialiste français de la question des frontières comme objet d'étude, Michel Foucher, a cependant contribué à déconstruire ce « mythe des cicatrices coloniales responsables de tous les maux » dans *Frontières d'Afrique. Pour en finir avec un mythe*, Paris, CNRS Editions, 2020 [2014].

étaient russes par l'histoire, la langue et le peuplement n'a pas seulement été perçue comme une mutilation, elle laisse toujours à la formation de la Russie contemporaine un goût d'inachevé.

Ensuite, il ne faut pas oublier dans quelles conditions s'est formée la nation russe elle-même, sur un temps beaucoup plus long : la Russie est née d'un empire et non l'inverse. Dès le début, l'identité russe s'est structurée dans un cadre impérial plutôt que dans un cadre national, et l'idée d'empire a précédé le sentiment national. En France, au Royaume-Uni, en Espagne ou au Portugal, l'État a précédé et construit la nation ; en Allemagne ou en Italie, c'est la construction d'une identité nationale qui a débouché sur celle d'un État propre. La construction de l'État-nation russe contemporain s'est faite dans une précipitation convenant mal à un pays dont la formation s'est faite sur des siècles. On peut même dire qu'à certains égards, la construction du nouvel État russe s'est apparentée à une déconstruction de certains éléments constitutifs de la nation et de l'empire russes. Là où l'URSS était « la Patrie des Travailleurs », la Fédération de Russie est un État-nation parmi les autres, mais pas un État-nation au sens où on l'entend en Europe occidentale, pour différentes raisons, qui se retrouvent d'ailleurs dans certaines terminologies ayant trait à l'identité nationale.

L'équivalent russe du mot « État » (*narod*) désigne aussi la population de celui-ci, et est synonyme de « nation ». Il n'y a pas d'équivalent de ce terme dans la langue française. À l'inverse, là où nous qualifions de « français » tout ce qui se rapporte à notre pays, de la citoyenneté à la culture, les Russes n'ont pas le même adjectif pour désigner un Russe ethnique (*russkij*, qui peut désigner un Russe ethnique citoyen d'un autre pays que la Russie) ou ce qui se rapporte à la Russie en tant qu'État (*rossijskij*, qui s'applique par exemple à un Tchétchène de

citoyenneté russe)[160]. L'oligarque Konstantin Malofeev, dont nous parlons plus en détail dans un autre chapitre, a ainsi pu critiquer le fait que *« dans la Constitution de la Fédération de Russie, qui régit la vit de 146 millions de personnes, en grande majorité russes (russkie), le mot « russe » (russkiy) n'est mentionné qu'une seule fois, au sujet de la langue russe*[161] *»*.

En Russie comme dans d'autres États post-soviétiques, on distingue la citoyenneté (équivalent de la nationalité en France) de la nationalité : tous les citoyens de la Fédération de Russie jouissent de la citoyenneté russe, mais la nationalité russe n'est que la plus répandue parmi les multiples nationalités reconnues par l'État fédéral russe. Historiquement, les Russes ethniques ont même été un moment minoritaires au sein de l'Empire. Ainsi les *russkiji* représentaient-ils moins de la moitié – 44% – de la population de l'Empire russe à la fin du XIX$^{e}$ siècle. Ils sont aujourd'hui largement majoritaires (77 à 81% de la population) dans la Fédération de Russie, mais celle-ci n'est pas l'État-nation du seul peuple russe ; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la Russie contemporaine a

---

[160] Sur la distinction entre *russkiji* et *rossiskij*, voir notamment Marina Sorokina, « Émigration, Étranger Ou diaspora ? [1]. Réflexions sur la transformation des termes et des concepts dans l'historiographie Russe Contemporaine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2014/2 (N° 45)*, p. 69-93, https://www.cairn-int.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2014-2-page-69.htm, et Sylvie Archaimbault, Jean Breuillard, « Présentation : Catherine II et les langues », *Histoire Épistémologie Langage, tome 32, fascicule 1*, 2010. Catherine II et les langues. pp. 9-12., www.persee.fr/doc/hel_0750-8069_2010_num_32_1_3287

[161] Juliette Faure, « Konstantin Malofeev veut transformer le Conseil mondial du peuple russe en assemblée constituante », Centre de recherches internationales (Sciences Po Paris), septembre 2019, https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/oir/konstantin-malofeev-veut-transformer-le-conseil-mondial-du-peuple-russe-en-assemblee-constituant

choisi de revendiquer immédiatement sa nature fédérale, alors qu'elle aurait par exemple pu prendre le nom de République russe, en hommage à l'éphémère régime issu de la Révolution de février de 1917 renversé par les bolcheviks (République dont elle a repris le drapeau). Dans les faits, cette fédération multiethnique est dominée par les Russes à la mesure de leur poids démographique. Si elle n'est pas l'État-nation du seul peuple russe, elle est cependant le seul État du peuple russe et a donc une responsabilité et des devoirs envers les Russes vivant dans des États voisins, ceux que l'effondrement de l'URSS a transformés en citoyens de pays étrangers.

La Fédération de Russie se veut la protectrice des *russkiji* hors de ses frontières, même lorsqu'ils ne possèdent pas la citoyenneté russe, comme nous le détaillerons plus loin. Ceci permet de comprendre la vision qu'a la Russie d'elle-même et du reste du monde, et de recontextualiser des notions déterminantes dans la politique étrangère du Kremlin. Des notions qui survivront à Poutine, fût-ce son successeur un libéral modéré ou un nationaliste plus ferme encore (la seconde option paraissant aujourd'hui la plus probable). Ces Russes ethniques vivant autour de la Fédération sont une partie intégrante du « monde russe » que la Russie doit défendre et qui transcende ses frontières.

## *Les minorités de russophones et russkiji dans « l'étranger proche », poids du passé, enjeu d'avenir*

Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, plus de 25 millions de Russes (parfois surnommés « pieds-rouges » en France en référence aux « pieds-noirs »

d'Algérie) se sont retrouvés hors des frontières de la Russie devenue indépendante ; la plupart d'entre eux se situaient dans des territoires frontaliers, où ils étaient souvent majoritaires à l'échelle de leur région mais minoritaires à l'échelle du pays. Des millions d'entre eux étaient présents du fait des politiques de colonisation et de repeuplement de l'ère soviétique, à l'instar des Russes d'Estonie, de Lettonie, du nord du Kazakhstan ou des régions d'Ukraine dépeuplées par l'*holodomor*[162] puis par la répression survenue après 1945. Des millions d'autres cependant doivent leur présence hors des nouvelles frontières de la Russie à une histoire vieille de plusieurs siècles et invoquent leur antériorité. On a vu l'importance en russe de la distinction entre *russkij* et *rossijskij*, fondamentale dans un État multiethnique et multinational : en l'occurrence, d'innombrables Russes se sont retrouvés étrangers à la suite d'événements sur lesquels ils n'avaient aucune prise. En Russie même, cet épisode a été vécu comme une tragédie. Dans un ouvrage qui a marqué les années 1990, où se faisaient jour des concepts tels que celui d'une « nation divisée » (divisée par les frontières entre la Russie et les « compatriotes » russes aux alentours), Soljenitsyne a mis des mots sur le ressenti de ses concitoyens en qualifiant le sort des Russes de l'étranger de « colossale défaite historique[163] ». Quant à Vladimir Poutine, il a précisé dans une interview au *Time*[164] qu'en dépeignant la chute de l'URSS comme la « plus grande catastrophe géopolitique du XX$^{e}$ siècle », il pensait d'abord à la « tragédie » qu'a représenté cet

[162] Famine organisée par le régime stalinien, dans la lignée d'autres politiques de soumission par la faim organisées dès l'époque de Lénine.

[163] Alexandre Soljenitsyne, *Le « Problème russe » à la fin du XX$^{e}$ siècle*, Paris, Fayard, 1994, p. 125.

[164] « Interview with Time Magazine », site du Kremlin, 19 décembre 2007, http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24735

événement pour les millions de Russes qui, pratiquement du jour au lendemain, se sont retrouvés éloignés de leur patrie pour vivre dans des États où la population majoritaire leur est parfois hostile.

On compte toujours aujourd'hui 25 à 30 millions de Russes ethniques hors des frontières de Russie. Les Russes forment d'ailleurs la seconde diaspora du monde, après les Chinois ; ils font d'ailleurs partie des groupes ethniques officiellement reconnus en Chine où ils sont quelques dizaines de milliers à être présents dans le nord. À la fin des années 2010, on en dénombrait 8 millions en Ukraine (les statistiques divergent de moitié moins à deux fois plus, nous retenons ici l'estimation médiane), plus de 3,7 millions au Kazakhstan, plus de 750 000 en Biélorussie, autour de 560 000 en Lettonie, 650 000 en Ouzbékistan, 360 000 au Kirghizistan, 330 000 en Estonie, 140 000 en Lituanie, 120 000 en Azerbaïdjan, plus de 110 000 en Moldavie, 300 000 au Turkménistan. Les Russes vivant hors de Russie représentent environ 25% de la population en Lettonie et en Estonie, 20% au Kazakhstan, et environ 5% en Lituanie. Les russophones (plus précisément les locuteurs natifs, soit dans leur quasi-totalité des Russes ethniques) constituaient en 2011 plus de 81% de la population du comté estonien d'Ida-Viru (où se situe la ville de Narva dont nous parlerons plus loin) et 37% de celui d'Harju ; en Lettonie, les russophones natifs représentaient à la même date plus de 55% de la région capitale de Riga, 60% de la population de la région de Latgale, et autour du quart des habitants des régions de Pieriga et Zemgale.

Les millions de Russes restés vivre dans « l'étranger proche » ressentent dans leur grande majorité un fort attachement à la Russie, mais il est plus difficile de déterminer si la majorité d'entre eux se sent d'abord appartenir au pays où ils vivent ou à la patrie russe (nous verrons la complexité de l'exemple estonien). On peut en

revanche se pencher sur d'autres facteurs, comme les différences d'opinion entre les *russkiji* et le reste de la population des pays concernés. Une étude du Pew Research Center de 2017[165] démontrait ainsi l'étendue des divergences entre les Russes ethniques vivant en Estonie, Lettonie, Ukraine et le reste de la population. Ainsi, 71% des Russes ethniques d'Estonie répondaient favorablement à l'idée que « une Russie forte est nécessaire pour contrebalancer l'influence occidentale » (21% pour le reste de la population estonienne) ; en Lettonie, 64% des Russes répondaient de même (29% pour le reste des Lettons). 5% des Russes d'Estonie et 3% de ceux de Lettonie approuvaient l'idée que la Russie serait une menace militaire majeure pour leur pays, contre respectivement 48 et 42% du reste de la population des deux pays. À la question de savoir si la Russie ou les prorusses étaient les plus à blâmer pour les violences dans l'est de l'Ukraine, 4% des Russes d'Estonie et 9% de ceux de Lettonie répondaient par l'affirmative, contre 56% et 36% pour le reste de la population des deux pays. L'étude du Pew Research Center portait aussi sur les perceptions que les sondés avaient de leur propre pays. En Estonie, seuls 12% des membres de la communauté russe disaient être très fiers de leur pays – révélant un faible sentiment d'appartenance à un État où ils se sentent étrangers, contre 42% pour le reste de la population ; en Lettonie, les résultats étaient respectivement de 15 et 35%. Bien plus important, 76% des Russes ethniques d'Estonie considéraient que la Russie était « obligée » de protéger les Russes hors de ses frontières (23% pour le reste de la

[165] « Ethnic Russians in some former Soviet republics feel a close connection to Russia », Pew Research Center, 24 juillet 2017, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/07/24/ethnic-russians-in-some-former-soviet-republics-feel-a-close-connection-to-russia/

population, la réponse pouvant évidemment être interprétée de deux manières), le score étant de 70% chez les Russes de Lettonie (32% du reste de la population) et de 63% chez les Russes d'Ukraine (36% du reste de la population). Plus encourageant – enfin cela dépend des points de vue, 62% des Russes d'Estonie et 61% de ceux de Lettonie estiment que « la société est meilleure si elle consiste en des gens de différentes nationalités, religions, cultures » (contre respectivement 37 et 45% du reste des Estoniens et Lettons). Même si les Russes ethniques et russophones des pays baltes ou d'Ukraine rejetteraient sans doute, dans leur très grande majorité, une intervention russe censée les protéger, il suffirait d'un noyau de partisans de Moscou pour que le Kremlin justifie une telle intervention. Nous verrons plus loin dans l'exemple estonien que les divergences de perception de certains enjeux internationaux peuvent s'avérer suffisamment fortes entre la minorité russe (y compris parmi les plus jeunes) et le reste de la population locale pour nourrir des inquiétudes en cas de crise.

### *La protection des Russes ethniques, une potentielle source d'intervention de la Russie ?*

Depuis l'indépendance des anciennes Républiques soviétiques, les frontières linguistiques et ethniques chevauchent les frontières des États, ce qui renforce l'idée que les régions entourant la Fédération de Russie sont des « marches » russes au sein de « l'étranger proche ». Aux yeux de Moscou, l'identité nationale des Russes vivant dans des pays étrangers l'emporte sur leur état civil : en délivrant massivement des passeports russes à des *russkiji* de citoyenneté ukrainienne situés dans les régions

contrôlées par les séparatistes, l'État russe s'inscrit dans cette logique. Dès le début des années 2000, Vladimir Poutine estimait publiquement[166] qu'il n'y avait pas de barrière linguistique avec les 25 millions de Russes vivant dans les pays de la CEI, ce qui revenait à les ancrer dans une « Grande Russie » dépassant les frontières post-soviétiques. En Ukraine et aux pays baltes, d'aucuns y ont vite vu le projet de bâtir un empire informel ; les velléités de substituer des aires linguistiques proches aux frontières politiques nourrissent épousent parfois des projets dangereux. Ces craintes n'ont pas été prises au sérieux puisque la Russie ne contestait officiellement pas ses frontières ni ne revendiquait de terres étrangères par la voix de son gouvernement (c'est d'ailleurs toujours le cas)... jusqu'à celle que provoque avec l'annexion de la Crimée la première et unique conquête territoriale en Europe depuis 1945. Or, la Russie doit être la protectrice des Russes situés dans cet « étranger proche ». Quand il s'agit de défendre les *russkiji* situés dans les pays européens voisins, la Russie n'hésitait pas à se montrer offensive avant même que les relations avec l'Occident se dégradent significativement. L'Estonie, qui fait régulièrement l'objet de pressions de la part de Moscou, en a fait les frais lors des cyberattaques de 2007, sans doute menées par la Russie après que la ville de Tallinn ait décidé de retirer le mémorial soviétique du Soldat de bronze de Tõnismäe cher aux Russes estoniens, et d'autres agressions hybrides plus ou moins graves. En pleine révolution de Maïdan, lors d'une conférence de presse où il s'émouvait du sort des « compatriotes » russes dans les pays d'ex-URSS, Poutine s'indignait de la situation des Russes ethniques *« dans les États baltes, où il existe une*

[166] « Interview with the Chinese News Agency Xinhua and Chinese Central Television (CCTV) », site du Kremlin, 27 novembre 2002, http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/21793

*notion totalement incivilisée de non-citoyens privés de droits et de liberté*[167] *»*. Pour voir les choses du côté russe, il est vrai que la situation des Russes des pays baltes est souvent délicate, ou du moins était-ce le cas pendant des années. Si la plupart d'entre eux a fini par s'intégrer (c'est notamment le cas des jeunes générations qui n'ont pas connu l'URSS), beaucoup ont le sentiment d'être des citoyens de seconde zone et de vivre dans un pays qui leur est au fond hostile. Moscou profite de cette situation en jetant régulièrement de l'huile sur le feu *via* la guerre de l'information, et n'a globalement pas intérêt à ce que les Russes ethniques s'intègrent pleinement dans les États baltes (comme en Ukraine) : ceci reviendrait à perdre une partie du « monde russe ». Les Russes ressentent à raison une obligation morale vis à vis des « compatriotes » vivant hors de la Fédération. Il s'agit même d'une obligation politique, présente dans la Constitution russe.

L'article 61-2 énonce en effet que *« la Fédération de Russie garantit à ses citoyens la défense et la protection hors de ses frontières »*. Plus loin, l'article 62-2 énonce que *« la possession par un citoyen de la Fédération de Russie de la citoyenneté d'un État étranger ne restreint pas ses droits et libertés et ne l'exonère pas des obligations découlant de la citoyenneté de la Russie, si la loi fédérale ou un traité international de la Fédération n'en ont disposé autrement »*. Depuis 2010, la doctrine militaire russe (dont la dernière mise à jour remonte à 2014) justifie les opérations visant à protéger les *russkiji* à l'étranger en « volant à leur secours », comme cela a été le cas avec l'annexion de la Crimée puis la sécession *de facto* du Donbass. En 2008, moins de trois semaines après la guerre en Géorgie, le président Dmitri Medvedev avait formulé une doctrine globale affirmant que la Russie

[167] « News Conference of Vladimir Putin », site du Kremlin, 19 décembre 2013, http://en.kremlin.ru/events/president/news/19859

protégerait tous ses citoyens, où qu'ils se trouvent. Ces principes doctrinaux et constitutionnels ont été invoqués en 2014 pour justifier les opérations russes en Ukraine : ils pourraient être demain à l'origine de futures interventions. Les conditions dans lesquelles la Russie aurait le devoir d'intervenir ont toujours été floues, et elles le sont devenues davantage encore ces dernières années. Les médias aux mains du régime entretiennent cette confusion à l'intérieur du pays, en évoquant régulièrement le sort des Russes des pays voisins, les divers dangers pesant sur leur avenir ou sur leur lien avec la patrie... quitte à diffuser de fausses informations comme dans les semaines ayant précédé l'intervention en Crimée et les opérations dans le Donbass. La rhétorique de la protection de peuples « persécutés » (comme lors de l'invasion de la Géorgie de 2008 à propos de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud) est souvent utilisée par le Kremlin pour justifier différents types d'ingérences ou d'interventions à l'étranger. S'il est difficile d'imaginer dans quels cas de figure la Russie aurait à « voler au secours », selon l'expression consacrée, de minorités russes, on imagine aisément que Moscou puisse se servir d'un tel prétexte pour mener de futures opérations qui serviront les intérêts du régime ou s'inscriront dans sa vision stratégique.

C'est en partie ce qu'il s'est passé en Ukraine : la Russie n'a pas seulement saisi une occasion de détacher la Crimée et le Donbass d'une Ukraine en plein chaos, elle a saisi le prétexte du secours des minorités russes, en s'appuyant sur les minorités actives et ses capacités de déstabilisation. Dire que la Russie a « saisi le prétexte du secours des minorités russes » n'est d'ailleurs pas tout à fait exact : s'il y avait là une part d'opportunisme et de cynisme, il y avait aussi une part de sincérité. Moscou était dans son rôle, et ne pouvait rester les bras ballants. Le conflit ukrainien est aujourd'hui gelé, et la Russie a vu son influence s'effondrer dans ce pays qui lui est largement

devenu hostile, pour n'y garder qu'une capacité de nuisance. Les Ukrainiens se détournent de la Russie au point que celle-ci estime que l'Ukraine est « perdue » pour les projets russes en Eurasie.

Cependant, une grande partie de la population russophone dans le sud-est (près du Donbass contrôlé par les séparatistes) et du sud-ouest (à la frontière de la Transnistrie, région russophone de Moldavie contrôlée par des séparatistes depuis les années 1990) reste généralement proche des positions russes, même s'il y a un fossé entre soutenir des positions pro-russes et soutenir une éventuelle annexion par la Russie. Les districts électoraux de ces régions ont d'ailleurs placé en tête le candidat pro-russe Iouri Boïkov lors de l'élection présidentielle de 2019, largement remportée par l'europhile Volodymyr Zelensky (qui a lui-même grandi avec le russe comme langue maternelle, faut-il le rappeler à ceux qui pensent que tous les Ukrainiens russes et russophones soutiennent la Russie), puis voté pour son parti pro-Moscou « Plateforme d'opposition - Pour la vie » lors des élections législatives qui ont donné une majorité aux europhiles à l'échelle du pays.

Il existe toujours au sein de cette population ukrainienne d'ethnie et de langue russes des minorités actives complètement alignées sur Moscou et susceptibles d'en appeler à la Russie dans le cas où l'Ukraine tanguerait trop vers l'Ouest : même si le nombre d'Ukrainiens russes et russophones qui accueilleraient des troupes russes avec des armes serait sans doute bien plus conséquent que le nombre de ceux qui accueilleraient l'envahisseur les bras ouverts, une minorité active et plus ou moins téléguidée suffirait au Kremlin. Le plus probable est que le régime de Vladimir Poutine instrumentalisera ces soutiens à l'étranger, comme il l'a fait en 2008 et 2014. Quelque soit le degré de mobilisation en sa faveur, Moscou se servira de ce levier pour bloquer un rapprochement

supplémentaire de l'Ukraine avec l'UE ou l'OTAN, déstabiliser le pays pour y retrouver une marge d'influence dans les régions historiquement et culturellement russes que la Russie ne laissera jamais quitter son giron, ou même envahir ces mêmes régions. Le Kremlin pourra trouver des justifications aussi diverses que fallacieuses à une opération militaire de plus ou moins grande ampleur, même s'il ne parvient pas à mobiliser de partisans de son action en Ukraine. Dans la perspective d'une intervention militaire, difficile de savoir dans quelle mesure le Kremlin escompte un accueil favorable au sein des *russkiji* d'Ukraine : c'est le peuple russe qu'il lui faut convaincre du bien-fondé d'une opération en Ukraine qui, si elle serait probablement gagnable au regard du déséquilibre entre les forces ukrainiennes et les forces russes, serait aussi inévitablement coûteuse en hommes et en sanctions. Pour envahir des terres ukrainiennes (ou baltes) faisant partie à ses yeux du « monde russe », Vladimir Poutine peut prétexter un sauvetage des minorités russes locales sans y avoir de relais.

En 2014, la question de ces régions d'Ukraine méridionale avait remis au goût du jour une notion géographique ancienne : la Novorossiya (Nouvelle Russie). Lorsque Vladimir Poutine emploie le terme de Novorossiya , il fait écho au nom que l'on donnait dans l'Empire russe au sud de l'Ukraine, qui fit l'objet d'une politique de colonisation à partir du XVIII$^{e}$ siècle avec la fondation par les Russes de la plupart des grandes villes actuelles. La Nouvelle Russie, une gloire passée ? Pour le Kremlin, elle semble légitimer le rétablissement d'une influence russe dans cette région stratégique. Et même, potentiellement, une opération militaire d'ampleur.

La Novorossiya a quelque peu disparu des radars depuis 2015, entre le gel du conflit en Ukraine et le pitoyable échec des « républiques populaires » gérées par les séparatistes. Elle n'a cependant pas quitté la tête des

dirigeants russes et les circonstances pourraient remettre sur la table le projet de la replacer dans le giron russe. En 2014, dans l'un de ses entretiens « ligne directe » avec les Russes, dont la presse française a surtout retenu une intervention d'Edward Snowden et des questions de vie privée à l'importance moindre (« Allez-vous vous remarier ? », « Pensez-vous qu'Obama vous sauverait de la noyade ? »), Poutine affichait une vision ouvertement irrédentiste des régions ukrainiennes qui faisaient autrefois parties de la Nouvelle Russie. *« Kharkov, Lougansk, Donetsk, Kherson, Nikolaïev, Odessa ne faisaient pas partie de l'Ukraine à l'époque des tsars. Ce sont des territoires qui ont été donnés à l'Ukraine dans les années 1920 par le pouvoir soviétique. Pourquoi ? Qui le sait.* […] *La Russie a perdu ces territoires pour diverses raisons, mais les gens* [les Russes dont Poutine évoque les « droits et intérêts » plus tôt dans l'interview] *sont restés.*[168] *»* Vladimir Poutine tenait encore un discours voisin 5 ans plus tard, à l'occasion d'une conférence de presse en décembre 2019 : *« À l'époque de la création de l'Union soviétique, les territoires russes d'origine qui n'avaient jamais [eu] rien à voir avec l'Ukraine (toute la région de la mer Noire et les terres occidentales de la Russie) ont été transférés en Ukraine sous un étrange prétexte «d'augmenter le pourcentage du prolétariat en Ukraine», parce que l'Ukraine était un territoire rural peuplé de paysans à l'esprit petit-bourgeois* [...][169] *».* On notera l'emploi du terme « terres occidentales de la Russie » pour qualifier l'Est et le Sud de l'Ukraine : sur les plans historique, culturel et linguistique, cet emploi est globalement justifié. Cependant, cela signifie que toute

[168] « Direct Line with Vladimir Putin », site du Kremlin, 17 avril 2014, http://en.kremlin.ru/events/president/news/20796

[169] « Vladimir Putin's annual news conference », site du Kremlin, 19 décembre 2019, http://en.kremlin.ru/events/president/news/62366

une partie de l'État ukrainien est composé de terres russes qui ne devraient pas être sous sa souveraineté, tout comme la Crimée n'avait rien à faire en Ukraine aux yeux des Russes.

Ce discours n'augure évidemment pas nécessairement d'une future reconquête par les armes de la Nouvelle Russie, scénario insensé si l'on songe à une réincorporation complète de l'Ukraine méridionale à la Russie, mais plus vraisemblable si l'on pense aux formes de reconquête décrites plus hauts (occupation militaire, création de pseudo-Etats séparatistes). Il y a en revanche une réelle possibilité que la Russie puisse chercher à contrôler, directement ou indirectement, les régions du sud de l'Ukraine entre Odessa et Marioupol, désenclavant la Crimée et établissant un contrôle russe jusqu'à la Transnistrie moldave. La Transnistrie, dirigée par des pro-russes généralement inféodés à Moscou (à commencer par le « président » Krasnoselsky), donne d'ailleurs une idée de ce à quoi pourraient ressembler des territoires vassalisés par cette forme d'impérialisme diffus. La mise en œuvre d'un tel projet paraît aujourd'hui improbable, mais elle n'est pas à écarter d'un revers de la main : qui s'attendait à ce que la Russie en vienne à déclencher en août 2008 une guerre contre la Géorgie au motif de défendre deux pseudo-États déjà indépendants *de facto*, et bien sûr à reprendre la Crimée et Sébastopol en 2014 ? Dans son ouvrage de référence *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Michel Eltchaninoff avance ainsi que *« l'invasion de territoires par l'armée russe, dans une guerre secrète, hybride ou ouverte ne ressortit pas au domaine de l'impossible*[170] *»*.

Si une telle perspective reste improbable, une tentative de prise de contrôle de localités russophones

[170] Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Actes Sud, 2015, p. 135.

dans l'Ukraine méridionale dans un futur proche apparaît comme un scénario crédible. Cette prise de contrôle pourrait passer par une invasion armée, invoquant des effectifs bien plus conséquents que pour la prise éclair de la Crimée en 2014, et entraînant des conséquences bien plus graves. Au sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008, Poutine aurait dit à George W. Bush que « l'Ukraine n'est même pas un État[171] » : s'il est difficile de savoir si Poutine a bien tenu ces propos *verbatim*, cette confidence qu'on lui prête reflète ce que lui et ses principaux lieutenants pensent. En 2009, celui qui était alors Premier ministre de Dmitri Medvedev qualifiait ouvertement l'Ukraine de « Petite Russie[172] », en référence au nom que l'on donnait sous l'Empire (notamment au XVIII$^{e}$ siècle) aux actuels territoires ukrainiens. Sous de telles déclarations perçait peut-être déjà la possibilité de rétablir une forme de contrôle russe sur cette « Petite Russie », possibilité qui n'était pas prise au sérieux à l'étranger. Cinq ans plus tard, la Crimée et Sébastopol avaient réintégré le giron russe, Donetsk et Lougansk avaient quitté celui de Kiev. Poutine aurait également averti au cours de ce sommet que si l'Ukraine rejoignait l'OTAN, la Russie annexerait la Crimée et l'Ukraine orientale[173]. Avant 2014, de telles spéculations n'étaient là aussi pas prises au sérieux. On ne pouvait y voir au mieux que de la géopolitique de comptoir ou de la fiction politique ; au pire, il devait s'agir d'entretenir la peur d'un réveil de l'ogre

[171] Michael Bohm, « Ukraine Is Putin's Favorite Vassal », *The Moscow Times*, 24 décembre 2013, https://www.themoscowtimes.com/2013/12/24/ukraine-is-putins-favorite-vassal-a30782

[172] *Ibid*.

[173] « After Russian invasion of Georgia, Putin's words stir fears about Ukraine », *Kyiv Post*, 30 novembre 2010, https://www.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/after-russian-invasion-of-georgia-putins-words-sti-91772.html

russe. On sait ce qu'il en a été. L'annexion de la Crimée a eu lieu, celle de l'Ukraine orientale est-elle désormais à envisager sous une forme ou une autre ? Faut-il *a minima* s'attendre à une nouvelle intervention russe en Ukraine visant, on l'a dit, à reprendre le contrôle de ces terres d'une manière ou d'une autre ?

Le prétexte à une intervention après des années de tentatives de normalisation diplomatique dans un conflit gelé sera probablement lié à la protection des minorités russes et de leurs intérêts. Il pourrait par exemple s'agir d'une intervention militaire russe à visée « humanitaire » pour sécuriser l'alimentation en eau de la Crimée. L'Ukraine a en effet coupé l'eau à la péninsule annexée par la Russie, et la situation y devient préoccupante. Largement méconnu, cet enjeu pourrait demain être au centre de l'actualité internationale. Ou bien du scénario, évoqué plus haut, d'un rapprochement supplémentaire de l'Ukraine avec l'Occident, lequel est souhaité par une majorité de la population mais rejeté par les Russes d'Ukraine, et bien sûr par Moscou. Près de la Crimée, l'*oblast* de Zaporojia, riverain de la mer Noire et partie intégrante de la Nouvelle Russie, fait l'objet d'actions de guerre hybride de la part de la Russie, au point de laisser imaginer qu'il pourrait être le « prochain point de rupture[174] » en Ukraine. De même qu'il n'aurait pas forcément besoin d'avoir des relais au sein des minorités russes pour « voler à leur secours » en intervenant militairement, Vladimir Poutine n'aurait pas nécessairement besoin non plus d'un prétexte aussi précis pour justifier une intervention militaire en Ukraine. Il

[174] Alla Hurska, « Zaporizhia Oblast : The Next Flash Point in Russia's 'Hybrid' Aggression Against Southeastern Ukraine ? », *Eurasia Daily Monitor Volume 17, Issue 110*, Jamestown Foundation, 28 juillet 2020, https://jamestown.org/program/zaporizhia-oblast-the-next-flash-point-in-russias-hybrid-aggression-against-southeastern-ukraine/

suffira au régime russe et à ses relais médiatiques d'en construire un de toutes pièces s'il le faut.

Alors que la Moldavie a élu en novembre 2020 une présidente pro-européenne, Maia Sandu, qui a battu le président pro-russe sortant Igor Dodon, la situation en Transnistrie pourrait également favoriser une intervention russe dans les prochaines années ; la présence de troupes russes d'interposition, dont Mme Sandu souhaite le départ (Moscou s'y oppose évidemment[175]) rappelle le précédent criméen, où la prise éclair de la péninsule avait été facilitée par la présence de forces prépositionnées. *Quid* sinon de localités historiques de la Nouvelle Russie, où l'âme russe transparaît toujours dans la culturel, la langue, le peuplement ? La guerre hybride dans le Donbass a déjà détaché Donetsk et Lougansk : or, ces deux villes étaient les plus proches de la frontière russo-ukrainienne et présentaient pour la Russie un intérêt moindre que d'autres villes évoquées par Poutine. Demain, le régime de Vladimir Poutine cherchera-t-il à ancrer Marioupol ou Odessa dans son giron ? Un tel scénario avait déjà été évoqué au moment où le conflit en Ukraine ne s'était pas encore enlisé. Il pourrait ressurgir à la faveur d'une nouvelle crise en Ukraine (très probable à horizon 10 ans), ou d'une crise intérieure en Russie si le Kremlin y voit un moyen de reprendre la main ; il faudrait que le régime estime que le risque encouru en vaut la peine, ou soit dans une situation suffisamment critique. Dans tous les cas, la nécessité de protéger le « monde russe » et les minorités ethniques et linguistiques russes d'Ukraine suffira à justifier une opération qui pourrait se muer en invasion du Donbass ou de terres méridionales autrefois intégrées à la Novorossiya. Bien que l'Ukraine ne soit membre ni de

[175] « Russia unlikely to accept demand for withdrawal of peacekeepers from Transnistria – Lavrov », *TASS*, 1er décembre 2020, https://tass.com/politics/1230159

l'UE, ni de l'OTAN (et donc plus fragile sur le plan militaire que ne le sont les pays baltes), une intervention visant à reprendre le contrôle de terres irrédentes en Ukraine n'est cependant pas le seul scénario envisageable.

L'un des plus sérieux risques de crise violente sur le flanc oriental de l'UE réside dans le scénario suivant : au plus fort d'une crise ou au prétexte de protéger les *russkiji* vivant près de ses frontières, la Russie engage une opération éclair dans une ville frontalière majoritairement peuplée de russophones et présentant une valeur stratégique ou *a minima* symbolique. S'emparer, même temporairement, d'une ville ukrainienne ou balte à majorité russe au cours d'une opération éclair servirait entre autres trois objectifs : renforcer le régime par un nouveau coup d'éclat, obtenir une victoire tactique pour consolider encore le « retour de la Russie » sur la scène internationale, et surtout gagner une épreuve de force face à l'OTAN. Pour réaliser un tel coup de force, la Russie tenterait donc, dans le scénario le plus plausible, de s'emparer d'une ville européenne frontalière réunissant les caractéristiques évoquées plus haut. Plusieurs localités baltes prêtent le flanc à une telle opération.

## *« Mourir pour Narva ? » Le scénario d'une intervention russe dans les pays baltes entre fantasmes et réalités*

Avec 25% de Russes au sein des populations d'Estonie et de Lettonie, la question des communautés russes est centrale dans les États baltes. Au moment de l'indépendance de ces derniers, la Lituanie s'est vite acceptée comme un pays multiculturel en appliquant le

droit du sol pour l'accès à la citoyenneté et en acceptant la culture de la minorité russe (près de 10% de la population à l'indépendance, moitié moins aujourd'hui) comme constitutive de son identité nationale, quand l'Estonie et la Lettonie ont développé une conception ethnique de la nation et appliqué le droit du sang, excluant de l'accession à la citoyenneté les familles russes qui n'étaient pas déjà établies dans le pays avant l'invasion soviétique de 1940 et la colonisation par des Russes ethniques à partir de 1945[176]. Le problème de l'intégration de cette minorité russe est particulièrement sensible en Estonie. Dans ce pays, l'exercice de la citoyenneté estonienne exige une maîtrise soutenue de la langue nationale et les *russkiji* russophones qui composent le quart de la population n'y ont souvent pas le droit de vote, donnant à nombre d'entre eux le sentiment d'être des citoyens de seconde zone. En 2015, sur 330 000 Russes ethniques en Estonie, 120 000 avaient la citoyenneté estonienne, 100 000 celle de la Fédération de Russie, et environ 100 000 n'avaient aucune nationalité[177]. Ces derniers sont des apatrides circulant dans l'espace Schengen grâce au fameux « passeport gris » – lequel leur permet aussi de traverser facilement la frontière avec la Russie. Malgré quelques progrès depuis l'indépendance, le salaire moyen est plus bas au sein de la communauté russophone que dans le reste de la population estonienne, et les taux de chômage et de pauvreté y sont

[176] Marina Best, « The Ethnic Russian Minority : A Problematic Issue in the Baltic States », *Verges : Germanic & Slavic Studies in Review,* n° 2, vol. 1, University of Victoria, 15 mai 2013, https://journals.uvic.ca/index.php/verges/article/view/11634#:~:text=After%20its%20collapse%2C%20Russian%20migrants,Russians%20in%20very%20different%20ways.

[177] Paul A. Goble, « In Estonia, life is good, maybe too good, for ethnic Russians », *Quartz*, 16 février 2015, https://qz.com/344521/in-estonia-life-is-good-maybe-too-good-for-ethnic-russians/

plus élevés[178]. Il est avéré qu'il y a des discriminations envers la minorité russe[179]. C'est le cas à la fois dans le secteur public, où il est très difficile de trouver un travail sans maîtriser parfaitement l'estonien, mais aussi dans le secteur privé où les Russes sont parfois victimes de discriminations à l'embauche même lorsqu'ils sont estonophones. Les russophones s'informent en majorité via les médias russes (les jeunes s'informent surtout sur les réseaux sociaux, mais utilisent davantage le réseau russe Odnoklassniki que Facebook ou Twitter), et sont donc perméables à la propagande et aux fausses informations que diffusent régulièrement les chaînes proches du Kremlin – ce que l'Estonie essaye de combattre en développant des médias locaux en russe qui restent cependant peu suivis par le public ciblé. Ces Russes ethniques entretiennent également une mémoire historique plus proche de celle qui prévaut en Russie (particulièrement en ce qui concerne la période soviétique) que de la mémoire commune que s'est construite la nation estonienne.

On l'aura compris, cette population russe semble être un terreau fertile pour des actes de déstabilisation, même s'il faut nuancer le tableau comme nous le ferons plus loin. Une bonne partie de la population estonienne considère les Russes du pays comme des étrangers dont la présence rappelle les heures douloureuses de l'occupation soviétique, voire (plus rarement) comme une « cinquième

[178] Leonid Bershidsky, « Putin Shouldn't Feel Too Good About Russians in the Baltics (Op-ed) », 10 octobre 2018, https://www.themoscowtimes.com/2018/10/10/putin-shouldnt-feel-too-good-about-russians-in-the-baltics-op-ed-a63136

[179] Agata Wlodarska-Frykowska, Ethnic Russian Minority in Estonia. International Studies. Interdisciplinary Political and Cultural Journal, n° 18, vol. 2, décembre 2016, https://www.researchgate.net/publication/315366838_Ethnic_Russian_Minority_in_Estonia

colonne » de traîtres en puissance : le risque serait celui de voir la communauté russe être soulevée par Moscou, ou d'en appeler à une intervention russe pour être « protégée » ou « libérée ». Cette méfiance s'est évidemment accentuée depuis l'agression de Moscou contre l'Ukraine. Certains analystes occidentaux, notamment américains, se limitent à ces observations pour en conclure que la communauté russe d'Estonie serait une bombe à retardement que le Kremlin pourrait activer pour envahir un jour les pays baltes.

Une localité en particulier concentre l'attention : Narva, la troisième ville d'Estonie. Après l'annexion de la Crimée, cette ville a vu fleurir les publications plus ou moins bien informées avançant que Narva pourrait être « la prochaine[180] », comprendre la prochaine cible de Poutine ; cinq ans après le retour de la péninsule de la mer Noire dans le giron russe, le désormais bien ancré « scénario Narva[181] » continuait de faire couler de l'encre. Sur le papier, cette ville entre deux mondes coche en effet de nombreuses cases. Peuplée de 65 000 habitants, située au bord de la rivière Narva qui marque la frontière avec la Russie, à laquelle elle est reliée par un pont vers la ville voisine d'Ivangorod, Narva est russophone à 90-95%, un record pour une commune de l'Union européenne. Connue pour mêler les héritages estonien, germanique et russe, Narva est une ville symbolique, à l'instar des deux forteresses qui se font face des deux côtés de la rivière frontalière : l'une côté estonien, construite par les Danois au XIV$^{e}$ siècle, l'autre côté russe, construite sous le tsar

[180] Daniel Berman, « Will Narva Be Russia's Next Crimea ? », *The Diplomat*, 8 avril 2014, https://thediplomat.com/2014/04/will-narva-be-russias-next-crimea/

[181] Josh Rubin, « NATO Fears That This Town Will Be the Epicenter of Conflict With Russia », *The Atlantic*, 24 janvier 2019, https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/01/narva-scenario-nato-conflict-russia-estonia/581089/

Ivan III. Elle est trois fois plus proche de Saint-Pétersbourg que de Tallinn (102 km contre 300), et séparée de cette dernière par une région peu peuplée et densément peuplée ; aux yeux des habitants de Tallinn, ville pénétrée de valeurs libérales et de *high tech*, Narva est une ville reculée à la périphérie, quant aux yeux des habitants de Saint-Pétersbourg comme d'une bonne partie de ceux de Narva, la ville est dans la banlieue de l'ancienne Leningrad. Carrefour commercial depuis des siècles, cette ville stratégique située dans une mince bande de terre entre le vaste lac Peïpous (qui bloque une grande partie de la frontière russo-estonienne) et la Baltique est aussi la clé d'accès à l'Estonie. Le roi suédois Karl XII y a remporté en 1700 l'une de ses plus grandes victoires contre les Russes ; l'inauguration en 2000 d'un monument à la gloire du monarque avait d'ailleurs provoqué un certain malaise au sein de la population russe de Narva. Le potentiel défensif de ce bastion naturel s'est confirmé en 1944 lors de la bataille de Narva, l'un des derniers succès tactiques d'une Wehrmacht enchaînant les défaites, succès auquel ont pris part de nombreux auxiliaires SS estoniens dont le souvenir honteux est entretenu à l'envi par l'historiographie russe. En 1993, trois ans après que l'Estonie ait voté en faveur de l'indépendance, les autorités locales avaient organisé un référendum illégal sur l'autonomie du territoire, recueillant selon eux 97% de votes favorables avec une participation évaluée par les observateurs estoniens à moins de 50%. À cette époque, plusieurs figures de la vie politique russe défendaient le rattachement de Narva à la Russie, à l'instar de l'ancien vice-président d'Eltsine, Alexandre Rutskoï (lequel fut même brièvement reconnu président de la Fédération de Russie par le Congrès des députés du peuple), qui défendait aussi des revendications territoriales sur la Crimée et sur la ville kazakhe à majorité russe d'Öskemen. Le risque de voir Narva appeler à une intervention russe

est-il sérieux ?

La réalité est pourtant bien différente de ce qui précède : l'Estonie a semble-t-il peu de chances de voir se répéter le scénario ukrainien. D'abord, parce que l'Ukraine de l'hiver 2013-2014 était en pleine tourmente révolutionnaire dépourvue d'un État central fort capable de faire face à une intervention russe : l'Estonie est peu susceptible de basculer dans une telle situation. Ensuite, parce que cette dernière est évidemment membre de l'Union européenne et de l'OTAN. La Russie ne possède pas de base militaire ni de troupes prépositionnées en Estonie alors que c'était le cas en Crimée (c'est aussi le cas en Transnistrie), quand les puissances de l'OTAN déploient des forces dans les États baltes, y compris la France dans le cadre de l'opération Lynx. Tout cela n'écarte pas définitivement le risque d'une intervention russe, mais un autre élément entre en jeu : les communautés russes des pays baltes sont en réalité peu susceptibles d'être soulevées par le Kremlin ou de l'appeler à l'aide.

Les Russes et russophones d'Estonie se sont progressivement intégrés à la société, à la vie du pays et se sentent désormais en majorité estoniens avant tout. Les Russes eux-mêmes ont fait un effort d'intégration ou ont tout simplement développé une forme de sentiment d'appartenance à la nation estonienne même lorsqu'ils ne partagent ni sa langue ni sa culture. L'universitaire américaine Michele Commercio résume parfaitement la situation en écrivant que *« l'histoire unique de l'Estonie et de la Lettonie a produit une situation très différente de celle de l'Ukraine, les deux États accueillant désormais une nouvelle génération de Russes de souche intégrés et bilingues qui sont satisfaits de leur vie en Estonie et en Lettonie.*[182] *»* L'intégration de la communauté russe

[182] Michele E. Commercio, « Why Putin won't attempt to 'integrate'

s'explique en grande partie par le fait que la qualité de vie, des revenus aux libertés individuelles en passant par le service public et les perspectives d'avenir pour soi-même ou ses enfants, soient généralement meilleures en Estonie qu'en Russie. Le modèle russe est peu attirant. Au-delà, les Russes d'Estonie ont développé une mentalité distincte de ceux de Russie, et se sont attachés à leur pays au moins en tant que pays « d'accueil ». C'est notamment le cas des nouvelles générations. Les jeunes Baltes russophones (y compris en Estonie) se sentent intégrés à leur pays de naissance ou d'accueil et, tout en pointant quelques problèmes persistants, ne montrent visiblement aucune envie de faire sécession ou d'en appeler à la « protection » de Moscou[183]. Après des débuts assez laborieux (l'Union européenne a également fait pression sur Tallinn et Riga pour les amener à mieux intégrer les Russes sur leur sol), l'Estonie a cherché de manière active à intégrer la population russe lorsqu'il était clair que celle-ci était là pour rester ; cette politique d'intégration a été amplifiée par le choc de l'intervention russe en Ukraine en 2014. Et force est de constater que la société estonienne a fait de vastes progrès sur ce point. On a par exemple pu lire (même si de telles statistiques ne veulent pas dire grand chose) que l'Estonie aurait intégré avec succès 90% des Russes du pays[184]. La communauté russe est désormais

---

Estonia and Latvia into the Russian Federation », LSE European Politics and Policy (EUROPP), 7 mars 2018, http://eprints.lse.ac.uk/89021/1/europpblog-2018-03-07-why-putin-wont-attempt-to-integrate-estonia-and.pdf

[183] Agnia Grigas, « The new generation of Baltic Russian speakers », Euractiv, 28 novembre 2014, https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/opinion/the-new-generation-of-baltic-russian-speakers/

[184] Paul Goble, « Experts: Estonia has successfully integrated nearly 90% of its ethnic Russians », Estonian World, 1er mars 2018, https://estonianworld.com/security/experts-estonia-successfully-integrated-nearly-90-ethnic-russians/

suffisamment intégrée pour que le Kremlin ne puisse pas tenter de la soulever contre le gouvernement estonien, ou tout simplement faire en sorte que celle-ci en appelle à l'aide de Moscou qui interviendrait militairement. C'est également le cas dans les territoires frontaliers où les Russes représentent l'écrasante majorité de la population.

Dès 2014, en pleine panique vis-à-vis de l'expansionnisme russe, de nombreux articles se sont attachés à montrer que la population russe de Narva n'attendait pas une « libération » de la part de la Russie[185], voire qu'il y avait peu de chances pour que le Kremlin nourrisse sérieusement l'idée d'une action contre la ville[186]. À Narva, la plupart des investissements qui ont permis de moderniser ou d'embellir la ville ont été financés par l'Union européenne, laquelle a mis un point d'honneur à mieux intégrer la plus grande ville majoritairement russe de l'Union. Il n'empêche que la population se sent toujours très peu concernée par l'UE[187], en décalage avec une Estonie où le sentiment d'appartenance à l'Union européenne est l'un des plus forts au sein des Vingt-Sept. Au-delà des investissements dans les infrastructures et les services publics, la redynamisation de Narva et sa plus grande intégration dans la nation estonienne est aussi passée par les arts et la vie culturelle[188], à laquelle des

---

[185] Tom Balmforth, « Russians Of Narva Not Seeking 'Liberation' By Moscow », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 4 avril 2014, https://www.rferl.org/a/russia-estonia-not-crimea/25321328.html

[186] Andres Kasekamp, « Why Narva is not next », *Estonian World*, 16 juin 2015 (modifié le 24 janvier 2019), https://estonianworld.com/security/andres-kasekamp-why-narva-is-not-next/

[187] Ilya Koval, « Narva: The EU's 'Russian' city », *Deutsche Welle*, 26 mai 2019, https://www.dw.com/en/narva-the-eus-russian-city/a-48878744#:~:text=Russian%2Dspeaking%20city%20in%20the,Estonian%20is%20the%20official%20tongue.

[188] Carmen Gray, « Fearing Russian Influence, Estonia Turns to the Arts », *The New York Times*, 11 janvier 2019,

artistes de Russie participent également[189]. De quoi ébranler la rhétorique selon laquelle les populations russes seraient victimes de l'État « fasciste » estonien et de l'Union européenne « russophobe », et de quoi surtout écarter le risque de voir la population en appeler à la « libération » par la Russie. Un reportage[190] de la chaîne ukrainienne indépendante Hromadske publié début 2019 sur YouTube montre comment l'Estonie a réussi à éviter que Narva connaisse le « scénario du Donbass », et à quel point la population russe de la ville a largement compris le fait qu'elle vive mieux que les Russes de l'autre côté de la frontière, Moscou n'ayant à ses yeux rien de mieux à lui offrir. Le documentaire se conclut sur un désormais fameux trait d'esprit de la présidente estonienne Kersti Kaljulaid : à la question « Narva sera-t-elle la prochaine ? » (c'est-à-dire la prochaine cible de l'expansionnisme russe), Kaljulaid avait répondu « oui, la prochaine *success story* estonienne ». Événement symbolique : lors d'un défilé de troupes de l'OTAN pour le centenaire de l'indépendance estonienne, auquel avaient pris part des soldats américains, la population de Narva était enthousiaste, amicale ou indifférente. Personne n'a insulté les soldats de l'Oncle Sam, dont la présence vise à intimider le grand voisin russe, ni ne leur a jeté de tomates ; pour une population suspectée de vouloir se soulever ou appeler Moscou à une intervention militaire, les Russes de Narva ne se sentent visiblement pas très

---

https://www.nytimes.com/2019/01/11/arts/estonia-russia-narva.html

189 Silver Tambur, « Narva: Estonia's next big success story ? », *Estonian world*, 21 septembre 2018, https://estonianworld.com/culture/narva-estonias-next-big-success-story/

190 Hromadske International, « Is Narva Next? How An Estonian City Escaped the Donbas Scenario », *YouTube*, 17 janvier 2019, https://www.youtube.com/watch?v=BkKTbZbEdO8

oppressés.

Mais la situation est bien plus fragile qu'il n'y paraît. S'il est vrai que les Russes et russophones d'Estonie sont majoritairement intégrés dans la société estonienne, il faut impérativement nuancer ce tableau. Pour reprendre les mots de Paul Goble, un analyste qui s'est pourtant attaché dans de nombreuses publications à montrer que la communauté russe d'Estonie était peu susceptible de se soulever ou de basculer en faveur d'une intervention russe, « les jeunes russophones d'Estonie ne sont pas aussi intégrés que beaucoup le croient[191] ». En 2019, une étude d'une ampleur sans précédent[192] avait été réalisée par le Riigikaitse ja julgeoleku teadmiskeskus (Centre national de défense et de sensibilisation à la sécurité) auprès de 2 800 adolescents et jeunes adultes estoniens russophones âgés de 16 à 20 ans, dont 83% avaient la citoyenneté estonienne et 10% la citoyenneté russe. Interrogés sur leur rapport à la citoyenneté, 47% associent celle-ci à des questions pratiques voire à un document d'identification (passeport), quand 46% l'associent à une société particulière, des valeurs, des symboles. Les jeunes ont été interrogés sur la manière dont ils s'identifiaient personnellement : 42% d'entre eux citent d'une manière ou d'une autre leur lien avec l'Estonie comme élément constitutif de leur identité, et 41% évoquent uniquement

[191] Paul Goble, « Younger Russian Speakers in Estonia May Not Be as Integrated as Many Think », *Eurasia Daily Monitor*, Volume 16 (Jamestown Foundation), 9 mai 2019, https://jamestown.org/program/younger-russian-speakers-in-estonia-may-not-be-as-integrated-as-many-think/

[192] Dmitri Teperik and Grigori Senkiv, « Primary world-view characteristics of Russian-speaking young adults in Estonia », Riigikaitse ja julgeoleku teadmiskeskus (Centre national de défense et de sensibilisation à la sécurité), 10 avril 2019, https://www.kaitsen.ee/research-eng/primary-world-view-characteristics-russian-speakin

leur lien avec la Russie ou l'identité russe. Plus précisément, 33% des jeunes interrogés se définissent comme « Russe », 24% comme « Estonien russe », 13% comme « Estonien russophone », 8% comme « Européen russe », 5% comme « Russe estonien ». De quoi relativiser l'idée que les jeunes Estoniens russes seraient largement intégrés dans la communauté nationale. 60% des répondants souhaiteraient quitter le pays quand 34% ont l'intention d'y rester pour y construire leur vie. Interrogés sur la confiance qu'ils placent en divers groupes ethniques ou autres, 17% des répondants disent faire « pleinement confiance » aux Américains et aux Allemands, 20% pleinement confiance aux Britanniques, 23% aux Européens en général, 23% aux Estoniens, et 34% aux Russes. 52% d'entre eux placent les russophones d'Estonie en tête des gens auxquels ils font complètement confiance. L'étude montre aussi qu'ils utilisent davantage les réseaux sociaux russes ou russophones, et suivent peu les médias estoniens. Concernant l'adhésion à l'Union européenne, 25% jugent que celle-ci est aussi positive que négative, 22% qu'elle fait plus de bien que de mal, 15% qu'elle fait plus de mal que de bien, 38% qu'il est difficile de répondre. Lorsqu'il s'agit de déterminer quelle est la première garantie de sécurité pour l'Estonie, 66% citent la coopération et le bon voisinage avec la Russie, 43% le fait d'être membre de l'Union européenne, et seulement 32% l'OTAN (plébiscitée par le reste de la population selon d'autres études) ; 30% des répondants soutiennent l'appartenance de l'Estonie à l'OTAN, et 27% la présence permanente de troupes de l'OTAN en Estonie, une opinion bien plus partagée chez les habitants de Tallinn que chez ceux de Narva. Dans le cas où l'Estonie serait attaquée par un autre État, 45% des répondants pensent que le pays devrait opposer une résistance armée (beaucoup moins que la moyenne nationale selon d'autres études), et 28% pensent que l'armée estonienne serait capable de défendre

le pays jusqu'à l'arrivée d'alliés ; 24% souhaiteraient prendre immédiatement part à la défense du territoire en cas d'attaque, un score pour le coup plus élevé chez les habitants de Narva que chez ceux de Tallinn. Les jeunes ont également été interrogés sur leur perception du conflit en Ukraine : 51% pensent que l'Ukraine elle-même est la plus responsable de la guerre sur son sol, 6% seulement pensent que c'est la Russie qui est la plus responsable de la situation ; s'agissant du déclenchement de la guerre, 33% pensent que c'est d'abord la faute de l'Ukraine, 32% la faute des États-Unis, 6% la faute de la Russie (les Estoniens imputant généralement la responsabilité du conflit à la Russie). Dans le cas où le conflit s'aggraverait, 51% des jeunes interrogés pensent qu'il ne faudrait pas accepter de réfugiés ukrainiens, 24% qu'il le faudrait, et 25% se disent « sans opinion ». Concernant les sanctions prises contre la Russie, 61% pensent qu'il faudrait les interdire, 5% les laisser telles quelles, 4% les resserrer, 30% jugent difficile de répondre. Quant à la question de savoir si la Russie pourrait être une menace réelle pour la sécurité de l'Estonie, 84% ne sont pas d'accord, contre 16% d'avis opposés, le reste de la population estonienne étant d'un avis largement opposé.

Toujours à propos des jeunes Russes et russophones d'Estonie, un article d'*Euractiv* cité plus haut résume la complexité de la situation. Si les Russes et russophones sont désormais majoritairement intégrés, ceux-ci *« ont généralement tendance à être ambivalents au sujet des politiques de la Russie ; en période de tensions et de crise, beaucoup (en particulier la génération plus âgée) ont tendance à se rallier derrière Moscou. La plupart des russophones baltes, qu'ils soient jeunes ou vieux (y compris ceux interviewés), ont tendance à suivre les médias russes et sont donc sans doute plus*

*réceptifs au point de vue et à la propagande russes.*[193] » C'est ce que reflète l'étude précédemment citée. D'autres études et articles, montrent à quel point malgré une véritable intégration et un certain attachement au pays dans lequel ils vivent, les Russes d'Estonie restent pour beaucoup perméables à la vision du Kremlin. *« Enfin, les activités des paramilitaires russes et des partisans locaux dans l'est de l'Ukraine ont démontré qu'une majorité, voire un pourcentage significatif de partisans parmi la population russophone, n'est pas nécessaire pour faciliter les prises de contrôle territoriales*[194]*. »* Le risque reste en effet très élevé. Comme nous le verrons, il n'est pas nécessaire qu'un mouvement d'ampleur se produise au sein de la communauté russe d'Estonie pour précipiter une véritable crise légitimant d'une manière ou d'une autre une intervention russe.

Les suspicions vis-à-vis de la communauté russe dans son ensemble se sont atténuées au fur et à mesure que celle-ci s'est intégrée et que le reste des Estoniens l'ont acceptée, mais les craintes vis-à-vis d'une « cinquième colonne » servant les intérêts du Kremlin en Estonie restent vivaces/ Celles-ci sont entretenues par des affaires que ne manquent pas d'exploiter les tenants d'un discours russophobe. Ainsi notamment d'une affaire d'espionnage qui a émaillé l'actualité en 2018-2019. Deniss Metsavas[195], un militaire estonien russophone, a été inculpé avec son père pour trahison après avoir transféré pendant plusieurs années des informations importantes dont des secrets d'État au renseignement militaire russe, le GRU. Metsavas

---

[193] Agnia Grigas, « The new generation of Baltic Russian speakers », *op. cit.*

[194] *Ibid*.

[195] Michael Weiss, « The Hero Who Betrayed His Country », *The Atlantic*, 26 juin 2019, https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/06/estonia-russia-deniss-metsavas-spy/592417/

a été victime d'un *honeypot*, une pratique à laquelle les services secrets russes ont parfois recours : un individu ciblé par le renseignement russe est abordé d'une manière ou d'une autre par une femme avec laquelle il a une relation sexuelle consentie. La même femme, à la situation souvent peu enviable, signe une plainte pour viol (généralement avant même l'acte) à l'encontre du malheureux qui se retrouve ensuite soumis au chantage des services russes qui lui laissent le « choix » entre collaborer avec eux et subir les foudres du système judiciaire russe dont chacun connaît la transparence et l'honnêteté. Comme la plupart de ceux qui se font piéger, Deniss Metsavas a choisi de travailler pour le renseignement russe, pensant peut-être pouvoir tirer son épingle du jeu sans trop se compromettre. L'homme en question n'était pas n'importe qui. Premièrement, pour son importance au sein de l'armée. Metsavas avait accédé au grade élevé de major, était parti en mission pour l'OTAN au sein du contingent Estcoy (unité militaire estonienne déployée en Afghanistan), travaillait à l'état-major des forces estoniennes d'où il a tiré les informations sensibles transmises au renseignement russe. Surtout, il était devenu une sorte de symbole de l'intégration de la communauté russophone avant de devenir un symbole de trahison. Parfaitement bilingue, Deniss Metsavas était devenu le porte-parole militaire *de facto* de la communauté russophone dont Tallinn s'ingénie à prouver la loyauté envers l'Estonie, apparaissait dans les médias, tenait un discours patriote et attaché à la démocratie estonienne, enseignait la défense nationale... La révélation de sa trahison a été un véritable coup dur.

Il faut également prendre en compte un risque sans doute sous-estimé : celui de la montée de nouvelles formes d'hostilité vis-à-vis de la communauté russe d'Estonie, qui ont généralement pris de l'ampleur après l'agression de l'Ukraine par Moscou. Le parti d'extrême-droite EKRE, en

forte croissance en Estonie où il est devenu la troisième force électorale aux législatives de 2019, gêne de plus en plus la minorité russophone du pays. Fort de son poids au *Riigikogu* (Parlement), EKRE a obtenu cinq ministères dans le gouvernement de coalition du centriste Jüri Ratas, dont le ministère de l'Intérieur qui est revenu au très controversé chef du parti, Mart Helme (qui a été ambassadeur en... Russie), et celui des Finances, attribué à son fils, Martin Helme, un suprémaciste blanc, homophobe, raciste et xénophobe avec lequel Marine Le Pen avait d'ailleurs posé pour une photo polémique. Après la chute de Jüri Ratas en janvier 2021, le nouveau gouvernement dirigé par Kaja Kallas n'inclut plus le parti EKRE, à la tête duquel Martin Helme a succédé à son père en juillet 2020 ; le parti d'extrême-droite reste cependant porté par une dynamique de fond. On peut s'attendre dans les prochaines années à ce que la montée en puissance du parti, et plus généralement d'une mouvance ethno-nationaliste s'en prenant souvent aux Russes d'Estonie, vienne dégrader la situation de ces derniers dans une société pourtant majoritairement tolérante, libérale et pro-européenne. Cette régression pourrait créer un terreau fertile pour radicaliser ceux, pourtant minoritaires au sein de la minorité russe, qui voudront que Moscou vienne « voler au secours » des *russkiji* d'Estonie. Malgré un discours parfois ouvertement hostile envers la communauté russe d'Estonie, EKRE réussit à y percevoir des votes grâce à son positionnement très conservateur et anti-immigration (les immigrés noirs ou musulmans ne courent pourtant pas vraiment les rues dans le pays). Mart Helme a avancé que les positions conservatrices de son parti pouvaient plaire à un électorat russe considéré comme largement traditionaliste, citant entre autres l'aversion de la population russe à « la propagande

homosexuelle[196] » (*sic*).

EKRE a notamment renforcé sa rhétorique anti-migrants dans le cadre de tractations avec d'autres partis d'extrême-droite dont le Rassemblement national, à l'époque où l'enjeu était de former un groupe au Parlement européen, mais ce serait *« une erreur de dire que les partisans d'EKRE considèrent la menace des migrants comme plus importante que la menace russe[197] »*. Son discours sur la défense d'une Estonie blanche inclut les Slaves, sa rhétorique réactionnaire peut se rapprocher de la vision que le Kremlin souhaite incarner en Europe, mais l'enjeu reste d'abord de défendre l'identité balte de l'Estonie, dans une conception ethniciste où les Russes ont difficilement leur place. Certains cadres du parti se sont déjà distingués en comparant la communauté russophone à des parasites sans être pour autant sanctionnés... Au moment d'écrire ces lignes, EKRE continue d'être le troisième parti du pays dans les sondages ; la peur et la volonté de discrimination envers la communauté russe semblent aussi reprendre du galon. En janvier 2019, la découverte à Tallinn d'affiches appelant à la ségrégation ethnique entre Estoniens baltes et russes[198] avait suscité un scandale en pleine période électorale. On ne peut exclure qu'un jour, des actions anti-russes de la part de militants

---

[196] « EKRE leader on education, Russian votes and possible coalition partners », 26 septembre 2018, Eesti Rahvusringhääling (radio-télévision publique estonienne), https://news.err.ee/864400/ekre-leader-on-education-russian-votes-and-possible-coalition-partners

[197] Aliide Naylor, « Could right-wing populism push integrated Estonia back towards Russia ? », *Euronews*, 22 mai 2019, https://www.euronews.com/2019/05/21/could-right-wing-populism-push-integrated-estonia-back-towards-russia

[198] Matthew Luxmoore, Kaisa Alliksaar, « 'Only Estonians Here': Outrage After Election Poster Campaign Singles Out Russian Minority », 10 janvier 2019, *Radio Free Europe/Radio Liberty* https://www.rferl.org/a/estonia-election-posters-russian-minority-outrage/29702111.html

d'une mouvance gravitant autour de cette nouvelle extrême-droite, ou bien un dérapage verbal ou une proposition de l'un des cadres du parti EKRE, puissent être instrumentalisés par des nationalistes russes d'Estonie ou de l'autre côté de la frontière, voire directement par les services secrets russes. Ces derniers sont également susceptibles de monter de toutes pièces un tel scandale. Dans un futur proche, on peut même imaginer le recours à des *deepfakes* (voir le chapitre sur les « guerres de l'information » extrêmement réalistes qui mettraient en scène des actes de haine anti-russes, ou prêteraient à des personnalités politiques baltes des propos russophobes.

En observant la manière dont les Russes de Crimée ont plébiscité leur rattachement à la Russie, celle dont les séparatistes du Donbass soutenus par Moscou ont réussi à conserver le contrôle de leur région sans que la population ne se soulève pour que Kiev rétablisse l'ordre, on peut penser *a posteriori* que les populations de ces régions étaient massivement favorables à une sécession de l'Ukraine ou une intervention russe. En réalité, même si de nombreux Criméens regardaient vers la Russie, la plupart du temps sans croire sérieusement qu'ils en feraient à nouveau partie un jour, on n'y relevait pas de courant séparatiste ou irrédentiste fort. Plus exactement, de telles orientations étaient présentes dans la vie politique locale et divers sondages montraient avant 2014 le souhait de la population criméenne d'être rattachée à la Russie, mais il n'y avait pas de séparatisme militant, ni de grand parti indépendantiste (comme le SNP écossais, les partis indépendantistes catalans ou flamands, ou la Ligue du Nord italienne lorsqu'elle défendait encore l'indépendance de la « Padanie »). Sur ce dernier point, notons d'ailleurs que les élections à la *Rada* (Parlement) de Crimée n'ont jamais donné de majorité à un parti sécessionniste. Le parti vainqueur des élections de 2006 et 2010 était le parti des régions du président Yanoukovitch, pro-russe mais

défenseur de l'unité de l'Ukraine. L'un des partis les plus russophiles, le parti Unité (*Soyuz*), s'est opposé à l'annexion par la Russie ; le parti Unité russe, dont le chef Sergueï Axionov a joué un rôle clé dans les événements du printemps 2014 (il est aujourd'hui à la tête de la République autonome de Crimée administrée par la Russie), ne défendait pas non plus une sécession vis-à-vis de l'Ukraine et se concentrait sur la défense des intérêts de la minorité russe et de bonnes relations avec Moscou, obtenant comme le parti Unité des scores inférieurs à 10% (Unité russe a fusionné avec le parti poutinien Russie unie après l'annexion). On le voit, la Crimée était avant le printemps 2014 peu susceptible d'engager un processus d'indépendance et de retour à la Russie.

Lors du référendum sur l'indépendance de l'Ukraine en 1991, 54% des électeurs de Crimée et 57% de ceux de Sébastopol ont voté en faveur de la sortie du pays du giron de Moscou (56 et 59% en enlevant les bulletins nuls). Le vote en faveur était certes plus faible qu'au niveau national (où le « oui » l'a emporté à 90%), tout comme la participation électorale, mais il était majoritaire. Dans les *oblasts* de Donetsk et de Louhansk, tous deux très majoritairement russes, frontaliers de la Russie et aujourd'hui contrôlés par les séparatistes pro-russes, le « oui » à l'indépendance l'a emporté à 83%. La faiblesse relative de la participation et de la victoire du « oui » en Crimée et à Sébastopol témoignaient du caractère particulier de la péninsule, mais celui ou celle qui en aurait conclu que la Russie reprendrait un jour cette terre irrédente n'aurait pas été pris au sérieux. Ajoutons d'ailleurs que les populations russes de l'Est et du Sud de l'Ukraine, y compris en Crimée, étaient dans un processus d'intégration à la jeune nation ukrainienne. En 1992, les dirigeants criméens avaient déclaré l'indépendance de la péninsule (sans que cela draine les foules dans les rues), avant d'y renoncer de fait dès le lendemain sans qu'il n'y

ait de psychodrame comparable à celui observé en octobre 2017 en Catalogne. Les choses étaient vite rentrées dans l'ordre avec la décentralisation progressive de nouvelles compétences vers la république autonome de Crimée. Entre les années 1990 et la crise de l'hiver 2013-2014, il n'y a pas eu, comme dit plus haut, de grand mouvement séparatiste ou rattachiste dans la péninsule, ni d'ailleurs dans le Donbass. De telles orientations étaient portées par des groupes minoritaires au sein d'une population assez attentiste. On l'a dit, les mouvements séparatistes en Catalogne et en Écosse, et dans une moindre mesure dans les Flandres et en Italie du Nord, avaient davantage pignon sur rue, bénéficiaient d'un soutien politique plus fort, et pesaient bien davantage sur l'agenda politique des pays concernés. Les communautés russes d'Estonie ou de Lettonie seraient davantage dans la situation de celles du Donbass, lesquelles étaient moins enthousiastes que la Crimée à l'idée de se séparer de l'Ukraine et subissent souvent la mainmise des rebelles pro-russes plus qu'elles ne la soutiennent (les pseudo républiques populaires mafieuses qui tiennent le Donbass ne survivent probablement que par le soutien de la Russie). À la lueur du précédent ukrainien, on voit que l'absence de fort sentiment séparatiste ou rattachiste au sein de la population russe ou russophone d'Estonie n'élimine pas le risque d'une future intervention de la part de Moscou. D'autant qu'il existe dans ce pays comme en Lettonie un noyau dur, une minorité susceptible de soutenir une telle opération, tout comme la sécession du Donbass a d'abord été le fait de groupes peu nombreux qui n'auraient pas été bien loin sans le soutien rapide de la Russie et l'incapacité de Kiev à rétablir l'ordre.

Dans un portrait de la ville de Narva et de ses habitants[199], la journaliste estonienne Aili Vahtla, qui a

[199] Aili Vahtla, More than Russian or Estonian : Narva through the

consacré plusieurs articles au sujet, développe les éléments évoqués plus haut (intégration croissante des Russes d'Estonie et attachement au pays, efforts pour dynamiser la ville dont les habitants sont reconnaissants...), mais souligne que tous ces progrès n'écartent pas définitivement les risques d'une intervention russe. Ainsi rapporte-t-elle que : *« selon Jüri Nikolajev, rédacteur en chef* [pour les informations en russe à la radio d'ERR, l'audiovisuel public estonien]*, lui-même originaire de Narva et résidant issu d'une famille mixte russo-estonienne, les conditions préalables à ce scénario apocalyptique potentiel* [celui d'une intervention russe à Narva] *existent réellement. "La majorité des habitants de Narva ne sont pas citoyens estoniens, et ils continuent à vivre et à se développer dans la sphère d'influence russe, soutiennent les positions de politique étrangère de la Russie, par exemple 'La Crimée est à nous!', et l'Estonie est considérée* [par les Russes d'Estonie] *comme une patrie davantage en termes de territoire qu'en tant que pays", décrit M. Nikolajev, ajoutant que les pouvoirs de l'État estonien sont regardés avec ridicule et considérés comme des marionnettes des États-Unis. De nombreux Russes en Estonie se sentent également victimes de discrimination ethnique* [...] *».* Avant de rappeler les éléments censés limiter le risque d'une agression russe contre les États baltes, comme la solidité de l'État estonien et la faible valeur symbolique de Narva comparé à la Crimée, Nikolajev pointe le fait que *« la Russie n'a pas encore reconnu l'Estonie comme un État indépendant mature, au même titre que la Finlande, par exemple »* et aujoute que *« que si personne ne le dira officiellement à haute voix, l'indépendance de l'Estonie est*

---

eyes of its own people, *Eesti Rahvusringhääling*, 4 février 2019, https://news.err.ee/907196/more-than-russian-or-estonian-narva-through-the-eyes-of-its-own-people

*inconsciemment considérée comme un phénomène temporaire »*, ce qui est avéré : bien que conscients de la profondeur de l'intégration de l'Estonie au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, les dirigeants russes estiment souvent que les États baltes ont vocation à revenir dans le giron russe d'une manière ou d'une autre, au même titre qu'ils ne considèrent pas l'Ukraine comme un véritable pays. Ensuite, *« [...] les conditions préalables* [à une intervention russe à Narva] *existent, et tout ce qu'il faudrait, c'est la bonne allumette pour allumer l'amadou, qu'il s'agisse d'une crise internationale extrême, de l'escalade des tensions ethniques et/ou de la couverture médiatique d'une sorte d'événement de division suscitant l'indignation ».* Autre exemple intéressant, Aili Vahtla cite un résident originaire de Saint-Pétersbourg qui lui parle de la rancœur persistante de certains Russes contre les Baltes, des derniers élans de nostalgie soviétique qui s'expriment à Narva le 9 mai pour le jour de la victoire contre l'Allemagne nazie, ou des relents d'irrédentisme entendus dans des conversations alcoolisées, sur le mode *« aujourd'hui, nous avons remporté trois médailles olympiques ; demain, il est prévu qu'il fasse -20 ° C et le lendemain, nous reprendrons l'Estonie*[200] *» (sic)*.

D'autres enquêtes de terrain comme celle-ci soulignent l'ambivalence de la situation. Elles montrent que la population de Narva a peu à voir avec la « cinquième colonne » prête à faire sécession qu'imaginent certains et souvent, ses habitants se moquent d'une telle caricature ou la balaient d'un revers de la main lorsqu'on les interroge à ce sujet. Pourtant, elles soulignent aussi que les Russes de Narva prêtent toujours le flanc à des opérations de manipulation ou déstabilisation de la part de la Russie, laquelle pourrait se contenter d'un noyau radicalisé au sein de la communauté russe du pays.

[200] *Ibid*.

Nombre d'éléments empêchent d'écarter le risque de voir Moscou intervenir d'une manière ou d'une autre, et donc celui d'une confrontation violente. Narva fait couler beaucoup d'encre à plus ou moins bon escient, mais d'autres localités moins souvent évoquées pourraient demain avoir un rôle central. En Lettonie, qui a fait l'objet de campagnes de russification intenses durant l'ère soviétique, la deuxième ville du pays, Daugavpils, attire l'attention : dans cette ville de 110 000 habitants, russophone à plus de 50% comme la capitale Riga, les forces de l'ordre ont été infiltrées par l'espionnage russe. Comme l'a montré la tragique histoire de Deniss Metsavas, symbole d'intégration de la communauté russophone devenu symbole de trahison, les services secrets russes sont très bien infiltrés dans les pays baltes. C'est sur eux et sur leur capacité à maximiser leurs capacités de nuisance avec des moyens limités que pourrait demain compter le régime de Vladimir Poutine, plutôt que sur des populations qui selon toute vraisemblance ne se rallieront pas en masse à un quelconque mouvement séparatiste d'ampleur comme elles l'ont fait en Crimée en 2014.

On l'a vu, la majorité des Russes et russophones de localités comme Narva se sentent Estoniens, d'autant que Tallinn et l'UE ont consenti d'importants investissements pour palier aux difficultés de cette ville, et ne réclament pas leur annexion à la Russie. Mais la mobilisation d'une minorité active instrumentalisée de l'étranger pourrait suffire à justifier une intervention, ou à faciliter une opération surprise analogue à celle observée en Crimée, risque rendu crédible par le renforcement de la présence militaire russe aux frontières et par des campagnes de propagande à destination des russophones.

Une telle intervention pourrait avoir lieu en

Ukraine pour les raisons décrites plus haut, jusqu'à envisager une invasion du Donbass ou des terres méridionales qui faisaient autrefois partie de la Novorossiya. Malgré leur double appartenance à l'UE et à l'OTAN, les pays baltes pourraient eux aussi être ciblés. Narva sera-t-elle la prochaine « cible » des ambitions de Poutine, ou du moins au cœur d'une prochaine crise entre la Russie et ses voisins occidentaux ? Si les articles souvent sensationnalistes ont fleuri depuis l'annexion de la Crimée pour alerter sur le risque de voir telle ou telle localité de l'étranger proche de la Russie avoir droit à une visite de « petits hommes verts » sans insignes (voire un bombardement nucléaire tactique, à en croire les *scenarii* les plus improbables), la perspective de voir Moscou invoquer les articles 61 et 62 de la Constitution fédérale pour déclencher une opération militaire est très sérieuse.

Selon les critères rationnels que l'annexion de la Crimée a d'ailleurs largement démentis, on voit mal Poutine et les *siloviki* risquer une escalade militaire et un possible suicide politique pour Narva : le risque serait bien plus élevé que pour Odessa ou Marioupol. Mais imagine-t-on réellement les forces occidentales risquer de leur côté un conflit d'ampleur pour une ville symbolique dont une grande partie de la population pourrait finalement vite s'accommoder d'une annexion à la Russie dont elle se sent culturellement et humainement plus proche ?

A la différence par exemple d'une invasion du Donbass ou de l'Ukraine méridionale, l'objectif supérieur de Poutine, sinon d'un successeur qui perpétuera vraisemblablement la politique de puissance du Kremlin, ne serait dans ce scénario pas de réaliser une nouvelle conquête territoriale digne d'un autre âge ni même de venir en aide aux Russes ethniques, mais de prouver la capacité de la Russie à peser sur le cours de l'Histoire malgré la supériorité apparemment écrasante des démocraties occidentales. Nul besoin d'envahir une

nouvelle région entière au risque de déclencher cette fois une véritable guerre, de consacrer toujours plus de moyens à une politique de puissance qui deviendrait ruineuse, d'amplifier la guerre de l'information jusqu'à la rendre contreproductive, alors qu'une opération limitée mais décisive comme à Narva marquerait un tournant historique confirmant durablement le retour de la grandeur russe. L'OTAN pourrait bien s'abstenir d'engager un conflit ouvert : en prouvant ainsi sa capacité à peser sur l'histoire du XXI$^{e}$ siècle et à contester l'ordre international, le régime russe gagnerait son pari.

« Mourir pour Dantzig ? », s'interrogeaient ouvertement les démocraties occidentales en 1939. Dans un contexte bien différent, les Européens et plus encore les Américains seraient-ils prêts à mourir pour Narva et Daugavpils ? Pas forcément. Les Russes n'y seraient pas beaucoup plus enclins, mais un coup de force dans les pays baltes ne leur réclamerait pas forcément un tel sacrifice, pas plus que l'annexion de la Crimée qui n'a pas débouché sur un conflit d'ampleur : le principal intérêt d'une opération à Narva ou Daugavpils serait d'éprouver la crédibilité de l'OTAN et de l'UE, et un tel pari a de fortes chances de s'avérer… gagnant. Sauf à déclencher l'impensable : une guerre de haute intensité aux portes de l'Europe, dont personne ne veut mais qui deviendrait vite incontrôlable. À la différence de l'Ukraine de 2014, l'Estonie est dotée d'un État stable et bien gouverné, qui ne manquerait pas de réagir à une opération surprise, dans des proportions qui pourraient cette fois précipiter le point de non-retour. La prochaine « surprise stratégique » pourrait bien éclater aux frontières entre les pays baltes et la Russie, en Ukraine méridionale ou en Transnistrie, sur fond de protection ou d'instrumentalisation des millions de Russes ethniques qui constituent dans ces régions le cœur du « monde russe ».

## Chapitre 3

# Au cœur et dans la tête du pouvoir russe : les personnes-clés et les orientations idéologiques du régime de Vladimir Poutine

Qui sont les personnalités au cœur du pouvoir russe en cette décennie 2020 ? Quelles sont les orientations et sources d'inspiration idéologiques du régime de Vladimir Poutine ? Ces deux questions sont essentielles pour anticiper l'avenir de la Russie et de ses liens avec l'Europe ; elles sont aussi essentielles pour juger de la possibilité d'une future « surprise stratégique » liée au voisin russe. Pour y répondre, il faut dépasser la personne du président dont la figure est excessivement centrale dans l'incarnation du pouvoir, mais sans doute moins dans la conception de ses grandes orientations (en tout cas idéologiques). Il faut aussi se replacer dans le contexte idéologique particulier d'une Russie passée en moins d'un siècle d'une monarchie mêlant absolutisme européen, despotisme asiatique et théocratie au premier gouvernement communiste de la planète, jusqu'à une expérience ratée de démocratie libérale qui a débouché sur un modèle original de « démocrature ». Il faut, encore, se

pencher sur la mentalité dominante au sein des élites politiques russes et sur des clivages anciens au sein de la société russe, dont l'opposition entre « occidentalistes » et « slavophiles » que nous détaillerons plus loin.

S'agissant de la première question, on sait que le régime russe est à la fois clanique et dirigé en plusieurs factions. Des factions sociologiques, d'abord : les oligarques issus du monde des affaires, désormais largement ralliés ou soumis au pouvoir politique depuis les « purges » du premier mandat de Poutine, mais avec qui le Kremlin doit encore composer d'autant plus que Poutine lui-même est compromis dans leurs activités dont il tire des bénéfices personnels[201] ; les *siloviki* issus des structures de force de l'État soviétique, qui semblent détenir avec le président la réalité du pouvoir politique et être les plus influents sur la « ligne » suivie par le pays ; des amis proches du président qui n'entrent parfois dans aucune de ces deux cases ; des personnalités politiques plus traditionnelles dont l'ascension se fait quasi-systématiquement avec l'assentiment du pouvoir (on remarque d'ailleurs que la carrière des politiciens favorisés par le Kremlin se fait de moins en moins au sein du parti présidentiel Russie unie, de plus en plus impopulaire, visiblement pour préparer une nouvelle étape de la vie du régime) ; des cadres de l'Église orthodoxe russe œuvrant à consolider « l'alliance » avec le pouvoir politique ; enfin, les nouveaux relais du pouvoir, actifs dans la « guerre de l'information », la promotion de l'effort de propagande à l'intérieur et celle du *soft power* russe à l'extérieur, qui proviennent sur un plan sociologique de milieux divers. Nous verrons qui sont les principales personnalités qui

[201] Le fameux « palais de Poutine » sur les bords de la mer Noire à Guelendjik, dont Alexeï Navalny et sa Fondation anti-corruption ont montré la démesure et le luxe indécent dans leur documentaire viral de janvier 2021, en est une spectaculaire illustration.

comptent dans ces différentes catégories. Des factions idéologiques, ensuite : nous verrons que l'ancienne distinction entre « libéraux » (ou modérés) et nationalistes n'est plus autant d'actualité que sous les premières présidence de Poutine ou celle de Medvedev, les nationalistes et partisans d'une ligne dure l'ayant emporté.

La réponse à la seconde question est moins aisée. Y a-t-il seulement une idéologie poutinienne, ou une base idéologique au régime russe ? On entend souvent que le régime de Vladimir Poutine n'aurait pas d'idéologie, ou qu'il serait en tout cas post-idéologique. En pleine euphorie consécutive à l'annexion de la Crimée, l'économiste Sergueï Gouriev résumait les choses ainsi : *« le pouvoir russe, dictature opportuniste postmoderne, n'a pas vraiment offert de grande idée, il considère qu'il peut gérer le pays comme il veut et que les gens sont satisfaits parce qu'ils en retirent des bénéfices économiques. Or les bénéfices économiques disparaissent* […]. *Il faut donc un nouveau contrat social, mais Poutine a beaucoup de mal à le produire car il n'a pas d'idéologie*[202] *»*. Le discours nationaliste, revanchiste et hostile aux valeurs occidentales du Kremlin passe aisément pour une posture de façade, la gloriole populiste, la commémoration du passé et l'instrumentalisation de l'ennemi masquant respectivement des politiques publiques qui profitent trop peu à la population, des perspectives d'avenir inquiétantes et des problèmes sans liens avec l'étranger que le pouvoir ne parvient pas à résoudre, quand il ne les aggrave pas. Sa politique passe aussi pour temporaire : inutile d'être un expert du pays pour comprendre que la Russie ne peut éternellement poursuivre des ambitions dont elle n'a pas

[202] Sylvie Kaufmann, « L'ennemi intérieur de Vladimir Poutine », *Le Mond*e, 17 avril 2014, https://www.lemonde.fr/idees/article/2014/04/17/l-ennemi-interieur-de-vladimir-poutine_4400881_3232.html

les moyens, ou maintenir une confrontation permanente avec l'Occident.

La rhétorique du renouveau national, basée sur le réveil de l'âme russe et de la grandeur d'un pays qui a retrouvé l'ordre à l'intérieur et le respect sur la scène internationale, serait donc un artifice entretenant les derniers feux d'une gloire ancienne, un opiacé pour retarder le réveil de la population face à de dures réalités ? On peut être d'autant plus porté à le croire que cette rhétorique ne paraît basée sur aucun moteur idéologique si ce n'est le culte d'une puissance drapée dans le nationalisme et la religion, aucun projet de long terme si ce n'est la survie de cette politique de puissance. D'ailleurs, Vladimir Poutine n'était-il pas initialement un leader plus modéré, pro-européen voire ouvert envers l'Occident ? Ceci montrerait à quel point le régime est en réalité d'abord opportuniste ; or, si la confrontation avec l'Occident et le durcissement nationaliste relèvent d'un tel opportunisme plutôt que d'une idéologie, ils pourraient d'autant plus facilement être apaisés.

Que Poutine ait été un dirigeant plus ouvert à de bonnes relations avec l'Occident et plus proche de ses valeurs est en partie vrai : mais nous défendrons ici l'idée que la voie dans laquelle s'inscrit la Russie depuis le début des années 2010, entre radicalisation du régime à l'intérieur et politique impérialiste agressive à l'extérieur, était en germe dès le début de la présidence de Vladimir Poutine. Cette voie trouve en partie sa source dans la mentalité de Poutine et de ses proches, souvent issus du KGB et de l'appareil d'État soviétique, qui n'ont pas digéré l'effondrement d'une URSS dont ils ont conservé une partie de la vison du monde. Elle est également nourrie par des courants idéologiques peu connus en Occident. Car malgré tous les éléments évoqués plus haut, il apparaît que le discours et la politique du Kremlin reposent sur une vision et une idéologie cohérentes bien que composites.

Les grandes orientations sont largement identifiés : nationalisme, autoritarisme, populisme, conservatisme, impérialisme, slavophilie, eurasisme, septicisme voire hostilité envers l'Occident. Elles dessinent les contours d'un projet, à défaut d'une doctrine. Le cœur du pouvoir russe est constitué d'hommes qui partagent pour l'essentiel un dessein supérieur pour leur pays, en dépit de l'opportunisme et de l'esprit de cour qui anime la plupart d'entre eux ; quant à Vladimir Poutine, il a semble-t-il fini par « maturer » un projet à long terme sur lequel se greffent désormais des références idéologiques qui dépassent le seul stade de la communication : le retour en force d'une Russie forte, assumant et entretenant ses différences avec l'Occident, dont la place sera centrale dans le nouvel ordre du monde, avec une société conservatrice et au diapason du pouvoir. La population, malgré sa désillusion vis-à-vis du poutinisme triomphant et sa soif de changement social et économique, partage en majorité les ambitions de leur dirigeant et ceci devrait continuer encore un certain temps.

Voici qui sont les personnes au cœur du pouvoir russe, et les idées au cœur de sa vision.

## *Au cœur du pouvoir russe : les personnalités les plus influentes de l'entourage de Vladimir Poutine*

Avant de se pencher sur les inspirations idéologiques du régime russe, il convient de se pencher sur les réseaux qui constituent le cœur du pouvoir en ce début de décennie 2020. En plus de vingt ans de règne, l'entourage de Vladimir Poutine a connu de profonds changements. Il ne reste ainsi pratiquement plus rien de la « Famille », clan d'oligarques proches d'Eltsine qui avait

largement contribué à l'ascension de son successeur en pensant le contrôler. On remarque qu'au fil du temps, les libéraux pro-occidentaux ont vu leurs rangs se dépeupler au profit de nationalistes et de partisans de la confrontation avec l'Occident. On remarque aussi que les plus proches amis et collaborateurs du président sont restés pour l'essentiel les mêmes tout au long de la période, la plupart étant des *siloviki* issus du KGB ou des natifs de Saint-Pétersbourg. L'entourage restreint de Vladimir Poutine ne reflète pas toujours la sociologie des milieux dirigeants russes au sens large, ni leurs principales factions. Les *siloviki* sont visiblement surreprésentés dans la garde rapprochée du chef d'État, dont les principaux conseillers sont souvent partisans d'une ligne « dure ». Les détenteurs des plus hautes fonctions de l'État ne sont pas toujours de vrais intimes du président, *idem* pour les principaux patrons du pays ; *a contrario*, certains proches de M. Poutine jouissent d'une forte influence sur la vie du pays sans occuper de fonctions de premier plan.

L'entourage de Vladimir Poutine et le fonctionnement des milieux dirigeants russes ont fait l'objet de travaux poussés. On renverra notamment au magistral *All the Kremlin's Men : Inside the Court of Vladimir Putin*[203] de Mikhaïl Zygiar, un des meilleurs journalistes indépendants de Russie où son enquête est vite devenue un *best-seller*. Plus récemment, la journaliste de *Reuters* Catherine Belton a publié *Putin's People : How the KGB Took Back Russia and Then Took on the West*[204], qui met davantage l'accent sur les réseaux d'influence du

[203] Mikhail Zygar, *All the Kremlin's Men : Inside the Court of Vladimir Putin*, New York, Public Affairs, 2016 [2015]. Traduction française par Paul Simon Bouffartigue, *Les Hommes du Kremlin*, Paris, Le Cherche midi, 2018.

[204] Catherine Belton, *Putin's People : How the KGB Took Back Russia and Then Took on the West*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020.

système Poutine. Pour une mise en perspective historique, on conseillera également l'ouvrage de Vladimir Fédorovski *Au cœur du Kremlin*[205], qui couvre une période s'étendant de la fin du règne de Staline à la fin des années 2010, et *Au cœur du pouvoir russe*, de Tania Rakhmanova[206], qui couvre la période 1996 à 2014, du chaos des années Eltsine à l'apothéose de Poutine.

Nous ne nous étendrons pas ici sur six figures bien connues du régime russe : Dmitri Medvedev, président de 2008 à 2012 et Premier ministre de cette date jusqu'à 2020, qui reste un proche de Poutine dont l'influence actuelle est difficile à évaluer ; son successeur Mikhaïl Michoustine, Premier ministre depuis janvier 2020, qui s'est progressivement imposé comme un dirigeant apprécié au point d'être désormais cité comme un potentiel successeur de Poutine ; le puissant ministre de la Défense Sergueï Choïgou, qui est l'un des visages les plus emblématiques du renouveau de la puissance russe auquel il a largement pris part, et l'un des favoris en vue de la succession de Vladimir Poutine dont il est un ami proche ; le chef d'État-major et Général des Armées Valery Gerasimov, qui est avec Choïgou et Poutine lui-même le principal acteur du redressement militaire russe, mais qui n'a pas particulièrement de poids dans la politique intérieure du pays ; le ministre des Affaires étrangères (depuis 2004) Sergueï Lavrov, un des diplomates les plus habiles de la planète qui a joué un rôle déterminant dans le retour de la Russie sur la scène internationale et devrait continuer de diriger la politique étrangère du pays pour de longues années ; et enfin Sergueï Sobianine, le maire de Moscou à qui l'on prête parfois un destin national.

---

[205] Vladimir Fédorovsi, *Au cœur du Kremlin, des tsars rouges à Poutine*, Paris, Stock, 2018.

[206] Tania Rakhmanova, *Au cœur du pouvoir russe*, Paris, La Découverte, 2014.

Parmi les proches moins connus de Poutine qui ont le plus d'influence sur la direction du pays, citons d'abord Igor Setchine, patron du géant pétrolier Rosneft, considéré comme l'homme le plus puissant de Russie après son président, au point que l'on a pu parler à un moment d'un triumvirat formé avec Medvedev et Poutine, dont il est un conseiller écouté. Citons ensuite Viatcheslav Volodine, qui a occupé diverses hautes fonctions dont celle de vice-Premier ministre avant d'être élu président de la Douma en 2016 ; Volodine, à qui l'on prête depuis plusieurs années des ambitions présidentielles, est l'un des potentiels successeurs de Poutine les plus couramment cités. Un autre de ces potentiels successeurs est Alexeï Dioumine. Très proche du président dont il a dirigé le service de sécurité, Dioumine est un *silovik* qui a fait l'essentiel de sa carrière dans le monde du renseignement, de la sécurité et de la défense. En tant que n°2 du renseignement militaire russe, le GRU, il a joué un rôle clé dans l'annexion de la Crimée et aurait participé à l'opération de sauvetage du président ukrainien Viktor Yanoukovitch. Aujourd'hui gouverneur de l'oblast de Toula après un passage comme vice-ministre de la Défense, Alexeï Dioumine présente l'un des profils les plus crédibles parmi les successeurs potentiels de Vladimir Poutine. S'il devait accéder à la tête de la Russie, sans doute l'ancien sômatophylaque du président russe poursuivrait-il l'orientation nationaliste et eurasiste de son prédécesseur, et pourrait visiblement s'affirmer plus déterminé encore dans la conduite d'une politique de puissance agressive.

Toujours du côté des *siloviki*, on peut citer également l'un des plus puissants d'entre eux, Nikolaï Patrouchev, ancien du KGB et Secrétaire général du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie depuis 2008, et Sergueï Ivanov, ex-ministre de la Défense passé lui aussi par le KGB, qui reste apparemment influent dans les milieux dirigeants et a participé à l'ingérence dans

l'élection présidentielle américaine de 2016. D'autres vétérans du légendaire service de renseignement soviétique sont parmi les amis les plus proches et anciens amis de Vladimir Poutine. C'est le cas de Sergueï Tchemezov, patron du conglomérat Rostec, une holding tentaculaire détenue par l'État, qui a connu Poutine à Dresde lorsqu'ils étaient au KGB. Et de Nikolaï Tokarev, aujourd'hui président du conseil d'administration de Transneft (transport de pétrole, oléoducs), qui s'est également lié d'amitié avec le futur président lorsqu'ils étaient en poste à Dresde. L'un des « mentors » de Poutine est d'ailleurs Lazar Matveev[207], qui a été l'un de ses supérieurs au KGB en RDA mais n'est visiblement pas dans la boucle des milieux dirigeants. Parmi les amis les plus anciens de M. Poutine, citons également les frères Boris Rotenberg et Arkadi Rotenberg, aujourd'hui dirigeants de la banque SMP, qui ont sympathisé avec le futur président à des cours de judo lorsque ce dernier avait douze ans. En plein scandale provoqué par la vidéo d'Alexeï Navalny sur le « palais de Poutine » au bord de la mer Noire, Arkadi Rotenberg s'est déclaré propriétaire[208] de ce temple de la mégalomanie, ce qui est peu crédible. Un autre ami de jeunesse du chef d'État est Sergueï Roldouguine, violoncelliste et homme d'affaires, parrain d'une des filles de Poutine à qui il a présenté son ex-femme Lioudmila. Autre grande fortune proche du président, le président de la RZD (équivalent russe de la SNCF), Vladimir Yakounine, est lui aussi influent à la fois sur le plan intérieur et dans la conception de la politique

[207] NB : les noms russes se terminant en « eev » se prononcent « eyev ».

[208] Sébastian Seibt, « Arkadi Rotenberg, loyal oligarque et heureux propriétaire du "palais de Poutine" », *France 24*, 2 février 2021, https://www.france24.com/fr/europe/20210202-arkadi-rotenberg-loyal-oligarque-et-heureux-propri%C3%A9taire-du-palais-de-poutine

étrangère russe. Sa Fondation Saint-André vise à affermir la place de la religion orthodoxe, les valeurs traditionnelles, la dévotion patriotique autour d'un État fort ; sa vision des affaires internationales et du rôle que doit y jouer la Russie a l'oreille de son ami Poutine. Notons également les profils de Guennadi Timchenko, fondateur et dirigeant de l'entreprise Gunvor, pour son influence dans les milieux économiques, et d'un Ukrainien, Viktor Medvedtchouk, député pro-russe qui a joué un rôle interne dans l'annexion de la Crimée où il accueille parfois Poutine dans sa villa. Comptant parmi les hommes les plus riches et puissants d'Ukraine où il est relais d'influence pour le Kremlin, Medvedtchouk contrôlait également les chaînes de télévision pro-russes Zik TV, NewsOne et 112 Ukraine, interdites par un décret du président Volodymyr Zelensky en février 2021[209].

Le président s'est entouré depuis 2020 de deux nouveaux proches conseillers : Maxime Oreshkine, ancien ministre de l'Économie, désormais conseiller économique de Poutine, et Vladimir Medinski, ancien ministre de la culture, conseiller du président, nationaliste traditionaliste et promoteur de projets tels que « l'internet patriotique ». Le conseiller le plus emblématique du président a longtemps été Vladislav Sourkov, jusqu'à ce qu'il soit débarqué en début d'année 2020. D'un cynisme brutal, apôtre de pratiques autoritaires qu'il a activement contribué à renforcer au service de son président, Sourkov est entre autres l'inventeur du concept de « démocratie souveraine » et s'est montré d'une grande ingéniosité face aux tentatives de faire émerger une opposition digne de ce

[209] Faustine Vincent, « Le président ukrainien Zelensky fait fermer trois chaînes prorusses », *Le Mond*e, 5 février 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/05/le-president-ukrainien-zelensky-fait-fermer-trois-chaines-prorusses_6068914_3210.html

nom. Le conseiller de Poutine avait déjà été congédié en 2013 avant de revenir rapidement à la faveur du dossier ukrainien où il a joué un rôle clé ; c'est à propos des mêmes affaires ukrainiennes qu'il a été à nouveau écarté, en grande partie sans doute pour donner des gages de bonne volonté à Kiev. On peut néanmoins supposer que Sourkov reste influent dans l'ombre, et qu'il pourrait bien revenir un jour dans l'organigramme du pouvoir.

L'actualité de ces dernières années a mis en lumière une figure jusqu'ici moins connue de l'entourage de Poutine : Evgueni Prigojine, surnommé le « chef cuisinier de Poutine », qui s'est fait connaître en Occident comme l'organisateur des « usines à troll », lesquelles rassemblent des armées d'internautes payés pour semer la discorde sur les réseaux sociaux occidentaux et y propager de fausses informations (voir le chapitre sur la « guerre de l'information »). Prigojine est à la fois l'un des oligarques les plus influents au sein du régime, et l'un des plus versés dans le crime organisé, les pratiques mafieuses, la corruption... et le meurtre. Impliqué dans le mercenariat *via* la société Wagner, qui intervient notamment en Ukraine, en Syrie, en Libye, au Mali, en Centrafrique, au Soudan, au Mozambique, à Madagascar, au Venezuela et au Mali (voire peut-être dans le Donbass), Prigojine est aussi l'un des principaux acteurs de l'entrisme russe en Afrique, y compris dans la volonté d'y réduire l'influence française. Wagner est intimement liée aux groupes de Prigojine qui se sont spécialisés dans la désinformation. L'Afrique illustre à la fois la réalité et l'efficacité de cette stratégie hybride : l'activisme russe en matière de désinformation contribue fortement à la diffusion du sentiment anti-français en Afrique, tandis que Wagner opère sur le terrain et met la main sur des ressources stratégiques pillées pour le compte d'oligarques russes.

La création de Wagner n'est cependant pas le fait d'Evgueni Prigojine : le groupe a été fondé par Dmitri

Outkine, un officier de l'armée russe qui n'est pas réputé proche de Vladimir Poutine (le président l'a cependant décoré en personne) mais a ses entrées au Kremlin et dans les forces armées. Dmitri Outkine est un néo-nazi avéré, qui affiche ouvertement sa sympathie pour l'idéologie hitlérienne (jusque sur son corps tatoué de symboles du Troisième Reich), et a donné son nom au groupe Wagner. De la communication du groupe, qui reprend des codes de l'iconographie fasciste, aux nombreuses preuves attestant d'une adhésion de combattants et de cadres de l'organisation aux les idéaux et à l'héritage du Troisième Reich, il semble que la sympathie pour le nazisme soit largement répandue au sein de Wagner. Ce qui est d'autant plus révoltant lorsque l'on sait que le groupe Wagner est célébré comme une armée de libération et de décolonisation de l'Afrique francophone, où les efforts de désinformation menés par les Russes visent à associer la République française au nazisme. Pendant que des cadres et combattants de Wagner louent la mémoire et les ides d'Adolf Hitler, les trolls russes contribuent à faire passer nos soldats pour des nazis et des drapeaux français souillés par des croix gammées fleurissent dans les manifestations anti-françaises en Afrique. Evgueni Prigojine, Dmitri Outkine et les autres dirigeants de Wagner sont des voyous. Mais une bonne partie (si ce n'est l'essentiel d'entre eux) des mercenaires de l'organisation ne valent pas mieux.

Les rangs de Wagner sont peuplés de criminels, de tueurs, de tortionnaires, de violeurs, de voleurs qui forment une soldatesque crainte par les populations qui ont affaire à eux. Les sicaires de Wagner qui cherchent à se substituer aux soldats français comptent parmi eux des racailles tirées de la rue et des criminels de guerre. L'affreuse vidéo montrant la torture et la décapitation, par des mercenaires de Wagner hilares d'un soldat syrien qui avait déserté l'armée du régime d'Assad est un exemple du

sadisme et de la barbarie répandus au sein de ce groupe qui compte des milliers de membres. Les meurtres de civils en Libye, en Syrie et surtout en Centrafrique, où des Russes de Wagner auraient tué des dizaines de gens dans le cadre de leur pillage du pays ne sont hélas que des exemples répertoriés parmi d'autres. Notons enfin que les liens entre Wagner et l'armée russe vont bien plus loin qu'une simple sous-traitance : Wagner utilise par exemple des avions, des blindés et des pièces d'artillerie prélevés qu'une société militaire privée n'utiliserait jamais. Pour cause, ces armements sont prélevés directement dans les stocks et arsenaux des armées russes. Des armées russes qui fournissent aussi régulièrement la logistique du groupe lors de ses interventions. Il faut ici rendre hommage à la mémoire des journalistes russes morts (très probablement assassinés sur ordre de Prigojine ou autre responsable de Wagner) en enquêtant sur les activités de cette organisation criminelle qu'est Wagner : Maxime Borodine, Orhan Djemal, Alexandre Rasstorgouïev et Kirill Radtchenko. La justice russe a évidemment enterré ces différentes affaires. Notons enfin que Wagner n'a pas que des alliés au sein du pouvoir russe, qui ne cautionne semble-t-il pas toutes les actions prises par le groupe. Ce qui n'enlève rien au soutien du Kremlin qui a trouvé avec Wagner une manière bien commode d'externaliser des missions que l'armée russe régulière pourrait difficilement mener en son nom.

Attardons-nous sur l'homme d'affaires milliardaire Konstantin Malofeev, proche de Poutine comme des dirigeants de l'Église orthodoxe, et personnalité active dans la bataille pour la consolidation morale, religieuse et nationaliste de la société russe. S'il soutient le président dont il influe parfois sur le discours et les décisions, il n'hésite pas à critiquer le gouvernement russe ou à s'opposer à d'autres personnalités emblématiques de l'élite dirigeante. Malofeev finance les rebelles prorusses

ukrainiens, et on le soupçonne depuis la publication d'une enquête de la *Novaya Gazeta* d'avoir contribué à la planification minutieuse de la guerre hybride contre l'Ukraine. Monarchiste, orthodoxe intégriste et réactionnaire, créationniste, homophobe pathologique et sympathisant de la droite dure américaine, Malofeev est aussi l'un des principaux soutiens des partis d'extrême-droite en Europe, dont le Rassemblement national. Le milliardaire sulfureux, qui a rencontré plusieurs fois Aymeric Chauprade lorsque celui-ci était le conseiller de Marine Le Pen sur les questions internationales, est un partisan de cette dernière. Malofeev, qui trempe dans plusieurs affaires de corruption et de détournements de fonds, a lui-même confirmé avoir aidé Jean-Marie Le Pen à percevoir deux millions d'euros pour Cotelec[210], l'un de ses micropartis qui ont contribué au financement de campagnes du Front national y compris sous la direction de Marine Le Pen.

L'oligarque d'extrême-droite a fondé en 2015 la chaîne Tsargrad TV, qui avait fait parler d'elle en Occident en 2017 en proposant aux homosexuels russes de les payer pour qu'ils quittent le pays. Le nom « Tsargrad » était celui que donnaient autrefois les panslavistes et autres mouvances à la ville de Constantinople qu'ils entendaient reconquérir – une ambition à laquelle adhéraient des personnalités comme Dostoïevski, et qui restait encore un objectif stratégique pour l'Empire russe à la veille de la Première Guerre mondiale. Dirigeant de la « Société de l'Aigle à deux têtes » qui entend peser sur la vie politique russe, Konstantin Malofeev a initié en 2019-2020 un mouvement monarchiste également appelé Tsargrad,

[210] Benoît Vitkine, « Les mauvais génies de Moscou à l'étranger », *Le Monde*, 18 septembre 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/18/les-mauvais-genies-de-moscou-a-l-etranger_6052748_3210.html

auquel se sont vite ralliés des parlementaires et diverses personnalités allant d'Alexandre Douguine, dont nous parlerons plus loin, à l'ancien Procureur général Youri Skuratov[211], dont Poutine avait pourtant orchestré la chute à l'époque d'Eltsine au moyen d'un *kompromat* pornographique monté de toutes pièces. Le retour à la monarchie défendu par Malofeev et une petite partie de l'*intelligentsia* russe prête à sourire. Certes, Poutine n'a pas encore publiquement moqué ou rejeté une telle idée. En 2017, le jour du centenaire de l'abdication de Nicolas II (15 mars 1917), le chef de la Crimée annexée, Sergueï Axionov, se prononçait ouvertement en faveur de la monarchie[212], comme d'autres personnalités politiques russes avant lui. Le même jour, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov avait répondu à propos de ces aspirations tsaristes que *« le président Vladimir Poutine voit de telles idées sans optimisme et est très ouvert à de telles discussions[213] ».* Une réponse floue qui ne rend pas pour autant crédible une hypothèse aussi farfelue.

Mais pour ses partisans, la restauration de la monarchie en Russie n'est pas forcément synonyme de restauration des Romanov, ni d'un régime princier et

---

[211] Robert Coalson, « 'God Is With Us!' : Staunch Russian Conservatives Aim To Control The 2021 Duma Elections », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 27 novembre 2020, https://www.rferl.org/a/god-is-with-us-staunch-russian-conservatives-aim-to-control-the-2021-duma-elections/30971925.html

[212] « The Leader of Crimea Says Russia Should Bring Back Monarchy », *The Moscow Times*, 15 mars 2017, https://www.themoscowtimes.com/2017/03/15/the-leader-of-crimea-says-russia-should-bring-back-monarchy-a57435

[213] « Putin disapproves of debating whether Russia should return to monarchy », *Agencia EFE*, 15 mars 2017, https://www.efe.com/efe/english/world/putin-disapproves-of-debating-whether-russia-should-return-to-monarchy/50000262-3208345

nobiliaire à l'ancienne. Au lancement de son mouvement, Malofeev avait avancé que *« les gens qui aiment Vladimir Poutine voient le maintien de son pouvoir sous un jour impérial et monarchique. Je partage ces valeurs*[214] *».* Toujours à propos du dirigeant russe, l'oligarque monarchiste estime que *« avec lui, l'idée monarchiste prend un nouveau sens : nous utilisons encore le vocable étranger de "président", mais c'est bien un souverain que nous avons*[215] *».* Si les rêves de restauration impériale de Malofeev et ses affidés ont bien peu de chances de se réaliser un jour, l'idée d'élever *de facto* Poutine au rang véritable *tzar* concentrant tous les pouvoirs à vie n'est pas à prendre à la légère. Lorsque, fin 2018, Konstantin Malofeev promettait devant une assemblée de prêtres et de dirigeants politiques acquis à la cause monarchiste que *« nous ferons tout notre possible pour que Poutine reste au pouvoir le plus longtemps possible*[216] », nombre d'observateurs imaginaient le président chercher à se maintenir au pouvoir dans l'ombre après avoir quitté la présidence en 2024. Peu imaginaient que Poutine en viendrait à obtenir le droit de rester président à vie. C'est pourtant ce qui est arrivé suite au référendum constitutionnel de 2020. Un référendum dont l'un des principaux acteurs a semble-t-il été... Konstantin Malofeev. Le milliardaire, qui a accru son influence en

---

[214] Irina Pankratova, « Russia's 'Orthodox tycoon' is bankrolling a monarchist movement — but where does he get his money ? », The Bell, 22 novembre 2020, https://thebell.io/en/russia-s-orthodox-tycoon-is-bankrolling-a-monarchist-movement-but-where-does-he-get-his-money/

[215] Benoît Vitkine, « Les mauvais génies de Moscou à l'étranger », *op. cit.*

[216] Thomas Grove, « Czar Vladimir ? Putin Acolytes Want to Bring Back the Monarchy », *The Wall Street Journal*, 13 décembre 2018, https://www.wsj.com/articles/czar-vladimir-putin-acolytes-want-to-bring-back-the-monarchy-11544732680

devenant en 2019 vice-président du Conseil mondial du peuple russe, se félicite de voir le régime russe évoluer vers une monarchie qui ne dit pas son nom ; au côté de réseaux partageant sa vision du monde, il entend peser toujours davantage pour régénérer la Russie. Parmi les sujets qui pourraient s'imposer, figure la relance de la « Nouvelle Russie[217] » en Ukraine méridionale.

Qui sont ensuite les principaux dirigeants de l'Église orthodoxe qui gravitent autour de Vladimir Poutine et influent sur sa ligne politique ? Nous pouvons en citer trois qui pèsent, chacun à leur manière, dans la relation fondamentale qu'entretient le président avec la religion nationale. On ne s'étendra pas sur le patriarche Cyrille, dirigeant de l'Église orthodoxe russe. Extrêmement influent, celui que les Russes considèrent comme l'équivalent du pape est l'un des personnages les plus puissants d'une Russie dont il a contribué à façonner le nouveau visage. Le chef de l'Église russe est bien mieux connu que l'essentiel des autres personnalités citées ici. Notons cependant qu'il est loin d'être une simple marionnette du Kremlin, comme on peut avoir tendance à le penser en Occident. Premièrement, même si Poutine ne dépend pas de l'Église russe pour se maintenir au pouvoir, cette dernière ne dépend pas du seul pouvoir russe pour maintenir son influence au sein de la société russe. Même si la relation entre le Président et le patriarche est évidemment déséquilibrée en faveur du premier, le dirigeant religieux et le dirigeant politique sont dans une situation d'interdépendance et de dialogue, pas d'inféodation complète du premier au second.

Ensuite, Cyrille est probablement l'un des dirigeants russes à entretenir les rapports de forces les plus avantageux (ou en tout cas les moins défavorables) avec le

[217] Voir le chapitre dédié à l'impérialisme et à l'expansionnisme russes contemporains

pouvoir, malgré le rôle de ce dernier dans le retour en force de l'Église en Russie. Il a en effet une autorité morale, de l'influence, des marges de manœuvre qui n'en font pas le vassal complet de M. Poutine. Plus exactement, Cyrille doit une grande partie de son pouvoir actuel au Kremlin, et les réseaux du pouvoir lui assurent entre autres (ainsi qu'à d'autres dirigeants du clergé orthodoxe) des revenus confortables pour le train de vie de l'Église... et pour lui-même. Sans faire offense à la sainte Église russe et à ses fidèles, on peut en effet avancer que ses principaux dirigeants sont intégrés à la fois aux structures du pouvoir et à la caste des oligarques, entre proximité parfois suspecte avec de grandes fortunes qui se montrent généreuses envers l'Eglise et ses dirigeants, niveau de vie confortable de ces derniers (Cyrille lui-même a été pointé du doigt pour son rapport au luxe), et indulgence d'une partie du clergé envers les réseaux mafieux. Mais le pouvoir et l'autorité du patriarche Cyrille s'appuient sur le soutien de dizaines de millions de russes à leur Eglise. D'une certaine manière, Cyrille est l'un des seuls grands dirigeants russes à ne pas être placé dans une relation de dépendance totale envers le pouvoir, puisque l'autre grande institution bénéficiant d'une grande aura dans la société russe, à savoir l'armée, est encore complètement sous l'autorité du Président russe.

Enfin, les projets du patriarche se heurtent parfois à ceux du Kremlin ; l'agression russe contre l'Ukraine en 2014-2015 a en effet conduit en 2018 à une forme de sécession de l'Église orthodoxe d'Ukraine[218], devenue officiellement autocéphale l'année suivante. Alors que l'Ukraine a historiquement été le point de départ de la christianisation de toutes les Russies et conserve une

[218] Il y a trois Églises orthodoxes en Ukraine, l'Église orthodoxe d'Ukraine devenue autocéphale en 2018-2019 étant la principale d'entre elles.

importance symbolique, ce schisme a ainsi été particulièrement mal vécu. Il faut cependant relativiser les désaccords portant sur *A contrario*, le travail diplomatique patient de Cyrille en faveur des communautés orthodoxes du Proche-Orient a par exemple contribué au renforcement de l'influence russe dans la région. Partenaire du pouvoir, Cyrille reste un allié de celui-ci. Dans le cas où la Russie entrerait un guerre contre l'un de ses voisins, il est à parier que le patriarche Cyrille ferait plus qu'approuver le pouvoir russe : il bénirait probablement son action, fût-ce en totale contradiction avec les valeurs chrétiennes.

Dans l'intimité du pouvoir, l'archimandrite Tikhon, de son vrai nom Georgiy Alexandrovitch Shevkunov (ou Chevkounov), réputé être le conseiller spirituel et confesseur de Poutine, est l'un des principaux acteurs du rapprochement entre le Kremlin et l'Église orthodoxe. Le président russe semble entretenir avec lui une relation plus personnelle qu'avec le patriarche Cyrille. Sans doute moins influent, l'archimandrite Iliy Nozdrine, également réputé proche de Poutine, est une autre figure de cette nouvelle alliance entre le pouvoir et l'Église. Pour lui, les Occidentaux sont « des zombies qui ne comprennent rien aux Russes », un ennemi qui veut plonger la Russie « dans les abysses du désastre, du feu, de la mort et de l'irréligion ». Toujours selon le prêtre proche du Kremlin, *« la nouvelle Russie avec l'Ukraine, la Biélorussie, la Grande Russie, tout ça, c'est la même chose*[219] *».*

A toutes ces personnalités proches du président ou influentes dans le régime, ajoutons une dernière catégorie, celle des opposants complices qui servent de faire-valoir au Kremlin et permettent de contrôler un simulacre de

[219] Marc Nexon, « Coronavirus : le prêtre de Poutine s'envoie en l'air », *Le Point*, 14 avril 2020, https://www.lepoint.fr/monde/coronavirus-le-pretre-de-poutine-s-envoie-en-l-air-14-04-2020-2371358_24.php

pluralisme démocratique. Le personnage le plus emblématique de cette catégorie est Vladimir Jirinovski, président (depuis une trentaine d'années) du Parti libéral-démocrate qui contrairement à ce que pourrait laisser son nom est une formation d'extrême-droite promouvant une ligne nationaliste, impérialiste, réactionnaire et anti-occidentale encore plus poussée que celle du Kremlin, et soutient d'ailleurs des positions monarchistes. Candidat à pratiquement toutes les élections présidentielles depuis 1991, où il cultive un style outrancier et multiplie insultes et comportements violents, Jirinovski est régulièrement critique envers le gouvernement voire envers Poutine lui-même, mais tout comme le Parti communiste russe, il permet de répondre à une demande électorale et d'occuper un espace politique au sein de l'opposition sans gêner le Kremlin. De temps à autre, le Parti libéral-démocrate parvient (probablement en concertation préalable avec le parti Russie unie) à faire adopter des éléments législatifs à la Douma (équivalent russe de l'Assemblée nationale) : là aussi, il s'agit de faire vivre un semblant de démocratie institutionnelle. Ce rôle, rempli également par des formations comme Rodina (« Patrie », petit parti nationaliste), Russie juste (parti social-démocrate théoriquement d'opposition qui a pourtant soutenu Poutine à l'élection présidentielle de 2018), est important pour le le contrôle de la vie politique par un régime soucieux de maintenir des apparences démocratiques.

Nous n'avons cité ici que des personnalités qui pèsent réellement dans le régime russe ou constituent l'entourage proche de Vladimir Poutine : parmi elles, aucune femme. Les femmes qui comptent le plus en Russie sont pour la plupart des personnalités du monde de l'entreprise, de la culture, du sport ou de la recherche scientifique ; s'agissant de la politique, les femmes se font surtout entendre dans les rangs de l'opposition qui compte de nombreuses figures féminines (comme Lioubov Sobol,

proche d'Alexeï Navalny, la journaliste et entrepreneuse Natalia Sindeïeva, ou la plus ambiguë Ksenia Sobtchak, fille du mentor de Poutine Alexis Sobtchak, qui passe pour être une téléguidée par le Kremlin), auxquelles s'ajoutent des dirigeantes d'ONG (telle Svetlana Gannushkina) et des collectifs féministes ou défenseurs des LGBT (avec des militantes comme Ioulia Tsvetkova, emprisonnée à 26 ans, ou Elena Grigorieva, assassinée en 2019). Le régime au pouvoir, ainsi que l'entourage proche de son dirigeant, restent largement dominés par la gente masculine. *Quid* malgré tout des femmes qui comptent au cœur du pouvoir russe ?

Les femmes les plus connues de l'entourage Vladimir Poutine sont d'abord celles de sa famille : son ex-épouse, Lioudmila Poutina (née Chkrebneva), que Poutine a possiblement épousé parce que le KGB n'envoyait en mission que des hommes mariés et dont il a divorcé en 2013, et leurs filles Maria et Ekaterina. On prête depuis plusieurs années à Poutine une relation avec l'ancienne gymnaste Alina Kabaeva, de 31 ans sa cadette. Après avoir été accusée de dopage, celle-ci est devenue députée dans les années 2000 avant de se reconvertir dans le journalisme en 2014, chaque fois grâce à de mystérieux soutiens. Du président russe, elle aurait eu une fille, puis deux jumeaux nés en 2019. Pratiquement rien ne fuite sur la vie privée du président ; dans un accès de romantisme, celui-ci s'est publiquement emporté contre *« ceux qui, avec leur nez rempli de morve et leurs fantasmes érotiques, s'ingèrent dans la vie des autres »*. Aucun journaliste n'osera de toute façon pénétrer l'intimité de Vladimir Poutine contre son gré : mourir en journaliste d'investigation est un destin honorable, mais qui veut mourir en *paparazzo* ?

S'agissant des femmes d'influence proches du régime, on peut citer quelques noms. La femme la plus puissante de Russie serait Elvira Nabioullina, présidente

de la Banque centrale fédérale. Sur le plan institutionnel, la femme ayant le plus d'influence sur la vie politique russe est peut-être Valentina Matvienko, ancienne gouverneure de Saint-Pétersbourg et présidente du Conseil de la fédération (comparable au Sénat français) depuis 2011, qui est visiblement la seule femme à avoir été citée parmi les successeurs potentiels de Poutine. Parmi les autres femmes qui comptent dans le régime poutinien : Margarita Simonian, rédactrice en chef de *RT*, *Sputnik* et de l'organisme *Rossia Segodnya* (parfois orthographié *Sevodnya*), qui s'est imposée comme la principale figure de la « guerre de l'information » et est une personne-clé du *soft power* russe ; Maria Zakharova, diplomate chevronnée et porte-parole du ministère des Affaires étrangères dont elle dirige les services de presse et d'information ; Natalia Poklonskaïa, étoile montante de la politique russe née ukrainienne, qui a joué un rôle interne dans le « rattachement » de la Crimée à la Russie et est désormais une sénatrice en vue ; Irina Iarovaïa et Elena Mizoulina, députées ultra-conservatrices qui ont pesé dans le raidissement de la législation russe en matière sociétale et sécuritaire ; ou encore Natalya Narochnitskaïa, historienne et diplomate nationaliste active dans les réseaux russes à l'étranger.

Voici un aperçu global de la composition du pouvoir russe au milieu du quatrième mandat de Vladimir Poutine. On retient entre autres la prépondérance de personnalités issues de milieux régaliens (armées, diplomatie, et surtout appareil sécuritaire), et plus encore d'une ligne dure partagée jusque chez les personnalités du monde des affaires ou de l'Église orthodoxe qui comptent le plus. Sur ce point, le régime s'est encore radicalisé, au détriment de partisans d'une modération politique et d'une détente avec l'Occident. De quoi favoriser, sur le plan intérieur, la perspective d'un durcissement idéologique et l'hypothèse d'une répression accrue en cas de forte

contestation. Et de quoi favoriser, sur le plan extérieur, le choix de la confrontation et de la force en cas de crise internationale, crédibiliser l'idée que le régime pourrait être tenté par une aventure extérieure, une fuite en avant ou une tentative de fait accompli qui pourraient toutes dégénérer.

## *Le « poutinisme », entre logique politicienne et vrais fondements idéologiques*

Y a-t-il une pensée politique poutinienne ? Ou du moins, quels sont les référentiels et les « idées-forces » de la vision de Vladimir Poutine ? Concernant le président lui-même, rappelons d'abord quelques éléments. Tout d'abord, Vladimir Poutine n'est pas un intellectuel pétri de concepts complexes et habité par eux. Celui que rien ne semblait destiner à devenir l'indétrônable dirigeant du plus grand pays du monde n'a pas eu la jeunesse d'un visionnaire rêvant de changer l'histoire à la tête de la Russie ; il n'a mûri de grand projet pour son pays que tardivement. N'oublions pas que Poutine a été initialement choisi par les oligarques proches d'Eltsine pour jouer un rôle d'acteur. Ce rôle, c'était celui d'un dirigeant fort dont l'image, développée par une armée mexicaine de communicants embauchés par le Kremlin, devait être l'exact contraire d'un Boris Eltsine faible, incompétent, alcoolique, qui n'était respecté ni par les oligarques ni par ses homologues étrangers, à l'image justement d'un État fragile incapable de faire respecter l'intégrité territoriale et les intérêts de la Russie. Le futur président devait répondre à un vide d'incarnation puis incarner la nouvelle face d'un pouvoir dont l'oligarchie souhaitait garder le contrôle. Vladimir Poutine a réussi à retourner la situation,

délaissant ce déguisement d'homme fort que lui avait taillé le clan Eltsine en pensant pouvoir le diriger sur scène et lui souffler la réplique, pour le costume de président indépendant et maître de son destin, à la tête d'une Russie qui l'est redevenue. Même en s'emparant de la réalité du pouvoir, le dirigeant russe n'a cependant jamais abandonné ce rôle d'acteur qui est l'un de ses meilleurs atouts.

Depuis son accession au pouvoir, Poutine le communiquant cultive plus son ethos viril qu'il n'insiste sur d'autres qualités attendues d'un responsable politique. Ce qui lui a d'ailleurs fait défaut durant la gestion de la pandémie de 2020, où l'homme fort que le monde voyait chevaucher torse nu, coller des judokas au tapis ou perfectionner son adresse au tir s'est mué en dirigeant reclus déléguant ses pouvoirs aux gouverneurs par webcam. Derrière la mise en scène de son pouvoir, le locataire du Kremlin (où il vit et travaille peu, préférant sa résidence de Novo-Ogaryovo, près de Moscou) a la réputation d'accorder davantage de son temps libre au sport qu'aux choses de l'esprit. Au moment d'évoquer sa jeunesse, Poutine préfère parler de son tempérament bagarreur et de la dureté de son quotidien que des lectures qui l'ont marqué ou de ses études. Quant à sa rhétorique, malgré des interventions de haut vol et des citations déjà passées à la postérité, elle tourne essentiellement autour du profil d'homme du peuple qu'il entretient avec un talent certain. Le style Poutine se distingue par un indéniable sens de la répartie, une maîtrise de l'humour et surtout un registre familier : entre brutalité verbale, cynisme et références à de l'humour populaire, Poutine a aussi donné au *fenya*, cryptolecte à l'origine parlé par les criminels, les travailleurs pauvres et les *zeks* (prisonniers du goulag), une nouvelle dimension qui a contribué à son propre mythe.

Que déduire de tous ces éléments somme toute superficiels ? Précisément cette superficialité, cette

obsession du paraître plutôt que de la profondeur idéologique. Poutine est un dirigeant hors normes à bien des égards, mais il reste d'abord une figure populiste, un homme d'action qui fait souvent primer l'image de l'action sur le fond. Depuis qu'il s'est progressivement concentré sur la politique étrangère et de défense, le président s'est construit une image de pilier du système international, dont il est peut-être la figure la plus emblématique par sa longévité et son rôle dans plusieurs grands dossiers diplomatiques, mais il ne s'est pas non plus donné une image de sage. Bref, le dirigeant russe n'est pas un érudit. Il suscite chaque année l'écriture de bien plus de livres – dont celui-ci – qu'il n'en ouvre. Il se rapproche sur ce point davantage d'un Erdogan que d'un Xi Jinping dont la pensée politique est suffisamment étayée pour avoir nourri la Constitution chinoise.

Ensuite, Poutine est d'abord un politique qui cherche des références capables de résonner avec les attentes de la société, d'influer sur celle-ci et de la mobiliser. La dénonciation constante des ennemis de la Russie, plus singulièrement de l'Occident, sert évidemment à détourner l'attention des problèmes de mauvaise gestion bien, qu'elle soit au fond justifiée aux yeux du Kremlin comme de la majorité de la population. La perception, entretenue par le pouvoir, d'une menace permanente à l'extérieur comme à l'intérieur avec le risque de déstabilisation du pays permet de resserrer les rangs autour du chef. Quant au culte de la puissance, de la grandeur et du passé mythifié, il vise aussi à relativiser les graves faiblesses internes que des crises comme celle du Covid-19 ou des scandales divers (gestion, corruption...) remettent cruellement au jour, et à valoriser le bilan politique d'un Poutine qui n'est pourtant pas parvenu à s'occuper de ces mêmes faiblesses. La réaffirmation de la religion orthodoxe et des valeurs conservatrices est en grande partie synonyme de leur instrumentalisation, bien

qu'il y ait là un vrai projet de société qui ne se limite pas à une simple entreprise de séduction des masses populaires et des électeurs âgés.

Cette part de calcul politicien dans les orientations idéologiques du pouvoir russe est encore plus présente dans l'image que cherche à renvoyer Poutine à l'étranger. Les poutinolâtres inconditionnels pourront prétendre autant qu'ils le voudront que leur idole est un dirigeant « avec des convictions », qui « sait ce qu'il veut », Poutine est expert dans l'ambiguïté. N'a-t-il pas conquis puis sécurisé son pouvoir en jouant de celle-ci, faisant de lui une sorte de chat de Schrödinger ? On trouve à peu près ce que l'on veut chez le camarade Poutine, ce qui explique qu'il soit apprécié auprès de populations et de bords politiques si divers, le tout pour des raisons souvent opposées d'un pays à l'autre, d'un camp idéologique à un autre. Le poutinisme séduit tous azimuts, parlant à tout et son contraire. Il était plus difficile de trouver autant de sympathisants antagonistes pour le régime soviétique ! Tout ceci parce que le poutinisme semble être à bien des égards un style plutôt qu'une doctrine. Pour un dirigeant supposément visionnaire, on est plus dans la projection d'une image que dans la projection dans l'avenir. Pour un « homme fort » que ses détracteurs considèrent comme un maître absolu (qu'il n'est pas, comme le montrent ses compromis avec les oligarques ou sa très discutable gestion des politiques publiques ne relevant pas du régalien) et ses soutiens comme un leader qui sait où il va, Poutine est régulièrement amené à trouver de nouvelles cartouches idéologiques pour consolider son pouvoir.

En revanche, Poutine a bien un agenda à long terme porté par une idéologie, qui se révèle progressivement dans son discours et son action depuis 2000 et va au-delà des aspects évoqués plus haut. Comme nous le verrons, on ne peut comprendre ni la Russie des années 2020, ni celle des 10 ou 20 prochaines années, si

l'on fait abstraction des orientations idéologiques de ses milieux dirigeants.

On a souvent l'habitude de faire coïncider les différents mandats présidentiels de Vladimir Poutine avec une ligne de conduite ou un chantier directeur : Poutine I aurait été le mandat du rétablissement de l'autorité de l'État et de la consolidation politique de la jeune Fédération de Russie ; Poutine II, celui de la prospérité déjà observée à partir des années 2000 et d'une stabilisation définitive ; Poutine III, le mandat du renforcement accéléré de l'outil militaire russe (déjà observé sous l'intermède Medvedev) et du grand retour sur la scène internationale ; Poutine IV devait, avant même les inflexions en matière de politique sociale initiées en 2020, confirmer cette politique de puissance décomplexée tout en prêtant davantage d'attention aux problèmes intérieurs (services publics, niveau de vie, développement) ; dans l'hypothèse où le président se maintiendrait au pouvoir jusqu'en 2036, les futures orientations de Poutine V et VI sont trop lointaines pour que l'on puisse établir un quelconque pronostic, mais il est peu probable qu'elles aillent dans le sens d'un virage libéral, démocratique et pro-occidental. On peut de la même manière établir de grandes phases dans l'évolution idéologique du président russe.

La première grande phase couvre l'essentiel des années 2000. M. Poutine incarnait une présidence modernisatrice, alliant libéralisme économique et autorité rétablie de l'État. Surtout, le président adoptait une attitude en apparence (soulignons le *en apparence*) pro-européenne. Premier chef d'État à avoir apporté son soutien aux Américains après le 11-septembre, Poutine s'était opposé aux côtés de la France et de l'Allemagne à la guerre d'Irak, entretenant l'idée qu'une Russie europhile pourrait être pour le Vieux Continent un partenaire alternatif au Nouveau Monde. Entre son discours en

allemand au Bundestag affirmant haut et fort que « la Guerre froide est terminée », ses références à Kant ou Dostoïevski, sa célébration de la proximité culturelle entre la Russie et l'Europe, ses bonnes relations avec Jacques Chirac et Silvio Berlusconi, Poutine était vu comme (soulignons là encore l'effet de perception) pro-européen, dans la lignée du célèbre discours de Gorbatchev sur la « Maison commune européenne ». Le déchaînement du terrorisme islamiste (prises d'otages du théâtre de Moscou de 2002, de l'école maternelle de Beslan en 2004...) donnait à la Russie et à l'Occident un ennemi commun. Au même moment, les « révolutions de couleur » chassant des dirigeants prorusses du pouvoir dans plusieurs ex-républiques soviétiques, d'une part, et l'extension de l'UE et de l'OTAN aux frontières de la Russie, d'autre part, ont profondément ébranlé le Kremlin.

On en conclut souvent la chose suivante : Vladimir Poutine était un modernisateur pro-européen et ouvert vis-à-vis de Washington, un modéré qui aurait définitivement pu rapprocher la Russie de l'Occident, mais les Occidentaux ont continué à traiter la Russie comme une ennemie et Poutine s'est retourné contre nous. Plus simplement, Poutine nous aurait tendu la main, nous lui aurions craché à la figure. Il y a du vrai dans tout cela. Mais en réalité, le chef d'État tenait déjà chez lui les premiers éléments d'un discours sceptique envers les valeurs occidentales voire opposées à elles, et parlait chez ses voisins asiatiques d'une Russie eurasienne naturellement amenée à renforcer ses liens avec l'Orient et n'oubliant rien de ses différences parfois profondes avec l'Europe. Rien d'anormal là-dedans : il s'agit de l'identité de la Russie et de ses intérêts. Poutine a sinon tôt souhaité engager un rapprochement avec la Chine, mais a été initialement contraint de mettre de l'eau dans son vin en raison d'un manque d'enthousiasme et d'intérêt dans son administration qui imaginait se limiter à la traditionnelle

quête d'équilibre de la politique russe. Il n'a sans doute jamais été question pour lui de faire pleinement basculer la Russie vers l'Europe. De même, alors que l'opinion occidentale découvrait le sort de journalistes et militants d'opposition en Russie, le Kremlin se souciait déjà de reconstruire la puissance militaire russe, de s'imposer à nouveau dans « l'étranger proche », de défier un jour les arrogantes démocraties occidentales avec lesquelles tout rapprochement supposait de faire une croix sur certaines originalités de la Russie et sur ses rêves de grandeur retrouvée.

Il est peu probable que dans les années 2000, Poutine souhaitait réellement renoncer à tout projet impérial pour devenir le partenaire amical des démocraties européennes, ce qui aurait supposé de se mettre à leur diapason et surtout à leur niveau (être l'égal de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni plutôt qu'un géant eurasiatique qui ne se connaît pas d'égal en Europe). Rappelons d'ailleurs qu'Erdogan avait à la même époque la même réputation de dirigeant moderne et europhile, alors qu'il installait déjà dans l'ombre des réseaux politico-religieux hostiles à nos valeurs et s'attaquait aux acquis fragiles de la démocratie turque... La Russie, malgré une forte croissance économique, n'était tout simplement pas assez puissante et armée pour tenir tête à l'Occident et nourrir des ambitions révisionnistes sur la scène internationale. Tout comme la République populaire de Chine a cultivé un profil relativement discret sur la scène internationale de Deng Xiaoping à Hu Jintao, avant que Xi Jinping assume à partir de 2013 les ambitions qu'entretenait son pays de longue date, grâce à un poids économique et militaire beaucoup plus conséquent. Si Poutine avait entamé dès son arrivée au pouvoir la confrontation avec l'Occident, il n'aurait pas fait long feu : son pays n'en aurait pas eu les moyens, l'économie (dépendante de bonnes relations avec l'Ouest et de la

confiance des investisseurs) n'aurait pas tenu le choc, et surtout, la population russe n'aurait pas suivi le Kremlin dans ce revanchisme prématuré. S'il est probable que l'attitude parfois hostile des Occidentaux ait contribué à radicaliser Poutine, elle n'est pas seule responsable d'un tournant nationaliste et autoritaire qu'envisageait sans doute depuis longtemps le pouvoir russe. Voici pour la première phase idéologique du régime poutinien.

La seconde phase de la maturation idéologique de Vladimir Poutine s'observe vraiment à partir de 2007, année où le président tint à la 43e Conférence de Munich sur la sécurité un célèbre discours s'attaquant au monde unipolaire et à la domination occidentale. Une première étape de la réaffirmation de la Russie comme grande puissance opposée à l'ordre international dominé par les États-Unis, et dans l'ascension de Vladimir Poutine comme porte-voix de l'opposition à ces derniers. Un an plus tard, la Russie franchissait un nouveau pas dans la conquête d'un nouveau statut international en intervenant militairement en Géorgie, chose impensable quelques années auparavant, sauf pour le Kremlin qui avait visiblement planifié l'opération de longue date. Si le *« reset »* des relations américano-russes proposé par l'administration Obama était semble-t-il voué à ne pas aller bien loin, Poutine n'y a apparemment jamais cru et n'en a peut-être même jamais vraiment voulu (on peut se poser la question pour Medvedev). Alors qu'il préparait son retour à la présidence, les grandes manifestations de l'hiver 2011-2012 firent craindre à Poutine l'imminence d'une « révolution de couleur » dans son propre pays. À partir de sa réélection comme président en 2012, Poutine a assumé un virage conservateur qui était déjà en germe depuis son second mandat initié en 2004. Il a aussi assumé de plus en plus la « verticale du pouvoir » et le caractère autoritaire de sa gouvernance face au repoussoir des démocraties occidentales. Il s'est mis à assumer

pleinement, enfin, la volonté de son pays de revenir au tout premier rang en opposition croissante avec l'Occident. Son premier voyage officiel après son retour à la présidence était ainsi réservé à la Chine de Xi Jinping, avec laquelle Moscou affiche une proximité de plus en plus forte. L'annexion de la Crimée a porté la popularité et l'autorité personnelle de Poutine à leur sommet, tandis que l'intervention en Syrie et l'affirmation rapide de la Moscou comme acteur central sur les théâtres du monde arabe (Syrie, Libye, Égypte, Iran) ont parachevé le retour de la Russie comme grande puissance incontournable.

Alors que les grands axiomes idéologiques du régime de Poutine – nationalisme, populisme autoritaire, conservatisme opposé aux valeurs occidentales, impérialisme, irrédentisme, slavophilie, eurasisme – se fixent et apparaissent définitivement au grand jour, on constate aussi la réaffirmation d'une « voie russe » spécifique. Cette « voie russe » est avant tout censée convenir au pays et n'a pas vocation à sortir de ses frontières, mais elle montre l'existence d'un contre-modèle à destination tant des populations du monde occidental, en perte de repères, que de celles des pays émergents qui cherchent une alternative aux échecs de ce même Occident.

A l'intérieur du pays, la « voie russe » est relativement cohérente. À l'étranger, elle est plus difficile à cerner au point que l'on y voit ce que l'on veut, comme dans le personnage de Poutine : cette ambiguïté se retrouve dans la « guerre de l'information », où les médias, usines à trolls et propagandistes soutenus par le Kremlin sont capables d'appuyer des populistes de droite comme de gauche, de surfer sur le ressenti des populations inquiètes de l'immigration et du « déclassement des petits blancs » comme sur celui des communautés afro-américaines ou des minorités musulmanes d'Europe, de jouer sur les divisions entre Européens, bref, tout ce qui peut fragiliser

les démocraties occidentales auxquelles s'oppose la « voie russe ». Le rôle plus ou moins grand joué par la Russie dans la montée d'une partie des populismes en Occident auxquels elle sert parfois de modèle, est à la fois cause et conséquence de son retour comme bastion d'idéologies alternatives au modèle occidental. Une forme de consécration.

Comme dit plus haut, limiter les orientations idéologiques du régime russe à de simples calculs politiciens, dictés par les circonstances et la communication, serait une erreur. Le poutinisme n'est pas plus une idéologie que Poutine n'est un idéologue, mais la politique du Kremlin obéit à une vision du monde structurée, cohérente. Celle-ci ne gravite pas autour d'une seule et même idéologie comme du temps de l'URSS, elle emprunte à différents repères. La matrice idéologique est beaucoup plus forte chez les dirigeants russes actuels qu'elle ne l'est chez les principaux dirigeants occidentaux d'aujourd'hui. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les Russes ayant vécu au temps de l'URSS ont baigné dans une société conditionnée par le marxisme-léninisme officiel, qui n'a jamais suscité l'adhésion d'une majorité de la population, et surtout par le cadre mental du soviétisme, beaucoup plus partagé. Comme nous l'évoquons ailleurs, ce cadre mental est toujours présent dans l'esprit des milieux dirigeants (issus pour l'essentiel de l'appareil d'État soviétique et des services secrets) et de l'essentiel de la population, trente ans après la chute du communisme.

Surtout, le Kremlin est toujours animé par le même principe qui transcendait aussi bien l'Empire des Romanov que l'empire soviétique : la Russie est une idée, et il y a une « idée russe ». De la « Troisième Rome » à la Patrie des Travailleurs, jusqu'à la Russie d'aujourd'hui. La nature ayant horreur du vide, on comprend aisément le besoin de substituer une nouvelle idéologie au vide laissé par la

chute du communisme, et à celle du tsarisme avant lui. L'enjeu n'est pas simplement de donner un sens au retour de la Russie sur la scène internationale ou une légitimité nouvelle au pouvoir en place, il s'agit de cimenter les bases culturelles et idéologiques de la Russie au XXI$^{e}$ siècle. Derrière de grands axes bien connus mais assez flous – nationalisme, autoritarisme, populisme, conservatisme, impérialisme, eurasisme, scepticisme ou hostilité envers l'Occident, quelles sont les racines idéologiques plus particulières du régime ?

Les grandes inspirations idéologiques et philosophiques du président russe ont été rassemblées et analysées par Michel Eltchaninoff dans son livre *Dans la tête de Vladimir Poutine*[220], paru en 2015. Cet ouvrage de référence présente à la fois la diversité des références intellectuelles du locataire du Kremlin, citations à l'appui, et le rapport qu'entretient ce dernier avec la pensée politique russe. Plusieurs années après, les analyses de Michel Eltchaninoff apparaissent confortées par au moins quatre grands éléments : la maturation du corpus idéologique poutinien, qui semble s'être fixé dans une synthèse de plusieurs penseurs et concepts russes distillés dans les discours du président depuis plusieurs années ; celle de la vision nationaliste, conservatrice, populiste et défiante envers l'Occident que le régime de Poutine a progressivement installé jusqu'à sa complète affirmation au tournant des années 2010 ; la poursuite et le renforcement de la « voie russe » comme de la politique eurasiste et du tournant vers l'Orient ; enfin, la volonté de contrer les valeurs des démocraties occidentales jusqu'en leur sein et de promouvoir une forme de contre-modèle russe. Nous nous appuierons donc ici régulièrement, sans s'y limiter, sur l'ouvrage d'Eltchaninoff concernant

[220] Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Actes Sud, 2015.

l'influence d'auteurs comme Ilyine, Léontiev, Danilevski ou Goumilev chez Poutine et son entourage.

## *Ilyine, Danilevski, Léontiev... les grandes références intellectuelles du régime de Poutine*

Ivan Ilyine (ou Iline, 1883-1954) est semble-t-il le « philosophe de référence » de Vladimir Poutine[221]. On ne saurait mieux résumer la vision d'Iline que par ses propres mots : *« La Russie a besoin d'une dictature ferme, national-patriotique et inspirée de l'idée libérale. [Son] chef doit être guidé par l'idée du Tout et non par des motifs particuliers, personnels ou partisans. Il mène le peuple au lieu d'être à la solde des étrangers[222] »*. Selon Eltchaninoff, Poutine a fait distribuer l'ouvrage d' Ilyine *Nos Missions* aux hauts fonctionnaires russes et aux cadres de son parti Russie unie pour encourager le soutien à un État fort, vu comme le rempart contre le chaos (« en Russie, l'État sera fort ou ne sera pas »). Ilyine promouvait un nationalisme autoritaire plutôt classique, sans apport conceptuel particulièrement novateur ; il est n'est pas aussi connu que les grandes figures de la pensée politique russe contemporaine et doit une grande partie de sa notoriété actuelle à Poutine, qui l'a découvert sur le conseil du puissant cinéaste Nikita Mikhalkov, ami du président. Outre son influence sur des intellectuels plus prestigieux parmi lesquels Soljenitsyne, peut-être est-ce

[221] Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, *op. cit.*, p. 47.

[222] Luis Lema, « Ceux qui inspirent la pensée de Poutine », *Le Temps*, 1er mars 2015, https://www.letemps.ch/sites/default/files/media/2015/03/01/3.0.232032509.pdf

entre autres le fait que la pensée d'Ilyine soit facilement déclinable en une doctrine politique accessible qui lui vaut une telle place dans le « panthéon » idéologique du régime ?

Notons cependant qu'Ilyine, admirateur des dictateurs ibériques Franco et Salazar, a été bienveillant envers certains aspects du fascisme et même un instant du nazisme, avant de refuser de rallier les Russes blancs à Hitler et d'être arrêté par la Gestapo puis de fuir en Suisse. Sans en conclure que Poutine puisse sérieusement avoir une quelconque sympathie pour le fascisme (songeons au siège qu'a enduré sa ville natale durant la Seconde Guerre mondiale), cet épisode de la vie du philosophe a de quoi interroger sur les références du président russe... Il est vrai que dans les milieux intellectuels proches du Kremlin, les penseurs de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres sont abondamment lus et commentés, notamment les pionniers de la « révolution conservatrice » allemande. L'héritage de ce courant de pensée de la République de Weimar se retrouve chez certains auteurs eurasistes, mais aussi dans un certain attrait pour les figures nationalistes et militaristes. Ainsi d'Ernst Jünger, ancien combattant, écrivain de renom et militant nationaliste conservateur qui s'opposera cependant aux nazis ; ou de Carl Schmitt, qui s'est à l'inverse de Jünger largement compromis avec le Troisième Reich. Leurs ouvrages ont visiblement été dans les années 2000 des succès de librairie en Russie. Pour en revenir à Ilyine, Poutine vient régulièrement fleurir la tombe de celui dont le corps a été rapatrié en grande pompe en 2005 grâce au soutien notamment de Mikhalkov. Un an plus tard, le chef d'État citait ainsi Ilyine devant sa tombe : le soldat « *représente l'unité de tout le peuple russe, la volonté, la force et l'honneur de l'État russe* ». À noter que la même année, Poutine avait pourtant été médiatisé en Europe pour avoir célébré à Dresde « Dostoïevski l'Européen », signe que la

communication pro-européenne à l'étranger se doublait déjà d'un discours plus nationaliste au plan intérieur. Si le tournant conservateur et anti-occidental du Kremlin s'est véritablement affirmé au cours des années 2010, il était déjà largement en germe.

Michel Eltchaninoff nous apprend également que « le texte d' Ilyine que préfère Poutine[223] » est un extrait de *Nos Missions* intitulé « Que promet au monde le démembrement de la Russie ? ». Pour Ilyine, les voisins européens impérialistes chercheront à mettre la main sur l'Ukraine, les États baltes, le Caucase, l'Asie centrale. La Russie serait balkanisée et constamment minée par la guerre. Les Occidentaux qui « ne comprennent ni ne supportent l'originalité russe » chercheront à démembrer la Russie pour la faire passer sous leur contrôle et la faire disparaître. Les Occidentaux useront pour ce faire d'une « hypocrite » promotion de la liberté. Cette sombre perspective décrite par Ilyine correspond en plusieurs points à la réalité de la Russie post-soviétique ; elle correspond surtout intégralement à la lecture qu'en ont fait les Russes et leurs dirigeants. On ne s'étonnera donc pas que Poutine soit davantage enclin à se tourner vers des penseurs comme Ilyine plutôt que vers des écrivains occidentalistes et pro-européens.

Selon le politologue et journaliste Boris Mejouev cité par Eltchaninoff, le *« premier inspirateur de la politique poutinienne[224] »* serait Nikolaï Danilevski[225] (1822-1885), au point qu'il pourrait devenir l'un des penseurs « officiels » de la Russie nouvelle. Cet intellectuel qui a légué une œuvre originale et respectée dans des domaines variés est entre autres connu pour son

[223] Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, *op. cit.*, p. 58.
[224] *Ibid*, p. 97.
[225] *Ibid*, p. 97.

essai *La Russie et l'Europe*[226], qui passe pour être l'un des ouvrages de référence de l'élite dirigeante russe actuelle. Pour Danilevski, la Russie est trop originale et trop vaste pour être intégrée dans l'Europe ; l'inimitié entre Russie et Europe est censée être structurelle. L'auteur apprécié en son temps par Tolstoï et Dostoïevski prônait une « Union des Slaves » dirigée par la Russie, une telle Union constituant le seul moyen de tenir tête à l'Europe unie. Pour lui, *« la lutte contre l'Occident est le seul moyen salutaire pour la guérison de notre culture russe, comme pour la progression de la sympathie panslave*[227] *»*.

Danilevski a abordé l'antagonisme entre le monde « romano-germanique » (un terme que l'on retrouve également chez Trubetskoï) européen et le monde slave, en s'appuyant sur une base historienne et anthropologique. En ressort par exemple l'idée que la Russie évoluerait dans l'histoire en étant poussée par une « âme nationale », là où les Européens avancent au gré de conflits, de divisions, de victoires d'un parti sur un autre. Comme le fera plus tard le très populaire Lev Goumilev, Danilevski développait en son temps des théories que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de pseudoscientifiques. Il prêtait ainsi aux Russes une force, une énergie tribale liée à leur environnement géographique. Cette énergie qu'accumuleraient les Russes dans leur pays n'attendrait que d'être relâchée un jour. Parmi les forces du peuple russe pour l'affrontement futur avec l'Occident dont parlait Danilevski, Eltchaninoff cite « son osmose avec son dirigeant », porteuse d'un « enthousiasme discipliné », ou sa fidélité en une mission divine pour « préserver dans le

---

[226] Pour aller plus loin, un résumé analytique de *La Russie et l'Europe* est disponible à cette adresse : https://bibliotheque-russe-et-slave.com/Livres/Danilevski_-_La_Doctrine_panslaviste.htm

[227] Michel Eltchaninoff*, Dans la tête de Vladimir Poutine*, *op. cit.*, p. 98.

monde la vérité religieuse » (un élément que l'on retrouve chez les défenseurs du retour à la Tradition comme Alexandre Douguine). Dans *La Russie et l'Europe*, Danilevski estimait aussi que l'expansion russe avait toujours libéré des peuples opprimés ou accablés, dans une forme de mission civilisatrice à la russe. Ce dernier élément est présent dans la rhétorique des dirigeants russes, qu'il s'agisse des interventions à l'étranger de leur pays ou de la nécessité de protéger les minorités russes vivant hors de la Fédération.

La vision qu'avait Danilevski d'une civilisation unique formée par la Russie et les Slaves et surtout d'un besoin d'unité des Slaves sous l'égide de la Russie face au monde occidental, est restée ancrée jusque dans la vision des dirigeants de l'URSS avant de revenir en force après la chute de celle-ci. Poutine s'en inspire et s'en réclame. À l'instar de Konstantin Léontiev, autre intellectuel faisant l'objet d'un regain d'intérêt sous Poutine, Danilevski a été l'un des tout premiers à penser l'histoire des civilisations de manière cyclique, avec des phases d'ascension, d'apogée et de déclin : l'Occident serait évidemment en route vers la troisième phase, quand la Russie se situerait dans la première ou la seconde. Comme nous le verrons plus loin, les dirigeants actuels de la Russie se retrouvent dans une telle vision, entre perception d'une décadence et d'un affaiblissement de l'Europe (et dans une moindre mesure des États-Unis) d'un côté, et réémergence de l'Asie à laquelle peut se raccrocher la Russie de l'autre.

La pensée de Konstantin Léontiev (1831-1891), qui voyait « l'Européen moyen » comme « l'outil de la destruction universelle », fait également partie des sources d'inspiration du régime russe actuel. On l'a dit, Léontiev est connu entre autres pour avoir été l'un des premiers à proposer une analyse cyclique de la vie des civilisations (selon un modèle d'émergence, d'apogée et de décadence rappelant la fameuse série de tableaux *The Course of*

*Empire* de Thomas Cole) ; sa vision d'un proche déclin de l'Occident anticipait de quelques décennies celle de l'Allemand Oswald Spengler. On ne s'étendra pas ici sur les éléments de l'œuvre de Léontiev qui ont fait des émules au sein des milieux nationalistes russes. Celui que l'on surnomme parfois le « Nietzsche russe » doit cependant retenir notre attention pour certaines de ses prédictions dont on imagine qu'elles aient retenu l'attention des proches de Vladimir Poutine qui se sont intéressés à son œuvre. Léontiev pronostiquait ainsi une prochaine révolution de « l'Antéchrist » (*sic*) socialiste dans son pays natal, et la montée en puissance d'une Allemagne qui deviendrait suffisamment forte pour mener des guerres contre la Russie. Plus intéressant encore, Léontiev prédisait dès 1875 l'avènement d'une Europe « fédérale » (*« La France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc. […] deviendront les régions d'un nouvel État. […] On me dira : " Mais cela ne se réalisera jamais ! " Je répondrai : "Heureux est celui qui croit" »*[228]) et l'ascension de la Chine, deux phénomènes qui finiraient par menacer la Russie.

De Konstantin Léontiev, ses lecteurs contemporains retiennent aussi l'idée que la Russie serait dans sa phase ascendante, à l'aube de son émergence face à l'Occident que l'auteur considérait, on l'a vu, être sur la pente du déclin. L'auteur qui fut aussi diplomate portait également une vision géopolitique ambitieuse. Bien qu'orthodoxe profondément attaché à l'ancrage de la Russie dans la chrétienté (il finira sa vie comme moine), Léontiev appelait de ses vœux à l'émergence d'une civilisation slavo-asiatique dominée par la Russie, laquelle serait en mesure de susciter un réveil et un renouveau européens. Se tourner davantage vers l'Orient n'était selon lui pas inconciliable avec l'affirmation de la Russie

[228] *Ibid*, p. 76.

comme puissance dominante en Europe et phare du continent, ce qui est semble-t-il la vision à long terme du Kremlin. Pour Léontiev, l'Empire russe devait s'étendre vers le Proche-Orient, mais aussi vers l'Inde, la Chine, le Tibet. Ce dernier point n'est bien sûr plus d'actualité pour les dirigeants russes, mais leur orientation vers l'Orient s'inscrit dans une idée voisine visant à assumer pleinement le rôle de la Russie comme puissance asiatique. En tant que puissance ascendante, la Russie peut et doit être au rendez-vous du retour de l'Asie sur la scène internationale, plutôt que de suivre l'Occident dans son déclin.

Absent de l'ouvrage d'Eltachninoff, Mikhaïl Katkov peut aussi être considéré comme un penseur relativement influent dans la vision internationale du Kremlin. Celui qui a joué à la fin de sa carrière un rôle dans l'alliance franco-russe de 1892, a aussi pesé dans la pensée conservatrice et nationaliste russe de la fin du XIX$^{e}$ siècle et défendait une expansion de l'influence, voire des frontières, de la Russie en Europe centrale et orientale. Il fait partie des slavophiles qui ont fini par abandonner l'idée d'une union des peuples slaves pour celle d'une domination russe sur ces derniers, en rejetant la Pologne, catholique et occidentale, passée de « sœur » à peuple hostile. Sa pensée se retrouve en partie dans l'ambition d'intégrer la Biélorussie dans une union avec la Russie.

Parmi les autres figures du XIX$^{e}$ siècle chez qui le régime russe trouve des sources d'inspiration, nous pouvons par exemple citer Sergueï Ouvarov, ministre de l'Instruction publique sous le *tzar* Nicolas Ier qui avait théorisé le triptyque « autocratie, orthodoxie et génie national (*narodnost*)[229] », devenu la devise officielle de l'Empire russe jusqu'à son effondrement. De devise nationale, la Fédération de Russie n'en a aucune, mais elle

[229] Marie-Pierre Rey, *La Russie face à l'Europe, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Flammarions, *op. cit.*, p. 193.

se reconnaîtrait à peu près dans celle des Romanov. Son actuel dirigeant, lui, se reconnaît globalement dans l'héritage des deux hommes qui ont forgé ce triptyque. Resté célèbre pour son autoritarisme et sa politique réactionnaire, Nicolas I$^{er}$ s'était aussi efforcé de faire de son Empire une grande puissance capable d'être le « gendarme de l'Europe » ou de protéger les Chrétiens d'Orient ; il est l'un des dirigeants historiques favoris de Vladimir Poutine, au point que le président conserverait un portrait de lui dans son bureau. Nombre d'historiens voient une continuité de Nicolas I$^{er}$ à Poutine, en passant par Staline, dans l'ambition de faire de la Russie la puissance phare d'une « autre Europe » (on peut y inclure Pierre le Grand et Catherine II, comme évoqué dans le chapitre sur les relations russo-chinoises). Quant à Sergueï Ouvarov, connu comme l'un des principaux hommes d'État ayant servi la dynastie des Romanov, il justifiait la politique de puissance impériale par le caractère partiellement oriental de la Russie et encouragea les études orientalistes dont il fut l'un des pionniers. Sa vision d'une Russie assumant à la fois sa vocation de grande puissance en Europe et sa dimension asiatique se retrouve elle aussi pleinement dans la politique de l'actuel locataire du Kremlin.

Beaucoup moins connu que les grands inspirateurs du poutinisme (Ilyine, Léontiev, Danilevski), l'écrivain de la fin du XX$^{e}$ siècle Alexandre Zinoviev a développé une philosophie opposée à « l'occidentalisme », concept défini dans un ouvrage ayant recueilli du succès en Russie dans les années 1990, *L'Occidentalisme – Essai sur le triomphe d'une idéologie*. On peut relever l'importance de sa vision d'une mondialisation et d'une démocratie qu'il estime être totalitaires, tant cette approche a infusé dans une bonne partie de l'opinion russe.

Enfin, Nicolas Berdiaev, opposant au régime communiste qui l'exilera en France où il finira sa vie après

avoir contribué à sauver celles de nombreux Juifs durant l'Occupation, est l'un des grands noms de « l'idée russe » que le régime de Vladimir Poutine tente d'inscrire dans son panthéon idéologique. Les écrits de cet existentialiste chrétien défenseur des libertés montrent que « l'idée russe » n'est pas synonyme d'obscurantisme et d'opposition à la modernité. Berdiaev est instrumentalisé par le Kremlin pour soutenir sa vision national-conservatrice, mais sa pensée originelle est très, très éloignée de la version déformée qu'en proposent les conseillers de Poutine. Berdiaev montre que toute la pensée politique russe n'est pas soluble dans le poutinisme. Le régime actuel ne pourra pas l'embrigader toute entière ; le panthéon idéologique qu'il cherche à constituer est d'ailleurs bien loin de refléter la diversité des penseurs russes et la profondeur de leurs travaux.

### *Eurasisme : quand la quête de différenciation avec l'Europe rime avec l'hostilité envers l'Europe*

La politique étrangère du Kremlin est à la fois eurasiste et eurasiatique. Nous évoquons ailleurs les aspects géopolitiques d'une telle vision (voir le chapitre sur les relations russo-chinoises et celui dédié à l'impérialisme russe contemporain). Mais *quid* de son aspect idéologique ? Plus qu'un courant politique, l'eurasisme est une géosophie et a fait l'objet de travaux dans les disciplines les plus variées. Certains chercheurs soviétiques ont ainsi fondé l'ensemble de leur œuvre sur l'étude des spécificités de l'Eurasie (et donc de

l'appartenance de la Russie à un ensemble particulier, distinct de l'Europe). Le plus célèbre d'entre eux est sans doute Lev Goumilev (1912-1992), que Poutine a déjà présenté à plusieurs reprises comme une référence intellectuelle pour lui-même et pour le grand public. Avant d'aborder quelques unes de ses idées, méditons sur cet extrait d'une interview de Goumilev que cite Michel Eltchaninoff dans son ouvrage sur la pensée de Poutine : *« Les Turcs et les Mongols peuvent être des amis sincères, mais les Anglais, les Français et les Allemands ne sont, j'en suis persuadé, que des exploiteurs machiavéliques*[230]*. »* Voilà pour les présentations. Que retenir à présent de ce penseur influent dans la vision poutinienne du monde ?

Les travaux de Lev Goumilev ne se fondent pas simplement sur une relecture idéologisée et revendicatrice de l'histoire, mais sur une approche biologique, génétique, naturaliste, qui évoque davantage les théories périmées (comme la théorie des climats) ou controversées (recherches racistes d'Arthur de Gobineau ou Georges Cuvier) des XVIII$^{e}$-XIX$^{e}$ siècles qu'une pensée scientifique du XX$^{e}$ siècle. Goumilev pensait que les peuples tirent de leur environnement et de ses « énergies cosmiques » (celles du soleil, des minéraux, de la biosphère...) une « énergie vitale », qui manque d'après lui aux Occidentaux. L'auteur eurasiste a élaboré un concept original, la *passionarnost* (généralement francisée en « passionarité »), que nous ne développerons pas ici, et axé une partie de ses travaux sur la naissance de l'union « ethno-génétique » des Russes, qui tireraient leurs différences avec les Européens de leur environnement eurasien plutôt que de traits culturels. Pour être plus exact, Goumilev avance des arguments sociobiologiques et

[230] Michel Eltchaninoff*, Dans la tête de Vladimir Poutine*, *op. cit.*, p. 98.

génétiques pour étayer l'idée d'une supériorité d'ethnies eurasiennes comme les Russes. La définition « ethno-génétique » que donne l'auteur des groupes ethniques s'apparentant à celle de races, on peut même parler d'une forme de « race supérieure » eurasiatique, ce qui rappelle d'autres théories malsaines. Ajoutons que certains écrits de Goumilev transpirent l'antisémitisme. Les références intellectuelles du pouvoir russe sont pour le moins surprenantes... Les idées de Goumilev sur l'ethnogenèse des Russes et des peuples eurasiens exercent une vaste influence dans le monde post-soviétique, au point que plusieurs villes russes (Kazan, Bejetsk, Saint-Pétersbourg...) lui ont dédié une statue ou un monument. La plus grande université du Kazakhstan, l'Université nationale eurasienne Lev Goumilev, a été baptisée en l'honneur de celui que Poutine a présenté à plusieurs reprises comme un grand scientifique au legs international. À titre d'exemples, le président russe a explicitement cité Goumilev et la « passionarité » dans son grand discours à l'Assemblée fédérale en 2012[231], ou encore dans un discours de 2017 sur « la Russie tournée vers l'avenir[232] ».

Au-delà de ses idées douteuses sur l'ethnogenèse et d'écrits où transparaissent des préjugés anti-occidentaux, Goumilev est aussi apprécié pour l'importance qu'il donne à l'héritage asiatique dans la culture russe, notamment la « symbiose russo-tatare » qui l'aurait imprégnée à partir des XIII$^{e}$-XIV$^{e}$ siècles. L'historien controversé reste l'un des plus grands spécialistes des peuples eurasiens et de la steppe auxquels il a consacré une œuvre qui fait toujours

[231] « Address to the Federal Assembly », site du Kremlin, 12 décembre 2012, kremlin.ru : http://en.kremlin.ru/events/president/news/17118

[232] « National open lesson "Russia Focused on the Future" », site du Kremlin, 1$^{er}$ septembre 2017, http://en.kremlin.ru/events/president/news/55493

référence. La popularité de Goumilev depuis les années 1990 s'inscrit dans une volonté de contrebalancer la part européenne de l'identité russe, de prouver l'ancienneté et la force de son ancrage eurasiatique. Il y a là une véritable demande, au point que l'on peut parler en quelque sorte d'un champ de recherche consacré à l'étude des traits eurasiatiques de la Russie.

George Vernadsky (1887-1973), préfigurant sur certains points les thèses de Goumilev, considérait ainsi que la Russie était par son processus de formation historique davantage asiatique qu'européenne. Il a notamment travaillé l'idée, assez populaire, que de nombreux éléments de la culture russe existaient avant les Slaves, avant la Rus de Kiev. Vernadsky estimait entre autres que les Mongols avaient contribué à unifier l'Eurasie avant que la Russie ne le fasse définitivement. Il mettait en avant cet héritage oriental pour soutenir le besoin pour la Russie d'avoir un gouvernement fort et de se méfier de l'Europe. Dans une approche voisine, le prince Nikolaï Trubetskoï (1890-1938), développa dans ses travaux de phonologie et de linguistique des idées eurasistes rapprochant la Russie des peuples et cultures asiatiques. Il évoluait dans des cercles opposés au « modernisme » et aux idées occidentales.

Du côté des néo-eurasistes (du moins de la seconde génération d'eurasistes), la principale figure tutélaire avec Lev Goumilev reste Alexandre Panarine (1940-2003), dont la réflexion est, comme le rappelle Jean-Sylvestre Mongrenier, « plus théorique et moins idéologique que le néo-eurasisme d'Alexandre Douguine[233] ». Se basant sur une « culturologie » (étude scientifique des civilisations), Panarine voyait dans l'ensemble eurasiatique dominé par

[233] Jean-Sylvestre Mongrenier, *Le monde vu de Moscou : dictionnaire géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétiques*, Paris, PUF, 2020, p. 362.

la Russie un espace à part, caractérisé entre autres par une « Grande Tradition » dont certains traits seraient restés permanents au cours des périodes tsariste, soviétique et post-soviétique (nous simplifions ici à l'extrême). La Russie, ayant vocation à redevenir un empire pour rétablir son hégémonie sur un ensemble eurasiatique cohérent, aurait aussi vocation à être la tête de proue d'un monde « postmoderne », c'est-à-dire post-domination des valeurs occidentales. Au retour du collectif face à l'individualisme libéral, de la Tradition et de la religion, Panarine ajoutait dans le corpus de valeurs que porterait une Russie réémergente une dimension écologique. De la pensée d'Alexandre Panarine, qui voit Moscou « réaffirmer son leadership dans une nouvelle bipolarité Orient-Occident », Mongrenier conclut qu'elle « débouche sur une géopolitique anti-occidentale[234] ».

## *Alexandre Douguine, prophète marginal ou gourou du Kremlin ?*

Il nous faut parler d'Alexandre Douguine, qui suscite tant de fantasmes et d'interrogations. Très connu en Russie depuis une vingtaine d'années, cet idéologue né en 1962 a véritablement accédé à la notoriété en Occident entre la courte guerre de Géorgie et l'annexion de la Crimée. De prime abord, Douguine est un illuminé dont les idées trouveraient mieux leur place sur un blog conspirationniste ou dans les bas-fonds de YouTube que dans une bibliothèque. Sur l'internet francophone, c'est d'ailleurs dans ces eaux troubles que l'on retrouve parfois l'une ou l'autre de ses idées les plus rances ; sur l'internet

[234] *Ibid*.

russophone, son audience est incomparablement plus vaste. Son profil d'érudit antisystème, à la vision du monde aussi empirique que confuse, se rapprocherait chez nous de celui d'Alain Soral, l'infâme idéologue rouge-brun qu'il connaît d'ailleurs. Ses analyses mâtinées de conspirationnisme, ses déclarations péremptoires et sans fondements le rendent difficilement crédible. Mais Alexandre Douguine s'est trouvé une place dans les milieux dirigeants de son pays et semble influer sur certaines de leur orientations politiques, dans des proportions qu'il reste à déterminer. Halluciné, mégalomane et capable d'appeler ouvertement à des invasions armées ou des massacres, Douguine n'en est pas moins intelligent, introduit dans les hautes sphères et porteur d'une vision capable sur certains points d'être déclinée sur le plan politique. On l'a souvent présenté dans les médias occidentaux comme un « gourou » supposé inspirer le Kremlin. Il serait le « Raspoutine de Poutine[235] », le « cerveau[236] » du président Quelle est véritablement sa proximité avec Vladimir Poutine, son influence sur l'un des hommes les plus puissants de la planète ? Avant cela, il convient d'apporter quelques éléments de contexte.

Alexandre Douguine évolue dans des cercles intellectuels qui sont sortis de manière spectaculaire de leur marginalité avec la radicalisation national-populiste et conservatrice de M. Poutine, sans avoir non plus gagné

[235] Vincent Jauvert, « Le Raspoutine de Poutine », *Le Nouvel Observateur*, 3 mai 2014, https://www.nouvelobs.com/monde/ukraine-la-revolte/20140503.OBS6009/le-raspoutine-de-poutine.html

[236] Anton Barbashin, Hannah Thoburn, « Putin's Brain : Alexander Dugin and the Philosophy Behind Putin's Invasion of Crimea », *Foreign Affairs*, 31 mars 2014, https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-03-31/putins-brain

une influence déterminante sur la politique du Kremlin. Il a participé à la création de mouvements politiques aussi extrémistes qu'insignifiants, dont un Parti national-bolchévique (*sic*) revendiquant des milliers d'adhérents et un maillage territorial dans toute la Russie et un Parti Eurasie doté d'une Union de la jeunesse eurasienne, qui semblent tout droit sortis d'une dystopie, entre *1984* et *The Man in the High Castle*. Difficile d'y voir un quelconque danger international. En revanche, l'idéologue d'ultradroite qui dispose de relations plus ou moins fortes au Kremlin, dans l'armée et le monde du renseignement est actif dans des réseaux combattant les armes à la main ou projetant de le faire. Alexandre Douguine conseille et soutient des insurgés prorusses en Ukraine, des chefs séparatistes aux militants armés, des candidats au terrorisme anti-ukrainien aux Russes partis combattre en Ukraine. Comme son ami Konstantin Malofeev (Douguine est d'ailleurs l'une des principales têtes d'affiche de la chaîne Tsargrad TV, en plus d'être un soutien du mouvement Tsargrad évoqué plus haut), il est directement lié aux combats qui ont fait des milliers de morts dans ce pays déstabilisé par Moscou. Dès 2008, Douguine avait participé à la constitution de groupes armés sympathisants de son projet d'empire eurasiatique alors que se profilait un conflit en Géorgie. Liés à des nationalistes russes irrédentistes et des séparatistes abkhazes ou ossètes, ces groupes n'étaient pas inquiétés par l'État russe qui préférait fermer les yeux – il est même possible que des militaires russes aient secrètement participé à leur armement et à leur formation.

Devant de jeunes membres de son mouvement et des miliciens prorusses, Douguine déclarait peu avant le déclenchement de la Guerre de 2008 : *« Nos troupes occuperont la capitale géorgienne Tbilissi, le pays entier, et peut-être même l'Ukraine et la péninsule criméenne, qui*

*fait historiquement parti de la Russie quoiqu'il en soit*[237] ». Ce genre de propos qui inquiètent d'abord par leur brutalité et après-coup par leur caractère prémonitoire, Douguine en tient souvent. Non content de réclamer régulièrement l'invasion de ce pays, il a même été jusqu'à appeler à un « génocide » en Ukraine, ce qui ne l'a pas empêché malgré un certain tollé d'accroître encore son exposition médiatique et l'influence de ses idées. On remarque d'ailleurs que le prophète de l'empire eurasiatique assagit son discours depuis quelques années : signe d'une volonté de se faire véritablement entendre ? Douguine a en effet le sentiment, depuis la guerre de Géorgie et l'agression de l'Ukraine, que sa vision géopolitique inspire Moscou. Est-ce le cas ? Et quelle est sa vision pour la Russie, l'Europe et l'Eurasie ?

Alexandre Douguine a publié en 1997 un ouvrage aussi célèbre de nom que méconnu sur le fond, *Fondamentaux de géopolitique*. Ce pavé au contenu sulfureux est l'objet d'une forme de légende noire et de quantité d'affirmations plus ou moins étayées quant à sa véritable influence en Russie, informations que l'on présente comme fiables alors que de rapides recherches suffisent à les remettre en cause. On peut par exemple lire sur le site du Center for Security Policy que « il est clair que le gouvernement russe a pris [l]es Fondements de la géopolitique comme modèle de sa politique étrangère[238] ». Ce livre n'a jamais fait l'objet d'une traduction dans une langue d'Europe occidentale. Les recensions de l'ouvrage semblent à peu près toutes emprunter à celle rédigée en

---

[237] « The Chronicle of a Caucasian Tragedy », *Der Spiegel*, 25 août 2008 https://www.spiegel.de/international/world/road-to-war-in-georgia-the-chronicle-of-a-caucasian-tragedy-a-574812.html

[238] Sean MacCormac, « Aleksandr Dugin: Putin's Rasputin ? », Center for Security Policy, 4 mars 2015, https://www.centerforsecuritypolicy.org/2015/03/04/aleksandr-dugin-putins-rasputin/

2004 par John B. Dunlop[239] (qui nous servira de référence ici)... et à la page Wikipédia en anglais ou en français du livre, comme le relève également George Barros[240]. Autant dire que nos références sur le sujet sont plutôt légères, d'autant qu'on peut difficilement les recouper. On y apprend entre autres que *Fondamentaux de géopolitique*, co-rédigé par un général de l'école d'État-major (laquelle ?) avec l'aide d'un autre officier, serait influent auprès des « élites militaire, policière et diplomatique russes » et aurait « la réputation d'être un classique de l'école d'État-major des armées russes ». Cette information qui se retrouve dans quantité d'articles se basant tous sur la même source est donc à prendre avec des pincettes, ce qui n'enlève rien au contenu du livre.

*Fondamentaux de géopolitique* pourrait être un titre de manuel d'enseignement. À défaut, on peut le voir comme un manuel à destination d'un dirigeant russe qui souhaiterait rien de moins qu'établir un empire eurasiatique dominé par les Russes ethniques, « finlandiser » l'Europe en la plaçant sous la coupe de Moscou, contester la suprématie des États-Unis et des valeurs libérales. Douguine livre une stratégie clé en main pour parvenir à ce dessein ambitieux, avec des déclinaisons en fonction des aires géographiques et des pays. Ses préconisations ne s'embarrassent visiblement pas beaucoup de la réaction des pays concernés, de leur population, de leurs dirigeants, de leurs alliés. Elles reposent de manière intéressante sur une approche

---

[239] John B. Dunlop, « Aleksandr Dugin's Foundations of Geopolitics », The European Center (Stanford), 31 janvier 2004, https://tec.fsi.stanford.edu/docs/aleksandr-dugins-foundations-geopolitics

[240] George Barros, « The West Overestimates Aleksandr Dugin's Influence in Russia », *Providence Magazine*, 8 juillet 2019, https://providencemag.com/2019/07/west-overestimates-aleksandr-dugins-influence-russia/

indirecte (diplomatie, stratégies de déstabilisation, subversion, manipulations...) plutôt que sur l'emploi de la force : l'auteur surestime les moyens de son pays et la capacité des autres à accepter tout et n'importe quoi, mais on sera surpris de trouver des similarités avec certaines opérations que mène aujourd'hui la Russie de Vladimir Poutine. Enfin, on sera surtout surpris du caractère incroyablement agressif de ces préconisations. Voici quelques unes de celles que Douguine consacre à l'Europe et aux États-Unis.

L'auteur prévoit d'abord de construire un « axe Moscou-Berlin » basé sur un fort partenariat avec l'Allemagne (quitte à restituer l'enclave de Kaliningrad, qui n'avait pas été remilitarisée au moment de l'écriture du livre), en « offrant » à celle-ci la domination sur les États catholiques et protestants d'Europe centrale et orientale selon un partage de zones d'influence. On peut s'interroger sur l'accueil que réserveraient les Allemands à l'idée de reformer un « axe » avec une dictature expansionniste pour reprendre un projet de domination de leurs voisins orientaux : cela semble en effet étrangement familier. L'Estonie serait gracieusement cédée à la sphère d'influence de l'Allemagne (l'auteur semble depuis s'être réaligné sur la ligne des milieux dirigeants russes visant au minimum à finlandiser l'Estonie ou à la maintenir sous pression). La Russie encouragerait Paris à former un bloc franco-allemand puissant, moteur d'une Europe continentale tournée vers la Russie plutôt que les États-Unis. Peu crédible, cette idée est cependant défendue en France (et dans une moindre mesure en Allemagne) dans certains milieux généralement souverainistes et anti-atlantistes. Ce couple franco-allemand tournant le dos aux anciens alliés américains serait à l'avantage de Berlin, puisque l'auteur envisage que l'influence allemande s'étale vers l'Italie et l'Espagne. Alors que l'Estonie serait, on l'a dit, cédée à la zone d'influence allemande, la Lettonie et la

Lituanie obtiendraient un « statut spécial » (un statut aussi flou que les moyens prévus pour le créer) dans le monde eurasiatique souhaité par Douguine, tout comme la Pologne qui serait concernée par le « partage » des zones d'influences entre Allemagne et Russie (il y a là aussi comme un air de déjà-vu...). La Roumanie, la Serbie, la Grèce, la Macédoine (désormais Macédoine du Nord) formeraient un ensemble aligné sur Moscou, « Troisième Rome », rejetant les valeurs de l'Europe occidentale. Parmi ses préconisations pour le Moyen-Orient et le Caucase, que nous ne développerons pas ici, Douguine suggère de détacher l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud de la Géorgie, pour les intégrer à la Russie, et d'empêcher Tbilissi de mener une politique étrangère indépendante. Si Moscou a adopté une politique d'intimidation et de violation de la souveraineté de la Géorgie dès la chute de l'URSS et donc avant la parution de l'ouvrage, la similarité entre la stratégie prônée par l'auteur et la politique du Kremlin est sur ce point troublante.

Douguine insiste également sur le besoin de détacher le Royaume-Uni de l'Europe et de limiter au maximum son influence dans la construction européenne. Quitte à ce que Londres se tourne vers Washington, dans la logique d'opposition théorisée par l'auteur entre les « thalassocraties » dont ferait partie le Royaume-Uni, et les « tellurocraties » comme la France ou l'Allemagne, entre le monde anglo-saxon et une Europe devant se tourner vers Moscou ou être sous son influence. Lorsque l'ampleur de l'ingérence russe dans la campagne du référendum sur le *Brexit* a été révélée au grand jour, cet aspect particulier de la stratégie de Douguine a fait l'objet d'une nouvelle appréciation. S'il est très peu probable que Poutine et ses proches puissent considérer sérieusement les idées absurdes de Douguine concernant un partage de l'Europe de l'Est par un « axe Moscou-Berlin », il est en revanche avéré que la séparation du Royaume-Uni du

reste de l'Europe était pour eux une priorité stratégique. L'ingérence en faveur du Brexit tout comme le soutien aux forces politiques européennes hostiles aux anglo-saxons s'inscrit dans cette logique. Dans les pages de son livre consacrées à l'ennemi américain, Douguine s'étend sur une stratégie de déstabilisation interne. L'auteur est peu crédible lorsqu'il parle d'encourager des « séparatismes » qui ne menaceront jamais l'intégrité territoriale des États-Unis, mais il l'est davantage lorsqu'il suggère d'attiser les facteurs de division et d'instabilité au sein du pays (conflits sociaux et raciaux, extrémisme politique ou religieux...). À l'instar du *Brexit*, certains ont tôt fait de pointer les similarités entre l'ingérence russe aux États-Unis qui s'est particulièrement manifestée durant la campagne présidentielle de 2016, et la stratégie de Douguine, y voyant l'influence de ce dernier dans la politique du Kremlin. Peut-être y a-t-il dans cette analyse une part de vérité ? Pourtant, cela fait depuis longtemps (comme nous le développons dans le chapitre consacré aux guerres de l'information et aux ingérences russes au sein des démocraties occidentales) que les différents dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'Empire russe, de l'URSS puis de la Fédération de Russie pratiquent de telles manœuvres. Les tentatives d'exacerber les tensions internes aux États-Unis ont déjà été éprouvées par les services secrets soviétiques au cours de la Guerre froide. Elles ont considérablement gagné en intensité, en subtilité et en efficacité sous Vladimir Poutine. Qu'Alexandre Douguine y ait joué un rôle ou non, elles sont en tout cas une réalité bien que la déstabilisation à distance des États-Unis n'atteindra probablement jamais l'efficacité souhaitée par Douguine, quelque soit l'effrayant potentiel des réseaux sociaux et des technologies numériques.

La Finlande et l'Ukraine devraient tout simplement être... annexées. La première repasserait sous souveraineté russe comme ce fut le cas de 1809 à 1917, et serait cette

fois démembrée entre différents *oblasts*. L'auteur ne précise pas la manière dont serait réalisée cette proposition délirante. Concernant l'Ukraine, qui est chez lui une obsession, Douguine se montre plus précis. Il développe l'idée, répandue dans une partie non négligeable de la population russe et plus encore au sein de l'actuelle élite dirigeante, que l'Ukraine n'est pas véritablement un pays ou qu'elle ne devrait pas avoir vocation à l'être. Lui va plus loin en estimant que l'Ukraine est une épine dans le pied de toute ambition eurasiatique, une potentielle pièce de la politique américaine d'endiguement de la Russie (ce qui est avéré). Poutine et ses proches sont largement acquis à cette dernière idée. Ils n'imaginaient évidemment pas réaliser de projet eurasiatique digne de ce nom sans l'Ukraine. Lorsque le président Viktor Ianoukovitch a été chassé du pouvoir par la révolution pro-européenne de 2013-2014, laquelle était soutenue par les États-Unis mais émanait du souhait de la majorité de la population de se tourner vers l'Union européenne plutôt que vers Moscou (sauf chez les russophones), la vision de l'Ukraine comme un État gênant et hostile aux intérêts russes a pris une nouvelle dimension aux yeux du Kremlin. Certaines des thèses de Douguine qui étaient jusqu'ici relativement écoutées à Moscou sont devenues nettement plus audibles. Poutine n'en est pas pour autant devenu partisan d'une absorption complète de l'Ukraine comme le préconise Alexandre Douguine, mais il est possible qu'il ait évolué d'un souhait d'intégrer l'Ukraine à la sphère russe à un projet d'annexion formelle (sur le modèle du précédent criméen) ou *de facto* (par un contrôle à distance) des provinces ukrainiennes russophones ou historiquement russes à partir de ce moment. Il est aussi plausible que le président ait alors sérieusement intégré certains aspects de la vision de Douguine, d'une manière plus modérée que les faucons nationalistes qui composent une partie de son entourage.

*Fondamentaux de géopolitique* n'est probablement pas aussi influent que ne le prétendent tant d'articles qui ont l'air de se fonder sur les mêmes sources plus ou moins fiables : il paraît peu concevable que les élites militaires et diplomatiques russes, qui comptent parmi les plus compétentes du monde, y voient une source sérieuse d'inspiration (il y a une différence entre annexer la Crimée et potentiellement Narva ou Donetsk, et absorber toute l'Ukraine ou la Finlande). Si l'ouvrage est un « classique », peut-être est-ce par sa notoriété (*Fondamentaux de géopolitique* est un succès de librairie) et par son caractère sulfureux. En revanche, la vision qu'a Douguine de l'Ukraine et ses préconisations vis-à-vis du Royaume-Uni et des États-Unis ont potentiellement contribué à la radicalisation des positions du Kremlin sur ces sujets.

Plus largement, Alexandre Douguine a-t-il une influence sur le président russe ? L'idée qu'il soit une éminence grise est une complète exagération. Douguine écrit visiblement sous l'emprise du délire, mais certains journalistes occidentaux aussi. Selon un ancien conseiller économique de Vladimir Poutine, Andreï Illarionov, cité par Michel Eltchaninoff : *« les proclamations grossières de Douguine insultent l'intelligence du président*[241] *»*. Entre ses succès de librairie et ses apparitions médiatiques, Douguine a pignon sur rue en Russie mais il y est très critiqué, y compris au sein des milieux conservateurs et nationalistes. Certaines de ses idées infusent comme nous le verrons au sein des milieux dirigeants, mais il n'a pas converti Poutine à la reconquête totale de l'ex-URSS, ni à l'établissement d'un régime fasciste et impérial. Il est par contre avéré que le chef de l'État russe s'est penché sur ses idées, et que plusieurs de ses proches entretiennent des relations avec Douguine. Les signes les plus probants

[241] Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, *op. cit.*, p. 107.

d'une quelconque influence de Douguine dans la politique de Poutine se retrouvent dans la radicalisation de son discours, qui semble emprunter à la rhétorique de l'idéologue nationaliste. S'il n'est même pas certain que cet illuminé ait un jour rencontré le dirigeant russe, le fait qu'il soit l'ami de certains proches de Poutine autorise une relation au moins indirecte.

Nous n'allons pas nous pencher sur la pensée politico-philosophique d'Alexandre Douguine, qui emprunte à une forme particulièrement radicale de traditionalisme, aux éléments les plus réactionnaires de la philosophie politique russe, à des courants ésotériques et mystiques, à la « Nouvelle Droite européenne » (mouvance d'extrême-droite dont certains réseaux et idées sont en voie d'être recyclés en France dans l'entourage de personnalités comme Marion Maréchal), à la « révolution conservatrice » allemande... et à certaines écoles du fascisme et du nazisme. Douguine se revendique lui-même d'une forme nouvelle de fascisme, ce qui commence à faire beaucoup pour un seul homme, et a cité en exemples plusieurs figures et organisations liées au Troisième Reich. Cela fait de lui un marginal et un extrémiste aux yeux du grand public russe comme de l'essentiel des milieux dirigeants.

En revanche, Douguine, traducteur de René Guénon et lecteur de Julius Evola, a contribué à la renaissance du pérennialisme, école philosophique opposée à l'héritage des Lumières et de la « modernité » occidentale et fondée sur l'idée d'une « Tradition primordiale » commune à l'essentiel de l'humanité. Douguine en fait une lecture politique et souhaite le retour à la Tradition (dont il a une conception étroite et exclusive) face au monde moderne, au libéralisme, aux valeurs « dégénérées » de l'Occident. Cette vision se retrouve entre autres dans son ouvrage *La Quatrième théorie politique* (traduit en français aux éditions

d'extrême-droite Ars Magna), qui a bénéficié d'une véritable influence en Russie (jusqu'au Kremlin) et à l'étranger (notamment au sein des extrême-droites européennes). Aux trois grandes idéologies qui se sont selon lui succédé durant l'époque contemporaine (libéralisme, marxisme, fascisme), Douguine propose d'y substituer une quatrième qui emprunterait des éléments des trois et se fonderait sur le concept de *Dasein* plutôt que sur l'individu, la classe et la race (ou la nation) qui sont respectivement à la base des trois précédentes idéologies. La Tradition est au cœur de cette nouvelle idéologie politique. Et ce serait à la Russie, à la tête d'une sphère eurasiatique opposée à l'Occident tel que nous le connaissons, de porter cette alternative.

Pour cela, il faut une alliance hétérodoxe entre l'orthodoxie telle que conçue par l'Église russe alliée à Poutine, les courants chrétiens traditionalistes, mais aussi l'islam tant que celui-ci n'est pas dans une perspective de destruction de la chrétienté. On retrouve là la synthèse entre orthodoxie et islam, entre ethnies européennes ou asiatiques, entre panslavisme et pantouranisme ou panturquisme, au cœur de l'existence même de la Russie multiethnique et plus largement de toute future communauté eurasienne. Au-delà de l'orthodoxie, des courants traditionalistes du christianisme et de l'islam, la Tradition pourrait aussi rassembler d'autres populations souhaitant rejeter la domination occidentale. Cette thèse semble faire des émules auprès du Kremlin et infuser, même indirectement, dans des courants réactionnaires en Russie comme à l'étranger.

À l'étranger justement, Douguine entretient des liens avec de nombreuses personnalités plus ou moins influentes, parmi lesquelles figure l'activiste panafricaniste et « anti-colonialiste » Kemi Seba. Pourquoi s'attarder sur le cas de M. Seba (Stellio Gilles Robert Capo Chichi, de son vrai nom) ? Ce Franco-béninois, natif de Strasbourg,

jouit d'une popularité croissante au sein de la jeunesse d'Afrique francophone et de la diaspora africaine en Europe. Seba s'est fait connaître par un discours ouvertement raciste fondé sur l'afro-centrisme, le « kémitisme » et le suprémacisme noir, des sorties antisémites qui lui ont valu des condamnations judiciaires, et la création de groupes dissous pour incitations à la haine raciale. Le militant a depuis modéré son discours, abandonnant les postures racistes, voire sectaires des origines (se disant par exemple compréhensif, voire solidaire du « prolétariat » français, ou associant son combat aux autres « résistances » à « l'oligarchie occidentale »), pour devenir l'une des principales figures de la nouvelle génération panafricaniste et anti-colonialiste en Afrique. Parmi d'autres éléments de proximité avec Douguine, Seba revendique une parenté entre l'eurasisme et le panafricanisme (ce qui est logique, et peut être respectable du moment où ces idéologies ne sont pas fondées sur le rejet des autres cultures mais sur le respect des différences, ce qui n'est pas limpide dans les discours de l'intéressé), et une admiration commune pour René Guédon – Kemi Seba est d'ailleurs l'un des promoteurs du pérennialisme et de la « Tradition ». Mais ce n'est pas cette proximité intellectuelle qui nous intéresse : c'est l'inclusion de personnalités africaines hostiles à la France et aux démocraties occidentales dans des réseaux soutenus par Moscou.

Kemi Seba est désormais une personnalité omniprésente dans les médias alternatifs et sur les réseaux sociaux en Afrique francophone, où il pourfend le « néo-colonialisme » français et les vestiges réels ou supposés de la « Françafrique ». Celui qu'une partie de la jeunesse africaine voit comme un nouveau Thomas Sankara porte des combats parfois louables ou du moins compréhensibles (fin du Franc CFA, des régimes corrompus soupçonnés d'être manipulés par la classe

politique et le patronat français, autonomisation et affirmation de l'Afrique sur la scène internationale...), mais colporte avec d'autres personnalités des discours souvent mensongers à l'encontre de la France, accusée de tous les maux, comme nous l'abordons dans le chapitre sur la « guerre de l'information » menée par la Russie. Seba contribue avec d'autres (Nathalie Yamb, pro-russe comme Mamadou Koulibaly, Moïse Kérékou, Yaya Sissoko, Clément Dembélé ou Laurence Ndong, Oumarou Abdourahamane, Aminata Dramane Traoré, Banda Kani, Franklin Nyamsi... auxquels s'ajoutent des porte-voix occasionnels du *french-bashing*, comme le chanteur Salif Keita qui avait accusé la France de financer et d'armer les djihadistes) à promouvoir en Afrique un sentiment anti-français fondé sur des colères et revendications parfois légitimes, mais souvent fondées sur de la désinformation et de la propagande mensongère à grande échelle.

Entre les promoteurs de l'influence russe que sont Evgeni Prigojine (dont les « usines à trolls » spécialisées dans la guerre de l'information ciblent de plus en plus l'image de la France en Afrique) et Konstantin Malofeev, et des personnalités comme Alexandre Douguine qui se lient à des personnalités en vogue comme Kemi Seba, se développe un réseau hétéroclite qui contribue à menacer l'influence de la France en Afrique, et certainement pas au bénéfice des Africains (les oligarques russes, tout comme le régime chinois, cherchant à établir sur le continent un réseau corrompu, clientéliste et anti-démocratique qui n'aura rien à envier aux pires heures de la « Françafrique »). Kemi Seba a reconnu lui-même publiquement qu'Evgueni Prigojine, reconnaissant en lui quelqu'un d'audible auprès de la jeunesse africaine, lui aurait proposé de travailler ensemble contre « l'oligarchie française ». Seba affirme même avoir refusé une proposition de Prigojine (lequel aurait dit à son interlocuteur que « les amis de mes ennemis sont mes

amis », désignant donc explicitement les Français comme des ennemis à combattre) de passer à des actions violentes – contre les Français ? – et s'être depuis éloigné de la Russie, qu'il qualifie de « mal nécessaire » contre l'influence française mais en laquelle il refuse de voir une alliée durable. D'autres personnalités comme Nathalie Yamb défendent elles beaucoup plus ouvertement et activement les intérêts russes et étendent les réseaux du Kremlin en Afrique. Leur importance réside surtout dans leur lutte acharnée pour détruire l'image et les intérêts de la France en Afrique avec le soutien de la Russie. Certains milieux opposés à la France en Afrique francophone voient dans la Russie une alliée contre la France, et Moscou entend jouer sur cette proximité ; son influence restant encore limitée dans la région, le régime russe y exploite surtout sa capacité de nuisance en instrumentalisant le sentiment anti-français. Nous y reviendrons.

Revenons-en à Alexandre Douguine. Quoiqu'il en soit, l'intellectuel controversé est un cas d'école des incompréhensions qui entourent la politique russe, et des fantasmes répandus dans certains médias. Il n'est ni l'inspirateur de la politique du Kremlin, ni annonciateur du tournant que prendra celle-ci. En revanche, Douguine est la preuve que des ultranationalistes partisans d'une politique étrangère impérialiste, agressive et frontalement opposée à l'Occident parviennent à faire entendre certaines de leurs idées au pouvoir russe, qui en reprend une version plus modérée et adaptée à son agenda. Les idéologues extrémistes comme Douguine sont marginaux et le resteront sans doute, mais ils ne sont pas combattus et muselés par le régime de Poutine qui se montre bien plus dur à l'égard d'autres personnalités et organisations politiques. Alexeï Navalny a moins sa place dans la vie publique régentée par le Kremlin que Douguine, ce qui en dit long. Parmi d'autres idéologues extrémistes ayant

renforcé leur audience au fur et à mesure de l'affirmation du nationalisme impérial de Poutine, citons le « patriote socialiste » Alexandre Prokhanov. Cet autre rouge-brun estime que la Fédération de Russie est le « cinquième empire » après la Rus de Kiev et de Novgorod, la Moscovie, l'Empire des Romanov et l'URSS. Selon lui, *« la Russie est par nature un empire dont les frontières respirent*[242] *»*. Pour lui, son pays se tournera de plus en plus vers les puissances orientales en vue d'une « nouvelle guerre mondiale »... Une prophétie qui peut laisser dubitatif, mais celles d'Alexandre Douguine annonçant la guerre en Géorgie, l'annexion de la Crimée et la stratégie de déstabilisation massive des démocraties occidentales ne paraissaient-elles pas tout aussi impensables ?

Dès la chute de l'URSS, certains responsables politiques russes ou prorusses paraissaient peu crédibles lorsqu'ils défendaient des positions irrédentistes agressives qui ont fini pour certaines par se matérialiser. À titre d'exemple, l'ancien vice-président russe de l'époque d'Eltsine Alexandre Rutskoï (qui fut même un moment reconnu président par le Congrès des députés du peuple durant la crise constitutionnelle de 1993), défendait ouvertement des revendications territoriales sur la Crimée, sur la ville kazakhe à majorité russe d'Öskemen, et sur celle de Narva, en Estonie (voir le chapitre sur l'irrédentisme et la défense du « monde russe »). De telles idées rencontraient un certain écho dans toutes les catégories de la population, malgré l'importance des problèmes intérieurs (effondrement économique, corruption, adaptation au jour le jour à la vie post-soviétique). À la même époque, l'ancien « président » *de facto* de l'État fantoche d'Ossétie du Sud, Eduard Kokoïty, estimait que son territoire devait être réintégré à la Russie. Avec du recul, de telles prises de position ne semblent

[242] *Ibid*., p. 136.

plus si fantasques. S'il faut arrêter de donner à Douguine et à ses pairs plus d'influence et de proximité avec Vladimir Poutine qu'ils n'en auront jamais, il ne faut pas non plus les ignorer complètement.

Au global, on retient qu'à défaut de se baser lui-même sur une idéologie particulière, le régime de Vladimir Poutine base sa vision de la Russie et du monde sur un corpus idéologique assez cohérent. S'il n'est pas lui-même un idéologue, le président russe est entouré de conseillers et d'amis proches qui le sont. Leur influence est manifeste dans le discours mais aussi dans l'action de M. Poutine. Il en va de même pour les penseurs que nous avons cité : leur empreinte sur le régime russe et son chef dépasse le stade rhétorique, elle déteint aussi sur la politique intérieure et extérieure du Kremlin. Ces penseurs ont pour l'essentiel vécu avant l'avènement de l'Union soviétique (Léontiev, Danilevski), ont fini leur vie en exil loin d'elle (Ilyine, Berdiaev), ou ont développé une pensée éloignée de l'idéologie communiste au pouvoir (Goumilev) : si le régime de Poutine glorifie l'ère soviétique dont il est nostalgique et dont il a hérité du cadre mental, il n'y voit pas une source d'inspiration idéologique proprement dite. Léontiev et Danilevski ont vécu au XIX$^{e}$ siècle ; Ilyine a vécu l'essentiel de sa vie au XX$^{e}$ siècle, mais sa pensée réactionnaire tenait beaucoup du XIX$^{e}$. Ces trois penseurs gardent une forte influence sur le régime russe au XXI$^{e}$ siècle, en partie parce qu'ils lui semblent garder une forte actualité. Certains bouleversements majeurs sur la scène internationale (construction européenne, démembrement de l'empire soviétique héritier de l'Empire russe, émergence de l'Asie...) ont donné raison aux trois auteurs que nous citons, et leur orientation politique sied au pouvoir qui y

voit un moyen de régénérer la Russie.

On retient aussi la chose suivante : les inspirateurs du régime russe actuel, qu'il s'agisse des conseillers du président ou de leurs penseurs de référence, ont en commun de s'opposer à l'Occident et à ses valeurs, d'insister sur les particularités d'une Russie qui doit suivre sa propre voie. Cette « voie russe » est fondamentale pour la Russie de Vladimir Poutine. Après plusieurs années de consolidation, celle-ci a fini par s'imposer comme un véritable projet de société. Or, cette « voie russe » ne diverge pas seulement de l'Occident, elle s'oppose à lui ; l'opposition aux valeurs occidentales en est même devenu un pilier. Nous incluons l'Europe dans cette définition de l'Occident car la Russie de Poutine le fait elle-même : plus exactement, les penseurs qui l'inspirent établissent une profonde différence entre la Russie et l'Europe. Dans sa dimension conservatrice, l'idéologie du régime poutinien se sent proche du Vieux Continent s'agissant d'une histoire partagée, de l'héritage chrétien, des traditions... mais pas des valeurs qui sont devenues les nôtres, parmi lesquelles l'humanisme, les Lumières, la démocratie pluraliste adossée à un État de droit.

Depuis le tournant des Lumières et de la Révolution française, la Russie a connu une division entre « slavophiles » et « occidentalistes » : pour résumer à grands traits, les premiers s'opposaient à l'européanisation de l'Empire russe dont ils voulaient conserver et assumer les particularités, en vue de lui donner une voie propre. Lorraine de Meaux résume ainsi cette controverse : *« A partir des années 1830, la vie intellectuelle russe est divisée par une* disputatio *restée irrésolue : tandis que les "occidentalistes" soutiennent l'idée d'un développement russe dans la continuité de l'européanisation voulue par Pierre le Grand, les "slavophiles" fondent l'idée d'une particularité russe reposant sur son identité*

*orthodoxe*[243] *»*, sachant que l'orthodoxie n'est pas la seule base de cette « particularité russe ». Ce clivage a d'une certaine manière perduré sous l'URSS, entre ceux qui voulaient faire de l'Union un empire universaliste acclimatant davantage la modernité occidentale, et ceux qui voulaient consolider un empire eurasien assumant son originalité. L'idéologie communiste n'était pas en cause, mais le modèle de civilisation : Lénine et Trotsky, apôtres d'une révolution mondiale, étaient europhiles et souhaitaient l'européanisation de l'ancien Empire russe, qu'ils jugeaient archaïque et retardé, quand Staline, partisan du socialisme dans un seul pays et plus attaché à la nature eurasienne de l'Union soviétique, voulait que celle-ci résiste à l'influence occidentale.

D'une certaine manière, la Russie d'aujourd'hui continue d'être traversée par ce clivage entre les héritiers des slavophiles et les occidentalistes, et si Poutine a un moment semblé être du côté de ces derniers à une époque où la Russie lorgnait encore vers l'Europe et les États-Unis tout en perdant progressivement ses illusions, ce sont les successeurs des slavophiles qui ont gagné. Nous avons vu les exemples d'Ilyine, pour qui les Européens impérialistes veulent s'emparer des marches occidentales de la Russie pour l'affaiblir, avant de démembrer celle-ci ; de Danilevski, pour qui l'inimitié entre la Russie et l'Europe est structurelle et *« la lutte contre l'Occident est le seul moyen salutaire pour la guérison de notre culture russe »* ; de Léontiev, pour qui « l'Européen moyen » est « l'outil de la destruction universelle », et qui anticipait l'union politique de l'Europe face à la Russie autant que le besoin de favoriser l'émergence d'une civilisation slavo-

[243] Lorraine de Meaux, « La fin de l'URSS ou la seconde mort de l'Empire russe (1989-1991) », *in* Patrice Guennifey et Thierry Lentz (dir.), *La fin des empires*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2017 [2016], p. 531.

asiatique ; d'Ouvarov et Nicolas I$^{er}$ ; de Goumilev et des eurasistes pour qui la Russie est fondamentalement eurasiatique et non européenne ; de Douguine, dont l'influence doit être fortement relativisée, mais pas écartée. Nous avons vu également le profil des membres du cercle le plus rapproché de Poutine et des personnalités qui pèsent le plus dans le régime au pouvoir. Tous sont, par leur nationalisme, leur conservatisme ou leur mentalité héritée du soviétisme, opposés à l'Europe telle que nous la connaissons.

L'inimitié, l'hostilité envers l'Europe moderne et l'Occident ne sont pas qu'un élément de la rhétorique du régime russe : elles sont au cœur de son corpus idéologique. Le nationalisme, l'autoritarisme, le militarisme, ne servent pas qu'à donner à la démocrature poutinienne des habits césariens, celle-ci les a chevillés au corps. Le choix d'un profond conservatisme sociétal n'est pas qu'un calcul électoral, il vise à conserver et redonner vie à l'âme russe traditionnelle. Quoiqu'il en soit, l'idéologie composite de la Russie de Vladimir Poutine semble avoir trouvé une certaine maturité, et elle semble être là pour durer. Du moins, le gouvernement entend s'y fixer, ce qui n'augure pas d'un prochain apaisement des tensions avec l'Occident. Qu'en est-il de la population russe ? S'il fallait résumer, nous pourrions dire que la vision du Kremlin ne fait plus véritablement consensus, mais a encore de beaux jours devant elle. On peut se risquer à dire que la Russie pourrait confirmer le choix d'une « voie russe » authentique qui survivra globalement à Poutine, que celui-ci quitte le pouvoir en 2036 ou avant.

À la soif de changement qui grandit au sein de la société russe, s'ajoutent divers signaux faibles montrant d'un côté une volonté (minoritaire) de liquider le poutinisme pour se tourner vers des valeurs plus proches de celles des démocraties libérales, de l'autre des velléités (bien plus répandues) de s'éloigner encore de l'Occident

sur les plans politique, culturel et sociétal, la majorité des Russes se situant entre les deux ou faisant montre d'une attitude attentiste, qu'elle soit enthousiaste ou résignée. La résignation était précisément l'un des termes qui correspondaient le mieux à l'état d'esprit de la société soviétique : c'est redevenu le cas pour la société russe contemporaine. Or, si une majorité de Russes n'est probablement pas demandeuse d'une radicalisation extrême du régime au pouvoir et de leur société, une majorité d'entre eux y serait aussi probablement résignée. Tout un pan de la population russe, qu'il représente le quart ou le tiers de cette dernière, est prêt à embrasser un tel agenda, et pas seulement auprès des catégories les plus âgées.

Le régime russe ne semble pas s'orienter vers une politique plus modérée, qui prioriserait les besoins plus classiques de la population sur ses ambitions impériales, et acceptant un dégel de la société qui s'accompagnerait immanquablement d'une détente à l'extérieure. Le plus probable est que le régime russe se dirige vers une radicalisation supplémentaire, et qu'il favorise une dérive extrêmement dangereuse de la société russe. Malgré les dynamiques contraires qui traversent la société russe, la majorité des Russes suivront probablement leurs dirigeants dans une telle voie, achevant la transition du pays d'une démocrature vers une authentique dictature. Et la majorité d'entre eux suivront en conséquence le régime dans une aventure extérieure, qui pourrait se solder par une guerre en Europe.

Chapitre 4

# De la réhabilitation de l'URSS à la guerre des mémoires : quand l'histoire revient en force

Conflits en cours ou potentiels, imaginaires politiques ou religieux, divisions entre et au sein des peuples : au XXI^e^ siècle, l'histoire et la mémoire sont omniprésentes. « Le passé change le monde », pour reprendre le sous-titre de l'excellent livre de Bruno Tertrais *La Revanche de l'Histoire*[244].

Il en va ainsi du poids des héritages historiques dans les ambitions nationales entretenues par certains autocrates avérés (Poutine, Xi, Erdogan ou encore les *mollahs* iraniens) comme par des dirigeants démocratiques soucieux de réparer des torts réels ou supposés (ainsi du projet de révision de la Constitution pacifiste du Japon porté par Shinzo Abe et ses successeurs) ou en pleine dérive populiste (Narendra Modi, Benjamin Nétanhyaou, voire Viktor Orban avec les « Hongrois d'outre-

[244] Bruno Tertrais, *La Revanche de l'Histoire :comment le passé change le monde*, Paris, Odile Jacob, 2017, rééd. 2019.

frontières »[245]). S'agissant des démocraties occidentales, cette instrumentalisation du passé, qu'il soit fantasmé ou refoulé, est croissante dans le débat public : mythification et relecture identitaire de l'histoire qui infusent dans une partie de la droite, entre éternel retour de la nécessité d'un « roman national » et idéalisation du passé ; revanchisme historique falsificateur des « décoloniaux », « indigénistes », racialistes et autres courants qui animent une partie de la gauche et noyautent les milieux universitaires, augurant de graves conséquences pour la cohésion nationale dans des pays comme la France. Or, cette omniprésence de l'histoire et de la mémoire se mesure particulièrement en Russie et dans l'espace post-soviétique.

Vient d'abord la question de la capacité à assumer le passé. On connaît l'exemple du Japon, où une part (difficile à évaluer) de la population cultive ce qu'Amélie Nothomb qualifie dans son roman *Stupeur et tremblements* de « révisionnisme soft[246] » : des politiciens issus de l'aile nationaliste du Parti libéral-démocrate ou affiliés au *lobby* Nippon Kaigi refusent toujours d'assumer les crimes contre l'humanité commis par leur pays durant la Seconde

[245] Les « Hongrois d'outre-frontières » (*határon túli magyarok*) sont les descendants des Hongrois ethniques qui se sont retrouvés hors des frontières de la Hongrie contemporaine après que le Traité de Trianon de 1920 ait diminué de deux tiers la superficie de la « Grande Hongrie », coupant ainsi 30% de la population hongroise de sa patrie d'origine. Alors que l'écrasante majorité des Hongrois, comme le montraient encore diverses études à l'occasion du centenaire du Traité de Trianon en juin 2020, considèrent cet épisode comme une tragédie, Budapest essaye de ramener les *határon túli magyarok* dans son giron, notamment en leur facilitant l'accès à la citoyenneté. La situation est cependant difficilement comparable à celle des *russkiji* car l'on imagine mal la Hongrie tenter d'annexer la Transylvanie ou le sud de la Slovaquie...

[246] Amélie Nothomb, *Stupeur et tremblements*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 145.

Guerre mondiale et s'affichent ostensiblement au sanctuaire de Yasukuni Jinja où sont aussi honorées les âmes des criminels de guerre ; les groupes ultranationalistes (Uyoku dantai, Issuikai...), bien que marginaux, y ont pignon sur rue. À un degré moindre, le Japon a connu l'équivalent des procès de Nuremberg et de la dénazification en Allemagne, et la très grande majorité de la population reste attachée au pacifisme même si les lignes commencent à bouger face aux nouvelles menaces pour la sécurité dans la région. Malgré des polémiques persistantes, le Japon sait regarder son histoire en face, jusque dans ses heures les plus sombres. Ce n'est pas le cas de la Russie, qui n'a comme nous le verrons jamais mené de véritable examen de conscience national sur les crimes de l'URSS. On connaît aussi l'exemple de la Turquie, qui à l'exception (et encore) de la « Turquie blanche[247] », a de sérieuses difficultés à assumer les atrocités commises au cours de son histoire, des actes de barbarie de l'Empire ottoman aux génocides et nettoyages ethniques du XX$^{e}$ siècle, de la répression inhumaine contre les Kurdes sous Atatürk aux exactions commises contre ce même peuple sous Erdogan. On connaît, enfin, le rôle que jouent ces questions historiques dans les tensions d'aujourd'hui, et dans les potentiels conflits de demain (dans l'exemple turc, de premiers affrontements sont déjà là ; dans l'exemple japonais, le caractère irréconciliable

[247] L'opposition entre « Turquie noire » et « Turquie blanche » est grossièrement l'équivalent de la division de notre pays entre la « France périphérique » et la France aisée et bien intégrée dans la mondialisation, en comportant une dimension religieuse plus marquée et un fort antagonisme entre les côtes urbanisées et l'intérieur de l'Anatolie. La « Turquie blanche », bien que d'abord aisée, regroupe aussi des catégories populaires et se distingue sur le plan identitaire et mémoriel par une plus grande ouverture au monde et une opposition à la vision national-populiste et islamiste d'Erdogan.

des mémoires de la Seconde Guerre mondiale contribue à rendre crédible l'hypothèse d'un affrontement futur avec la Chine). Il y a de même un véritable problème mémoriel en Russie, comme dans le reste de l'ex-URSS, vis-à-vis notamment du passé soviétique : le révisionnisme et le négationnisme dans cette région sont moins connus que les exemples turc et japonais, mais ils sont pourtant extrêmement répandus et soutenus par un pouvoir obsédé par la réécriture de l'histoire.

Vient ensuite la question des conflits mémoriels et du rôle des traumatismes passés dans la résurgence de tensions capables de dégénérer entre la Russie et ses voisins. « Les morts gouvernent les vivants », disait Ernest Renan : à l'instar de l'Asie-Pacifique, du Golfe et du sous-continent indien, la périphérie Est de l'Union européenne est susceptible de voir le vent de l'histoire y rallumer les braises laissées par les incendies passés.

La Russie est obsédée par les gloires, souvent magnifiées, de son histoire ; ses voisins sont surtout sensibles aux aspects plus difficiles de leur passé commun avec la Russie. Au lieu de voir en l'omniprésence de l'histoire dans la société russe une incapacité de celle-ci (ou en tout cas du pouvoir) à se projeter dans l'avenir, il faut au contraire y voir comme dans d'autres régions du monde une grille de lecture pour comprendre les prochaines décennies.

## *Les Russes restent davantage prisonniers de la Guerre froide que les Occidentaux*

S'il y a bien un un lieu commun absolu dans l'approche de la Russie contemporaine, sans doute est-ce le rappel du fait que « la Russie n'est pas l'URSS ». Les

principaux points de comparaison sont connus. Il y a une différence ontologique entre l'URSS et la Fédération de Russie : au-delà de la superficie, de la population et du rang international supérieurs de l'Union soviétique, cette dernière était un Parti-État se considérant comme la Patrie des Travailleurs là où la Russie contemporaine est un État-nation (ou plus précisément un État multinational) comme les autres, malgré son rôle de protectrice des millions de Russes vivant dans « l'étranger proche ». Moscou n'est plus le centre d'un bloc idéologique planétaire, malgré son aspiration à peser dans la bataille des idées au niveau international. Quoique l'on pense du régime de Vladimir Poutine, on ne peut sérieusement le comparer à la dictature totalitaire qui a prévalu durant presque toute la période soviétique. L'influence et l'activité de la Russie chez ses voisins n'est pas comparable au contrôle direct qu'exerçait Moscou du temps où l'URSS englobait l'Asie centrale, le Caucase, l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie et les États baltes. La Russie ne dispose ni d'un « glacis sécuritaire » en Europe, avec des armées entières stationnées sur le rideau de fer, ni d'une alliance telle que le Pacte de Varsovie. Enfin, la puissance militaire russe est certes formidable, croissante et de plus en plus susceptible d'équilibrer certains rapports de forces avec les Occidentaux en Europe, elle n'est pas de même nature que la superpuissance soviétique. Bref, amalgamer la Russie à l'URSS a peu de sens, on ne reviendra pas là-dessus.

On aurait peut-être tort en revanche de croire qu'entre les Occidentaux et les Russes, ce sont les premiers qui restent bloqués dans les logiques de la Guerre froide. Ne lit-on pas souvent que les Américains et Européens continueraient de voir la Russie comme l'avatar de l'URSS, par instrumentalisation politique ou incompréhension de ce qu'est devenu ce pays ? Le fait que l'OTAN n'ait pas tardé à s'étendre aux frontières de la Russie, à contenir et repousser son influence le plus loin

possible quand Moscou ne montrait pas de signes particulièrement hostiles, ne serait-il pas la preuve que l'Occident continuait la Guerre froide malgré la disparition du bloc communiste ? Sans doute y a-t-il là une part de vérité. Il apparaît en réalité que les Russes, et leurs dirigeants davantage encore, sont bien plus conditionnés par le cadre mental de la Guerre froide que les Occidentaux. D'abord, par une forme de regret vis-à-vis de l'URSS, en dépit de toutes les atrocités commises au nom de la dictature du prolétariat. Ensuite, par des relents de mentalité soviétique, la persistance d'un cadre de pensée et d'une vision du monde héritées de l'URSS. Enfin, par une réhabilitation de plus en plus large de la période soviétique jusque dans ses aspects les plus sombres.

## *La nostalgie de l'URSS dans la population russe : fondements et réalités*

Rappelons d'abord que la chute de l'URSS n'a pas été vécue de la même manière par ses habitants que par ceux des États « satellites » de Moscou ; les Baltes, qui ont unanimement vécu ce processus comme une libération, font exception. Pour la grande majorité des Soviétiques, russes ou non, la chute du communisme a été perçue comme un bienfait, malgré une nostalgie rapide pour les quelques éléments positifs de la période, comme des services publics souvent mieux financés, des conquêtes sociales, l'émancipation des femmes, l'héroïsation des ouvriers et paysans malgré des conditions de vie pénibles, des inégalités moindres, une *nomenklatura* détestée mais bien moins prédatrice des richesses du pays que l'oligarchie actuelle... Mais la disparition de l'URSS en

que superpuissance fondée sur l'unité politique de l'Eurasie, elle, a été beaucoup plus mal vécue qu'on ne l'imagine souvent. Pour les habitants des RSS européennes, caucasiennes ou asiatiques, l'indépendance de Moscou a été un nouveau départ émancipateur, qui a cependant coïncidé avec la fin de l'appartenance à un ensemble politique puissant et rayonnant sur toute la planète. Pour les Russes, l'effondrement de l'URSS a été perçu non seulement comme un déclassement extrêmement brutal, mais aussi comme un dépeçage de leur propre pays puisque la Russie, elle-même multiethnique, s'était toujours vécue au centre d'un empire qu'elle dominait sans que les Russes ethniques y soient dominants sur le plan démographique.

On oublie souvent un élément clé dans le processus d'effondrement de l'URSS : les citoyens ont été consultés sur le futur de l'Union dans ce qui fut sans doute le seul scrutin libre et honnête de l'histoire soviétique, et ils se sont prononcés à une écrasante majorité pour que l'URSS continue d'exister. Le 17 mars 1991, un référendum s'est tenu dans toutes les républiques soviétiques déjà indépendantes à l'exception des États baltes, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Arménie qui avaient déjà pris le large. La question posée aux électeurs portait sur le maintien de l'URSS sous une forme plus respectueuse de la souveraineté et de l'égalité des États fédérés, avec un régime politique garantissant les libertés. Les près de 150 millions d'électeurs appelés aux urnes se prononcèrent à 77,8% en faveur d'une telle solution, avec un taux de participation de plus de 80% ; tout montre que ce scrutin s'est tenu dans des conditions honnêtes et que les résultats l'étaient tout autant. À noter qu'avec « seulement » 73% de votes favorables, la Russie était la république soviétique la moins enthousiaste à l'idée de préserver l'URSS, après l'Ukraine (71%), les autres ayant voté à plus de 80-90% pour conserver l'Union. Le score inférieur du « oui » au

maintien de l'Union en Russie s'explique en partie par la lassitude d'avoir à entretenir un fardeau impérial qui reposait largement sur les épaules de la Russie, et sur le souhait de voir émerger une Russie indépendante dont beaucoup pensaient qu'elle conserverait certains territoires peuplés de Russes qui sont finalement restés sous la souveraineté des nouveaux États post-soviétiques. Un traité remplaçant celui qui avait acté la naissance de l'URSS en 1922 devait être signé à la suite de cette consultation. La première mouture de ce traité, présentée en juillet 1991, prévoyait le nom d'Union des Républiques souveraines soviétiques (ce qui aurait permis de préserver à la fois les initiales de la précédente union, CCCP en cyrillique, et le terme usuel d'Union soviétique). Le terme d'Union des États souverains fut finalement retenu. Le putsch raté d'août 1991 et la sécession *de facto* de la Russie enterrèrent définitivement le projet de préserver l'Union, qui fut formellement dissoute le 26 décembre 1991. Décrite comme une tentative de faire revivre ce projet, la Communauté des États indépendants lancée la même année ne sera jamais qu'une coquille vide, au grand regret de nombre de citoyens d'ex-URSS nostalgiques de l'unité politique de l'Eurasie.

A noter également que les Russes ont probablement voté en majorité à l'élection présidentielle de 1996 pour le candidat du Parti communiste ! Boris Eltsine a en effet sans doute perdu l'élection contre Guennady Ziouganov, au terme d'une campagne hallucinante décrite par Tania Rakhmanova dans *Au cœur du pouvoir russe*[248], et n'a été reconduit à la présidence que grâce à des fraudes massives. Si l'élection s'était déroulée d'une manière régulière, la Russie aurait réélu un président communiste ; comme l'avait montré

[248] Tania Rakhmanova, *Au cœur du pouvoir russe*, Paris, La Découverte, 2014.

l'engouement suscité par son déplacement à Davos, Ziouganov était pris au sérieux par de nombreux partenaires internationaux de Moscou. Le candidat ne prônait pas un marxisme doctrinaire et son programme, flou, ne prévoyait pas la restauration complète du modèle d'avant 1989 : son message portait sur la rupture avec le chaos de la transition postcommuniste et l'enrichissement d'une poignée d'oligarques sur le dos de la population, la restauration de l'âme soviétique, et la préservation de certains acquis sociaux. Toutes les enquêtes d'opinions des années 1990 montrent d'ailleurs que les Russes, outre la fin de la dictature du Parti, étaient heureux de découvrir la société de consommation (bien plus que de basculer dans la démocratie ; comme l'écrit Svetlana Alexievitch dans *La Fin de l'homme rouge* : *« Ce n'est pas sur la liberté qu'on s'est précipités, mais sur les jeans. Sur les supermarchés.* […] *Nous étions un grand peuple ! On a fait de nous des trafiquants et des pillards… Des marchands de tapis et des managers*[249]*… »*), mais craignaient de voir l'héritage soviétique être liquidé trop rapidement. En 2019, 59% des Russes estimaient que l'État soviétique prenait à l'époque soin de la population[250], là où l'État russe contemporain est à bien des égards moins protecteur comme l'a tragiquement confirmé la crise du Covid-19 en 2020. Le mouvement social consécutif à l'impopulaire réforme des retraites en 2018 a d'ailleurs été l'occasion pour une partie de l'opposition de mettre en avant certains « acquis sociaux » de l'époque communiste menacés par le gouvernement et la majorité au pouvoir.

---

[249] Svetlana Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge*, Paris, Actes Sud, 2013, p. 62-63.

[250] « Most Russians Say Soviet Union 'Took Care of Ordinary People' – Poll », *The Moscow Times*, 24 juin 2019, https://www.themoscowtimes.com/2019/06/24/most-russians-say-soviet-union-took-care-of-ordinary-people-poll-a66125

Une étude de décembre 2018 montrait que les Russes se disaient à 66% nostalgiques de l'URSS[251], au plus haut depuis le record 2005 où l'on recensait 65% de nostalgiques. Une minorité de citoyens soviétiques croyaient à l'avènement de la société sans classes, à la dictature du prolétariat comme son stade préliminaire, au catéchisme révolutionnaire. En revanche, une large majorité d'entre eux croyaient au rêve soviétique, à l'avenir d'une superpuissance qui avait vaincu le Troisième Reich, étonné le monde par ses prouesses scientifiques, avec un territoire, une population, et (croyait-on) une armée supérieurs à ceux des États-Unis. Pour des millions de Soviétiques, la fierté reposait moins dans le fait d'être la Patrie des Travailleurs et le berceau de la révolution, que dans celui d'être tout simplement un phare planétaire à la tête d'un bloc dont l'idéologie, même critiquable, était la seule alternative à celle de l'Occident. Le sentiment de nombreux Russes fait écho à ces paroles de *Fait en URSS*, l'un des principaux tubes du chanteur populaire Oleg Gazmanov (qui est aussi avec Nikolaï Rastorgouïev, chanteur du groupe Lyube dont Vladimir Poutine est « fan » à l'image de millions de ses compatriotes, l'un des principaux relais du discours du Kremlin sur la scène artistique russe contemporaine) : *« L'Ukraine et la Crimée, la Biélorussie et la Moldavie / C'est mon pays!* [...] *Le Kazakhstan et le Caucase, ainsi que les États baltes... / C'est mon pays! / Je suis né en Union soviétique, J'ai été fait en URSS! (bis) Les Riourikides, les Romanov, Lénine et Staline / C'est mon pays!* [...] *Joukov, Souvorov, moissonneuses-batteuses, torpilles / C'est mon pays! Oligarques et mendiants, grandeur et décadence / Le*

[251] Tom Balmforth, « Russian nostalgia for Soviet Union reaches 13-year high », *Reuters*, 19 décembre 2018, https://www.reuters.com/article/us-russia-politics-sovietunion-idUSKBN1OI20Q

*KGB, le MIA* [ou MVD, Ministère de l'Intérieur pourtant actif dans la répression sous l'URSS, NDLR] *et la grandeur scientifique... Je suis né en Union soviétique, J'ai été fait en URSS! (bis)* [...] *Même l'Europe est devenue une Union ! / Ensemble, nos ancêtres ont combattu à la bataille, Ensemble, la Seconde Guerre mondiale a été gagnée, Ensemble, nous sommes le plus grand pays ! Les frontières nous étouffent, on ne peut aller nulle part sans visa! / Comment allez-vous* [les citoyens d'ex-URSS] *sans nous* [les Russes] *? Répondez, mes amis! / Je suis né en Union soviétique, J'ai été fait en URSS! Je suis né en Union soviétique (bis)* [...][252] *»*. À sa sortie en 2005, la chanson avait suscité un engouement en Russie et un tollé aux pays baltes[253], illustrant la concurrences des mémoires entre des Russes nostalgiques de la grandeur soviétique et d'autres peuples pour qui celle-ci était synonyme d'une occupation brutale.

Que nous dit la nostalgie de l'URSS dans la Russie de Vladimir Poutine ? Ce que regrette d'abord Poutine, c'est le patriotisme et la dévotion envers un pays alors bien plus vaste que la Russie, envers une superpuissance fière d'elle. C'est de cela dont sont nostalgiques des dizaines de millions de Russes, qui ont eu le sentiment qu'avec la mort de l'Union soviétique, on leur avait volé un futur qui devait malgré tout être fait de progrès, de grandeur et d'espoir, après tant de souffrances. Il n'est pas étonnant d'entendre le président russe répéter qu'on ne pourra jamais dire que tous ceux qui ont grandi comme lui en URSS, ou plus encore ceux qui sont morts pour elle, ont

---

[252] Saluton, « Sdelan v SSSR », Lyrics Translate, 8 février 2015, https://lyricstranslate.com/fr/sdelan-v-sssr-сделан-в-ссср-made-ussr.html

[253] Erin E. Arvedlund, « Russian pop star in tune with the U.S.S.R. », *The New York Times*, 9 mai 2005, https://www.nytimes.com/2005/05/09/world/europe/russian-pop-star-in-tune-with-the-ussr.html

vécu une vie inutile, pour rien, cru en des idéaux et des repères collectifs qui ne rimaient à rien : il a objectivement raison.

### *La remise à l'honneur de l'URSS : d'une commémoration historique à un imaginaire néosoviétique*

C'est la raison pour laquelle la première expression d'une réhabilitation de l'héritage soviétique qui s'est accentuée sous Poutine se trouve dans les symboles nationaux. À la chute de l'URSS, la jeune Fédération de Russie s'était dotée d'un hymne largement tombé dans l'oubli depuis, la *Chanson patriotique*. En 2000, Poutine a restauré l'emploi de l'hymne soviétique composé en 1944 par Alexandre Aleksandrov, conservant la même mélodie avec de nouvelles paroles écrites par Sergueï Mikhalkov qui était déjà l'auteur de la version soviétique. La mélodie de l'hymne soviétique étant populaire dans le monde entier, symbole d'une époque révolue où l'URSS concourait aux grandes compétitions sportives comme à la course à l'espace, on comprend que sa restauration ait été saluée par la population russe malgré la controverse. Cette décision s'inscrivant dans l'optique de faire de la Russie l'héritière de l'ancienne gloire soviétique se retrouve dans d'autres États postsoviétiques, la Biélorussie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ayant restauré les hymnes « régionaux » des républiques soviétiques qui les ont précédé.

Autre symbole particulièrement sensible : la grandeur militaire soviétique. Le 9 mai, lors du défilé du jour de la Victoire contre le Troisième Reich, les armées russes font parfois défiler des centaines d'hommes portant

l'uniforme de la Seconde Guerre mondiale aux côtés de troupes en uniforme contemporain arborant le drapeau soviétique. Au vu du coût humain monstrueux de la victoire contre le nazisme et du prestige qu'en retire à juste titre la Russie, un tel hommage est aisément compréhensible (un peu comme si la France faisait défiler des soldats en uniformes de 14-18 pour le 11 novembre). La Russie organise régulièrement des *revivals* de ce type, à l'instar de la parade du 7 novembre 2016 (pour les 75 ans du célèbre défilé qui avait eu lieu sur la place Rouge de 1941, juste avant la Bataille de Moscou) qui avait mis en scène des soldats grimés en « partisans » (résistants) et civils armés. Malgré tous les aspects négatifs liés à l'Armée rouge (massacres durant la Guerre civile russe, agression des voisins de l'URSS avant 1941, mépris inouï de la vie de ses propres soldats et des civils soviétiques durant la Seconde Guerre mondiale, occupation et répression des territoires « libérés » après 1945...), on comprend que les Russes tiennent à lui rendre hommage.

Cependant, comme le rappelle Michel Eltchaninoff, la mémoire de la victoire soviétique contre le nazisme sert aussi à légitimer une sorte de « supériorité morale » de la Russie dans les relations internationales[254]. Dans *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*[255], Galia Ackerman montre que le renforcement de la commémoration de la Grande Guerre patriotique s'inscrit dans le message suivant : le peuple russe a vaincu le Mal, il incarne donc le Bien ; c'est l'URSS de Staline qui a remporté cette victoire au prix d'un sacrifice unique dans l'histoire, elle était donc également du côté du Bien, et son dirigeant aussi. Héritière et continuatrice de cette

[254] Michel Eltchaninoff*, Dans la tête de Vladimir Poutine*, *op. cit.*, p. 21.

[255] Galia Ackerman, *Le Régiment immortel. La guerre sacrée de Poutine*, Paris éd. Premier Parallèle, 2019.

œuvre bénéfique, la Russie de Poutine doit être soutenue ; ses opposants sont les ennemis des forces du Bien (ce que certains dirigeants de l'Église orthodoxe russe n'hésitent pas non plus à rappeler dans un sens religieux manichéen), et les puissances s'opposant aux intérêts stratégiques de la Russie s'opposent au vainqueur du nazisme (la Géorgie, l'Ukraine, l'Union européenne et l'OTAN ayant chacune à sa manière été associées au fascisme). Le fait que le Kremlin et ses porte-paroles officieux soient si prompts à qualifier de nazis nombre de dirigeants occidentaux (à commencer par les dirigeants ukrainiens et l'armée du pays) trouve en partie sa source dans cette relecture de l'histoire. Surtout, la célébration de la gloire de l'Armée rouge déborde de plus en plus largement la seule commémoration du sacrifice de 1941-1945 et se mue en résurrection de l'imaginaire militaire soviétique à tous les niveaux. Par le réemploi des symboles de l'Armée rouge ou la nostalgie de l'URSS comme superpuissance, la Russie contemporaine glorifie la puissance militaire soviétique qui terrifiait l'Occident et protégeait la patrie russe de celui-ci, en y ajoutant désormais la proximité avec la Chine, qui est à la fois voisine idéologique de la défunte URSS et nouvelle championne de l'opposition à l'Occident.

Si la réhabilitation du passé soviétique se limitait au souvenir d'une grandeur perdue et à l'entretien d'un folklore, il n'y aurait pas vraiment lieu de s'inquiéter. Cela dit, la Russie a franchi le pas de la reconquête d'une terre revendiquée pour des raisons historiques et progressivement rétabli un régime autoritaire légitimé par l'idée que l'histoire montrait que le pays avait besoin d'une « main forte ». Depuis plus d'une décennie, elle franchit une nouvelle étape en réécrivant son passé soviétique, dans une voie préoccupante qui mêle révisionnisme et apologie du totalitarisme.

## *Staline réhabilité, les crimes communistes relativisés : le tournant révisionniste russe*

S'il fallait donner un visage aux aspects les plus sombres et inhumains de l'héritage soviétique, ce serait celui de Staline. Le « petit père des peuples » est unanimement considéré en France et en Europe comme l'un des plus grands criminels de masse du XX$^{e}$ siècle, aux côtés d'Hitler et de Mao. On pourrait s'attendre à ce qu'il en soit de même en Russie, quitte à ce que les quelques aspects positifs de son règne (car il y en a tout comme il y en a chez Mao, de l'alphabétisation à l'augmentation de l'espérance de vie, en passant par l'obtention d'un plus grand rôle sur la scène internationale et de vraies réussites industrielles) y soient plus mis en avant. C'est une erreur : Staline et son bilan macabre n'ont jamais fait l'objet d'un rejet massif de la part de la population. Il est de plus en plus remis à l'honneur, y compris par Poutine qui contribue à sa réhabilitation (Lénine, lui, est retiré de son piédestal : l'inverse de ce que l'on voit en France où certains pensent naïvement que Lénine serait plus louable que Staline, alors qu'il est son prédécesseur et inspirateur en tout ou presque).

En 2019, un sondage montrait que plus de 70% des Russes avaient une image favorable de Staline (54% en 2016)[256] ; 19% seulement le voyaient sous un jour négatif. Deux ans plus tôt, un autre sondage rapportait que seuls 39% des Russes considéraient la répression stalinienne de 1937-1938 comme un « crime politique » injustifiable,

[256] « Stalin's Approval Rating Among Russians Hits Record High – Poll », *The Moscow Times*, 16 avril 2019, https://www.themoscowtimes.com/2019/04/16/stalins-approval-rating-among-russians-hits-record-high-poll-a65245

contre 67% en 2012[257]. En 2018, une étude dévoilait que 47% des Russes de 18-24 ans n'avaient pas entendu parler des répressions staliniennes (80% de la population globale en ayant alors connaissance)[258]. Une tendance qui devrait s'accentuer du fait du rôle de l'enseignement public. L'ancienne ministre de l'Éducation Olga Vasilyeva (remplacée début 2020 par Sergueï Kravtsov), qui a contribué à renforcer le lien entre école publique et orthodoxie, a aussi eu carte blanche pour réhabiliter la mémoire du tyran rouge auprès des jeunes générations. Les crimes staliniens sont présentés dans les programmes scolaires comme les dommages collatéraux de la modernisation et de l'unification du pays, sans insister sur la nature et l'ampleur des déportations et massacres. Dans la Russie actuelle, on célèbre l'homme fort ayant conduit le pays à la victoire contre Hitler (il est vrai que Staline a joué un rôle plus important dans la victoire qu'on ne l'a longtemps cru dans l'historiographie occidentale), mais aussi l'homme qui a achevé la construction de l'empire soviétique, qui a considérablement accéléré sa modernisation (notamment sur les plans industriel et militaire), et sous l'égide de qui l'URSS a finalement accédé au rang de superpuissance. Le bilan de Staline est enjolivé, mais ce sont surtout ses crimes de masses qui sont relativisés ou tus dans des proportions inquiétantes. Au sein du nouveau « roman national » russe, Staline est de plus en plus intégré dans une histoire large qui le range aux côtés des grands *tzars*. Le tyran rouge est vu comme

[257] Katarzyna Chawrylo, « Stalin in contemporary Russia: admired and required », Centre for Eastern Studies, 31 octobre 2017, https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2017-10-31/stalin-contemporary-russia-admired-and-required#_ftnref15

[258] « Half of Russian Youth Say They're Unaware of Stalinist Repressions – Poll », *The Moscow Times*, 5 octobre 2018, https://www.themoscowtimes.com/2018/10/05/half-russian-youth-say-theyre-unaware-of-stalinist-repressions-poll-a63104

un dirigeant visionnaire à la suite d'Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Catherine II ou encore Nicolas I[er]. Un sondage de 2017[259] indiquait même que Staline était perçu par les Russes interrogés comme la figure publique « la plus remarquable » du monde, suivi de Poutine et du grand écrivain Alexandre Pouchkine (*ex aequo*), Lénine étant à la quatrième place. Depuis la fin des années 2000, on inaugure à nouveau des statues à la gloire du « petit père des peuples ».

Même l'Église orthodoxe proche du pouvoir, pourtant critique du passé communiste, commence à participer à cette entreprise de réhabilitation : en avril 2020, les autorités religieuses concernées estimaient « parfaitement approprié » que Staline soit représenté dans une gigantesque église à la gloire de l'armée russe, sur une mosaïque aux côtés de Poutine, Xi Jinping, Gerassimov, Choïgou ou d'un hommage à l'annexion de la Crimée[260], avant que le Kremlin ne fasse pression en mai pour que Poutine et ses lieutenants soient retirés de la fresque. Construite pour commémorer le sacrifice soviétique durant la Grande Guerre patriotique, cette « Cathédrale des Forces armées russes » au clocher de 95 mètres de haut, située dans un complexe proche de Moscou (le Parc patriotique) intégralement dédié au culte de la puissance militaire russe, semble être un sanctuaire idéologique de la Russie de ce début de XXI[e] siècle... Du temps même de l'URSS, la population considérait que c'était la vieille Russie qui avait gagné la guerre contre le Troisième

[259] « Stalin Named World's 'Most Remarkable' Public Figure — Poll », *The Moscow Times*, 26 juin 2017, https://www.themoscowtimes.com/2017/06/26/stalin-named-worlds-most-remarkable-public-figure-poll-a58262

[260] « Frescos of Putin, Stalin to decorate new Russian military temple », *Georgian journal*, 25 avril 2020, https://www.georgianjournal.ge/usa-news/36531-frescos-of-putin-stalin-to-decorate-new-russian-military-temple.html

Reich, et que Staline avait libéré l'âme russe dans la tourmente après l'avoir tant défigurée. Lors de son discours du 7 novembre 1941 sur la Place Rouge, qui préfigurait la contre-attaque victorieuse de Joukov, Staline avait convoqué le souvenir des tzars et des héros de l'histoire russe face aux hordes nazies. Après vingt-quatre ans de répression anti-religieuse et de lutte contre le sentiment national « réactionnaire et petit-bourgeois » (« du passé, faisons table rase… »), la propagande soviétique montrait à nouveau des mères de famille se signant et priant pour les soldats montant au front, et dressait un parallèle jusque-là proscrit entre la lutte pour l'Union soviétique et la défense de la patrie sur le modèle des vieux ancêtres. Désormais, Staline est l'un de ces « vieux ancêtres ». Comment en est-on arrivé là ?

Les Russes sont confrontés à un véritable problème mémoriel vis-à-vis du passé soviétique : un passé qui ne passe pas. Ou plutôt, un passé dont on expurge autant d'aspects sombres qu'on en magnifie d'autres plus lumineux. Surtout, la relativisation des crimes de l'URSS est un phénomène croissant, alors qu'il y a dix ans, le débat public faisait davantage la part des choses entre la grandeur soviétique et les quelques aspects positifs du régime, et les horreurs commises en son nom.

La Russie assume de plus en plus ce passé soviétique, mais de moins en moins les heures sombres de celui-ci. À titre d'exemple, les manuels scolaires accordent une place toujours plus réduite à la répression de la population par le pouvoir communiste. Pire, l'asservissement de dizaines de millions d'êtres humains est présenté comme un mal nécessaire, un dommage collatéral dans une politique ambitieuse de modernisation de l'Union soviétique. Les goulags auraient permis de mettre en valeur et développer les territoires sibériens ; la terreur ne se serait vraiment déchaînée que jusqu'en 1938 (fin de la Grande Terreur), voire 1953 (mort de Staline),

alors que la répression de masse a continué jusqu'à la fin de l'URSS, fût-elle moins brutale que sous Staline ; les arrestations et les exécutions arbitraires auraient été des abus commis en bas de l'échelle, non une politique nationale (elles constituaient en vérité un mode de gouvernement depuis Lénine) ; ou bien ces pratiques autoritaires seraient justifiables au prétexte que le pouvoir communiste souhaitait moderniser le pays, quitte à recourir à la manière forte. Veronika Dorman résume ainsi la situation mémorielle de la Russie : *« Les Russes n'ont jamais eu de commission de réconciliation nationale, ni de «Nuremberg». Les victimes ont été parfois réhabilitées, mais les bourreaux n'ont jamais été vraiment désignés. Plus de vingt ans après la chute du régime communiste, la société russe ne parvient toujours pas à se mobiliser pour repenser son histoire en profondeur et de façon critique. Le discours officiel, tout à l'autocélébration, semble éloigner définitivement la possibilité d'un repentir collectif. Les crimes du régime sont évincés par la sublimation des épisodes nourrissant l'orgueil national, principalement la Seconde Guerre mondiale. L'image de Staline, le vainqueur du nazisme, le grand modernisateur, le «bon manager», est idéalisée ; la dimension substantiellement répressive et criminelle de son régime est, elle, minorée.*[261] »

Nous avons évoqué plus haut la mystification de la victoire soviétique contre les nazis en une victoire du « Bien » sur le « Mal ». Évidemment, celle-ci oublie ou nie le fait que l'URSS s'est à un moment trouvée du côté du « Mal » ou l'a parfois laissé se déchaîner sans réagir. Les Soviétiques (ou plus précisément les cadres du

[261] Veronika Dorman, « URSS : Denis Karagodine aux trousses des tueurs de son aïeul », *Libération*, 8 décembre 2016, https://www.liberation.fr/planete/2016/12/08/urss-denis-karagodine-aux-trousses-des-tueurs-de-son-aieul_1533967

pouvoir communiste) ont arrêté, déporté ou exécuté des résistants au nazisme qui refusaient d'être occupés par un nouveau régime totalitaire et des héros comme Raoul Wallenberg (qui a sauvé plus de 20 000 Juifs), laissé les révoltés de Varsovie se faire massacrer par les Allemands alors que l'Armée rouge à proximité était en mesure de leur venir en aide (les historiens estiment que c'était intentionnel), ont fait preuve d'une inaction coupable lorsqu'il était possible de sauver des dizaines de milliers de Juifs russes, baltes, biélorusses ou ukrainiens dont ils avaient compris le sort que leur réservaient les nazis. Des Juifs qui avaient visiblement le malheur de ne pas être suffisamment conformes au projet de société communiste, et dont l'élimination physique arrangeait certains cadres locaux du Parti... Le tout en conduisant déportations de groupes ethniques (remplacés par des Russes) et massacres de masse, en tentant de liquider une partie de l'élite et de l'héritage culturel de pays comme la Pologne, au nom d'objectifs qui n'avaient rien à voir avec ceux du nazisme, mais avec des méthodes et des proportions que beaucoup d'habitants d'Europe centrale et orientale ont assimilé à celles des nazis.

Qu'importe, tout cela est passé son silence, tout comme le pacte Hitler-Staline (fût-il temporaire et voué à être un jour rompu par l'une ou l'autre partie), le partage de l'Europe orientale, la fourniture en masse de ressources stratégiques et matériel de guerre au Troisième Reich, les félicitations de Staline à Hitler pour sa victoire contre la France, font l'objet d'une complète réécriture. D'ailleurs, la version officielle de la « victoire contre le fascisme » se garde bien de rappeler que le pays qui a de très loin livré le plus de militants antifascistes à l'Allemagne nazie de 1939 à 1941 était l'URSS. Après tout, on oublie généralement en France que le Parti communiste français (dissous par le gouvernement en septembre 1939 mais toujours actif clandestinement) n'est officiellement entré

dans la Résistance qu'avec l'invasion de l'URSS en 1941 (ce qui n'a bien sûr pas empêché une partie des militants communistes de résister avant) ; on oublie aussi que les dirigeants du PCF ont négocié dès juin 1940 avec les nazis pour faire paraître *L'Humanité* (l'argumentaire servile écrit par des cadres communistes pour faire paraître leur journal sous l'Occupation a été retrouvé dans les années 2000[262]). Pour en revenir au traitement de l'histoire par le pouvoir russe, que l'on parle des horreurs commises par le régime soviétique contre sa population ou des exactions contre des populations européennes, il s'agit d'une réécriture du passé sur une base révisionniste : la Russie de Poutine relativise, minore, excuse ou justifie des crimes contre l'humanité dans le roman national qu'elle entend écrire.

Certes, il ne faut pas forcer le trait. Des cérémonies d'hommage aux victimes du communisme continuent d'être rendues, des musées et mémoriaux d'ouvrir (sachant que ceux qui se montrent les plus critiques vis-à-vis de l'ère soviétique sont souvent fermés), et on est encore loin de nier la déportation ou la mort de millions de Soviétiques. Le pouvoir mène une politique révisionniste, non négationniste. Quand elle cherche à glorifier le passé, la Russie de Poutine regarde davantage vers les *tzars* que vers les Soviets ; quand elle veut réaffirmer son identité, elle construit des églises et honore les traditions. La Russie du XXI[e] siècle préférera toujours l'aigle à deux têtes au marteau et à la faucille. Elle a canonisé Nicolas II avant de réhabiliter Staline, et ses dirigeants préfèrent Ilyne à Lénine. Pourtant, le pays est engagé dans un révisionnisme à grande échelle et le pouvoir compte amplifier le phénomène. La réécriture du passé sort du

[262] Michel Lefebvre, « Quand le PCF négociait avec les nazis », *Le Monde*, 9 décembre 2006, https://www.lemonde.fr/societe/article/2006/12/09/quand-le-pcf-negociait-avec-les-nazis_843769_3224.html

seul cadre historiographique pour entrer dans le cadre légal. La Russie multiplie les lois de réécriture de l'histoire ; à titre d'exemple, le seul fait de rappeler que l'URSS a envahi la Pologne en 1939 en coordination avec l'Allemagne nazie est passible de 200 000 roubles d'amende. Chaque année, des historiens universitaires ou amateurs s'écartant de la vision du Kremlin sont victimes de pressions, voire de censure, ou mis à l'Index d'une manière ou d'une autre. À un autre niveau, le directeur des Archives nationales Sergueï Mironenko avait par exemple été contraint à la démission en 2016 pour avoir rappelé que l'histoire des « Vingt-Huit de Panfilov », épisode héroïque de la Seconde Guerre mondiale passé à la postérité, avait été mythifiée, voire inventée par la propagande soviétique[263]. Pis, ceux qui cherchent à rétablir des vérités historiques qui dérangent risquent de plus en plus la prison.

Voyant dans la question de l'écriture de l'histoire un enjeu de tout premier plan, l'État russe n'hésite pas à recourir aux mêmes méthodes autoritaires vis-à-vis de ceux qui résistent à cette entreprise de manipulation du passé qu'avec ses opposants politiques. Ainsi de Youri Dmitriev, historien qui s'est investi pour faire vivre les mémoires des innombrables victimes du régime communiste dans la région de Sandarmokh[264], où il

[263] Clémence Jost, « Le directeur des Archives nationales russes démissionne après avoir brisé un mythe de la Seconde Guerre mondiale », *Archi Mag*, 06 décembre 2016, https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2016/12/06/directeur-archives-russes-demissionne-brise-mythe-guerre#:~:text=S'attirant%20l'ire%20du,20%20ans%20les%20Archives%20nationales.

[264] Benoît Vitkine, « Russie, la mémoire mutilée du goulag », *Le Monde*, 11 octobre 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/11/russie-la-memoire-mutilee-du-goulag_6015135_3210.html

participait aux fouilles des fosses communes : il a été arrêté en 2016 sous l'accusation mensongère de pédopornographie, libéré puis emprisonné à nouveau en 2018 sur la base d'accusations de pédophilie aussi infondées qu'infamantes. Lieu clé de la mémoire du goulag, Sandarmokh est l'objet d'une manœuvre historico-politique de la part des autorités russes qui accusent depuis 2020 la Finlande des crimes soviétiques (en faisant passer les charniers des massacres staliniens pour ceux d'un génocide finlandais). Le brillant historien et soviétologue français Nicolas Werth, qui avait soutenu Youri Dmitriev[265] en tant qu'historien défendant un confrère, a été expulsé de Russie en 2018 quatre jour après son arrivée et interdit de territoire pour plusieurs années. La prestigieuse organisation de défense des droits de l'homme et de la mémoire des victimes soviétiques fondée en 1989 par Andreï Sakharov, Memorial, a été cataloguée en 2016 « agent de l'étranger ». Son responsable avait écopé d'une lourde peine en 2019. Le concours de livres historiques « L'homme et l'histoire, la Russie au XX$^{e}$ siècle » fait aussi l'objet d'une véritable persécution. Du côté de l'arsenal juridique, la loi contre la « réhabilitation du nazisme » de 2014 permet de faire taire des critiques comme celles portant sur le pacte germano-soviétique de 1940. Quant à Dmitriev, il a été condamné fin septembre 2020 à treize ans de prison[266]... Le régime russe ne se contente pas de taire les crimes de l'URSS, il s'ingénie à faire taire ceux qui défendent la vérité historique et la

[265] Nicolas Werth, « Il faut sortir de prison l'historien Dmitriev », *Libération*, 30 janvier 2017, https://www.liberation.fr/debats/2017/01/30/il-faut-sortir-de-prison-l-historien-dmitriev_1545000

[266] Benjamin Quénelle, « Iouri Dmitriev, l'historien du stalinisme, condamné à treize ans de prison », https://www.la-croix.com/Monde/Iouri-Dmitriev-lhistorien-stalinisme-condamne-treize-ans-prison-2020-09-30-1201116814

mémoire des innombrables victimes de la terreur rouge.

## *Vladimir Poutine, d'*homo sovieticus *à héritier du flambeau soviétique ?*

*Quid* de Vladimir Poutine ? Quel rapport au passé soviétique entretient celui qui met tant de soin à l'instrumentaliser ? On pourrait dire que Poutine est un prosoviétique de regret. Celui qui a déclaré « je n'ai pas jeté ma carte du parti, je ne l'ai pas brûlée » entretient une attitude voisine de celle de la plupart de ses compatriotes – satisfaction de ne plus vivre sous un communisme oppressif qui n'a jamais marché, nostalgie de certains aspects de l'URSS. Cette nostalgie est bien plus forte chez Poutine et pèse fortement dans son projet politique.

Le président russe reste conditionné par la société soviétique. Le jeune Vladimir Vladimirovitch a grandi dans une ville portant les stigmates de la guerre la plus cruelle de toute l'histoire. Il n'a jamais cru au communisme, et a pu, comme beaucoup d'agents du KGB déployés à l'étranger, constater le retard du « paradis socialiste » sur le monde capitaliste, anticiper l'échec de l'économie étatisée et de la dictature du prolétariat. Nous avons parlé plus haut de la différence entre l'idéologie communiste à laquelle la population soviétique n'a sans doute jamais adhéré en majorité, et le soviétisme qui était lui largement partagé. Poutine a grandi dans une URSS où la vision du monde avait changé : la grandeur de l'Union soviétique et son rôle de superpuissance prenaient souvent le pas sur le catéchisme marxiste et l'avènement de la société sans classe. Poutine retient d'abord de l'époque soviétique un patriotisme construit en grande partie sur la

rivalité avec l'Occident (hier le « camp capitaliste », aujourd'hui les « démocraties libérales ») et le culte de la puissance (hier la superpuissance dans un monde bipolaire, aujourd'hui la puissance réémergente d'un monde qu'il souhaite devenir multipolaire). Ensuite, une mobilisation constante de la société, autour de la défense du pays et de sa sphère d'influence, et autour de la compétition face aux rivaux occidentaux (course à l'espace...) : de cet aspect mobilisateur de la société soviétique, Poutine conserve surtout un militarisme forcené. Toute l'URSS baignait dans une culture militariste digne de la Corée du Nord ; Poutine adolescent a voulu rejoindre le KGB en rêvant de servir en héros. Une de ses premières sources d'inquiétude à la chute de l'URSS a été le brutal déclassement militaire de la nouvelle Fédération de Russie. La reconstitution de la puissance militaire russe a toujours été au premier rang de ses priorités, depuis ses premiers jours à la tête du pays.

Poutine a également hérité d'un cadre mental très soviétique dans son rapport à l'État. En Russie, l'État semble souvent être considéré comme supérieur aux citoyens, au sens où l'État lui-même compte plus que les vies humaines et la société, en tant qu'entité garante de stabilité, de protection, d'unité et de grandeur. Ce n'est pas un héritage du seul soviétisme : empreinte de la *narodnost* (« génie national ») et de la *sobornost* (au sens de communauté spirituelle rassemblant autour de valeurs communes), la société russe fait montre d'une mentalité collectiviste sur certains points plus proche de celle des pays d'Asie orientale que de celle des pays occidentaux. Les slavophiles insistaient au XIX$^{e}$ siècle sur cet ethos particulier, avant que les divers courants eurasistes qui se sont succédé jusqu'à aujourd'hui n'y voient une preuve la de « spécificité civilisationnelle » russe ou de la dimension partiellement asiatique de la Russie. En revanche, les éléments et tics de langage des dirigeants russes pourraient

presque être qualifiés de « soviétismes » linguistiques, et ceux de Poutine en particulier : les vocables employés par les milieux dirigeants russes semblent parfois tout droit sortis de l'époque de Brejnev, qu'il s'agisse de parler de la société russe ou de l'étranger. Il en va de même pour la mission de certaines structures étatiques : au même titre que l'ancien KGB, la première mission du FSB est de servir les intérêts et la sécurité de l'État, non la « sécurité nationale » ou « la sécurité des citoyens russes » ; l'une des missions de l'Éducation comme des organisations tournées vers les jeunes (Fondation Saint-André de Vladimir Yakounine en premier lieu) est aussi d'encourager le soutien à un État fort, État fort dont les fonctionnaires sont invités à soutenir le principe dans l'intérêt national.

L'actuel chef d'État russe garde surtout une vision assez soviétique du domaine qui lui importe le plus : les enjeux internationaux. Poutine a certes grandement contribué à l'avènement d'un nouvel ordre international remettant en cause celui hérité de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre froide ; il participe à l'émergence d'un monde nouveau et à l'accélération de l'histoire, et fait montre d'une certaine capacité à sentir son époque. Paradoxalement, sa conception des relations internationales emprunte beaucoup au passé, pas simplement dans sa volonté de le réparer. Des organisations internationales comme l'ONU à l'arme nucléaire, des grandes puissances aux « petits » États, il ne connaît que les rapports de forces. Il fait preuve d'un complexe de supériorité (qu'attendre d'autre du dirigeant d'un État continuateur d'une superpuissance ?) lorsqu'il voit les pays voisins comme des satellites, des vassaux ou des territoires ne méritant pas d'être considérés comme de véritables nations (notamment l'Ukraine). Il reste habité par l'idée que les États post-soviétiques doivent rester dans l'orbite russe parce que Moscou a une sorte de droit

naturel sur eux, en plus des impératifs stratégiques qui obligent la Russie à défendre ses intérêts dans son « étranger proche ».

*« Celui qui ne regrette pas la destruction de l'Union soviétique n'a pas de cœur. Et celui qui souhaite sa reconstruction à l'identique n'a pas de tête »* ; *« La chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle »* : ces deux maximes ressorties *ad nauseam* dans différents médias et assorties d'interprétations variées, Vladimir Poutine les a prononcées respectivement en 2000 et 2005, soit dès le début de sa longue présidence. Concernant la première citation, on la simplifie souvent en oubliant de préciser que Poutine parle « de reconstruction *à l'identique* », ce qui laisse la porte ouverte à d'autres interprétations (« l'identique » désigne-t-il le régime communiste, le territoire de la défunte URSS ?) ; concernant la seconde, on en oublierait presque de se demander si, à tout hasard, les dizaines de millions de morts des deux Guerres mondiales ne sont pas une « catastrophe géopolitique » supérieure à l'effondrement d'un empire régi par un régime totalitaire, à un siècle qui a vu mourir les empires continentaux et coloniaux européens, les empires russe et chinois, et l'avènement puis la fin des premiers totalitarismes.

D'une simple nostalgie de l'URSS accompagnée d'une lecture amère de son effondrement, Poutine a graduellement évolué vers une position beaucoup plus forte. Des années après avoir reconnu que souhaiter une « reconstruction *à l'identique* » de l'URSS était une folie, le dirigeant russe assume désormais de rêver de restaurer certains aspects de la grandeur soviétique : qu'il s'agisse d'un discours hors-sol auquel Poutine ne croit pas mais que des millions de ses compatriotes veulent entendre, ou d'un projet sincère, c'est un tournant qui aurait paru impensable avant l'annexion de la Crimée. Dans son

discours du 18 mars 2014 entérinant l'annexion de celle-ci, Poutine a prononcé une phrase bien moins célèbre que celles citées plus haut, et pourtant bien plus significative : *« Ce qui semblait incroyable, malheureusement, est devenu une réalité : l'URSS s'est désintégrée*[267] *»*. Notons le terme *« malheureusement »*. Le mot survient dans un discours consacrant la reconquête par la Russie d'un territoire qu'elle avait perdu. Un discours pour signifier que la Russie ne se contente pas de pleurer un empire défunt, elle est prête à reprendre par la force des territoires à haute valeur stratégique et symbolique, à réparer certains aspects dommageables de l'éclatement de l'URSS.

Avec le resserrement des liens avec les autres ex-républiques soviétiques qui n'ont pas tourné le dos à Moscou, cette rhétorique de restauration de la grandeur soviétique s'est renforcée. Sur le plan intérieur, Poutine continue de regretter ouvertement l'éclatement de l'empire soviétique. En mars 2018, en pleine campagne présidentielle, le candidat à sa réélection n'hésitait pas à déclarer que s'il avait la possibilité de modifier l'histoire récente de la Russie, il empêcherait l'effondrement de l'URSS[268]. On est donc bien plus que dans de la simple nostalgie d'une époque magnifiée, mais dans l'apologie d'un empire dont faisaient partie des pays qui envisagent sérieusement la possibilité que Moscou veuille les faire revenir dans son giron d'une manière ou d'une autre.

---

[267] Vladimir Poutine, « Discours du 18 mars 2014 au Kremlin », *Outre-Terre*, 2014, vol. 4, n° 41, p. 278-291, https://www.cairn-int.info/revue-outre-terre2-2014-4-page-278.htm

[268] Reuters, « S'il le pouvait, Poutine empêcherait l'effondrement de l'URSS », *Challenges*, 2 mars 2018, https://www.challenges.fr/monde/s-il-le-pouvait-poutine-empecherait-l-effondrement-de-l-urss_571225

*Le poids du passé pèse toujours plus lourd sur les frontières orientales de l'UE*

Il faut aussi prendre en compte le rôle d'un passé qui ne passe pas dans les relations entre la Russie et ses voisins européens. Les mémoires nationales et locales des traumatismes du XX$^{e}$ siècle resurgissent à l'aune des tensions sur les frontières orientales de l'UE et de l'OTAN, dont elles sont partie intégrante. Les horreurs d'hier y conservent, même auprès des jeunes générations, un poids dont nous avons oublié la mesure en France. Au vu de leur héritage historique, on aurait tort de ramener systématiquement l'inquiétude de certains pays d'Europe du Nord et de l'Est vis-à-vis de leur voisin à de la « russophobie » ou à un calcul cynique visant à obtenir l'attention des États-Unis et la protection militaire de ces derniers. Alors que l'on s'étonne parfois en France pourquoi ces États de constitution récente agitent si régulièrement l'épouvantail de la « menace russe », rappelons-nous d'abord leur histoire récente dans ce qu'elle a de plus tragique, car celle-ci constitue un obstacle aux rapprochements entre la Russie et ses voisins, et un facteur de tensions entre eux. Aujourd'hui, ces tensions sont déjà cause et conséquence d'une « guerre mémorielle », dans laquelle la Russie se montre de plus en plus offensive depuis ces dernières années.

Le poids du passé et des conflits mémoriels aux frontières orientales de l'UE se ressent notamment dans les pays baltes. L'Estonie, qui abrite une forte minorité russe et russophone (issue dans sa très grande majorité d'installations postérieures à 1945, dans le cadre d'une véritable colonisation visant à ancrer le pays dans le giron soviétique), est la plus concernée. Le pays de Kreutzwald avait proclamé son indépendance de la Russie en février 1918, mais était voué à être vassalisé par l'Allemagne

selon les termes du traité de Brest-Litovsk par lequel le gouvernement bolchevique abandonnait certaines régions occidentales. Après l'armistice du 11 novembre, l'Estonie put, comme les autres États baltes, accéder à la pleine souveraineté et fut reconnue par la communauté internationale, non sans devoir mener une guerre d'indépendance après une première invasion des armées communistes. À la veille du second conflit mondial, l'URSS imposa aux États baltes une série de traités s'apparentant de plus en plus à une occupation « consentie » – que certains hommes politiques comparent aujourd'hui aux exigences de la Russie actuelle –, puis les envahit en 1940, avant de les annexer. Une politique s'inscrivant comme pour la Finlande, la Pologne et la Bessarabie (actuelle Moldavie, toujours déstabilisée par le pouvoir russe qui soutient les séparatistes de Transnistrie) dans les clauses secrètes du pacte germano-soviétique de 1939, qui offrait à l'URSS une zone d'influence et des marges de conquête en Europe de l'Est que ne renieraient pas aujourd'hui certains cercles nationalistes proches du Kremlin. Comme la Pologne, les pays baltes subirent la terreur rouge, mêlant l'éradication des élites, cadres, officiers et dirigeants politiques ou religieux, et des exactions contre la population locale. Comme les Ukrainiens, une bonne partie des Baltes accueillit d'abord les Allemands en libérateurs, se déchaînant contre les communistes avec la bénédiction du nouvel envahisseur, et participant parfois au massacre des Juifs, des tziganes, et autres cibles des nazis.

Lors de la contre-offensive victorieuse de l'Armée rouge jusqu'à Berlin, l'aviation soviétique attaqua les civils qui fuyaient les pays baltes par voie de mer, pendant que la soldatesque se déchaînait contre la population. Après-guerre, les Soviétiques réprimèrent le comportement des Baltes vis-à-vis du pouvoir communiste et des Russes ethniques (les nazis ayant un peu mieux

traité les civils baltes que les minorités slaves, perçues comme racialement inférieures, ce que l'historiographie russe ne manque pas de souligner de la même manière que la propagande du Kremlin compare le rapprochement UE-Ukraine à la collaboration des Ukrainiens avec le Troisième Reich). Plus durablement, la politique de collectivisation et d'industrialisation à marche forcée se solda par la déportation de 500 000 Baltes entre 1945 et 1955, s'ajoutant à la lutte du Parti contre la culture traditionnelle et la religion. En Lituanie par exemple, la population se souvient des 150 000 habitants déportés en Sibérie par les Soviétiques, des 20 000 résistants tués, des 150 000 prisonniers torturés en prison. Quand la Russie nie ou justifie ce genre d'exactions, on comprend aisément que les Lituaniens puissent exprimer de l'hostilité envers ce pays et soient lassés d'être accusés de russophobie. L'Estonie, qui avait pourtant perdu près de 8% de sa population pendant la guerre, fut traitée avec méfiance et sévérité jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique.

Ce dur passé est resté gravé dans la mémoire collective de la région ; les Baltes imputent davantage les exactions soviétiques à une Russie toujours debout qu'à une idéologie communiste emportée par l'histoire. On peut parier qu'ils seront confortés dans cette logique à mesure que la Russie assumera et réhabilitera son passé soviétique. Quant aux Russes, ils entretiennent ces blessures à vif. Dans les pays baltes, Moscou met un soin particulier à retourner le couteau dans la plaie en insistant par divers canaux sur la collaboration d'une partie de la population avec les Allemands, jusqu'à présenter les sociétés baltes comme majoritairement pro-nazies, et accuse en substance les gouvernements actuels d'être, en tant que têtes de pont de l'UE et de l'OTAN, des continuateurs du fascisme anti-russe (le message s'adresse évidemment d'abord aux communautés russes ethniques locales). C'est cette propagande révisionniste qui a conduit

la Lituanie et la Lettonie à interdire des chaînes gouvernementales russes comme *RT*, à l'été 2020.

On remarquera au passage qu'au moment où la Russie minore ou nie les aspects les plus sombres de son passé soviétique, les Baltes assument de plus en plus leur part de responsabilité dans la mise en œuvre de la Shoah dans leurs pays et la collaboration d'une partie de la population avec l'occupant allemand. Il n'y a qu'à voir le contenu des manuels scolaires là-bas, le devoir de mémoire (musées, documentaires, livres) entretenu par une partie de la société civile face aux dangers du relativisme, ou la manière dont le président lituanien Gitanas Nauseda, élu en 2019, rappelle régulièrement l'importance du judaïsme dans la construction de l'identité lituanienne[269].

Parmi les pays où le grand voisin russe reste source d'inquiétudes entretenues par les questions mémorielles, figure également la Finlande. Le Pays des Mille Lacs a fait partie de l'Empire russe pendant plus d'un siècle, jusqu'en 1917. La Finlande a ensuite été déchirée de janvier à mai 1918 par une guerre civile entre les « Rouges » soutenus par les Bolchéviques soviétiques et les « Blancs » aidés par l'Empire allemand. Elle fut envahie par l'URSS de Staline en 1939 pendant la terrible Guerre d'Hiver où elle teint tête au géant soviétique avec quatre fois moins d'hommes et un armement réduit, avant de signer un traité de paix humiliant qui s'inscrivait en fait dans l'esprit des clauses secrètes du pacte germano-soviétique prévoyant un partage de l'Europe de l'Est. Sa volonté de reconquérir la Carélie entraîna la Finlande dans la Guerre de

[269] Florent Georgesco, « Trente ans après la fin du régime soviétique, la Lituanie en proie aux "conflits de mémoire" », *Le Monde*, 5 novembre 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/05/en-lituanie-un-passe-qui-fait-des-histoires_6018049_3210.html

Continuation, où elle fut *de facto* cobelligérante (et non alliée, contrairement à ce que l'on croit généralement) de l'Allemagne nazie, en considérant néanmoins que « sa » guerre différait de la Seconde Guerre mondiale (les Finlandais parlent de « Guerre de Continuation »). La Finlande s'abstint ainsi de participer aux atrocités commises par la Wehrmacht (tel le siège de Leningrad), et s'opposa à la politique raciste et antisémite du Troisième Reich (Helsinki eut le courage de promouvoir ses combattants juifs et d'accepter des réfugiés fuyant la Shoah). Elle finit par entrer en guerre contre l'Allemagne une fois l'armistice signé avec Moscou le 19 septembre 1944, en menant la Guerre de Laponie qui a forcé le Reich à y consacrer de précieux effectifs. Après-guerre, la Finlande fut obligée par les circonstances à un statut d'État neutre, pivot des relations entre les deux blocs ; mais la pression soviétique restait très forte, Moscou s'ingérant également dans la vie intérieure du pays.

Un terme fréquemment utilisé en analyse des relations internationales a d'ailleurs été forgé à partir de cette situation : « finlandisation », qui peut largement s'appliquer à la politique que Moscou souhaiterait imposer à certains États post-soviétiques dont le Kremlin a du mal à accepter l'indépendance pleine et entière. Aujourd'hui, malgré le dialogue avec son voisin, la Finlande a toujours des raisons d'être inquiète du géant russe. Neutre, le pays n'a pas encore rejoint l'OTAN. Cette démocratie pacifiste, qui a amputé pratiquement le quart de ses effectifs militaires depuis la crise de 2008, réinvestit progressivement dans son outil de défense et prend au sérieux le risque d'une crise grave aux frontières de la Russie. Sur le plan institutionnel, la Finlande s'est par exemple autorisée à élire son président au suffrage universel après la fin de l'URSS : auparavant, la classe politique craignait que la population n'élise un président hostile à Moscou, qui aurait rompu avec la « ligne

Paasikivi » de neutralité du pays. Après les institutions, les mentalités vont-elles changer face aux risques nouveaux ?

La Finlande est encore dans son rôle de pivot entre deux mondes ; elle ne se voit pas comme le plus septentrional des États baltes, et plutôt comme le plus oriental des États nordiques. Mais à l'instar justement des pays nordiques, la Finlande accorde de plus en plus de sérieux à la menace russe. La présidence finlandaise de l'UE, en 2019, a d'ailleurs mis en avant des questions de défense et sécurité collective classiques et, fait nouveau, l'enjeu des menaces hybrides, évidemment associées à la Russie. Quant à cette dernière, elle multiplie ces dernières années les marques d'hostilité envers Helsinki, comme avec les accusations de soi-disant « génocide » perpétré par la Finlande que nous verrons plus loin.

### *Quand la guerre mémorielle continue en pleine première vague du Covid-19, l'exemple d'avril-mai 2020*

La Pologne est l'un des pays les plus concernés par la bataille des mémoires avec la Russie. Dans cette bataille, un élément qui passe de plus en plus mal aux yeux des Polonais est la relativisation ou la négation, croissantes depuis une dizaine d'années, de la proximité entre le Troisième Reich et l'URSS au début de la Seconde Guerre mondiale, et des crimes commis par les Soviétiques contre la Pologne durant le reste de la guerre. Outre des éléments bien connus comme le massacre de Katyn, les Polonais gardent par exemple en mémoire les défilés communs entre troupes soviétiques et allemandes en 1939, emblèmes soviétiques et nazis côte à côte ; les plus de vingt mois entre lesquels, de septembre 1939 à

juin 1941, Berlin et Moscou se sont partagés la Pologne ; l'Armée rouge laissant les insurgés de Varsovie se faire massacrer pendant plusieurs mois fin 1944 (200 000 morts[270]) ; la répression dès cette même année des résistants non-communistes à l'occupant nazi... Pour donner un élément de contexte, la répression soviétique contre les civils polonais au cours de la Seconde Guerre mondiale aurait fait de 500 à 600 000 victimes selon des chiffres régulièrement cités en Pologne, la plupart des historiens tablant sur un minimum de 150 000. La Russie réécrit ce passé gênant et n'hésite plus à provoquer Varsovie, alors que jusqu'à la décennie 2010, des progrès étaient faits sur le plan historiographique. En face, les nationalistes polonais réécrivent eux aussi l'histoire, dans un sens souvent hostile à la Russie, ce qui n'aide évidemment pas à réduire les tensions.

Une autre question sensible concerne la part de responsabilité des Polonais dans la mise en œuvre locale de la Shoah. Depuis des décennies, en tout cas surtout depuis la fin du régime communiste, des controverses éclatent régulièrement au sujet de l'antisémitisme d'une large partie de la population polonaise avant-guerre, de la collaboration de certains habitants dans la persécution des Juifs, ou de la manière dont un nombre bien plus important d'entre eux ont profité de la situation. La Pologne est à la fois le pays du monde comptant le plus de « Justes parmi les nations » reconnus (près de 7000 selon Yad Vashem), et l'un des pays d'Europe où l'on recense le plus de cas de collaboration dans la persécution ou l'extermination des Juifs (ce qui s'explique par le fait que

[270] Le gouvernement polonais en exil avait initialement appelé les résistants de Varsovie à libérer leur ville avant l'arrivée de l'Armée rouge, mais Staline lui-même a ordonné à celle-ci de ne pas intervenir pour laisser les Allemands écraser l'insurrection dans le sang.

les Juifs polonais, exterminés à plus de 90%, représentaient 10% de la population du pays, le tiers de la population juive européenne, et la moitié des victimes de la Shoah). Après la guerre, de nombreux Juifs rescapés ont été persécutés, voire mis à mort, par des Polonais. Cet aspect de la mémoire de la Shoah en Pologne, décrit par Audrey Kichelewski dans *Les survivants. Les Juifs de Pologne depuis la Shoah*[271], est particulièrement douloureux. En 2018, le parti populiste illibéral au pouvoir à Varsovie, le PiS, a instauré des lois interdisant qu'on attribue à la Pologne une quelconque culpabilité dans la mise en œuvre de la persécution des Juifs, ce qui revient à criminaliser des vérités historiques. Si le volet pénal de cette loi a finalement été abandonné suite aux protestations en Israël, Bruno Tertrais rappelle que *« des historiens sont désormais menacés pour avoir démontré que certains pogroms ont été organisés par des Polonais, tandis que le musée de la Seconde Guerre mondiale est sous pression pour produire un récit historique purement héroïque et sacrificiel de la nation polonaise*[272] *»*.

Dans le cadre de sa « guerre mémorielle », le Kremlin fait de l'histoire de la Pologne durant la Seconde Guerre mondiale l'un de ses sujets favoris. En janvier 2020, au moment du 75e anniversaire de la libération d'Auschwitz, les dirigeants russes ont ainsi lancé une nouvelle offensive sur l'histoire et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, en ciblant la Pologne. Parlant de « fermer les sales bouches de ceux qui veulent tordre l'histoire[273] » (*sic*), Poutine et plusieurs de ses proches ont

---

[271] Audrey Kichelewski, *Les survivants. Les Juifs de Pologne depuis la Shoah*, Paris, Belin, 2018.

[272] Bruno Tertrais, *La Revanche de l'Histoire*, *op. cit.*, p. 123.

[273] Guillaume Gendron, « Un sommet sur la Shoah sur fond de bataille mémorielle », *Libération*, 22 janvier 2020, https://www.liberation.fr/planete/2020/01/22/un-sommet-sur-la-shoah-sur-fond-de-bataille-memorielle_1774658

accusé la Pologne d'être l'une des responsables du déclenchement de la guerre (alors qu'elle en a été la première victime) et insisté sur la culpabilité du pays dans l'extermination de ses propres citoyens juifs (oubliant la virulence de l'antisémitisme en Russie durant toute l'époque tsariste et ses quelques résurgences sous l'URSS). La même année, alors que l'Europe, bientôt rejointe par la Russie, subissait un premier confinement face au développement exponentiel de la pandémie de Covid-19, la guerre mémorielle connaissait de nouveaux épisodes avec d'autres pays d'Europe.

Le 3 avril, à Prague, la statue du maréchal soviétique Ivan Koniev (libérateur de la ville en 1945, mais organisateur de la sanglante répression de l'insurrection de Budapest en 1956 et critiqué pour son rôle dans l'invasion soviétique qui a mis fin au printemps de Prague en 1968) était déboulonnée pour être placée dans un musée, occasionnant un coup de communication contre Moscou. La réaction russe a été véhémente, tandis qu'à Moscou, des fumigènes étaient lancés contre l'ambassade tchèque (en plein confinement)[274]. Le 5 mai, pour les 75 ans de l'insurrection de Prague, des autorités locales tchèques ont inauguré un mémorial (prévu depuis 2019[275]) aux soldats russes de l'armée Vlassov, qui ont contribué à libérer la ville des nazis mais sont surtout connus pour avoir combattu à leurs côtés de 1942 à 1945,

[274] Jean-Baptiste Chastand, « Prague règle ses comptes historiques avec la Russie dans ses rues », *Le Monde*, 21 avril 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/21/prague-regle-ses-comptes-historiques-avec-la-russie-dans-ses-rues_6037243_3210.html

[275] Magdalena Hrozínková , Anton Kaimakov, « Prague : un projet de mémorial en l'honneur de l'armée Vlassov suscite la controverse en Russie », *Radio Prague International*, 11 décembre 2019, https://francais.radio.cz/prague-un-projet-de-memorial-en-lhonneur-de-larmee-vlassov-suscite-la-8113173

en tant que « Armée de la libération de la Russie » sous uniforme allemand ; cette décision, contrairement au déboulonnage de la statue de Koniev, a fait l'objet d'une controverse en Tchéquie. Dans les jours suivants, trois responsables politiques tchèques impliqués dans ces événements ont été placés sous protection policière après que des médias aient fait état d'un projet de les empoisonner. Vers la mi-mai, un diplomate russe, Andreï Konchakov, a été accusé d'avoir participé au complot. On a appris le mois suivant que ce « complot » avait été inventé par un employé de l'ambassade russe à Prague, qui aurait contacté le BIS (Service de sécurité et de renseignement tchèque) ; en réaction, le gouvernement tchèque a décidé d'expulser deux diplomates russes mêlés à l'affaire[276]. La mémoire tchèque faisait jusqu'à il y a quelques années la part des choses entre le rôle positif de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale et les 40 ans d'oppression communiste qui ont suivi. Avec le réveil de l'impérialisme russe et le retour des menaces, les choses dérapent et l'hostilité envers la Russie croît, d'où des épisodes de conflit mémoriel de ce type.

A la fin du mois d'avril, alors que la Russie s'enfonçait dans la crise du coronavirus, Moscou a ouvertement accusé la Finlande d'avoir commis un « génocide » durant la Seconde Guerre mondiale, s'appuyant sur des « preuves » douteuses[277]. La Finlande aurait détenu dans des camps de concentration 24 000

[276] « Czechs expel two Russian diplomats over hoax poison plot », *BBC*, 5 juin 2020, https://www.bbc.com/news/world-europe-52935146

[277] Benoît Vitkine et Anne-Françoise Hivert, « La Russie accuse la Finlande de « génocide » durant la seconde guerre mondiale », *Le Monde*, 28 avril 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/28/la-russie-accuse-la-finlande-de-genocide-durant-la-seconde-guerre-mondiale_6038010_3210.html

Russes, causant la mort de 8 000 civils dont un quart d'enfants, et enterré vivants ou massacré 7 000 prisonniers de guerre ; selon Moscou, les Finlandais auraient même utilisé des chambres à gaz (nous verrons plus loin l'importance de ce point)... Certes, sur les 64 000 soldats soviétiques capturés par les Finlandais, 19 000 sont morts en détention, dont 1 200 fusillés et le reste de faim, froid ou maladies, ce qui a valu à juste titre à plusieurs responsables finlandais de l'époque d'être condamnés pour mauvais traitements. De même, il y a bien eu 24 000 civils soviétiques détenus dans des camps de concentration (où les conditions n'étaient pas celles des camps staliniens et nazis), dans l'objectif de les expulser vers l'Est une fois que les terres finlandaises annexées par l'URSS auraient été reprises. Mais le nombre de morts s'élève à 8 000 (soit des proportions hélas courantes sur le Front de l'Est), et il n'y a jamais eu ni prisonniers enterrés vivants, ni extermination dans des chambres à gaz. Il y a aussi eu des politiques de ségrégation ethnique dans les territoires réoccupés par les Finlandais, mais aucun acte de « nettoyage ethnique » n'a jamais été envisagé ni perpétré. Quelques années plus tôt, les Soviétiques déportaient des centaines de milliers de Finlandais pour repeupler les territoires récemment annexés ; au cours de la Seconde Guerre mondiale et après, les prisonniers finlandais ont également été maltraités, déportés dans des camps ou parfois exécutés sur place. D'un côté comme de l'autre, il s'agit de crimes de guerre dans un contexte de violation permanente des conventions internationales, et la balance penche surtout en défaveur de l'URSS.

L'accusation de génocide de la part de Moscou est aussi fausse qu'infamante, dans un registre nouveau et assez surprenant compte tenu de l'attitude d'Helsinki qui cherche généralement à réchauffer ses relations avec la Russie. Elle « élève » la Finlande au rang de pays exterminateur dans un processus de diabolisation des

Européens non alignés sur Moscou. L'accusation de génocide s'inscrit dans la réécriture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale mais aussi dans celle des crimes soviétiques : la région voisine de la Finlande ou aurait eu lié ce pseudo « génocide », la Carélie, est l'une des zones qui ont concentré le plus de déportations, travaux forcés et exécutions de masse, essentiellement sous Staline. La Russie attribue de manière croissante une partie des crimes staliniens aux Finlandais ; des « fouilles archéologiques » totalement biaisées ont ainsi cherché à faire passer des charniers datant de la répression stalinienne pour un résultat de massacres finlandais. On est là dans un révisionnisme complet, à visée purement agressive, qui montre aussi que Moscou est peu disposé à apaiser ses relations avec la Finlande et entend continuer la propagation de sentiments anti-européens au sein de la population russe. En rappelant au passage que les médias russes mettent désormais en question la validité de l'indépendance de la Finlande en 1917, Bruno Tertrais résume au mieux l'entreprise de réécriture de l'histoire à laquelle se livre le régime russe : « La Russie a décidément un passé de plus en plus imprévisible[278] ».

## *En Russie, l'autre facette de la mémoire de la « Grande Guerre patriotique »*

Nous avons vu l'importance de la victoire de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale dans la Russie d'aujourd'hui. Il faut lui ajouter une autre dimension. Le traumatisme de la « Grande Guerre patriotique » marque toujours la conscience nationale, voire les rapports avec

[278] Bruno Tertrais, *La Revanche de l'Histoire*, *op. cit.*, p. 70.

les voisins occidentaux. De même que l'on ne peut expliquer la construction européenne moderne et la matrice du couple franco-allemand en éludant le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, on ne peut aborder le rapport qu'entretiennent les Russes avec le Vieux Continent sans se pencher sur la mémoire russe du conflit. La contre-offensive qui a conduit l'Armée rouge des ruines de Stalingrad à celles de Berlin est souvent considérée comme l'heure de gloire d'un pays obsédé par sa grandeur ; elle structure aussi en grande partie son rapport à l'Occident.

Il n'y a pas dans l'histoire des conflits d'équivalent mémoriel aux traces qu'a laissées la Grande Guerre patriotique dans la conscience des peuples de l'ex-URSS. Par l'ampleur des pertes qu'il a causé et par sa nature criminelle, le plus grand conflit localisé de toute l'histoire de l'humanité dépasse tous les autres en horreur. Il en a résulté un immense traumatisme collectif. Les pertes soviétiques ont dépassé les 23 millions de morts – 11 millions de civils et de 12 à 15 millions de militaires, soit 14% de la population de 1939. Si l'on intègre, comme le font la majorité des historiens, celles et ceux qui sont devenus « citoyens » de l'URSS du fait des annexions soviétiques d'avant 1941, alors les pertes de l'Union soviétique dépassent probablement les 27 millions, soit à quelques millions de victimes près la moitié du bilan humain de la Seconde Guerre mondiale. À titre d'exemple, la Biélorussie a perdu plus du quart de sa population en moins de quatre ans. Statistique effroyable : 80% des hommes de la classe d'âge 1923 sont morts entre 1941 et 1945 à l'échelle de l'URSS[279]. Un cinquième seulement

[279] Rappelons à titre de comparaison les données suivantes à propos de la saignée provoquée par la Première Guerre mondiale dans notre pays : « Un cas extrême est celui de la « classe 1914 », c'est-à-dire la génération masculine ayant vingt ans en 1914, car née en

d'entre eux aura pu fêter en 1945 l'âge auquel j'écris ces lignes. Sur l'ensemble de ces pertes, la Russie, qui a conduit et fourni l'essentiel de l'effort de guerre, a eu à elle seule autour de 14 millions de morts dont une courte majorité de civils.

L'Allemagne nazie a conduit, dans ce conflit à l'Est qui l'a menée à sa perte, une double croisade idéologique et raciale, contre le « judéo-bolchévisme » et contre les « *Untermenschen* », les « sous-hommes » slaves dont l'extermination partielle et la réduction en esclavage étaient nécessaires à la domination biologique et territoriale du Reich de mille ans. Nous ne nous étendrons pas ici sur les atrocités systématiques commises par les forces allemandes sur le Front de l'Est, de la Shoah par

---

1894 – « ceux de 14 », selon la formule de l'époque [8]. Elle avait déjà perdu 28 % de ses membres avant la guerre du fait de la mortalité infantile et juvénile. Elle aurait dû en perdre 2 % de plus entre 20 et 25 ans, mais la guerre porta ce chiffre à 24 %, le taux de perte le plus élevé de toutes les classes mobilisées. La seconde hécatombe tua un tiers des survivants de la première. Fin 1918, les deux « faucheuses » réunies avaient éliminé 52 % des hommes nés en 1894. Mais si la première hécatombe semblait dans l'ordre des choses, la seconde, qui frappa des hommes actifs ou formés, traumatisa le pays. ». (Cf. François Héran, « Générations sacrifiées : le bilan démographique de la Grande Guerre », Population & Sociétés, 2014/4 (N° 510), p. 1-4. URL : https://www.cairn.info/revue-population-et-societes-2014-4-page-1.htm). Au global, la France, endeuillée par 1,4 million de morts au front auxquels s'ajoutaient plus de 253 000 disparus, 18 000 morts en captivité et 145 000 morts de maladie et les victimes d'une grippe espagnole favorisée par le contexte de la guerre, a perdu plus de 18% de ses soldats engagés de 1914 à 1918 ; 36% des Français âgés de 19 à 22 ans ont perdu la vie. S'ajoutent à ce macabre tableau 3 600 000 blessés dont 600 000 invalides, 300 000 mutilés ou amputés, plus de 40 000 aveugles à vie, et les 15 000 défigurés connus sous le nom de « gueules cassées ». L'étendue du sacrifice des « Poilus » reste pourtant proportionnellement inférieure à celui enduré par les peuples d'URSS face à la barbarie nazie.

balles à la mort de millions de civils soviétiques dans le cadre du « *General Ostplan* ». On ne peut cependant pas comprendre la perception qu'ont les Russes du conflit si l'on oublie par exemple que les chambres à gaz des camps d'extermination ont été testées pour la première fois sur des prisonniers de guerre soviétiques, que des centaines de milliers d'entre eux étaient condamnés à mourir de faim au même moment où les prisonniers de guerre français, dans les Stalag et les Oflag, étaient globalement traités selon les conventions internationales (des milliers de prisonniers noirs ayant cependant été assassinés par les Allemands). En Russie occidentale, en Biélorussie, en Ukraine, les dommages de la retraite allemande au cours de laquelle la Wehrmacht a orchestré ce qui est peut-être la plus grande campagne de destructions matérielles de tous les temps sont encore visibles. Si la France a mis longtemps à se remettre de la saignée de 14-18, la démographie des pays issus de la chute de l'URSS garde encore les séquelles de la boucherie de 1941-1945, notamment la Russie qui a payé comme nous l'avons vu le prix fort.

Autre élément fondamental pour comprendre l'importance de la Grande Guerre patriotique dans l'inconscient collectif des Russes : il s'agit à la fois du pire moment de l'Histoire russe et du plus grand. Pour mettre les choses en perspective, nous pourrions débattre des heures pour déterminer quelle fut la période la plus sombre de l'histoire de France et quelle fut la plus grande, mais on s'accordera sur le fait qu'elles soient éloignées l'une de l'autre, voire toutes deux éloignées de notre propre temps. Les Russes ont quant à eux vécu leur pire cauchemar et connu leur plus grande heure de gloire nationale au même moment de leur histoire, et c'était il y a moins de quatre-vingt ans. Quant à la période la plus humiliante, les Russes l'ont sans doute vécue dans les années 1990, jusqu'à l'avènement messianique de Vladimir Poutine ; de quoi marquer durablement

l’inconscient collectif.

Nous connaissons l'importance des réconciliations mémorielles dans la réconciliation entre des peuples qui ont parfois été l'un pour l'autre des ennemis héréditaires, des bourreaux ou des victimes. De la capacité à accepter un passé douloureux et entretenir un devoir de mémoire pour se projeter dans l'avenir. Du dépassement des concurrences mémorielles entre nations pour œuvrer à leur rapprochement. Nous connaissons aussi la dangerosité du négationnisme, du révisionnisme, de la réécriture de l'histoire et de son instrumentalisation.

Or, c'est dans cette dernière voie que s'oriente aujourd’hui la Russie. La réhabilitation de Staline et des crimes de l'URSS qui sont de plus en plus niés, voire excusés, la réécriture de l'histoire tragique du XX$^{e}$ siècle à des fins de politique étrangère, font courir un grave risque à la société russe. Celle-ci emprunte un chemin inverse de celui qu'ont suivi des pays comme la France et l'Allemagne en s'engageant dans la réconciliation, le « plus jamais ça » et l'aventure européenne. Au plan intérieur, cela signifie un recul supplémentaire de tout esprit démocratique assorti d'une consolidation autoritaire. Cela signifie aussi un renforcement du nationalisme, des rancœurs envers l'Europe et l'Occident, du courant revanchiste qui traverse toujours une partie non négligeable de l'opinion. De quoi affaiblir les volontés d'apaisement des tensions avec les voisins européens et de rapprochement avec eux ; de quoi légitimer, à l'inverse, une politique intérieure et extérieure hostile aux Occidentaux. Et de quoi crédibiliser, entre autres scénarios, une future guerre contre l'Ukraine dont le régime russe (avec l'assentiment et même le concours de la majeure partie de la société) s'emploient à nier le droit à

exister comme nation.

Quant à la guerre des mémoires, si elle n'est pas de nature à dégénérer directement en conflit armée, elle constitue en revanche un facteur supplémentaire de conflictualité. Les potentiels conflits majeurs du XXI$^{e}$ siècle devront beaucoup aux passions collectives (nationales, identitaires, religieuses) et à l'irrationnel. Une potentielle « surprise stratégique » débouchant sur une crise grave, voire une guerre contre la Russie, procédera probablement d'un imprévu, d'un accident, d'une rupture brutale. Mais pour spontanée et imprévue qu'elle soit, une telle surprise prendra sa source dans le temps long, celui des sociétés. Les enjeux mémoriels et le poids des héritages historiques s'inscrivent dans ce temps long : leur importance n'est pas à sous-estimer. Il convient de les affronter dès maintenant. C'est un enjeu fondamental pour espérer construire sur le long terme une nouvelle relation entre l'Europe et la Russie, et tourner la page d'une relation conflictuelle qui n'est pas plus « naturelle » qu'elle n'a vocation à être éternelle. Ce qui est aujourd'hui un vœu pieux. Le plus probable est au contraire que la réécriture de l'histoire et l'instrumentalisation du passé par la Russie fassent pire que prolonger et aggraver encore les tensions entre la Russie et ses voisins occidentaux : ils augurent à la fois d'une dérive de la société et du régime russes vers une plus grande radicalisation, et laissent penser que le Kremlin prépare la population à de futures guerres.

## Chapitre 5

# De la Scandinavie aux Balkans : de potentiels théâtres pour une future « surprise stratégique » liée à la Russie

Comment le retour de la Russie est-il perçu dans d'autres régions stratégiques d'Europe ? Comment se matérialise-t-il ? On connaît bien en France les enjeux liés au renouveau d'une puissance russe agressive en Ukraine ou dans les pays baltes, ces pays d'ex-URSS frontaliers de la Russie étant naturellement les plus concernés. On maîtrise en revanche moins bien la situation au nord de l'Europe. Celle-ci est pourtant fondamentale. D'abord, tout ce qui se passe aux frontières européennes de la Russie a des répercussions en Scandinavie, y compris les événements dans la région de la mer Noire. L'isthme entre celle-ci et la mer Baltique forme un ensemble très connecté depuis le Moyen Âge (rappelons d'ailleurs que la première dynastie russe, les Riourikides, aurait par son fondateur des origines scandinaves tout comme la création de la Rus' de Kiev au IX$^{e}$ siècle est largement liée aux Varègues, vikings venus de la Suède actuelle). Surtout, les pays du Nord sont directement concernés par les ambitions de la Russie quand bien même ils ne font pas partie de son « étranger proche », des appétits russes dans

l'Arctique aux tensions en mer Baltique. Au cours de la Guerre froide, la Finlande, la Suède, la Norvège et le Danemark étaient aux avant-postes face à une URSS qui comprenait encore les États baltes et au Pacte de Varsovie qui incluait la Pologne et l'Allemagne de l'Est comme États riverains de la Baltique. Avec le retour des tensions entre la Russie et ses voisins occidentaux, ces pays se sentent à nouveau en première ligne. Les pays nordiques sont ainsi l'objet de provocations militaires, d'actes d'intimidation et de campagnes de désinformation, d'où une forte perception de la « menace russe ». Il convient de se pencher sur leur cas pour mieux comprendre le futur potentiellement dangereux des relations entre l'Europe et la Russie. Ces actes hostiles contribuent à entretenir les tensions dans la région – au point que l'hypothèse d'un accident militaire ou d'une erreur d'interprétation précipitant une crise grave n'est pas à exclure.

*A contrario*, la Serbie offre un exemple d'ancrage régional d'une Russie toujours capable de renouer des relations solides en Europe. Si les liens entre la Russie et la Serbie sont le produit d'un héritage historique et d'une proximité culturelle que rien n'effacera, ils s'inscrivent aujourd'hui aussi dans l'optique de contrer l'intégration des Balkans dans la construction européenne ; les échecs de l'UE dans la région ont créé un trou d'air où s'engouffrent aujourd'hui la Chine et dans une moindre mesure la Turquie d'Erdogan, augurant de rivalités croissantes.

## *De la « Ryska påsken » à Vardø : provocations et intimidations russes en Europe du Nord*

La France et ses voisins européens ont à de

nombreuses reprises été visés par des provocations militaires russes. Les opérations « coups de com » de l'aviation russe (ainsi des sorties d'avions militaires russes en mer du Nord ou du vol de bombardiers à capacité nucléaire au-dessus de la Manche) près de nos frontières ont ainsi plusieurs fois émaillé la presse. Les marins français ont déjà directement fait l'objet de « survols inamicaux » de la part d'aviateurs russes (on en a ainsi répertorié huit entre l'été 2017 et avril 2018[280], et cela continue). Sous les mers, le Charles de Gaulle a par exemple été suivi plusieurs fois de près par des sous-marins russes, lesquels font spoardiquement des tours au large des côtes de pays européens comme le Royaume-Uni. La Royal Navy a elle aussi plusieurs fois fait l'expérience de ce genre de « traques » comme lorsque l'un de ses SNLE, le HMS Astute, a été suivi plusieurs jour par un, voire deux sous-marins russes de classe Kilo, une frégate et un avion de lutte anti-sous-marine[281]. Ces manifestations se multiplient sous les mers, en mer et dans les airs, mais aussi dans l'espace (tentative d'espionnage du satellite franco-italien Athena-Fidus par le satellite russe Louch-Olymp en 2017[282], comportement étrange du satellite russe Kosmos 2542 envers le satellite américain

[280] Laurent Lagneau, « Des avions russes ont survolé des navires français au moins à 8 reprises depuis l'été 2017 », *Opex360*, 22 avril 2018, http://www.opex360.com/2018/04/22/avions-russes-ont-survole-navires-francais-a-8-reprises-lete-2017/

[281] Mark Hookham, Tim Ripley, « British submarine in duel with Kremlin's 'Black Hole' hunter-killer », *The Times*, 15 avril 2018, https://www.thetimes.co.uk/article/british-submarine-in-underwater-duel-with-kremlins-black-hole-hunter-killer-dhxhlpwc9

[282] « La France accuse la Russie de tentative d'espionnage par satellite », *Le Monde*, 7 septembre 2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/09/07/paris-revele-une-tentative-d-espionnage-russe-sur-un-satellite-franco-italien-en-2017_5351908_3210.html

USA 245 en janvier 2020...). Selon l'OTAN, 90% des interceptions d'intrusion aérienne sur l'année 2020 (en légère augmentation) étaient encore liées à l'aviation russe, dont les pilotes ne transmettent souvent pas leur position et altitude, ne communiquent pas avec les contrôleurs, ou ne fournissent pas de plan de vol, posant des risques pour les vols civils[283]. La liste des provocations et comportements inamicaux de la part des armées russes est longue, mais elle l'est bien plus encore en Europe du Nord.

Les actions hostiles de la Russie en Europe du Nord prennent notamment la forme de provocations et d'intimidations militaires. Ainsi de la « Ryska påsken », la « Pâque russe ». Le 29 mars 2013 au soir, pendant que des forces russes s'affairaient encore à l'exercice Ladoga 2013 (70 avions et 1 000 hommes à la frontière finlandaise, le genre d'exercices alors habituels ayant précédé le retour des manœuvres massives d'aujourd'hui), deux Tu-22 M3 (bombardiers russes à capacité nucléaire) escortés de quatre chasseurs Su-27 ont pénétré l'espace aérien suédois[284], survolant les îles Öland puis Gotland. Alors que la défense suédoise prévoyait que deux chasseurs JAS 39 Gripen gardés en alerte permanente aillent intercepter les intrus[285], aucun n'a décollé : manque de moyens, de considération des risques, d'entraînement ? Pendant que la défense suédoise restait immobile, le groupe d'avions russes se scindait en deux, un trio se dirigeant vers

[283] « NATO Says 90 Percent Of Air Intercepts In 2020 Involved Russian Planes », 28 décembre 2020, *Radio Free Europe/Radio Liberty*, https://www.rferl.org/a/nato-russian-planes-intercepts/31023135.html

[284] « Russian jets practised attacks on Sweden », *The Local* (édition suédoise), 22 avril 2013, https://www.thelocal.se/20130422/47474

[285] David Cenciotti, « Russia Simulated A Large-Scale Aerial Night Attack On Sweden », *Business Insider*, 22 avril 2013, https://www.businessinsider.com/david-cenciotti-russia-simulated-a-massive-aerial-attack-2013-4

Stockholm et l'autre vers le sud de la Suède. Seuls décollèrent deux F-16 danois stationnés temporairement à Siauliai (Lituanie) dans le cadre d'une mission OTAN. Une humiliation complète pour la Suède, autrefois maîtresse de l'une des principales aviations militaires du monde, qui a vu cette nuit-là son territoire survolé par des bombardiers à capacité nucléaire. Trois semaines plus tard, un Iliouchine Il-20M (avion de renseignement électromagnétique russe) violait à nouveau l'espace aérien suédois en plein exercice militaire d'ampleur associant les *Försvarsmakten* (forces armées suédoises) et l'OTAN. En octobre, de la même année, cinq avions russes simulaient une opération de bombardement en Suède, Pologne et dans les Pays Baltes[286]. En septembre 2014, des Su-24 russes violaient à nouveau l'espace aérien de la Suède[287]. Depuis le tournant de 2014, ce genre d'incursions dans l'espace aérien suédois s'est évidemment multiplié.

La Norvège n'est pas en reste, et fait même l'objet de simulations d'attaques de ses sites stratégiques, par exemple sur ses défenses frontalières. Ainsi, mi-février 2018, onze Su-24 russes ont mené une simulation d'attaque[288] du site norvégien de Vardø, qui abrite à l'extrémité orientale du pays une installation radar Globus II. Les avions russes ont décollé de la base aérienne de Monchegorsk (péninsule de Kola), se dirigeant vers la mer

[286] « Ministry confirms "grave" Russian violation of Swedish airspace », Sverigesradio (Radio Suède), 19 septembre 2014, https://sverigesradio.se/artikel/5969481

[287] David Cenciotti, « Two Russian attack planes intentionally violated the Swedish airspace to probe local air defense », *The Aviationist*, 19 septembre 2014, https://theaviationist.com/2014/09/19/su-24-violated-swedish-airspace/

[288] Thomas Nilsen, « 11 Russian fighter jets made mock attack on Norwegian Arctic radar », *The Barents Observer*, 12 février 2019, https://thebarentsobserver.com/en/security/2019/02/11-russian-fighter-jets-made-mock-attack-norwegian-arctic-radar

de Barents avant d'obliquer et de foncer en formation d'attaque vers Vardø pour faire demi-tour au dernier moment. Cette simulation d'attaque aérienne en règle n'a été rendue publique par les Norvégiens qu'un an après. Un épisode similaire, également à Vardø, avait déjà eu lieu en mars 2017[289] pour n'être dévoilé là encore qu'un an plus tard.

Provocations aériennes, intrusion de sous-marins dans les eaux territoriales, exercices militaires ouvertement dirigés contre les États scandinaves qui sont parfois présentés comme de potentiels adversaires... la Russie continue de mener des opérations hostiles et intimidantes en Europe du Nord. En mer Baltique, les aviateurs russes sont devenus coutumiers des provocations aériennes consistant par exemple à voler au plus près de forces navales de l'OTAN (américaines incluses) ou de la Marine suédoise, en exhibant leurs bombes embarquées. S'y ajoutent la rhétorique du Kremlin, et même des intimidations diplomatiques. L'exemple danois est sur ce point éloquent. En mars 2015 l'ancien ambassadeur russe au Danemark, Mikhaïl Vanine, déclarait lorsqu'il était encore en poste que *« les navires de guerre danois deviendront des cibles pour les missiles nucléaires russes si Copenhague persiste à vouloir s'associer au système de défense antimissile de l'OTAN*[290] *»*. L'année suivante, il qualifiait les Danois de peuple « hostile[291] » (alors que le

---

[289] Joseph Trevithick, « Norway Says Russian Aircraft Ran Mock Attacks On A Secretive Radar Base », *The Drive*, 18 mars 2018, https://www.thedrive.com/the-war-zone/19047/norway-says-russian-aircraft-ran-mock-attacks-on-a-secretive-radar-base

[290] « Antimissiles : la Russie avertit le Danemark », *Le Figaro*, 22 mars 2015, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/03/22/97001-20150322FILWWW00127-antimissiles-la-russie-avertit-le-danemark.php

[291] « Russia lashes out at 'hostile' Denmark », *The Local* (édition danoise), 27 mai 2016, https://www.thelocal.dk/20160527/russia-

pays montrait une volonté de dialogue avec Moscou depuis la main tendue du ministre des Affaires étrangères Kristian Jensen en 2015), avant d'affirmer en 2018 que son pays ne voyait « pas d'intérêt[292] » à s'ingérer dans les élections danoises parce que les politiciens danois seraient tous « russophobes »...

Ces messages explicites contribuent à un changement au sein des opinions publiques locales, pourtant viscéralement pacifistes. Ils contribuent aussi à un réarmement historique de ces pays qui n'auraient jamais imaginé devoir engager de telles politiques après la fin de la Guerre froide.

## *« Om Kriget kommer »... quand le Nord réarme face à la menace russe*

Les États scandinaves ont particulièrement embrassé le rêve de la « fin de l'Histoire » et des « dividendes de la paix » avec l'effondrement de l'URSS et la réunification de l'Europe. Alors que ces pays profondément pacifistes avaient maintenu un bon outil de défense (la Suède ayant l'une des meilleures BITD du monde), leurs budgets militaires ont fondu comme neige au Soleil et le format de leurs forces a été ramené au strict minimum. Dans l'idée que le temps des menaces était définitivement révolu, les dépenses militaires semblaient être devenues inutiles ; leur réduction a contribué au financement des dépenses en protection sociale, éducation

---

lashes-out-at-hostile-denmark

[292] Christian Wienberg, « Russia Says Meddling in Danish Elections Would Make 'No Sense' », *Bloomberg*, 25 juillet 2018, https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-07-25/russia-says-meddling-in-danish-elections-would-make-no-sense

et recherche, des domaines où les pays nordiques font à juste titre figure de modèle pour le reste du monde.

Le réveil a été difficile. Début 2013, lorsque le chef d'état-major suédois Sverker Göranson estimait que la Suède tiendrait « environ une semaine » en cas « d'attaques limitées », ses déclarations ont soulevé une certaine incompréhension. Alarmiste ? Anachronique ? Son propos a vite été confirmé par un rapport alarmant[293], puis par une série d'exercices russes explicitement tournés contre des cibles suédoises potentielles au cours de l'année. Le tournant de 2014 et la hausse des tensions entre la Russie et les Occidentaux a évidemment fait le reste. Les pays nordiques considèrent la Russie comme étant la principale menace à leur sécurité et ont opéré un basculement politique en faveur du réarmement, lequel fait désormais globalement consensus.

La Suède, qui a rétabli une conscription partielle en 2017 (un choix qui répond au besoin de préparer un potentiel conflit d'ampleur qui menacerait l'intégrité de la Suède ou sa souveraineté), réarme y compris sur le plan politique, en renouant avec la défense civile et la « défense globale ». À titre d'exemple, début 2018, le Gouvernement suédois a envoyé à plus de 4,7 millions de foyers un livret détaillant les comportements à adopter en cas de crise grave, voire de guerre. Le titre : *Om Kriget kommer* (« si une guerre survient »). Citons la version anglaise de ce livret[294], p. 12 : *« Si la Suède est attaquée, la résistance est requise.* [...] *Si la Suède est attaquée par un autre pays, nous n'abandonnerons jamais. Toute information selon laquelle il faut cesser la résistance est fausse »*. Le ton est

---

[293] « Report confirms 'one-week defence' analysis », *The Local*, 15 février 2013, https://www.thelocal.se/20130215/46212

[294] « If crisis or war comes », version anglaise sur dinsakerhet.se : https://www.dinsakerhet.se/siteassets/dinsakerhet.se/broschyren-om-krisen-eller-kriget-kommer/om-krisen-eller-kriget-kommer---engelska-2.pdf

donné.

La Suède remilitarise aussi certains points stratégiques de son territoire, l'exemple le plus parlant étant la remilitarisation de l'île de Gotland. Située entre la Suède continentale et la Lettonie, à une distance raisonnable des deux autres États baltes, de la Pologne et de la Russie (via l'enclave de Kaliningrad), Gotland est le verrou de la Baltique. Cette île stratégique est convoitée et contestée par les puissances régionales successives depuis le Moyen Âge. Un tel site est naturellement une cible prioritaire en cas de conflit localisé dans la Baltique ou s'étendant à celle-ci. Dès 2015, Stockholm a donc décidé d'y rétablir une présence militaire. En mai 2018, une force de 350 soldats – dont 150 en présence permanente – prenait ainsi position sur l'île. Le *Gotlands regemente*, supprimé en 2005, a été réactivé pour l'occasion : la Suède n'avait jamais créé un seul nouveau régiment depuis la Seconde Guerre mondiale[295]. La remilitarisation de l'île s'accélère depuis. En juillet 2019, la Suède déployait à Gotland un système de défense anti-aérienne RBS 23 BMSE[296], d'une portée de 15 à 20 km, en attendant d'installer des systèmes plus récents et performants (Stockholm avait validé l'an précédent l'acquisition du système antimissile américain Patriot). Autre exemple : à l'automne 2019, la Suède a commencé à rouvrir des bunkers navals pour faire face aux possibles opérations russes dans la Baltique. Symboliquement, le *Marinstaben*,

[295] Laurent Lagneau, « Pour la première fois depuis 70 ans, la Suède réactive un régiment pour assurer la défense de l'île de Gotland », 21 mai 2018, *Opex360*, http://www.opex360.com/2018/05/21/premiere-70-ans-suede-reactive-regiment-assurer-defense-de-lile-de-gotland/

[296] « La Suède déploie un nouveau système de défense anti-aérien en mer Baltique », *Le Figaro*, 1er juillet 2019, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-suede-deploie-un-nouveau-systeme-de-defense-anti-aerien-en-mer-baltique-20190701

l'état-major naval suédois qui avait été supprimé en 1994, a été rétabli en 2019 et son quartier général réinstallé dans la célèbre base navale de Muskö (à 40 km de Stockholm) qui a été rouverte[297]. La réouverture de ce site très sécurisé, qui était l'un des symboles de la Guerre froide, a été vue comme une étape de plus vers l'adaptation à une nouvelle ère de tensions et de risques internationaux.

La perception d'un réveil de la menace russe amène la Suède à amender sa politique économique qui a fait d'elle un modèle international. La Suède met un point d'honneur à financer une protection sociale et des services publics parmi les plus efficaces au monde, et à investir massivement dans l'avenir (éducation, recherche, environnement) tout en limitant la fiscalité des entreprises et en s'astreignant au sérieux budgétaire. Une véritable ligne de crête qui a fait le succès de l'économie suédoise depuis les réformes entreprises dans les années 1990[298]. Pourtant, le ministre de la Défense suédois a annoncé début septembre 2019 que son Gouvernement comptait « taxer les banques » pour aider à financer la forte hausse du budget militaire planifiée jusqu'en 2022 et censée accélérer par la suite.

Devant l'hypothèse du pire, la Suède s'engage en effet dans une remontée en puissance de son outil militaire. Les forces suédoises ont beau être peu nombreuses avec moins de 25 000 militaires d'active et moins de 35 000 réservistes, elles sont équipées en vue de conflits de haute intensité. Les *Försvarsmakten* alignent

---

[297] David Crouch, « Swedish navy returns to vast underground HQ amid Russia fears », *The Guardian*, 30 septembre 2019, https://www.theguardian.com/world/2019/sep/30/swedish-navy-returns-to-vast-underground-hq-amid-russia-fears

[298] Aurélien Duchêne, « Pourquoi Macron devrait s'intéresser aux réformes suédoises », blog personnel, 24 octobre 2017, https://aurelien-duchene.fr/pourquoi-macron-devrait-sinteresser-aux-reformes-suedoises/

entre autres 120 chars de combat Stridsvagn 122 (Strv 122), 509 Stridsfordon 90 (véhicules de combat d'infanterie), une bonne artillerie centrée sur les Bofors (le pays a toujours été une référence en ce domaine depuis l'Époque moderne), et une flotte aérienne de près de 100 Saab JAS 3 Gripen qui devront bientôt être en majorité remplacés par des Gripen plus modernes... Autant d'équipements qui seront évidemment loin de faire le poids face à un géant comme la Russie (qui constitue l'adversaire le plus crédible pour les Suédois), mais qui font de la Suède l'un des seuls pays d'Europe à disposer de forces conçues pour des conflits conventionnels de haute intensité, fût-ce sur un format réduit.

Si jusqu'en 2014, les armées suédoises – aux budgets et effectifs réduits à la portion congrue – étaient quasi exclusivement concentrées sur des missions humanitaires à l'international, elles n'ont pas négligé les équipements nécessaires pour mener des combats d'ampleur. Devant le risque de voir la Suède entraînée dans un tel conflit, son Gouvernement va renforcer ses équipements. Les effectifs remontent également en flèche. Ceux-ci étaient passés de 15 brigades et 100 bataillons auxiliaires activables en 48h en 1995, à deux bataillons et quatre compagnies auxiliaires activables en 90 jours en 2010 : en 2019, les effectifs de ce qui s'appelle désormais la « force de volontaires » ont été rehaussés à sept bataillons et 14 bataillons auxiliaires, activables en une semaine, et seront augmentés à trois brigades d'ici 2025. La conscription partielle rétablie en 2017 achève de renforcer les effectifs. Ce tournant radical dans la gestion par la Suède de son outil de défense et la remontée en puissance rapide de celui-ci s'expliquent par sa réévaluation d'une potentielle menace russe, jugée de plus en plus crédible ; quoique l'hypothèse d'un conflit avec la Russie reste faible à ses yeux, elle n'est plus balayée d'un revers de la main. En octobre 2020, la Suède a annoncé

l'ambition d'augmenter ses dépenses militaires de 40% d'ici 2025[299]; évoquant les « agressions russes en Géorgie et en Ukraine », le ministre de la défense Peter Hultqvist a estimé qu'une « attaque armée contre la Suède ne peut pas être totalement écartée ».

La Norvège est sur une trajectoire comparable et augmente ses moyens de défense. Le Commandant général des forces armées norvégiennes, Rune Jakobsen, estimait début octobre 2019 que l'armée de son pays était « trop petite pour la tâche la plus minimale (*lowest task*) : défendre le territoire norvégien jusqu'à l'arrivée de renforts alliés [de l'OTAN][300] ». Cette déclaration intervenait peu de temps après que des officiels norvégiens aient pointé du doigt l'activité d'unités russes... en plein territoire norvégien. Le nouveau *Livre blanc sur la Défense* norvégien recommande la création d'une deuxième brigade combattante d'active. Comme les forces suédoises, les forces norvégiennes sont très bien équipées, notamment en équipements collectifs plus ou moins adaptés à des combats de haute intensité auxquels elles souhaitent pouvoir se préparer en augmentant leurs effectifs et le nombre de leurs équipements.

La Norvège identifie de plus en plus la Russie comme une menace avérée, comme le soulignait encore le rapport *Fokus 2020* qui désigne aussi la menace que représente la Chine dans d'autres domaines[301]. Le chef des

---

[299] « Inquiète face aux ambitions russes, la Suède s'arme massivement », *Le Point*, 21 octobre 2020, https://www.lepoint.fr/europe/inquiete-face-aux-ambitions-russes-la-suede-s-arme-massivement-21-10-2020-2397495_2626.php

[300] George Allison, « Norwegian military 'too small to defend Norway' claims defence chief », *UK Defence Journal*, 3 octobre 2019, https://ukdefencejournal.org.uk/norwegian-military-too-small-to-defend-norway-claims-defence-chief/

[301] Version anglaise : Norwegian Intelligence Service, « Focus 2020 : The Norwegian Intelligence Service's assessment of current

renseignements étrangers norvégiens, le Lieutenant général Morten Haga Lunde, avançait début 2020 que ces deux États représentaient la plus grande menace contre son pays (la Chine adoptant un comportement de plus en plus hostile en région arctique avec l'aval de la Russie et intensifiant ses pratiques d'espionnage et d'infiltration en Norvège). Le Suédois Hans Wallmark, alors président du Conseil nordique, déclarait d'ailleurs en novembre 2019 que *« la Russie est la principale menace contre les pays nordiques. Mais au-delà de la menace militaire, nous devons ajouter la menace économique et industrielle chinoise. Nous observons une activité croissante dans les opérations d'influence de la part de la Chine*[302] *»*. La Norvège se sent particulièrement concernée, d'autant que Chine et Russie sont de plus en plus étroitement associées sur les dossiers qui menacent ses intérêts et sa sécurité, y compris dans l'Arctique.

Oslo cherche pourtant régulièrement à dégeler les relations avec Moscou. Parmi ses initiatives récentes sur le terrain diplomatique, la Norvège s'est opposée à l'automne 2019 au déploiement sur son sol d'un bouclier antimissiles de l'OTAN. Les propos précédemment cités de Mikhaïl Vanine (*« les navires de guerre danois deviendront des cibles pour les missiles nucléaires russes si Copenhague persiste à vouloir s'associer au système de défense antimissile de l'OTAN »*) ont peut-être joué dans la prudence des Norvégiens, mais celle-ci vient surtout des intimidations et démonstrations de forces auxquelles se

---

security challenges », site des forces armées norvégiennes (Forsvaret), 10 février 2020, https://forsvaret.no/presse_/ForsvaretDocuments/Focus2020-web.pdf

302 Brian Kerr, « The Nordic Council believes China is a threat to the Nordic countries », *Norway Today*, 3 novembre 2019, https://norwaytoday.info/finance/the-nordic-council-believes-china-is-a-threat-to-the-nordic-countries/

livre régulièrement la Russie à l'encontre de la Norvège et de ses voisins. Parmi les dernières en date, citons la cyberattaque conte le Parlement norvégien, imputé par Oslo à la Russie[303]. Le royaume nordique, qui a plusieurs fois été qualifié de pays le plus pacifique du monde et dont la population reste fondamentalement hostile aux actions armées, envisage sérieusement l'éventualité d'un conflit localisé entre puissances.

### *En Serbie, la Russie parvient à réactiver les liens panslaves*

Dans les Balkans, la Serbie constitue à l'inverse un exemple intéressant de la capacité de la Russie à peser à nouveau comme une puissance sachant jouer de liens culturels et historiques autant que d'intérêts stratégiques partagés. La Serbie et la Russie entretiennent une relation particulièrement étroite, antérieure à la renaissance d'un État serbe indépendant puisque la Russie a été dès le XIV$^{e}$ siècle le refuge d'élites serbes fuyant l'invasion ottomane, avant de s'ériger en protectrice à la fois des Slaves et de l'orthodoxie. Cette « fraternité russo-serbe » a pris une nouvelle dimension au XIX$^{e}$ siècle du fait de l'essor des mouvements d'émancipation nationale hérités de la Révolution française, et du panslavisme. Après plusieurs décennies marquées par des soulèvements face à

[303] « "Un épisode sérieux qui affecte notre institution" : la Norvège accuse la Russie d'être derrière une cyberattaque contre son Parlement », *Le Monde*, 13 octobre 2020, https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/10/13/un-episode-serieux-qui-affecte-notre-institution-la-norvege-accuse-la-russie-d-etre-derriere-une-cyberattaque-contre-son-parlement_6055884_4408996.html

l'occupation ottomane, la Serbie a obtenu son indépendance définitive (Traité de Berlin, 1878) à la suite de la Guerre russo-turque de 1877-1878 où la solidarité panslave a été déterminante. La proximité entre Serbie et Russie s'est vérifiée dans les terribles Guerres balkaniques ayant précédé la Première Guerre mondiale, laquelle a éclaté lorsque l'Empire russe s'est porté au secours de son allié serbe face à l'Autriche-Hongrie (l'entrée en guerre de la Russie a largement reposé sur son rôle de protectrice des Slaves orthodoxes). Après la révolution bolchévique, des dizaines de milliers d'opposants au nouveau régime ont trouvé refuge en Serbie (devenue la nation dominante de la Yougoslavie nouvellement formée). Lorsque la Yougoslavie a basculé à son tour dans le camp socialiste, Belgrade a cependant vite préféré conserver son autonomie vis-à-vis de Moscou, Tito s'imposant comme l'un des dirigeants internationaux du mouvement des non-alignés.

La fraternité russo-serbe a naturellement connu un nouveau départ avec les indépendances successives des deux pays en plein effondrement du bloc communiste. Mais un événement dramatique a particulièrement rapproché les deux États, et *in extenso* les deux peuples : le bombardement massif en 1999 de la Serbie par l'OTAN. En proie au chaos et marginalisée sur la scène internationale, la Russie n'était malgré ses protestations pas en capacité d'intervenir en faveur de son allié pour lequel elle était entrée en guerre en 1914 : cette humiliation lui est restée jusqu'à aujourd'hui en travers de la gorge. Tout juste les Russes sont-ils intervenus à l'aéroport de Pristina deux jours après la fin de la guerre, en juin 1999. Les Serbes ont néanmoins été reconnaissants envers la Russie d'avoir été la seule puissance à véritablement les soutenir face à la coalition menée par Washington. L'élan de russophilie a été alors suffisamment porteur pour que le Parlement serbe se

montre la même année favorable à ce que la Serbie intègre le projet d'union entre la Russie et la Biélorussie.

Sa puissance retrouvée, Moscou met désormais un point d'honneur à défendre jusqu'au bout ses alliés, comme le régime syrien qui aurait pu s'effondrer sans son aide militaire, ou les pseudo-républiques sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud pour lesquelles elle n'a pas hésité à attaquer la Géorgie en 2008. Quant à la Serbie, elle veille naturellement à entretenir sa relation privilégiée avec le « grand frère » russe. En avril 2019, le ministre serbe des Affaires étrangères Ivica Dacic déclarait à Moscou que « la Serbie n'est pas capable de protéger ses intérêts étatiques sans l'aide de la Russie », ou que son pays ne ferait rien pour régler durablement le contentieux autour de l'indépendance du Kosovo « sans consulter Moscou[304] ». Au-delà des aspects stratégiques, de tels rapprochements prouvent à quel point les pays d'Europe de l'Est ont la mémoire longue et agissent à l'aune de celle-ci.

On observe ces dernières années un nouveau rapprochement entre Belgrade et Moscou, malgré la candidature de la Serbie à l'entrée dans l'Union européenne, son partenariat particulier avec l'OTAN (qui oblige Belgrade à un jeu d'équilibre[305] qui a des chances de s'éterniser[306], tandis que la population est bien plus en

---

[304] « L'actu en capitales : Belgrade refuse de s'éloigner de la Russie », *Euractiv*, 18 avril 2019, https://www.euractiv.fr/section/politique/news/serbia-says-it-cannot-protect-its-interests-without-russia/433999/

[305] Jean-Arnault Dérens, « La Serbie, ballottée entre la Russie et l'Union européenne », *Le Temps*, 24 avril 2016, https://www.letemps.ch/monde/serbie-ballottee-entre-russie-lunion-europeenne

[306] Vuk Vuksanovic, « Why Serbia Won't Stop Playing the Russia Card Any Time Soon », *The Moscow Times*, 29 octobre 2019, https://www.themoscowtimes.com/2019/10/29/why-serbia-wont-stop-playing-the-russia-card-any-time-soon-a67953

faveur d'une alliance avec la Russie que d'une entrée dans l'OTAN, massivement rejetée[307] tant l'Alliance atlantique est détestée[308], au contraire de Moscou qui reste populaire[309]), et l'aventurisme international de Vladimir Poutine. La Serbie penche à nouveau davantage vers une Russie qui tente de la placer durablement dans son orbite, en l'éloignant de l'Europe et des États-Unis. Les événements semblent s'accélérer.

Le 25 octobre 2019, la Serbie signait un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique, dont elle est devenue membre *de facto*. Si comme l'a souligné la Première ministre Ana Brnabic, l'accord ne remet aucunement en cause la volonté de Belgrade d'adhérer à l'UE d'ici 2025 (on peut d'ailleurs aussi voir le rapprochement de la Serbie avec l'UEEA comme un moyen de faire pression sur l'UE pour l'amener à accorder davantage d'attention et de sérieux à la candidature serbe), cette initiative traduit aussi la frustration de la Serbie devant la lenteur de son processus d'intégration à une Union européenne qui se montre peu enthousiaste à ce sujet. Une frustration et une désillusion dont profite évidemment Moscou. Bien que l'UEEA n'est clairement

---

[307] Policy Department, Directorate-General for External Policies (Parlement européen), « Serbia's cooperation with China, the European Union, Russia and the United States of America », site du Parlement européen, novembre 2017, p. 40-41, https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603854/EXPO_STU(2017)603854_EN.pdf

[308] « Western Balkans between East and West, public opinion research in Bosnia and Herzegovina, Macedonia, Montenegro, Serbia, November 2018 », site du National Democratic Institute, 25 janvier 2019, https://www.ndi.org/sites/default/files/Download%20Report_1.pdf

[309] Center for Insights in Survey Research, Western Balkans Regional Poll February 2, 2020 - March 6, 2020, https://www.iri.org/sites/default/files/final_wb_poll_for_publishing_6.9.2020.pdf

pas une alternative aussi attractive que l'UE, le choix de la Serbie de renforcer son intégration dans cet ensemble économique traduit la capacité de la Russie à traduire son influence historique et culturelle en victoires politiques face au manque de volontarisme des puissances du Vieux Continent.

La Russie investit globalement moins en Serbie que les grandes puissances d'Europe occidentale et contribue modestement à son développement (rappelons que la Serbie est bénéficiaire de l'instrument d'aide de préadhésion financé par l'UE). Pourtant, elle constitue aux yeux de la Serbie l'un de ses principaux bienfaiteurs, bien plus que les pays européens (*idem* s'agissant de la Chine qui instrumentalise le moindre investissement). Moscou travaille en effet bien mieux son image. La Russie n'a pu venir en aide à l'allié serbe en 1999, mais le fait qu'elle n'ait pas participé aux opérations de l'OTAN a suffi à lui conserver la sympathie de l'opinion serbe, sympathie naturellement renforcée par l'opposition vigoureuse de Moscou à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. Ces deux orientations de politique étrangère sont à la fois respectables et fondées sur des éléments que l'Occident a trop négligés. Pour maintenir sa position de « grand frère » de Belgrade, Moscou n'a en revanche pas hésité à prendre des décisions plus discutables : ainsi du veto russe une résolution de l'ONU de 2008 visant à reconnaître le caractère génocidaire du massacre de Srebrenica.

Les journaux les plus lus de Serbie sont des tabloïds (*Informer*, *Alo !*, *Srpski Telegraf*) contrôlés par des prorusses[310]. Leur ligne éditoriale ne se limite pas à véhiculer un message favorable à Poutine et fait la part

[310] Charles Haquet, Mersiha Nezic, « Serbie, le terrain de jeu de Poutine », *L'Express*, 20 avril 2019, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/serbie-le-terrain-de-jeu-de-poutine_2068073.html

belle à la désinformation et aux fausses nouvelles, contribuant à diffuser une propagande hostile à l'UE et aux Occidentaux. L'implication plus directe de Moscou passe par l'activisme d'ONG russes plus ou moins liées aux pouvoirs mais à peu près toutes vouées à ancrer la Serbie dans le giron russe ; on dénombre plus d'une centaine de sites, ONG, groupes, associations diffusant « une dialectique et des valeurs pro-russes »[311], selon le Center for Euro-Atlantic Studies de Belgrade (un *think-tank* atlantiste et pro-européen). La politique d'influence de Moscou se fait également via une instrumentalisation de la religion. L'orthodoxie étant l'un des fondements de la proximité culturelle entre Serbie et Russie, le Kremlin fait naturellement de l'Église orthodoxe serbe un élément clé de sa politique d'influence dans l'un des pays les plus religieux d'Europe. Sur le plan de l'influence politique, Moscou est en terrain conquis. Vladimir Poutine continue depuis plusieurs années d'y être le dirigeant mondial auquel les Serbes font le plus confiance.

Au cours de l'été 2019, l'industrie française de l'armement s'était félicitée de l'achat par la Serbie de systèmes de défense anti-aérienne à courte portée Mistral 3. Quelques mois plus tard, les armées serbes s'équipaient de systèmes sol-air russes Pantsir-S1. La Serbie se fournit traditionnellement auprès de la Russie et l'essentiel de ses équipements militaires sont d'origine soviétique ou russe : elle s'est engagée dans un renforcement de ce lien. Belgrade a manifesté un moment une volonté d'acquérir des systèmes de défense anti-missile russes S-400 et modernise des Mig-29 russes (provenant pour certains de l'arsenal biélorusse). Aleksandar Vucic a d'ailleurs

[311] Cédric Riedmark, « L'influence Russe en Serbie, mythe et réalité », *Revue Conflits*, 3 octobre 2018, https://www.revueconflits.com/linfluence-russe-en-serbie-mythe-et-realite/

proposé de « baptiser » les Pantsir-S1 acquis par son pays du nom de pilotes yougoslaves tués dans les affrontements contre l'OTAN en 1999. La presse prorusse dominante dans le pays n'a évidemment pas manqué de réactiver le douloureux souvenir des bombardements de la coalition menée par Washington. Quitte à sous-entendre que les systèmes sol-air achetés aux Russes pourraient servir contre... l'OTAN, avec laquelle la Serbie entretient un partenariat dont Vucic essaye de tirer le meilleur profit.

En dépit de sa relation avec l'OTAN, la Serbie renforce sa proximité militaire avec la Russie[312]. Dans la lignée des achats à la Russie de systèmes de défense anti-aérienne dernier cri[313], l'opération « Bouclier slave - 2019 » (*Slavic shield*) a témoigné d'une forte valeur symbolique. La deuxième phase de ces exercices conjoints entre forces russes et serbes qui s'est déroulée du 24 au 29 octobre (coïncidant, par un hasard de calendrier, avec la signature de l'accord entre la Serbie et l'Union économique eurasienne) à la base aérienne de Batajnica (chargée de la protection de Belgrade et cible d'importants bombardements de l'OTAN en 1999 du fait de son importance) s'inscrivait dans le renouveau de la coopération militaire entre les deux « frères slaves », coopération qui devrait continuer de se renforcer.

*Quid* de la volonté de la Serbie d'adhérer à l'Union européenne, qui équivaudrait aux yeux de Moscou comme de Bruxelles à un éloignement de la Russie ? En étant la

---

[312] « Pentagon Report: Serbia has intensified relations with Russia since 2012 », *European Western Balkans*, 28 novembre 2019, https://europeanwesternbalkans.com/2019/11/28/pentagon-report-serbia-has-intensified-relations-with-russia-since-2012/

[313] Michel Chabirol, « Armement : la Serbie se rapproche fortement de la Russie », *La Tribune*, 4 novembre 2019, https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/armement-la-serbie-se-rapproche-fortement-de-la-russie-832241.html

seule grande puissance à soutenir activement Belgrade contre la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, la Russie cherche aussi à geler un différend qui est le principal obstacle à une entrée de la Serbie dans l'Union (celle-ci étant conditionnée au règlement de la question kosovarde). La Russie a de prime abord beaucoup à perdre à voir la Serbie rejoindre les Vingt-Sept. Mais vue de Moscou, une telle issue ne marquerait pas forcément une défaite complète. En effet, la politique étrangère russe en Europe pourrait davantage bénéficier d'une adhésion pleine et entière de la Serbie à l'UE. En adaptant sa stratégie d'influence dans le pays, Moscou pourrait faire de Belgrade un cheval de Troie dans l'Union européenne. Ce scénario inquiète nombre de responsables en charge de la procédure d'adhésion de la Serbie à l'UE – au même titre que l'intrusion croissante des intérêts chinois en Serbie, où la Chine est encore plus implantée que dans d'autres pays d'Europe du Sud et orientale.

Concernant cette adhésion, on remarque que l'intérêt de la population, qui a beaucoup décliné dans les années 2010[314], est bien plus mitigé qu'il ne l'était à l'époque de l'extension de l'UE vers l'Est[315]. Les sondages de ces dernières années montrent que la part de la population serbe favorable à l'adhésion oscille généralement entre 42[316], 43[317] ou 47%[318] et 50%[319]à

[314] Center for Insights in Survey Research, Survey of Serbian Public Opinion November 24 – December 3, 2015 https://www.iri.org/sites/default/files/wysiwyg/serbia_november_2015_poll_public_release.pdf

[315] « European orientations of Serbians citizens, Public Opinion Poll (June - July 2019) », site du ministère serbe de l'Intégration européenne, juillet 2019, https://www.mei.gov.rs/upload/documents/nacionalna_dokumenta/istrazivanja_javnog_mnjenja/opinion_poll_july_19.pdf

[316] Snezana Bjelotomic, « 42% people in Serbia in favour of EU membership », *Serbian monitor*, 27 décembre 2018, https://www.serbianmonitor.com/en/42-people-in-serbia-in-

55%[320], sachant qu'il est difficile de déterminer comment ces différentes aspirations pourraient se traduire dans les urnes en cas de référendum sur l'adhésion[321]. Bien que la plupart des études d'opinion continuent de désigner une majorité en faveur de l'entrée dans l'UE, plusieurs sondages montrent que si l'adhésion était conditionnée à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (et il est quasi-certain qu'elle le sera), les Serbes préféreraient rester en-dehors de l'Union plutôt que de lâcher cette région. La proportion de Serbes préférant sacrifier une adhésion à l'UE pour conserver l'intégrité territoriale de leur pays semble s'être renforcée ces dernières années selon divers sondages (elle était par exemple de 57% en 2015 selon l'International Republican Institute[322]). On constate en croisant différentes études que les Serbes voient davantage d'intérêt (emplois, niveau de vie, investissements, mobilité à l'étranger) dans une bonne relation avec l'UE ou une adhésion à celle-ci. L'Europe est, malgré tous les

---

favour-of-eu-membership/

317 Cédric Riedmark, « L'influence Russe en Serbie, mythe et réalité », *Revue Conflits*, *op. cit.*

318 « 47% of Citizens support Serbian Membership to the EU », *European Western Balkans,* 6 février 2017, https://europeanwesternbalkans.com/2017/02/06/47-of-citizens-support-serbian-membership-to-the-eu/

319 Julija Simic, « Most Serbs support EU membership, cite job opportunities, in new poll », *Euractiv*, 25 janvier 2018, https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/most-serbs-support-eu-membership-cite-job-opportunities-in-new-poll/

320 Radomir Ralev, « Support for EU accession in Serbia at 53% - poll », *SeeNews*, 26 août 2019, https://seenews.com/news/support-for-eu-accession-in-serbia-at-53-poll-666492

321 José Alvarado Tags, « Assessing Serbian enthusiasm for EU membership », *Europe Elects*, 11 janvier 2019, https://europeelects.eu/2019/01/11/assessing-serbian-enthusiasm-for-eu-membership/

322 Center for Insights in Survey Research, Survey of Serbian Public Opinion, *op. cit.*

jugements négatifs qu'elle peut susciter en Serbie, perçue comme capable d'améliorer le quotidien de la population mieux que ne le ferait la Russie dans le cas d'un partenariat plus poussé avec celle-ci. Cependant, il ne s'agit clairement pas d'une préférence pour le modèle occidental incarné par l'UE face à la Russie. Les Serbes continuaient d'ailleurs à ne pas voir de contradiction entre rejoindre l'UE et conserver une forte relation avec la Russie même durant l'année de l'annexion de la Crimée[323] qui avait fait grimper les tensions entre Russie et Occident. Il ne faut pas non plus oublier à quel point la Serbie est toujours éloignée des standards européens sur le plan intérieur : pour reprendre une formule évocatrice, l'européanisation de la Serbie a davantage en commun avec la Hongrie de Viktor Orban qu'avec celle des démocraties d'Europe de l'Ouest[324].

Le désamour vis-à-vis de la construction européenne s'explique évidemment par les échecs de celle-ci, l'Union étant devenue moins attractive qu'elle ne l'était encore au début des années 2000. L'impact des stratégies d'influence et de la « guerre de l'information » orchestrées par Moscou en Serbie n'est cependant pas à négliger. En plus d'avoir accru le rejet de l'Europe et de ses valeurs, ces campagnes d'influence ont augmenté l'attrait pour la Russie. Certains sondages douteux (comme celui cité par

[323] Andreas Poltermann, « Serbia Caught between Two Chairs? Does Serbia Want to be Part of the Russian Sphere of Influence or Join the European Union ? », Heinrich Böll Stiftung – Belgrade, 10 décembre 2014, https://rs.boell.org/en/2014/12/10/serbia-caught-between-two-chairs-does-serbia-want-be-part-russian-sphere-influence-or

[324] Dimitar Bechev, « Is Russia Winning in Serbia ? Maybe, But Not for the Reasons You Think », *Atlantic Council*, 10 avril 2017, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/is-russia-winning-in-serbia-maybe-but-not-for-the-reasons-you-think/

*SputnikNews*[325] et abondamment repris depuis) rapportent que la grande majorité des Serbes préférerait une « alliance » avec la Russie plutôt qu'une adhésion à l'UE, ce qui est peu probable tant la population différencie une attirance venue du cœur pour la Russie d'un rapprochement avec l'Union européenne guidé par la raison. Depuis quelques années, on observe cependant des signaux faibles, par exemple sur la désillusion de nombreux jeunes vis-à-vis de l'UE et leur attirance pour la Russie[326], ou le fait que les jeunes Serbes sont les moins enthousiastes de tous les Balkans à l'idée de rejoindre l'Union, même lorsqu'ils sont une majorité à souhaiter l'adhésion[327]. Malgré le maintien d'une certaine attractivité de l'Union européenne, de nouvelles études confirment que les Serbes voient plus favorablement la Russie ou la Chine que l'Occident[328]. Début 2020, l'image de la Russie en Serbie restait bien plus positive que celle des puissances occidentales (avec une amélioration de 20 points depuis 2013), et n'était concurrencée que par celle de la Chine[329]. Au printemps 2020, la crise du Covid-19 a quant à elle permis à la Russie et à la Chine de déployer

---

[325] « Sondage: 61% des Serbes préfèrent une alliance avec la Russie plutôt qu'avec l'UE », *SputnikNews*, 6 juillet 2015, https://fr.sputniknews.com/international/201507061016863557/

[326] « Serbie : les jeunes préfèrent la Russie à l'UE », *Le Courrier des Balkans*, 7 août 2016, https://www.courrierdesbalkans.fr/les-jeunes-serbes-n-aiment-pas-l-ue

[327] Dominik Istrate, « Poll : Young Serbs choose moving to Europe over EU membership », *Emerging Europe,* 16 mai 2019, https://emerging-europe.com/news/poll-young-serbs-choose-moving-to-europe-over-eu-membership/

[328] « Western Balkans between East and West, public opinion research in Bosnia and Herzegovina, Macedonia, Montenegro, Serbia, November 2018 », site du National Democratic Institute, *op. cit.*

[329] Center for Insights in Survey Research, Western Balkans Regional Poll February 2, *op. cit.*

d'importants efforts d'influence en dépêchant de l'aide en Serbie. Alors que des critiques se sont élevées contre l'ingérence russe dans les troubles causés dans le pays par la gestion de la pandémie, la Chine s'est imposée aux yeux de l'opinion comme la principale pourvoyeuse d'aide humanitaire : face au risque de voir la Chine prendre trop d'influence dans la région, la Russie pourrait être amenée à redoubler d'efforts pour y défendre sa place. Les deux pays ne sont cependant pas entrés en concurrence frontale au moment de la distribution de vaccins début 2021, où ils tous deux su se placer en alternative à une Union européenne alors empêtrée dans le départ raté de la campagne de vaccination. Tandis que la Chine s'imposait en modèle d'efficacité (la Serbie a été le premier pays à valider le vaccin de Sinopharm), tandis que la Russie, avec les livraisons massives de son vaccin Sputnik-V, parvenait à renouveler son image de puissance protectrice des Serbes.

Au global, si la Serbie reste plutôt attirée par la construction européenne et lorgne de plus en plus vers Beijing, elle constitue un cas d'école de la capacité de la Russie à conserver des liens forts sur des bases empruntant notamment à l'histoire, à la culture et à l'image d'une puissance tenant tête à l'Occident projetée par Moscou. Nous sommes bien loin de la caricature d'une Russie affaiblie qui ne séduirait plus ses partenaires historiques. En revanche, l'influence de Moscou dans les Balkans faiblit bel et bien face à celles, croissantes, de la Chine, et de la Turquie d'Erdogan. La Turquie se déploie aux portes de l’Union européenne, où elle fait preuve d’un activisme sous-estimé dans les anciennes provinces ottomanes. Ankara y finance, comme ailleurs en Europe, des mosquées et des imams, des centres d'éducation religieuse,

des centres culturels promouvant l'influence turque, et surtout des réseaux politico-religieux (ce qu'elle fait également en France via la DITIB ou le Millî Görüs). Tout comme Poutine est une figure tutélaire pour une partie de la population des Balkans, Erdogan est devenu une figure influente auprès d'une grande partie des populations musulmanes. Une simple anecdote en dit long sur l'aura dont bénéficie le *Reis* : lors de sa dernière campagne présidentielle, en 2018, Erdogan a convoqué la nostalgie de l'Empire ottoman en plein Sarajevo, devant une foule de 20 000 personnes dont des Turcs des Balkans et des Slaves musulmans venus se joindre aux Bosniaques. Le plus puissant des dirigeants bosniens, le Bosniaque[330] musulman Bakir Izetbegovic (auquel a succédé Sefik Dzaferovic en 2018), recevait le dictateur turc « envoyé par Dieu » avec des airs de vassal recevant son maître. Erdogan est considéré par des millions de musulmans des Balkans, turcophones ou non, comme leur leader sur la scène mondiale. La Bosnie-Herzégovine, que l'Union européenne tient trop souvent à distance, est attirée dans le giron d'une Turquie qui tente de s'immiscer aux périphéries de l'Union. Au risque de rouvrir de vieilles plaies dans les Balkans qui n'ont pas encore totalement tourné la page des conflits et montrent des signes de crise identitaire. En désignant régulièrement les États européens comme les ennemis de certaines populations des Balkans, tel qu'il l'a fait en accusant les Pays-Bas d'être responsables du massacre de Srebrenica, Erdogan jette de l'huile sur le feu. Il le fait également par la promotion d'un *soft power* reposant sur le soutien de réseaux communautaires et religieux et un révisionnisme

[330] Les Bosniens sont les citoyens de Bosnie-Herzégovine et peuvent être bosniaques, serbes ou croates ; les Bosniaques appartiennent à l'ethnie bosniaque et peuvent être membres de la diaspora bosniaque et ne pas être de nationalité bosnienne.

historique assumé.

Des tensions avec la Grèce et Chypre en passant par ses interventions en Syrie et en Libye et son soutien à l'Azerbaïdjan contre l'Arménie en 2020, le régime d'Erdogan a montré à quel point son discours néo-ottoman pouvait trouver une traduction concrète. Le pouvoir de nuisance du régime turc est réel. Or, si Erdogan continue d'accumuler les difficultés et une impopularité grandissante d'ici 2023, date des prochaines élections législatives et présidentielle et du centenaire de la République turque qui doit coïncider avec l'aboutissement de grands projets nationaux, il devrait accroître sa fuite en avant nationaliste et ses manœuvres de diversion à l'international. Il en est aujourd'hui plutôt à une phase de « test » de ses propres moyens, des réactions étrangères, du soutien de l'opinion, de sa capacité à ouvrir plusieurs fronts à la fois. Or, les Balkans orientaux ont tout d'une potentielle cible pour le régime turc et pourraient mieux lui prêter le flanc que la Grèce et Chypre, que l'Arménie, la Libye ou la Syrie. Une tentative de coup d'éclat dans la région apparaît comme un scénario sérieux, et pourrait susciter des troubles ; dans le cas où la Turquie d'Erdogan ne cherche pas à engager une telle « aventure » étrangère dans les Balkans orientaux, ceux-ci seront nécessairement concernés par une probable crise avec avec la Grèce et Chypre. Il est en effet hautement probable que le régime d'Erdogan cherchera d'ici 2023 à relancer ses projets en Méditerranée orientale et en mer Égée qui ont déjà entraîné de graves tensions en 2020. Si Ankara contribue à déstabiliser les Balkans, où la situation reste fragile, des heurts violents pourraient éclater et se solder par une crise migratoire localisée, et des groupes criminels ou terroristes étendraient davantage leurs activités jusque chez nous en profitant de l'instabilité de leurs pays d'origine. Nul doute que la Russie cherchera à contrer cette influence grandissante de la Turquie dans la région,

tout comme elle cherche à circonscrire celle de la Chine en Serbie malgré des intérêts partagés avec Beijing. En cas de déstabilisation des Balkans, la Russie interviendra d'une manière ou d'une autre.

D'autres raisons poussent déjà Moscou à s'ingérer de manière croissante dans la région, pour l'heure par des actions liant services secrets (le GRU et le FSB ayant renforcé leur activité locale depuis les années 2010) et diplomatie. La Russie a par exemple été accusée d'être à la manœuvre dans la tentative ratée de coup d'État au Monténégro en octobre 2016 (des espions russes ont ainsi été condamnés à de la prison en 2019 en lien avec cette affaire après une longue enquête[331]). Cette tentative de putsch était vraisemblablement liée à la perspective d'une adhésion du Monténégro à l'OTAN (rendue effective en 2017), qui a conduit Moscou à prendre des mesures « punitives » contre Podgorica. Le minuscule Etat balkanique est soumis à des campagnes de déstabilisation de la part de la Russie qui semblent s'être renforcées depuis l'adhésion à l'Alliance. La Russie se serait également ingérée dans le différend entre la Grèce et l'ancienne république yougoslave de Macédoine, à l'époque où les deux pays concluaient un accord sur le nom de cette dernière, qui s'appelle officiellement depuis 2019 la Macédoine du Nord. Athènes, pourtant réputée proche de Moscou, est allée jusqu'à expulser des diplomates russes accusés d'avoir cherché à saboter l'accord gréco-macédonien, Moscou ayant répondu par une mesure réciproque[332]. Un accord sur le nom de la

[331] Shaun Walker, « Alleged Russian spies sentenced to jail over Montenegro 'coup plot' », *The Guardian*, 9 mai 2019, https://www.theguardian.com/world/2019/may/09/montenegro-convicts-pro-russia-politicians-of-coup-plot

[332] « Athènes et Moscou expulsent mutuellement des diplomates », *France 24*, 11 juillet 2018, https://www.france24.com/fr/20180711-expulsions-mutuelles-

Macédoine du Nord était en effet le dernier obstacle majeur à une adhésion de celle-ci à l'UE et à l'OTAN ; Skojpe a rejoint l'Alliance atlantique en mars 2020. Du fait de l'activisme et des intérêts russes dans la région, certains analystes évoquent désormais la possibilité d'une intervention des forces russes, notamment au Monténégro. Un ancien cadre du Département d'État américain à l'époque d'Obama, Jeffrey Stacey, avançait en 2018 qu'une agression russe contre le Monténégro marquerait la fin de l'OTAN qui n'oserait réagir par la force pour protéger le plus faible de ses membres[333]. On émettra des doutes sur la crédibilité d'une telle issue pour l'Alliance atlantique, d'autant que ce scénario a été évoqué dans le contexte particulier de la présidence de Donald Trump, mais la perspective d'une opération de guerre hybride de la part de la Russie pourrait par exemple être plausible. Dans le cadre du recueil « Conflicts to come » publié par le prestigieux International Institute for Strategic Studies, regroupant des scénarios d'experts des questions stratégiques pour 2030, un chercheur auprès du même institut, Franz-Stefan Gady, imaginait deux ans plus tard une intervention russe au Monténégro, qui permettrait à Moscou d'imposer un fait accompli[334]. Un scénario plausible. Au vu de tout ce qui précède, une prochaine surprise stratégique aura-t-elle lieu dans les Balkans ?

Revenons à l'Europe du Nord dont nous avons

---

diplomates-grece-russie-athenes-moscou-macedoine-nord-russes

[333] Jeffrey A. Stacey, « A Russian Attack on Montenegro Could Mean the End of NATO », *Foreign Policy*, 27 juillet 2018, https://foreignpolicy.com/2018/07/27/a-russian-attack-on-montenegro-could-mean-the-end-of-nato-putin-trump-helsinki/

[334] Franz-Stefan Gady, « The Viber invasion : how Russia occupied Montenegro », *in* « Conflicts to come : 15 scenarios for 2030 », International Institute for Strategic Studies, décembre 2020, p. 51, https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/CP_161.pdf

abordé la situation plus haut. On retient que les pays scandinaves, Suède et Norvège en tête, ont des raisons de s'inquiéter d'une potentielle menace de la part de la Russie, d'abord parce que celle-ci multiplie les menaces militaires et diplomatiques. On observe également que des États ayant jusqu'ici compté parmi les plus pacifistes du monde en viennent à concevoir d'être emportés dans une guerre entre États, au point de réarmer sur les plans politique, civique, et militaire, face à une Russie qui montre régulièrement à ses voisins nordiques qu'elle se prépare à l'éventualité d'une telle issue. Par ses provocations et exercices risqués dans la région, la Russie pourrait déclencher un incident militaire ou diplomatique grave. Or, le scénario d'un incident, d'une erreur d'interprétation, fait partie de ceux susceptibles de déclencher une escalade militaire qui pourrait vite dégénérer en affrontement. Lorsque le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Thierry Burkhard, avance que « *nos adversaires nous testent de plus en plus durement, sans craindre d'aller à l'incident* […] *le moindre incident peut dégénérer en escalade militaire non maîtrisée*[335] », rejoignant les craintes de l'OTAN dont un cadre estime de même source que *« le combat futur avec la Russie ne procédera pas d'une invasion, mais peut-être d'une erreur de calcul qui nous entraînera »*, il illustre la gravité du risque. L'un des meilleurs spécialistes français des questions de défense, Pierre Servent, estime également que *« ces gesticulations [russes] pourraient bien un jour déraper et créer un incident grave avec l'OTAN*[336] *»*. Une éventuelle guerre contre la Russie commencera-t-elle en

[335] Nathalie Guibert, « L'armée de terre française envisage de futurs affrontements "Etat contre Etat" », *Le Monde*, 17 juin 2020 https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/17/la-france-se-prepare-a-endurcir-l-armee-de-terre_6043162_3210.html

[336] Pierre Servent, *Extension du domaine de la guerre*, Paris, éditions Perrin, coll. « Tempus », 2017, p. 60.

Europe du Nord ?

## Chapitre 6

# Désinformation, *trolls* et propagande : pourquoi la « Guerre de l'information » russe est plus importante qu'il n'y paraît

La Russie de Poutine est parvenue à développer un véritable pouvoir d'influence (via ses relais et réseaux jusqu'au cœur des démocraties occidentales, et via la promotion d'une vision alternative des enjeux internationaux) et de nuisance (via une « Guerre de l'information » inédite par sa nature et par son efficacité). La proximité de certains dirigeants politiques européens ou américains avec le régime russe est devenue ces dernières années un élément important de la vie publique, tout comme la question de l'ingérence russe sur les réseaux sociaux et dans les médias. Rien de nouveau à cela, si ce n'est que l'ampleur de la désinformation d'origine russe dépasse régulièrement les anticipations. Surtout, c'est la nature de la « guerre de l'information » livrée par Moscou qui est souvent mal comprise.

La question de la « guerre de l'information » menée par la Russie, de son ampleur, de son efficacité et de ses buts, touche à l'un des aspects les plus importants de notre époque : la redéfinition des concepts de vérité ou de fait objectif, qui sont de plus en plus assimilés à une opinion

comme une autre, refusés ou mis en doute sur l'autel du doute permanent et d'une polarisation (assortie d'une atomisation) croissante de la vie publique. Les données fiables ne manquent pas sur la guerre de l'information menée par la Russie. Pourtant, il est particulièrement difficile d'écrire sur un sujet aussi brûlant, car le contexte l'est plus encore. Ce contexte n'est pas simplement fait de défiance et de fracturation de la vie politique à un point tel que des millions d'électeurs se réfugient dans des réalités parallèles, de viralité des informations fausses ou déformées, d'expansion continue des idées et réflexes complotistes. Ce contexte est celui d'un nouvel âge de l'information dont nous ne découvrons peut-être que les contours encore flous. Nous y reviendrons.

Il convient en outre d'apporter une précision fondamentale. La « guerre de l'information » telle que la pratique la Russie ne se limite pas à défendre un légitime point de vue russe sur des enjeux d'actualité – d'autant que certains médias et dirigeants occidentaux peuvent eux aussi propager de fausses informations ou en occulter des vraies. Son but supérieur est de déstabiliser les démocraties occidentales en exploitant leurs propres faiblesses. Cet objectif ambitieux est rendu crédible, on l'a dit, par l'avènement d'un nouvel âge de l'information que nous commençons tout juste à comprendre, et qui aura des conséquences toujours plus vastes sur notre vie publique. C'est dans ce contexte que prospère la stratégie russe, avec des perspectives inquiétantes.

En effet, il faut voir au-delà de la partie « visible » de la lutte informationnelle. Le régime russe fait preuve d'une capacité de nuisance sous-estimée dans ce domaine, dans tous ses champs, tous ses aspects. Car si en surface, la propagande russe a ses limites qui résident d'abord dans l'intérêt et l'appréciation du grand public dans différents pays, des centaines de millions de gens baignent sans le savoir dans un océan de narratifs et de récits de

propagande servant même indirectement la stratégie russe, des Maliens confrontés à la propagande russe anti-française aux Français touchés par des « fake news » parfois créées ou amplifiées depuis la Russie. Le gigantesque effort de désinformation, de manipulation de l'opinion et de déstabilisation de pays étrangers s'accentue. Notre propre pays continue en souffre de plus en plus, par exemple *via* les campagnes de désinformation menées par la Russie contre la France en Afrique francophone. La « guerre de l'information » menée par le régime russe est beaucoup plus massive, et surtout beaucoup plus efficace qu'il n'y paraît. Nous devons nous attendre à ce qu'elle s'intensifie encore, d'autant qu'elle pourrait recourir à des moyens toujours plus sophistiqués et qu'elle est de plus en plus imitée par d'autres puissances telles que la Turquie, la Chine et l'Iran.

Enfin, même si la cible extérieur principale de la guerre de l'information russe est (ou du moins l'est-elle probablement au moment d'écrire ces lignes) le monde occidental, il convient de rappeler deux choses. La première, évidente mais pourtant vite oubliée, est que le premier public ciblé par cette guerre de l'information est l'opinion publique russe. La très grande majorité du peuple russe reste sous l'emprise de la propagande du régime et de son contrôle de l'information : en régnant en maître sur l'information, Poutine et son régime contrôlent les cœurs et les esprits et garderont la main pour longtemps.

La deuxième, trop souvent négligée, est que la guerre de l'information s'étend hors d'Occident, alors que l'opinion publique mondiale devient de plus en plus importante dans les affaires internationales, et que les opinions publiques non-occidentales ont de plus en plus de poids dans cette opinion publique mondiale. Du sous-continent indien à l'Amérique latine en passant par l'Afrique subsaharienne, des citoyens généralement proches des valeurs occidentales, connectés et plutôt bien

intégrés dans la mondialisation ont une mauvaise image de la Russie. Mais dans le « Sud global », une part significative, voire majoritaire de l'opinion publique ayant accès à un certain niveau d'information a une bonne image de Poutine et de la Russie comme acteur international, et adhère à des éléments de la propagande russe au sujet des relations internationales. C'est le cas dans les pays où les médias officiels relaient le point de vue du Kremlin (comme en Chine), dans les pays où les ressentiments envers l'Occident donnent une certaine audience à la Russie (ainsi de l'essentiel des pays à majorité musulmane), mais aussi dans des pays pluralistes comme l'Inde où la Russie est largement soutenue, tout comme dans certaines grandes démocraties d'Amérique du Sud comme le Brésil. La bataille de l'information se fait désormais au niveau mondial, et en-dehors des démocraties libérales, l'opinion publique internationale est bien plus réceptive qu'il n'y paraît à la propagande du Kremlin et d'autres régimes autoritaires qui savent instrumentaliser le souhait d'une alternative à la vision du monde promue par les puissances occidentales et leurs principaux alliés.

La guerre de l'information menée par la Russie est bien plus importante qu'il n'y paraît : elle constitue un danger formidable et toujours croissant, qui pourrait jouer un rôle important dans de potentielles surprises stratégiques à venir.

## *Bulles cognitives et faits alternatifs, polarisation et atomisation sociales : les périls d'un nouvel âge de l'information*

« Gouverner, c'est faire croire », disait Machiavel. Cette citation s'applique particulièrement bien à nos

démocraties qui tendent à devenir des régimes d'opinion, à notre vie politique centrée sur la communication, les récits médiatiques et les ressentis qui l'emportent sur les faits. On ne s'étendra pas ici sur le rapport inquiétant à l'information et à la notion même de vérité qui se fait jour dans les démocraties occidentales. Entre le référendum sur le Brexit, la présidentielle américaine ou encore la campagne sur le référendum constitutionnel qui a scellé le sort de Matteo Renzi en Italie, l'année 2016 a marqué une première prise de conscience à la hauteur du danger, illustrée par l'irruption dans le débat public des notions de post-vérité, *fake news* et « faits alternatifs ». L'an 2018, caractérisé par une montée encore plus forte des populismes et des dérives autoritaires, a définitivement mis la question des batailles de l'information sur la table.

Avec la crise du Covid-19 et les multiples événements qui ont émaillé l'actualité, l'année 2020 a cristallisé toutes ces tendances lourdes, avec l'aggravation du phénomène de « bulles informationnelles » (ou bulles cognitives) dans lesquelles s'enferment de plus en plus de citoyens. Sur le plan politique, ce dernier phénomène a trouvé une inquiétante illustration avec le refus d'une grande partie de l'électorat de Donald Trump et de millions de ses soutiens à l'étranger de reconnaître la défaite de leur champion, l'assaut de militants factieux contre le Capitole le 6 janvier 2021 n'ayant été que l'expression la plus spectaculaire de ce déni. L'an 2020 aura vraiment mis sur la table un clivage entre les « complotistes » et les autres, clivage qui prend des allures de lutte des classes lorsque les « complotistes » sont parfois assimilés avec dédain à des couches sous-éduquées, ou s'identifient eux-mêmes au peuple se révoltant contre les mensonges d'une élite qui le manipulerait pour servir ses seuls intérêts. Ce clivage ne recoupe pourtant pas toujours les catégories sociales, lesquelles sont toutes exposées à divers degrés à la

désinformation. Le clivage social se retrouve plutôt dans la radicalisation continue d'une partie de la population qui s'enferme dans les bulles informationnelles évoquées plus haut. En face d'un noyau authentiquement complotiste, surreprésenté il est vrai au sein des catégories populaires où il reste minoritaire, a émergé un noyau opposé de citoyens généralement issus des catégories CSP+, qui associent la moindre information ou opinion n'allant pas dans leur sens à du complotisme ou du populisme, même lorsqu'elles sont fondées ou étayées.

Malgré sa pertinence, le terme de « complotisme » est de plus en plus souvent dévoyé ; il est devenu pour certains un terme à la fois fourre-tout et méprisant pour désigner tout et n'importe quoi, apportant de l'eau au moulin du véritable complotisme qui se voit ainsi renforcé. Tout comme les complotistes ne croient plus en autre chose qu'aux récits qu'ils se construisent dans leur propre espace informationnel et rejettent tout ce qui infirme leurs idées, le « camp d'en face » a une tendance croissante à confondre les opinions alternatives basées sur des faits avec les « faits alternatifs » mensongers promus par les complotistes et propagateurs de fausses informations ; à confondre l'esprit critique avec l'hypercritique maladive de ceux qui doutent de tout sans discernement ; à confondre ceux qui s'essaient ingénument à penser hors du cadre avec les rhétoriciens authentiquement populistes pour qui le fait d'être contre les médias et penseurs « *mainstream* » est un but en soi. Il ne s'agit pas ici de relativiser la gravité du complotisme ou de lui trouver quelque excuse ou circonstance atténuante, mais d'apporter un minimum de nuance dans un débat qui en manque.

En somme, face au danger que font peser complotisme, contre-vérités et désinformation sur notre vie publique, le fait d'y assimiler des opinions et informations qui n'en relèvent pas renforce l'idée que nous

serions soumis à une pensée unique, à la propagande du « système » et que si « la vérité est ailleurs », elle se situe dans le complotisme et les « *fake news* ». Nous courons le risque de ne plus avoir d'autre alternative qu'entre un îlot de pensée « *mainstream* » qui sera devenu le refuge puritain du camp de la Raison assimilé au camp du Bien, et un torrent de boue charriant approximations, ultracrépidarianisme, complotisme et informations mensongères ou déformées. C'est déjà en partie le cas sur le plan politique dans certaines démocraties, où les tentatives de restructurer l'échiquier autour d'un camp du Bien et d'une opposition rejetée vers le camp populiste renforcent ce dernier (pensons aux exemples français, avec la quête d'un grand parti progressiste qui n'aurait pour opposition que les extrêmes, et américain, où la dérive « bien-pensante » du parti démocrate et pro-*establishment* du parti républicain ont contribué à la victoire du trumpisme dans ce dernier parti, trumpisme qui survivra visiblement à Trump).

Enfin, l'an 2020 a montré à quel point nous avions basculé vers une remise en cause totale de la parole venue de tout ce qui fait autorité. Pour prendre le seul exemple du débat scientifique, on pouvait observer depuis plusieurs années des amateurs remettre en cause la parole de scientifiques reconnus sur la base de rumeurs et de vidéos sur internet, qu'il s'agisse des vaccins, de la 5G, du nucléaire, des OGM, des perturbateurs endocriniens, du changement climatique ou de l'homéopathie. Progressivement, ces gens (on peut y intégrer des spécialistes reconnus dans leur domaine de compétence s'exprimant sur les domaines qu'ils connaissent visiblement moins, et des intellectuels de renom capables de raconter n'importe quoi sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas) ont été mis au même niveau de légitimité et de crédibilité que les experts par le truchement des réseaux sociaux, du manque de rigueur de certains médias,

et de l'irresponsabilité d'une partie de la classe politique. La crise entourant la pandémie de coronavirus a donné une nouvelle dimension à ce phénomène, le tout sur fond d'exaltation par diverses personnalités politiques du « bon sens » face à la science, du relativisme et de l'hypercritique face à une communauté scientifique « officielle » assimilée à « l'élite » honnie. Que les citoyens se saisissent d'enjeux au cœur du débat public, cherchent à se construire un avis et à le partager, confrontent les points de vue, devrait être un signe de vitalité démocratique : en l'occurrence, ce qui se passe est un signe d'extrême malaise démocratique puisqu'il s'agit d'une déconsidération de l'information.

L'AFP et divers médias peuvent produire des articles de « *fact-checking* », de décryptage et de vérification d'affirmations fausses ou inexactes répandues sur la toile, ceux à qui s'adressent en priorité ces articles les lisent de moins en moins puisqu'il s'agit pour eux de propagande du « système », même lorsque les faits sont établis ou réfutés sans doute possible. Plus inquiétant, le fait de montrer les indiscutables contradictions de telle ou telle personnalité politique, médiatique ou scientifique peut n'avoir aucun effet sur ses partisans, qui continueront à défendre quelqu'un capable d'être démenti par l'actualité comme par ses propres erreurs et revirements. Abraham Lincoln disait que personne n'avait assez de mémoire pour réussir dans le mensonge : or, les médias contemporains nous ont donné de quoi retracer tous les mensonges d'une personnalité que le public aurait fini par oublier, mais cela ne suffit apparemment pas...

Il est sinon tentant de se moquer de ceux qui s'improvisent en une semaine épidémiologistes spécialisés dans la chloroquine, experts en politique américaine mention fraude électorale, ou spécialistes de n'importe quel enjeu géopolitique au cœur de l'actualité. Pourtant, ce phénomène a des racines assez profondes. Il n'est guère

étonnant qu'il se manifeste avec tant de force quand dans notre pays, des médias de grande audience (y compris du service public) sont par exemple prêts à reprendre des éléments mensongers pour ne pas aller à l'encontre d'idées reçues trop répandues, en plus de dérouler le tapis à des démagogues et des charlatans qui font grimper l'audimat : inutile de se plaindre du dévoiement du débat public lorsque l'on y propage des inepties par lâcheté ou quête d'audience, par conformisme ou ignorance. Tout ceci s'accompagne évidemment d'un phénomène plus large de polarisation de nos démocraties, de fracturation de nos sociétés où les barrières entre groupes s'érigent à mesure que disparaissent ces repères communs que sont la vérité, les faits, les acquis de la recherche ou de l'enseignement dans tous les domaines, les éléments de consensus.

S'il fallait résumer la notion de vérité à notre époque, nous pourrions dire que désormais toute vérité se vaut et ne vaut rien à la fois. Ceci parce que les faits peuvent désormais être « alternatifs », que l'on confond arguments faisant autorité (tel fait établi et a priori indiscutable) et arguments d'autorité (« si une majorité de gens croient à tel élément pourtant factuellement faux, il faut le considérer comme potentiellement... vrai », « si tel contenu sur les réseaux sociaux a un tel succès, c'est qu'il faut lui donner du crédit »). Parce que l'émotion et le ressenti priment toujours plus sur le reste. Parce qu'il faut bien plus d'énergie et de temps pour réfuter mensonges et approximations que pour en proférer. Parce que la société ouverte supposerait de ne rien laisser fermé à la critique ou à la remise en cause – sauf peut-être certains tabous nécessaires à la paix sociale ou au vivre-ensemble. Ou encore parce que la complexité croissante du monde autoriserait à se réfugier dans le simplisme, voire dans le complotisme qui aurait ses raisons d'être. Michel Rocard disait qu'il fallait *« toujours préférer l'hypothèse de la connerie à celle du complot. La connerie est courante. Le*

*complot exige un esprit rare »* : en l'occurrence, nous avons de plus en plus tendance à choisir la première hypothèse comme mode de raisonnement et celle du complot comme réponse.

Pour forcer le trait, nous pourrions presque dire que nous vivons l'âge de la mort de la Raison. On ne peut pas dire que tout cela soit l'œuvre de la main du Kremlin... Celui-ci a en revanche très bien compris la situation et se montre incroyablement actif pour en profiter : la Russie est peut-être aujourd'hui le pays le plus en pointe dans la « guerre de l'information ». C'est sur ce terreau de dévalorisation des notions de vérité et de désinformation que prospère sa stratégie.

## *Dezinformatzia, et informatsionaya voyna : des traditions russes qui se réinventent*

La désinformation est une pratique ancienne, mais le terme en lui-même vient du russe *dezinformatzia*, héritage de l'expertise du KGB dans ce domaine qui est une véritable tradition du pouvoir russe. Du temps du tsarisme, l'Okhrana présentait déjà un certain savoir-faire en termes de désinformation : en témoigne la rédaction et diffusion à cette époque des prétendus *Protocoles des Sages de Sion*, dont on connaît le triste succès jusqu'à aujourd'hui. Pour en revenir à une époque plus récente, les services secrets soviétiques ont été des pionniers de l'*informatsionaya voyna,* la « guerre de l'information » dans sa dimension la plus aboutie. Au cours de la Guerre froide, l'*informatsionaya voyna* soviétique ciblait notamment les dynamiques d'opinion dans les pays de l'Ouest là où la propagande américaine est restée connue pour les discours caricaturaux du maccarthysme. Des

fausses informations sur la Guerre d'Algérie au SIDA en passant par l'assassinat de JFK et à l'attentat qui faillit emporter Jean-Paul II, l'URSS était active en son temps dans la propagation de théories et de fausses informations visant à fragiliser les pays de l'Ouest. Au point que certaines idées véhiculées par le KGB et autres organismes en pleine Guerre froide sont encore présentes dans le débat public malgré l'absence de preuve les étayant.

La désinformation mêlée à des éléments de propagande plus classique occupait l'essentiel de l'effort de « subversion idéologique » qui constituait autour de 80% de la charge de travail du KGB. L'ingérence électorale était sinon déjà pratiquée par l'URSS à une moindre échelle (contre Ronald Reagan à partir de 1982, contre Helmut Kohl en 1983...) ; sur ce point, les Occidentaux n'étaient bien sûr pas en reste (du financement massif de candidats anticommunistes en Italie par les Américains également impliqués en RFA et en France, en passant par l'influence de cette dernière dans les « élections » en Afrique). Les États-Unis continuent sinon de soutenir des opposants à Vladimir Poutine et ses alliés via des ONG ou des *think tanks* qui n'ont en vérité que peu d'influence en Russie. Les Occidentaux ne mènent en revanche pas d'effort de propagande comparable à celui déployé lors de la « Guerre froide » et sont dans tous les cas incapables de bouger les lignes à l'intérieur de régimes comme celui de M. Poutine. Les Russes, eux, déploient un effort de « guerre de l'information » beaucoup plus massif et surtout beaucoup plus efficace grâce à l'explosion des moyens, canaux et espaces de communication. L'*informatsionaya voyna* a changé de nature.

On lit parfois que la nouvelle « Guerre de l'information » a été théorisée et développée entre autres par le général Valery Gerasimov (généralement francisé en Guérassimov) ; elle s'est en tout cas greffée à sa vision

de l'action militaire russe au XXI[e] siècle. Ce militaire influent, qui s'est récemment illustré en Syrie mais aussi dans le Donbass où il est suspecté d'avoir participé à des combats aux côtés des séparatistes prorusses (il aurait par exemple été l'un des commandants des forces séparatistes au siège victorieux d'Ilovaïsk, qui s'est soldé par plusieurs centaines de morts si ce n'est plus d'un millier) est désormais chef d'État-major et Général des Armées. Il fait partie des principaux concepteurs et organisateurs du redressement militaire russe, et semble peser influer à certains degrés sur la vision géopolitique du Kremlin. Contrairement à ce qui a parfois été affirmé dans la presse, il n'y a pas formellement de « doctrine Gerasimov ». Cette prétendue doctrine vient de l'interprétation par des observateurs étrangers de divers éléments de l'activisme russe dans le champ de l'information qui s'articulent dans une stratégie très cohérente de la part du Kremlin mais n'ont jamais été officiellement inscrits dans un document de doctrine militaire. Tout est parti d'une déformation de travaux d'un expert reconnu de la Russie contemporaine, Mark Galeotti, qui s'est même excusé d'avoir involontairement « créé la doctrine Gerasimov[337] ». Dans cette guerre de l'information russe, certaines *fake news* sont parfois véhiculées par les adversaires du Kremlin... En revanche, Gerasimov et d'autres ont érigé la guerre de l'information au rang des priorités ; cette guerre est conçue en cohérence avec les autres ambitions stratégiques de la Russie, dont leur volet militaire. Le ministre de la Défense russe, le général Sergueï Choïgou, a ainsi déclaré en 2017 devant la Douma (chambre basse du Parlement russe) que la Russie avait des « troupes »

[337] Mark Galeotti, « I'm Sorry for Creating the 'Gerasimov Doctrine' », *Foreign Policy*, 5 mars 2018, https://foreignpolicy.com/2018/03/05/im-sorry-for-creating-the-gerasimov-doctrine/

spécialisées dans la guerre de l'information, avançant devant les députés que *« la propagande doit être intelligente, compétente et efficace »* ; le président de la Commission Défense de la Douma, le Colonel général Vladimir Shamanov, expliquait que ces troupes spécialisées dans l'information avaient été créées principalement « *pour la protection des intérêts de la défense nationale et pour les contre-activités dans le domaine de l'information »*, dans l'idée que *« le conflit d'information est une composante du conflit général. Partant de là, la Russie a fait un effort pour former des structures engagées à ce sujet*[338] *»*.

Cette cohérence entre « guerre de l'information » et action militaire peut s'appliquer directement sur le terrain, dans des actes de guerre. Citons l'excellent rapport du CAPS et de l'IRSEM *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, paru en 2018 : *« Les soldats ukrainiens reçoivent déjà des messages qui visent à altérer leur moral ou leur cohésion, leur signifiant par exemple qu'ils sont « encerclés et abandonnés ». Puis, quelques minutes plus tard, ce sont leurs familles qui reçoivent un message leur annonçant la mort de leur fils, leur frère ou leur père, tué par l'ennemi – ce qui suscite généralement des appels des familles vers les soldats, et permet par la concentration de signaux de détecter leur localisation pour ensuite les bombarder – faisant des SMS envoyés une sorte de prophétie autoréalisatrice*[339] *».* Une tragique illustration de la guerre

[338] « Russia sets up information warfare units - defence minister », *Reuters*, 22 février 2017, https://www.reuters.com/article/russia-military-propaganda-idUSL8N1G753J

[339] Rapport conjoint CAPS/IRSEM, *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, site du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, septembre 2018, p. 164, https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les_manipulations_de_l_information_2__cle04b2b6.pdf

hybride, laquelle s'affranchit souvent du droit des conflits armés.

Mais la relation entre « guerre de l'information » et buts militaires réside surtout dans la stratégie globale de Moscou. Tant que le régime russe est incapable de faire jeu égal sur le plan militaire avec ses adversaires occidentaux désignés, il lui faut prendre l'avantage dans de nouveaux champs de lutte et profiter de nos faiblesses. Le choix de frapper les démocraties occidentales au cœur en profitant des failles de la société ouverte et du pluralisme, comme celui de miser sur les capacités de déni d'accès, les missiles hypersoniques ou le spectre électromagnétique pour réduire l'avantage technologique et numérique des Occidentaux sur le champ de bataille, s'inscrivent dans la même logique d'égalisation des rapports de force. La guerre de l'information s'inscrit aussi dans l'optique de transformer un rapport de force dissymétrique en lutte asymétrique.

La campagne délibérée contre les sociétés occidentales (européennes en premier lieu) n'obéit que de manière secondaire à un but idéologique. Ceux qui ont élaboré cette stratégie au sein des milieux dirigeants russes restent pour la plupart inspirés par les concepts soviétiques de lutte d'influence et de déstabilisation interne, la différence étant qu'ils ne souhaitent plus préparer la révolution prolétarienne en Europe mais fragiliser les démocraties occidentales, les systèmes d'alliance ou les organisations internationales comme l'Union européenne. Là où existent des possibilités de mener des actions hostiles contre des États membres de l'UE ou de l'OTAN sans risquer de subir de lourds dégâts, Moscou entend les saisir. Attaquer de l'intérieur les États membres de ces organisations s'inscrit dans cette logique. Moscou considère (à tort ou à raison) qu'il lui est possible de contribuer au départ de l'UE de certains de ses principaux États membres ou à l'échec complet du projet européen.

Et dans une autre mesure, à la destruction de la solidarité atlantique qui passe par une décrédibilisation de l'OTAN.

### *Réseaux sociaux : surestime-t-on vraiment l'importance des fameux « trolls » russes ?*

Nous ne connaîtrons jamais l'impact réel des « trolls » russes sur les scrutins électoraux où ils ont été mobilisés : on peut quantifier le caractère viral d'une *fake news*, le nombre de messages postés sur les réseaux sociaux ou de comptes créés pour les poster, mais il est impossible de se mettre dans la tête des électeurs dont le vote a basculé à cause de ce qu'ils auront vu défiler sur leurs réseaux sociaux. Nous disposons cependant désormais d'assez de recul pour comprendre l'impact réel de l'activisme russe sur les réseaux sociaux. Il apparaît d'abord que la fameuse « ingérence russe » fait partie d'une stratégie particulièrement poussée, avec des moyens conséquents et des structures dédiées. La plus célèbre de ces structures est l'Internet Resarch Agency (IRA), *troll farm*[340] installée à Saint-Pétersbourg. L'IRA est financée par des oligarques comme Evgueni Prigojine, surnommé le « chef cuisinier de Poutine », également actif dans le mercenariat, les activités paramilitaires et dans des rôle troubles en Syrie, en Centrafrique, en Syrie et au Venezuela). Elle est encadrée par des personnalités comme Konstantin Rykov (ex-député du parti de Poutine), et soutenue en interne par le Kremlin. Créée dès 2013 et révélée en 2014 grâce à l'enquête de la journaliste finlandaise Jessika Aro (qui vit désormais sous les

[340] « Ferme » ou « usine à trolls » formant et employant des agitateurs quasi-professionnels sur Internet, dans un but de sabotage et de déstabilisation.

menaces, le harcèlement et l'espionnage de réseaux proches du pouvoir russe), elle fonctionne à une échelle industrielle. Cette « usine à trolls » emploie plusieurs centaines de jeunes rompus aux réseaux sociaux et à la manière de les retourner contre leurs utilisateurs (harcèlement, désinformation, provocations poussant les citoyens d'un ou de plusieurs pays les uns contre les autres ou contre leur gouvernement).

Assignés à des missions de déstabilisation et briefés sur la manière de souffler sur les braises de la vie politique occidentale (par exemple sur les questions identitaires et autres sujets sensibles), ces trolls payés par le pouvoir central russe parviennent bel et bien à peser sur le résultat des élections. Comme nous le verrons plus loin, leur impact dans l'élection présidentielle américaine de 2016 apparaît ainsi supérieur à ce que l'on a cru jusqu'en 2019.

Les seules données dont nous disposons pour quantifier l'impact de l'activité russe sur les réseaux au cours de la campagne présidentielle américaine de 2016 sont celles qu'ont fourni les plateformes en ligne aux autorités américaines. Les actions de désinformation soutenues par Moscou, les campagnes de *trolling* ou tout simplement de soutien à Trump ont été massives, altérant la campagne, ancrant dans la tête de dizaines de millions d'électeurs des mensonges répétés et une vision faussée de leur propre pays et de ses difficultés. L'Internet Research Agency basée à Saint-Pétersbourg a diffusé plus de 80 000 publications via 470 pages Facebook, touchant 126 millions d'Américains ; au moins 10,4 millions de publications sur Twitter avec « seulement » 3800 comptes humains répertoriés (ainsi que 50 000 bots[341]), touchant directement 1,4 million d'électeurs sur ce réseau ; 116 000

[341] CAPS/IRSEM *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties, op. cit.,* p. 87.

publications Instagram via 133 profils, touchant 20 millions de personnes ; 1 100 vidéos YouTube publiées par 17 chaînes, vues par 309 000 personnes. Les contenus et messages diffusés par les équipes de la *troll farm* russe ont suscité 187 millions d'engagements (interactions) sur Instagram, 76,5 millions sur Facebook, 72,8 millions sur Twitter. Selon le rapport *The Tactics & Tropes of the Internet Research Agency*, les opérations de l'IRA ont été conduites à une échelle « sans précédent[342] ». Comme nous le verrons également plus loin, cette impressionnante « production » a beau être une goutte d'eau dans l'activité sur les réseaux sociaux, elle n'a pas été sans effets.

L'influence des faux comptes et fausses pages fabriqués dans les *troll farms* a dépassé les réseaux sociaux pour porter ses effets jusque sur le terrain. On a d'ailleurs tendance à trop séparer le « terrain » de la toile, comme si les deux mondes étaient hermétiques. Ainsi du cas iconique de « Jenna Abrams », blogueuse pro-Trump influente et pourvoyeuse de *fake news* largement relayées y compris dans des réunions publiques, et qui n'était qu'une personne fictive créée par des trolls basés en Russie. Ou du compte « Blacktivist », créé pour radicaliser les électeurs démocrates et la communauté noire, *liké* par plus de 360 000 personnes (plus que le compte officiel du mouvement Black Lives Matter à l'époque), et qui a joué un rôle d'importance dans les émeutes raciales de 2016. Pendant que « Blacktivist » et une myriade d'autres comptes prétendument gérés par des électeurs de la communauté noire attisaient le ressenti contre les violences et discriminations faites aux Afro-américains, en

[342] Renee DiResta Kris Shaffer Becky Ruppel David Sullivan Robert Matney, *The Tactics & Tropes of the Internet Research Agency*, University of Nebraska – Lincoln, octobre 2019, p. 6., https://digitalcommons.unl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1003&context=senatedocs

déformant des faits divers ou en en inventant d'autres, d'autres compte *made in Russia* se faisant passer pour des citoyens américains venant renforcer le bord opposé, jouant sur l'inquiétude d'une partie de la population blanche vis-à-vis du ras-le-bol de leurs concitoyens noirs, ou diffusant du contenu raciste et mensonger. La manœuvre s'est répétée à la faveur de tensions interraciales, de polémiques sur le port d'armes ou sur l'immigration à la frontière mexicaine. On apprenait même en 2017 qu'une double manifestation (extrême-droite et suprémacistes blancs d'un côté, musulmans de l'autre) organisée en 2016 à Houston avait été pilotée à distance depuis Saint-Pétersbourg[343]. Les employés de la *troll farm* russe avaient organisé les manifestations des deux côtés, avant de pousser les deux groupes à l'affrontement. Les deux cortèges étant de taille modeste, l'affrontement n'a pas dégénéré, mais les trolls russes ont parfaitement réussi leur coup, pour la modique somme de... 200 dollars américains. Côté extrême-droite, le rassemblement avait été initié par la page « Heart of Texas », forte de 225 000 abonnés, créée et pilotée par des Russes. Citons encore la page trumpiste « Secured borders », suivie par plus de 144 000 citoyens américains, qui a partagé des *fake news* massivement relayées comme le « fait » que 30% des enfants d'immigrés sans-papiers appartiendraient à des gangs, un mensonge qui continue encore de tourner aux États-Unis. Là encore, la page était tenue par des Russes.

Au moins le Kremlin ne cache-t-il plus son soutien aux *troll farms*. À la veille des élections *midterms* de l'automne 2018, l'US Cyber Command, rattaché au

[343] Natasha Bertrand, « Russia organized 2 sides of a Texas protest and encouraged 'both sides to battle in the streets' », 1er novembre 2017, https://www.businessinsider.fr/us/russia-trolls-senate-intelligence-committee-hearing-2017-11

Département de la Défense américain, a mené une cyberattaque préventive contre l'IRA (Donald Trump ayant plus tard reconnu que les États-Unis étaient à l'origine de l'attaque[344], chose rare) ; l'agence médiatique russe *Federal News Agency* a relativisé le succès de l'attaque, prenant donc la défense de l'usine à trolls. On est là dans de la cyberguerre à visage découvert. Qu'est devenue l'usine à trolls de Saint-Pétersbourg depuis sa première médiatisation en 2016 ? Elle a augmenté ses moyens et effectifs et s'est professionnalisée, les salariés devant obéir à des impératifs de productivité (nombre de messages postés, thèmes cibles…), avec à la clé des bonus ou des malus financiers en fonction de leurs coups d'éclat ou de leurs échecs. La stratégie de désinformation et de déstabilisation sur les réseaux sociaux va donc continuer. Lorsque Emmanuel Macron affirmait à Munich en février 2020 que la Russie allait « continuer à essayer de déstabiliser » les démocraties occidentales, il ne faisait que constater la décision du Kremlin d'amplifier sa politique actuelle : car c'est bien d'une politique à part entière, avec des buts et des moyens alloués dont il s'agit.

Les Russes enchaînent parfois des échecs cuisants dans leurs campagnes de désinformation en se trompant sur l'opinion publique et la mentalité des pays qu'ils ciblent. On sait par exemple que des trolls russes et des médias pro-Kremlin ont joué un grand rôle dans les rumeurs sur la supposée homosexualité d'Emmanuel Macron : difficile de savoir si ces rumeurs sont véritablement parties de Russie ou si elles ont juste été amplifiées depuis ce pays, mais les Russes pensaient alors créer un scandale retentissant, capable de couler la

[344] Marc A. Thiessen, « Trump confirms, in an interview, a U.S. cyberattack on Russia », *The Washington Post*, 11 juillet 2020, https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/07/10/trump-confirms-an-interview-us-cyberattack-russia/

campagne de M. Macron, tant de telles rumeurs auraient été explosives en Russie. Or, les Français n'ont dans leur écrasante majorité pas de problème avec l'homosexualité de dirigeants politiques. Il s'agit là d'un exemple où les Russes ont calqué sur la société visée par leur campagne de désinformation leurs propres conceptions sociales, ou en tout cas des recettes qui marchent dans leur propre pays. De même, le vocabulaire et les ficelles dignes de la Guerre froide qu'utilisent parfois les trolls russes (qualifier à peu près n'importe quelle figure publique d'agent américain ou de fasciste inspiré par les nazis) peuvent avoir peu de prises sur l'opinion publique d'un pays comme la France, si l'on excepte certains milieux d'extrême-droite ou d'extrême-gauche. Pour autant, les médias soutenus par le Kremlin et les *troll farms* comme l'IRA savent généralement analyser les sociétés occidentales, notamment européennes, et adapter leurs actions en conséquence.

## *À quel point la Russie avait-t-elle vraiment pesé sur la présidentielle américaine de 2016 ?*

On a beaucoup moqué la paranoïa américaine concernant l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016 : diverses enquêtes ont montré qu'il s'agissait d'une crainte largement justifiée. Rappelons que si le rapport de Robert Mueller rendu public en avril 2019 n'a pas établi de collusion directe entre Donald Trump et les dirigeants russes au cours de la campagne présidentielle, il a définitivement confirmé l'ingérence de la Russie dans l'élection : *« le gouvernement russe a interféré dans l'élection présidentielle de 2016 de manière généralisée et*

*systématique*[345] », estime dès sa première page le rapport sur cette ingérence qui a *« favorisé le candidat présidentiel Donald Trump et dénigré la candidate Hillary Clinton »*. Cette ingérence a-t-elle cependant influé sur l'élection ? Était-elle en capacité de le faire ? Sans doute plus qu'on a tendance à le penser. Nous ne parlerons pas ici de l'ingérence russe dans la présidentielle de 2020 remportée par Joe Biden, car cette élection est bien trop proche et n'offre pas le recul nécessaire, à la différence du scrutin de 2016.

Il est question ailleurs dans ce livre des stratégies asymétriques de la Russie : quelque part, nous pourrions appliquer ce concept à la manière dont l'intervention russe a su profiter des déséquilibres du système politique américain. À bien y regarder, le mode d'élection du président des États-Unis en lui-même peut permettre à une ingérence étrangère de peser sur les résultats d'une élection, voire d'en changer le cours, plus que dans d'autres démocraties.

On le sait, le système de suffrage universel indirect en vigueur pour les scrutins présidentiels aux États-Unis, avec de grands électeurs élus dans chaque État pour former ensuite un collège électoral élisant le Président, est souvent décrié pour son manque de représentativité ; cinquième candidat à obtenir une majorité au collège électoral tout en étant minoritaire en voix, Trump a battu le record de la plus vaste défaite au suffrage direct (avec presque trois millions de voix qu'Hillary Clinton) pour un candidat élu au suffrage indirect. Dans la totalité des États, à l'exception du Maine et du Nebraska mais en ajoutant le District de Columbia, la majorité simple du suffrage

[345] United States Department of Justice, « Report On The Investigation Into Russian Interference In The 2016 Presidential Election », Volume I of II, site du Département de la Justice, mars 2019, https://www.justice.gov/storage/report.pdf

populaire suffit pour remporter la totalité des grands électeurs (l'attribution du nombre de grands électeurs elle-même reflétant mal les réalités démographiques locales). Il suffit donc d'une très faible marge d'avance, à la décimale près, pour faire basculer tout un État (principe du *winner-take- all*). On se souvient du psychodrame de l'élection présidentielle de novembre 2020 entre Trump et Biden, et de l'interminable attente autour des résultats électoraux dans le Michigan, le Wisconsin, la Pennsylvanie, la Géorgie, et surtout le Nevada. Début janvier 2021, une analyse du journal Le Monde montrait ainsi qu'avec environ 32 500 voix supplémentaires dans quatre Etats clés, Trump aurait pu remporter ce scrutin qu'il a perdu sur Joe Biden avec plus de 7 millions de voix d'écart[346]. Qu'un grand État comme la Pennsylvanie (en 2016, Trump n'a remporté cet État de 13,7 millions d'habitants qu'avec 44 292 voix d'avance, soit 0,7% de marge) ou le Michigan (où Trump n'a gagné la même année qu'avec 10 704 voix d'avance, soit 0,2% de marge) soient dans cette situation, et la composition du collège électoral s'en trouve fortement affectée comme c'est arrivé en 2016.

Dans ces conditions, la fameuse ingérence russe était réellement en mesure de changer le cours du scrutin ! Les Russes ont misé sur les campagnes d'influence, de *trolling* et de propagande en concentrant leurs efforts sur des électorats stratégiques capables de changer la donne dans certains *swing states* (États susceptibles de basculer

[346] Pierre Breteau, Grégor Brandy, « Présidentielle américaine : malgré son retard de 7 millions de voix, Trump aurait pu l'emporter en « retournant » 32 507 voix dans quatre Etats-clés », *Le Monde*, 4 janvier 2021, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/01/04/presidentielle-americaine-malgre-son-retard-de-7-millions-de-voix-trump-aurait-pu-l-emporter-en-retournant-32-507-voix-dans-les-bons-etats_6065157_4355770.html

en faveur des démocrates ou des républicains d'une élection à l'autre). Ils ont aussi choisi une approche encore plus directe et agressive : pirater directement les instruments de la démocratie américaine. Une trentaine d'États américains utilisent des machines de vote électroniques. Du fait des multiples types de vote autorisés, comme le vote par correspondance, les agences électorales décentralisées ont également un fonctionnement très complexe. Les services russes ont essayé de profiter de cette faille. Un rapport du Sénat américain rappelle que *« les services de renseignement russes ont obtenu et maintenu l'accès à des éléments de plusieurs commissions électorales fédérales ou locales américaines*[347] *»*). Citant l'exemple de l'Illinois, État très peuplé où vit aussi une forte communauté noire, le rapport confirme que les hackers ont exfiltré des données concernant les registres de vote, et surtout qu'ils étaient « en position de supprimer ou de changer les données [d'inscription] d'électeurs », bien qu'il n'y ait pas de preuve qu'ils aient fini par le faire (*« Les cyberacteurs russes étaient en mesure de supprimer ou de modifier les données des électeurs, mais le Comité n'a connaissance d'aucune preuve indiquant qu'ils l'ont fait*[348] *»)*. Concrètement, les agents qui étaient en capacité de trafiquer les listes d'inscription électorales qu'ils avaient piratées auraient par exemple pu s'attaquer aux noms à consonance latino ou asiatique, ou bien répertorier les électeurs noirs : autant d'électeurs s'apprêtant dans leur écrasante majorité à voter

[347] United States Senate, « Report of The Select Committee on Intelligence, United States Senate, on Russian active measures campaigns and interference in the 2016 U.S. Election, Volume 1: Russian efforts against election infrastructure », site du Sénat américain, 25 juillet 2019 p. 22, https://www.intelligence.senate.gov/sites/default/files/documents/Report_Volume1.pdf

[348] *Ibid*., p. 22.

démocrate (quoique l'élection de 2020 ait vu basculer une partie de ces électorats dans celui de Donald Trump). Au passage, si les Russes n'ont pas rayé de noms des listes électorales, les Républicains américains ne se gênent pas pour écarter des urnes des catégories d'électeurs susceptibles de voter pour les Démocrates (stratégie controversée de *voter suppression*).

L'enquête dirigée par Robert Mueller a confirmé en 2019 que les Russes avaient massifié leurs efforts sur les fameux swing states : les Russes sont entre autres parvenus à s'introduire dans le système informatique des agences électorales de deux districts de Floride, le plus stratégique de tous les swing states car le plus peuplé d'entre eux. Là non plus, les agents concernés n'ont pas modifié directement les listes électorales (potentiellement parce qu'une telle manœuvre aurait été repérée et aurait vite alerté l'ensemble du pays sur le danger d'un piratage de l'élection ; le rapport risques-bénéfices était ainsi trop désavantageux). À la différence du piratage des données du Parti démocrate qui ont permis de nourrir la campagne de Donald Trump (ou plutôt de pourrir celle d'Hillary Clinton), le piratage des infrastructures électorales n'a pas pesé sur l'élection à en croire les enquêtes les plus sérieuses, bien que le risque était énorme.

Les campagnes de propagande et d'influence, elles, ont véritablement pesé dans les États stratégiques. Qu'une quantité suffisante de contenus viraux favorables à Trump et hostiles à Clinton soient diffusés dans un État, et on peut estimer ici qu'au moins quatre variables pouvaient changer : les inscrits censés *a priori* voter Clinton par dépit, mais renonçant à le faire après être tombés sur des contenus parfois diffusés depuis l'étranger ; les inscrits enclins *a priori* à l'abstention, mais se décidant à voter Trump après avoir consulté de pareils contenus ; les électeurs démocrates populistes (notamment chez les *blue collars* déçus de la gauche, dont beaucoup sont revenus

vers Biden en 2020) et de l'aile droite du parti (électeurs démocrates du sud à la sociologie proche des anciens *Dixiecrats*, électeurs centristes ralliés par les *New Democrats* dans les années 1990...) basculant vers Donald Trump pour les mêmes raisons ; les électeurs démocrates les plus à gauche préférant un candidat de tiers-parti plus proche de leurs convictions (comme alors Jill Stein ou Gary Johnson), faisant perdre des voix à Hillary Clinton, là encore parfois après avoir parcouru du contenu diffusé depuis l'étranger sur les réseaux sociaux américains.

Pour peser sur ce type de variables (qui correspondaient grossièrement à la sociologie électorale du match Clinton-Trump), les Russes ont fait des choix stratégiques particulièrement poussés, à la fois dans le ciblage des électorats clé et dans la manière d'influer sur leur vote. On l'a vu, l'électorat noir était une cible prioritaire. Les innombrables messages postés sur les réseaux sociaux par des profils censés être tenus par des électeurs afro-américains, mais animés par des trolls russes, étaient terriblement réalistes. Ils s'appuyaient sur le ressenti d'une partie de l'électorat noir, pour rouvrir de vieilles plaies ou relayer de fausses informations capables de heurter les électeurs concernés. La plupart du temps, le but n'était pas de chercher à convaincre des électeurs pour l'essentiel révulsés par Donald Trump de voter pour ce dernier, mais de les pousser soit à l'abstention, soit au vote en faveur de candidats capables de grignoter des voix à Hillary Clinton (face à deux candidats démocrate et républicains, l'écologiste Jill Stein et le libertarien Gary Johnson ont bénéficié d'une audience rare pour des candidats de tiers parti, ce sur quoi certains trolls russes insistaient sur les réseaux sociaux). L'action en faveur de l'abstention des noirs face au duel Clinton-Trump a fonctionné : le taux de participation des électeurs noirs a chuté de sept points alors qu'il était en augmentation constante depuis deux décennies. L'ingérence russe n'est

pas seule responsable de cette chute du taux de participation des électeurs afro-américains, mais sans doute y a-t-elle contribué. Les efforts russes pour disperser des voix démocrates vers Jill Stein et Gary Johnson ont été vains (Stein a cependant été soupçonnée notamment par le sénateur républicain Richard Burr de collusion avec la Russie), mais ceux consistant à pousser des électeurs démocrates déçus vers Trump semblent avoir mieux porté leurs fruits, notamment dans la fameuse *Rust Belt* (États du nord des USA ayant souffert de la désindustrialisation). Que quelques dizaines de milliers d'électeurs soient concernés au niveau d'un État, et cela suffit à le faire basculer avec tous ses grands électeurs en vertu du mode de scrutin évoqué plus haut. Il est donc possible qu'avec la stratégie et les moyens qui étaient les leurs, les agents impliqués dans les opérations d'ingérence russe aient pu modifier le cours de l'élection dans un ou plusieurs *swing states*.

Il convient d'aborder un autre point. À l'échelle des États-Unis, le nombre de publications de trolls Russes se faisant passer pour des Américains durant la campagne a été, on l'a vu, massif. Les petits soldats de l'IRA et d'autres officines russes ont formé une force de frappe non négligeable à l'échelle d'une campagne présidentielle, agissant comme une force auxiliaire officieuse des équipes de Trump avec cet avantage supplémentaire qu'ils n'étaient généralement pas identifiés comme des militants républicains mais comme de simples internautes. On objectera vite que la masse de toutes ces publications est une goutte d'eau dans l'océan des réseaux sociaux. Un des arguments repris pour minimiser les effets de ces opérations avance ainsi que les contenus générés par des comptes basés en Russie ne pesaient que pour 0,004% du trafic sur Facebook dans la période de l’élection présidentielle américaine. Cet argument ne tient pas la route puisque le contenu politique sur Facebook ne

représente qu'une infime partie du trafic global (si immense que le moindre *buzz* pèse finalement peu dans l'ensemble des actions sur le réseau social), et qu'une même (fausse) information partagée en masse touche beaucoup plus d'internautes qu'un flot continu de messages. À l'échelle de Facebook, la diffusion d'un match du Super Bowl ou d'un épisode de série comme *Game of Thrones* en son temps génèrent aux États-Unis un flot d'interactions gigantesque qui ne représente qu'une part infime du trafic sur l'année ; une vidéo de chats est bien plus partagée qu'un discours de campagne politique, sauf si le discours en question est à l'origine d'un « mème » ; les comptes de célébrités sur les réseaux sont généralement bien plus suivis que ceux de personnalités politiques, et leurs publications sont bien plus virales. Les communications à caractère politique représentent une part marginale de l'ensemble du trafic des réseaux sociaux ; des contenus qui pèsent peu à l'échelle du trafic de Facebook ou Twitter peuvent peser bien davantage à l'échelle, réduite, des conversations et publications politiques. Inutile d'inonder les réseaux sociaux jusqu'à saturation pour peser sur les élections d'une grande démocratie connectée. Les efforts de propagande et de désinformation de la part des Russes avaient beau être insignifiants à l'échelle du trafic total des réseaux sociaux, ils étaient réellement capables d'influer sur la campagne.

Les actions menées par le Kremlin qui ont eu le plus d'impact dans toute la campagne présidentielle américaine de 2016 ont probablement été celles impliquant des acteurs déjà influents dans la vie politique américaine : les médias, l'équipe de campagne de Trump, et une partie des *whistleblowers* (lanceurs d'alertes) en guerre contre Clinton. Moscou a su profiter des intérêts et des besoins de chacun d'entre eux pour faire de ce qui s'annonçait comme l'une des campagnes présidentielles les plus décisives de l'histoire des États-Unis la plus *trash*

d'entre toutes. Les responsables de *WikiLeaks*, Julian Assange en premier lieu, cherchaient à la fois à se venger d'Hillary Clinton et à empêcher l'arrivée au pouvoir de celle qu'ils considéraient comme une nouvelle incarnation du néoconservatisme et un danger pour la sécurité du monde. Disposant déjà de dossiers sur une candidate perçue par une large partie de l'opinion comme le produit de l'*establishment*, *WikiLeaks* jugeait avoir besoin de davantage de matière pour abattre Clinton. Les équipes de la chaîne *Fox News* et d'autres médias anti-Clinton étaient demandeurs de tout ce qui pouvait nourrir de nouvelles polémiques jusqu'à la fin de la campagne. Quant à l'entourage de Trump, à défaut de pouvoir relever le niveau de leur candidat, il leur fallait de quoi rabaisser le plus possible leur adversaire. Un gouvernement disposant de services secrets parmi les plus efficaces au monde allait leur fournir plus que tout ce dont ils auraient pu rêver.

Rappelons quelques éléments de contexte. Depuis 2015, l'unité 26165 du renseignement militaire russe avait dérobé des centaines de milliers de fichiers au parti démocrate américain (dont 50 000 mails de John Podesta, directeur de campagne d'Hillary Clinton). Les unités 26165 et 74455 du GRU ont ensuite créé deux entités fictives censées être des initiatives de citoyens américains sur le modèle de *WikiLeaks* : Guccifer 2.0 et DCLeaks. Derrière le masque de Guccifer, le GRU a communiqué et s'est coordonné avec *WikiLeaks* pour publier des dizaines de milliers de mails compromettants pour la campagne d'Hillary Clinton à l'été 2016, en pleine convention du parti démocrate, pour plomber la dynamique de nomination de la candidate. À l'automne 2016, alors que la campagne de Donald Trump traversait un passage difficile (du fait notamment de la publication par le *Washington Post* d'une ancienne vidéo où le futur président se vantait d'attraper les femmes « par la chatte »), d'autres fichiers fragilisant la campagne de sa rivale ont été publiés en

masse.

Par l'intermédiaire de ses avatars, le GRU a également communiqué directement des informations compromettantes à des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump et à des candidats républicains au Congrès dans des *swing states* (Floride, Pennsylvanie). Les médias américains (*Fox News* en particulier, mais aussi des médias favorables à Clinton, soient la quasi-totalité du paysage médiatique américain) ont eux consacré du temps d'antenne et des articles au flot d'informations soutirées par le renseignement russe, quête d'audience oblige. La campagne a été phagocytée par les polémiques successives autour de ces *« leaks »*, des débats entre candidats aux reportages des différentes chaînes, des contenus viraux sur les réseaux sociaux aux attaques de Donald Trump basées sur ces révélations. Quand il ne s'agissait pas d'organiser eux-mêmes des émissions sur les scandales entachant la campagne de Clinton, les médias ont relayé aussi l'activité des réseaux sociaux, en faisant parfois inconsciemment la publicité de *fake news* venues tout droit... de l'IRA basée à Saint-Pétersbourg. Leçon pour les démocraties européennes : un régime autoritaire combattant les lanceurs d'alertes et la liberté des médias comme celui de Vladimir Poutine, maîtrise parfaitement le fonctionnement des médias et de la société civile d'une grande démocratie au point de les avoir manipulés pendant des mois.

Parmi ces cas de désinformation, songeons par exemple aux théories entourant la mort à l'été 2016 d'un jeune salarié du parti démocrate, Seth Rich. Le SVR (équivalent russe de la DGSE française) s'est rapidement chargé de produire un faux document de police qui a circulé sur des sites et réseaux conspirationnistes : Rich (en vérité tué dans une agression) aurait été assassiné ! Le jeune homme de vingt-sept ans a été présenté comme la source des « fuites » compromettantes pour les

démocrates, issues du piratage par les services secrets russes. Julian Assange lui-même a entretenu cette théorie faisant passer Hillary Clinton pour une tueuse en série (les époux Clinton ont été accusés de meurtres par des complotistes à plusieurs reprises depuis la présidence de Bill). Au parti républicain, Newt Gringrich et Roger Stone ont accusé ouvertement Clinton d'avoir trempé dans la mort de Seth Rich, tandis que l'inénarrable Steve Bannon a alimenté en *« off »* cette théorie dont divers médias parmi lesquels *Fox News* seront trop heureux de s'emparer. Autre leçon pour les démocraties européennes : un régime lui-même coutumier de l'assassinat d'opposants a été capable d'amener une ancienne figure de la société civile internationale, et des personnalités de tout premier plan dans la vie politique américaine, à accuser une candidate à l'élection présidentielle d'avoir recours à de telles pratiques meurtrières.

Enfin, retenons de l'intervention russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016 que des pays européens comme la France pourraient un jour voir une campagne électorale majeure être plombée par des accusations d'ingérence étrangère. Les dirigeants russes sont habitués à être pointés du doigt aux États-Unis, y compris dans des affaires où ils n'ont eu aucun rôle avéré. Ils s'attendaient sans doute à ce que la découverte de l'une ou l'autre de leurs actions durant la présidentielle américaine de 2016 soit rendue publique, déclenchant une controverse. Au vu de la sophistication de leurs opérations, il est donc possible qu'ils aient misé sur la possibilité de nuire à la vie politique américaine par la seule révélation de leur ingérence dans la campagne, dans le cas où leur tentative d'influer sur celle-ci aurait échoué.

En effet, la réputation de Donald Trump et des Républicains en aurait dans tous les cas été entachée, avec un effet maximisé en cas de victoire : l'intégralité du mandat de Trump a ainsi souffert d'une crise de légitimité

d'autant plus forte que l'ingérence étrangère venait d'un régime autoritaire héritier de l'ancien adversaire soviétique. L'agenda du président aura été phagocyté par l'enquête sur l'ingérence russe pendant quatre ans, polarisant encore plus la vie politique américaine. Avant même la victoire de Trump, le seul soupçon a suffi à empoisonner la campagne. Quant aux Démocrates et à la partie de « l'*establishment* » favorable à Clinton, le seul fait d'avoir dénoncé une ingérence russe leur a valu d'être accusés d'instrumentaliser une menace imaginaire, de vouloir rendre un bouc-émissaire russe responsable de tous leurs maux, de chercher à salir le candidat adverse en l'accusant de travailler pour une puissance hostile. Au moment d'écrire ces lignes, il est probable que les prochaines années seront entachées par des doutes persistants sur la légitimité de l'élection de Joe Biden du fait des accusations de fraude électorale, au même titre que la légitimité de l'élection de Donald Trump était mise en doute par l'affaire russe. Le vers est dans le fruit. Découvrira-t-on que la Russie a contribué une nouvelle fois à diffuser *fake news* et théories du complot durant l'élection de 2020 et les polémiques qui l'ont suivie ? Il ne faut présager de rien, mais au vu de ce qui est advenu en 2016, ce ne serait pas étonnant.

Au global, il apparaît que l'intervention russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016 a bel et bien bougé les lignes. Sans cette ingérence, le plus probable (est-ce toutefois vraiment certain ?) est que Donald Trump aurait remporté une majorité de grands électeurs, mais avec une marge plus étroite ; surtout, l'image de l'*establishment* démocrate n'aurait pas été autant dégradée et la campagne présidentielle n'aurait pas atteint un niveau aussi bas, deux éléments qui ont considérablement renforcé la polarisation de la vie politique américaine dans la durée et la déception de l'électorat. À leur échelle, des *scenarii* tels que celui-ci peuvent advenir en Europe. En

juillet 2020, un rapport parlementaire britannique (qui a entre autres confirmé les tentatives d'influence au cours du référendum sur l'indépendance de l'Écosse de 2014) concluait que le danger posé par l'ingérence russe au Royaume-Uni était probablement sous-estimé[349] : certes, l'ingérence russe au Royaume-Uni a jusqu'ici été bien moins importante, bien moins efficace qu'aux États-Unis. Il en va de même en France où l'ingérence étrangère n'était de toutes manières pas de nature à peser substantiellement sur le cours de l'élection présidentielle de 2017, en dépit du soutien russe à Marine Le Pen. Ce n'est cependant pas une raison pour balayer d'un revers de la main le risque de voir l'arsenal russe de désinformation, *trolling* et cyber-militantisme perpétrer en Europe des actions de l'ampleur de celles mises en place durant l'élection présidentielle américaine de 2016. Un tel scénario a toutes les chances d'advenir un jour. Nous ne sommes qu'au début de telles opérations que vont mener d'autres États, et la Russie a plusieurs longueurs d'avance.

## *Des kompromat aux deepfakes ?*

Certaines traditions russes puis soviétiques en matière de *dezinformatzia* se perpétuent jusqu'à aujourd'hui en profitant des innovations technologiques ou des nouveautés dans le domaine des médias. Sur le plan

[349] Intelligence and Security Committee of Parliament, *Russia Report, Presented to Parliament pursuant to section 3 of the Justice and Security Act 2013 Ordered by the House of Commons*, lien sur le site de l'ISC, 21 juillet 2020, https://docs.google.com/a/independent.gov.uk/viewer?a=v&pid=sites&srcid=aW5kZXBlbmRlbnQuZ292LnVrfGlzY3xneDo1Y2RhMGEyN2Y3NjM0OWFl

intérieur, la Russie perpétue par exemple le système des *kompromat*, dossiers compromettants visant à déstabiliser une personnalité, un groupe ou une organisation et dont l'utilisation massive était une marque de fabrique du pouvoir soviétique. La plupart de ces *kompromat* étaient montés de toute pièce, et le système se perpétue aujourd'hui. Au cours de sa carrière au KGB, Poutine aurait lui-même utilisé un *kompromat* fait de dossiers pornographiques pour forcer un professeur est-allemand à lui montrer une étude sur des poisons. Lorsqu'il était directeur du FSB, l'actuel président russe y a également eu recours pour se débarrasser du Procureur général de Russie, Youri Skuratov, qui menait des enquêtes à risque sur les activités illégales du président Eltsine et des oligarques, menaçant leur pouvoir. Une *sextape* montrant un homme ressemblant à Skuratov avec deux femmes fut diffusée par la télévision d'État, puis soumise au FSB qui identifia formellement le Procureur : beaucoup soupçonnent ce *kompromat* d'être une mise en scène fomentée par le FSB, mais les enquêtes initiées par Skuratov n'ont jamais pu être rouvertes, permettant à l'entourage présidentiel d'échapper à la justice, et à Poutine de poursuivre son ascension. Les *kompromat* continuent d'être employés face à des dissidents de la société civile ou des personnalités gênant d'une manière ou d'une autre l'action de Poutine et de ses proches.

Sur le plan extérieur, la propagande russe, même masquée, est devenue experte dans la diffamation et la propagation de *leaks* et *scoops* mensongers visant à alimenter le ressentiment contre les milieux dirigeants occidentaux et à favoriser les populistes : les organisateurs de cette stratégie consistant à jeter de l'huile sur le feu sont parfois les mêmes qui utilisent contre les dissidents de leur pays des méthodes rappelant les procès truqués de l'époque soviétique… Précisons ici que non, la main du Kremlin n'est pas derrière la *sextape* de Benjamin

Griveaux qui avait provoqué la chute de ce dernier début 2020 ; en revanche, le risque de voir les services de renseignement russes mettre leur savoir-faire au service des *troll farms* pour diffuser des *kompromat* ciblant des responsables politiques occidentaux est très élevé. Il s'agirait d'une nouvelle étape dans la guerre de l'information. L'un des pires risques en termes de désinformation et d'intoxication médiatique repose sur l'emploi de nouvelles technologies qui rendront extrêmement difficile de démêler littéralement le vrai du faux. Parmi ces innovations qui vont ébranler davantage encore notre vie publique, les *deep fakes* (ou *deepfakes*) sont particulièrement dangereuses. Ces vidéos truquées atteignent déjà un degré inédit de réalisme grâce à l'emploi d'une intelligence artificielle permettant notamment d'incruster le visage d'une personnalité ou de modifier les expressions de son visage. Une vidéo de *Buzzfeed* montrant un Obama plus vrai que nature qualifiant son successeur à la Maison-Blanche de « grosse merde » avait ainsi fait le tour du monde. Encore s'agissait-il d'un contenu réalisé pour montrer le potentiel de supercherie des *deepfakes*, mais d'autres de ces vidéos truquées avaient des visées moins louables. Ainsi d'un faux *revenge porn* mettant Emma Watson dans une situation dégradante.

On a vu que les services de Vladimir Poutine étaient adeptes des *kompromat* pornographiques : qu'en sera-t-il lorsqu'il sera possible pour une agence gouvernementale comme celles déjà mises en place par le Kremlin de détruire avec une violence inédite l'image d'un chef d'État « surpris » dans une situation gênante dont il sera difficile de prouver ou non l'authenticité ? Les *deepfakes* vont par exemple permettre de réaliser des contenus humoristiques géniaux ou de reconstituer à la perfection le physique et la voix de personnages réels au cinéma, mais peuvent représenter un énorme danger

démocratique, surtout s'ils sont détournés par des puissances et intérêts menaçant la sécurité publique. S'il est aujourd'hui relativement simple de détecter ce genre de *hoax* particulièrement poussés, les fulgurants progrès en matière d'IA vont cependant rendre progressivement infernale la tâche des journalistes et de l'opinion publique. Réaliser un *deepfake* de plus ou moins bonne qualité n'est pas encore à la portée du plus grand nombre, loin de là. Mais un groupe ou un État hostile dotés de moyens conséquents pourront bientôt faire de gros dégâts informationnels. La production de *deepfakes* par des services secrets comme ceux du Kremlin apparaît comme un scénario envisageable dans un futur proche. Il sera bientôt difficile de contrer cette menace par quelque législation que ce soit ; seules des technologies de détection pourraient offrir des moyens de lutte efficace, et cela ne suffira pas à raisonner des millions de citoyens qui seront convaincus de la véracité d'un *deepfake*.

## *Du danger du relativisme face à la « guerre de l'information »*

Auparavant, la guerre de l'information à la Russe consistait surtout à tenir un discours de propagande à la population russe elle-même, ainsi qu'aux populations de « l'étranger proche » quand celles-ci n'étaient pas la cible d'opérations de déstabilisation de l'opinion. Par exemple, en poussant les communautés russophones des États baltes à se sentir persécutées et à entrer en résistance passive contre le reste de la population, ce qui constitue au demeurant un acte de guerre hybride. On ne compte plus les exemples de fausses informations à destination des populations russes des pays baltes qui ont contribué à fragiliser la société de ces pays. Aujourd'hui encore,

l'essentiel de la guerre de l'information est dirigé contre trois types de pays : les pays de « l'étranger proche », les pays d'Europe centrale et orientale, les pays d'Europe du Nord, qui ont tous un poids bien inférieur à un pays comme le nôtre mais sont situés dans une zone où Moscou entend dominer.

Les États baltes et scandinaves et les pays d'Europe centrale et orientale, victimes à plus ou moins grande échelle de campagnes de déformation et manipulation de l'information et d'ingérence médiatique de la part de la Russie, n'ont pas été écoutés pendant de longues années lorsqu'ils ont alerté sur l'émergence de ce qui allait s'apparenter à la nouvelle guerre de l'information conduite par Moscou. Ceux qui s'étaient illustrés par leur alignement sur les positions et initiatives de Washington jusqu'à suivre les États-Unis dans leurs erreurs et excès, comme la Pologne, étaient vus comme des bastions du néoconservatisme et de la russophobie ; les autres États alertant sur ce sujet, comme les pays baltes, n'étaient tout simplement pas pris au sérieux. Force est de constater que la menace était pourtant réelle, et qu'elle se concrétise aujourd'hui.

Notons que la « guerre de l'information » répond au complexe obsidional de la Russie, qui se considère comme entourée par l'ennemi, et à l'obsession du contrôle de la population et du maintien au pouvoir qui habite Poutine et son entourage. Après avoir constaté l'attrait des idées occidentales dans les pays de l'ex-URSS et leur rôle dans les révolutions de couleur, Moscou a décidé de répliquer beaucoup plus fortement : d'abord convaincus que l'Occident cherche à instaurer un *regime change* en Russie, les dirigeants russes ont estimé qu'ils devaient provoquer le désordre politique dans les pays qui les dérangent. Cette logique défensive (se protéger contre la menace d'idées étrangères) existe toujours, mais a progressivement cédé la place à une logique offensive

(combattre les démocraties occidentales dans le cadre d'un dessein stratégique de plus en plus réalisable aux yeux de Moscou).

La « guerre de l'information » a commencé en Russie, dans un effort de propagande interne et de manipulation de l'information auprès des Russes (les citoyens de la Fédération de Russie comme les Russes de « l'étranger proche » d'ailleurs). Cela veut dire aussi que les méthodes déployées à l'étranger par le Kremlin dans les sphères de l'information et du débat public l'ont d'abord été massivement contre la population russe. Certes, il existe en France comme dans les autres pays européens un discours médiatique que l'on pourrait qualifier de dominant, et il existe au-delà de ça des perceptions locales et nationales dont la marque se retrouve généralement dans la conception de l'information (il n'y a qu'à comparer la manière dont on parle de la Russie en Pologne et en Serbie). Pour autant, aucun État membre de l'Union européenne ne manipule l'information ni ne « s'occupe » des médias d'une manière comparable à ce que fait le gouvernement russe ; aucun ne consacre une stratégie et des ressources entières à une guerre de l'information aussi poussée pour détruire l'opposition potentielle au sein de leur pays et nuire à la stabilité politique de leurs voisins. La Chine cependant pourrait dans un futur proche rattraper la Russie dans cette guerre de l'information contre l'Occident : elle y consacre des moyens conséquents mais manque encore d'un savoir-faire comparable à celui de la Russie qui écrase toute concurrence.

Avant d'objecter que les démocraties occidentales elles-mêmes auraient un discours médiatique « officiel » et useraient de désinformation à l'encontre de la Russie poutinienne (s'il existe des biais dans le traitement médiatique de ce pays sur lequel on raconte parfois des âneries, on ne peut pas parler de « désinformation »),

qu'on se souvienne du sort réservé aux dissidents dans un pays prompt à se présenter comme une démocratie plus saine que celles dans lesquelles nous vivons. Qu'on se souvienne aussi du profil de ses dirigeants, Poutine en premier lieu, et de leur rapport à l'information. Ce dernier a ainsi remporté la présidentielle de 2000 – qu'il risquait initialement de perdre de la même manière qu'Eltsine aurait perdu l'élection de 1996 sans recourir à la fraude – en se bâtissant notamment une image de chef de guerre en Tchétchénie. Or, certains des attentats médiatisés de 1999 qui ont permis à Vladimir Poutine de se poser en recours la même année et de déclencher une guerre ayant fait 150 à 200 000 morts sur un million d'habitants semblent avoir été commis par des membres du FSB plutôt que par des terroristes tchétchènes, ou en tout cas perpétrés alors que certains dirigeants du FSB savaient qu'ils allaient se produire. Les journalistes ayant travaillé sur les zones d'ombre entourant ces attentats ont fait l'objet de poursuites judiciaires infondées qui ont entraîné la liquidation de leurs chaînes d'information... voire de certains journalistes.

Gardons ce genre « d'anecdotes » à l'esprit à l'heure où nombre de citoyens sont tentés de comparer le monde politico-médiatique français, au comportement parfois très critiquable, à une « dictature » subjuguée par la censure et la propagande. Les journalistes Français qui ont dénoncé à raison le scandale à l'origine de « l'Affaire Benalla » n'ont pas été retrouvés « suicidés » de trois balles dans la tête ou noyés dans leur piscine en pyjama et en plein hiver, que l'on sache ; les journalistes du *Canard enchaîné* qui ont révélé le « Pénélopegate » n'ont pas été emportés par une mystérieuse maladie ni ne sont morts dans une série d'accidents de voitures.

Il n'y aurait pas besoin de rappeler de telles évidences s'il n'y avait pas, dans les médias ou sur Internet, tant de personnalités pour renvoyer dos-à-dos

notre pays où l'on peut se plaindre sur le service public d'être censuré par une dictature et la Russie dirigée par le système poutinien. Ou pour oser comparer les rédactions de *France 24* et de la *BBC* à celles de *RT* et *Sputnik*. *France 24* et la *BBC* pratiquent une forme de diplomatie publique et contribuent au *soft power* français et britannique, en couvrant l'actualité avec un point de vue national plus ou moins affirmé ; *RT* et *Sputnik* ciblent la majorité de leur contenu en fonction de critères de propagande et produisent souvent de la désinformation complète, comme nous le verrons plus loin.

Le danger réside peut-être moins dans le contenu de la désinformation que dans notre rapport à elle. Il est vrai que des gouvernements démocratiques occidentaux ont proféré des mensonges éhontés sur les dossiers internationaux, à commencer par les États-Unis, et que les médias dits *mainstream* en viennent parfois à relayer tout et n'importe quoi par souci d'audience, y compris sur les dossiers internationaux sensibles. Mais relativiser l'impact des campagnes de propagande et de désinformation venant de dictatures au motif que l'objectivité médiatique n'existe pas revient à leur rendre un magnifique service.

La démultiplication des sources d'information et la rapidité de celle-ci, caractéristiques de notre époque, étaient censées contribuer au renforcement de l'esprit critique des citoyens et fragiliser les discours de propagande. C'était sans compter sur le potentiel d'adaptation de régimes autoritaires qui devaient ne pas survivre à la démocratisation médiatique, mais qui retournent contre les démocraties l'une de leurs meilleures armes. Propagande et déstabilisation ont devant elles un futur radieux du fait des technologies et supports médiatiques qui devaient entraîner leur disparition.

## *En Afrique francophone, la Russie est en train de gagner sa guerre de l'information contre la France*

A l'échelle mondiale, l'une des principales cibles de la guerre de l'information menée par la Russie se trouve être la France. Et plus particulièrement en Afrique, où la Russie est particulièrement active contre l'influence française. Il y a toujours eu en Afrique francophone (et même au-delà du fameux « pré carré » de l'ancien empire colonial français) des sentiments anti-français. Les pratiques indignes qui ont succédé à la décolonisation dans le cadre de la « Françafrique », les multiples ingérences françaises, les injustices dans les relations entre Paris et ses anciennes colonies ont fait naître une colère légitime, bien que la situation actuelle n'ait plus rien à voir avec celle qui prévalait avant les années 2000. Les vestiges de cette « Françafrique », s'ils sont souvent exagérés – nous ne sommes plus au temps de Jacques Foccart, ne sont plus tolérés par une jeunesse africaine avide de changement. Mais le sentiment anti-français a pris une toute autre dimension depuis la fin des années 2010. Il a même changé de nature, notamment au Sahel. Pour reprendre le mot de l'universitaire nigérien Abdourahmane Idrissa, ce ressentiment « tourne à l'obsession haineuse[350] ». S'il est à la fois cause et conséquence de la perte d'influence de la France en Afrique, le sentiment anti-français ne repose pas seulement sur le ras-le-bol vis-à-vis de l'ancien

[350] Tanguy Berthemet, « Abdourahmane Idrissa: "Au Sahel, le sentiment antifrançais tourne à l'obsession haineuse" », Le Figaro, 9 décembre 2021, https://www.lefigaro.fr/vox/monde/abdourahmane-idrissa-au-sahel-le-sentiment-antifrancais-tourne-a-l-obsession-haineuse-20211209

colonisateur. Il devient de plus en plus irrationnel, mû par la haine d'une France perçue comme une puissance diabolique responsable d'à peu près tous les maux de l'Afrique, jusqu'aux épidémies, aux famines, à la criminalité et au terrorisme.

Depuis la seconde moitié des années 2010, la diffusion des discours anti-français a explosé sur les réseaux sociaux, dans les médias, dans les rues. Derrière les discours traditionnels (et parfois justifiés) contre l'ingérence française, le néo-colonialisme et pour l'émancipation de l'Afrique, on constate surtout une croissance exponentielle de la désinformation. A titre d'exemples : la France volerait chaque année à l'Afrique plusieurs centaines de milliards d'euros par le truchement du franc CFA ou du pillage des ressources, financerait les terroristes qu'elle ferait semblant de combattre, pillerait massivement les richesses du continent qui seraient le motif caché de ses interventions militaires et sans lesquelles notre pays s'effondrerait, la France étant supposément incapable de vivre sans l'exploitation de l'Afrique... Le fait que les fournisseurs africains ne représentent qu'une minorité des importations françaises en matières premières importe aussi peu que le fait que les entreprises françaises ne réalisent en Afrique qu'une faible partie de leur chiffre d'affaires et de leurs revenus. Il devient de plus en plus difficile d'expliquer que la France n'est pas au Sahel pour s'enrichir, ou qu'elle n'est pas complice des terroristes. On ne compte plus les vidéos et images hors contexte, ou les montages vidéos grossiers accusant des Français de voler de l'or, d'armer des terroristes, de tuer volontairement des civils. Des mythes parmi lesquels figurent « l'impôt colonial » que verserait les pays d'Afrique à la France, le « pacte pour la continuation de la colonisation » qui serait toujours en vigueur, ou l'idée que la France ne serait plus rien sans l'Afrique ont franchi les limites du continent et essaiment

parmi les militants et intellectuels « décoloniaux » du monde entier. Tous ces délires ne sont pas le produit des « usines à troll » russes. Mais l'ingérence russe est en grande partie responsable de cette explosion de la désinformation.

Nous évoquons dans un autre chapitre les réseaux africains sur lesquels s'appuient le régime et les oligarques russes pour tisser leur toile en Afrique. Ces réseaux vont peser de plus en plus lourd dans la bataille du *« soft power »*. D'abord parce que leur influence s'observe à un niveau toujours plus élevé. Lorsque l'ancien vice-Premier ministre italien, Luigi Di Maio, avait accusé la France d'exploiter l'Afrique sans les richesses de laquelle notre pays serait la « quinzième puissance mondiale » (sic), il ne faisait que reprendre des éléments de langage de plus en plus répandus en Afrique (Seba avait d'ailleurs travaillé avec le Mouvement Cinq Etoiles autrefois dirigé par Di Maio). S'il n'y a pas dans cet exemple de lien direct avec la Russie, il s'agit d'une illustration du fait que les leaders d'opinion sur lesquels s'appuient les Russes pèsent bien plus qu'on peut l'imaginer. Ensuite, parce que des figures charismatiques comme Kemi Seba ont probablement un véritable avenir politique, ce que les Russes ont parfaitement compris. Enfin, parce que la Russie de Poutine est en quelque sorte une alliée de nombreux mouvements anti-français. Au-delà de cette proximité idéologique, qui reste cantonnée à un certain milieu, il y a bien une proximité et une convergence d'intérêts entre le régime russe et le développement du sentiment anti-français en Afrique.

Ainsi de Nathalie Yamb, qui a bénéficié à Sotchi (Russie) d'une tribune pour prononcer un discours viral parfois qualifié de « fondateur », où elle a entre autres recyclé ses accusations de prédilection (exemple : les accords de défense entre la France et les Etats africains, comme les interventions françaises en Afrique, ne

serviraient qu'à piller les ressources du continent, à former des terroristes, à entretenir des rébellions, à opprimer les populations), et gagné le surnom de « dame de Sotchi ». L'activiste suisso-camerounaise bénéficie à plein des réseaux et subsides du Kremlin. Les imprécations d'une Nathalie Yamb vont bien au-delà d'un simple message anti-colonialiste. C'est un discours anti-français haineux, qui alterne accusations brutales (la France porterait la mort et la misère en Afrique) et appels à la violence (ainsi Nathalie Yamb peut-elle ouvertement appeler à abattre des avions français dans le ciel malien). Surtout, la « dame de Sotchi », qui mériterait davantage le surnom de « pionne du Kremlin » diffuse massivement des fausses informations sur les médias et réseaux sociaux (fausses informations dont une bonne partie émane d'officines russes ou reprend des codes de la désinformation russe) et participe au réseautage de nouvelles élites soutenues par les intérêts russes. De même, Laurence Ndong, Clément Dembélé, Mamadou Koulibaly, Moïse Kérékou et Yaya Sissoko, ces pourfendeurs de l'image et des intérêts de la France en Afrique restent, à divers degrés, toujours liés aux réseaux russes et contribuent plus ou moins ouvertement au renforcement de l'influence de Moscou sur le continent.

Une influence en Afrique qui n'est nullement comparable à celle de la France – ne serait-ce qu'en ce qui concerne la langue, la diaspora ou les réseaux, et qui relève essentiellement du pouvoir de nuisance. Au sein des divers mouvements s'opposant à l'influence française en Afrique, les pro-russes sont minoritaires. Au mieux la Russie passe-t-elle pour un illusoire modèle alternatif pour « dégager » la France parmi quelques groupes radicaux, surtout au Mali et dans une moindre mesure. A titre de comparaison, les Chinois (via leurs apports économiques) et les Turcs (qui paraissent plus légitimes dans le monde musulman) parviennent à un meilleur « nation branding »,

les premiers faisant l'objet d'une méfiance et d'une hostilité croissantes et les seconds jouissant d'une notoriété biens moindre. L'influence russe est indirecte : elle passe par un effort massif de désinformation et d'amplification de la propagande anti-française. A défaut de séduire, l'influence russe parvient à nuire. La guerre de l'information menée par les Russes souffle sur les braises et cherche à entretenir le sentiment anti-français dans le seul but de servir ses intérêts en Afrique. Son efficacité est redoutable. L'immense majorité des Africains (voire des publics étrangers réceptifs aux narratifs anti-français) touchés par cette propagande ne réalisent pas qui en est à l'origine, et les alertes françaises ne sont pas prises pas au sérieux : elles sont vues comme d'énièmes mensonges de Paris. L'ampleur et l'efficacité de la guerre de l'information russe en Afrique sont terrifiantes.

Au moment d'écrire ces lignes, la Russie est en train de gagner la bataille de l'information contre la France au Mali (si ce n'est dans l'ensemble du Sahel). L'inévitable retrait du Mali, esquissé avec l'annonce par Emmanuel Macron en juin 2021 de la prochaine fin de l'opération Barkhane, s'explique aussi par l'exacerbation du sentiment anti-français et l'arrivée sur le sol malien des mercenaires de Wagner. Nul doute qu'un futur départ des soldats français verra, comme c'est désormais le cas à chaque manifestation dans les grandes villes maliennes, des militants brandir des drapeaux russes comme les symboles d'une supposée libération du Mali qui recouvrirait sa souveraineté avec l'aide de Moscou. A chacun sa conception de la souveraineté et de la résistance à l'impérialisme. Les jeunes guerriers panafricanistes fiers de voir les Russes « libérer » le Mali d'une France où ils généralement des cousins sont un peu moins prompts à défendre leurs « frères » qui subissent la brutalité des Russes en Centrafrique, ou celle des Chinois dans le reste du continent.

Il est possible, voire probable, que l'inefficacité des Russes (qui cherchent à obtenir de meilleurs résultats que les Français en ne reculant pas devant les crimes de guerre et en se compromettant avec les terroristes, par exemple en les achetant), et surtout les exactions de la soldatesque de Wagner, feront progressivement regretter aux Maliens de s'être jetés dans les bras du régime russe. Rappelons d'ailleurs que dans les localités où opéraient et opèrent nos soldats, le sentiment anti-français et l'insatisfaction à l'égard de Barkhane sont étrangement bien moins élevées que dans les grandes villes comme Bamako où une jeunesse connectée aux réseaux sociaux mais généralement déconnectée des réalités du front communie dans la propagande anti-française. Des grandes villes qui n'ont d'ailleurs échappé à la conquête par les djihadistes que du fait de l'intervention française sans laquelle le Mali n'aurait jamais tenu, ce que les propagandistes russes ont contribué à faire oublier en participant à diffuser l'idée que les Français étaient au mieux inefficaces, et au pire complices des terroristes.

Pendant que les Français s'apprêtent à plier bagage au Mali ou perdent la main dans le maintien de la paix en Centrafrique, les Russes s'implantent. En Centrafrique comme dans d'autres théâtres d'intervention, ils multiplient les exactions contre la population, aggravant des problèmes locaux de corruption, de clanisme ou de violation des droits humains – soit tout ce qui est reproché à la France, mais en pire. Dans ce pays où la France avait réussi à éviter un bain de sang grâce à l'opération Sangaris en 2013, les mercenaires de Wagner ont déjà tué ou torturé des dizaines de civils et pillent des matières premières. Au minimum, la Russie pourrait contribuer à un vaste délitement de l'influence française en Afrique francophone, où elle fragiliserait d'autant la situation sécuritaire et aiderait à plomber les perspectives d'intégration régionale des différents États. Dans le pire

des cas, elle pourrait contribuer même de manière indirecte à étendre l'emprise chinoise, dans une forme de partage des tâches où la Russie sape l'influence de puissances extérieures comme la France et achève de miner la souveraineté d'États déjà fragile, et où la Chine prend le relais.

La refondation d'une relation apaisée, équilibrée et gagnant-gagnant qui doit enfin advenir entre la France et les États d'Afrique francophone exigera un dialogue franc et transparent avec la société civile des pays concernés, et la prise en compte des demandes légitimes de la jeunesse ; elle nécessitera de convaincre les opinions publiques que la « Françafrique » peut définitivement être enterrée, de l'abandon définitif de certaines dispositions politiques, économiques et militaires des actuelles relations à la réconciliation des mémoires (esclavage, colonisation, pratiques indignes ayant suivi la décolonisation) : mais pour cela, il faudra engager un bras de fer avec la Russie. Pour bâtir pour de bon des relations équitables avec l'Afrique francophone, sur des intérêts communs, nous devrons oser une véritable confrontation politique, économique, informationnelle et même sécuritaire avec les Russes sur le continent.

## *En Europe, la Russie soutient les populistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche… mais pas seulement*

Ce n'est pas un mystère, la Russie soutient les mouvements populistes en Occident et surtout en Europe, et principalement les populismes de droite et d'extrême-droite auprès desquels elle apparaît comme un sanctuaire des valeurs traditionalistes et nationalistes face à la

supposée décadence de l'Occident. Il y a bien une dimension idéologique à ce soutien, même s'il n'est que secondaire comme nous allons le voir. L'URSS a été la vitrine et la promotrice du communisme international ; la démocrature russe est devenue le modèle et le soutien d'un national-populisme[351] qui tend à se muer en internationale populiste. Une telle comparaison a longtemps fait sourire par sa facilité, et irrité par son aspect manichéen. Du temps où le communisme et la gauche radicale représentaient la principale opposition au « système », on les disait manipulés par l'URSS : maintenant que le nationalisme et la droite populiste ont pris l'ascendant dans le vote contestataire, la Russie serait encore à la manœuvre ? « Hystérie », « paranoïa », « propagande », a-t-on d'abord entendu dans la bouche des bénéficiaires de ce soutien et dans celle de leurs sympathisants. Au vu de l'audience du discours prorusse en France, l'idée que les accusations d'ingérence russe relèvent de l'exagération, voire du mensonge, est bien ancrée même si elle a décliné ces dernières années ; dénoncer la réalité de la guerre de l'information russe sur les réseaux sociaux appelle encore à se faire traiter de « mouton » biberonné par les médias « *mainstream* », de bien-pensant, de pro-Américain.

Il convient d'abord de rappeler à quel point des personnalités politiques françaises de premier plan sont à la fois sous l'emprise de narratifs et argumentaires pro-russes, et même dans certains cas sous l'emprise de réseaux proches du pouvoir russe. Commençons par Marine Le Pen, dont la capacité à surnager malgré ses liens avérés avec Moscou est étonnante. Au-delà du cercle réduit des laudateurs du Kremlin et de ses idiots utiles, le scepticisme de nombreux Français vis-à-vis de cette

[351] Aucune référence ici au national-socialisme hitlérien, mais à une famille idéologique revendiquée (*dixit* Marine Le Pen : « j'accepte le terme "national-populisme" »).

problématique explique en partie le fait que les journalistes aient assez peu confronté le Front national (puis Rassemblement national) à ses liens avec le régime de Vladimir Poutine, au regard de l'importance qu'un tel sujet devrait avoir. Tout porte pourtant à croire que Marine Le Pen a été pendant des années sous l'influence du régime, et était fortement redevable envers l'aide apportée par des officines russes, au premier plan desquelles celles du sulfureux Konstantin Rykov (les 12 millions d'euros de prêts accordés par deux banques russes au Front national en 2014 et 2016 ne constituant que l'exemple le plus quantifiable de cette aide[352]). Bien qu'elle ait tout à la fois nuancé son discours pro-russe et pris ses distances avec ses anciens alliés, la présidente du Rassemblement national était visiblement sous l'emprise d'une puissance étrangère hostile qui ne conçoit véritablement une bonne relation avec la France que dans la soumission de celle-ci aux intérêts de Moscou. En sus de convictions pro-russes probablement sincères, qui s'appuient sur une certaine ignorance des enjeux internationaux autant que sur une vision discutable du rôle que la France doit y jouer.

On ne s'étendra pas ici sur les multiples déclarations pro-russes d'Eric Zemmour, entre éloges de Vladimir Poutine et de sa politique, négation de la nation ukrainienne et souhait d'une « alliance » avec la Russie. Connaissant moi-même des proches d'Eric Zemmour (j'ai d'ailleurs co-animé un débat entre ce dernier et Rafik Smati), je suis cependant en mesure d'affirmer que le

[352] Les responsables du Rassemblement national justifient souvent l'affaire des « prêts russes » en avançant le fait qu'aucune banque française ne voulait prêter à ce qui était encore le Front national (problème d'ailleurs commun à la majorité des formations politiques françaises). C'est oublier le fait que l'un des hommes clés du financement russe du FN, Alexandre Babakov, soit directement lié au Kremlin.

fondateur du parti Reconquête n'est pas un agent d'influence agissant pour des parrains en Russie : il défend une ligne pro-russe par conviction, ses convictions mêlant sur ce point comme sur tant d'autres un déni du réel lorsque celui-ci ne va pas dans son sens, et une sincère sympathie pour la politique ultraconservatrice, nationaliste et autoritaire du Kremlin. Comparé à Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, Eric Zemmour est celui qui se rapproche le plus au plan idéologique de Vladimir Poutine et de sa politique. Zemmour est guidé à la fois par ses orientations réactionnaires, son incompétence sur les sujets géopolitiques qu'il est persuadé de maîtriser, et une certaine naïveté dans sa vision du monde.

Concernant les deux derniers points – amateurisme et naïveté, il en va probablement de même pour un Jean-Luc Mélenchon qui porte depuis des années un discours et des idées favorables à Moscou. Son tropisme pro-russe repose sur un aveuglement idéologique qui lui fait préférer des puissances autoritaires jouant contre nos intérêts à des démocraties occidentales alliées, et une lecture des questions géopolitiques aussi naïve que brouillonne. N'accusons pas ici M. Mélenchon et ses proches d'être des soutiens du régime de Vladimir Poutine. Le tribun a publiquement soutenu l'opposant de gauche Sergueï Oudaltsov (un stalinien revendiqué qui a entre autres soutenu la guerre dans le Donbass) à la politique intérieure de Vladimir Poutine, tout en étant moins disert envers la politique étrangère russe dont il a même justifié voire soutenu plusieurs aspects, de l'agression de 2014-2015 contre l'Ukraine aux opérations russes en Syrie ; il a aussi accusé les principaux opposants intérieurs au régime russe d'être des pions des Américains, dans une rhétorique épousant celle du Kremlin. Mélenchon, qui répète depuis des années que l'armée et le pouvoir ukrainiens sont infestés de nazis, est peu compatissant envers des Ukrainiens qui vivent sous la menace russe et voient des

pans de leur pays être occupés par des séparatistes soutenus par Moscou, ou plongés dans un conflit larvé. Là où Eric Zemmour a avancé que l'Ukraine « n'existe pas » car elle serait une création de bric et de broc, Jean-Luc Mélenchon a plusieurs fois attaqué l'image de ce pays. Lui et les parlementaires qui gravitent autour de lui s'abstiennent lors des votes à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen qui s'opposent aux manifestations les plus scandaleuses de l'impérialisme russe, de la même manière qu'ils font peu de cas de l'oppression des Ouïghours ou d'Hong Kong par le régime chinois.

Sans lister les multiples prises de position de l'intéressé et d'autres cadres de la gauche radicale, citons le livre du député « insoumis » Bastien Lachaud, *Faut-il faire la guerre à la Russie ?*[353]. Touchant de naïveté et révoltant par son relativisme envers l'action du régime russe (un relativisme qui se pare comme souvent des atours du « réalisme », ou ici du pacifisme), l'ouvrage de M. Lachaud compile un certain nombre de poncifs répandus au sein de la mouvance populiste de gauche, qui finissent par épouser le discours du Kremlin même quand l'auteur s'en défend. Certes, Jean-Luc Mélenchon est loin de faire l'unanimité dans son propre camp lorsqu'il déclare par exemple : *« Je ne crois pas à une attitude agressive de la Russie ni de la Chine. Je connais ces pays, je connais leur stratégie internationale et leur manière de se poser les problèmes. Seul le monde anglo-saxon a une vision des relations internationales fondée sur l'agression*[354] *»*.

Mais tout comme la droite dure est souvent attirée

---

[353] Bastien Lachaud, *Faut-il faire la guerre à la Russie ?*, Paris, Editions du Cerf, 2019.

[354] Albert Zennou, Pierre Lepelletier, Sophie de Ravinel, « Jean-Luc Mélenchon: "Ma ligne, c'est l'indépendance de la France" », *Le Figaro*, 11 novembre 2021, https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/jean-luc-melenchon-ma-ligne-c-est-l-independance-de-la-france-20211111

par l'idéologie du régime russe, la gauche radicale est fortement perméable aux narratifs promus par des puissances comme la Russie ; au sein de la mouvance altermondialiste, pourtant peu susceptible d'adhérer à la politique réactionnaire de Poutine, la vision « alternative » des relations internationales que véhicule la propagande russe trouve un écho sous-estimé. Du populisme de gauche au populisme de droite, c'est un énorme pan de l'opinion publique française qui reste réceptif à la guerre de l'information menée par le Kremlin.

Qu'en est-il dans le reste de l'Europe ? Depuis 2014, le soutien par Moscou de forces servant sa vision du monde (et surtout ses intérêts) au sein des démocraties occidentales a été progressivement révélé au grand public. Le régime ne cache désormais plus son affection pour les principales forces eurosceptiques et souverainistes du Vieux Continent, dont il est devenu le soutien assumé au plan idéologique ; il ne cache plus que l'ampleur de son soutien financier et médiatique. FN puis RN en France, ainsi que divers petits partis et organisations anti-UE ou nationalistes comme l'Union populaire républicaine de François Asselineau qui est un sectateur zélé du régime russe dont il reprend la propagande ; Ligue et Fratelli d'Italia en Italie ; PVV aux Pays-Bas ; « *brexiters* » au Royaume-Uni ; FPÖ en Autriche ; AFD en Allemagne ; Kotleba en Slovaquie… À la liste des formations nationalistes européennes soutenues par le Kremlin s'ajoute un soutien moins explicite et moins massif à des formations de gauche radicale, soutien qui passe davantage par l'ingérence de *trolls* sur les réseaux sociaux, la diffusion de certaines idées de la gauche favorables aux intérêts russes (antimilitarisme, anti-interventionnisme, opposition aux USA, à l'OTAN ou à l'Europe de la défense, positions proches de celles de la Russie sur la Syrie, le Venezuela ou la Libye, vision complotiste de certains sujets d'actualité...). Moscou soutient

particulièrement les nationalistes et l'extrême-droite, mais n'hésite pas à aider au besoin certaines causes défendues par le bord politique opposé.

La démocrature russe s'attache évidemment à se présenter en contre-modèle : un régime fort, véritablement souverain, ferme sur les valeurs, qui a redressé un pays « vaincu » pour en refaire une très grande puissance capable de tenir tête non plus seulement aux États-Unis, mais aussi à une certaine vision de l'ordre international. Il est vrai que la popularité dans une partie de l'opinion européenne d'un Poutine vu comme l'homme à poigne résolvant tous les problèmes que les dirigeants occidentaux seraient incapables d'appréhender est impressionnante. Celui que l'on a plusieurs fois présenté comme étant l'homme le plus puissant du monde réveille des fantasmes inavouables lorsqu'il se pose en rempart contre le terrorisme que les démocraties ont tant de mal à combattre, ou qu'il pratique une version musclée du « dégagisme » consistant à se débarrasser de ceux qui se mettent en travers de son chemin. Il imprime sa marque en s'opposant ouvertement à une Union européenne mal-aimée ou en bravant la puissance américaine. Chez ses millions d'admirateurs en France et en Europe, sa popularité n'est que faiblement entachée par la répression, les arrestations et meurtres d'opposants, le pillage de l'économie russe par l'oligarchie, puisque de tels faits prouvés maintes fois sont assimilés à de la désinformation occidentale ou jugés anecdotiques face aux réussites de M. Poutine. L'hôte du Kremlin reste malgré tout majoritairement impopulaire en Europe, son régime l'étant bien plus encore. Quant à sa « démocratie dirigée » ou « démocratie souveraine », elle risque difficilement de faire des émules en Europe, la dérive illibérale de certains pays d'Europe centrale et orientale n'étant pas comparable à l'autoritarisme poutinien. Si Poutine incarne aujourd'hui le culte de l'homme fort vers lequel pourraient se tourner

un nombre croissant de Français ou d'Européens en cas d'aggravation de la crise démocratique (la probabilité de voir des démocraties bien installées évoluer demain en régimes autoritaires proprement dits étant faible), rien ne dit que son pays servira de modèle dans le futur.

Une large partie de l'élite russe souhaite voir une alternative sérieuse aux démocraties libérales s'affirmer au XXI$^{e}$ siècle, une autre voie politique dont leur pays serait l'un des pionniers aux côtés notamment de la Chine. Mais l'idée n'est pas de promouvoir un tel mode de gouvernement à l'étranger ; il n'est pas question de faire de Matteo Salvini ou de Marine Le Pen des répliques locales de Vladimir Poutine, malgré les fantasmes de certains. Ni de faire basculer des pays comme le nôtre dans un hypothétique camp autoritaire. Quand bien même cette volonté existerait, la Russie sait qu'elle n'en a pas les moyens – il y a une certaine différence entre contribuer à la victoire de partis populistes, et précipiter l'avènement d'un pouvoir autoritaire. Elle estime en revanche avoir les moyens de plomber de l'intérieur des démocraties dont il vaut mieux qu'elles restent empêtrées dans leurs difficultés.

Là où l'effort de propagande de l'URSS à l'étranger et son soutien à des organisations et partis communistes locaux procédaient d'abord d'une croisade idéologique, également livrée par les États-Unis, la guerre de l'information et les campagnes d'influence et d'ingérence menées par la Russie de Poutine servent moins une idéologie (laquelle reste à déterminer) que les intérêts du régime russe. L'enjeu n'est plus de diffuser dans l'opinion la propagande communiste pour renverser par la voie des urnes ou de la révolution les démocraties libérales « bourgeoises », mais de polariser l'opinion publique autour de tout ce qui peut cliver, d'amplifier le mécontentement populaire comme la perte de confiance envers les institutions et acteurs de la vie publique, pour

fragiliser les démocraties de l'intérieur. D'un objectif d'exportation du modèle soviétique, on est ainsi passé à un simple objectif de fragilisation d'États aux intérêts adverses ; leur déconsolidation intérieure et donc leur perte de puissance extérieure deviennent un objectif en soi. L'enjeu n'est plus de parrainer des partis alignés idéologiquement, mais de favoriser l'accession au pouvoir de formations alignées sur les intérêts de Moscou, ou tout simplement d'accroître leur poids dans la vie publique. « Aligné sur les intérêts de Moscou » ne signifie pas simplement soutenir la politique étrangère russe à laquelle les citoyens de démocraties comme la France portent évidemment peu d'intérêt, mais nuire aux intérêts de puissances comme la nôtre.

Plus que des alliés idéologiques, le Kremlin soutient surtout des forces hostiles à l'Union européenne et à l'OTAN dans le but de bloquer les chantiers qui iraient dans un renforcement du poids de l'Europe sur la scène internationale, de son autonomie, de sa souveraineté collective. La Russie déploie d'intenses efforts pour ralentir des chantiers afférents à « l'Europe de la Défense », aux politiques de sécurité commune, aux progrès européens en matière de cybersécurité... Moscou a fait de la fragilisation de la construction européenne une véritable obsession, et surfe sur l'opposition à l'UE au sein des États-membres. En faisant feu de tout bois, la guerre de l'information menée par le régime poutinien marche dans les pas des services secrets soviétiques lorsque ceux-ci soutenaient par exemple des mouvements pacifistes inquiets face au péril nucléaire[355] dans l'optique de freiner les programmes nucléaires européens, même si ces mouvements étaient idéologiquement éloignés de l'URSS. La crise du Covid-19 a également été l'occasion pour les

[355] Dimitri Volkogonov, *Staline : triomphe et tragédie*, Paris, Flammarion, 1991, p. 475.

services liés au Kremlin de diffuser un nombre considérable de *fake news*, notamment de fausses informations surfant sur la faiblesse initiale de l'Union européenne face à cette catastrophe.

Ajoutons enfin un dernier élément, beaucoup moins connu : la guerre de l'information poussée par Moscou n'hésite pas non plus à cibler les populations issues de l'immigration extra-européenne (notamment les musulmans) au même titre que les populations européennes « autochtones », ainsi que les pays d'Afrique ou du monde musulman dont sont originaires une partie des immigrés en Europe. Cela se fait notamment en diffusant du contenu parfois exagéré, souvent mensonger, et toujours à charge contre les sociétés des pays d'accueil : passé colonial, islamophobie, racisme, soutien au « sionisme » qui obsède une partie de l'opinion publique des pays musulmans… La Russie se présente comme un rempart contre l'islam radical, mais sur les réseaux sociaux et dans les médias, ses agents d'influence n'hésitent pas à faire le jeu du communautarisme et des islamistes, pour faire monter le rejet des sociétés occidentales et contribuer à fracturer davantage encore celles-ci. Pendant que certains réseaux du Kremlin financent l'extrême-droite européenne et favorisent ses idées sur Internet et dans les médias dits « alternatifs », d'autres de ces réseaux cherchent à amplifier les phénomènes sur lesquels l'extrême-droite construit l'essentiel de son succès.

Pour citer le rapport du CAPS et de l'IRSEM sur les manipulations de l'information : *« Les populations maghrébines sont largement exposées à la propagande des médias russes en arabe, qui véhicule des messages anti-européens dont elles ne sont que la cible indirecte, le vecteur. L'objectif est que ces populations, qui sont en lien quotidien avec leurs familles et leurs proches vivant en Europe, leur transmettent ces messages et les*

*convainquent que les médias européens leur mentent et que les Européens leur sont hostiles. La propagande anti-immigration que l'on voit en Europe visant à exciter les communautés nationalistes n'est donc qu'une face de l'opération. Pour diviser, monter les communautés les unes contre les autres, il faut aussi convaincre les populations issues de l'immigration qu'elles sont maltraitées et, de ce point de vue, le fait de passer par des relais en Afrique du Nord est particulièrement habile*[356] *».*

Dans cette optique, songeons à l'exemple évoqué ailleurs dans ce chapitre du compte « Blacktivist » tenu par des trolls russes durant la présidentielle américaine de 2016. En Europe, cette stratégie de « souffler sur les braises » lors de tensions raciales est encore limitée, mais on n'ose imaginer ce qu'une manœuvre analogue à celle employée dans le cadre d'émeutes raciales américaines pourrait par exemple donner en cas de nouveaux soulèvements d'ampleur dans les banlieues françaises, où se concentrent les populations d'origine maghrébine et sub-saharienne. La stratégie d'*informatsionaya voyna prépare* déjà le terrain en alimentant en contenu haineux aussi bien la « fachosphère » européenne que les médias, sites et réseaux sociaux fréquentés par des populations issues de l'immigration extra-européenne ou par leurs familles restées au pays. Par cette stratégie, la guerre de l'information russe cherche visiblement à alimenter le risque de guerre civile. Elle sert aussi à nuire aux intérêts et à l'influence de pays comme la France en Afrique dans le monde musulman. En Afrique, la Russie (tout comme la Chine) intensifie ses campagnes de propagande et de désinformation pour entretenir un climat anti-français, avec des résultats assez probants.

[356] Rapport conjoint CAPS/IRSEM – *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties, op. cit.,* p. 165.

## *Que pèsent réellement les médias prorusses comme RT ou Sputnik ?*

Moscou, 23 Mai 2019 : Margarita Simonyan, rédactrice en chef de la chaîne gouvernementale *Russia Today* (rebaptisée *RT*) reçoit des mains de Vladimir Poutine la médaille de l'Ordre d'Alexandre Nevsky. « Je sers la Russie[357] », rappelle celle dont le « service à la Russie » consiste aussi à implanter des antennes européennes du média pro-Poutine, dont la désormais bien connue chaîne *RT* France. À cette dernière s'ajoute dans le paysage audiovisuel français une déclinaison locale du média *Sputnik*, comme dans la plupart des grandes démocraties occidentales. Ces deux médias appartiennent à l'organisme d'information du Kremlin à l'international, Rossia Segodnia, et sont intégralement financés par le pouvoir russe, lequel dépense l'équivalent de 300 millions d'euros par an dans son effort de propagande en Europe, en-dehors des dépenses privées d'oligarques proches de Poutine. Alors que Margarita Simonyan compare son travail à celui d'une ministre de la Défense, le véritable ministre de la Défense Serguei Choïgou aurait qualifié l'information de « composante des forces armées[358] » : si cette citation exacte reste à vérifier, elle rappelle ses propos (avérés) cités plus haut sur l'utilisation par la Russie de « troupes » dédiées à la guerre de l'information,

[357] Tweet de l'intéressée : https://twitter.com/M_Simonyan/status/1131545626863386624?s=20

[358] Benjamin Dubow, Evanna Hu, Jacob N. Shapiro, Ulaş Erdoğdu, Kamya Yadav, « Here's how Russia's RT spread propaganda in the lead-up to the election », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 9 novembre 2020, https://thebulletin.org/2020/11/heres-how-russias-rt-spread-propaganda-in-the-lead-up-to-the-election/#.X7PMQRyzW48.twitter

et ceux de Vladmir Shamanov sur la guerre de l'information comme « composante » d'un conflit général[359]. Les médias d'influence du Kremlin comme *Sputnik* et *RT* s'inscrivent dans cette logique. Nous ne nous étendrons pas ici sur la ligne éditoriale de *RT France* et *Sputnik*, ni sur les polémiques qui les entourent. S'il fallait résumer la ligne de *RT France*, la chaîne ne diffuse pas (ou peu) de *fake news*, si ce n'est celles que profèrent certains invités, elle se concentre sur tout ce qui peut nuire à l'image de la France, de ses dirigeants, de sa société, sans parler de l'Union européenne et de ses membres... bref, relayer tout ce qui va mal, y compris de manière trompeuse ou exagérée, pour entretenir un climat déjà anxiogène. Pour citer un extrait d'un excellent article de Vanity Fair dédié à la chaîne : *« Un bon reportage est un reportage morbide. Il fallait la voir* [Ekaterina Lazareva, dite Katya, directrice de l'information, de *RT France*] *le jour de l'attentat qui a coûté la vie au colonel Arnaud Beltrame, lancer, folle d'excitation : "Vite, des reporters à Carcassonne. C'est à combien de stations de RER ?"*[360] *»*. Nul moyen de vérifier l'authenticité de cette anecdote, mais elle reflète et résume bien la ligne éditoriale et le mode de fonctionnement de *RT France*. Ce qui va brièvement nous intéresser ici est plutôt la réalité du poids de ces médias, et en particulier de *RT France*, dans l'audiovisuel français : son audience, la croissance de celle-ci, et la capacité de ce média fait pour s'inviter dans la vie politique et sociale française à réussir sa mission.

*RT* s'est installée en France en 2015, *RT France* ayant été officiellement lancée en décembre 2017. *RT* était

---

[359] Reuters, « Russia sets up information warfare units - defence minister », *op. cit*.

[360] Romain Bornstein, « RT, la chaîne russe qui bouscule les médias français », *Vanity Fair*, 19 juin 2019, https://www.vanityfair.fr/pouvoir/medias/story/rt-la-chaine-russe-qui-bouscule-la-tele-francaise/5918

déjà en 2017 la première source de désinformation parmi les médias traditionnels, et était le treizième site le plus influent du pays dans la désinformation tous supports confondus. La croissance de ces médias de « réinformation » s'est faite en sourdine. En mars 2019, une étude d'Avaaz[361] (selon laquelle *des fake news* « entourant le mouvement des Gilets jaunes » auraient dépassé les 100 millions de vues sur Facebook entre novembre 2018 et la publication de l'étude) montrait que *RT* était devenue la chaîne d'information n°1 sur YouTube. Cet exploit doit se comprendre à la lumière de la crise des « Gilets jaunes », grâce à laquelle RT a pu totaliser en quelques semaines plus de 23 millions de vues, soit deux fois l'audience cumulée du *Figaro*, du *Monde*, du *Huffington Post* et de *L'Obs* sur le même format. À partir de l'automne 2018, l'audience du site de *RT France* a doublé, dépassant celle de *CNews* et talonnant celle de *BFM TV*. Plusieurs figures radicales des « Gilets jaunes », qui ont dû une bonne partie de leur ascension médiatique à la chaîne controversée, ont fait l'éloge de celle-ci. Ainsi d'Éric Drouet, qui a été jusqu'à qualifier de « seul média libre de France » la chaîne russe avec laquelle il a monté plusieurs coups médiatiques. Ou de Maxime Nicolle, dit « Fly Rider », dont le discours complotiste est entré en écho avec celui du média au logo vert. Ou encore de Jérôme Rodrigues, que la chaîne tenue par le même Kremlin qui emprisonne ou tue journalistes et militants de l'opposition a largement contribué à présenter comme une victime de la « dictature policière » française. Les pancartes « Merci *RT France* ! » visibles dans plusieurs manifestations des « Gilets jaunes » et la propension de nombreux sympathisants du mouvement à citer *RT* parmi les seuls médias qu'ils

[361] « Yellow vests flooded by fake news », Avaaz, 15 mars 2019, https://avaazimages.avaaz.org/Report%20Yellow%20Vests%20FINAL.pdf

affirment consulter ont illustré durant cette période l'étonnante capacité d'un média financé par un régime alliant dérives oligarchiques et autoritarisme répressif à passer pour un porte-parole du « Peuple », et surtout de ses légitimes colères dont l'exploitation et l'amplification constituent l'un des fondamentaux de l'*informatsionaya voyna*. Il n'est guère étonnant que durant la crise du Covid-19, plusieurs communautés qui se sont formées sur les réseaux sociaux au plus fort du mouvement des « Gilets jaunes » aient joué un rôle important dans la diffusion de *fake news* d'origine russe ou chinoise.

La crise du Covid-19 a justement confirmé à quel point la « guerre de l'information » menée par la Russie continuait de gagner en intensité ; s'y adjoignent désormais de plus en plus des pratiques proches (quoique moins sophistiquées) de la part de la Chine, de la Turquie ou de l'Iran. Il est encore trop tôt pour analyser l'ampleur et l'impact réels de la guerre de l'information menée dans le cadre de la crise du coronavirus. Plusieurs études publiées à chaud permettent cependant de poser quelques jalons. Fin juin 2020, une étude[362] de l'Oxford Internet institute montrait ainsi que les *fake news*, théories complotistes et « récits alternatifs » diffusés par des médias russes comme *RT* et *Sputnik*, ainsi que des médias chinois, avaient continué de susciter visionnages partages et interactions encore plus viraux qu'auparavant. L'étude

[362] Katarina Rebello, Christian Schwieter, Marcel Schliebs, Kate Joynes-Burgess, Mona Elswah, Jonathan Bright, Philip N. Howard, « Covid-19 News and Information from State-Backed Outlets Targeting French, German and Spanish-Speaking Social Media Users Understanding Chinese, Iranian, Russian and Turkish Outlets », The Computational Propaganda Project (site édité par l'Oxford Internet institute), 29 juin 2020, https://comprop.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/93/2020/06/Covid-19-Misinfo-Targeting-French-German-and-Spanish-Social-Media-Users-Final.pdf

analysait les 20 articles les plus populaires de chaque média entre les 18 mai et 5 juin : durant cette période, les contenus francophones de *RT* obtenaient une moyenne d'engagement de 528 sur Twitter et Facebook, contre 105 pour *Le Monde*, ou 374 pour les contenus diffusés par l'agence *Chine nouvelle*. Difficile dans ces conditions d'affirmer que le poids des médias russes sur les réseaux sociaux resterait marginal face aux mastodontes de la presse française !

Étudier en profondeur la guerre de l'information menée par la Russie de Vladimir Poutine exigerait d'y consacrer un livre entier. De ce qui précède, nous pouvons retenir une chose essentielle. Cette guerre ne relève ni d'un fantasme paranoïaque, ni d'une exagération volontaire de la part de médias ou de gouvernements occidentaux désireux pour les premiers d'attirer de l'audience, et pour les seconds d'instrumentaliser une nouvelle dimension de la « menace russe ». La menace est aussi réelle que les intentions des initiateurs de l'*informatsionaya voyna* sont nocives, et que les moyens mis en œuvre sont massifs, avec des effets qui s'avèrent être supérieurs à tout ce que nous aurions pu imaginer. La guerre de l'information menée par la Russie doit définitivement être prise au sérieux, et une stratégie globale mise en œuvre pour la contrer.

Certains signes sont encourageants. Du côté des entreprises, Twitter a pris la décision de notifier les *fake news* virales et d'indiquer le fait que certains médias étaient financés partiellement ou totalement par des gouvernements, comme pour *RT* ou *Sputnik* (il serait judicieux d'étendre cette mesure à des médias comme *AJ+*, média qatari diffusant un discours communautariste, « décolonial » et complaisant avec l'islamisme sous un

vernis intersectionnel et multiculturel). Du côté des gouvernements, si le quinquennat d'Emmanuel Macron a multiplié les mesures parfois contreproductives sur le terrain de la désinformation, des pays en première ligne en Europe prennent des mesures radicales face à la guerre de l'information russe : ainsi la Lituanie et la Lettonie ont-elles fini à l'été 2020 par interdire *RT* et d'autres médias russes à l'été 2020[363], en réaction à leur discours révisionniste sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En février 2021, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a interdit par décret Zik TV, NewsOne et 112 Ukraine[364], trois chaînes prorusses contrôlées par un proche de Poutine, Viktor Medvedtchouk (voir le chapitre sur les réseaux et l'idéologie du pouvoir russe). Interdire Sputnik et RT en France serait une décision courageuse et bienvenue, bien qu'elle pourrait à la fois connaître des obstacles d'ordre législatif et constitutionnel, et même s'avérer contre-productive.

Il nous faut quoi qu'il en soit prendre des décisions fortes dans cette guerre de l'information que nos démocraties doivent affronter pour, espérons-le, en sortir grandies. Notre pays doit notamment aller beaucoup plus loin dans ce que l'armée française appelle la L2I (lutte informationnelle et informatique), en renforçant ses canaux d'influence traditionnels (comme l'audiovisuel public, à commencer par des opérateurs comme RFI, France24 ou TV5Monde) et en développant des capacités

[363] Marielle Vitureau, « La Lituanie et la Lettonie interdisent la diffusion de RT et d'autres médias russes », *RFI*, 26 juillet 2020, https://www.rfi.fr/fr/europe/20200726-pays-baltes-interdisent-la-diffusion-rt-et-dautres-m%C3%A9dias-russes

[364] Faustine Vincent, « Le président ukrainien Zelensky fait fermer trois chaînes prorusses », *Le Mond*e, 5 février 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/05/le-president-ukrainien-zelensky-fait-fermer-trois-chaines-prorusses_6068914_3210.html

offensives sur les réseaux sociaux pour combattre la désinformation sans en générer nous-mêmes. Le nouvel âge de l'information décrit en introduction n'est pas plus une fatalité que ne l'est une victoire programmée des discours complotistes, démagogues et fallacieux. Le régime au pouvoir en Russie nous a déclaré la guerre dans ce qu'il appelle le « champ informationnel », nous devons enfin réagir en conséquence. D'autant plus que cette guerre de l'information pourrait contribuer à l'avènement d'une « surprise stratégique » telle que nous la décrivons ailleurs, ou en tout cas jouer un rôle dans le cas d'une grave crise internationale impliquant la Russie en Europe.

# Chapitre 7

# Dépenses militaires et industrie de défense sous-estimées : pourquoi la Russie et la Chine sont bien plus fortes qu'il n'y paraît

*« Pour soutenir la guerre, trois choses sont nécessaires : de l'argent, de l'argent, encore de l'argent*[365] *»*, aurait déclaré au roi Louis XII le *condottiere* et maréchal de France Gian Giacomo Trivulzio. L'effort de défense n'est pas seulement l'un des piliers de la puissance militaire, il en est devenu l'un des meilleurs indicateurs à l'international. De la même manière que la hiérarchisation des puissances économiques se fait généralement en fonction du classement des pays par leur produit intérieur brut, les puissances militaires sont souvent rangées selon les dépenses militaires. Le recours à des éléments quantitatifs (puissance de feu, matériel en dotation, effectifs) et qualitatifs (capacité de projection, modernité et maîtrise du matériel, expérience du feu, combativité et formation des troupes, capacité opérationnelle, compétences diverses...) permet d'affiner les innombrables

[365] Olivier Schmitt, « Rendre la guerre possible : budgets de défense et justifications politiques », dans Hervé Drévillon (dir.), *Histoire militaire de la France, Tome II : De 1870 à nos jours*, Paris, Perrin, 2018, p. 605.

comparaisons internationales, en évaluant les capacités militaires réelles de chaque pays bien mieux que le simple montant de leurs budgets de défense.

Dans le cas français, ces éléments sont à notre avantage, puisqu'ils concourent à ce que la France devance des États aux dépenses supérieures dans la hiérarchie des puissances militaires, hiérarchie qui conditionne en grande partie notre rang international. Mais dans le cas de la Chine et de la Russie, l'écart béant avec les États-Unis (voire avec leurs principaux alliés) en termes de dépenses militaires sert souvent à relativiser la puissance réelle de ces deux pays. En ce qui concerne la Chine, la progression des dépenses de défense est l'indicateur le plus commode (et donc le plus couramment utilisé) pour mesurer le rattrapage militaire du pays sur les États-Unis. *A contrario*, l'ampleur de l'écart entre les dépenses de Beijing et celles de Washington conduit nombre d'observateurs à dire que le rattrapage chinois n'est pas pour demain et que l'hégémonie américaine a de beaux jours devant elle. S'agissant de la Russie, la progression rapide des dépenses de défense a également été utilisée comme un indicateur du redressement militaire du pays. Mais leur montant, dérisoire en comparaison du gigantisme des dépenses militaires occidentales, sert aussi souvent à minimiser la puissance militaire de la Russie.

C'est d'ailleurs l'un des arguments les plus répandus pour décrédibiliser l'idée que Moscou ferait peser une quelconque menace sur ses voisins européens : les dépenses militaires russes, bien que parmi les plus élevées au monde après plus de quinze ans de forte croissance, ne pèsent pas grand chose face aux dépenses cumulées des différents États européens et surtout face à celles des États-Unis. Avec un budget militaire proche de celui de pays comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni et dix fois inférieur à celui de Washington, comment la Russie pourrait-elle représenter une

quelconque menace ? Cet argument se retrouve aussi bien dans la bouche des détracteurs du Kremlin, pour relativiser la réalité de la puissance dont se vante celui-ci, que dans celle de ses défenseurs, qui voient dans la faiblesse des dépenses militaires russes vis-à-vis de celles de l'OTAN une preuve que la Russie serait injustement instrumentalisée comme un danger par des dirigeants occidentaux cyniques ou tout simplement mal informés.

De même, on entend souvent que la force dont Moscou fait étalage reposerait sur des bases bien fragiles au motif que l'économie russe ne serait pas capable de soutenir un effort de défense aussi massif. En menant une politique de puissance au-delà de ses moyens, la Russie courrait même le risque de se ruiner comme l'URSS auparavant : elle n'aurait donc à terme le choix qu'entre revoir à la baisse ses ambitions stratégiques, et sacrifier son économie sur l'autel de la puissance. Le fait que les dépenses militaires russes, qui avaient explosé entre 2000 et 2015, voient leur progression stagner est d'ailleurs vu par certains analystes comme la preuve que la Russie aurait déjà atteint un plafond, voire qu'elle tendrait vers une réduction de son effort de défense (dans le dilemme décrit à l'instant, Moscou aurait donc choisi la première option).

En réalité, comme nous allons le voir, la Russie consacre à sa puissance militaire des moyens bien plus élevés qu'on ne le dit souvent. Les statistiques qui placent la Russie à des niveaux de dépenses militaires proches des nôtres se basent sur des modes de calcul inadaptés à un pays aussi différent et qui ne reflètent pas la réalité de la puissance russe. Cet effort de défense est aussi plus soutenable financièrement que couramment admis, et les structures de l'économie russe elles-mêmes favorisent le maintien d'une politique militariste sur le long terme, malgré le souci des dirigeants russes de mieux répondre aux attentes économiques de la population dans un

contexte budgétaire difficile.

Il en va de même pour la Chine, toutes proportions gardées : les dépenses militaires chinoises, qui ont explosé au rythme d'une économie en croissance forte et continue, sont elles aussi sous-estimées à plusieurs niveaux. Plus précisément, c'est le niveau de ce que la Chine est capable de financer pour ses forces armées qui doit être sérieusement réévalué. Beijing entretient d'ores et déjà une puissance et des capacités militaires supérieures à ce que laissent penser la comparaison de son effort de défense avec les États-Unis ; sur ce point, la Chine est d'ailleurs bien plus avancée dans son effort de rattrapage sur le rival américain qu'il n'y paraît. C'est ce que nous allons démontrer ici.

### *Les dépenses militaires russes et chinoises sont sous-estimées par les statistiques couramment employées*

S'agissant des dépenses militaires, la Russie ne fait pas le poids face aux Occidentaux : sa position dans le rapport de force relève confine même au ridicule, si l'on en croit les classements internationaux de référence. En 2021, selon les estimations de l'OTAN[366], les dépenses des États européens membres de l'Alliance atlantique étaient de 336,6 milliards de dollars (prix et taux de change constants), auxquels s'ajoutaient 26,5 milliards pour le Canada et plus de 811,1 milliards pour les États-Unis. Des

[366] « Defence Expenditure of NATO Countries (2014-2021) », site de l'OTAN, 11 juin 2021, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2021/6/pdf/210611-pr-2021-094-en.pdf.

montants qui prennent en compte par la forte inflation de 2021, mais pas au point de changer les ordres de grandeur. Selon le rapport du Stockholm International Peace Research Institute d'avril 2021[367], la Russie figurait en 2020 dans le top 5 des plus gros budgets militaires, en quatrième position avec un budget de 61,7 milliards en hausse de 2,5% par rapport à 2019, très loin derrière les États-Unis (778 milliards) ou l'Europe occidentale (273 milliards). L'édition 2021 du célèbre « Military balance » édité par l'International Institute for Strategic Studies estimait quant à elle[368] les dépenses militaires russes à 60,6 milliards de dollars contre 738 pour les États-Unis, 193,3 pour la Chine, 61,5 pour le Royaume-Uni et 55 pour la France. Malgré le poids des dépenses militaires russes et leur progression constante depuis le début du millénaire, il n'y aurait donc pas lieu de s'inquiéter. Sauf que les données citées plus haut, que l'on retrouve le plus souvent dans le débat public, ne sont pas les mieux indiquées s'agissant de la Russie et par extension de la Chine. Elles sont même trompeuses.

Tout d'abord, parce qu'il vaut mieux calculer le budget militaire russe en parité de pouvoir d'achat (PPA), et non en valeur nominale. Le recours à la parité de pouvoir d'achat est d'abord un bon indicateur pour rendre compte de la taille réelle des économies dans la mondialisation. Si l'on raisonne en termes de PIB nominal, la Russie n'était en 2019 qu'au onzième rang mondial, cinq places derrière notre pays. Mais en parité de pouvoir d'achat, la Russie, dont on entend souvent qu'elle est un nain économique, avait en 2019 le sixième produit

[367] « Trends in World Military Expenditure 2020 », site du Stockholm International Peace Research Institute, 26 avril 2021, https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-04/fs_2104_milex_0.pdf.

[368] International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2021*, New York, Routledge, 2021, p. 23-29..

intérieur brut au monde, quatre places devant la France[369]. Disons-le d'emblée, le recours à la parité de pouvoir d'achat n'est pas sans défauts : elle conduit notamment à une surestimation de la puissance économique de géants démographiques encore largement pauvres comme l'Inde ou l'Indonésie, dont le poids est à l'inverse sous-estimé par le PIB nominal qui reste un indicateur pertinent pour d'autres raisons. Quelles que soient ses limites s'agissant de la comparaison entre les économies des différents pays, la PPA est particulièrement appropriée pour évaluer le niveau des dépenses militaires. Dans *Vers la guerre : l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Graham Allison cite un propos que lui a confié le grand économiste Stanley Fisher : *« Si l'on souhaite comparer la taille de plusieurs économies nationales* […] *notamment en vue d'évaluer le potentiel militaire relatif, alors, en guise de première approximation, le meilleur critère reste la PPA. Elle évalue le nombre d'appareils, de missiles, de navires, de marins, de pilotes, de drones, de bases et autres matériels militaires que peut s'offrir un État et le prix auquel il devra les payer dans sa monnaie[370] »*. Il s'agit là d'un excellent résumé des avantages de la parité de pouvoir d'achat. L'IISS cité plus haut partage cet avis : *« Le recours à la PPA est particulièrement indiqué dans le cas de la Chine et de la Russie371 »*.

---

[369] Selon les statistiques publiées par le FMI en juin 2021, la Russie était la sixième puissance économique mondiale en parité de pouvoir d'achat, la France étant neuvième : des statistiques à resituer dans le contexte de lourde récession puis de rebond économique rapide des grandes économies occidentales en pleine pandémie de Covid-19.

[370] Graham Allison, trad. Patrick Hersant et Sylvie Kleiman-Lafon *Vers la guerre : l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?,* Paris, Odile Jacob, 2019, p. 32.

[371] International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2016*, New York, Routledge, 2016, p. 495.

Qu'en est-il justement des dépenses militaires russes et chinoises avec un tel mode de calcul ? En France, un tableau produit par Ministère des Armées estime qu'en montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, le budget militaire de la Russie était en 2019 de 117,6 milliards d'euros, contre 44,3 pour la France et 48,2 pour l'Allemagne[372]. Soit plus de 130 milliards de dollars à l'époque. D'autres estimations donnent des montants plus élevés encore. Selon Michael Kofman (un analyste militaire reconnu pour sa pondération et ses publications relativisant certains aspects de la « menace russe » exagérés par des *think tanks* ou médias américains), le budget militaire de la Russie serait en parité de pouvoir d'achat près de trois fois supérieur à ce qui est présenté dans les statistiques internationales, grimpant à 150 voire 180 milliards de dollars[373]. Richard Connolly, de l'University of Birmingham & Chatham House, chiffrait dans une étude pour le Center for Naval Analyses l'effort de défense russe à 159 milliards de dollars[374] en 2019.

Le constat vaut aussi pour la Chine. En valeur

---

372 Voir le Tableau 1 dans l'*Annexe N° 13 au Rapport N° 2301 (Tome III) de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2020 (n°2272)*, http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/l15b2301-tiii-a13_rapport-fond#_Toc256000066.

373 Michael Kofman, Richard Connolly, « Why russian military expenditure is much higher than commonly understood (as is China's), 12 décembre 2019 https://warontherocks.com/2019/12/why-russian-military-expenditure-is-much-higher-than-commonly-understood-as-is-chinas/.

374 Richard Connolly, Russian Military Expenditure in Comparative Perspective: A Purchasing Power Parity Estimate, Arlington, Center for Naval Analyses (CNA), octobre 2019, https://www.cna.org/CNA_files/PDF/IOP-2019-U-021955-Final.pdf

nominale, le budget militaire chinois en 2020 était d'après l'IISS[375] de 193,3 milliards de dollars, contre 738 milliards pour les États-Unis ; d'après le SIPRI, les dépenses des deux États s'élevaient respectivement à 252 et 778 milliards de dollars[376]. Au vu d'un tel écart, on mesure l'étendue du chemin qu'il reste à parcourir à la Chine. Mais calculé en parité de pouvoir d'achat, ce qui permet comme nous l'avons dit de mieux rendre compte de la réalité, l'effort de défense chinois est beaucoup plus élevé. Selon les statistiques du Ministère des Armées, le budget militaire chinois calculé en parité de pouvoir d'achat était, pour l'année 2019, de 400,4 milliards d'euros[377]. En y additionnant les 117,6 milliards du budget militaire russe en PPA, le total russo-chinois se montait en 2019 à 518 milliards d'euros, contre 577,5 milliards pour le budget américain. Comme le détaillait Peter Robertson, professeur à l'University of Western Australia, le montant des dépenses militaires chinoises en PPA est possiblement déjà l'équivalent de 75% de celui des dépenses militaires américaines[378]. Le temps où les dépenses du Pentagone devançaient de très loin celles des puissances rivales de Washington est révolu. Certes, l'écart reste béant et l'est plus encore en incluant les alliés des États-Unis, mais la

---

[375] International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2021*, *op. cit.*, p. 23-29.

[376] « Trends in World Military Expenditure 2020 », site du SIPRI, *op. cit.*

[377] Voir le Tableau 1 dans *Annexe N° 13 au Rapport N° 2301 (Tome III) de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2020 (n°2272)*, http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/l15b2301-tiii-a13_rapport-fond#_Toc256000066

[378] Peter Robertson, « China's military might is much closer to the US than you probably think », *The Conversation*, 1er octobre 2019, https://theconversation.com/chinas-military-might-is-much-closer-to-the-us-than-you-probably-think-124487

supériorité des dépenses militaires combinées des membres de l'OTAN hors-États-Unis fait trop souvent office de trompe-l'œil.

Les statistiques les plus récentes montrent qu'en dépit d'un ralentissement de la croissance des dépenses militaires russes, les dépenses militaires de Beijing et Moscou ont encore considérablement augmenté en parité de pouvoir d'achat – dans le cas russe, cette dynamique traduit probablement la consolidation technologique des armées et des industries de défense, qui produisent désormais en quantité des matériels de nouvelle génération pour des coûts plus maîtrisés. En 2021, les données en PPA de *The Economist* évoquaient des dépenses chinoises s'élevant à près de 600 milliards de dollars et des dépenses russes à 177 milliards[379]. Selon d'autres sources confirmant l'idée d'un budget chinois proche de 600 milliards de dollars, le budget russe serait en réalité proche de 200 milliards[380]. D'après d'autres sources encore et selon les modes de calcul utilisés, le budget militaire chinois est compris entre 228 et 433 milliards de dollars, et le budget russe entre 66,5 et 159 milliards, le budget militaire américain, qui sert de valeur de référence, restant à 643 milliards de dollars (par comparaison, le budget français est compris entre 46 et 54 milliards)[381].

---

[379] Nominal spending figures understate China's military might, 1 mai 2021, https://www.economist.com/graphic-detail/2021/05/01/nominal-spending-figures-understate-chinas-military-might

[380] John A. Tirpak, Air Force mag, Strategy & Policy: The Next 10 Countries Combined, 27 août 2021, https://www.airforcemag.com/article/strategy-policy-the-next-10-countries-combined/

[381] Marc Champion, Daryna Krasnolutska, « Russia and China Make War-Gaming Fashionable Again in the West », Business Insider, 25 juin 2021, https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-06-25/russia-and-china-make-war-gaming-fashionable-again-in-the-west

S'ajoute le fait que le régime chinois masque une partie de ses dépenses militaires : les dépenses réelles sont notoirement supérieures aux dépenses officielles, comme le soulignait encore une étude du SIPRI en 2021[382]. Est-ce pour cultiver l'image d'un pays consacrant à sa puissance militaire une part bien plus faible de sa richesse nationale que les États-Unis, l'effort de défense officiel de la Chine étant comparable à celui des grands pays européens en pourcentage du PIB ? Il semble que la Russie sous-évalue également ses dépenses militaires, dans des proportions certes moindres que la Chine et pour des raisons différentes que nous ne creuserons pas ici. Au sujet de ces dépenses militaires occultées, Michael Kofman avançait dans un entretien avec Maxime Trudolyubov que son estimation d'un budget russe s'élevant à 150-180 milliards de dollars en PPA était « conservatrice », puisque *« compte tenu des dépenses militaires cachées ou obscurcies, la Russie pourrait bien atteindre environ 200 milliards de dollars[383] »* de dépenses militaires. Quoiqu'il en soit, le calcul des dépenses en parité de pouvoir d'achat est bien plus pertinent que la valeur nominale : de même, le différentiel entre un budget militaire russe supérieur à 100 milliards d'euros en PPA et des dépenses françaises inférieures à 50 milliards d'euros en ce début de décennie 2020 permet de mieux rendre de l'écart de puissance entre deux pays que les classements internationaux situent généralement au même niveau en termes de dépenses militaires en se basant sur des méthodes de calcul

[382] Nan Tian, Fei Su, A new estimate of China's military expenditure, SIPRI, janvier 2021, https://www.sipri.org/sites/default/files/2021-01/2101_sipri_report_a_new_estimate_of_chinas_military_expenditure.pdf

[383] Maxim Trudolyubov, « Guns, Butter, and Russia's Enduring Military Power », The Moscow Times, 26 septembre 2019, https://www.themoscowtimes.com/2019/09/26/guns-butter-and-russias-enduring-power-a67461

inadaptées.

Concrètement, comment la PPA permet-elle de mieux rendre compte de la puissance militaire de la Russie et de la Chine ? Celle-ci intègre la réalité des coûts dans le pays. Ainsi, les frais d'équipement et d'entretien, d'entraînement ou de R&D, et le coût de la masse salariale (pensions de retraite des militaires incluses) coûtent bien moins cher au budget militaire russe qu'ils ne coûtent aux budgets militaires des États européens et de leurs deux alliés américains au sein de l'OTAN. Comme l'on peut s'y attendre, les soldes et pensions versées aux militaires et anciens combattants coûtent moins cher en valeur absolue, ne serait-ce qu'en raison d'un coût de la vie inférieur en Russie et d'un besoin de proposer des rémunérations attractives moins prononcé qu'en Europe (sans compter le fait que l'État russe ait rehaussé les pensions à un niveau inférieur à la fois à celui de la croissance économique et à celui de l'inflation, des gestes pouvant être attendus sur ce point en vue de calmer la grogne sociale). Surtout, l'infériorité des coûts par rapport à ce qu'on retrouve dans les armées occidentales permet aux forces russes d'acheter davantage d'armements conventionnels pour un même budget. Ainsi, le nouveau Soukhoï Su-57 ne coûte « que » 31 à 35 millions d'euros l'unité : cet avion de combat de cinquième génération, parmi les plus performants au monde, coûte donc moitié moins cher que des équivalents occidentaux de la génération précédente (F-16 et F-18 américains, Rafale français…), et trois fois moins cher que des F-35 dont le coût a suscité la controverse aux États-Unis et chez leurs clients étrangers, alors même que le F-35 déçoit sur le plan technologique. On parle ici des coûts « *fly away* », c'est-à-dire sans prendre en compte les frais de personnel, l'entraînement des équipages ou les frais d'entretien ou de réarmement ; ceux-ci coûtent également bien moins cher en Russie, malgré un haut niveau d'excellence.

Le constat vaut également pour la Chine. Bien que les données soient moins nombreuses et moins précises, il est avéré que les équipements chinois coûtent beaucoup moins chers que leurs équivalents occidentaux, pour des performances certes inégales mais qui tendent à se rapprocher des standards occidentaux. Citant le coût relativement faible d'autres équipements russes (6 millions de dollars pour un char T-14, 500 millions de dollars pour toute une batterie de S-400, 300 millions de dollars pour une frégate Type 054, 850 millions de dollars pour un sous-marin nucléaire Iassen-M...), Fabrice Wolfe rappelle que les équipements militaires russes et chinois coûtent en moyenne 3 à 4 fois moins chers que leurs équivalents occidentaux[384] pour une qualité de plus en plus proche voire supérieure dans certains cas.

Ensuite, le rouble et (dans une moindre mesure) le yuan fluctuant davantage que le dollar, l'euro ou la livre sterling, cela ne facilite pas le calcul de l'effort de défense de la Russie et de la Chine et le minimise souvent ; le fait que l'immense majorité des commandes militaires russes soit passées auprès d'entreprises russes et payées en rouble les met à l'abri des fluctuations du taux de change du rouble avec le dollar, ce qui réduit globalement leur coût. On peut encore citer l'abondance dans le sous-sol russe de matières premières nécessaires pour les industries de défense (sans compter les ressources énergétiques), l'immensité du pays ou encore l'héritage industriel soviétique, comme nous l'évoquons ci-dessous. Concernant la Chine, celle-ci continue de commander du matériel à l'étranger – surtout à la Russie, mais produit de

[384] Fabrice Wolfe, Ces 4 dérives qui handicapent l'effort de défense occidental face à la Chine et la Russie, Meta-Defense, 28 juillet 2021, https://www.meta-defense.fr/2021/07/28/ces-4-derives-qui-handicapent-leffort-de-defense-occidental-face-a-la-chine-et-la-russie/

plus en plus par ses propres moyens ; elle fabrique également ses armements dans des proportions massives, ce qui permet d'amortir les coûts unitaires. Si son sous-sol ne recèle pas autant de matières-premières qu'en Russie, il n'en est pas avare non plus ; concernant les équipements électroniques, la Chine est en situation de quasi-monopole pour la production et le traitement des terres rares et produit des composants électroniques dans tous les domaines.

La Russie bénéficie de son côté d'un autre avantage, que ne reflète pas non plus ses dépenses militaires : la capacité du CMI russe à moderniser le parc d'équipements hérité de l'Armée rouge et à produire de nouveaux équipements à partir du socle industriel soviétique. L'armée russe a hérité dans les années 1990 de 30 000 vieux chars T72 et T80, pour l'essentiel obsolètes ; ayant modernisé une partie d'entre eux ou produit de nouveaux chars modestement renforcés sur le plan technologique, elle dispose aujourd'hui de 3 000 chars T72B3M et T80BVM relativement bon marché mais capables de faire face à des MBT (*main battle tank*, char de combat principal) occidentaux de meilleure qualité. Le nouveau char T90, les avions de combat Su-34, Su-35 et Mig-35 et même le fameux T14 Armata, pourtant l'un des plus performants parmi ceux qui seront bientôt mis en service dans le monde, sont beaucoup moins chers à produire en quantité que des équipements de dernière génération occidentaux tout en restant d'un bon niveau technologique. De son côté, la Chine a toujours conservé des équipements en grande quantité en grande quantité (du matériel d'origine soviétique ou du matériel chinois de moins bonne facture que les équivalents russes), mais généralement obsolète. Surtout, ses propres compétences et capacités industrielles sont historiquement inférieures à celles qu'a su préserver la Russie. Cependant, outre une capacité impressionnante à rattraper son retard sur d'autres

nations, la Chine dispose d'une immense base industrielle, d'une main-d'œuvre qualifiée en abondance, d'une large gamme de compétences techniques et d'infrastructures d'exception qui lui permettent de produire en masse des équipements de plus en plus sophistiqués. En témoigne la rapidité avec laquelle la Chine a construit une flotte de surface désormais plus grande que celle des États-Unis.

Il nous faut également souligner que la comparaison entre les budgets militaires de la Russie et de la Chine d'un côté, et des États européens membres de l'UE ou de l'OTAN de l'autre, a peu de sens si l'on se penche par exemple sur les capacités réelles des armées en question. À titre d'exemple, en additionnant les dépenses militaires de la plupart des pays européens dont les armées ne peuvent pratiquement rien faire seules, de la Slovénie à Malte en passant par la Tchéquie, on obtient un total équivalent au budget militaire français : aucun des pays concernés ne dispose de nos capacités, la plupart d'entre eux ont un armement extrêmement réduit, sinon obsolète, et aucun n'est capable de planifier et conduire une opération, sauf s'agissant de participer de manière limitée (voire anecdotique) à une intervention lancée par un pays allié ou de contribuer modestement à la défense de l'Europe dans le cadre d'une coalition. Si les budgets militaires additionnés des petits États européens peuvent égaler celui de la France, aucun de ces pays ne dispose évidemment de l'arme nucléaire ou d'un groupe aéronaval comme le nôtre. Toutes proportions gardées, il en va de même lorsque l'on compare les efforts de défense combinés de différents États européens avec celui de la Russie. À l'inverse, certains États ayant un budget militaire supérieur au nôtre (le Royaume-Uni depuis longtemps, et désormais l'Allemagne) affichent des capacités inférieures aux nôtres (Londres étant cependant en train de combler ses lacunes capacitaires et de moderniser ses forces) ; l'Arabie saoudite, qui truste

depuis plusieurs années le top 5 des budgets militaires par pays où elle a plusieurs fois devancé la Russie (en valeur nominale), possède une armée médiocre qui s'inclinerait probablement face à des voisins bien moins dépensiers comme Israël, la Turquie ou possiblement l'Iran. De même, la Russie garde l'ascendant sur des pays dépensant davantage qu'elle pour leur défense en valeur nominale, comme l'Inde.

On soulignera par honnêteté intellectuelle que cela vaut aussi dans l'autre sens : le fait que les dépenses militaires chinoises soient déjà bien plus proches de celles des États-Unis que communément admis ne signifie par exemple pas que celle-ci ait déjà comblé son retard sur Washington dans les mêmes proportions. En PPA, la Chine pourrait être capable de rattraper plus tôt que prévu l'effort de défense américain, mais il lui faudra bien plus de temps avant d'être capable de déployer une dizaine de groupes aéronavals ou de projeter des forces nombreuses dans plusieurs régions éloignées, comme le font les États-Unis depuis des décennies ; il lui faudra aussi avant cela combler des lacunes telles que la faiblesse de ses technologies sous-marines. Notons cependant que la Chine n'aura pas besoin de telles capacités pour tenir tête aux forces américaines dans le cas d'un conflit localisé en Asie-Pacifique, pas plus que la Russie n'a besoin de telles capacités pour combattre dans un conflit régional en Europe.

À noter aussi que pour un pays à revenu médian dont près d'un tiers des forces sont encore constituées de conscrits, la Russie consacre proportionnellement moins que la plupart des pays occidentaux – dont la France – au maintien et à l'entretien de son matériel et de ses infrastructures militaires, ou à la conduite des opérations. Elle dépense davantage pour la R&D, les équipements, le renouvellement de son matériel qui depuis plusieurs années se modernise plus vite que dans les armées

occidentales, *etc*. Sur la décennie 2010, la Russie a dépensé près de 40% de l'ensemble de ses dépenses militaires dans l'acquisition d'armements. Selon un expert du SIPRI, il s'agit là d'une part bien plus élevée que dans les dépenses de la plupart des autres États, *« en incluant tous les membres de l'OTAN. Ceci signifie, en termes absolus, que la dépense de la Russie en acquisitions [d'armements] était deux fois plus élevée que celle de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, bien que son effort de défense était de supérieur de seulement 30-40% en 2019*[385] *»* (sachant qu'en PPA, l'effort de défense n'est pas supérieur de 30 ou 40%, mais de 300% à celui des pays concernés comme nous le montrons ailleurs). La Chine – qui a fortement réduit ses effectifs militaires sous Xi Jinping dans une logique d'efficacité inspirée de la Russie – dépense elle aussi massivement en R&D et en équipements nouveaux, dans des proportions désormais supérieures à celles de la plupart des pays occidentaux. Or, comme le faisait remarquer le général Mark Milley, devenu Chairman of the Joint Chiefs of Staff (chef d'État-Major des armées) des États-Unis fin 2019, les dépenses militaires russes et chinoises sont également avantagées par le fait que les coûts liés aux dépenses d'investissement, de modernisation et de recherche sont bien plus bas dans les deux pays[386].

Comme avancé plus haut, il faudrait également prendre en compte dans le cas russe l'activité des sociétés militaires privées comme le Groupe Wagner. La question des forces paramilitaires est bien plus importante en

---

[385] Siemon T. Wezeman, Russia's military spending: Frequently asked questions, SIPRI, 27 avril 2020, https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2020/russias-military-spending-frequently-asked-questions

[386] John R. Allen, Frederick Ben Hodges, and Julian Lindley-French, Oxford, Oxford University Press, p. 64.

Chine. Ainsi que le rappelle Renaud Bellais, la police militaire chinoise bénéficie d'un énorme budget (28,5 milliards de dollars en 2019, un montant supérieur à lui seul à la moitié du budget de toutes les armées françaises) qui n'est pas inclus dans le budget du ministère de la Défense. Dans la pratique, *« contrairement à la gendarmerie aujourd'hui en France, la police militaire chinoise est une véritable armée. Les garde-côtes et les milices maritimes en dépendent et elles n'ont rien à envier à de nombreuses marines de guerre, que ce soit en termes d'effectifs ou d'équipements*[387] *»*.

Les dépenses militaires des grandes puissances occidentales souffrent aussi de certaines faiblesses structurelles par rapport à la Chine et à la Russie. Malgré leur gigantisme, c'est également le cas des dépenses militaires américaines. Fait bien connu, celles-ci doivent supporter le coût d'une présence massive sur toute la planète – plus de 20% du budget militaire américain est dédié aux opérations extérieures et à la projection de forces dans le monde entier, un fardeau que le retrait d'Irak et d'Afghanistan achevé dans la douleur ne permettra que d'alléger. Fait moins mis en avant par les décideurs politiques, le budget militaire américain est alourdi par des contingences intérieures plus discutables. Au printemps 2021, le sénateur Bernie Sanders, figure de l'aile gauche du parti démocrate, soulignait encore les vastes surcoûts liés à la satisfaction d'intérêts privés du complexe militaro-industriel américain et le contrôle insuffisant des dépenses militaires du pays sur ce point[388]. Or, l'industrie de défense

[387] Renaud Bellais, Chine : une réalité des dépenses militaires en trompe-l'œil, site d'Areion Group 10 juin 2021 https://www.areion24.news/2021/06/10/chine-une-realite-des-depenses-militaires-en-trompe-loeil/

[388] Aaron Gregg, Bernie Sanders blasts defense contractors over soaring costs, vows tougher oversight, The Washington Post, 12 mai 2021,

chinoise est intégralement contrôlée par le Parti-État, l'industrie de défense russe restant partiellement privée mais sous l'emprise du gouvernement, dans des conditions bien différentes de ce que l'on peut observer en France : en résultent des économies substantielles dans la fabrication et l'acquisition des équipements, que les pertes liées à la corruption, aux malversations et à la captation de ressources par les oligarques sont très loin d'égaler. De même, les dépenses américaines sont grevées par les surcoûts exponentiels liés à des programmes comme le F-35, dont le budget a explosé malgré des résultats techniques décevants qui ont d'ailleurs contribué à l'achat de Rafale français par d'autres pays.

### *En Russie, un effort de défense lourd, mais soutenable sur le long terme*

Il convient en outre de souligner à quel point la Russie sanctuarise son effort de défense et garde quoiqu'il advienne le cap de sa remontée en puissance militaire. En témoignent la mise en œuvre des GPV (programmes d'armement russes équivalant aux lois de programmation militaire – LPM – françaises, mais portant sur des périodes plus longues et présentant la particularité d'être respectées par le pouvoir politique, contrairement à l'usage en France depuis une quarantaine d'années). Le montant de la GPV courant de 2011 à 2020 avait été fixé au début de la décennie 2010 à 600 milliards de dollars, sur la base d'une croissance annuelle moyenne du PIB de 6% sur la période. Évidemment, la Russie n'a pas renoué avec de tels niveaux de croissance qui étaient ceux du début des

https://www.washingtonpost.com/business/2021/05/12/bernie-sanders-defense-spending/

années Poutine. Au lieu de réviser la GPV pour revoir ses ambitions à la baisse proportionnellement à la dégradation de la situation économique, ce qu'aurait fait n'importe quel gouvernement européen, le Kremlin a maintenu ce montant de 600 milliards. L'effort de défense russe a ainsi atteint en 2015 (année catastrophique sur le plan économique) l'équivalent de 5% du PIB, contre les 3% prévus par la GPV. Ceci montre l'importance qu'accorde la Russie à son redressement militaire, au-delà de tous les arbitrages de politiques publiques.

Les dépenses militaires russes sont plus soutenables qu'il n'y paraît d'autant qu'elles sont stables voire en légère diminution en pourcentage de PIB. La GPV 2018-2027 (les GPV peuvent se chevaucher, une nouvelle commençant alors que l'autre n'est pas encore terminée) tournera ainsi autour de 270 milliards de dollars, soit plus de deux fois moins que la précédente. Cette diminution tient essentiellement au fait que les armées aient atteint leurs objectifs de remontée en puissance dans plusieurs domaines (selon le mot d'Igor Delanoë, le plan d'armement 2011-2020 élaboré par l'ancien ministre de la Défense Anatoli Serdioukov « peut être considéré comme plus réussi de l'époque post-soviétique[389] »).

Moscou favorise sinon de plus en plus les dépenses militaires rentables sur le plan économique : on est loin de la situation d'une URSS engloutissant des dépenses insoutenables dans des équipements lourds de plus ou moins bonne facture et un arsenal nucléaire gargantuesque. On parle souvent, depuis le tournant 2017-2018, d'un recul des ambitions militaires russes illustré par une stagnation des crédits alloués à la défense. Il est vrai que la Russie s'est engagée récemment dans un freinage contrôlé (en tout cas en apparence) de ses

[389] Igor Delanoë, « L'armée : la meilleure alliée de la Russie », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, n° 57, juillet-août 2020.

dépenses militaires, les problèmes intérieurs du pays revenant au premier plan et la population affichant un mécontentement croissant concernant la gestion de ceux-ci, mécontentement accru par la crise du Covid-19. Poutine avait déjà annoncé en 2016 qu'il fallait trouver un « juste milieu » entre puissance militaire et traitement des difficultés sociales. Les avertissements de 2019 – manifestations à Moscou, mauvais résultats aux élections locales – et 2020-2021, avec la gestion très discutable de la pandémie de coronavirus par le Kremlin et l'érosion de la popularité de Poutine, rappellent cette nécessité. Face au mécontentement issu de sa gestion de la crise économique, l'exécutif russe a dévoilé en septembre 2020 des arbitrages budgétaires marqués par une inflexion sociale inédite, allant du renforcement des dépenses pour les plus démunis à l'introduction d'une dose de progressivité dans l'imposition des hauts revenus en passant par l'acceptation du recours à l'endettement après des années d'austérité prolongée. Surtout, le Kremlin a annoncé une baisse de 5% des crédits militaires pour 2021[390], une baisse d'ailleurs voisine de celle du PIB sur l'année 2020. Entre l'impératif de dégager plus de moyens pour répondre aux attentes de la population (services publics, prestations sociales, soutien à l'économie) et les difficultés que poseront aux finances publiques les bas prix des hydrocarbures, qui rapportent près de la moitié des recettes de l'État, faut-il donc s'attendre à une stagnation des dépenses militaires russes ? La réalité est plus compliquée.

Certes, la croissance à marche forcée des dépenses militaires n'est pour le moment plus d'actualité, mais il ne

[390] Henry Foy, « Russia to cut defence spending in bid to prop up ailing economy », *Financial Times*, 21 septembre 2020, https://www.ft.com/content/763b1345-b703-40db-8065-167cbfe7f22f

s’agit ni d’un désarmement, ni d’une forme de retour sur terre (contrairement à certaines idées reçues, les dépenses militaires russes courantes, soit hors investissements et achats de matériels, ne diminuent pas, elles continuent d'augmenter, ce qui s'est observé sur l'année 2021). L’effort de défense considérable de la Russie ces dix dernières années a d'abord obéi à une logique de modernisation et de restructuration. Après l’effondrement de l’URSS, la Russie n’avait plus les moyens de financer l’héritage de la gigantesque Armée rouge, et a sous-investi dans sa Défense pendant une douzaine d'années : c’est d’ailleurs pendant cette période de décrochage militaire, illustrée par le naufrage médiatisé du sous-marin Koursk et par les lourdes pertes russes en Tchétchénie, que la Russie a adopté une attitude prudente sur la scène internationale, notamment vis-à-vis de l'Occident. La réparation des dégâts de plusieurs années de sous-investissement a entraîné des surcoûts considérables qui n'ont désormais plus à être reconduits. Les forces russes ont déjà largement réussi leur remontée en puissance malgré un long chemin restant à parcourir, et le pays se concentre désormais essentiellement sur des technologies de rupture et sur la future mise en service à grande échelle d'armements parmi les plus performants au monde. Ajoutons également que les réformes au sein des armées russes ont permis de dégager des économies de fonctionnement, réalisées également sur la réduction du nombre de conscrits, dans le cadre de la professionnalisation des armées, et sur l'abandon de certains matériels vieillissants, dans le cadre de la modernisation technologique. Si sur le papier, les dépenses militaires du Kremlin stagnent après une croissance exponentielle, il faut y voir la fin d’un cycle de modernisation réussi, qui rééquilibre le rapport de forces en faveur de Moscou et crédibilise ses ambitions internationales pour les prochaines années.

Du côté chinois, où l'on observe pas encore de tassement des dépenses militaires comme en Russie, le ralentissement économique n'est pas de nature à empêcher la poursuite d'une croissance soutenue des dépenses militaires à l'avenir, comme nous l'expliquons plus loin.

## *Malgré le poids de son industrie de défense, la Russie ne se ruinera pas comme l'avait fait l'URSS*

L'effort de défense russe, s'il est soutenu par la majorité de la population, fait régulièrement grincer des dents au regard des besoins en dépenses civiles. La politique de puissance du Kremlin et ses ambitions militaires seraient-elles intenables ? Pourtant, les structures de l'économie russe en elles-mêmes confortent pour l'heure une stratégie de confrontation avec l'Occident et de tension permanente. On explique souvent, à raison, que la politique étrangère des États-Unis est fortement conditionnée par le complexe militaro-industriel (CMI) américain contre lequel Eisenhower avait mis en garde dans son dernier discours de président le 17 janvier 1961. L'importance du CMI américain et des lobbies qui lui sont liés obligent en effet la Maison-Blanche à employer l'outil militaire plus que de raison et à justifier des dépenses militaires hallucinantes. Il en va en vérité de même pour la Russie, qui a hérité d'une URSS militariste où le CMI (VPK en russe) était surpuissant et irriguait toute l'économie. L'industrie de défense conserve un poids énorme et les dépenses militaires font tourner de nombreux secteurs stratégiques : de même que Poutine a cyniquement intérêt à maintenir la confrontation verbale avec l'Occident pour faire oublier dans la mesure du possible les difficultés internes de son pays et renforcer sa

stature césarienne, des pans entiers de l'industrie russe ont besoin d'une situation internationale tendue qui légitime un effort de défense conséquent. L'État russe investit chaque année 15 milliards de dollars en équipements militaires. En Europe, nous voyons généralement les dépenses de défense comme un fardeau ; même maintenant que la hausse des dépenses militaires apparaît à nouveau comme une nécessité, l'effort de défense est toujours vu comme un poids, la classe politique française n'ayant pas totalement quitté la logique des « dividendes de la paix[391] » et de la réduction des crédits militaires qu'à la faveur des attentats islamistes de 2015 (alors que l'exécution de l'actuelle loi de programmation militaire est loin d'être assurée d'ici 2025, nombre de décideurs publics

[391] Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale, avait appelé le 10 juin 1990 à ce que la France « engrange les dividendes de la paix », dans un discours qui a symbolisé l'ouverture d'un cycle de baisse continue des dépenses militaires jusqu'à la fin du mandat de François Hollande. Née au Royaume-Uni, l'expression « dividendes de la paix » désigne *lato sensu* les *« baisse[s] substantielle[s] des budgets de défense des principales puissances militaires (États-Unis, Royaume-Uni, Russie, France etc.) en réaction à l'absence de menaces géopolitiques majeures »* (cf. Martial Foucault, « Les budgets de défense en France, entre déni et déclin », IFRI, Focus Stratégique no 36, 2012) dans les années 1990 après la fin de la Guerre froide, *« dans la mesure où elles sont mises à profit pour résorber les déficits publics, baisser les impôts ou mettre en œuvre d'autres projets publics »* (*cf.* Alain Quinet, « Quels « dividendes de la paix » pour la France ? », *Revue française d'économie,* n° 12 vol. 3, 1997, p. 101-120) ; ces dividendes devaient libérer des ressources à des fins plus productives et renforcer la croissance (*cf.* Malcolm Knight, Norman Loayza, et Delano Villanueva. « The Peace Dividend : Military Spending Cuts and Economic Growth », *IMF Staff Papers,* n° 43 vol. 1, 1996, p. 1-265.). Leur impact est vite jugé mitigé en France du fait du rôle particulier de l'industrie de défense et des restructurations dans les armées5 (cf. Jean-Marc Daniel, « Finances publiques : les dividendes de la paix ? », *Revue de l'OFCE*, n° 47 vol. 5. p. 91-116).

et d'observateurs rechignent à l'idée de porter l'effort de défense au-delà des 2% du PIB, seuil vu comme un plafond infranchissable). La nécessité de reconstituer notre outil de défense a beau être redevenue consensuelle après avoir été méprisée pendant 25 ans, beaucoup peinent encore à comprendre qu'en France, les dépenses militaires sont parmi les plus bénéfiques sur le plan économique (comme le rappelle le général Vincent Desportes, chaque euro investi dans les équipements de Défense en rapporte entre 1,2 et 1,5[392]). En Russie, les dépenses militaires sont vues comme un investissement productif, et même comme un outil de stimulation économique (autre raison pour laquelle le Gouvernement russe ne sacrifie pas ces dépenses en cas de coup dur économique, contrairement à ce que font souvent les gouvernements européens).

La BITD russe emploie entre 1,5 million et 3 millions de personnes selon les méthodologies employées pour calculer leur nombre ; les activités qui lui sont directement liées font vivre autour de 10 millions de travailleurs ; en incluant les effectifs militaires et les personnes travaillant dans des secteurs encore plus ou moins dépendants de l'effort de défense, on atteint un total de 15 millions d'actifs vivant de la puissance militaire russe. Pour rappel, la Russie compte autour de 145 millions d'habitants, la part des retraités y étant particulièrement élevée. À cela s'ajoute le fait que les exportations d'armements parviennent à couvrir une partie des dépenses militaires, ce qui rend celles-ci plus supportables pour les finances publiques. Ombre au tableau : le CMI russe est lourdement endetté (à hauteur de 36 milliards de dollars en 2019), au point que le Vice-premier ministre Iouri Borissov a évoqué en 2020 le rachat

[392] Vincent Desportes, *La dernière bataille de France : Lettre aux Français qui croient encore être défendus*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2015, p. 121.

par l'État de 11 milliards de dettes auprès des banques privées. Voulant à tout prix éviter l'affaiblissement du secteur militaro-industriel pour continuer la montée en puissance des armées russes, l'État fédéral s'est vite attelé à réduire la dette du CMI (à hauteur de 300 milliards de roubles[393]) et à réformer ses relations avec les entreprises de la BITD russe. L'industrie russe de défense reste confrontée à des problèmes structurels, comme la difficulté à attirer des jeunes (90% de la main-d'oeuvre du secteur était âgée de plus de 50 ans[394] au début des années 2010), mais elle a réussi à surmonter bien des difficultés consécutives à l'effondrement de la superpuissance soviétique et fait preuve d'une résilience admirable.

Malgré le poids de ses dépenses militaires, la Russie est presque forcée de les maintenir à un niveau élevé par la structure de son économie. Un paradoxe, alors que les sanctions internationales, en plus de peser plus ou moins fortement sur divers secteurs de l'économie russe, touchent aussi certains pans de la modernisation technologique des armées. Mais il ne faudrait cependant pas croire que la Russie va s'abîmer dans une nouvelle course ruineuse aux armements : tout en restant une « puissance pauvre » sacrifiant la compétitivité économique et le bien-être de la population sur l'autel de la puissance, elle a retenu les leçons de son histoire récente.

Qu'on ne s'y trompe pas, la Russie de Vladimir Poutine a beau faire preuve d'opportunisme sur la scène internationale en sachant exploiter les occasions de

[393] George Costa, « Russia: Kremlin cancels over 300 billion rubles debt of Russian defence industry », International Insider, 11 mars 2020, https://internationalinsider.org/russia-kremlin-cancels-over-300-billion-rubles-debt-of-russian-defence-industry/

[394] Guillaume Garnier, « Les chausse-trapes de la remontée en puissance : Défis et écueils du redressement militaire », IFRI, Focus stratégique n°36, 2014.

défendre ses intérêts et revenir au centre du jeu dans un contexte de désordre international et de bouleversements stratégiques, elle n'est pas en train de rééditer l'erreur fatale commise par l'URSS dans les années 1970. De 1974 (année de la démission de Nixon en plein scandale du Watergate) au tout début de 1981 (investiture de Ronald Reagan élu sur la promesse « Make America Great Again », que Donald Trump n'a fait que plagier en 2016), la faiblesse des États-Unis sur les plans intérieur (crise économique frappant le reste du monde occidental, crise politique, désillusions sur le rêve américain) et extérieur (traumatisme du bourbier vietnamien et d'autres échec internationaux, choc de la révolution iranienne et de la prise d'otages à Téhéran, faiblesse apparente du président Jimmy Carter malgré quelques beaux succès de politique étrangère dont les accords de Camp David de 1978) accordait à l'Union soviétique une certaine liberté d'action. Tandis que l'expansion du « camp socialiste » atteignait son paroxysme, l'URSS démultipliait ses activités internationales. Derrière l'extension du système international communiste et le soutien à des mouvements marxistes ou des « pays amis », l'Union soviétique accroissait aussi fortement son budget militaire pour tenir la compétition face aux États-Unis.

Alors qu'elle se perdait elle-même dans la « grande stagnation » imputable aussi bien aux limites du socialisme comme mode de fonctionnement qu'au poids écrasant de sa politique de puissance, l'URSS se voyait plus que jamais en capacité de rivaliser avec les États-Unis et le « camp capitaliste » et a amplifié des ambitions qui étaient déjà au-dessus de ses moyens. Les dirigeants soviétiques des années 1970 ont cédé à une forme d'hybris au même titre que les dirigeants américains au début des années 2000. Entre la démesure des dépenses militaires et le sous-investissement dans le civil sur fond d'inefficacité économique, la désastreuse intervention en Afghanistan et

le coût de la politique d'influence à l'étranger, l'URSS s'est véritablement engagée à cette époque dans ce que l'on peut qualifier de « surextension impériale » (*imperial overstretch*). En forçant l'URSS affaiblie à une nouvelle course aux armements ruineuse (notamment dans le cadre de la « guerre des étoiles »), l'Amérique de Reagan n'a fait que porter le coup de grâce à un empire soviétique qui croulait sous le poids de ses propres ambitions.

Les dirigeants russes actuels, Poutine au premier chef, sont nostalgiques de la période où tout un système international gravitait autour de Moscou, mais ils sont aussi conscients d'erreurs à ne pas répéter. Conscients du fait que l'URSS de Gorbatchev ait à la fois maintenu un lourd fardeau militaire malgré son ralentissement économique et cherché à subventionner de nombreux secteurs pour faire accepter des réformes qui se sont du reste soldées par des échecs, les dirigeants russes cherchent comme le rappelle Michael Kofman[395] à éviter un effort de défense insoutenable. De même, la Russie considère que la période actuelle lui ouvre de nombreuses opportunités tout comme la phase de faiblesse américaine des années 70 en ouvrait à l'URSS, mais elle ne s'engage et ne s'engagera pas dans une politique de puissance insoutenable. La Russie renoue avec l'activisme de la grande époque soviétique en intervenant à nouveau loin de « l'étranger proche », de la République centrafricaine au Venezuela où elle déploie des mercenaires, dans des proportions qui n'ont certes rien à voir avec ses interventions en Europe orientale, en Syrie ou en Libye. Elle mène une stratégie d'influence et de déstabilisation tous azimuts, notamment par une « guerre de

[395] Maxim Trudolyubov, « Guns, Butter, and Russia's Enduring Military Power », *The Moscow Times*, 26 septembre 2019, https://www.themoscowtimes.com/2019/09/26/guns-butter-and-russias-enduring-power-a67461

l'information » bien plus efficace qu'on ne le dit souvent. Elle s'est imposée pour l'heure comme une puissance incontournable au Moyen-Orient et est de plus en plus respectée chez ses partenaires asiatiques. Elle a bien sûr, reconstitué l'une des trois armées les plus puissantes de la planète.

Mais la Russie n'est semble-t-il pas en train de s'engager dans la surextension impériale de la défunte URSS. Elle saisit des opportunités, fait montre d'une certaine cohérence stratégique, et elle sait obtenir des résultats impressionnants, avec assez peu de moyens. Il est probable qu'elle continuera dans une telle voie. Si le régime de Poutine s'engage dans une fuite en avant qui pourrait déboucher sur une possible aventure militaire en Europe de l'Est, il s'agira probablement d'une manœuvre visant à obtenir des résultats avec des moyens limités avec le risque de devoir affronter la supériorité occidentale, non d'une amplification démesurée de l'actuelle politique de puissance qui reviendrait une nouvelle fois à épuiser la Russie sur des années.

### *En Chine, une croissance soutenue des dépenses militaires qui devrait se poursuivre dans la durée malgré le ralentissement économique*

*Quid* de la Chine ? Celle-ci est dans une situation qui n'est pas aussi favorable qu'elle n'en a l'air. La croissance des dépenses militaires chinoises a jusqu'ici été voisine de celle du PIB, c'est-à-dire comprise entre 7 et 10% par an. Or, la croissance de l'économie chinoise ralentit et devrait se maintenir dans les prochaines années à un niveau inférieur à celui qu'elle connaissait encore au cours de la décennie 2010 ; si la Chine veut maintenir

l'augmentation de ses dépenses militaires au même rythme durant la décennie qui vient (ce qui semble essentiel pour rattraper les États-Unis), elle devra donc consentir à des augmentations annuelles supérieures à la croissance de l'économie dans son ensemble. La part de l'effort de défense dans la richesse nationale et dans les dépenses de l'État sera donc croissante. De plus, le ralentissement chinois se double d'autres difficultés internes : le vieillissement de la population, qui pèsera sur l'activité économique et plus encore sur les finances publiques ; l'exigence croissante de la population en termes de protection sociale, de redistribution et de qualité de vie, qui conduit déjà Xi Jinping à opérer ce qui a été décrit en 2021 comme un « virage à gauche », pourrait amener les dirigeants chinois à financer ces nouvelles priorités intérieures au détriment de la politique de puissance.

Cependant, toutes ces ombres au tableau sont à relativiser. Tout d'abord, la croissance restera suffisamment élevée pour pouvoir soutenir une augmentation de l'effort de défense durablement supérieure à celle de la richesse nationale. L'effort de défense chinois est de plus particulièrement réduit par rapport aux dix autres principales puissances militaires mondiales (seul le Japon et l'Allemagne investissent encore moins dans leur défense en proportion de leur puissance économique) : en 2020, selon les données du SIPRI, la Chine avait dépensé moins de 2% de son PIB pour ses armées, contre 3,7% pour les États-Unis. La Chine est en mesure de viser un budget militaire équivalent à 3% de sa richesse nationale – ce que devrait faire la France, un effort largement soutenable y compris au regard des difficultés économiques citées à l'instant. Si la Chine fait face à un endettement public inquiétant, elle dispose malgré tout de marges de manœuvres considérables pour ménager un plus grand investissement militaire, de l'augmentation des impôts (surtout sur les

plus fortunés et sur les grandes entreprises) aux investissements à l'étranger en passant par des dépenses intérieures (fonctionnement et investissement) qui peuvent être rationalisées. Entre grands projets inutiles, bureaucratie du Parti-État, corruption, clientélisme et gestion locale parfois discutable, le régime chinois dispose de gigantesques sources d'économies et d'optimisation des dépenses pour pouvoir assurer le financement de sa puissance militaire.

Enfin, le ralentissement de la croissance chinoise est aussi lié à une transition vers une plus grande maturité économique, vers un nouveau modèle davantage tourné vers la consommation et le développement intérieurs après plus de quarante ans de croissance tirée par les exportations et le crédit. D'une économie émergente profitant d'un effet de rattrapage et d'une gigantesque marge de progrès en termes de développement, la Chine évolue vers une économie plus développée, plus proche des standards occidentaux avec des fondamentaux solides. Maintenant que l'immense majorité des Chinois sont sortis de la pauvreté et ont accès à un confort de vie encore inespéré au début des années 2000, le pays peut songer à accroître ses dépenses militaires sans se muer en « puissance pauvre ». L'affaiblissement de l'effort de défense chinois n'est donc pas pour demain : la Chine va continuer d'augmenter rapidement ses dépenses militaires pour de nombreuses années, finançant une montée en puissance de ses armées qui lui permettra de réduire encore l'écart avec les États-Unis et de nourrir de nouvelles ambitions stratégiques... dont une potentielle conquête de Taïwan.

Au global, le niveau réel des dépenses militaires de

la Chine et de la Russie est bien supérieur à ce que ne le laissent penser les comparaisons internationales les plus couramment utilisées – des comparaisons reposant sur des indicateurs semble-t-il datés, ou en tout cas inadaptés aux deux pays qui nous intéressent. En parité de pouvoir d'achat, leur effort de défense serait compris entre 120 et 200 milliards de dollars pour la Russie, et entre 400 et 600 milliards pour la Chine, loin des estimations traditionnelles. Pour le même montant que les armées occidentales, les armées russes et chinoises peuvent financer davantage d'équipement, d'investissement, d'effectifs, tout en enregistrant des progrès spectaculaires en termes de modernisation, d'efficacité et de capacités opérationnelles. La capacité des deux États à se donner les moyens économiques et matériels (armement, logistique, recherche et développement) de leurs ambitions semble sous-estimée, tout comme le potentiel des industries de défense des deux pays, malgré des difficultés structurelles (surtout du côté russe). Enfin, les contraintes pesant sur la Chine et la Russie (difficultés budgétaires, ralentissement économique...) paraissent au contraire surestimées, tout comme le risque de voir l'un et l'autre pays se ruiner en supportant une politique au-dessus de leurs moyens : la Russie n'est pas prête de finir écrasée sous le poids de son fardeau militaire comme l'URSS avant elle, pas plus qu'elle n'est en voie de réduire un effort de défense qui est plus soutenable qu'il n'y paraît ; la Chine, elle, n'est pas prête de mettre un terme à la progression soutenue de ses dépenses militaires, et semble capable de soutenir dans la durée son projet de bâtir une « armée de classe mondiale » capable de rivaliser avec celle des États-Unis, fût-ce à l'échelle de l'Asie-Pacifique plutôt que de la planète.

Le fait que les dépenses militaires de la Chine et de la Russie soient plus élevées qu'il n'y paraît, tout comme le potentiel de leurs industries et leur capacité à financer leur effort de défense dans la durée, doit nous amener à

changer notre regard sur les rapports de force internationaux : si la Russie et la Chine ne forment ni une alliance, ni un « bloc », leur puissance militaire combinée (à défaut d'être mutualisée) est donc plus vaste qu'attendue, et surtout plus durable. Entre la soutenabilité de l'effort de défense russe, qui rend peu crédible un futur décrochage des dépenses militaires du pays, et les marges de manœuvre dont dispose la Chine pour rattraper les États-Unis, cette puissance combinée a des fondements solides et semble promise à s'accroître encore dans les décennies qui viennent.

# Chapitre 8

# Un contexte stratégique bientôt bouleversé par la fin de la suprématie militaire américaine sur fond de compétition stratégique

Les études sur l'étendue réelle de la puissance militaire russe et la possibilité d'un conflit majeur contre Moscou se font aujourd'hui dans un contexte de supériorité militaire écrasante des États-Unis d'Amérique. Mais la situation pourrait considérablement évoluer dans les deux prochaines décennies, bouleversant les rapports de forces. En Europe, ceux-ci sont en passe d'être partiellement rééquilibrés par la modernisation de l'armée russe et le développement de capacités (déni d'accès, guerre électronique, nouveaux missiles...) qui pourraient remettre en question la supériorité technologique occidentale sur le champ de bataille.

A l'échelle mondiale, c'est surtout l'ascension spectaculaire de la Chine qui pourrait constituer un défi pour la suprématie américaine. La Chine devrait être en capacité, dans les deux prochaines décennies, de prendre l'ascendant sur les États-Unis en Asie-Pacifique, voire

dans l'Océan indien et donc de les forcer à concentrer davantage de forces dans la région. Or, ce basculement aura une incidence directe sur les capacités militaires russes aux portes de l'Europe. La puissance militaire combinée de la Russie et de la Chine concurrence désormais sérieusement la supériorité occidentale en ce domaine, mais est encore bien loin de l'égaler. Lorsque la Chine deviendra d'ici 20 ans le *peer competitor* (rival proche) de Washington, sa probable association avec une Russie qui aura encore consolidé son potentiel militaire remettra véritablement en cause l'équilibre des forces à l'échelle planétaire, ou du moins d'un bout à l'autre de l'espace eurasiatique. D'ici 30 ans, le rapport de force avec l'Amérique pourrait bien être inversé. Il s'agit là de *scenarii* linéaires, donc improbables ; ayons cependant à l'esprit qu'en cas d'accroissement des tensions internationales, la Chine, qui consacrait en 2020 officiellement 1,9% de son PIB à son effort de défense contre 3,4% pour les États-Unis, bénéficie de bien plus de marges de manœuvres pour accélérer sa montée en puissance militaire que les Occidentaux n'en disposent pour renforcer leurs outils de défense, ces derniers étant également davantage susceptibles d'être embarqués dans d'autres crises requérant leur intervention. Sa base industrielle et technologique de défense est de plus en pleine modernisation.

À plus court terme, c'est à dire à horizon 10, 15 ou 20 ans, la Chine et la Russie pourront chacune maintenir un avantage régional en situation d'escalade ou de confrontation armée. La Russie a aujourd'hui potentiellement l'avantage en Europe, mais cet avantage serait vite annulé par l'envoi de renforts américains ; la Chine est en passe de l'obtenir bientôt dans l'optique d'un conflit qui se déroulerait dans sa sphère régionale, où elle pourrait « jouer à domicile ». Si Beijing devait nouer à terme une véritable alliance militaire avec Moscou comme

nous l'évoquons ailleurs, les cartes seraient rebattues à un point que nous peinons encore à imaginer. Dans le cas où la Chine et la Russie se limiteraient à renforcer leur partenariat stratégique, la possibilité que les deux parties puissent s'accorder pour faire pression en Europe en cas de montée des tensions en Asie-Pacifique, et inversement, paraît crédible ; dans tous les cas, on imagine aisément que la Russie profiterait de l'opportunité d'une crise en Asie orientale qui forcerait les États-Unis à y concentrer des forces pour faire avancer ses propres objectifs (par exemple *via* une intervention savamment orchestrée en faveur des Russes ethniques dans les pays baltes ou en Ukraine), de même que la Chine profiterait d'une escalade en Europe pour engager des agressions agressives (en mer de Chine méridionale ou à Taïwan) qui seraient autrement plus risquées sans concentration des forces américaines en Europe.

Aujourd'hui, de telles hypothèses sont décrédibilisées par la supériorité militaire américaine et son aspect dissuasif ; demain, la situation pourrait être beaucoup plus ouverte, car les forces américaines ne seront possiblement plus en mesure de tenir en respect à la fois la Chine et la Russie.

### *La domination militaire américaine érodée par la compétition stratégique russe et chinoise*

Depuis l'avènement de l'hyperpuissance américaine dans les années 1990, les prédictions sur la fin de la domination militaire sans partage des États-Unis se sont multipliées tout en paraissant relever d'un futur lointain. Washington est toujours sans concurrent à sa hauteur. Les dépenses militaires américaines continuent d'écraser toute concurrence (bien qu'elles ne représentent désormais plus

la moitié du total mondial comme c'était encore le cas au début de la décennie 2010), et les États-Unis restent les seuls à pouvoir organiser simultanément des opérations de grande ampleur sur n'importe quel point de la planète, où ils disposent toujours de près de 800 bases et points d'appui dans 70 pays et déploient plusieurs groupes aéronavals ainsi que plus de 170 000 soldats dans environ 150 États. Pourtant, force est de constater que nous vivons dès à présent la fin de cette suprématie. La montée en puissance militaire de la Chine et dans une moindre mesure celle de la Russie sont encore loin de remettre en cause la supériorité américaine, mais l'écart s'est considérablement réduit.

Un tel constat se vérifie par exemple au niveau des dépenses militaires. En valeur nominale, le budget militaire chinois en 2019 était d'après l'IISS[396] de 181,1 milliards de dollars, contre 684,6 milliards pour les États-Unis ; d'après le SIPRI, les dépenses des deux États s'élevaient respectivement à 261 et 732 milliards de dollars[397]. Au vu d'un tel écart, on mesure l'étendue du chemin qu'il reste à parcourir à la Chine. Mais calculé en parité de pouvoir d'achat, ce qui est plus fiable et rend bien mieux compte de la réalité (voir le chapitre sur les dépenses militaires russes), l'effort de défense chinois est beaucoup plus élevé. Selon les statistiques du Ministère des Armées, le budget militaire chinois calculé en parité de pouvoir d'achat était, pour l'année 2019, de 400,4 milliards d'euros[398]. En y additionnant les 117,6 milliards

---

[396] « Graphic : Defence spending − top 15 in 2019 », site de l'IISS, *op. cit.*

[397] « Trends in World Military Expenditure 2019 », site du SIPRI, *op. cit.*

[398] Voir le Tableau 1 dans l'*Annexe N° 13 au Rapport N° 2301 (Tome III) de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2020 (n°2272)*, http://www.assemblee-

du budget militaire russe en PPA, le total russo-chinois se monte à 518 milliards d'euros, contre 577,5 milliards pour le budget américain. Comme le détaillait Peter Robertson, professeur à l'University of Western Australia, le montant des dépenses militaires chinoises en PPA est possiblement déjà l'équivalent de 75% de celui des dépenses militaires américaines[399]. Le temps où les dépenses du Pentagone devançaient de très loin celles des puissances rivales de Washington est révolu. Certes, l'écart reste béant et l'est davantage en incluant les alliés des États-Unis, mais comme nous l'abordons dans le chapitre dédié aux dépenses militaires russes, la supériorité des dépenses militaires combinées des membres de l'OTAN hors-États-Unis fait trop souvent office de trompe-l'œil. On soulignera par honnêteté intellectuelle que cela vaut aussi pour la Chine : le fait que ses dépenses militaires soient déjà bien plus proches de celles des États-Unis que communément admis ne signifie pas qu'elle ait déjà comblé son retard sur Washington dans les mêmes proportions. Le jour où la Chine sera capable de déployer une dizaine de groupes aéronavals ou de projeter des forces nombreuses dans plusieurs régions éloignées, nous pourrons en reparler. Notons cependant que la Chine n'aura pas besoin de telles capacités pour tenir tête aux forces américaines dans le cas d'un conflit localisé en Asie-Pacifique.

La question d'un éventuel rattrapage par les puissances adverses des États-Unis de leur retard sur Washington ne se limite évidemment pas à la question budgétaire. Comment quantifier la puissance militaire de

---

nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/l15b2301-tiii-a13_rapport-fond#_Toc256000066

[399] Peter Robertson, « China's military might is much closer to the US than you probably think », *The Conversation*, 1er octobre 2019, https://theconversation.com/chinas-military-might-is-much-closer-to-the-us-than-you-probably-think-124487

la Russie, de la Chine et des États-Unis selon d'autres critères ? Le Global Firepower Index, dont le classement annuel des principales puissances militaires mondiales est souvent repris dans la presse internationale malgré le fait qu'il repose sur des critères discutables, rend compte de la progression de la Russie et de la Chine : celles-ci affichaient dans l'édition 2021 de l'Index des scores respectifs de 0,0791 et 0,0854, contre 0,0718 pour les États-Unis[400] (la France était septième à 0,1681, 0,0000 constituant le score maximum). On voit que l'écart est plutôt faible ; il s'est d'ailleurs fortement réduit au cours de la décennie 2010[401]. Mais du fait de toutes ses lacunes, le Global Firepower Index surestime largement la puissance militaire de la Russie comme de la Chine comparé à celle des États-Unis : quid par exemple du fait que ces derniers soient encore seuls à pouvoir agir massivement sur l'ensemble de la planète, pour les raisons évoquées plus haut (capacité de projection, bases, groupes aéronavals...) ? De la supériorité technologique américaine (bien que celle-ci soit désormais concurrencée, voire dépassée dans certains domaines par la Chine et la Russie) ? Si l'écart de puissance militaire entre les États-Unis et leurs deux rivales principales sur la scène mondiale reste sans doute bien plus élevé qu'avancé par le Global Firepower Index, tout montre cependant qu'il s'est considérablement érodé au point que l'on peut réellement parler de concurrence (ou compétition) stratégique.

Cette notion de compétition stratégique est désormais solidement ancrée au Pentagone comme à la

---

[400] « 2021 Military Strength Ranking », Global Fire Power, février 2021, https://www.globalfirepower.com/countries-listing.asp

[401] Tom O'Connor, « How Top Powers U.S., Russia, China Compare With Other Militaries Across the Globe During the Past Decade », *Newsweek*, 12 décembre 2019, https://www.newsweek.com/how-top-powers-us-russia-china-compare-other-militaries-across-globe-during-past-decade-1477523

Maison-Blanche. Depuis le second mandat de Barack Obama, la question des menaces de la puissance redevient prioritaire pour la communauté stratégique et les décideurs politiques après avoir été quelque peu éclipsée par les « menaces de la faiblesse », des OPEX de contre-insurrection et de maintien de la paix à la *« War on Terror »* (opérations anti-terroristes auxquelles ont aussi été associées les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak). La concentration des administrations présidentielles successives sur ces « conflits du moment » s'est soldée par un relâchement de l'effort sur le « haut du spectre », jugé non-prioritaire. Les dirigeants français et britanniques ont d'ailleurs eux aussi suivi cette focalisation sur le « bas du spectre », au détriment de la préparation à des conflits de haute intensité qui nous fait aujourd'hui gravement défaut... Signe d'un changement d'époque, la question de la compétition stratégique avec la Chine et la Russie est par exemple au cœur de la nouvelle *National Security Strategy*[402] dévoilée en 2017, au début de l'unique mandat de Donald Trump (il est à l'heure d'écrire ces lignes probable que Joe Biden continuera de faire de la compétition stratégique une priorité). Ce changement de référentiel se traduit également dans le domaine de l'atome, domaine où la résurgence des « menaces de la puissance » évoquée plus haut amène un retour de la compétition stratégique désormais pris en compte par les théoriciens de la politique nucléaire américaine. Ainsi la *Nuclear Posture Review* (NPR) de 2018[403] met-elle clairement en avant le retour d'une telle compétition et la préparation à d'éventuels grands conflits, renouant avec

[402] The White House, *National Security Strategy of the United States of America*, National Security Strategy Archive, décembre 2017, http://nssarchive.us/wp-content/uploads/2020/04/2017.pdf

[403] United States Department of Defense, *2018 Nuclear Posture Review*, site du Département de la Défense américain, février 2018,

des concepts et des priorités rappelant la dernière phase de la Guerre froide.

### *Les États-Unis bientôt en difficulté dans la perspective de conflits majeurs ?*

L'avènement de cette nouvelle ère consacrant la fin de la suprématie américaine signifie-t-il que les États-Unis pourraient être mis en difficulté dans le cas d'hypothétiques conflits de haute intensité avec des puissances comme la Chine ou la Russie ? Selon les standards actuels, les États-Unis seraient sur le papier en capacité de combattre dans deux conflits régionaux majeurs qui ne verraient pas l'emploi stratégique du feu nucléaire, l'un contre la Chine, l'autre contre la Russie, et d'en sortir victorieux. Même dans le scénario où leurs alliés dans le Pacifique ne s'impliqueraient pas ou peu à leurs côtés (rappelons que les alliances américaines en Asie sont bilatérales, État par État, là où l'OTAN est une organisation de sécurité collective), les États-Unis seraient probablement assurés de pouvoir compter sur ceux de l'OTAN en Europe, en dépit des réticences de l'opinion dans certains États concernés. De plus, le conflit localisé contre la Russie exigerait le déploiement de forces terrestres quand celui qui opposerait les États-Unis à la Chine réclamerait en priorité le déploiement de forces navales[404], avec dans les deux cas un soutien aérien massif : les forces américaines pourraient donc concentrer prioritairement une composante ou l'autre sur chacun des deux théâtres[405]. De telles comparaisons ont pour l'heure

[404] Aaron Mehta, « The Pentagon is planning for war with China and Russia — can it handle both ? », *Defense News*, 30 janvier 2018, https://www.defensenews.com/pentagon/2018/01/30/the-pentagon-is-planning-for-war-with-china-and-russia-can-it-handle-both/

[405] Robert Farley, « U.S. Military Nightmare: Could America Fight

peu de sens tant cette capacité des États-Unis à mener deux conflits majeurs simultanément est connue à Beijing comme à Moscou et rend d'autant plus impensable un quelconque conflit d'ici la fin de la décennie 2020. Mais la capacité des États-Unis à tenir la dragée haute à leurs deux principaux rivaux stratégiques sera bientôt remise en question – probablement dès la prochaine décennie.

Plusieurs études et articles parus ces toutes dernières années outre-Atlantique avancent que les États-Unis seraient désormais concurrencés au point qu'ils pourraient perdre dans un futur proche l'avantage décisif dont ils jouissent aujourd'hui. Gardons à l'esprit que nombre de publications outre-Atlantique versent dans une exagération des « menaces » pesant sur la sécurité nationale et les intérêts américains, par manque de rigueur, sensationnalisme, ou volonté de justifier des dépenses militaires toujours plus lourdes en instrumentalisant les dangers extérieurs. Les auteurs de ce genre de travaux sont souvent liés au complexe militaro-industriel américain ou à des groupes politiques sous l'emprise de son *lobbying*. Ainsi du rapport annuel « Index of U.S. Military Strength » de l'Heritage Foundation (*think-tank* américain proche de l'aile droite du Parti républicain, partisan d'un État-providence et d'une régulation de l'économie toujours plus réduits, opposé aux politiques environnementales, et promoteur d'une politique étrangère néo-conservatrice). L'édition 2020[406] de l'Index estimait que les États-Unis devaient engager un renforcement massif de leur défense

---

Both Russia and China at the Same Time ? », *The National Interest*, 15 otobre 2019, https://nationalinterest.org/blog/buzz/us-military-nightmare-could-america-fight-both-russia-and-china-same-time-88471

[406] Dakota L. Wood, « 2020 Index of U.S. Military Strength », The Heritage Foundation, novembre 2019, https://www.heritage.org/sites/default/files/2019-11/2020_IndexOfUSMilitaryStrength_WEB.pdf

qui serait sous-dimensionnée face aux menaces représentées par la Chine et la Russie. Nous sommes ici clairement dans un cas d'école d'exagération volontaire des besoins de l'armée américaine comme de la « menace existentielle » que représenteraient la Chine et la Russie pour les intérêts américains. Dans la foulée de la publication de la *National Security Strategy*, un rapport produit par une commission bipartisane du Congrès estimait que la capacité des États-Unis à faire face à la compétition stratégique posée par la Chine et la Russie s'était « dangereusement érodée »[407] : là aussi, les conclusions sont à prendre avec des pincettes vu le poids du *lobbying* de l'industrie de l'armement et des « faucons » de tout bord dans ce genre de travaux. Mais toutes les publications alertant sur l'érosion de la supériorité américaine ne s'inscrivent pas dans ce registre.

En 2015, une étude minutieuse (430 pages) de la RAND Corporation (bien plus fiable que l'Heritage Foundation malgré son biais pro-américain parfois très appuyé) montrait que les forces chinoises seraient déjà capables de mettre sérieusement en difficulté les forces américaines dans un théâtre d'opérations en Asie-Pacifique où la Chine se battrait presque « à domicile »[408]. L'année suivante, la RAND publiait une étude[409] sur la conduite

---

[407] National Defense Strategy Commission, « Providing for the Common Defense », United States Institute of Peace, https://www.usip.org/sites/default/files/2018-11/providing-for-the-common-defense.pdf

[408] Eric Heginbotham, Michael Nixon, Forrest E. Morgan, Jacob L. Heim, Jeff Hagen, Sheng Tao Li, Jeffrey Engstrom, Martin C. Libicki, Paul DeLuca, David A. Shlapak, David R. Frelinger, Burgess Laird, Kyle Brady, Lyle J. Morris, « The U.S.-China Military Scorecard. Forces, Geography, and the Evolving Balance of Power, 1996–2017 », RAND Corporation, 2015, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR300/RR392/RAND_RR392.pdf

[409] David C. Gompert, Astrid Stuth Cevallos, Cristina L. Garafola,

que serait susceptible de suivre un conflit entre Beijing et Washington selon divers *scenarii* allant d'un conflit court et « bénin » (*mild*) à un conflit intense et prolongé. Selon les diverses études consacrées à l'hypothèse d'un conflit sino-américain, les États-Unis seraient pour l'heure quasi-assurés de sortir vainqueurs, mais la primauté dont ils jouissaient en Asie-Pacifique au début du siècle est désormais remise en question. Sur des théâtres plus éloignés (où l'on imagine mal la Chine s'aventurer), l'avantage américain resterait décisif, mais continue de se réduire. La donne pourrait bientôt changer. Dans un futur proche, possiblement à l'horizon 2030, la Chine devrait atteindre pour de bon la parité avec les États-Unis dans en Asie orientale, avant de les dépasser. Quid d'un rattrapage global de la supériorité militaire américaine ? Certes, un rapport de la même RAND Corporation publié en 2020 estimait[410] que dans le scénario de long terme, jugé improbable car très optimiste pour Beijing, d'une « Chine triomphante » qui aurait atteint en 2050 la « prééminence globale », l'Armée populaire de libération ne serait « que » le *peer competitor* des armées américaines au niveau mondial, soit un concurrent qui serait pratiquement à leur niveau ; dans le scénario, jugé le plus probable, d'une « Chine ascendante » qui continuerait de gagner du terrain face à la domination américaine sans dépasser celle-ci, les forces chinoises rivaliseraient avec celles des États-Unis dans plus d'une région du monde (dont l'Asie orientale et

« War with China : Thinking Through the Unthinkable », RAND Corporation, 2016, http://diplomatie-humanitaire.org/wp-content/uploads/2016/09/RAND_RR1140.pdf

410 Andrew Scobell, Edmund J. Burke, Cortez A. Cooper III, Sale Lilly, Chad J. R. Ohlandt, Eric Warner, J.D. Williams, « China's Grand Strategy Trends, Trajectories, and Long-Term Competition », RAND Corporation, juillet 2020, p. 104, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR2700/RR2798/RAND_RR2798.pdf

l'Océan indien) mais ne leur disputeraient pas la suprématie mondiale. À noter que comparé à nombre de publications parues ces dernières années, qui voient la puissance militaire chinoise talonner celle des États-Unis à l'horizon du mitan du siècle (mais pas la dépasser), ce rapport est optimiste sur le maintien de la supériorité américaine, peut-être trop.

Certains analystes estiment que la Chine pourrait déjà vaincre les États-Unis dans l'hypothèse, hautement improbable à court terme, d'un conflit régional du fait de l'adéquation entre ses capacités militaires croissantes et les avantages géographiques dont elle bénéficierait[411]. D'autres rappellent que les forces américaines pourraient déjà se retrouver rapidement à court de missiles conventionnels en cas de conflit contre la Chine ou la Russie, tandis que les troupes américaines seraient mal protégées face aux missiles russes et chinois[412] : s'il faut là encore prendre de telles conclusions avec des pincettes, on peut leur donner du crédit dès lors que les forces occidentales se retrouvent souvent avec des stocks de missiles et munitions guidées insuffisants lors d'opérations de faible intensité (anti-terrorisme, missions telles que l'opération Harmattan dans le cas de la France), ce qui pose question face à des adversaires comme la Chine ou la Russie qui constituent des stocks supérieurs. Michael Morell, ancien haut responsable de la CIA qu'il a dirigée par intérim et figure respectée pour son rôle dans l'élimination de Ben Laden, fait par exemple partie de

[411] Kathy Gilsinian, « How the U.S. Could Lose a War With China », 25 juillet 2019, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/07/china-us-war/594793/

[412] Sydney J., Freedberg Jr, « US 'Gets Its Ass Handed To It' In Wargames: Here's A $24 Billion Fix », *Breaking Defense*, 7 mars 2019, https://breakingdefense.com/2019/03/us-gets-its-ass-handed-to-it-in-wargames-heres-a-24-billion-fix/

ceux qui estiment que son pays pourrait perdre un conflit contre la Chine[413]. L'historien Hal Brands, *distinguished professor* en relations internationales à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, pointe comme plusieurs de ses pairs avertis les difficultés qu'auraient les États-Unis dans le cas d'une guerre avec la Chine, la Russie ou les deux à la fois[414].

### *Le déclin de la supériorité américaine face à la possibilité croissante d'une guerre contre la Chine*

Une étude du Center for a New American Security estimait en 2019 que plusieurs directions suivies par la Chine dans la montée en puissance de son outil militaire étaient capables à terme de sérieusement mettre à mal la supériorité américaine[415]. Les chercheurs du CNAS relevaient les éléments suivants : l'espionnage industriel et technique de grande ampleur et l'efficacité de la

---

[413] Victoria Albert, « Why the U.S. could "possibly lose" war against China in East Asia », CBS News, 3 juillet 2019, https://www.cbsnews.com/news/us-could-possibly-lose-war-against-china-in-east-asia-michael-morell-says/

[414] Hal Brands, « U.S. plan to fight China and Russia is too good to be true », *The Japan Times*, 12 juillet 2019, https://www.japantimes.co.jp/opinion/2019/07/12/commentary/world-commentary/u-s-plan-fight-china-russia-good-true/#.XxgmySgzbIU

[415] Robert O. Work, Greg Grant, « Beating the Americans at their Own Game An Offset Strategy with Chinese Characteristics », Center for a New American Security, 6 juin 2019, https://s3.amazonaws.com/files.cnas.org/documents/CNAS-Report-Work-Offset-final-B.pdf?mtime=20190531090041

coopération civilo-militaire, qui permettent à la Chine d'acquérir rapidement des capacités militaires comparables à celles développées pendant des décennies par les États-Unis, au point qu'elle pourrait rapidement concurrencer ces derniers sur le plan opérationnel ; le développement de concepts et capacités pour mener une « guerre de destruction des systèmes », consistant à paralyser les systèmes de commandement, de contrôle, de communication et de renseignement du réseau de combat américain ; la stratégie chinoise visant, en cas de conflit, à frapper en premier et en masse, raison pour laquelle la Chine constitue un vaste arsenal de missiles de précision à longue portée et de systèmes de ciblage avancés capables de pénétrer les défenses du réseau de combat américain dans les premières étapes d'un conflit ; l'ambition poursuivie par la Chine de devenir le leader mondial de l'intelligence artificielle, puis de déployer cette technologie pour en tirer une supériorité sur le champ de bataille ; enfin, le développement par la Chine de technologies au moins partiellement secrètes et maintenues en réserve jusqu'à ce qu'elles soient dévoilées en cas de guerre, pour surprendre l'adversaire avec des attaques employant des armes aux capacités inattendues : c'est ce que l'on appelle le *Shashoujian*. Le terme *Shashoujian*, que les analystes américains traduisent souvent par *Assassin's Mace*, pour « massue de l'assassin », renvoie à une technologie ou un ensemble de technologies qui permettraient aux forces chinoises de surprendre et vaincre sur le champ de bataille un adversaire bien plus puissant comme les États-Unis (le mot en lui-même, dont l'origine rappelle pour nous David tuant Goliath avec sa fronde, est une expression courante en mandarin s'appliquant à de nombreuses situations).

L'hypothèse d'une guerre entre les États-Unis et la Chine est évoquée de plus en plus ouvertement dans le débat public. Nous avons déjà cité la théorie du « piège de

Thucydide » de Graham Allison[416], laquelle est si prise au sérieux que Xi Jinping lui-même y a déjà publiquement fait référence[417]. Pour avoir un aperçu en une vingtaine de minutes de la dynamique historique qui pourrait pousser Chine et États-Unis à engager une guerre dont pourtant personne ne veut, on recommandera les interventions aux prestigieuses conférences TED de Graham Allison lui-même[418] et de l'ancien Premier ministre australien Kevin Rudd[419]. Rudd, l'un des dirigeants politiques occidentaux connaissant le mieux la Chine et son président actuel, met régulièrement en garde contre la détérioration progressive des relations sino-américaines[420] qui est capable selon lui de dégénérer en affrontement ouvert[421], par exemple en raison de la question taïwanaise[422]. La retranscription de son échange avec Allison à un forum de la John F.

---

[416] Graham Allison, *Vers la guerre : l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?, op. cit.*

[417] François Bougon, *Dans la tête de Xi Jinping*, *op. cit.,* p. 202.

[418] « Is war between China and the US inevitable? (Graham Allison | We the Future) », *TED*, septembre 2018, https://www.ted.com/talks/graham_allison_is_war_between_china_and_the_us_inevitable

[419] « Are China and the US doomed to conflict ? (Kevin Rudd | TED2015) », *TED*, mars 2015, https://www.ted.com/talks/kevin_rudd_are_china_and_the_us_doomed_to_conflict

[420] Jacob Greber, « Brace for decade of 'living dangerously', warns Kevin Rudd », *Australian Financial Review*, 29 janvier 2020, https://www.afr.com/world/north-america/brace-for-decade-of-living-dangerously-warns-kevin-rudd-20200128-p53v8x

[421] Stan Grant, « China and the United States are on a collision course, and Australia is preparing for the fallout », *ABC News*, 4 juillet 2020, https://www.abc.net.au/news/2020-07-05/china-and-us-on-collision-course-lessons-from-history/12415316

[422] Annabel Hennessy, « Kevin Rudd sounds warning on conflict between US and China over Taiwan », *The West Australian*, 25 mai 2020, https://thewest.com.au/politics/federal-politics/kevin-rudd-sounds-warning-on-conflict-between-us-and-china-over-taiwan-ng-b881558069z

Kennedy School of Government d'Harvard est elle aussi éclairante[423]. On ne s'étendra pas ici sur les dizaines de publications, interviews, prises de position d'experts reconnus sur la possibilité qu'une guerre éclate dans le futur entre les deux géants.

Nous pouvons en revanche citer parmi d'autres le Lieutenant Général Ben Hodges, ancien commandant de l'US Army en Europe et ancien chef du Allied Land Command où il a contribué au renforcement des dispositifs européens de l'OTAN. Désormais responsable des études stratégiques au sein du Center for European Policy Analysis, Hodges déclarait ainsi au Forum de la Sécurité de Varsovie en 2018 qu'il était très probable que les États-Unis soient en guerre contre la Chine d'ici « 10 ou 15 ans »[424], insistant notamment sur la volonté de son pays de maintenir un « pilier européen » fort (face à la Russie) dans le cas où les forces américaines seraient concentrées sur le Pacifique[425]. Précisons qu'Hodges, qui a par exemple critiqué le choix de Trump de se retirer de

[423] « The Avoidable War : John F. Kennedy Jr. School Forum Harvard Kennedy School, Institute of Politics Cambridge, Massachusetts December 5, 2019 Interview with Graham T. Allison, Douglas Dillon Professor of Government at Harvard Kennedy School and the author of Destined for War: Can American and China Escape Thucydides's Trap?; and Jane Perlez, former China correspondent for the New York Times », Asia Society Policy Institute, décembre 2019, https://asiasociety.org/sites/default/files/2020-01/7.%20The%20Avoidable%20War_0.pdf

[424] « The New York Times: "Retired US General Says War With China Likely in 15 Years" », Warsaw Security Forum, 24 octobre 2018, https://warsawsecurityforum.org/the-new-york-times-retired-us-general-says-war-with-china-likely-in-15-years/

[425] Vanessa Gera, « The former head of the US Army in Europe says there's 'a very strong likelihood' of war with China in 15 years », *Business Insider*, 24 octobre 2018, https://www.businessinsider.com/ben-hodges-us-army-europe-chief-likelihood-of-war-with-china-15-years-2018-10

l'Accord sur le nucléaire iranien, exprimé ses inquiétudes sur les implications stratégiques du Brexit, ou encore cherché à temporiser l'engagement des États membres de l'OTAN de consacrer l'équivalent de 2% du PIB à leur défense, est un modéré, pas un va-t-en guerre. L'intérêt de sa prise de position est qu'elle a été l'une des premières à situer le risque de voir Beijing et Washington s'engager sur le chantier de la guerre à un horizon proche – fin des années 2020 ou début des années 2030, et non dans un futur éloigné (2040 ou 2050) comme on peut avoir tendance à le penser dans l'idée que les deux superpuissances s'affronteront lorsque la Chine aura possiblement rattrapé les États-Unis et sera en mesure de les détrôner. L'avis de Ben Hodges n'est pas isolé.

Dans un tel cas de figure, la guerre que personne ne souhaite mais à laquelle beaucoup se préparent des deux côtés du Pacifique adviendrait avant 2036, avant la dernière année que devrait passer Vladimir Poutine à la tête de la Russie s'il s'y maintient... et donc dans le même laps de temps qu'un possible conflit entre la Russie et des puissances européennes.

Si l'éventualité d'une guerre entre la Chine et les États-Unis a beau paraître de moins en moins improbable, elle n'a heureusement rien d'inévitable. La fin programmée de la suprématie militaire américaine, elle, l'est assurément. L'ère de la supériorité absolue des États-Unis dans le domaine militaire touche progressivement à sa fin. Le futur de la puissance militaire russe au XXI$^{e}$ siècle doit se comprendre à l'aune de ce phénomène, au même titre que les risques d'escalade militaire sur le flanc oriental de l'Europe.

# Chapitre 9

# Entre force du nombre et saut qualitatif : une nouvelle armée russe taillée pour l'affrontement majeur

L'armée russe revient de loin. La chute de l'URSS a montré à quel point la terrifiante puissance militaire soviétique cachait en réalité des faiblesses structurelles et de profonds retards ; elle a ensuite précipité l'effondrement de l'outil militaire russe sur les plans financier, matériel et opérationnel, l'effondrement de la qualité des forces, l'effondrement du potentiel industriel et de la capacité en recherche et développement du pays. La Russie a dû fournir un effort gigantesque pour remonter la pente, et il lui reste encore du chemin à parcourir sur plusieurs points. Tout comme la démographie morose du pays pèse sur ses capacités de recrutement (les effectifs s'élèvent cependant à 900 000 hommes et femmes sous les drapeaux toutes armées confondues, dont 280 000 pour l'armée de Terre), ses difficultés économiques limitent sa capacité à renforcer continuellement son outil de défense[426]. Malgré

[426] Plus précisément, un effort massif du type de celui observé au cours des années 2010 ne pourra pas être reproduit dans un futur proche (voir le chapitre sur les dépenses militaires russes). Il faut

un renouvellement rapide et efficace, la majorité du matériel en dotation dans l'armée russe est encore constituée de matériel ancien modernisé, non de matériel neuf (c'est également le cas en France dans l'armée de Terre[427], bien que les programmes de modernisation tels que SCORPION auront permis de renouveler une grande partie de notre parc d'ici la fin de la décennie).

S'agissant du redressement opéré par Moscou depuis la fin des années 2000, l'une des meilleures expertes européennes de la puissance militaire russe, Isabelle Facon résume les choses ainsi : *« on peut parler d'un succès même si on a une armée russe à plusieurs vitesses et technologiquement en retard sur les autres grandes puissances militaires dans un certain nombre de*

---

cependant garder à l'esprit qu'un tel effort a permis un rattrapage spectaculaire, que la Russie n'a pas besoin de rééditer. Tout en rappelant à quel point les contraintes intérieures en Russie devraient limiter ou contraindre la remontée en puissance des armées russes, une étude de la RAND concluait ainsi que « la poursuite du développement des capacités terrestres de la Russie est probable, incluant un focus sur les frappes à longue portée, le C4ISR et les forces rapidement déployables » (cf. Andrew Radin, Lynn E. Davis, Edward Geist, Eugeniu Han, Dara Massicot, Matthew Povlock, Clint Reach, Scott Boston, Samuel Charap, William Mackenzie, et al., « The Future of the Russian Military Russia's Ground Combat Capabilities and Implications for U.S.-Russia Competition », RAND Corporation, 2019, p. 80, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR3000/RR3099/RAND_RR3099.pdf), une position qui fait consensus au sein de la communauté stratégique internationale.

[427] À titre d'exemple, l'âge moyen des véhicules de l'avant blindés, aujourd'hui deux fois moins nombreux en dotation que dans les années 2000, est de 40 ans ; la disponibilité de ces véhicules était en 2016 de 42%, celle des AMX-10 RC (véhicules blindés de reconnaissance dotés de capacités de riposte) de 48%. La livraison de Jaguar, étalée jusqu'en 2030 (avec des risques de retards ou de reports) ne permettra pas de sortir suffisamment vite notre parc actuel de blindés légers de l'état de tension capacitaire dans lequel il est plongé depuis les années 2000.

*domaines clés*[428] *»*. On ne saurait en effet mieux caractériser l'outil militaire russe qu'en parlant d'armée « à plusieurs vitesses ». Pour citer une étude de la RAND, qui montre que l'armée russe est encore « en transition » : *« quelle que soit sa performance en Syrie, il y a lieu de croire que les capacités russes* [renforcées] *ne sont pas uniformément réparties dans l'ensemble des forces armées*[429] *»* du pays. Tout en excellant dans certains domaines où elle tiennent la dragée haute aux Occidentaux – du moins aux Européens – les armées russes souffrent encore d'un fort retard dans d'autres (drones, notamment d'attaque, satellites de reconnaissance, composants électroniques, le retard dans le domaine des radars ayant été rattrapé avec la mise en service de modèles comme le 59N6-TE, capable de détecter des cibles hypersoniques). Il n'est donc pas question ici de minorer les fragilités qui subsistent au sein des forces russes, encore moins d'exagérer leurs capacités sur le terrain.

Il n'est pas question non plus de forcer le trait s'agissant des difficultés capacitaires des armées européennes, dont la nôtre. La France, seul pays d'Europe avec le Royaume-Uni à entretenir un modèle d'armée complet, conserve en plusieurs points une supériorité technologique sur les forces russes. Notre pays est à lui seul capable de tenir, dans des proportions et dans une durée limitées, dans un conflit de haute intensité. Malgré nos lacunes en termes d'entraînement des forces et le besoin de renforcer l'aguerrissement d'une bonne partie

---

[428] Joseph Henrotin, « La Russie et son environnement sécuritaire : entretien avec Isabelle Facon », *Défense et Sécurité internationale*, hors-série n° 73, août-septembre 2020.

[429] Keith Crane, Olga Oliker, Brian Nichiporuk, « Trends in Russia's Armed Forces An Overview of Budgets and Capabilities », RAND Corporation, 2019, p. 70, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR2500/RR2573/RAND_RR2573.pdf

des troupes, le maintien d'un *« warfighting ethos »* à la française, l'expérience d'un engagement quasi-continu en opérations extérieures depuis 1991 et le maintien d'un haut niveau de formation, font que nos armées restent parmi les plus compétentes et les mieux formées du monde. Si elle s'est largement faite en réaction aux attentats islamistes de cette année, la révision en 2015 de la loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 a permis de stabiliser notre effort de défense au moment où nos armées, en tension croissante, étaient sur la voie d'une très grave crise capacitaire et notre pays, sur celle d'un déclassement stratégique ; la LPM 2019-2025, censée ramener notre effort de défense à l'équivalent de 2% du PIB, mérite son surnom de « loi de réparation », car elle autorise un timide début de remontée en puissance.

Cependant, notre modèle d'armée complet reste à une échelle réduite, voire embryonnaire, face au gigantisme des armées russes qui ont gardé la culture de la masse. Si notre excellente BITD réussit à tenir la compétition technologique, notre supériorité en ce domaine s'érode face au compétiteur russe qui a même pris l'ascendant dans certains domaines. L'excellence de nos forces ne compense pas leur infériorité numérique, d'autant que le niveau d'entraînement se redresse bien plus vite côté russe. Enfin, la remontée en puissance de notre outil de défense n'est pas seulement insuffisante au regard de son affaiblissement ces vingt dernières années et des futurs défis qui l'attendent : c'est la nature de notre outil de défense qui est en cause. Au sortir de l'actuelle LPM, nous conserverons une armée de temps de paix. Même en coalition avec des armées européennes qui ont entamé une remontée de leurs moyens depuis le mitan des années 2010, l'armée française ne serait probablement pas en capacité de tenir longtemps dans un conflit majeur contre la Russie dans l'attente de renforts américains. L'ensemble des armées européennes aurait les plus grandes difficultés

à tenir tête à une Russie qui sur le papier ne ferait pas le poids en termes d'effectifs et de matériel en dotation, mais dominerait très probablement sur le terrain en cas de conflit à ses frontières.

On l'a dit, l'armée russe revient de loin ; là où les armées françaises mettront encore du temps à récupérer de l'austérité excessive qui a suivi la période des « dividendes de la paix », les forces russes n'ont pas totalement fini de récupérer des années de « vaches maigres » qui ont suivi la fin de la Guerre froide. Mais continuer de regarder l'armée russe au prisme de ce qu'elle était encore au milieu des années 2010 (ne force se redressant rapidement mais encore difficilement capable de tenir un conflit majeur face aux puissances occidentales), comme le font encore nombre d'observateurs en Europe ou aux États-Unis, est une dangereuse illusion. Il était encore possible d'écrire, au moment des interventions russes en Ukraine et en Syrie de 2015, que les capacités de l'armée russe étaient surestimées et surévaluées, aussi bien par la propagande russe que par une partie de la communauté stratégique occidentale. Certes, les forces russes avaient surpris en témoignant sur le théâtre syrien d'une capacité de projection et de performances supérieures à ce à quoi s'attendaient les observateurs étrangers, mais il ne fallait disait-on pas généraliser. À partir de 2017 et du retour des exercices militaires à très grande échelle, on pouvait encore entendre que ces derniers n'étaient pas représentatifs des capacités réelles de l'armée russe : il ne fallait y voir en définitive que des opérations de communication visant à légitimer le statut de grande puissance d'une Russie obsédée par son déclassement post-Guerre froide. À partir de l'année suivante, lorsque les tests de nouveaux armements se sont montrés de plus en plus concluants au point de surprendre une nouvelle fois les observateurs américains et européens, on pouvait encore entendre – parfois à raison – qu'il ne fallait ni

s'emballer à leur sujet, ni donner trop de crédit aux déclarations enthousiastes du monde militaire russe, car c'était là faire le jeu du Kremlin. Tout ceci conserve une part d'actualité, mais c'est de moins en moins le cas. À l'habitude de surestimer les capacités réelles de l'armée russe par méconnaissance ou par calcul, succède désormais le risque de la sous-estimer.

Malgré toutes les nuances apportées plus haut, le consensus prévaut que « les capacités militaires conventionnelles russes sont au plus haut depuis la création des forces armées du pays en 1992[430] ». *A contrario*, on ne peut pas en dire autant des armées européennes, les principales d'entre elles étant globalement en-deçà de leurs capacités du début du siècle, en tout cas s'agissant des capacités sur le haut du spectre. En effet, la remontée en puissance des armées russes s'est faite parallèlement à un déclin continu de leurs équivalentes européennes ; le redressement russe a véritablement débuté en 2008, au moment même où les Européens mettaient encore plus leurs armées à contribution pour réduire leurs déficits (l'armée française continuant d'être de plus en plus en plus sollicitée). Et là où les Européens, y compris les Français et Britanniques soucieux de privilégier la préparation des « conflits du moment » à celle de menaces majeures que l'on pensait écartées pour longtemps, ont particulièrement sacrifié le haut du spectre, les Russes ont conservé et perfectionné leurs capacités dans ce domaine.

Nous faisons désormais face à une armée russe de plus en plus en taillée – c'est notamment le cas des forces terrestres – pour conduire et remporter des combats de haute intensité, au moins sur une période courte. Alors que

[430] « Russia's armed forces : more capable by far, but for how long ? », IISS, 9 octobre 2020, https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2020/10/russia-armed-forces

le risque d'une telle issue se fait de plus en plus sérieux, nous devons ouvrir les yeux sur ce qu'est devenue l'armée russe en ce début de décennie 2020.

## *L'armée russe entre professionnalisation et montée spectaculaire de l'entraînement des forces*

Pendant des siècles, les armées russes ont reposé sur le principe des « gros bataillons » : face à des adversaires, notamment européens, bénéficiant d'armements supérieurs, d'une meilleure logistique, d'un meilleur entraînement et d'un meilleur commandement, l'Empire russe tirait profit de sa capacité à aligner des effectifs plus nombreux. Sur le champ de bataille, les armées du *tzar* employaient souvent des doctrines reposant sur la force du nombre (bien que des commandants légendaires comme Souvorov, Koutouzov, Bagration ou Barclay de Tolly aient mis en œuvre des tactiques évidemment plus élaborées). L'URSS a elle aussi valorisé la masse. On se figure souvent la guerre « à la russe » ou à la soviétique par l'envoi de vagues humaines submergeant l'ennemi au prix de lourdes pertes ; en témoigne l'image hollywoodienne de la Seconde Guerre mondiale sur le Front de l'Est, celle des hordes de soldats de l'Armée rouge courant avec un fusil pour deux vers les mitrailleuses allemandes, sous les cris du commissaire politique qui tire sur ses « camarades » s'ils battent en retraite. Il y a là une part de vérité, quoique c'est d'abord le génie de commandants comme Joukov ou Rokossovski, celui des ingénieurs qui ont conçu parmi les meilleurs armes de la Seconde Guerre mondiale, et surtout l'héroïsme et la force dans l'épreuve de millions de citoyens soviétiques qui ont permis de remporter la

Grande Guerre patriotique, avant la force du nombre et l'immensité d'un territoire hostile à l'envahisseur. Les Soviétiques n'ont en effet pas vaincu le Troisième Reich par leur seule capacité à encaisser des pertes humaines effroyables : ils ont su surpasser les Allemands en de nombreux points allant de la stratégie aux armes et à leur emploi.

Durant la Guerre froide, la puissance militaire conventionnelle de l'URSS reposait en large partie sur son gigantisme, avec le spectre pour les forces de l'OTAN d'avoir à affronter une marée de chars sur le rideau de fer. Après l'effondrement de l'URSS, dans un monde où la conflictualité semblait évoluer durablement vers les conflits de basse intensité, asymétriques et de contre-insurrection, le maintien par la Russie d'une armée nombreuse mais mal entraînée, peu professionnalisée et souvent sous-équipée du fait des coupes budgétaires a été perçu à raison comme une faiblesse, en Russie comme dans le monde occidental. Les Russes gardent en mémoire l'état déplorable dans lequel se trouvaient leurs armées durant la décennie qui a suivi le naufrage de l'URSS ; celui du sous-marin Koursk au fond de la mer de Barents a été une humiliation nationale autant qu'une tragédie humaine. Tout ceci appartient désormais pour l'essentiel au passé. Les armées russes ont entamé depuis la fin des années 2000 une véritable révolution : elles s'orientent vers un modèle moins nombreux, plus professionnel, mieux entraîné, mieux équipé, plus mobile et plus proche des standards occidentaux.

Autrefois très majoritairement constituée de conscrits, l'armée russe est en passe d'être constituée en majorité de *kontratniki* (professionnels sous contrat). Ces derniers ont dépassé la part des appelés en 2015. Les *kontratniki* sont désormais 475 000 sur une armée de 800 000 soldats proprement dits au sein des 900 000 femmes et hommes sous les drapeaux. L'objectif fixé ces dernières

années était d'atteindre 60% de ces militaires professionnels dans l'infanterie terrestre, et 80% dans les troupes aéroportées, deux objectifs qui sont en passe d'être atteints au moment d'écrire ces lignes. En plus de se professionnaliser, les forces russes évoluent vers des effectifs plus réduits mais plus performants. Elles mènent des chantiers importants en termes de gestion des ressources humaines, incluant par exemple le retour des inspections surprises depuis 2013, de meilleures pratiques de recrutement et de suivi, un niveau d'instruction plus exigeant, ainsi qu'une amélioration des conditions du service militaire qui était auparavant très décrié ne serait-ce que pour les cas de bizutage, d'abus ou de violence qui ternissaient sa réputation. Un des chantiers sur lesquels les armées russes ont le plus progressé est celui de l'entraînement, où elles enregistrent des améliorations spectaculaires qui s'appuient aussi sur des cycles de retour d'expérience (RETEX) dans les interventions militaires à l'étranger.

En France comme dans d'autres États européens membres de l'OTAN, les signaux d'alertes se sont multipliés depuis 20 ans pour pointer la baisse du niveau d'entraînement des forces. On a assisté ces dernières années à la publication d'un certain nombre de rapports pointant le déficit d'entraînement des armées françaises ou d'accessibilité du matériel pour les formations militaires. Le onzième rapport thématique du Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM), dédié à *La fonction militaire dans la société française*[431] soulignait ainsi en 2017 que : *« L'effort de maintien en*

[431] Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, *La fonction militaire dans la société française*, site du Ministère des Armées, septembre 2017, https://www.defense.gouv.fr/content/download/514088/8657542/file/11e_RAPPORT_HCECM.pdf

*condition des matériels en OPEX se fait au détriment de l'équipement disponible en métropole. Le CEMA* [Chef d'État-major des Armées] *a évoqué devant l'Assemblée nationale le fait que « 20 % des pilotes de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) ne sont pas aptes « mission de guerre », faute d'heures de vol » et que « moins de 60 % des équipages de transport tactique de l'armée de l'air sont qualifiés à l'atterrissage sur terrain sommaire – mode d'action pourtant essentiel » pour les mêmes raisons. Les membres du Haut Comité ont pu rencontrer des équipages de blindés qui n'avaient ni tiré, ni manœuvré avec leur matériel de dotation depuis près de 2 ans. »*

Les travaux parlementaires ne sont pas en reste. Parmi les plus récents, citons un avis rédigé par les anciens sénateurs Jean-Marie Bockel et Christine Prunaud dans le cadre du Projet de loi de finances 2020, avant que celui-ci ne soit totalement bouleversé par la crise du Covid-19. Cet avis avançait entre autres que *«* […] *l'activité opérationnelle reste inférieure aux objectifs fixés, de près de 10 %.* […] *Depuis le déploiement de Sentinelle, la cible de 90 jours de préparation opérationnelle pour l'armée de terre n'a plus été atteinte* […] *De même, les nouvelles normes d'entraînement destinées à évaluer la capacité des équipages sur cinq matériels majeurs en service dans les forces*[432][...] *n'ont été réalisées qu'à 54 % en 2018. La remontée prévue est très lente : 57 % en 2019 et 59 % en 2020. Pour les pilotes d'hélicoptères, l'amélioration n'est pas attendue avant 2021, à des niveaux d'ailleurs assez peu élevés.* [...] *».* Ou encore que : *« Pour l'armée de l'air, le défaut d'entraînement se traduit en particulier par une perte*

[432] À savoir le char de combat Leclerc, les blindés AMX 10RCR, les véhicules blindés de combat de l'infanterie, les véhicules de l'avant blindés et les systèmes d'artillerie CAESAR.

*progressive de certaines compétences et des difficultés dans la formation des jeunes équipages qui accusent d'importants retards de progression. Plus grave encore, les contraintes de préparation opérationnelle ont conduit à renoncer à entraîner les équipages aux savoir-faire non sollicités en opération. Cela ne permet pas d'atteindre les référentiels fixés, ce qui pourrait se traduire à terme par la perte de savoir-faire indispensables, notamment pour la capacité d'entrer en premier. La capacité de l'Armée de l'air à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France a été revue à la baisse dans le cadre du PLF pour 2020, passant de 75 % à 70 %.* […] » Autres insuffisances constatées : […] *En 2018, seuls 80% des pilotes de chasse et d'hélicoptère et 60 % des équipages de transport tactique ont pu réaliser la totalité des exercices ou des formations prévues par les référentiels d'entraînement, ce qui s'explique par une activité en OPEX soutenue qui mobilise fortement les équipages les plus expérimentés*[433] […] ». Des données parmi d'autres qui montrent l'ampleur du problème, malgré le timide redressement observable depuis 2016-2017 et surtout depuis l'adoption de la LPM 2019-2025. La situation est évidemment encore plus préoccupante dans la plupart des autres pays européens, l'essentiel d'entre eux n'ayant d'ailleurs pas d'expérience du feu, ou à peine. Au sein de l'armée française, la progressive remontée du niveau d'entraînement, la modernisation d'un matériel qui fait parfois défaut pour l'entraînement seront complétées dans les prochaines années par le passage à un entraînement plus dur et à plus grande échelle au sein de l'armée de Terre, laquelle développe à nouveau ses centres

[433] *Défense. Préparation et emploi des forces*, Avis n° 142, Tome VI du Sénat, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, http://www.senat.fr/rap/a19-142-6/a19-142-62.html#toc41

d'aguerrissement. Il faudra cependant plusieurs années pour rattraper l'essentiel des retards accumulés.

La dynamique est toute autre dans les armées russes, où l'intensité et la qualité de l'entraînement des forces montent en flèche, un phénomène allant de paire avec une modernisation et une meilleure disponibilité du matériel. Depuis 2012, le nombre d'exercices s'est accru de près d'un tiers à l'échelle des différentes armées, le nombre de jours passés en mer par les marins a plus que doublé, et le nombre d'heures de vol des pilotes a cru de 20% (alors que comme le montre le rapport Bockel-Prunaud cité plus haut, celui des pilotes français progresse faiblement et est toujours inférieur aux objectifs). Une accélération qu'on ne retrouve aucunement dans les armées occidentales. Bien que les difficultés soient toujours persistantes dans divers domaines allant de la qualité du personnel (santé et niveau d'instruction des soldats...) à la corruption parmi les officiers, et que les réformes engagées avant 2012 rencontrent toujours des problèmes de mise en œuvre, les armées russes sont globalement en passe de réussir leur transition. Les clichés anti-russes ayant la vie dure, on continue à se figurer des forces russes compensant un entraînement et une spécialisation médiocres par la force du nombre. S'il y avait là une part de vérité jusqu'aux années 2010 – les guerres de Tchétchénie puis dans une moindre mesure de Géorgie ayant révélé les profondes lacunes de l'armée russe, notamment sur le plan humain, cette image est de moins en moins d'actualité.

Car la rapidité avec laquelle les armées russes ont corrigé certains de leurs défauts observés depuis la chute de l'URSS montre aussi qu'elles savent réaliser des cycles RETEX très courts et efficaces. De même que l'intervention en Ukraine a servi de « laboratoire » pour une nouvelle phase de la « guerre hybride », le théâtre syrien a permis à la fois de constater l'amélioration des capacités de l'armée russe et de les perfectionner. Environ

90% du personnel volant a ainsi participé aux opérations en Syrie, ainsi que de nombreux « cadres » des différentes armées russes, avec une excellente rotation. Fin août 2018, un total de près de 70 000 soldats russes de tous grades avaient effectué un tour opérationnel de plusieurs mois sur ce théâtre. Prenant l'exemple des théâtres ukrainien (où les Russes ont infiltré selon les différentes phases du conflit « chaud[434] » entre 3 000 et 10 000 soldats en soutien aux séparatistes) et syrien (où l'essentiel du contingent russe réellement engagé dans les combats a été constitué de mercenaires et de forces spéciales), Michel Goya écrivait encore en juin 2020 : *« L'armée de terre russe est peut-être la grande organisation militaire dont la puissance croît le plus vite actuellement dans le monde, sous la double poussée de nombreuses innovations et d'une accumulation rapide de compétences grâce à une expérience opérationnelle presque ininterrompue depuis le début de 2014.* […] *En l'espace de quelques années, les progrès ont été considérables, et s'il reste de nombreuses faiblesses à surmonter dans un contexte économique difficile, l'armée de terre a démontré qu'elle possédait plusieurs domaines d'excellence comme les forces infiltrées, les forces aéromobiles, les chars de bataille et* […] *son artillerie, mais aussi* […] *une grande capacité à agréger pragmatiquement sous son commandement des forces extérieures très diverses : miliciens, mercenaires ou forces régulières locales. Autant de domaines où elle surclasse toutes les autres armées européennes et, ce qui est peut-être plus inquiétant, continue de progresser plus vite qu'elles*435 *».*

---

[434] Le « conflit chaud » renvoie aux affrontements de 2014-2015 qui ont cédé la place à un conflit gelé et fait plus de 10 000 morts (le total des victimes de la guerre atteignant les 13 000 en novembre 2020).

[435] Michel Goya « Les expériences récentes des forces terrestres russes », site d'*Areion Group*, 10 juin 2020,

Dernier chantier, les armées russes s'attellent à développer leurs forces d'intervention capables de se projeter sur des théâtres d'opération éloignés ou de réagir plus vite au moindre besoin, se rapprochant davantage des modèles américain, français ou britannique. La Russie est, pour citer Isabelle Facon, *« en train d'établir une force de réaction rapide dont l'armature est constituée de l'infanterie de Marine et surtout des forces aéroportées et des forces spéciales.* […] *Moscou s'est attachée à travailler la mobilité stratégique, suscitant, sur ce point, l'admiration de certains responsables militaires américains* […]. *Les forces russes ont indéniablement gagné en efficacité opérationnelle, ce qui est largement dû à la notable intensification de l'entraînement, avec des exercices beaucoup plus nombreux à tous les échelons – stratégique, opératif et tactique – et pour tous les types de forces*[436]*. »* Prenons l'exemple des interventions américaine et russe dans une même région, le Proche-Orient. Les Russes ont réussi à inverser le cours de la guerre civile syrienne et à sauver le régime d'Assad avec en moyenne 4 000 soldats présents simultanément sur le terrain, et une empreinte au sol assez faible dans un pays qui comptait encore 18 millions d'habitants après l'émigration de millions d'entre eux. En Irak, les Américains ont échoué à stabiliser le territoire, juguler la montée de l'État islamique et contrer l'influence iranienne dans un pays de 38 millions d'habitants avec une force de présence de 165 000 soldats (plus ceux de leurs alliés). Certes, les Russes ne sont pas intervenus pour renverser un régime plutôt solidement installé et occuper tout un

---

https://www.areion24.news/2020/06/10/les-experiences-recentes-des-forces-terrestres-russes/

436 Isabelle Facon, « La menace militaire russe : une évaluation », *Les Champs de Mars*, n° 29, vol. 1, 2017, p. 31-57, https://www.cairn-int.info/revue-les-champs-de-mars-2017-1-page-31.htm

pays, mais pour en sauver un d'une potentielle défaite ; ils ont de plus bénéficié des frappes de la coalition internationale contre Daesh, pouvant ainsi se concentrer sur le combat contre les rebelles syriens tout en parvenant à convaincre une large partie de l'opinion publique occidentale qu'ils menaient sur le terrain l'essentiel de la lutte contre l'État islamique quand bien même c'était faux ; mais l'écart de performances est impressionnant. L'intervention russe a sur ce coup parfaitement respecté trois des principes de la guerre énoncés par le maréchal Foch : liberté d'action, économie des moyens, concentration des efforts. Nous sommes à des années-lumières de ce qu'on aurait pu imaginer il y a encore dix ans.

Si Vladimir Poutine et son entourage en ont fait une priorité dès les années 2000, les armées russes ont véritablement engagé leur effort de modernisation à marche forcée à partir de 2008, notamment sur le plan de l'organisation, de la composition et de l'emploi des forces. Elles sont désormais bien mieux formées, équipées et plus mobiles. Selon le mot d'Igor Delanoë, le plan d'armement 2011-2020 élaboré par l'ancien ministre de la Défense Anatoli Serdioukov « peut être considéré comme plus réussi de l'époque post-soviétique[437] ». Le programme 2018-2027 est censé amplifier l'effort de modernisation du programme 2011-2020, en mettant entre autres l'accent sur la poursuite de la réforme des armées russes vers un format plus agile, plus mobile, plus professionnel, la production massive de matériels modernes ou la modernisation de matériels existants, et le développement de technologies de rupture. Lorsque Michel Goya écrit que *« l'armée de terre russe est peut-être la grande organisation militaire dont la puissance croît le plus vite*

[437] Igor Delanoë, « L'armée : la meilleure alliée de la Russie », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, n° 57, juillet-août 2020.

*actuellement dans le monde »*, sans doute est-il dans le vrai, au même titre que ses pairs qui partagent cette analyse. *In fine*, c'est presque tout l'outil militaire russe qui a changé d'époque ; et avec lui, le rapport des forces sur le Vieux Continent.

### *La supériorité numérique et capacitaire des forces russes en Europe : l'exemple des forces terrestres*

Nous avons vu que les armées russes avaient entrepris un vaste effort de modernisation dans la composition, l'organisation et l'emploi des forces, passant à un modèle d'armée plus professionnel, mieux entraîné, plus mobile, toujours plus aguerri et mieux commandé. Elles n'ont en revanche aucunement remisé la supériorité numérique : d'une armée où la quantité des hommes et du matériel suppléait souvent à la qualité, la Russie est passée à une force conciliant bien mieux les deux. Face aux armées européennes qui ont pratiquement tout misé sur le petit format et la supériorité technologique, les armées russes ont gardé en tête la loi du nombre et de la masse qui constitue toujours un pilier de leur doctrine, pilier qu'elles ont rééquilibré par la montée en gamme du matériel et le perfectionnement des troupes.

Certes, les milliers de chars de combat de l'armée russe sont généralement moins performants à l'unité que les chars français ou allemands, pour prendre un exemple parmi les plus parlants. Il convient premièrement de nuancer ce point : tout en ayant considérablement modernisé son parc de chars et renforcé leur taux de disponibilité, la Russie a développé de nouveaux modèles capables de rivaliser avec leurs équivalents français ou

allemands de la génération antérieure. Le fameux T-14 Armata, qui a fait couler beaucoup d'encre, est décrit par une littérature abondante comme étant l'un des plus performants au monde. Après avoir souffert des contraintes financières et industrielles (reports, révision à la baisse des commandes publiques), ce char de nouvelle génération doit équiper en masse les armées russes sur la décennie 2020. En 2027, l'armée de Terre russe devrait ainsi avoir reçu 900 T-14 et T-90M flambant neufs, en plus de l'actuel parc de chars modernisés[438]. Surtout, l'armée russe compense largement ce handicap par une supériorité numérique écrasante. En 2018, le Kremlin pouvait claironner que la Russie possédait davantage de chars que n'importe quel autre pays au monde, ce qui est sans doute vrai : l'expert militaire russe controversé Pavel Felgenhauer avançait à l'occasion que des chiffres non-officiels font état de 20 000 engins de ce type[439], « ce qui voudrait dire que la Russie a plus de tanks que l'ensemble des pays de l'OTAN combinés[440] ». Il s'agissait probablement là d'une référence aux énormes quantités de chars obsolètes toujours présents dans les arsenaux russes, qui nécessiteraient une remise en condition opérationnelle dans le meilleur des cas. Durant la décennie 2010, où 39 nouveaux bataillons de chars ont été créés au cours de ces dernières années – dont 32 affectés dans les régions ouest

[438] « Plans for delivery of T-90M and T-14 tanks to the Russian armed forces », *Army Recognition*, 18 février 2020, https://www.armyrecognition.com/february_2020_global_defense_security_army_news_industry/plans_for_delivery_of_t-90m_and_t-14_tanks_to_the_russian_armed_forces.html

[439] Soit plus du centuple du nombre de chars en dotation dans l'armée française.

[440] Darko Janjevic, « The strengths and weaknesses of Russia's military », Deutsche Welle, 7 avril 2018, https://www.dw.com/en/the-strengths-and-weaknesses-of-russias-military/a-43293017

et sud de la Russie, le nombre de chars aurait doublé[441]. Il s'agit pour une bonne partie de chars remis à niveau. S'agissant des équipements et du matériel en général,

> *« l'armée russe fonctionne souvent avec des versions modernisées d'équipements conçus il y a longtemps* [...]. *Une part écrasante de la modernisation de l'équipement russe telle qu'elle est intervenue ces dernières années a ainsi consisté en un upgrade de plates-formes existantes par l'intégration de technologies récentes.* [...] *sa situation économique (et depuis 2014 les effets des sanctions) oblige la Russie et ses autorités à être pragmatiques*[...][442] »,

pour citer à nouveau Isabelle Facon. Mais cette modernisation à grande échelle de l'héritage soviétique porte ses fruits. Comme le résume Marc Chassillan dans une étude très complète :

> *« Avant que l'ensemble des nouveaux matériels ne remplacent d'anciennes générations, l'armée russe s'est lancée dans un vaste programme de modernisation qui touche principalement les chars en service.* [...] *l'armée blindée russe possède un capital considérable constitué de 2 300 chars T72, 400 T90 et environ 600 T80. Tout ou partie de ces chars seront portés respectivement aux standards T72-B3M, T90M et T80-BVM avec l'intégration de nouveaux blindages réactifs Relikt, de contre-*

[441] Laurent Lagneau, « L'armée russe disposerait de 2.685 chars de combat en service », *Opex 360*, 21 septembre 2020, http://www.opex360.com/2020/09/21/larmee-russe-disposerait-de-2-685-chars-de-combat-en-service/

[442] Joseph Henrotin, « La Russie et son environnement sécuritaire : entretien avec Isabelle Facon », *op. cit.*

*mesures électromagnétiques Sosna, de caméras thermiques pour le combat de nuit, de nouvelles munitions flèches et explosives programmables* [...] *»*. Le même auteur souligne que : *« Avec plus de 3 000 chars, les Russes peuvent engager un fort premier échelon qui sera soutenu par une réserve significative*[443] *».*

Face à ces milliers de blindés opérationnels et rapidement déployables, les quatre principales armées européennes alignent 220 chars Leclerc français, 160 Challenger-2 britanniques, 370 Leopard 2 allemands, en majorité non-opérationnels, et 200 Ariete italiens. Les autres pays membres de l'UE ou de l'OTAN capables d'engager plus qu'une poignée de blindés lourds sur un champ de bataille sont la Pologne dont une bonne partie du parc est obsolète, la Grèce, la Suède et la Norvège, chaque fois en quantités limitées. Les forces russes peuvent également déployer bien plus d'artillerie mobile sur le terrain ; leurs capacités d'appui-feu dépassent aujourd'hui de très loin celles des armées européennes. Pour évoquer brièvement le milieu aérien, où les pays européens ont des flottes d'avions de combat généralement inférieures à 100 ou 50 appareils opérationnels, l'aviation russe peut en faire décoller 1 200 à 1 400[444], auxquels s'ajoutent une centaine de bombardiers stratégiques, sans évoquer la quasi-absence de systèmes de défense anti-aérienne au sein de l'essentiel

[443] Marc Chassillan, « Le renouvellement de l'offre russe de systèmes terrestres », *DEFENSE&Industries* n°14, juin 2020, site de la Fondation pour la recherche stratégique, https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/defense-et-industries/2020/14-6%28v2%29.pdf

[444] L'armée de l'air russe devrait déployer dans la décennie 2020 plusieurs dizaines de Soukhoï Su-57, avions de combat de cinquième génération entrés en service en décembre 2020.

des armées européennes (la France fait largement exception avec ses missiles antiaériens et anti-balistiques Aster en service dans huit armées dont les armées britannique et surtout italienne, et ses missiles anti-aériens légers Mistral, en service dans une vingtaine de pays dont neufs en Europe), face à la Russie qui possède peut-être la meilleure défense anti-aérienne au monde. Au cours de la dernière décennie, la Russie a partout creusé l'avantage numérique sur les armées européennes. Sur le seul plan du matériel en dotation dans les Forces terrestres (équivalent de l'armée de Terre française), voici l'étendue de la puissance militaire russe.

En ce début de décennie 2020, les forces terrestres russes comptent à elles seules 280 000 militaires d'active, soit plus que l'ensemble des effectifs du ministère français des Armées, des fonctionnaires civils de catégorie C au Chef d'État-Major des Armées en passant par les volontaires hors SMV (service militaire volontaire pour les jeunes Français ou étrangers éloignés du marché du travail). Selon les données compilées par Philippe Langloit[445] pour la revue *Défense et sécurité internationale* (DSI), auxquelles nous ajoutons quelques détails complémentaires, les forces russes sont capables d'engager un nombre de chars de combat opérationnels très largement supérieur à ce que les forces occidentales peuvent déployer en Europe : 350 chars T-90 et et T-90A (200 en réserve) ; 350 T-80BV/U (plus de 3 000 T-80B/BV/BU en réserve qui pourraient être engagés sur le terrain moyennant de rapides opérations de maintenance) ; 1 200 T-72 B3 ; 750 T-72B/BA (plus de 7 000 T-72A/B en réserve, là encore déployables assez rapidement). Une donne qui changera encore lorsque la Russie pourra mettre

[445] Philippe Langloit, « Tableau de bord : les forces terrestres russes », *Défense et Sécurité internationale*, hors-série n° 71, avril-mai 2020.

massivement en service des T-14 Armata. Du côté des engins de reconnaissance, les Russes alignent 1 000 BRDM-2/2A armés (et autant en réserve) et 700 BRM-1K. Du côté des VBCI (véhicules blindés de combat d'infanterie), les forces russes peuvent déployer 540 BMP-3 et plus de 3 000 BMP-2 (1 500 supplémentaires en réserve), 500 BMP-1 (1 000 de plus en réserve), un millier de BTR-82A/AM, et 100 BTR-80A. Concernant les transports de troupes, les Russes disposent de 3 500 MT-LB (2 000 en réserve), un nombre incertain de BMO-T, 1 500 BTR-80, 200 BTR-70, 800 BTR-60 (avec environ 4 000 BTR-60/70 en réserve), plus d'une centaine de BPM-97, 300 Kamaz Typhoon-K et 150 Ural Typhoon.

S'agissant de la lutte antichar autoportée et portée, la Russie peut employer sur le terrain une dizaine de BMP-T Terminator (dédiés au combat urbain) avec des missiles AT-9 ; une cinquantaine de 9P149 Sturm avec des missiles AT-6 ; 30 9P157-2 Khrizantema avec des missiles AT-15 ; une vingtaine de 9P163-3 Kornet avec des missiles AT-14 et, à terme, plus de 30 Kornet-D utilisant des missiles AT-15 ; un nombre incertain de systèmes de missiles antichar 9K111M Fagot, 9K111-Konkurs, 9K115 Metis, 9K115-2 Metis M, 9K135 Kornet et de canons antichars SPG-9 Kopyo, et 526 canons MT-12 de 100 mm (auxquels s'ajoutent 2 000 MT-12 en réserve). Pour citer à nouveau l'étude de Marc Chassillan :

> « *Dans le domaine des appuis rapprochés, les lanceurs de missiles anti-chars sous blindage, les impressionnants lance-roquettes thermobariques TOS et les escorteurs de chars Terminator n'ont pas d'équivalent dans les armées occidentales et commencent à être copiés par les Chinois. Toute cette panoplie est très efficacement protégée des attaques venues du ciel par un parapluie anti-aérien et A2/AD très dense formés par plusieurs*

*systèmes congruents de capacité, de portée et de nature différentes en commençant par l'inoxydable ZSU-23-4, le Pantsir, le Tunguska, le BUR et la famille S300/400/450/500. Convenablement positionnée sur le terrain, bien coordonnée par un système C4ISR et possiblement aidée par des avions de guet aérien, cette panoplie ne laisse aucun trou*[446] *».*

Du côté de l'artillerie, la Russie distancie très largement les forces de l'OTAN en Europe. S'agissant des missiles surface-surface, ses armées peuvent déployer 120 systèmes de missiles balistiques 9K720 Iskander-M/K (dont de nombreux lanceurs sont positionnés dans l'enclave de Kaliningrad) et 24 lanceurs 9K79 Toshka. Concernant les canons automoteurs, les Russes peuvent utiliser sur le terrain 60 canons 2S7 Pion de 203 mm, 500 canons 2S19 MSTA-S[447] de 152 mm (150 en réserve), une centaine de 2S5 Giatsint-S du même calibre (850 en réserve), plus de 800 2S3 Akatsya de 152 mm également (plus d'un millier en réserve), et 150 2S1 Gvozdika de 122 mm (plus de 2 000 en réserve). Du côté de l'artillerie tractée, la Russie dispose de 150 canons 2A65 MSTA-B de 152 mm, avec en réserve 40 canons B-4M de 203 mm, 600 canons 2A65 MSTA-B de 152 mm, plus de 1 100 2A36, 1 075 D-20, 700 D-1 et 100 M-1937 tous du même calibre, 4 400 D-30 et 3 750 M-30 de 122 mm, et 650 M-46 de 130 mm. S'y adjoignent, du côté des mortiers automoteurs, une quarantaine de 2S4 Tyulpan de 240 mm (390 en réserve), 30 2S23 Nona-SVK et 50 2S34 Hosta de

[446] Marc Chassillan, « Le renouvellement de l'offre russe de systèmes terrestres », *op. cit*.

[447] Qui seront remplacés par des Koalitsiya 2S35 de même calibre, capables de tirer des obus à 40 km (selon Marc Chassillan, des obus RAB seraient en développement pour atteindre plus de 60 km, avec une cadence théorique de huit tirs par minute.

120 mm. Du côté des mortiers tractés, plus de 700 2S12 Sani de 120 mm (un millier en réserve), une centaine de mortiers 2B16 Nona du même calibre, et plus de 800 mortiers de 88 mm, avec en réserve 300 M-160 de 160 mm et 900 PM-38 de 120 mm. La supériorité russe sur le plan de l'artillerie est écrasante.

Ajoutons à cela d'autres matériels adaptés à des conflits de haute intensité. Les lance-roquettes multiples : 36 9A52-4 Tornado, une centaine de BM-30 Smerch, une douzaine de 9A54 Tornado-S, 45 TOS-1A, une dizaine de 9K512 Uragan M, 200 BM-27 Uragan (400 en réserve), 550 BM-21 Grad (2 420 en réserve). Les missiles sol-air automoteur : un nombre indéterminé de S-300V/V4 et de 9K317E Buk-ME, près d'une centaine de 9K317M1-2-Buk-M1-2, 200 9K37M Buk-M1, 120 9K331/332, 400 9K33M3 Osa et autant de 9K35M3 Strela-10, auxquels s'ajoute une quantité inconnue de systèmes de missiles sol-air portables (9K333 Verba, 9K338 Igla-S et 9K38 Igla, 9K130 Igla-1, 9K34 Strela-3). Du côté de l'artillerie aérienne, les forces russes peuvent déployer plus d'une centaine de Pantsir et de Pantsir-S, plus de 250 systèmes 2K22 Tungunska, 300 ZSU-23...

Tout ce qui précède concerne les Forces terrestres proprement dites. Il faut y ajouter le matériel en dotation dans les VDV (*Vozdushno-desantnye voyska Rossii*), les forces aéroportées. Celles-ci disposent de 60 chars T-72B3, plus de 136 chasseurs de chars, plus de 1 280 véhicules de combat d'infanterie dont 1 000 BMD-2 qui peuvent être facilement déployés par largage aérien, près de 800 véhicules de transports de troupes, 250 blindés très légers 2S9 Nona-S dotés d'un canon de 120 mm (et 500 autres en réserve), 150 obusiers D-30 de 122 mm, autant de mortiers 2B14 de 82 mm et une cinquantaine de mortiers 2B23 de 120 mm, et alignent du côté de la défense anti-aérienne 150 véhicules blindés BTR-ZD et un nombre inconnu d'autres véhicules et pièces d'artillerie

anti-aériens.

Gardons également à l'esprit que l'armée russe, qui dispose on l'a vu de milliers de chars T-80 et T-72 en réserve en plus de ceux déjà au service actif (elle a hérité de plus de 30 000 vieux modèles soviétiques dont une partie a été modernisée ou remise en état), serait capable de démultiplier son nombre de chars de combat au prix d'opérations de maintenance, réparation ou modernisation rapides et *in fine* peu coûteux. Aucune armée européenne n'en est capable quelle que soit la taille du parc en réserve. Il en va plus ou moins de même s'agissant de l'artillerie où la Russie pourrait renforcer son avantage sur les armées européennes grâce à ses milliers de pièces en réserve. Certes, il s'agit là d'armes de technologie moyenne, mais capables d'écraser des unités adverses si déployées en masse sur le champ de bataille. Au-delà de la remise en état, le principal défi réside évidemment dans la capacité à pouvoir mettre à niveau des milliers de tankistes et artilleurs, ce qui serait à la portée des armées russes.

Pour donner un élément de comparaison avec les forces terrestres et aéroportées russes, voici un aperçu du matériel en dotation dans l'armée de Terre française en 2020 selon un croisement des données réunies par Philippe Langloit pour *Défense et sécurité internationale*[448] et, entre autres, de celles fournies par les « chiffres clés de la Défense », une recension publiée chaque année par le ministère des Armées[449].

Le nombre de chars Leclerc en dotation dans l'armée de Terre s'élève à 222 ; s'agissant des chars légers, nos forces terrestres disposent sur le papier de 247 AMX-

[448] Philippe Langloit, « Tableau de bord : l'armée de Terre », *Défense et Sécurité internationale*, hors-série n° 73, août-septembre 2020.

[449] « Les chiffres clés de la Défense 2020 », Ministère des Armées, 21 septembre 2020, https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/les-chiffres-cles-de-la-defense-2020

10 RC et 40 à 59 ERC90F4 Sagaie, modèles vieillissants qui seront tous deux remplacés par 300 EBRC (engins blindés de reconnaissance et de combat) Jaguar d'ici 2025 ; elles peuvent déployer 515 VBCI (véhicules blindés de combat de l'infanterie) et 110 VBCI VPC (pour la protection de convois) ; du côté des véhicules de transports de troupes, outre déjà près d'une centaine de nouveaux VBMR (véhicules blindés multi-rôles) Griffon auxquels s'ajouteront à terme 978 VBMR légers Serval, on compte 2 648 VAB (véhicules de l'avant blindé) de différents modèles et 53 BvS10 (véhicules à haute mobilité) ; s'agissant des véhicules de patrouille et de liaison, 13 Aravis (véhicules de transports de troupes) et 1424 VBL/B2L (véhicules blindés légers), et 1151 PVP (petit véhicule protégé) ; du côté de l'artillerie automotrice, l'armée de Terre française aligne 77 CAESAR (camions équipés d'un système d'artillerie) et 32 AuF-1 GCT (GCT pour « grande cadence de tir »), et s'agissant de l'artillerie tractée, 12 canons sol-sol TR-F1, les trois modèles disposant d'un canon de 155 mm ; l'artillerie française compte aussi 13 LRU (lance-roquettes unitaires) du modèle américain M270 Multiple Launch Rocket System, 131 mortiers RT-F1 de 120 mm et un nombre inconnu de mortiers de 81 mm ; s'agissant des systèmes d'armes antichars, nous alignons 110 VAB Milan, 168 postes de tir MMP (missiles moyenne portée), 76 postes de tir Javelin, 435 postes de tir Milan 2 et 600 postes de tir Eryx ; du côté des systèmes d'armes sol-air, 221 postes de tir SATCP (très courte portée) Mistral (les Mistral en service depuis les années 1980 longtemps réputés pour leur haute précision souffrant désormais d'un retard notamment sur leurs équivalents russes) ; concernant les drones, l'armée de Terre compte 21 SDTI (systèmes de drone tactique intérimaire) Sperwer qui seront remplacés à terme par 14 SDT Patroller, 12 DRAC (drones de reconnaissance au combat) qui seront remplacés par 105 SMDR (système de

mini-drones de renseignement) SpyRanger, plus de 25 drones tactique de courte portée Skylark1, plus d'une cinquantaine de micro-drones NX70, plus de 1 200 DROP (drones opérationnels de poche, ou nano-drones) Black Hornet à terme, et 10 DroGen utilisés pour le renseignement (l'armée de Terre n'utilisant aucun drone de combat, les 8 drones armés Reaper relevant de l'Armée de l'air et de l'Espace) ; du côté des hélicoptères de reconnaissance et d'attaque, l'Armée de Terre compte plus de 66 Tigre (71 à terme, qui seront équipés des nouveaux missiles sol-air tactiques de MBDA) et 87 SA-342M Gazelle (qui seront remplacés dans un futur proche, l'hélicoptère Gazelle étant en service depuis les années 1960), auxquels s'ajoutent parmi les hélicoptères de transport 38 ou plus NH90 TTH (transport tactique, le NH90 ayant été baptisé Caïman en France) dont le nombre sera augmenté grâce à la commande passée en octobre 2020, 26 hélicoptères AS532UL Cougar, 46 hélicoptères SA-330 Puma et 8 hélicoptères EC725AP Caracal pour les opérations spéciales, et enfin des hélicoptères d'entraînement en majorité externalisés (36 EC120B Colibri appartenant à la société privée Helidax et 18 AS555UN Fennec). Notons que certaines données notées ici ne sont pas acquises : à l'heure d'écrire ces lignes, la livraison de certains matériels et équipements évoqués pourrait prendre du retard.

Les forces russes ont définitivement rétabli une supériorité numérique qui se double désormais d'un saut qualitatif s'agissant du matériel en dotation et de l'entraînement des forces. Alors que Moscou a réduit la taille de ses effectifs dans le cadre d'une professionnalisation progressive qui porte ses fruits, la Russie a aussi largement modernisé ses armements tout en en développant de nouveaux qui comptent parmi les plus performants de la planète. Pour reprendre l'excellente formulation d'Isabelle Facon :

*« Près d'un demi-siècle après que le maréchal Nikolaï Ogarkov (1917-1994) l'a théorisée, la guerre de haute technologie paraît moins hors de portée de l'armée russe, même si les sanctions occidentales, la rupture des liens industriels avec l'Ukraine et les contraintes financières compliquent la tâche de l'industrie d'armement*[450] *».*

Sur ce point comme sur celui de la qualité des forces, l'armée russe est en train de réussir une véritable révolution.

Tandis que nombre de publications internationales pointent le déficit capacitaire des armées européennes – ainsi récemment de l'édition 2020 du prestigieux Munich Security Report[451], qui montre une nouvelle fois que l'Europe serait incapable de faire face à la Russie en cas de conflit sans l'aide des États-Unis, le déséquilibre entre les forces russes et européennes montre qu'il y a aussi entre elles une différence de nature. L'armée russe est capable de se battre en masse et sur une durée relativement longue dans un potentiel conflit majeur, tandis qu'aucune grande puissance européenne n'est pleinement préparée à ce défi ; la France, probablement la seule nation d'Europe avec le Royaume-Uni à pouvoir adapter son outil de défense pour faire face à une telle issue de manière véritablement crédible, mettra de longues années à y parvenir.

Cet extrait du contrat opérationnel des armées

---

[450] Isabelle Facon, « La nouvelle armée russe », *Questions internationales,* n° 101, janvier-février 2020.

[451] Münchner Sicherheitskonferenz, « Munich Security Report 2020 : Westlessness », site officiel de la Security Conference, février 2020, https://securityconference.org/assets/user_upload/MunichSecurityReport2020.pdf

françaises inscrit dans le *Livre blanc* de 2013 rend compte des ambitions alors décidées par la France s'agissant de potentiels combats de haute intensité, lesquels étaient considérés comme une perspective bien moins sérieuse qu'aujourd'hui :

> *«* [...] *nos forces devront pouvoir être engagées dans une opération de coercition majeure, tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres déjà ouverts.* [...] *les armées devront être capables de mener en coalition, sur un théâtre d'engagement unique, une opération à dominante de coercition, dans un contexte de combats de haute intensité. La France pourra engager dans ce cadre, avec les moyens de commandement et de soutien associés : des forces spéciales ; jusqu'à deux brigades interarmes représentant environ 15000 hommes des forces terrestres* [...] *; jusqu'à 45 avions de chasse incluant les avions de l'aéronautique navale ; le porte-avions, 2 bâtiments de projection et de commandement, un noyau clé national d'accompagnement à base de frégates, d'un sous-marin nucléaire d'attaque et d'avions de patrouille maritime.* [...] *À l'issue de cet engagement, la France gardera la capacité à déployer une force interarmées pouvant participer à une opération de gestion de crise dans la durée*[452] *».*

Alors que les armées étaient déjà difficilement en mesure d'assurer ces missions, leur sur-engagement *via* la multiplication des OPEX et les missions de lutte anti-terroriste sur le territoire national a conduit à ce que ledit contrat opérationnel soit excédé de 30% en 2017, c'est-à-

[452] *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013*, p. 92-93.

dire que les moyens théoriques nécessaires à l'accomplissement des différentes missions dépassaient d'un tiers les moyens réellement à disposition. Avant le *Livre blanc* de 2008, nous étions déjà descendus à une capacité d'engagement de 50 000 hommes et 100 avions ; après cette date, nous étions descendus à 30 000 hommes et 70 avions[453]. Les fortes coupes opérées entre les dernières années de la présidence de François Mitterrand et les premières années de celle de François Hollande ont amené au plus bas les capacités de nos armées. On l'a vu, remonter la pente sera dur.

Comme le rappelle le CEMA Lecointre, notre outil de défense même amélioré restera un outil de gestion de crise adapté avant tout aux conflits du moment quand il nous faut songer à rebâtir une armée de guerre (voir le chapitre sur la possibilité du retour de conflits majeurs). Il ne s'agit pas de déplorer le passage, consécutif à la fin de la Guerre froide, d'une armée de « garde à l'Est » et de défense du sanctuaire national à une armée centrée sur la projection et les opérations extérieures, d'une armée de masse fondée sur la conscription à une armée au format réduit et professionnalisé. Cette transition était logique et louable. Revenir au modèle précédent serait insensé en plus d'être irréalisable. Il s'agit seulement de constater que l'outil de défense français n'est au global pas apte à un engagement massif et prolongé contre une puissance comme la Russie, et qu'il faudra compter de longues années avant de retrouver de la masse et un format plus taillé pour un tel niveau d'affrontement. Nos armées bénéficient certes d'une excellence opérationnelle et technologique unique en Europe avec le Royaume-Uni, et la modernisation de l'armée de Terre est largement tournée

[453] Vincent Desportes, *La dernière bataille de France : Lettre aux Français qui croient encore être défendus*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2015, p. 170.

vers la perspective du conflit de haute intensité.

À titre d'exemples, le programme SCORPION[454] (nouveaux véhicules Griffon, Serval, Jaguar et modernisation des chars Leclerc, système SICS[455], système de préparation opérationnelle pour l'entraînement des forces), avec l'innovation majeure que pourrait constituer le développement de l'infovalorisation et du combat collaboratif, le projet complémentaire Titan[456] qui se concentre sur les « segments lourds », les nouveaux équipements individuels (nouveaux treillis F3, remplacement des vieux fusils d'assaut FAMAS par les nouveaux HK416, et des fusils de précision FR-F2 par les SCAR-H PR), ou encore le renforcement de l'aguerrissement des troupes, vont aider nos forces terrestres à se préparer à des conflits plus durs, y compris de haute intensité. Le (désormais à la retraite) général de division Charles Beaudouin avait raison de constater *« une transformation matérielle comme l'armée de Terre n'en a pas connu depuis le tournant des années 70-80* », et que pour nos forces terrestres, le redressement permis par la LPM 2019-2025 « signifie l'entrée dans le club restreint des armées de 4e génération[457] ». Mais si l'on ne pourra définitivement plus dire dans cette décennie 2020 que l'armée de Terre française a « une guerre de retard » au vu

---

[454] Pour « Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation ».

[455] Pour « Système d'information du combat Scorpion », qui « se destine à fournir à tous les niveaux du Groupement tactique interarmes (GTIA) les outils d'exploitation, de combat et de commandement pour le combat collaboratif », selon la définition du Ministère des Armées.

[456] Martin Doitier, « Titan : le projet capacitaire de l'armée de Terre structurant les quinze années à venir », *Défense et Sécurité internationale*, hors-série n° 73, août-septembre 2020.

[457] *Terre information magazine*, n°294, mai 2018, p. 3, https://www.defense.gouv.fr/web-documentaire/les-equipements-de-demain/assets/files/dossier-les-equipements-demain.pdf

de l'effort de modernisation dont elles vont bénéficier, force est de constater que son équivalente russe conserve la haute main sur la préparation à la guerre de demain, et pas seulement par sa capacité à livrer un combat massif et sur une durée plus longue.

Par exemple, la « guerre nouvelle génération[458] » sur laquelle les forces russes cherchent à mettre l'accent intégrera entre autres le combat infovalorisé ; l'armée russe a développé une architecture C4ISR (*Command, Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*) complète en vue du combat et des opérations collaboratifs. La Russie avance également sur des chantiers où les armées européennes sont complètement absentes, ne serait-ce que pour des raisons éthiques : c'est notamment le cas des robots de combat. Malgré quelques expérimentations aux États-Unis (prototype de BAE Systems), aucune armée ne s'est jusqu'ici officiellement engagée sur la voie de robots terrestres tueurs ou de combat, l'innovation en matière robotique terrestre se concentrant sur la lutte contre les engins explosifs improvisés, le renseignement et la surveillance, le soutien aux combattants et à la logistique, etc. Or, les Russes

> *« brisent le tabou et se livrent à des expérimentations grandeur nature en Syrie avec des robots armés de missiles, canons automatiques et lance-grenades.* [...] *Parmi les modèles*

[458] Thibault Fouillet, « Le concept russe de « guerre nouvelle génération » du Général Gerasimov : quelle exploitation pour l'armée de Terre ? », *Observatoire de l'Armée de Terre 2035, Année 3 – Note n° 1*, 29 juillet 2020, Fondation pour la recherche stratégique, https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-armee-de-terre-2035/publications/2020/obsat-2020-1.pdf

*employés on trouve l'Uran-9, un char à échelle réduite armé d'un canon de 30 mm et de 4 missiles anti-blindés, le Platform-M, doté de 4 lance-roquettes et d'une mitrailleuse de 14,5 mm, ou encore le Nerehta plus léger et adapté à la reconnaissance.* [...] *Ces engins peuvent poser de sérieux problèmes à tout adversaire qui ne s'y est pas préparé car ils sont employés en essaims et possiblement dotés d'algorithmes rudimentaires d'acquisition d'autonomie issus de travaux sur l'intelligence artificielle, y compris dans la décision de tir*[459] *».*

Nous avons vu que l'armée russe cherchait à dépasser la seule force du nombre pour passer à un modèle plus proche des standards occidentaux. À l'échelle du simple soldat, cette évolution passe par la modernisation des équipements individuels. En sus du relèvement de leur niveau d'entraînement, la quasi-totalité des troupes bénéficient de nouvelles armes, comme les nouveaux fusils AK-12, AK-15 et AK-19 produits par Kalashnikov, et de nouveaux équipements individuels, dans le cadre notamment du programme Ratnik-2[460] (« guerrier »), ce qui constitue pour elles un saut qualitatif. Dans le même domaine, le programme Ratnik-3 est lui d'une toute autre nature : il s'agit d'équiper le combattant d'une tenue blindée munie d'un exosquelette motorisé décuplant ses capacités sur le champ de bataille. Des éléments de Ratnik-3 devraient être inclus dans Sotnik (« centurion »), qui est probablement le projet d'exosquelette de combat le

[459] Marc Chassillan, « Le renouvellement de l'offre russe de systèmes terrestres », *op. cit.*

[460] Équivalent des équipements individuels FÉLIN dans l'armée de Terre française, en voie de modernisation avec le projet « Combattant 2020 » qui doit améliorer l'équipement de l'ensemble de notre force opérationnelle terrestre d'ici 2024.

plus avancé au monde, et le principal concurrent du projet d'exosquelette ONYX développé par les États-Unis, lesquels ont renvoyé aux calendes grecques le programme TALOS (popularisé à l'époque pour sa ressemblance avec la technologie futuriste de l'univers d'*Iron Man*). On peut certes douter de la fiabilité de certaines affirmations, à commencer par l'annonce en février 2021 du fait que l'armure (en fibre de polyéthylène renforcé) de Sotnik puisse stopper des balles de calibre 0.50 (utilisées pour des mitrailleuses lourdes). Les projets russes sont malgré tout bien mieux partis que leurs équivalents américains. La mise en service de Ratnik-3/Sotnik, prévue pour 2025, fera véritablement entrer les forces russes dans l'ère du soldat augmenté. Autrefois moquée pour ses lacunes capacitaires, sa rusticité, voire son archaïsme, toujours en retard dans plusieurs domaines, l'armée russe devance en certains points les armées occidentales dans la préparation au combat du futur.

### *Les exercices militaires géants, illustration du retour en force de l'armée russe... et de sa préparation à des conflits majeurs ?*

Le retour des exercices militaires à très grande échelle illustrent de manière spectaculaire le redressement militaire russe. En septembre 2009, environ 12 500 soldats, 220 chars et 230 pièces d'artillerie étaient mobilisés par les armées russe et biélorusse dans le cadre de l'exercice « Zapad-2009 », avec des manœuvres plutôt limitées. Le temps des exercices géants organisés par la superpuissance soviétique semblait bien loin : lors de l'exercice « Zapad-81 », le plus grand jamais organisé sous la Guerre froide, l'URSS et le Pacte de Varsovie avaient

mobilisé autour de 100 000 combattants pour une semaine d'exercices massifs en 1981. Peu auraient imaginé à la fin des années 2000 que la Russie renouerait avec un tel gigantisme : c'est pourtant ce qui est advenu en seulement quelques années, témoignant du formidable redressement opéré par Moscou. L'ampleur des exercices « Zapad 2017 » qui ont engagé simultanément un très grand nombre de soldats (les chiffres avancés par certains observateurs occidentaux – 75 000 à 100 000 hommes – se sont avérés largement surestimés, mais celui annoncé par le Kremlin et la Biélorussie – moins de 13 000 soldats participants – était semble-t-il en deçà de la réalité) avec des équipements de guerre de haute intensité a eu l'effet d'un réveil pour les Occidentaux, qui sont à l'exception des États-Unis aujourd'hui parfaitement incapables de mener de telles manœuvres. Au-delà de leur taille qui est sans commune mesure avec tout ce que seraient en mesure de faire les armées européennes sur le terrain, les exercices géants menés par la Russie inquiètent les pays voisins de la Russie en Europe.

Le motif officiellement invoqué pour l'exercice « Zapad-2017 » était la lutte contre le terrorisme, comme lors de l'exercice de 2013. Le scénario de cette opération mettait en scène une république sécessionniste fictive, la Veïchnoria, censée infiltrer en Biélorussie et dans l'oblast de Kaliningrad des « groupes extrémistes » pour y commettre des « actes terroristes », avec le soutien de deux autres entités imaginaires, la Vesbaria et la Loubinia. S'entraîner à la lutte contre le terrorisme et les séparatismes régionaux – lutte à laquelle la Russie est habituée depuis un quart de siècle – en faisant manœuvrer des chars de combat, des batteries d'artillerie, des bombardiers stratégiques et des milliers d'hommes sur un terrain ouvert a de quoi éveiller des soupçons. Quant à la Veïchnoria, la Vesbaria et la Loubinia, ces nations imaginaires faisaient étrangement songer à la Pologne, à

l'Estonie et à la Lituanie voisines. Cet étalage de forces aux portes de l'Union européenne avait évidemment valeur de communication, à destination de puissances étrangères entretenant des doutes sur les capacités réelles de la Russie comme de la population russe que le Kremlin doit perpétuellement convaincre de la puissance retrouvée du pays. L'enjeu était aussi de vérifier les progrès réalisés par les forces russes dans leur remontée en puissance, pour ne pas rééditer les mauvaises surprises de la Tchétchénie et de la Géorgie. Mais derrière des opérations comme « Zapad-2017 » se joue aussi la préparation *in situ* à de potentiels conflits de grande ampleur, en l'occurrence sur un théâtre européen.

En septembre 2018, la Russie a mené en Sibérie orientale, conjointement avec la Chine et la Mongolie, l'exercice « Vostok 2018 » dont beaucoup d'observateurs internationaux estimaient qu'il donnait une nouvelle dimension à la coopération russo-chinoise. Des manœuvres pour lesquelles le Kremlin avait publiquement annoncé la participation de 300 000 soldats (peut-être 75 000 à 100 000 déployés selon des observations étrangères postérieures à l'exercice), 1 000 avions et 80 navires de la marine russe. Beijing avait annoncé l'envoi de 3 200 soldats, 900 chars et unités blindées et 30 avions et hélicoptères des forces chinoises. Le déploiement de forces à « Vostok-2018 » était ainsi supérieur à celui de « Zapad-81 ». Le gigantisme de l'exercice avait été présenté avec emphase par le ministre de la défense russe Sergueï Choïgou, cité par *L'Opinion* :

> *« Imaginez 36 000 engins militaires se déplaçant en même temps : des chars, des blindés de transport de troupes, des véhicules d'artillerie. Et tout cela, bien sûr, dans des conditions aussi*

*proches que possible d'une situation de combat !*[461] *».*

Vostok-2018 a illustré un tournant dans la coopération militaire entre la Russie et la Chine. Rappelons au passage que les exercices Vostok étaient, notamment au temps de l'URSS, initialement dirigés contre... les Chinois.

Situé cette fois vers le centre de la Russie, comme l'indique son nom, l'exercice « Tsentr-2019 » a mobilisé en septembre 2019 des effectifs moindres (le ministère de la Défense ayant annoncé la bagatelle de 128 000 soldats, 20 000 engins militaires, 600 appareils aériens et une quinzaine de navires…), mais en rassemblant sept États étrangers (Chine, Pakistan, Inde, pays d'Asie centrale), tous membres de l'Organisation de coopération de Shanghaï ou de l'Organisation du traité de sécurité collective. Le scénario ? Un conflit contre un État imaginaire situé au sud-ouest de la Russie qui se serait converti à l'islamisme radical. La trame officiellement antiterroriste de « Tsentr-2019 » est certes moins risible (ou cynique) que celle de « Zapad-2017 » du fait de la réalité de la menace islamiste en Asie centrale, et se comprend à l'aune de la participation à l'exercice de pays rivaux (Chine, Inde, Pakistan) ayant besoin d'un objectif consensuel pour dépasser leurs antagonismes. Mais il est évident que l'opération, d'ailleurs centrée sur la coopération russo-chinoise, se basait sur l'hypothèse d'un conflit majeur avec d'autres États situés hors de la sphère eurasiatique. En septembre de l'année suivante, l'exercice « Kavkaz-2020 » (Caucase 2020), mobilisant plus de 80

[461] Junzhi Zheng, « "Vostok-2018", l'exercice militaire russe géant au parfum de guerre froide », *L'Opinion*, 11 septembre 2018, https://www.lopinion.fr/edition/international/vostok-2018-l-exercice-militaire-russe-geant-parfum-guerre-froide-161622

000 soldats russes et 1 000 combattants étrangers malgré le contexte de la pandémie de Covid-19, avec plusieurs centaines de blindés et pièces d'artillerie, avait illustré les tensions entre certains États invités. L'Inde avait annulé sa participation – une décision mise sur le compte des accrochages meurtriers contre les forces chinoises dans le Ladakh en juin de la même année, de même que l'Azerbaïdjan – qui entrerait en guerre contre l'Arménie, participant à Kavkaz-2020, le jour même de la fin des exercices. Quant au partenariat militaire Chine-Russie, celui-ci a été particulièrement mis en avant dans la communication des deux pays.

Bien sûr, le gigantisme des exercices militaires russes obéit aussi (voire surtout) à une logique de communication. L'un des buts premiers de cet étalage de force est de continuer à légitimer le statut de grande puissance mondiale d'une Russie qui n'est plus en certains domaines (économique, démographique...) qu'une puissance moyenne. Les Russes savent maximiser l'effet de ces monstrations spectaculaires, quitte à « tricher » (à titre d'exemple, plusieurs milliers des soldats effectivement mobilisés dans chacun de ces exercices géants ne quittent semble-t-il pas leurs baraquements et servent à gonfler les statistiques). Enfin, ces démonstrations de force ne constituent en aucun cas une preuve que la Russie souhaite les reproduire *in situ* sur un champ de bataille ; elles ont également un aspect dissuasif. Il apparaît cependant de plus en plus probable que ces exercices visent sérieusement à tester les capacités des forces russes dans l'hypothèse de conflits de haute intensité, hypothèse que Moscou n'écarte définitivement plus d'un revers de la main. Les manœuvres conjointes avec la Chine ne se limitent quant à elles visiblement pas à envoyer des messages à l'attention des Occidentaux, mais à renforcer l'interopérabilité entre les forces russes et chinoises, dans la perspective d'avoir un jour à mener de

potentielles opérations conjointes contre des adversaires communs. Une telle issue paraît d'autant crédible dans le cas où le rapprochement Moscou-Beijing évoluerait à terme en une véritable alliance, ce qui est notre hypothèse.

Quoiqu'il en soit, la capacité des armées russes à déployer au cours d'exercices prévus de longue date ou improvisés des effectifs pléthoriques et davantage de chars, véhicules, hélicoptères, pièces d'artillerie etc. que les armées européennes ne seraient capables d'en aligner en temps voulu, témoigne de notre impréparation à un potentiel conflit entre grandes puissances. Là où nous sommes loin de pouvoir réaliser des exercices similaires à ceux qu'effectuent les forces russes, nous serons plus loin encore de pouvoir faire face sur le champ de bataille. A ce propos, l'armée polonaise a par exemple organisé à l'hiver 2020-2021 l'exercice « Zima-20 » (« hiver 2020 »), qui devait tester dans des conditions les plus réalistes possibles la capacité de la Pologne à se défendre contre une hypothétique invasion russe : il en a résulté que Varsovie serait soumise à un siège en quatre jours[462], une fois les troupes polonaises écrasées à l'Est... L'objectif fixé par le général Burkhard de réaliser en 2023 un exercice au niveau d'une division (15 000 à 20 000 combattants) pour la première fois depuis la Guerre froide[463], avec l'exercice Orion, devrait être une première étape dans une meilleure préparation aux conflits de haute intensité. Mais dans la mesure où seule la France serait capable en Europe d'effectuer un exercice de cette ampleur (on imagine mal

[462] Jean-Baptiste François, « En Pologne, la simulation de l'invasion russe tourne au fiasco », *La Croix*, 3 février 2021, https://www.la-croix.com/Monde/En-Pologne-simulation-linvasion-russe-tourne-fiasco-2021-02-03-1201138688

[463] Nathalie Guibert, « L'armée de terre française envisage de futurs affrontements "État contre État" », *Le Monde*, 17 juin 2020 https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/17/la-france-se-prepare-a-endurcir-l-armee-de-terre_6043162_3210.html

une réédition de l'exercice « Moineau Hardi » qui avait mobilisé 20 000 soldats français et 55 000 soldats allemands en 1987), fût-ce en y adjoignant des alliés, le fait que la Russie puisse engager en un seul exercice terrestre davantage de combattants et de matériel qu'il n'y en a dans toute l'armée de Terre française ne fera que confirmer le déséquilibre entre les forces russes et européennes s'agissant de la capacité à combattre en masse.

C'est un *topos*, un lieu commun bien ancré : la puissance militaire russe se base sur la force du nombre, la quantité suppléant souvent à la qualité. On retient généralement que si la Russie, comme l'URSS auparavant, peut faire preuve d'excellence technologique grâce au savoir-faire de ses scientifiques, techniciens et ouvriers qualifiés, ses armées accusent un retard technologique global ; le haut niveau d'entraînement et d'aguerrissement de ses unités d'élite, le maintien d'un ethos militariste particulièrement fort dans la société russe, n'empêchent pas que les soldats russes soient souvent moins bien formés que leurs homologues occidentaux – sachant que l'armée russe pratique toujours la conscription à grande échelle – avec une condition militaire souvent difficile, de l'encadrement des troupes à la vie familiale et sociale. Ce constat reste en partie d'actualité, alors que les forces russes dominent en Europe par leur masse et leur taille critique. De graves problèmes subsistent au sein de l'armée russe, de l'encadrement et du commandement (où des zones d'ombre subsistent) à la condition des soldats, qui pourrait jouer sur leur moral. Mais désormais, l'armée russe rattrape ou dépasse les armées européennes en de nombreux domaines allant de la haute technologie au perfectionnement des troupes (professionnalisation,

formation, encadrement...), en passant par la disponibilité et l'opérationnalité de certains équipements employables dans des conflits de haute intensité. La Russie concilie désormais force du nombre et supériorité technologique ou opérationnelle dans certains domaines clés, et domine largement sur le haut du spectre.

Loin des clichés d'une armée pléthorique mais de qualité parfois médiocre, l'armée russe est devenue un outil de défense formidable taillée pour les conflits les plus durs. Nous pouvons raisonnablement parler d'une nouvelle armée russe qui prend de l'avance pour un nouveau cycle de conflictualité. Un nouveau cycle auquel les armées européennes sont encore très loin d'être préparées, les armées françaises et britanniques étant, à un horizon relativement proche, les seules à pouvoir se remettre à niveau au prix d'un long et coûteux effort, qui ne pourra être mené qu'avec une volonté politique forte.

Chapitre 1

# Nouveaux missiles, guerre électronique, déni d'accès et bastions stratégiques : comment la Russie pourrait prendre l'ascendant sur un champ de bataille européen

Le constat valait déjà du temps de la Guerre froide et s'applique à nouveau depuis moins quelques années : la Russie bénéficie en Europe d'une supériorité militaire qui serait rapidement dépassée par l'arrivée de renforts américains et une pleine mobilisation des ressources de l'Europe en cas de conflit. Elle accuse globalement un certain retard technologique sur les forces occidentales, malgré la mise en service d'armements de haute technologie et un matériel en dotation généralement plus nombreux et plus disponible que dans les forces européennes. Dans le cadre d'une guerre conventionnelle en Europe, elle constituerait un adversaire redoutable capable d'avoir la haute main durant la première phase du conflit, avant de céder devant la force conjuguée des États-Unis et de ce qu'il restera des forces européennes. En restant sous le seuil nucléaire, même au plan tactique, la seule solution qu'aurait la Russie pour tenir la dragée haute

à ses adversaires serait de disposer « d'armes miracles » capables de renverser la situation.

Or, il s'avère en ce début de décennie 2020 que la Russie dispose non pas d'armes miracles, mais de technologies potentiellement capables de bouleverser la donne sur le champ de bataille : de nouveaux missiles auxquels les forces de l'OTAN seront très vulnérables, des systèmes de défense anti-aérienne et de déni d'accès très performant, et des capacités en guerre électronique capables d'éroder très sérieusement l'avantage technologique des Occidentaux. De quoi changer l'issue d'affrontements futurs sur le champ de bataille ?

Outre ces nouveaux armements et technologies, les armées russes pourraient rééquilibrer d'une autre manière les rapports de force dans le cas d'un affrontement en Europe. L'État-major russe est pleinement conscient de l'avantage dont disposent les forces de l'OTAN, américaines en premier lieu. Un conflit entre la Russie et ses potentiels adversaires occidentaux serait symétrique concernant la nature des belligérants (des puissances étatiques capables de mener des combats de haute intensité et déterminés dans la durée), mais dissymétrique en termes d'équilibre des forces puisque celui-ci serait largement inégal. Face à cette situation, les forces russes cherchent à réduire leur désavantage face à un adversaire potentiel bien plus puissant en développant des situations d'asymétrie. La puissance russe au XXI$^{e}$ siècle se construit largement en miroir de celle des Occidentaux, en se concentrant sur les faiblesses de ces derniers pour compenser leur supériorité globale. Ceci vaut par exemple pour la « guerre de l'information », mais aussi pour le développement de technologies militaires capables de fragiliser l'avantage des armées occidentales, comme nous l'abordons dans ce chapitre.

Dans la perspective d'un conflit en Europe, les forces russes pourraient aussi installer une situation

d'asymétrie grâce à une utilisation habile de l'espace. En quoi pourrait-on parler d'asymétrie ? La fragilisation de la supériorité occidentale reposerait ici sur la défense par la Russie de points stratégiques très difficiles à prendre, contraignant les forces de l'OTAN à redoubler d'effort ou à rechercher d'autres options moins coûteuses en hommes et en matériel pour progresser face à l'ennemi. Il s'agit de suppositions vis-à-vis de ce que pourrait être une tactique efficace pour les forces russes, mais plusieurs éléments leur donnent du crédit. D'abord, le développement de « bastions » et de « bulles » capables de mener la vie dure aux forces de l'Alliance grâce à des capacités de déni d'accès dont nous verrons l'importance. Ensuite, l'utilisation potentielle de certains avantages géographiques qui à défaut de pouvoir renverser l'issue d'un conflit, pourraient changer celle de certains affrontements.

### *La supériorité russe dans les armes hypersoniques bouleverse les rapports de force*

L'hypervélocité est l'un des principaux enjeux technologiques militaires de ce début de XXI$^{e}$ siècle (un véhicule est qualifié d'hypersonique lorsqu'il peut se déplacer à une vitesse supérieure à Mach 5, soit généralement au-delà de 6 174 km/h (1,7 km/seconde), là où ce qui est compris entre Mach 1,2 et Mach 5 est qualifié de supersonique). Or, dans ce domaine, la Russie a réussi à prendre de vitesse le reste du monde en développant des capacités supérieures. L'exemple le plus emblématique est évidemment le missile Avangard, capable d'emporter des têtes conventionnelles ou nucléaires sur 6 000 km de distance à une vitesse moyenne équivalente à Mach 20 (24 700 km/h), vitesse pouvant grimper à 27 fois celle du son (33 000 km/h). Outre sa

vitesse qui le rend aujourd'hui (et sans doute pour longtemps) de fait impossible à intercepter, Avangard peut modifier brusquement sa trajectoire pour la rendre imprévisible avant impact, corrigeant ainsi le principal défaut des missiles balistiques qui est la prévisibilité de leur trajectoire. L'Avangard additionne les avantages du missile balistique et ceux du missile de croisière, tout en évacuant les faiblesses de chacun d'eux. Ce planeur hypersonique, qui sera lancé à terme par le missile balistique intercontinental RS-28 Sarmat, sera le premier HGV *(Hypersonic Glide Vehicle)* à être déployé, alors que Moscou comme Washington ambitionnaient depuis plusieurs décennies de disposer de tels engins.

A un niveau tactique, la Russie a déjà mis en service un missile hypersonique de croisière, le Kh-47M2 Kinjal, dérivé du missile Iskander. Celui-ci est supposé pouvoir atteindre une vitesse de l'ordre de Mach 10 à Mach 12 (12 000 à 14 700 km/h), pour une portée estimée à 2 000 km. Si de telles performances sont avérées, il apparaît que le missile Kinjal, qui est aujourd'hui le seul missile aérobalistique *(ALBM)* en service au monde[464], est tout simplement impossible à arrêter par les systèmes de défense occidentaux actuels. Certains experts estiment que ce missile serait plus dangereux pour la marine américaine que les fameux missiles « tueurs de porte-avions » chinois[465]. Pour Fabrice Wolf, avec le missile Kinjal, « la

[464] César Frezat, « La Russie à l'avant-garde des missiles hypersoniques », note du CERPA (Centre Études, Réserves et Partenariats de l'armée de l'Air) n° 214, IRSEM, avril 2019, https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/3013/N%C2%B0214%20-%20Note%20-%20La%20Russie%20%C3%A0%20l%E2%80%99avant-garde%20des%20missiles%20hypersoniques.pdf

[465] Abraham Ait, « Russia Inducts Its Own 'Carrier Killer' Missile, and It's More Dangerous than China's », *The Diplomat*, 12 mai 2018, https://thediplomat.com/2018/05/russia-inducts-its-own-

Russie prend l'initiative stratégique en Europe[466] » sur le plan aérien, « créant une situation unique depuis les années [19]50 ». Auparavant, les forces occidentales pouvaient compenser leur infériorité sur le plan des forces terrestres stationnées en Europe par leur capacité à faire peser une menace aérienne sur les dispositifs russes et à s'assurer rapidement la supériorité dans le ciel. Alors que les Russes ont en grande partie remédié à ce problème en renforçant leurs capacités défensives au sol à un rythme qui a surpris les Occidentaux, et en modernisant leurs forces aériennes, l'entrée en service des missiles Kinjal bouleverse la situation puisque la Russie dispose désormais de capacités de frappe en profondeur apparemment impossibles à intercepter.

La Russie va accroître cette supériorité avec l'entrée en service prochaine (prévue en 2020 pour courant 2021 ou 2022, les délais semblant avoir été tenus début 2022) des missiles de croisière hypersoniques 3M22 Tsirkon (ou Zircon), censés pouvoir détruire des cibles terrestres, marines ou sous-marines distantes de plus de 1 000 km à une vitesse équivalente à huit à neuf fois celle du son (soit plus de 11 000 km/h). Du fait de l'exigence technique de ces missiles, leur admission au service actif a déjà été repoussée, mais leur déclaration d'opérationnalité n'est plus qu'une question de temps. En janvier 2020, la Russie effectuait ainsi un nouveau test concluant du Tsirkon sur la frégate Amiral Gorshkov : tiré depuis la mer de Barents, le missile détruisait sa cible dans le nord de l'Oural, à plus de 500 km de distance[467]. En octobre de

---

carrier-killer-missile-and-its-more-dangerous-than-chinas

[466] Fabrice Wolf, « Avec le missile hypersonique Kh47M2 Kinzhal, la Russie prend l'initiative stratégique en Europe », *Méta-Défense*, 9 août 2019, https://www.meta-defense.fr/2019/08/09/avec-le-missile-hypersonique-kh47m2-kinzhal-la-russie-prend-linitiative-strategique-en-europe/

[467] Xavier Vavasseur, « Russian Navy Test-Launched Tsirkon

la même année[468], une frégate a cette fois testé le missile Tsirkon contre une cible navale, distante de 450 km et à une vitesse supérieure à Mach 8 (9 878 km/h), opération rééditée en décembre avec le même succès. L'utilisation du missile hypersonique Tsirkon va être généralisée pour la plupart des types de navires de combat, ce qui va considérablement renforcer les forces navales russes et leur permettre d'améliorer les rapports de force avec les marines occidentales, voire de prendre l'ascendant sur elles dans certaines configurations.

Toujours du côté des missiles de croisière, le missile Kalibr n'entre pas dans la catégorie des armes hypersoniques, mais va lui aussi contribuer à réduire l'écart avec l'OTAN. La version 3M-14E du missile Kalibr aura une portée comprise entre 1 500 et 2 500 km[469] (en phase terminale) et permettra, sur une telle distance, de couvrir aussi bien l'Europe, le Moyen-Orient et l'espace arctique que les zones du Pacifique susceptibles de devenir un terrain d'affrontement majeur, offrant aux forces russes un avantage sur les théâtres les plus stratégiques. En octobre 2020[470], notre Marine nationale a effectué le premier test (réussi) d'un missile de croisière naval (MdCN) depuis un sous-marin, le Suffren : la France fait désormais partie des rares pays au monde, avec les États-Unis, le Royaume-Uni (qui utilise les missiles

---

Hypersonic Missile For The 1st Time », *Naval News*, 27 février 2020, https://www.navalnews.com/naval-news/2020/02/russian-navy-test-launched-tsirkon-hypersonic-missile-for-the-1st-time/

[468] « Russian Navy frigate successfully test-fires Tsirkon hypersonic missile », *TASS*, 7 octobre 2020, https://tass.com/defense/1209579

[469] « SS-N-30A (3M-14 Kalibr) », Missile Threat (blog animé par le Center for Strategic and International Studies), 15 juin 2018, https://missilethreat.csis.org/missile/ss-n-30a/

[470] Anne Bauer, « La marine française se dote de capacités stratégiques nouvelles », *Les Échos*, 21 octobre 2020, https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/la-marine-francaise-se-dote-de-capacites-strategiques-nouvelles-1257894

Tomahawk américains) et la Russie à pouvoir frapper depuis les mers des infrastructures lourdes dans la profondeur des terres – le MdCN ayant une portée excédant 1 000 km. Nos performances resteront cependant en-deçà de celles des missiles de croisière russe, en tout cas s'agissant de la portée. La version 3M-54E du missile Kalibr, conçue pour la lutte anti-navires, aura quant à elle une portée de 220 km, dix fois moindre que celle du 3M-14E, mais pourra atteindre une vitesse Mach 2,9, soit près de 3 600 km/h. Ce missile volera extrêmement bas (ce qui améliorera sa furtivité) et saura effectuer des manœuvres « souples » qui le rendront d'autant plus difficile à intercepter.

Le développement des missiles anti-navires Kalibr 3M-54E est à resituer dans le contexte d'une modernisation de la flotte russe : perfectionnement des avions de patrouille maritime et lutte anti-sous marine (Tu-142 modernisés) et bombardiers supersoniques (Tu-22M), développement des drones de combat furtif (Okhotnik-B), entrée en service récente ou programmée d'un grand nombre de sous-marins de classe Kilo nouvelle génération (projet 636) extrêmement difficiles à détecter, bombardiers à long rayon d'action modernisés capables de harceler les flottes occidentales pour compliquer acheminements de renforts et opérations d'ampleur.... Nous entrons dans une situation où les forces navales de l'OTAN, dont les nôtres, auront beaucoup plus de difficultés à progresser en mer Baltique ou en mer Noire, et verront leur avantage réduit sur des théâtres maritimes méditerranéens ou arctiques. Dépassée en 2016 par la marine chinoise, la « Flotte maritime militaire de Russie » reste la troisième marine du monde avec un tonnage d'environ 1,2 million de tonnes. Malgré leur taille critique héritée de l'époque soviétique, les forces navales russes ont cependant été régulièrement pointées du doigt pour leur vieillissement, leur retard technologique (qui tend

péniblement à être rattrapé) et leur manque d'adaptation aux nouvelles réalités du monde maritime. La Russie a certes opéré depuis une dizaine d'années une remontée en puissance de ses forces navales qui s'est accélérée depuis l'arrivée de Valery Gerasimov au poste de Chef d'État-major, mais elle s'incline toujours sur les mers face aux flottes occidentales. Là où notre porte-avions Charles de Gaulle incarne l'excellence technologique de la Marine nationale, la vétusté du porte-avions russe Amiral Kouznetsov, dont la cheminée crache un impressionnant panache de fumée noire, illustre le retard de la marine russe (qui ne possède qu'un seul porte-avions là où les seuls États-Unis en déploient onze à l'heure d'écrire ces lignes). Même en développant des technologies égalisatrices comme l'inquiétant missile hypersonique Tsirkon ou en renforçant le tonnage et la qualité de leurs flottes, les forces navales russes ne cherchent pas à se mettre à la hauteur des forces navales occidentales ou prendre l'ascendant en haute mer (ce que cherche en revanche à faire la Chine). Les programmes de modernisation et d'extension de la flotte russe sont essentiellement tournés vers la défense ; la puissance navale russe des années 2020 semble davantage suivre la doctrine de défense du territoire défendue autrefois par l'amiral Kouznetsov, que celle prônée à la même époque par l'amiral Gorshkov, partisan de la constitution d'une flotte de haute mer. Cette logique inclut en revanche un soutien à des opérations terrestres et aériennes sur un potentiel théâtre européen.

Les objectifs annoncés (ou discernables) qui guident le renforcement de la marine russe en disent long. L'accent est mis sur un renforcement des capacités de déni d'accès, notamment dans les mers Baltique, Noire et Blanche et même Caspienne, alors que les capacités de déni d'accès actuelles (« bulles A2/AD ») sont déjà considérables bien que moins impénétrables que ne le

laissent entendre nombre de déclarations d'observateurs militaires américains. Au-delà de cette amélioration de la défense du territoire russe et de son « étranger proche » (donc de la potentielle zone d'intervention massive des armées russes), la marine russe améliore ses capacités de projection et d'intervention sur des théâtres éloignés (mers du Nord et de Barents, golfe Persique et Méditerranée orientale), en cohérence avec les réformes au sein de l'armée de Terre. Les forces navales russes vont poursuivre dans les prochaines années leur modernisation, via des programmes sur lesquels nous ne nous étendrons pas car ils ne seront pas de nature à infléchir les rapports de force avec l'OTAN ; nous pouvons encore souligner, comme le fait Igor Delanoë, que la marine russe est « largement déshéritée[471] » par le programme d'armement 2018-2027 dont elle est le parent pauvre. Ainsi, bien qu'elles conservent le troisième rang mondial derrière les États-Unis et la Chine en termes de tonnage, les forces navales russes ne sont pas en capacité de se hisser au niveau des marines occidentales et elles n'en ont pas l'objectif. Cependant, le développement des missiles Kinjal, Tsirkon et Kalibr 3M54-E leur conférera pour longtemps un avantage que Moscou entend pérenniser. Des projets voisins sont également sur le point d'aboutir dans l'aviation, où des missiles de nouvelle génération vont être mis en service dans la décennie 2020 : la Russie va ainsi, entre autres, équiper ses avions de chasse de missiles R37M, fabriqués par Vympel, d'une vitesse supérieure à 6 000 km/h et d'une portée s'étendant de 150 à près de 400 km.

Il nous faut ajouter au développement des capacités russes dans le domaine hypersonique les progrès

[471] Igor Delanoë, « L'armée : la meilleure alliée de la Russie », *Les Grands Dossiers de Diplomatie n°57*, Areion Group, juillet-août 2020.

accomplis par la Chine : que le partenariat russo-chinois évolue ou non en alliance militaire, la Chine et la Russie sont toutes les deux en passe de devenir leaders dans le domaine hypersonique, et dans le développement de missiles subsoniques ou supersoniques de différents types capables d'handicaper sérieusement les forces occidentales sur le champ de bataille. On parle déjà beaucoup depuis plusieurs années des missiles chinois Dongfeng moyenne portée (DF-17, DF-21) ou à portée intermédiaire (DF-26). Le DF-21D (version anti-navires du DF-21), surnommé « tueur de porte-avions », a suscité autant de fantasmes que de doutes sur ses capacités réelles, mais semble aujourd'hui capable d'infliger de lourds dommages à la marine américaine en cas de conflit. Le DF-26, lui, est surnommé « Guam killer » puisqu'il pourrait frapper depuis le sol chinois les installations militaires américaines sur la très stratégique île de Guam, distante d'environ 4 750 kilomètres des côtes chinoises – la Chine entretient le flou sur la possibilité que le DF-26 puisse emporter une charge nucléaire. Le DF-17, capable d'atteindre une vitesse Mach-5 (6 125 km/h), est avec les missiles russes l'un des seuls missiles hypersoniques en service dans le monde depuis octobre 2019. Il pourra emporter le planeur hypersonique DF-ZF, potentiellement capable d'atteindre Mach 10 (12 350 km/h). À l'automne 2020, une vidéo amateur d'un bombardier Xian H-6 portant sous son fuselage ce qui semblait être un missile hypersonique DF-17[472] a suscité de nombreuses spéculations. S'il est avéré – c'est d'ailleurs l'hypothèse la plus probable – que la Chine dispose de missiles

[472] Laurent Lagneau, « La vidéo d'un bombardier chinois doté d'une possible arme anti-navire hypersonique circule sur les réseaux sociaux », *Opex360*, 18 octobre 2020, http://www.opex360.com/2020/10/18/la-video-dun-bombardier-chinois-dote-dune-possible-arme-anti-navire-hypersonique-circule-sur-les-reseaux-sociaux/

hypersoniques aéroportés, c'est-à-dire capables d'être tirés depuis un avion comme c'est le cas du Kinjal russe, ceci contribuera à bouleverser l'équilibre des forces entre les forces chinoises et américaines en Asie-Pacifique. Selon Fabrice Wolf, *« sur la base d'une transposition des performances du DF-17 et du booster plus imposant qui équipe le nouveau missile, ainsi que de sa composante aéroportée, la portée de ce nouveau vecteur devrait atteindre, à minima, celle du missile DF-26, soit entre 4 000 et 4 500 km. Le planeur hypersonique DZ-DF permettra* […] *de conserver une vitesse hypersonique supérieure à Mach 5 jusqu'à l'impact ou la détonation de la charge* [...] *tout en conservant une importante manœuvrabilité, rendant inopérant[s] les systèmes anti-missiles balistiques* […]. *A la portée du missile lui-même s'ajouterait naturellement le rayon d'action du bombardier H-6N de 3 500 km et potentiellement bien davantage par ravitaillement en vol. Ainsi, Pékin aurait capacité à frapper des cibles aussi éloignées que Honolulu ou Sydney avec des missiles à charge conventionnelle, une capacité nouvelle pour les autorités chinoises*[473] *».*

Au global, la supériorité de la Russie dans le domaine hypersonique, où les Américains ont été pris de vitesse et pourraient être distancés par la Chine, est un véritable *game changer*, tout comme le développement par Moscou de missiles non-hypersoniques en mesure de lui procurer un avantage sur le terrain. Le déploiement de missiles pour longtemps hors d'atteinte des défenses occidentales, et capables pour certains de menacer des forces adverses à l'échelle de régions entières de la taille de l'Europe ou du Moyen Orient, va bouleverser les

[473] Fabrice Wolf, « La Chine aussi disposerait d'un missile aéroporté », *Méta-Défense*, 20 octobre 2020, https://www.meta-defense.fr/2020/10/20/la-chine-aussi-disposerait-dun-missile-hypersonique-aeroporte/

rapports de forces entre la Russie et ses adversaires potentiels. Si les nouveaux missiles russes ont fait l'objet d'un *buzz* et d'une mythification au même titre que les capacités A2/AD de la Russie ou la nature de son arsenal nucléaire tactique, tout montre qu'ils seront en capacité d'éroder l'avantage relatif des forces de l'OTAN en cas de conflit en Europe. Au point de peser sur le cours d'affrontements déterminants ?

### *Guerre électronique : comment la suprématie russe pourrait changer la donne sur le champ de bataille*

La domination des forces occidentales, américaines en premier lieu, repose on le sait sur leur avance technologique dans pratiquement tous les domaines. Et si cette situation était en voie d'être partiellement remise en cause par la suprématie de la Russie dans la guerre électronique ? Il s'agit désormais d'un risque très crédible. Depuis la fin de la Guerre froide, les forces occidentales ont accru de manière exponentielle leur dépendance aux systèmes électroniques sans développer suffisamment de protections pour ces derniers. De plus, les forces russes, qui n'ont jamais baissé la garde sur l'innovation dans le « haut du spectre » et la préparation aux conflits de haute intensité, ont fortement misé sur les technologies de guerre électronique quand les forces américaines les ont négligées, sans parler bien sûr des Européens. Notre avance technologique est-elle paradoxalement devenue un tendon d'Achille ? S'il ne faut pas généraliser, ce pourrait bien devenir le cas dans certains affrontements. Les technologies de brouillage électromagnétiques développées et testées par les armées russes (et dans une

moindre mesure chinoises) sont désormais jugées capables de rendre partiellement ou totalement inopérants la plupart des équipements américains – et évidemment ceux des forces alliées, réduisant considérablement leur avantage technologique et retournant le rapport de forces sur le champ de bataille. Nombre d'experts américains estiment aujourd'hui que le Pentagone a sous-évalué les capacités de brouillage russes ou chinoises (ou surévalué la capacité des équipements américains à y faire face), au point que l'on peut parler d'un réveil douloureux.

La Russie a été l'un des premiers pays à s'investir dans le domaine de la guerre électronique, même lorsque celle-ci n'était pas encore conçue comme telle. Dès la guerre russo-japonaise de 1904-1905, les forces russes brouillaient avec succès les communications de la flotte japonaise[474] ; elles n'ont jamais perdu de vue les potentialités offertes par le spectre électromagnétique et ont continuellement développé des technologies dans ce domaine[475] au point d'y prendre de l'avance sur le reste du monde. Une large partie des capacités russes actuelles en matière de guerre électronique était en développement depuis la fin de l'époque soviétique[476]. Les forces

[474] Patrick Smith, « Perspective – Russian Electronic Warfare : A Growing Threat to U.S. Battlefield Supremacy », The American Security Project, p. 1, https://www.americansecurityproject.org/wp-content/uploads/2020/04/Ref-0236-Russian-Electronic-Warfare.pdf

[475] Olivier Dujardin, « Note renseignement, technologie et armement n°12 / septembre 2019, Guerre électronique : la suprématie russe », Centre Français de Recherche sur le Renseignement, septembre 2019, https://cf2r.org/rta/guerre-electronique-la-suprematie-russe/

[476] Roger McDermott, « Russia's Advances in Electronic Warfare Capability », *Real Clear Defense*, 4 octobre 2019, https://www.realcleardefense.com/articles/2019/10/04/russias_advances_in_electronic_warfare_capability_114786.html

occidentales, elles, n'ont que peu développé leurs capacités dans le domaine, y compris les États-Unis qui ont largement sous-estimé l'enjeu au point de ne se réveiller qu'à la fin des années 2010, surpris par l'avance prise par la Russie. Tout comme celles des autres grandes puissances occidentales, les forces américaines ont accru de manière exponentielle leur dépendance aux systèmes électroniques sans développer suffisamment de protections pour ces derniers. Les États-Unis sont pour l'heure en train de perdre[477] la course à l'innovation dans le spectre électromagnétique face à la Russie[478], et l'écart avec cette dernière s'accroît dangereusement. Marc Chassillan résume l'enjeu ainsi :*« les Russes vouent une véritable vénération à la guerre électronique et ils possèdent un ensemble de moyens uniques s'échelonnant du niveau compagnie au niveau théâtre. [...] leur présence sur un théâtre d'opex pourrait créer de très mauvaises surprises pour les forces occidentales, trop sûres d'agir en situation de confort opératif*[479] *»*.

Un rapport de Roger McDermott publié en 2017 par un institut de recherche lié au ministère estonien de la Défense et préfacé par le général américain Michael Hayden, ancien directeur de la CIA et de la NSA,

---

[477] Paul McLeary, « Russia's winning the electronic war », *Foreign Policy*, 21 octobre 2015, https://foreignpolicy.com/2015/10/21/russia-winning-the-electronic-war/

[478] Sébastien Roblin, « Electronic warfare : The U.S. is losing the invisible fight to Russia's dominant capabilities », *NBC News*, 26 novembre 2019, https://www.nbcnews.com/think/opinion/russia-winning-electronic-warfare-fight-against-ukraine-united-states-ncna1091101

[479] Marc Chassillan, « Le renouvellement de l'offre russe de systèmes terrestres », *DEFENSE&Industries* n°14, juin 2020, site de la Fondation pour la recherche stratégique, https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/defense-et-industries/2020/14-6%28v2%29.pdf

s'attardait sur les capacités russes en matière de guerre électronique et leur développement d'ici 2025[480]. Si Hayden véhicule une réputation sulfureuse en raison de ses pratiques à la tête du renseignement américain et de son rôle dans l'affaire Snowden, McDermott est un chercheur respecté ; le rapport concluait que *« plus que n'importe quel autre facteur dans le développement des capacités militaires conventionnelles de la Russie, l'EW* [*electronic warfare*, souvent traduit en français par GE, guerre électronique] *pose un défi fondamental et de long terme pour l'Alliance*[481] *»*. Le *think tank* américain modéré The American Security Project, qui compte parmi ses membres fondateurs John Kerry et se distingue aux États-Unis par l'accent mis sur le changement climatique, l'importance du désarmement nucléaire, ou encore le réchauffement des relations avec Cuba, a publié en avril 2020 une autre étude sur la menace que représentent les capacités russes en matière de guerre électronique. Le rapport insistait sur le fait que les capacités électromagnétiques russes ne sont pas aussi puissantes qu'avancé par la propagande de Moscou et sur le besoin de nuancer certaines idées reçues, mais confirmait la gravité du danger : les forces russes seraient bien en capacité de remettre en cause la suprématie américaine sur le champ de bataille tant leurs capacités dans le spectre électromagnétique sont développées et en avance sur celles des États-Unis et de leurs alliés.

Sur le terrain, l'efficacité des systèmes de guerre électronique russes n'est plus à démontrer. Au début du

---

[480] Roger N. McDermott, « Russia's Electronic Warfare Capabilities to 2025 : Challenging NATO in the Electromagnetic Spectrum », International Centre for Defence and Security, septembre 2017, https://icds.ee/wp-content/uploads/2018/ICDS_Report_Russias_Electronic_Warfare_to_2025.pdf

[481] *Ibid*., p. 48.

conflit russo-ukrainien, les forces russes auraient attaqué des équipements électroniques ukrainiens (surtout des radios) fabriqués en Russie en utilisant une sorte de faille (le colonel ukrainien Ivan Pavlenko parle de « virus ») dont elles avaient connaissance[482]. Les Russes ont-ils vendu aux Ukrainiens des équipements électroniques piégés ? S'il est difficile de répondre à cette question, on peut en tirer quelques enseignements. Citant une étude de l'Asymmetric Warfare Group, lié à l'US Army, Sébastien Roblin rapporte que en Ukraine, *« les brouilleurs, qui perturbent les signaux de commande, ont abattu plus de 100 drones ukrainiens, tandis que le renseignement électromagnétique a été utilisé pour cibler des frappes mortelles d'artillerie[483] »*. Le dernier point est à rapporter avec le fait que la Russie ait utilisé les signaux des téléphones portables de soldats ukrainiens pour les bombarder (voir le chapitre sur la « guerre de l'information). Les Russes continuent de déployer des capacités offensives dans le pays. En avril 2019, on apprenait ainsi qu'un système de guerre électronique russe dernier cri avait été repéré dans le sud-est de l'Ukraine[484].

La Russie a été soupçonnée plusieurs fois de

---

[482] Joseph Trevithick, « Ukrainian Officer Details Russian Electronic Warfare Tactics Including Radio "Virus" », *The Drive*, 30 octobre 2019, https://www.thedrive.com/the-war-zone/30741/ukrainian-officer-details-russian-electronic-warfare-tactics-including-radio-virus

[483] Sébastien Roblin, « Electronic warfare : The U.S. is losing the invisible fight to Russia's dominant capabilities », *NBC News*, 26 novembre 2019, https://www.nbcnews.com/think/opinion/russia-winning-electronic-warfare-fight-against-ukraine-united-states-ncna1091101

[484] Laurent Lagneau, « Un système de guerre électronique russe dernier cri a été repéré dans le sud-est de l'Ukraine », *Opex360*, 5 avril 2019, http://www.opex360.com/2019/04/05/un-systeme-de-guerre-electronique-russe-dernier-cri-a-ete-repere-dans-le-sud-est-de-lukraine/

brouiller les GPS des forces de l'OTAN lors d'exercices à ses frontières, notamment lors de l'exercice « Trident Juncture 2018 » où même les GPS des civils norvégiens et finlandais présentaient des dysfonctionnements[485]. Il semble même que le brouillage de GPS soit utilisé pour protéger le délirant « palais de Poutine » dont le régime a cherché à cacher coûte que coûte l'existence au peuple russe[486]... Les forces de l'OTAN ont déjà été handicapées par l'usage de leurs propres matériels de brouillage électromagnétique lors d'entraînements incluant l'emploi d'avions américains de guerre électronique EC-130H Compass Call (modèle que le Pentagone a commencé à retirer du service en janvier 2020). Le brouillage généré par ces appareils pourtant bien moins puissants que les systèmes russes avait été suffisamment fort pour clouer au sol les autres avions qui devaient prendre part à l'exercice, au point que les Compass Call ont du être sortis de ces différents exercices pour permettre aux avions rendus inopérants par ces brouillages de décoller. Les Américains peuvent retirer leurs appareils systèmes de brouillage en plein exercice pour ne pas gêner leurs propres avions de combat et ceux de leurs alliés, mais on peut douter du fait qu'en situation d'affrontement, Russes ou Chinois remiseraient leurs appareils de guerre électronique pour laisser aux Occidentaux la maîtrise du ciel... Alors que nombre de voix s'élèvent outre-Atlantique pour pointer le manque de préparation et le retard du Pentagone comme des entreprises américaines de l'armement face aux

[485] « Finland to probe reports of Russia disrupting GPS during NATO drill », *Deutsche Welle*, 11 novembre 2018, https://www.dw.com/en/finland-to-probe-reports-of-russia-disrupting-gps-during-nato-drill/a-46253512

[486] Roman Goncharenko, « Is Russia distorting GPS signals to protect Vladimir Putin ? », *Deutsche Welle*, 7 février 2021, https://www.dw.com/en/is-russia-distorting-gps-signals-to-protect-vladimir-putin/a-56484479

capacités russes et désormais chinoises en matière de guerre électronique, certains officiers dénoncent le fait que les exercices d'entraînement soient irréalistes et « trop faciles » tant ils négligent l'adversaire ; pour eux, les armées américaines ne sont en réalité pas prêtes face à cette nouvelle réalité[487]. Il est intéressant de constater que le Pentagone, qui exagère parfois les menaces adverses dans le but d'accroître ses financements, a ici dangereusement sous-estimé une menace de premier ordre.

Si les Américains ont la mauvaise surprise de se découvrir en difficulté sur le terrain de la guerre électronique, les Européens (Français inclus) sont pratiquement hors jeu. Nous ne disposons d'aucun type d'appareil de brouillage électromagnétique capable de rivaliser avec ceux déployés par les forces russes. Pire que tout, nous sommes très vulnérables à ceux mis au point par les Russes. Les SPECTRA (Système de protection et d'évidement des conduites de tir du Rafale) qui équipent nos Rafale sont probablement insuffisamment résistants aux capacités de brouillage russes. Sil ne faut pas en tirer de conclusions trop hâtives, gardons sinon à l'esprit les problèmes constatés lors de l'opération Hamilton en 2018 (initiée pour frapper les installations chimiques supposées du régime de Bachar el-Assad). Sur les trois frégates FREMM de classe Aquitaine engagées dans la mission de bombardement des sites de Barzé et Him Shinshar, seule la frégate Languedoc a pu tirer trois missiles MdCN dans le temps imparti. Les frégates Aquitaine et Auvergne n'ont été en capacité de tirer leurs missiles qu'une fois le créneau de tir refermé (et n'en ont donc tiré aucun). La

[487] Sydney J. Freedberg Jr., « US Forces Untrained, Unready For Russian, Chinese Jamming », *Breaking Defense*, 30 octobre 2019, https://breakingdefense.com/2019/10/us-forces-untrained-not-ready-for-russian-jamming/

réponse avancée a d'abord été celle du problème technique « interne ». Le fait qu'un des cinq Rafale déployés dans la même nuit n'ait pas pu tirer son deuxième missile Scalp-EG était en effet lié à des carences techniques comme nos armées en connaissent trop du fait de l'écart entre les missions qu'on leur confie et les moyens qu'on leur accorde. Mais il est apparu plus tard que l'impossibilité pour nos deux frégates de tirer leurs missiles dans le temps imparti était probablement lié à la présence non loin de navires russes. Le Général Lecointre[488] et l'Amiral Prazuck, alors chef d'État-major de la Marine nationale avant son remplacement par Pierre Vandier en 2020, ont estimé que ces navires avaient eu un comportement inamical[489] – quelques jours auparavant, la frégate Aquitaine avait d'ailleurs fait l'objet d'un survol menaçant de la part d'un bombardier tactique Su-24 armé, passé tout près[490]. Une frégate russe de classe Amiral Grigorovitch se serait placée à portée de nos frégates avec un dispositif de brouillage électronique capable de compromettre la réussite de l'opération. Il s'agit là d'une simple hypothèse, mais celle-ci est aussi crédible qu'inquiétante.

Une expérience de terrain de plus qui confirme à

---

[488] Laurent Lagneau, « Opération Hamilton : Deux frégates françaises auraient été gênées par des navires russes au moment de lancer leurs missiles », *Opex360*, 4 mai 2018, http://www.opex360.com/2018/05/04/operation-hamilton-deux-fregates-francaises-auraient-ete-genees-navires-russes-moment-de-lancer-leurs-missiles

[489] Guerric Poncet, « EXCLUSIF. Syrie : les secrets de l'opération Hamilton », *Le Point*, 4 mai 2018, https://www.lepoint.fr/monde/syrie-les-secrets-de-l-operation-hamilton-02-05-2018-2215289_24.php#

[490] Laurent Lagneau, « Syrie : Un avion de combat russe a survolé la frégate « Aquitaine » de façon inamicale et dangereuse », *Opex360*, 10 avril 2018, http://www.opex360.com/2018/04/10/syrie-avion-de-combat-russe-a-survole-fregate-aquitaine-de-facon-inamicale-dangereuse/

quel point le spectre électromagnétique est devenu un talon d'Achille pour les armées occidentales – européennes en premier lieu – qui misent largement sur leur avance technologique, et un avantage décisif pour la Russie. La Syrie est devenue comme l'Ukraine un laboratoire pour la Russie qui y teste ses capacités dans le spectre électromagnétique. Les Russes y utilisent leurs systèmes de guerre électronique pour gêner les forces américaines. Les Krasukha-4 brouillent les radars, les radios, les canaux de commande et contrôle des drones, rendent sourds et aveugles les avions[491]. La Russie emploie aussi ses capacités directement sur le champ de bataille syrien : en février 2020, un système de guerre électronique (probablement Krasukha) a par exemple permis de désactiver le système de contrôle de drones utilisés par des jihadistes pour attaquer la base aérienne de Hmeimim et de les mettre hors de combat[492]. En Russie même, les systèmes de brouillage électronique de radars Mourmansk-BN installés sur les péninsules de Kola et du Kamtchatka sont supposés être capables d'endommager ou rendre inopérants des systèmes électroniques sur des milliers de kilomètres.

En ce début de décennie 2020, la Russie est très largement en avance dans la maîtrise du spectre électromagnétique. Une note du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (Cf2R) faisant le constat d'une suprématie russe dans le domaine estime que *« il est*

---

[491] Anna Varfolomeeva, « Signaling strength : Russia's real Syria success is electronic warfare against the US », *The Defense Post*, 1er mai 2018, https://www.thedefensepost.com/2018/05/01/russia-syria-electronic-warfare/

[492] « Russian Electronic Warfare System Brings Down Hostile Drones in Syria », *Defense World*, 3 février 2020, https://www.defenseworld.net/news/26265/Russian_Electronic_Warfare_System_Brings_Down_Hostile_Drones_in_Syria#.X1YMf3kzbIU

*possible que dans les 10-15 ans à venir, d'autres pays puissent rivaliser avec la Russie*[493] *»* (ce qui montre le niveau d'avance pris par les forces russes). Mais le pays le plus avancé en matière de guerre électronique après la Russie est très probablement la Chine, qui développe depuis longtemps ses capacités en GE pour pouvoir contrebalancer la suprématie américaine sur le champ de bataille. Dans l'optique de briser l'avantage technologique des forces occidentales, Moscou et Beijing mettent l'accent sur d'autres manières de les rendre sourdes et aveugles, notamment s'agissant des forces américaines. Ainsi des armes anti-satellites. En cas de conflit majeur associant l'une des deux puissances ou les deux à la fois, le plus probable est que la Russie comme la Chine aient à se battre à proximité de leurs frontières. Or, leurs capacités anti-satellitaires pourraient permettre de réduire drastiquement l'efficacité des forces américaines : celles-ci sont très dépendantes des satellites pour mener des opérations hors du territoire américain. En citant d'autres technologies que celles évoquées ici, Fabrice Wolf se demande si au global, l'électromagnétisme sera « la poudre noire du XXI$^{e}$ siècle[494] » : c'est en effet une possibilité à long terme tant des technologies telles que le canon électrique (*railgun*) pourraient révolutionner le combat dans les prochaines décennies).

Mais s'agissant de la guerre électronique *stricto sensu*, celle qui vise au contrôle du spectre électromagnétique notamment dans le C4ISR (*Command, Control, Communications, Computers, Intelligence,*

---

[493] Olivier Dujardin, « Note renseignement, technologie et armement n°12 / septembre 2019, Guerre électronique : la suprématie russe », *op. cit.*

[494] Fabrice Wolf, « L'électromagnétisme sera-t-il la poudre noire du XXI$^{e}$ siècle ? », *Meta-Défense*, 21 février 2020, https://www.meta-defense.fr/2020/02/21/lelectromagnetisme-sera-t-il-la-poudre-noire-du-xxieme-siecle/

*Surveillance and Reconnaissance*), la Russie est potentiellement déjà en capacité de bouleverser les rapports de force. Et donc d'infliger de sérieuses difficultés aux forces européennes et américaines en cas d'affrontement en Europe. La Chine pourrait quant à elle être en mesure de réserver une mauvaise surprise aux États-Unis en cas d'affrontement entre les deux superpuissances. La maîtrise par la Chine de systèmes de guerre électronique capables de mettre en difficulté les forces américaines pourrait s'avérer être un l'un des *Shashoujian* (évoqués dans le chapitre sur la fin de la suprématie militaire américaine) que développerait Beijing pour retourner la situation en cas d'affrontement contre les États-Unis ou leurs alliés en Asie-Pacifique. La supériorité de la Russie en matière de guerre électronique a elle aussi tout d'un *Shashoujian*, capable de menacer un adversaire aujourd'hui supérieur sur le papier comme l'OTAN. Il est à parier que nous aurons sur ce point de mauvaises surprises dans les prochaines années, avec le risque d'en avoir de plus mauvaises encore en cas d'escalade militaire ou de conflit armé.

### *Mythes et réalités sur les capacités A2/AD (déni d'accès) de la Russie*

La défense russe met particulièrement l'accent sur les « bastions stratégiques » disposant de capacités de « déni d'accès » et d'interdiction de zone ; on parle dans le jargon militaire de « bulles A2/AD » (A2/AD signifiant *anti-access/area denial*). Ces « bulles » reposent sur des systèmes de défense anti-aérienne de courte et moyenne portées (Pantsir, Buk, Tor) et de longue portée (S-300 et S-400, le S-500 devant entrer en service courant 2021 au

moment d'écrire ces lignes après des essais très concluants) ; des systèmes sol-sol, comme les Iskander-M qui seraient équipés pour certains de têtes nucléaires tactiques, c'est-à-dire employables sur le champ de bataille ; des batteries côtières mobiles (systèmes Bastion et missiles de croisière supersoniques P-800 Oniks, batteries de courte portée Bal...). Il convient d'approfondir la question des capacités de la Russie dans ce domaine tant elle est devenue cruciale. Dans la veine du fétichisme technologique qui anime parfois le débat autour des enjeux de défense, certains *think tanks* et analystes ont volontairement ou non exagéré les capacités de déni d'accès de la Russie et cédé à une forme de *buzz*. À en croire certaines publications peu rigoureuses, les « bulles A2/AD » russes seraient des bastions infranchissables capables de tout verrouiller dans la zone de portée de leurs missiles. Michael Kofman parle même de « *threat inflationism*[495] » pour désigner cette surévaluation de la menace. Plusieurs travaux se sont ces dernières années attachés à relativiser l'efficacité réelle des capacités de déni d'accès développées par la Russie. Une étude publiée en 2019 par l'Agence suédoise de recherche pour la défense concluait que *« les capacités A2/AD russes, bien qu'indéniablement substantielles, ne créent à ce jour pas de vastes bulles impénétrables, et les affirmations maximalistes concernant leur portée et leur précision ont tendance à s'amoindrir en y regardant de plus près*[496] *»*,

[495] Michael Kofman, « Russian A2/AD : It is not overrated, just poorly understood », blog Russian Military Analysis, 25 janvier 2020, https://russianmilitaryanalysis.wordpress.com/2020/01/25/russian-a2-ad-it-is-not-overrated-just-poorly-understood/

[496] Robert Dalsjö, Christofer Berglund, Michael Jonsson, « Bursting the Bubble, Russian A2/AD in the Baltic Sea Region : Capabilities, Countermeasures, and Implications », site de la FOI (Agence suédoise de recherche pour la défense), 2019, p. 78,

tout en soulignant que la menace reste très sérieuse et ne doit pas être prise à la légère dans la perspective d'une crise ou d'un conflit. Comme l'écrit Marc Chassillan peut ainsi parler d'un « *parapluie anti-aérien et A2/AD très dense formés par plusieurs systèmes congruents de capacité, de portée et de nature différentes en commençant par l'inoxydable ZSU-23-4, le Pantsir, le Tunguska, le BUR et la famille S300/400/450/500. Convenablement positionnée sur le terrain, bien coordonnée par un système C4ISR et possiblement aidée par des avions de guet aérien, cette panoplie ne laisse aucun trou*[497] ». Sans verser dans le *« threat inflationism »* évoqué par Michael Kofman, nombre d'études soulignent ainsi l'efficacité des systèmes russes de déni d'accès.

Les capacités « A2/AD » russes ont fait couler beaucoup d'encre au point que d'aucuns ont inventé toute une doctrine russe en la matière qui existe surtout dans la tête d'analystes américains et d'Européens qui reprennent leurs analyses. À l'instar d'ailleurs de la prétendue « doctrine Gerasimov » en matière de guerre de l'information, qui est une fiction occidentale forgée à partir de quelques concepts et modes opératoires russes. Tout d'abord, la notion de A2/AD est apparue *stricto sensu* dans le jargon de la communauté stratégique occidentale pour parler de la stratégie et des capacités de déni d'accès développées par la Chine[498] dans un contexte géographique bien différent de l'Europe orientale, avant d'être appliqué à la Russie. Comme l'écrit Michael Kofman, les Russes n'utilisent pas le terme A2/AD et traduisent celui-ci par la notion de « restriction et déni

---

http://www.foi.se/rest-api/report/FOI-R--4651--SE

[497] Marc Chassillan, « Le renouvellement de l'offre russe de systèmes terrestres », *op. cit*.

[498] Luis Simon, « Demystifying the A2/AD buzz », *War on the Rocks*, 4 janvier 2017, https://warontherocks.com/2017/01/demystifying-the-a2ad-buzz/

d'accès et de manœuvre » (*ogranicheniye i vospreshcheniye dostupa i manyuvra*[499]) ; Jyri Raitasalo rappelle lui que la Russie n'a même pas de stratégie A2/AD telle qu'on la décrit souvent[500]... Certes, la Russie a bien une forme de doctrine de déni d'accès mais, elle diffère de la conception occidentale du A2/AD ; il y a donc un problème de compréhension. Beaucoup d'Américains partent d'ailleurs du fait que la prétendue doctrine A2/AD russe viserait à prévenir toute intervention contre la Russie en cas de crise, dans une logique essentiellement dissuasive : grave erreur, puisque les « bulles A2/AD » déployées par Moscou ne sont pas conçues comme des barrages infranchissables, mais pour infliger de lourds dommages aux troupes de l'OTAN dont les Russes estiment qu'ils ne pourraient pas empêcher le passage en masse, seulement le retarder avec pour principal espoir une sortie de conflit rapide qui soit à leur avantage. Pour paraphraser Keir Giles et Mathieu Boulègue, qui ont démythifié la question des « bulles A2/AD » russes dans une étude[501] pour *Parameters* (journal académique de l'United States Army War College), c'est d'ailleurs la crainte de se retrouver face à des défenses russes supposément infranchissables, quand bien même elles ne le sont pas, qui pourrait dissuader l'OTAN d'intervenir dans une crise sur son flanc oriental,

[499] Michael Kofman, « It's time to talk about A2/AD : rethinking the Russian military challenge », *War on the Rocks*, 5 septembre 2019, https://warontherocks.com/2019/09/its-time-to-talk-about-a2-ad-rethinking-the-russian-military-challenge/

[500] Jyri Raitasalo, « Russia Does Not Have an A2/AD-strategy ! », *Defence and Intelligence Norway*, 24 octobre 2018, https://www.etterretningen.no/2018/10/24/russia-does-not-have-an-a2-ad-strategy/

[501] Keir Giles, Mathieu Boulègue, « Russia's A2/AD Capabilities : Real and Imagined », *Parameters* vol. 49, n° 1–2 Spring–Summer 2019, United States Army War College Publications, juillet 2019, https://publications.armywarcollege.edu/pubs/3701.pdf

par exemple dans les pays baltes.

Quoiqu'il en soit, malgré de nombreuses exagérations au sujet des capacités A2/AD russes et des erreurs d'interprétation concernant les doctrines et stratégies de la Moscou en la matière, la menace reste extrêmement sérieuse et elle sera encore renforcée par le déploiement de nouveaux systèmes de défense parmi lesquels le S-500. Les capacités de déni d'accès de la Russie d'un bout à l'autre de l'isthme entre la mer Noire et la mer Baltique devraient jouer un rôle majeur en cas de crise militaire en Europe, car elles renforcent sa crédibilité dans le rapport de forces. Bien que les « bulles A2/AD » russes ne soient pas infranchissables, elles infligeront aux forces de l'OTAN des dommages très sévères et réduiront l'avantage qu'elles sont quasi assurées d'obtenir au fur et à mesure de l'arrivée de renforts américains, dans l'hypothèse où ceux-ci ne seraient pas réduits pour faire face à la Chine en Asie-Pacifique.

### *La trouée de Suwalki, exemple de point stratégique exploitable par la Russie en cas de crise grave*

Nous avons vu que la Russie cherchait à développer des situations d'asymétrie pour réduire l'avantage des forces occidentales. Or, la géographie de l'Europe pourrait créer une telle situation en cas d'escalade des tensions ou de conflit même limité. À titre d'exemple, un point faible du théâtre européen capte l’attention des stratèges russes et de ceux de l’OTAN : la trouée de Suwalki. Les États baltes sont reliés à la Pologne et donc au reste de l’UE et de l’Alliance atlantique par ce corridor terrestre large d’environ 65 km : à l’est de ce passage étroit, la Biélorussie, militairement liée à la Russie dans le

cadre de l'OTSC et de partenariats de défense, et qui serait au mieux neutre en cas de conflit[502] , sinon du côté de Moscou ; à l'ouest, l'oblast russe de Kaliningrad, zone la plus militarisée d'Europe, qui fait l'objet d'un renforcement militaire continu depuis les années 2000 (15 000 à 30 000 soldats y seraient désormais positionnés). Le terrain, couvert de champs humides volontiers boueux, de forêts et de lacs, rend les déplacements difficiles dans la trouée de Suwalki, d'autant que la moitié de la trouée est constituée d'un massif vallonné ; plus à l'ouest ou au sud, des trésors naturels, la région des lacs de Mazurie, le parc national de la Biebrza et la forêt primaire de Bialowieza, gênent d'hypothétiques mouvements de troupe qui viendraient du reste de la Pologne. Seules deux autoroutes et une liaison ferroviaire qui seront vite la cible de bombardements russes permettent d'acheminer rapidement des troupes. Dans le cadre d'une opération militaire limitée aux pays Baltes, hypothèse de plus en plus crédible à la différence de celle d'un conflit d'ampleur continentale, les forces russes seraient largement en position de force et pourraient isoler les États baltes de leurs alliés sur une période longue.

La Russie a fait de l'enclave sur-militarisée de Kaliningrad une « bulle A2/AD » capable d'assurer un déni d'accès particulièrement efficace. Les missiles S-400

[502] Le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko ayant montré des signes de distanciation vis-à-vis de Moscou, la Biélorussie pourrait renoncer à suivre son grand voisin en cas de conflit et subir une invasion pour garantir le passage des troupes russes (à l'heure d'écrire ces lignes, la contestation anti-Lukashenko a cependant forcé ce dernier à se rapprocher de son homologue russe). Dans le cas d'un remplacement du régime de Lukashenko par une équipe dirigeante moins favorable au Kremlin, ce scénario d'invasion serait également plausible, mais ni l'opposition biélorusse ni ses leaders n'ont affiché d'orientation anti-Moscou, l'écrasante majorité de la population restant sur une ligne pro-russe à la différence de celles d'Ukraine ou de Géorgie.

qui y sont installés peuvent intercepter avions et hélicoptères ennemis sur un rayon couvrant une large partie de la Pologne et de la Lettonie, et de la Baltique jusqu'à l'île suédoise de Gotland. Des batteries côtières dotées de missiles supersoniques SSC-5 Bastion et de SSC-1 Sepal, d'une portée respective de 300 et de 450 km, rendent extrêmement compliquée toute intervention navale. Des missiles Iskander, des batteries d'artillerie et des équipements de guerre électronique présents dans l'enclave complètent ce dispositif qui s'est dangereusement renforcé ces dernières années. Si les forces de l'OTAN souhaitent répondre à une intervention russe dans un théâtre européen, elles seront confrontées à une résistance plus intense que tout ce à quoi ont été confrontées des forces occidentales depuis la Seconde Guerre mondiale.

Durant la Guerre froide, les forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie concentraient leur attention sur la trouée de Fulda en cas d'invasion soviétique. Une opération dans la trouée de Suwalki est semble-t-il plus envisageable aujourd'hui que ne l'était une invasion de la RFA à grande échelle (même en prenant en compte toute la littérature stratégique de la Guerre froide qui étudiait une telle hypothèse avec le plus grand sérieux), et surtout beaucoup plus aisée pour la Russie qu'une offensive dans celle de Fulda ne l'était pour l'Armée rouge. À Suwalki, les forces russes combineraient effet de surprise, supériorité écrasante dans l'attente de renforts du reste de l'OTAN, maîtrise du terrain, capacités de déni d'accès. Si les forces russes représentent une menace bien moins grave que celles que faisaient peser les immenses forces de l'Armée rouge situées sous la Guerre froide à deux étapes de tour de France de nos frontières, leur avantage dans le cadre d'une opération dans un lieu comme la trouée de Suwalki serait paradoxalement supérieur à celui qu'avait l'URSS dans la trouée de Fulda. Une étude de la

RAND Corporation[503] voyait les forces de l'OTAN perdre une opération dans les pays baltes face aux troupes russes qui atteindraient Tallinn et Riga en un maximum de 60 heures (ce dernier point est plausible), laissant l'Alliance face à un nombre limité d'options, toutes mauvaises, allant d'une désescalade humiliante permettant d'éviter le pire au prix de toute crédibilité, à un conflit majeur aux conséquences incalculables. Si de telles simulations sont généralement à prendre avec des pincettes, celle de la RAND a été jugée suffisamment sérieuse et étayée.

Sur le terrain, la trouée de Suwalki est depuis 2015 l'objet de simulations de combat en conditions réelles des deux côtés. Les forces de l'OTAN ont mené ces dernières années dans la trouée de Suwalki des exercices militaires (*war games*) internationaux, notamment à l'été 2017 où 1 500 soldats américains, britanniques, croates et lituaniens ont simulé une opération sur le terrain avec un matériel relativement limité ; la même année, l'exercice russo-biélorusse « Zapad 2017 » engageait des effectifs largement supérieurs avec plusieurs dizaines de milliers d'hommes. Depuis 2016, l'OTAN organise des rotations de forces mécanisées (4 500 combattants) entre Pologne et pays baltes, ce qui a un effet dissuasif mais ne pèserait pas lourd en cas de conflit dans la zone. Les forces du district militaire ouest russe pourraient quant à elles engager très rapidement 300 000 hommes et 450 chars opérationnels : la présence de soldats de l'OTAN que les Russes devraient combattre et vaincre sert surtout à faire grimper le risque d'une escalade militaire désastreuse et donc à réduire celui d'une agression russe. Dans une logique similaire, la présence de forces américaines près des marches

[503] David A. Shlapak, Michael Johnson, « Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank : Wargaming the Defense of the Baltics », RAND Corporation, 2016, https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR1253.html

européennes de la Russie s'inscrit aussi dans le cadre de la dissuasion nucléaire élargie des États-Unis, dans l'idée que les Russes n'oseraient jamais prendre le risque de tuer des soldats américains. Cependant, une réponse rapide des forces otaniennes (40 000 soldats théoriquement opérationnels) apparaît de moins en moins aisée au vu des dispositifs mis en place par la Russie et de sa capacité à envahir et défendre la trouée de Suwalki en un temps réduit. Ce corridor stratégique n'est pas en mesure de faire basculer l'issue d'une crise grave ou la conduite d'un potentiel conflit localisé, mais il fait partie des particularités géographiques capables d'influer fortement sur le cours d'une bataille s'il est mis à profit.

Face à un déséquilibre insurmontable en termes de rapport des forces sur le plan conventionnel (un déséquilibre que seul peut annuler le pouvoir égalisateur de l'arme nucléaire, dont l'emploi mettrait la Russie comme les pays membres de l'OTAN au même niveau de désolation), les armées russes ont largement travaillé la question de l'asymétrie au travers de l'exploitation des failles des forces de l'Alliance. La supériorité russe en matière de guerre électronique, les nouveaux missiles en service ou en voie de l'être au sein des forces russes et les capacités de déni d'accès de la Russie ne doivent pas être exagérées ; s'agissant de la stratégie et des systèmes A2/AD russes, ceux-ci sont souvent mal compris en plus d'être surestimés par une partie de la communauté stratégique occidentale. Les éléments qui précèdent ne sont pas non plus en capacité de faire basculer à eux seuls l'issue d'un conflit en Europe. Cependant, une utilisation habile de l'espace (par exemple, une occupation éclair de la trouée de Suwalki) couplée à l'aspect dissuasif des « bulles A2/AD » russes pourraient faire basculer l'issue

d'une crise en plaçant la Russie en position de force (amenant ses adversaires à une résolution de crise avantageuse pour la Russie), ou au contraire en lui donnant la dangereuse illusion qu'elle l'est (amenant les dirigeants russes à prendre une approche imprudente, voire des risques mal calculés). Surtout, les capacités russes dans les différents domaines cités, à commencer par les moyens de guerre électronique et les missiles nouvelle génération, pourraient chacune à leur échelle constituer des « surprises tactiques » pour les forces européennes et américaines sur un champ de bataille européen, des surprises qui ne pourront être que mauvaises.

# Chapitre 10

# La menace russe dans le cyberdomaine : illustrations, capacités et risques majeurs

La Russie est sans doute le pays que l'on associe le plus à la cyberguerre, notamment pour son implication supposée dans un grand nombre de cyberattaques. Disons le d'emblée : il est très difficile d'attribuer avec certitude une cyberattaque ou l'implantation d'un logiciel malveillant (*malware*). Il n'est généralement possible que d'émettre des soupçons, sur la base d'une signature numérique, d'un mode opératoire, d'un type de cible, etc. ; remonter jusqu'à la « source » s'avère souvent hasardeux puisque les *hackers* s'attellent à brouiller les pistes. Toutes les accusations pointant la responsabilité de groupes russes, proches du Kremlin ou non, dans des cyberattaques reposent donc sur des hypothèses ; la plupart d'entre elles, en tout cas celles qui ont été formulées par des États dont les relations avec la Russie sont tendues, sont en revanche très plausibles et laissent peu de place au doute. C'est le cas de toutes celles que nous allons lister ici. Si l'État russe ne revendique pas de cyberattaques, notons

également que Vladimir Poutine lui-même a évoqué le fait que certaines opérations aient pu être menées par des « patriotes russes » (ce qui semble être le cas dans certains cas) : il s'agit donc là d'une justification d'actes de cyberguerres servant les intérêts de la Russie. Au vu des expériences des 20 dernières années, que pouvons-nous déduire des capacités russes en matière de cyberguerre ?

## *Les cyberattaques probablement d'origine russe se multiplient depuis les années 2000*

La Russie est très probablement à l'origine du premier acte de cyberguerre de l'histoire (c'est-à-dire d'une cyberattaque menée par un État contre un autre État), subi par l'Estonie le 27 avril 2007 après que la ville de Tallinn ait décidé de retirer le mémorial soviétique du Soldat de bronze de Tõnismäe, cher à la minorité russe d'Estonie. Dans ce pays comptant parmi les plus numérisés de la planète (avec une administration et des services publics si digitalisés que l'on parle souvent « d'e-stonie »[504]), les citoyens ont vu leur quotidien impacté pendant plus de quinze jours. L'Estonie a fait les frais d'une vaste attaque par déni de service distribué. Ce type d'opérations vise à rendre indisponible un service en le « noyant » sous une inondation de requêtes, envoyées par un grand nombre de machines dispersées à divers endroits, jusqu'à excéder ses capacités. En l'occurrence, le groupe de *hackers* russes à l'origine de l'attaque a pris le contrôle de machines situées dans 60 pays (ces machines détournées sont qualifiées de

[504] Emmanuelle Ducros, « Bienvenue en «e-stonie», le premier État réel à l'administration 100% dématérialisée », *L'Opinion*, 5 juin 2017, https://www.lopinion.fr/edition/economie/bienvenue-en-e-stonie-premier-etat-reel-a-l-administration-100-128029

*botnets*) pour bombarder les sites de banques, médias, ministères et différents services publics. L'année suivante, deux semaines avant le déclenchement de la guerre avec la Géorgie, des *hackers* prorusses lançaient de premières cyberattaques contre ce pays avant de les poursuivre durant les quelques jours du conflit, mettant ainsi en œuvre le premier exemple historique de cyberguerre dans le cadre d'un conflit armé. Il semble que ces attaques aient été le fait de pirates, russes ou non, soutenant la Russie, non de l'armée ou des services secrets russes. Les opérations cyber contre la Géorgie se poursuivaient encore plus de 10 ans après : en février 2020, la Géorgie et plusieurs autres pays accusaient la Russie d'être derrière les cyberattaques massives qui avaient touché plus de 15 000 sites internet géorgiens fin 2019, dont ceux de la présidence, des tribunaux et de médias[505].

D'autres cyberattaques très probablement d'origine russe ont été médiatisées ces dernières années, l'attaque menée par les groupes de hackers « Fancy Bear » (lié au FSB) et « Cozy Bear » (lié au GRU) contre le Parti démocrate américain et le directeur de campagne d'Hillary Clinton ayant donné une autre dimension aux capacités cyber russes et aux craintes qui les entourent. Regardons par exemple les cyberattaques menées ces dernières années contre l'Ukraine et imputées à des groupes proches du pouvoir russe.

Le 27 juin 2017, l'Ukraine subit une attaque de grande ampleur *via* un virus, « NotPetya », visiblement propagé par un groupe de pirates russes (beaucoup pensent au groupe « Telebot »). Banques et distributeurs de billets, supermarchés, stations-services sont mis à l'arrêt, le métro

[505] La Géorgie et ses alliés occidentaux accusent la Russie de cyber-attaques, Le Figaro, 20 février 2020, https://www.lefigaro.fr/international/la-georgie-et-ses-allies-occidentaux-accusent-la-russie-de-cyber-attaques-20200220

de Kiev n'accepte plus les cartes bancaires pour acheter des billets, 10% des ordinateurs des entreprises du pays sont détruits… l'attaque coûte en moins d'une journée plus d'un demi-point de PIB à l'Ukraine. En France, même le premier confinement du printemps 2020 n'a pas infligé de tel dommage à l'économie en un seul jour. Au niveau mondial, les dégâts de ce que beaucoup considèrent comme la cyberattaque la plus destructrice de l'histoire[506] se chiffrent à 10 milliards de dollars ; en France, l'entreprise Saint-Gobain, particulièrement touchée subit des pertes de 250 millions d'euros sur ses ventes et de 80 millions sur son résultat d'exploitation[507]. L'Ukraine, frappée la première, l'a également été le plus durement. D'autres attaques probablement d'origine russe ont frappé le pays depuis la révolution ukrainienne. En 2014, l'Ukraine avait été attaquée en pleine élection présidentielle. Une anecdote en dit long sur le rôle des médias prorusses dans la guerre hybride : alors que des pirates avaient annoncé la fausse victoire du candidat ultranationaliste Dmytro Iaroch sur une page du site de la Commission électorale ukrainienne, rendue inaccessible aux internautes, les médias russes relaient cette fausse information à laquelle ils ne sont pas censés avoir accès au même titre que les autres internautes, prouvant leur implication dans l'opération.

Un an plus tard, à la veille des élections locales d'octobre, le principal groupe médiatique ukrainien,

---

[506] Andy Greenberg, « The Untold Story of NotPetya, the Most Devastating Cyberattack in History », *Wired*, 22 août 2018, https://www.wired.com/story/notpetya-cyberattack-ukraine-russia-code-crashed-the-world/

[507] Maryse Gros, « Saint-Gobain évalue à 250 M€ les dégâts liés à l'attaque NotPetya », *Le Monde informatique*, 1er août 2017, https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-saint-gobain-evalue-a-250-meteuro-les-degats-lies-a-l-attaque-notpetya-68955.html

*Starlight Media*, et la chaîne de télévision *TRK* subissent d'importants dégâts lors d'une nouvelle attaque. Comme le note le journal *Le Monde*[508], le procédé est « étrangement similaire » à celui observé lors de l'attaque contre les locaux parisiens de la chaîne *TV5 Monde* quelques mois plus tard. L'attaque avait été revendiquée par « Cybercaliphate », un groupe se réclamant de l'État islamique, mais l'enquête s'est vite orientée[509] vers un groupe lié au Kremlin comme « Fancy Bear ». Autre exemple : peu avant Noël 2015, des dizaines de milliers de logements et locaux d'entreprises en Ukraine, soit 230 000 personnes, sont plongés dans le noir par une cyberattaque dont le procédé se répète en décembre de l'année suivante, coupant l'électricité dans plusieurs zones de Kiev. Le même mois, tous les ordinateurs du ministère des Finances avaient été détruits, faisant courir, selon un expert en cybersécurité interrogé par *Le Monde*, le risque « que les fonctionnaires ne reçoivent pas leur salaire, que les retraités ne touchent pas leur pension[510] ». D'autres cyberattaques servent des objectifs directement militaires. Ainsi, le 22 janvier 2019, un groupe de hackers sans doute liés à la République populaire de Lougansk a-t-il mené une opération de *spear-phishing* (hameçonnage ciblé) contre des membres du Gouvernement et des forces armées d'Ukraine. L'opération a permis de mettre la main sur des données très sensibles liées au conflit, témoignant

[508] Martin Untersinger, « L'Ukraine, cible préférée des hackeurs russes », *Le Monde* 4 avril 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/04/l-ukraine-cible-preferee-des-hackeurs-russes_5445462_3210.html

[509] « Cyberattaque de TV5MONDE : des pirates informatiques russes aux commandes ? », *TV5 Monde*, 9 juin 2015, https://information.tv5monde.com/info/cyberattaque-de-tv5monde-s-agirait-il-de-pirates-informatiques-russes-37691

[510] Martin Untersinger, « L'Ukraine, cible préférée des hackeurs russes », *op. cit.*

de la capacité d'une entité sécessionniste prorusse comme la pseudo-République de Lougansk à mener des actes de cyberguerre (on parle bien d'une action militaire) dangereux, ou bien du soutien de Moscou à de tels actes s'il s'avère que des Russes ont aidé à l'opération ou l'ont menée. L'Ukraine est à la fois une cible particulière du Kremlin, dans le cadre de sa guerre hybride couplée à un soutien armé aux sécessionnistes de l'Est du pays, un laboratoire pour l'expérimentation de nouvelles attaques pouvant être réitérées dans d'autres pays à une échelle bien plus large, et une arrière-cour pour prouver au monde la puissance de frappe numérique de la Russie.

Il faut cependant prendre en compte un paramètre souvent oublié lorsque l'on désigne « la Russie » comme responsable de telle ou telle opération dans le cyberdomaine : comme souvent dans le régime dirigé par Poutine et ses réseaux, la population russe est l'une des premières « cibles » de l'activisme numérique du Kremlin. La volonté du pouvoir russe de contrôler un « internet indépendant » et de limiter la liberté du net russe et ses interactions avec le monde extérieur (sauf s'agissant de celles qui poursuivent les buts stratégiques de Moscou) n'est un secret pour personne. En revanche, des « fuites » permettent de saisir l'ampleur des desseins élaborés par le renseignement russe pour renforcer le contrôle et l'autorité du pouvoir sur l'ensemble de la société russe. En juillet 2019, un groupe de *hackers* baptisé 0v1ru$ réussissait à pirater le serveur Active Directory de l'entreprise SyTech, prestataire du FSB, soutirant 7,5 téraoctets de données sensibles sur l'ensemble du réseau informatique de la société. Les hackers d'0v1ru$ ont partagé leur butin avec un autre groupe, Digital Revolution, qui a fait fuiter sur la toile des projets développés par SyTech pour le compte de l'unité 71330 du FSB depuis 2009. Parmi ces projets

inquiétants[511], citons Tax-3, censé organiser un réseau intranet isolé pour stocker des informations sensibles sur des juges, politiciens et institutions ; Nautilus et Nautilus-S, visant respectivement à collecter les données d'utilisateurs des réseaux sociaux et à casser l'anonymat des utilisateurs de Tor (certes, les géants américains et chinois du numérique ne font pas bien mieux…) ; ou encore Hope, dont le but est d'analyser l'écosystème de l'internet russe et les connexions de la population aux réseaux étrangers.

Revenons à la menace que représente l'arsenal cyber russe et à la stratégie de Moscou dans le cyberespace. Des études récentes montrent que le danger est pire que prévu. Une entreprise de cybersécurité basée à Moscou, Kaspersky[512], a ainsi établi en 2019 la cohérence et la profondeur des liens entre plusieurs des groupes de *hackers* russes qui se sont fait le plus remarquer ces dernières années. Il apparaît que GreyEnergy (issu de BlackEnergy, qui s'était illustré en piratant une centrale électrique ukrainienne en 2015 comme vu plus haut) et Fancy Bear (aussi appelé APT 28 ou Sofacy, et soupçonné d'avoir piraté le Parti démocrate américain en 2016), partagent des équipements communs comme un serveur utilisé lors d'attaques en juin 2018 où les deux groupes ont coopéré. L'étude de Kaspersky confirme aussi les conclusions de la société slovaque ESET qui établissait un

---

[511] Grégoire Huvelin, « Une fuite de données du FSB révèle les projets de cyberattaques des services de renseignement russes », *Cyberguerre* (magazine en ligne édité par Numerama), 24 juillet 2019, https://cyberguerre.numerama.com/1601-piratage-du-fsb-sur-quels-projets-travaillent-les-services-de-renseignement-russes.html

[512] « GreyEnergy's overlap with Zebrocy », Kaspersky ICS Cert, 24 janvier 2019, https://ics-cert.kaspersky.com/reports/2019/01/24/greyenergys-overlap-with-zebrocy/

lien entre GreyEnergy et Telebot (Telebot étant potentiellement à l'origine de NotPetya). Le fait que ces groupes de pirates russes entrés dans l'histoire du cyberdomaine par leurs coups d'éclat partagent tant laisse supposer qu'ils s'intègrent à un cyber-arsenal russe bien plus puissant, étendu et coordonné que l'on pouvait l'imaginer jusqu'ici.

Les cyberattaques imputées de manière crédible à la Russie continuent d'émailler l'actualité. En octobre 2018, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et les Pays-Bas accusaient le GRU d'être derrière des cyberattaques « de haut niveau » perpétrées sur leur territoire[513]. Les Néerlandais avaient notamment intercepté en avril une tentative de piratage du siège de l'OIAC par de probables espions russes, dans le contexte d'un nouveau scandale autour de l'utilisation supposée d'armes chimiques par le régime de Bachar el-Assad qui avait conduit Paris, Londres et Washington à frapper des sites syriens. En mai 2020, Angela Merkel affirmait publiquement avoir des preuves d'une cyberattaque russe à son encontre[514], en référence au piratage du Bundestag de 2015, attribué au GRU. Les groupes liés au renseignement russe « APT29 » et « Cozy Bear » auraient été aussi à l'origine des cyberattaques contre des centres de recherche travaillant sur l'élaboration d'un vaccin contre le Covid-19[515], au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis[516].

---

[513] « Le Kremlin accusé d'avoir multiplié les cyberattaques de haut niveau », *L'Usine nouvelle*, 5 octobre 2018, https://www.usinenouvelle.com/article/le-kremlin-accuse-d-avoir-multiplie-les-cyberattaques.N751544

[514] « Allemagne: Merkel dit avoir des «preuves» de tentatives de piratage russe contre elle », *Le Figaro*, 13 mai 2020, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/merkel-dit-avoir-des-preuves-de-tentatives-de-piratage-russe-contre-elle-20200513

[515] Apolline Lacroix, « Covid-19 : la Russie accusée de pirater les recherches sur les vaccins », *La Croix*, 17 juillet 2020,

Vu le degré de préparation qu'exige une telle opération, on peut d'ailleurs supposer que les renseignements russes ont décidé de sa mise en œuvre tôt au cours de la pandémie. Toujours au cours de la riche année 2020, des pirates liés aux services secrets russes ont probablement été à l'origine des cyberattaques contre le Parlement norvégien[517] (le *Storting*), et « très certainement » à l'origine des cyberattaques « massives » contre les Etats-Unis en décembre[518]. Ce dernier épisode est riche en enseignements. Les *hackers* (liés selon le renseignement américain au groupe russe « Cozy Bear », lui-même soutenu par les services russes de renseignement extérieur, le SVR) auraient d'abord compromis le système de mise à jour du logiciel Orion développé par l'entreprise texane SolarWinds, spécialisée dans les *softwares* de gestion des systèmes, réseaux et infrastructures informatiques, et percé les défenses de Microsoft et VMware. Sur 300 000 clients de SolarWinds, 18 000 entreprises et institutions. Parmi celles-ci, figuraient les Départements (ministères) américains de la Défense, de la Sécurité intérieure, d'État (Affaires étrangères), de l'Énergie, de l'Agriculture, du Commerce et du Trésor, ainsi que les National Institutes of Health, et plusieurs grandes entreprises comme Cisco,

---

https://www.la-croix.com/Monde/Covid-19-Russie-accusee-pirater-recherches-vaccins-2020-07-17-1201105382

[516] Chloé Goudenhooft, « Coronavirus : Londres accuse la Russie après une cyberattaque massive », *RFI*, 19 juillet 2020, https://www.rfi.fr/fr/europe/20200719-coronavirus-londres-accuse-russie-apr%C3%A8s-cyberattaque-massive

[517] « Norway's Intelligence Service says Russian groups 'likely' behind Parliament cyber attack », *Euronews*, 8 décembre 2020, https://www.euronews.com/2020/12/08/norway-s-intelligence-service-says-russian-groups-likely-behind-parliament-cyber-attack

[518] Hannah Murphy, « US agencies say Russia was likely behind massive cyber attack », *Financial Times*, 6 janvier 2021, https://www.ft.com/content/e61325da-a0ae-47fe-99bf-b10f61b2658f

Cox Communications, FireEye ou Equifax, en sus de Microsoft et SolarWinds. Un avant-goût de futures attaques de très grande ampleur ?

Il arrive sinon que la hantise des *hackers* russes entraîne la publication de fausses informations à ce sujet. L'exemple suivant est probablement le plus connu. Le 30 décembre 2016, une compagnie électrique du Vermont, aux USA, annonçait avoir découvert dans son système informatique un *malware* lié à une opération cyber russe. Dans un article viral[519], le *Washington Post* a évoqué un piratage touchant le réseau électrique américain, déclenchant une vague de réactions mal informées. En moins de deux jours, l'affaire se dégonflait : les ordinateurs piratés n'étaient pas reliés au réseau électrique américain, et on ne recensait pas d'attaque contre celui-ci. Cette anecdote est parfois ressortie lorsque des cyberattaques sont attribuées à la Russie, pour décrédibiliser ces accusations en les présentant comme des mensonges ou des fantasmes animés par une paranoïa russophobe. Or, l'affaire a été démentie en un temps record et est toujours présentée comme un cas d'école d'erreur médiatique sur le sujet. Le réseau électrique américain a d'ailleurs semble-t-il fini par faire l'objet d'une véritable pénétration par des *hackers*. En mars 2018, le Département américain de la Défense annonçait que le groupe « Dragonfly », très probablement animé depuis la Russie, avait infiltré à plusieurs reprises des réseaux d'énergie aux États-Unis et était en capacité de « couper »

[519] Juliet Eilperin, Adam Entous « Russian operation hacked a Vermont utility, showing risk to U.S. electrical grid security, officials say », *The Washington Post*, 31 décembre 2016, https://www.washingtonpost.com/world/national-security/russian-hackers-penetrated-us-electricity-grid-through-a-utility-in-vermont/2016/12/30/8fc90cc4-ceec-11e6-b8a2-8c2a61b0436f_story.html?hpid=hp_hp-top-table-main_electrichack-810pm%3Ahomepage%2Fstory

à distance plusieurs centrales électriques. L'année précédente, plusieurs articles révélaient que des hackers, agissant eux aussi probablement depuis la Russie[520], avaient pénétré des réseaux énergétiques au Royaume-Uni le jour des élections législatives de 2017. Il a été avancé par la suite que ces infiltrations dans le réseau britannique étaient probablement elles aussi le fait du groupe russe « Dragonfly »[521]. Y a-t-il un risque de voir advenir chez nous une situation analogue à celle observée en Ukraine en 2015 ?

*Jusqu'où pourrait aller la menace cyber russe en cas de crise ou de conflit ?*

Lors d'une audition au Sénat en octobre 2018, le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), Guillaume Poupard. *« En matière de sabotage, l'avantage est clairement à l'attaque. Cibler certains systèmes se prépare, parfois pendant des mois. Nous avons détecté des cas très inquiétants dans l'année écoulée, notamment une tentative d'intrusion de systèmes de cartographie liés au secteur de l'énergie, qui n'avait qu'un but : la préparation d'actions violentes futures. Imaginez les conséquences sur le fonctionnement d'un pays d'une attaque sur les réseaux de*

[520] Robert Mendick, Cara McGoogan, Ben Farmer, « Russians hacked energy companies on election day, GCHQ claims », *The Telegraph*, 18 juillet 2017, https://www.telegraph.co.uk/news/2017/07/18/russians-hacked-energy-companies-election-day-gchq-claims/

[521] Zach Boren, « Dragonfly : How Britain's energy sector was hacked », Unearthed (Greenpeace), 11 juin 2018, https://unearthed.greenpeace.org/2018/06/11/dragonfly-uk-energy-hacker-cybersecurity/

*distribution d'énergie. Ne nous leurrons pas, tel est l'objectif d'un certain nombre d'équipes, de pays, d'armées, pour anticiper les conflits de demain et être prêts à agir si l'ordre leur en est donné*[522] *»*. En 2018, un *malware* était découvert dans une ferme éolienne française, et attribué après enquête à un groupe russe lié au Kremlin comme « Cozy Bear » ; le but des pirates : *« s'enfoncer en profondeur dans le réseau de distribution électrique géré par Enedis pour y déposer des implants dormants. Une fois installé, ce code informatique [devait] permettre aux assaillants de prendre le contrôle le moment voulu et de créer un black-out si l'ordre leur en [était] donné*[523] *»*. Il apparaît que le *malware* implanté dans le réseau français était du même type que celui utilisé en Ukraine en 2015[524] pour couper l'électricité à des dizaines de milliers de logements et bureaux.

L'agressivité de la Russie dans le cyberdomaine n'est plus à démontrer, ses capacités de nuisance dans de petites et moyennes opérations non plus (la capacité du pays à mener des actions massives étant difficile à évaluer, bien que les exemples d'opérations en Estonie, Ukraine et aux Etats-Unis offrent un début d'aperçu). Mais la Russie engagera-t-elle de telles opérations en cas de montée des tensions ? Lorsque l'on agite la menace d'une cyberguerre,

---

[522] Projet de loi de finances pour 2019 - Audition conjointe de Mme Claire Landais, secrétaire générale du SGDSN, et de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI, site du Sénat français, 1er octobre 2018, http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20181001/etr.html#toc8

[523] Emmanuel Paquette, « Entre Moscou et Paris, la cyberguerre est déclarée », *L'Express*, 23 juin 2020, https://lentreprise.lexpress.fr/high-tech-innovation/entre-moscou-et-paris-la-cyberguerre-est-declaree_2128786.html

[524] Alice Vitard, « Face aux cyberattaques russes, la France refuse de passer à l'offensive », *L'Usine digitale*, 24 juin 2020, https://www.usine-digitale.fr/article/face-aux-cyberattaques-russes-la-france-refuse-de-passer-a-l-offensive.N978896

il faut conserver quelques éléments à l'esprit. Par exemple, l'importance des « effets de bord » liés à toute attaque informatique. Lorsque les Américains (très probablement responsables de l'opération, en lien sans doute avec le renseignement israélien) ont tenté de plomber le programme nucléaire de Téhéran en infiltrant le virus Stuxnet dans les centrifugeuses iraniennes, ce *malware* pourtant brillamment élaboré ne s'est pas comporté comme l'espéraient ses créateurs. Alors que le travail de Stuxnet était terminé, celui-ci s'est propagé en-dehors de l'Iran en infectant des dizaines de milliers d'ordinateurs. On imagine mal les conséquences d'une attaque informatique à très grande échelle sur un pays comme les États-Unis, ou même la France, dans un monde relié par les NTIC. On imagine encore moins ce que seraient les risques de rétorsion économique. Pour un agresseur potentiel comme la Russie, ce serait un véritable retour de bâton.

De plus, pour mettre un pays à genoux par une cyberattaque, il faut miner son infrastructure numérique de milliers de « bombes logiques » à retardement, à déclencher à distance. Mais infiltrer l'ensemble des systèmes d'information critiques d'un pays demande un investissement gigantesque, avec des moyens très coûteux, rien qu'en renseignement, sachant que les risques de se faire repérer sont importants. Passer à l'action, toujours dans la clandestinité, serait encore plus délicat. Ajoutons encore qu'une arme numérique ne sert, dans la plupart des cas, qu'une seule fois, car elle est directement liée à une vulnérabilité logicielle inconnue que l'on ne finit par vraiment connaître qu'au cours d'une attaque. Pour affaiblir pour de bon l'ennemi avec des armes à un coup, il convient de dégager des moyens en conséquence : en pleine guerre, un tel investissement pour des résultats qui ne seront pas forcément à la hauteur de l'effort consenti ne semble pas être un choix très pertinent. À propos de

résultats, on voit pour le moment que ceux-ci sont extrêmement divers. Dans le secteur économique où ont lieu la plupart des attaques, les estimations de pertes annuelles sont extrêmement variées. Entre États, l'emploi de cyberarmes est surtout lié à la diplomatie coercitive ; là encore, les résultats restent discutables, comme le montre l'échec de l'opération Olympic Games lancée par les États-Unis pour dissuader l'Iran de mener son programme de modernisation militaire. En fin de compte, Washington avait à l'époque réussi à faire empirer la situation et à justifier la politique de Téhéran qui a pu invoquer le besoin de se défendre, exactement l'inverse de ce qui était recherché.

En cas d'escalade entre la Russie et des pays de l'OTAN en Europe, le risque de cyberattaque massive de la part de la Russie (par exemple contre l'Estonie) apparaît malgré tout élevé. Côté russe, le choix de lancer une telle opération peut sembler être un calcul raisonnable pour différentes raisons. Il est peu probable que la Russie puisse lancer une cyberattaque de très grande ampleur contre les États-Unis, à la fois parce que ces derniers ont déjà averti qu'ils s'autoriseraient tous types de riposte, y compris une riposte conventionnelle, en cas de cyberattaque menée par un autre État[525], et parce qu'ils sont en capacité d'infliger à la Russie des dégâts au moins aussi considérables que ceux qu'ils pourraient subir en cas d'attaque russe. Cependant, la Russie pourrait bien engager une attaque massive contre un ou plusieurs États européens ayant une moindre capacité de dissuasion, avec des dommages potentiellement très lourds. Le Vieux

[525] Christian Malis, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2014, p. 165.

Continent est mal préparé à un tel risque, y compris la France.

# Chapitre 11

# La Russie et l'arme nucléaire : capacités, enjeux stratégiques, doctrine et réalité de la menace

Une éventuelle surprise stratégique impliquant la Russie se fera presque certainement à l'ombre du nucléaire. La puissance nucléaire russe est à la fois terrifiante et paradoxalement rassurante. Terrifiante, parce que la Russie maintient une forme d'équilibre de la terreur face aux États-Unis avec lesquels elle totalise toujours l'écrasante majorité du stock d'armes nucléaires de la planète, bien que les deux pays aient massivement réduit leurs arsenaux depuis la fin de la Guerre froide. Terrifiante aussi parce que de nombreuses zones d'ombres subsistent concernant l'arsenal et les capacités nucléaires russes, et surtout leurs conditions d'emplois. Ce flou qui entoure la dissuasion nucléaire russe nourrit plusieurs mythes véhiculés dans les médias, mais aussi parfois au sein de la communauté stratégique (universitaires, militaires, *think tanks*) des pays occidentaux ; nous essaierons ici de déconstruire ces mythes sur la base des faits.

La puissance nucléaire russe est paradoxalement « rassurante » du fait de son potentiel destructeur –

probablement le plus vaste au monde. La Russie est en mesure d'infliger des dommages apocalyptiques à l'ensemble des États membres de l'OTAN, laquelle compte trois puissances atomiques capables d'infliger à la Russie des dommages conjoints pires encore : une telle perspective réduit donc les risques d'un affrontement entre forces russes et occidentales. L'argument de la dissuasion nucléaire est d'ailleurs le plus évident et le plus couramment utilisé pour minimiser la possibilité d'un conflit majeur contre la Russie. N'est-ce pas la perspective de la destruction mutuelle assurée qui aurait empêché que la Guerre froide n'évolue en conflit chaud avec une guerre entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie sur le rideau de fer, dans des conditions qui étaient cependant très différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui ? En réalité, les conditions d'emploi de l'arme nucléaire en Russie comme dans les autres pays avec lesquels elle pourrait se retrouver en guerre reposent sur un seuil nucléaire suffisamment élevé pour permettre des affrontements conventionnels de haute intensité jusqu'à un certain niveau. La dissuasion nucléaire de Moscou et celle de ses adversaires potentiels n'éliminent pas tout risque de conflit ouvert, loin de là. Aujourd'hui, la dissuasion nucléaire profite à d'autres formes de conflictualité plus diffuses, y compris entre puissances nucléaires ou alliées à de telles puissances via des guerres par procuration. Demain, des affrontements majeurs pourraient se jouer sous la voûte nucléaire jusqu'à un certain niveau.

Dans un « troisième âge nucléaire » où la menace atomique est revenue à un niveau jamais atteint depuis des décennies, qu'en est-il du risque de voir un conflit majeur contre la Russie atteindre le stade nucléaire ? Ce risque reste difficile à évaluer car il se heurte à de nombreuses inconnues au niveau de l'arsenal et de la doctrine nucléaire russes, car ceux-ci sont très particuliers.

En France, l'arme nucléaire est à la fois la pierre

angulaire de notre défense nationale, un des piliers de notre indépendance comme de notre rang à l'international, un démultiplicateur de puissance, et « l'assurance-vie du pays » protégeant nos intérêts vitaux. Arme d'ultime recours, elle est l'ultime rempart qui nous préserve théoriquement de toute menace existentielle en en faisant planer une sur nos ennemis potentiels. L'acquisition par notre pays du feu nucléaire a été l'un des principaux choix politiques de notre histoire récente, entre le traumatisme de la victoire sanglante de 1918 et celui de la défaite écrasante de 1940, notre quête d'indépendance face à Washington et Moscou et celle de préserver un levier de puissance et de grandeur nationale face à notre déclin sur la scène mondiale. Aujourd'hui encore, nous considérons l'arme nucléaire comme une arme à part, une arme politique – la France est d'ailleurs le seul pays du monde dont l'actuel système politique ait été déterminé en partie par le feu nucléaire. Et pas uniquement parce que la capacité de dissuasion nous offre un pouvoir égalisateur face à nos adversaires (notre principe de « stricte suffisance », à savoir la conservation d'un arsenal calibré pour assurer la crédibilité de notre dissuasion, se double de celui de la dissuasion « du faible au fort », c'est-à-dire la capacité de tenir tête à un pays bien plus puissant) comme auprès de nos alliés (notre dissuasion indépendante nous confère un statut que n'a pas un proche partenaire comme l'Allemagne, plus puissante que nous sur de nombreux points). Nous voyons l'arme nucléaire comme une arme politique parce que c'est pour nous une arme de non-emploi qui ne serait engagée que dans une situation où la survie de la Nation ou du moins ses intérêts vitaux seraient en jeu.

La Russie a quant à elle une conception très différente de l'arme nucléaire. Voici quelle est l'étendue de la puissance russe dans le domaine de l'atome, sa doctrine, les enjeux stratégiques et la réalité de la menace qui y sont

liés.

### *L'arme nucléaire, « vecteur identitaire » pour Moscou et dernier lien avec son ancien statut de superpuissance*

Pour la Russie, l'arme nucléaire est devenue un « vecteur identitaire[526] », l'un des seuls liens avec la puissance soviétique et un élément de légitimité. Dès la présidence de Boris Eltsine, alors que ses dépenses militaires s'effondraient au même rythme que la qualité de ses forces conventionnelles (l'effort de défense est passé de 7% du PIB en 1990 à 2% à la fin de la décennie[527]), la Russie a maintenu un effort soutenu dans le domaine nucléaire. Un choix politique qui n'avait rien d'évident : Moscou a donné la priorité au maintien de capacités nucléaires à parité avec Washington, qui n'était supposément plus un adversaire stratégique avec la fin de la Guerre froide, plutôt qu'à l'entretien de forces conventionnelles qui correspondaient bien plus aux menaces envers la sécurité de la Russie (séparatisme, terrorisme, risques de délitement de l'État).

De fait, si la puissance militaire de la Russie n'est aujourd'hui pas plus comparable à celle de l'ancienne URSS qu'à celle des États-Unis, ses capacités nucléaires restent celles d'une superpuissance. L'arme nucléaire confère, on l'a dit, un pouvoir égalisateur à la France dans un monde où son poids s'est réduit ; l'immensité et

---

[526] Jean Géronimo, préface de Jacques Sapir, *La pensée stratégique russe, guerre tiède sur l'échiquier eurasien*, Alfortville, éditions SIGEST, coll. « Vie politique », 2012, p. 57.

[527] Jean-Sylvestre Mongrenier, *La Russie menace-t-elle l'Occident ?*, Paris, Choiseul, 2009, p. 131-132.

l'excellence technologique de son arsenal nucléaire offrent de même à la Russie un pouvoir égalisateur face aux États-Unis. La Russie et les États-Unis totalisent toujours 90% des arsenaux nucléaires de la planète (début 2020, la première alignait 1 572 armes stratégiques déployées et 2 740 têtes en réserve, pour un inventaire total de 6732 têtes nucléaires utilisables ; les seconds alignaient respectivement 1 600 armes stratégiques déployées et 2 050 têtes en réserve pour un inventaire total de 5 800 têtes utilisables[528]). Les États-Unis et la Russie sont globalement à parité s'agissant des armes stratégiques. Mais la Russie distancie largement les États-Unis s'agissant des armes nucléaires tactiques. La Russie en alignerait 1830, contre 230 pour les USA[529]. Il convient de noter qu'à la différence des arsenaux stratégiques, les arsenaux tactiques russes font l'objet d'une large opacité faute de traités de contrôle et réduction des armements tactiques.

Une idée dominante dans la littérature stratégique occidentale, venue des États-Unis, veut que la Russie disposerait parmi son arsenal tactique de têtes nucléaires de faible puissance qu'elle serait prête à utiliser dans deux objectifs en cas de conflit. Premier objectif, infliger grâce à ces armes de lourds dommages aux forces de l'OTAN sans que celles-ci puissent riposter par des armes nucléaires stratégiques, puisque les conditions d'emploi définies par leurs doctrines nucléaires ne seraient pas réunies. Second objectif, amener l'OTAN à mettre rapidement fin au conflit dans des conditions favorables à

---

[528] Hans M. Kristensen, Matt Korda, « Status of World Nuclear Forces », *Federation of American Scientists*, février 2020, https://fas.org/issues/nuclear-weapons/status-world-nuclear-forces/

[529] Hans M. Kristensen, Matt Korda, « Tactical nuclear weapons, 2019 », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 75:5, p. 252-261, https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/00963402.2019.1654273

la Russie devant le risque d'une escalade nucléaire apocalyptique, dans le cadre d'une supposée doctrine de « désescalade par l'escalade ». Nous verrons que cette affirmation extrêmement répandue doit être remise en cause.

### *Une puissance nucléaire russe désormais supérieure à celle des États-Unis ?*

Toute puissance nucléaire est obsédée par la crédibilité de sa capacité de dissuasion, et la Russie n'échappe pas à cette règle. Mais pour Moscou, cette nécessité se double d'une obsession de maintenir sa crédibilité en tant que superpuissance nucléaire capable de maintenir la parité stratégique avec Washington et de ne pas être reléguée à un second rang. Si les capacités nucléaires russes sont parfois exagérées par des officiels russes comme américains, il apparaît que la Russie a su conserver son rang vis-à-vis de l'Amérique dans ce domaine. La Russie a très largement réussi la modernisation de son arsenal nucléaire, pour l'heure mieux que les États-Unis, malgré quelques retards dans la livraison des SNLE (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) de classe Boreï dont les premiers exemplaires sont entrés en service en 2020, et des reports ou révisions de projets exigeants (missile de croisière stratégique à propulsion nucléaire 9M730 Burevestnik, auquel serait lié l'accident de Nyonoksa d'août 2019, nouveaux ICBM (missiles balistiques intercontinentaux) RS-26 Rubezh, projet suspendu d'ICBM sur rail de type Barguzin).

L'industrie de la défense russe est en voie de finalisation de l'une des armes de nouvelle génération dévoilées par Poutine en mars 2018, le RS-28 Sarmat, un

ICBM ensilé (lancé depuis un silo terrestre) qui pourra couvrir au moins 18 000 km à vitesse éclair et porter 10 têtes nucléaires de très haute puissance. Fin 2019, la Russie a mis en service le fameux planeur (missile) hypersonique Avangard, qui a tant fait parler de lui (au point que certains articles en quête d'audience ont affirmé qu'ils permettraient à Vladimir Poutine de « dominer le monde »). Les missiles Avangard peuvent atteindre une vitesse allant de Mach 20 à Mach 27, c'est-à-dire plus de 33 000 km/h, bouleversant ainsi la donne en matière de dissuasion nucléaire. En guise de comparaison, nos missiles mer-sol balistiques stratégiques M51, qui seraient tirés depuis nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins en ultime recours, peuvent atteindre une vitesse équivalente à Mach 15 (18 522 km/h) sur 9 000 km de distance, chaque M51 pouvant contenir dans son ogive 10 têtes nucléaires autonomes. S'il est probable que les États-Unis et la Chine, rattraperont leur retard dans le domaine hypersonique, Moscou y a clairement pris l'ascendant. La Russie devrait produire des Avangard en série à partir de 2021 et chercher à conserver son avantage technologique en misant sur l'innovation.

La Russie va également mettre en service dans les prochaines années des sous-marins capables de lancer la torpille nucléaire intercontinentale autonome Status-6 Poséidon, laquelle pourrait parcourir des milliers de kilomètres en autonomie avant de déclencher une explosion nucléaire de très forte puissance près des côtes pour provoquer un gigantesque tsunami. Unique au monde, cette arme proprement apocalyptique ciblerait notamment les États-Unis, en menaçant les grands centres côtiers comme New York ou Los Angeles ainsi que les bases navales américaines ; elle serait infiniment plus difficile à détecter et intercepter que des missiles aériens, avec le risque pour les États-Unis de subir d'immenses dégâts avant d'activer leur riposte (aucune défense n'arrête

un tsunami radioactif de 500 mètres de hauteur...). Du côté de la composante aérienne de sa dissuasion nucléaire, elle poursuit la modernisation de ses bombardiers stratégiques Tu-160M et Tu-95MS, qui seront désormais équipés du missile de croisière thermonucléaire Kh-102, auxquels vont s'ajouter les nouveaux bombardiers Tu-160M2, réputés pour leur furtivité.

Du côté terrestre, les forces russes vont renouer avec l'artillerie nucléaire, conçue à l'époque soviétique pour un emploi sur le champ de bataille : il s'agit d'un véritable tournant dans la perspective d'un potentiel conflit armé. Les forces terrestres vont être équipées dans la première moitié de la décennie d'obusiers auto-tractés 2S7M Malka et de 2S4 Tiulpan modernisés, qui pourront chacun tirer des obus nucléaires. Il s'agit potentiellement d'armes d'emploi qui pourraient viser à renverser la situation sur le champ de bataille en tirant des explosifs nucléaires : soit des têtes de faible puissance dont il n'est pas sûr qu'elles existent ailleurs que dans la tête d'analystes du Pentagone, soit des têtes nucléaires tactiques « classiques », dont l'existence est prouvée. Avec la fin du traité sur les forces nucléaires intermédiaires dont nous parlerons plus loin, la Russie devrait également déployer sur des lanceurs mobiles terrestres Iskander les missiles 9M729 qu'elle est soupçonnée d'avoir développé en violation du défunt traité.

Moscou a largement réussi la modernisation, encore incomplète, de son arsenal et de ses capacités nucléaires, et maintient la parité stratégique avec Washington. Avec le développement des nouvelles armes de destruction massive évoquées plus haut, il est même permis de se demander si la Russie ne dispose pas d'une puissance nucléaire supérieure à celle des États-Unis. Si l'on part du fait que la Russie est en mesure, avec les missiles hypersoniques Avangard et les torpilles nucléaires Status-6 Poséidon, d'effectuer des frappes en

premier ou en second qu'aucune défense ne peut arrêter, la réponse est oui. Il faudra aux États-Unis de nombreuses années et des investissements colossaux pour développer des capacités analogues et donc capables de rétablir une forme d'équilibre.

### *Le rôle déterminant de l'arme nucléaire dans l'histoire et la géopolitique de l'ex-URSS*

L'arme nucléaire, on l'a dit, est un « vecteur identitaire » pour la Russie et l'un de ses derniers liens avec l'ancienne superpuissance soviétique. Elle joue aussi un rôle déterminant dans l'ex-URSS et sa place permet de mieux comprendre certains aspects de l'histoire récente et de la géopolitique de cette région. La Russie, en tant que « gendarme régional » de l'espace post-soviétique[530], a immédiatement assumé son rôle d'EDAN (État doté d'armes nucléaires reconnu comme tel par le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – TNP). Ce rôle a vite été respecté par les autres ex-républiques soviétiques : les 11 États signataires de l'Accord de Minsk du 30 décembre 1991 lui ont conféré le commandement unique des forces stratégique[531]. Neuf jours plus tôt, au sommet d'Alma-Ata, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan s'étaient engagées à transférer les armes nucléaires présentes sur leur territoire à la Russie[532]. Mais l'effondrement d'une superpuissance disposant d'un arsenal

[530] Charles Zorgbibe, *Histoire de l'OTAN*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, p. 243.

[531] Jean-Baptiste Duroselle, André Kaspi, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours, t. 2*, Paris, 2009 (15e édition), p. 432.

[532] Charles Zorgbibe, *Histoire de l'OTAN*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, p. 246.

nucléaire titanesque a posé des problèmes inédits dans l'histoire des relations internationales. Du fait du rôle joué par l'atome militaire au cours de la Guerre froide et de la puissance terrifiante de l'arsenal nucléaire soviétique, la communauté stratégique estime que la dislocation de l'URSS a fait basculer le monde dans un « deuxième âge nucléaire », caractérisé par l'espoir de voir disparaître la bombe atomique[533], puis par une réaffirmation de son importance et l'intérêt de nouveaux acteurs (étatiques ou non) pour celle-ci[534], avec le risque d'une nouvelle prolifération qui s'est concrétisé au Pakistan, en Corée du Nord et est potentiellement en voie de l'être en Iran dans un futur proche.

D'aucuns ont cru, dans les années 1990, que l'éclatement de l'URSS allait entraîner une vaste prolifération nucléaire, entre trafics d'armes nucléaires, de technologies permettant d'en construire et de matières fissiles, ou risque de voir des « cerveaux » de l'industrie nucléaire soviétique conseiller des États et organisations désireux d'acquérir la bombe. Mais comme le résume Bruno Tertrais : *« Les stocks nucléaires des pays d'ex-URSS se sont avérés bien mieux gardés qu'on ne le pensait à la fin de la Guerre froide. [...] Dans l'immense majorité des cas, les fameux trafics nucléaires en provenance de l'Union soviétique sont des escroqueries[535] »*. Après l'effondrement de l'URSS, quatre ex-républiques soviétiques détenaient sur leur sol des armes stratégiques en quantité : la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Ces trois derniers États étaient, selon la

---

[533] Pierre Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, Paris, Éditions du Rocher, 2018, p. 29.

[534] Thérèse Delpech, *La dissuasion nucléaire au XXIe siècle : comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique*, Paris, Odile Jacob, 2013, p. 25.

[535] Bruno Tertrais, *La menace nucléaire*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 29.

formule de Scott Sagan, « *born nuclear*[536] », détenteurs du feu nucléaire dès le premier jour de leur existence en tant qu'États indépendants. Le Kazakhstan s'est ainsi retrouvé détenteur du quatrième nucléaire arsenal au monde[537]. Dernier pays à accepter l'indépendance vis-à-vis de l'URSS, ce pays au cœur de la masse eurasienne a d'ailleurs soutenu jusqu'au bout les projets visant à maintenir, ou rétablir, une forme d'union des ex-républiques soviétiques et reste aujourd'hui malgré tout plutôt favorable aux projets eurasiatiques de la Russie. Après son indépendance, le Kazakhstan a défendu le principe d'une sécurité reposant sur une défense collective des États de la CEI, tardé à créer sa propre armée et demandé le premier à devenir exempt d'armes nucléaires, s'en remettant à la dissuasion russe[538]. La Biélorussie était sur une ligne similaire, alignée sur la Russie avec laquelle elle allait lancer en 1997 le projet, resté pour l'heure lettre morte, de créer un État commun.

L'Ukraine, elle, s'est immédiatement distinguée par un rapport ambigu à son statut inconfortable d'État *born nuclear* : elle a véritablement hésité à devenir une puissance nucléaire, ce qui aurait changé l'histoire dans la région, rendant par exemple quasi-impossible l'annexion de la Crimée et l'intervention dans le Donbass. Kiev, qui a suscité des mécontentements en établissant promptement une armée souveraine après la chute de l'URSS, a promis de renoncer à l'arme nucléaire et restitué dès 1991 ses

[536] Scott D. Sagan, Kenneth W. Walz, *The Spread of Nuclear Weapons, A Debate Renewed, New York, W. W. Norton & Company*, 1995, rééd. 2003, p. 169.

[537] Julien Thorez (dir.), *L'Asie centrale, des indépendances à la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2015, p. 62.

[538] Jean Radvanyi (dir.), *Les États postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 161.

armes tactiques à Moscou[539]. Mais l'Ukraine n'a pas renoncé immédiatement aux armes stratégiques situées sur son territoire, par crainte de son grand voisin vis-à-vis duquel elle souhaitait sécuriser son indépendance (rappelons, contrairement à ce que l'on entend souvent, que de nombreuses voix s'élevaient déjà à l'époque en Russie pour réclamer des territoires ukrainiens ou un certain droit de regard de Moscou sur les affaires ukrainiennes, notamment celles relatives aux Russes ethniques et aux russophones). Durant l'élection présidentielle de 1991, où l'enjeu de la souveraineté était central, les candidats entretenaient par exemple le flou sur la dénucléarisation effective du pays[540].

A l'étranger, certains analystes voyaient d'ailleurs d'un bon œil l'accession de l'Ukraine au rang d'EDAN, à l'instar de John Mearsheimer qui estimait qu'il était dans l'intérêt de la sécurité internationale qu'elle devienne une puissance nucléaire, avec l'Allemagne et le Japon[541]. Ces partisans d'une prolifération nucléaire vertueuse car contrôlée estimaient que les relations russo-ukrainiennes seraient stabilisées par une capacité de dissuasion réciproque. Outre les forces conventionnelles sur son sol – flotte de la mer Noire incluse, l'Ukraine bénéficiait d'une BITD solide. Après l'éclatement de l'URSS dont elle hébergeait alors 40% du complexe militaro-industriel (appelé VPK), l'Ukraine a hérité d'un CMI riche de 3 500 usines et 54 instituts de recherche, employant 3 millions de personnes[542]. Mais ses difficultés économiques,

---

[539] Andreas Kappeler, trad. Guy Imart, *Petite histoire de l'Ukraine*, Paris, Institut d'Études Slaves, 1997, p. 201.

[540] Roberte Berton-Hogge (dir.), *La fin de l'URSS, héritages d'un empire*, Paris, La documentation française, 1992, p. 57.

[541] Scott D. Sagan, Kenneth W. Walz, *The Spread of Nuclear Weapons, A Debate Renewed*, New York, W. W. Norton & Company, 1995, rééd. 2003, p. 47.

[542] Annie Daubenton, *Ukraine, l'indépendance à tout prix*, Paris,

couplées à d'énormes dettes notamment vis-à-vis de la Russie, l'empêchaient de nourrir sérieusement une ambition nucléaire. Elle n'entendait conserver d'armes stratégiques que temporairement, pour pouvoir obtenir des concessions diplomatiques, notamment sur son intégrité territoriale. Thierry Garcin évoquait à l'époque un « chantage ukrainien[543] ». Grâce notamment à un important travail diplomatique de la part des Occidentaux, la Russie et l'Ukraine ont signé avec d'autres puissances le 5 décembre 1994 le mémorandum de Budapest. Parmi les engagements pris par les différents signataires : *« La Fédération de Russie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique réaffirment qu'ils s'engagent à l'égard de l'Ukraine, conformément aux principes énoncés dans l'Acte final de la CSCE* [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe]*, à respecter l'indépendance et la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine[544] ».*

Moscou, par sa signature, s'engageait donc à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée et engagé son soutien armé aux séparatistes du Donbass qui contrôlent dans les faits toute une partie de l'Ukraine orientale, Kiev a rappelé les engagements du mémorandum de Budapest. À noter que les États-Unis et le Royaume-Uni s'étant

---

Buchet/Chastel, 2009 (*rééd*. 2014), p. 103.

543 Thierry Garcin, *L'avenir de l'arme nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 1995, p. 132.

544 Ukraine, Fédération de Russie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique, « Mémorandum d'assurances de sécurité dans le cadre de l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Budapest, 5 décembre 1994 », site de l'ONU pour la Collection des Traités, p. 3, https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/No%20Volume/52241/Part/I-52241-0800000280401fbb.pdf

engagés dans ce traité à défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, beaucoup ont cru que leur engagement dissuaderait la Russie de mener les actions soi-disant impensables qu'elle a pourtant fini par accomplir ; beaucoup ont cru, aussi, que ces deux puissances interviendraient plus fermement lorsque Moscou a agressé l'Ukraine. Il en a évidemment été autrement. La Russie a ramené en octobre 2001 les dernières têtes se situant en Ukraine[545], à une époque où Moscou allait jusqu'à ne pas s'opposer à une adhésion ukrainienne à l'UE ; moins de 13 ans plus tard, elle violait brutalement les accords passés avec Kiev.

Cet épisode illustre la place de l'arme nucléaire dans la vision du monde qu'ont les dirigeants russes : outil de dissuasion capable de défendre l'intégrité de la Russie et ses intérêts vitaux, selon une préoccupation commune à l'ensemble des puissances nucléaires dont la France, l'arme nucléaire est aussi pour le Kremlin un outil de puissance capable d'appuyer au besoin des agressions contre des États dont il méprise la souveraineté. Vladimir Poutine a d'ailleurs affirmé en 2015[546] qu'il avait été prêt, lors de l'annexion de la Crimée, à la confrontation nucléaire dans le cas où des forces occidentales seraient intervenues face aux manœuvres russes. Qu'il ait été ou non disposé à une telle issue, il est d'ailleurs avéré que la Russie a protégé ses troupes par le déploiement de capacités nucléaires. Ceci en dit long sur l'inclination qu'aurait Moscou à mettre le nucléaire dans la balance en cas de crise ou de conflit

[545] Grégory Boutherin, *La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive*, Paris, La Documentation française, coll. « Monde européen et international », 2007, p. 107.

[546] Thomas Grove, Henri-Pierre André, Jean-Stéphane Brosse, « Poutine était prêt à une confrontation nucléaire sur la Crimée », *Capital*, 16 mars 2015, https://www.capital.fr/economie-politique/poutine-etait-pret-a-une-confrontation-nucleaire-sur-la-crimee-1020816

contre des États européens, même si comme nous le verrons plus loin, il ne faut pas surestimer la possibilité d'un emploi du feu nucléaire par la Russie comme le font hélas un certain nombre d'analystes.

## *Le retour du péril nucléaire entre instabilité stratégique et course aux armements*

Le péril nucléaire a retrouvé une certaine actualité sous différentes formes, parmi lesquelles le risque d'emploi dans le cadre de conflit, comme le montrent plusieurs publications, études et ouvrages récents. Jean-Pierre Dupuy, ingénieur et philosophe qui a entre autres enseigné à Polytechnique et Stanford, donnait en 2019 dans son ouvrage *La guerre qui ne peut pas avoir lieu*[547] un regard éclairant sur la réalité de la menace nucléaire à notre époque et sur son aspect philosophique ; Pierre Vandier, dans *La dissuasion au troisième âge nucléaire*[548], (l'expression « troisième âge nucléaire » vient du regretté Christian Malis, disparu en 2017, dans *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*[549]), montrait à quel point l'arme nucléaire était redevenue centrale dans les relations internationales et allait y conserver un rôle majeur dans les prochaines décennies, loin des espoirs soulevés après la fin de la « Guerre froide » et que l'on retrouvait encore dans celui confessé par Obama, au début de son premier mandat, d'un « monde sans armes nucléaires ». Tous continuent de souligner le caractère impensable d'une guerre nucléaire

[547] Jean-Pierre Dupuy, *La guerre qui ne peut pas avoir lieu : Essai de métaphysique nucléaire*, Paris, Desclée de Brouwer, 2019.
[548] Pierre Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, *op. cit.*
[549] Christian Malis, *Guerre et stratégie au XXIe siècle*, Paris, Fayard, 2014.

dont personne ne veut quelque soit son ampleur, mais tous confirment aussi, à l'instar de nombreux experts français et internationaux, le retour d'une menace nucléaire qui n'a jamais été aussi élevée depuis des décennies. La menace nucléaire est remontée à son plus haut niveau depuis la fin de la Guerre froide ; symboliquement, l'heure indiquée par la fameuse « Horloge de la fin du monde » du *Bulletin of the Atomic Scientists*, qui cherche depuis 1947 à illustrer la proximité d'une catastrophe planétaire d'origine humaine, n'a au moment d'écrire ces lignes jamais été aussi proche de minuit, heure symbolisant la fin du monde (23 h 58 min 20 s depuis le 23 janvier 2020).

Parmi les phénomènes concourant à une aggravation de la menace nucléaire, figure la crainte d'une nouvelle course aux armements. Sur le plan conventionnel, celle-ci est une réalité, notamment en ce qui concerne le renforcement des arsenaux russe et chinois (toutes proportions gardées, le réarmement américain est d'une moindre ampleur). Concernant les armes stratégiques, un retour de la course aux armements entre Washington et Moscou n'est pas à exclure. Elle devrait être très différente de celle observée au cours de la guerre froide, en se basant sur la compétition technologique plutôt que sur une compétition quantitative fondée sur la taille des arsenaux. Un tel scénario est avancé notamment en raison du détricotage des traités de contrôle et limitation des armements passés par la Russie et les USA. Beaucoup ont mis cette fragilisation des traités sur le compte de la seule politique internationale de Donald Trump, illustrée entre autres par le (stupide) retrait de Washington de l'Accord sur le nucléaire iranien qui a ruiné l'une des plus grandes avancées diplomatiques de ces 20 dernières années (souhaitons d'ailleurs que l'administration Biden puisse le réintégrer avec l'Iran). Il s'agit en vérité d'un phénomène plus ancien et plus profond, où Russes et Américains ont chacun leur part de responsabilité.

Dès 2002, les États-Unis de George W. Bush s'étaient retirés du traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*), poussant les Russes à se délier dans les faits du traité Start II, jamais appliqué et remplacé par le traité Sort. L'année 2019 a vu la mort du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (dit traité FNI), signé par Reagan et Gorbatchev en 1987, qui était censé permettre l'élimination complète des missiles balistiques et de croisière à charge nucléaire ou conventionnelle et tirés depuis le sol avec une portée comprise entre 500 et 5 500 km. Dès la fin des années 2000, Moscou a émis des critiques récurrentes à la fois contre le non-respect supposé du traité par Washington (développement d'armements interdits par le traité, déploiement de missiles américains ou OTAN en Roumanie et en Pologne) et contre le traité lui-même, critiques considérées comme injustifiées par les alliés des États-Unis dont la France, ainsi que par plusieurs experts indépendants. De leur côté, les États-Unis et leurs alliés ont dénoncé à partir des années 2010 le supposé non-respect par la Russie du Traité FNI, pointant notamment le développement par les forces russes du missile 9M729, jugé non conforme au traité par ses capacités. La Russie a aussi été accusée de violer le traité FNI avec le déploiement dans l'enclave de Kaliningrad de missiles Iskander en réaction aux déploiements américains en Pologne et en Roumanie, qu'elle estimait, on l'a vu, être contraires au traité. Les accusations de développement par la Russie de systèmes d'armes interdits se sont amplifiées entre la fin de la présidence d'Obama et le début de celle de Trump ; il semble que ces critiques étaient justifiées.

Après l'échec des négociations avec Moscou, les États-Unis ont annoncé leur décision (effective en août de la même année) de se retirer du traité le 1er février 2019, suivis le lendemain par la Russie. En mai 2020, les États-Unis annonçaient leur retrait du traité « Ciel ouvert »

(*Open skies*), qui était un acquis diplomatique de l'après Guerre froide. Effectif le 22 novembre 2020, ce retrait américain du traité Ciel ouvert a été suivi le 16 janvier 2021 par celui de la Russie, enlevant tout intérêt à cette avancée diplomatique. À la fin du traité FNI et aux retraits américain puis russe du traité Ciel ouvert s'est ajoutée sous la présidence de Donald Trump la crainte d'un non-renouvellement ou d'une non-extension partielle du traité New Start signé en 2010 et entré en vigueur en 2011, qui devait initialement expirer le 5 février 2021. L'arrivée à la Maison-Blanche de Joe Biden en janvier 2021 a cependant permis de sauver *in extremis* ce traité qui avait été l'un seuls acquis du *reset* des relations américano-russes sous Obama, en le prolongeant pour cinq ans ; notons qu'à partir de l'automne 2019, la Russie s'était globalement montrée plus disposée à renouveler New Start que les États-Unis. Concernant la disparition du traité FNI, rien ne montre cependant qu'un traité similaire pourrait voir le jour dans un futur proche. À noter que les États-Unis comme la Russie tirent leur épingle du jeu de la fin de ce traité : les États-Unis, soucieux comme la Russie d'inclure la Chine dans les traités de contrôle des armements auxquels elle n'est aucunement soumise, veulent retrouver des marges de manœuvre face à cette dernière dans le développement d'armements interdits par les traités avec Moscou ; la Russie, elle, peut développer plus librement des armes sur lesquels elle travaillait sans doute déjà en dépit de ses engagements.

Sur ce dernier point, la Russie a une longueur d'avance sur les États-Unis qui n'ont semble-t-il pas travaillé sur des systèmes d'armes interdits par les traités, et ceci en grande partie du fait du comportement américain qui aura donné à Moscou une forme de prétexte. Cependant, il est très peu probable que la Russie cherche à s'engager dans une course à la taille des arsenaux, qui serait à la fois coûteuse, inutile et ingagnable face aux

ressources américaines. On peut supposer qu'elle cherchera plutôt à développer au maximum des capacités capables de menacer l'avantage technologique des Occidentaux, comme elle le fait déjà avec succès dans certains domaines dont le nucléaire. Une nouvelle course à la taille des arsenaux nucléaires entre Russie et États-Unis est donc improbable à terme ; l'issue la plus sérieuse (et la plus souhaitable) dans les prochaines décennies pourrait bien être une poursuite du désarmement nucléaire quantitatif auxquels se livrent les deux pays depuis les années 1980. La Russie s'est en effet montrée désireuse de renouveler les traités de contrôle des armements sur ce point, et devrait se contenter de développer les types d'armes auparavant interdits par le traité FNI.

### *Comment et dans quelles circonstances la Russie emploierait-elle le feu nucléaire ?*

Il nous faut nous pencher à présent sur les conditions dans lesquelles Moscou pourrait sérieusement en venir à utiliser l'arme nucléaire. En juin 2020, avec la signature par Poutine de l'oukase présidentiel n° 355 intitulé « Fondements de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la dissuasion nucléaire »[550], la Russie a publié pour la toute première fois de son histoire une explication publique détaillée de sa doctrine de dissuasion nucléaire, en produisant un document comparable à la *Nuclear Posture Review* américaine ou aux discours des présidents français sur la

[550] Isabelle Facon, « Une doctrine nucléaire pour la Russie », Fondation pour la recherche stratégique, juin 2020, https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/une-doctrine-nucleaire-pour-russie-2020

dissuasion nucléaire de notre pays. La doctrine nucléaire russe était jusqu'ici connue via les documents résumant la doctrine nucléaire du pays dans tous les domaines, les déclarations du Kremlin, ou tout simplement les priorités du ministère russe de la Défense. Le texte rappelle sans surprise que la dissuasion nucléaire russe est fondamentalement défensive, visant à empêcher une agression contre la Russie ou ses alliés. Elle vise aussi à « réduire la menace nucléaire et ne pas laisser les relations inter-étatiques se dégrader au point de provoquer des conflits militaires, y compris nucléaires ». La doctrine nucléaire russe met aussi en avant la dissuasion conventionnelle (c'est-à-dire la capacité de dissuader l'adversaire par des forces conventionnelles suffisantes), qui doit retarder l'escalade nucléaire. La doctrine russe rendue publique expose également une notion d'intentionnalité, renvoyant aux États pouvant adopter des actions hostiles envers la Russie, et dessine assez clairement le profil d'un potentiel adversaire qui correspond à celui des États-Unis ou de l'OTAN. Comme le note une analyse de la doctrine nucléaire russe par IDN (Initiatives pour le désarmement nucléaire), *« grâce à cette précision, la Chine, qui ne fait pas montre d'intentions hostiles envers Moscou malgré ses capacités militaires, n'est pas considérée comme un danger militaire*[551] *»* ; dans sa note pour la FRS (Fondation pour la recherche stratégique), Isabelle Facon estime également que *« cela permet, en passant, de préserver le partenariat stratégique avec Pékin »*. Igor Delanoë, observe que *« ce texte tend à confirmer que dans sa relation à la Chine, le*

[551] Solène Vizier, « Russie : décryptage de la nouvelle doctrine nucléaire russe », site de l'association Initiatives pour le désarmement nucléaire, 30 juin 2020, https://www.idn-france.org/2020/06/russie-decryptage-de-la-nouvelle-doctrine-nucleaire-russe/

*Kremlin privilégie les intentions sur les capacités*[552] », ce qui est un signe de l'ampleur du rapprochement avec Beijing. Comme le note à nouveau Isabelle Facon, la nouvelle doctrine nucléaire russe liste parmi les potentielles menaces militaires *« pour la neutralisation desquels est réalisée la dissuasion nucléaire »* de nombreuses problématiques non liées aux armements nucléaires mais qui selon Moscou peuvent mettre en danger la crédibilité de sa dissuasion. La doctrine rendue publique en 2020 avance que *« la Fédération de Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires en réponse à l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive contre elle et/ou ses alliés, ainsi qu'en cas d'agression contre la Fédération de Russie utilisant des armes conventionnelles, lorsque l'existence même de l'État est menacée*[553] *»*.

Ce dernier point, celui d'une agression conventionnelle menaçant l'existence même de l'État russe, est très important pour différentes raisons. D'abord parce qu'il ouvre la possibilité d'employer des armes nucléaires en premier face à un adversaire qui n'y aurait pas recours. Surtout, parce qu'il repose sur une hypothèse suffisamment floue pour être sujette à différentes interprétations. Si la menace envers l'existence même de l'État s'amalgame à une menace contre le régime actuel, qui pourrait par exemple menacer de s'effondrer face au risque d'une lourde défaite militaire qui ne laisserait comme seule alternative qu'une débâcle qui délégitimerait le pouvoir, le seuil d'emploi de l'arme nucléaire serait très

---

[552] Igor Delanoë, « Analyse de la Doctrine nucléaire de la Russie. Note de l'Observatoire franco-russe », site de l'Observatoire franco-russe, 4 juin 2018, p. 10, https://www.obsfr.ru/fileadmin/Policy_paper/Analyse_de_la_Doctrine_nucleaire_de_la_Russie._Note_de_l_Observatoire_franco-russe._Lundi_le_8_juin_2020.pdf

[553] *Ibid*.

bas. Or, ce sera sans doute le cas, puisque l'État russe se confond largement avec le système Poutine et que ses dirigeants entendent perpétuer cette situation. Un conflit d'ampleur contre l'OTAN devrait vite déboucher sur un renforcement massif des forces de l'Alliance, sauf dans le cas d'un conflit plus large impliquant une Chine qui forcerait les États-Unis à déployer plus de moyens en Asie-Pacifique. Outre une attaque conventionnelle menaçant l'existence même de l'État, la doctrine nucléaire russe liste trois scénarios d'emploi de l'arme atomique, lesquels n'impliquent pas forcément l'emploi par l'ennemi du feu nucléaire comme le remarque l'analyse de l'IDN. Là aussi, on peut en retirer deux enseignements inquiétants : l'ambiguïté du seuil nucléaire énoncé par la doctrine nucléaire russe, et l'inclination que pourrait avoir la Russie, qui ne dispose pas d'une doctrine de « non-emploi en premier » de l'arme nucléaire, à utiliser celle-ci.

Il faut cependant nuancer une idée très répandue depuis son apparition aux États-Unis, qui voudrait que la Russie dispose d'une doctrine de « désescalade par l'escalade » ou « escalade pour la désescalade ». Cette doctrine consisterait en l'emploi d'armes nucléaires de faible puissance pour gagner une guerre contre les forces de l'OTAN en annulant l'avantage qu'auraient celles-ci sur le terrain, ou dans le but d'effrayer les Occidentaux qui préféreraient mettre fin au conflit dans des conditions favorables à la Russie plutôt que de risquer un holocauste nucléaire. Désormais dominante dans les études sur la dissuasion nucléaire russe, en tout cas dans le monde anglo-saxon, cette théorie repose en réalité sur des bases faibles qui ne résistent pas à un minimum d'investigation et de contre-argumentation. Bruno Tertrais[554] et

[554] Bruno Tertrais, « L'arsenal nucléaire russe : ne pas s'inquiéter pour de mauvaises raisons », Note de recherche n° 55 – 2018, site de l'IRSEM, 4 juin 2018,

Emmanuelle Maître[555] l'ont chacun démontré dans des études qu'ils ont consacré à cette question si essentielle qu'elle est devenue l'une des bases de la nouvelle posture nucléaire américaine. La doctrine de « l'escalade pour la désescalade » est très probablement l'un de ces mythes qui naissent au Pentagone ou dans des *think tanks* américains pour faire correspondre des menaces stratégiques réelles ou fantasmées aux besoins du complexe militaro-industriel et de la politique étrangère des États-Unis. L'emploi d'armes nucléaires de faible puissance pour écraser les troupes de l'OTAN ne semble pas davantage envisagé par les Russes, à supposer que de telles armes existent (la présence dans l'arsenal russe d'un grand nombre d'armes nucléaires tactiques dont probablement des systèmes nucléaires de théâtre, employables sur le champ de bataille, est en revanche une réalité). Comme l'avance Igor Delanoë, la doctrine nucléaire russe publiée en 2020 évoque dans son article 4 une forme de principe d'escalade pour la désescalade, mais celui-ci se limite à la dissuasion, dans sa fonction *« d'empêcher l'escalade d'actions militaires et en permettre la fin dans des termes favorables à la Russie et/ou à ses alliés*[556] *»*. Autrement dit, la doctrine de l'escalade pour la désescalade se limiterait à l'avertissement atomique. C'est la seule perspective d'un emploi de l'arme nucléaire qui doit aux yeux de Moscou permettre d'éviter l'ascension aux extrêmes, pas l'emploi

---

https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2423/NR_IRSEM_n55_2018.pdf

555 Emmanuelle Maître, « "Escalade to De-escalate" : interrogations sur l'existence du concept dans la doctrine nucléaire russe », Observatoire de la Dissuasion – Bulletin n°49, site de la Fondation pour la recherche stratégique, décembre 2017, p. 6, https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/bulletins/2017/49.pdf

556 Igor Delanoë, « Analyse de la Doctrine nucléaire de la Russie. Note de l'Observatoire franco-russe », *op. cit.*, p. 7.

lui-même. Il y a une différence avec le fait de larguer des bombes nucléaires, *a fortiori* sans préavis !

La nouvelle doctrine nucléaire russe parle aussi de garantir que l'issue d'une crise ou d'un conflit puisse se faire dans des « conditions acceptables », non plus dans des « conditions favorables » comme mentionné par la doctrine militaire de 2014 : on est donc ici dans la défense des intérêts, pas dans une logique *« escalate to win »* (provoquer l'escalade du conflit pour gagner sur le plan militaire ou politique) contrairement à ce que l'on peut lire ou entendre dans la communauté stratégique anglo-saxonne. Si la doctrine nucléaire russe permet l'usage d'armes nucléaires dans des conditions ambiguës avec un seuil nucléaire assez bas, il apparaît que l'on surestime trop souvent la volonté de Moscou d'employer le feu nucléaire dans des circonstances qui ne seraient pas liées à la défense de l'intégrité de la Russie et de ses intérêts vitaux.

Au global, la Russie a réussi son pari de rester une superpuissance nucléaire capable de rivaliser avec les États-Unis dans ce domaine. Tout en poursuivant la réduction de ses arsenaux dans le cadre des traités de contrôle et de réduction des armements, elle a mené avec la brio la modernisation de ses armes nucléaires et en développe de nouvelles qui lui permettent de prendre une avance certaine dans des domaines tels que les véhicules hypersoniques. Elle met ses capacités au service d'une dissuasion fondamentalement défensive, mais aussi, au besoin, d'une politique impérialiste agressive dans l'espace post-soviétique, comme l'a montré l'exemple ukrainien. Il est également probable que la Russie ait violé le traité sur les forces nucléaires intermédiaires en développant un système d'armes interdit par celui-ci (les États-Unis ayant potentiellement violé eux-mêmes ce traité par le

déploiement d'armements menaçant la crédibilité de la dissuasion nucléaire russe en Pologne et en Roumanie, mais cette idée est assez largement rejetée au sein de la communauté stratégique occidentale). Avec la fin de ce traité, elle pourra mener à bien le développement de ces armements de haute technologie.

Cependant, la Russie n'a pas intérêt à une nouvelle course aux armements que pourrait entraîner le délitement des traités de contrôle et de maîtrise des armements, délitement dont les États-Unis sont les principaux responsables. Elle s'est montrée favorable à un renouvellement de ces traités et continue de les respecter à l'exception de l'ex-traité FNI. Enfin, la Russie affiche dans sa doctrine nucléaire des conditions d'emploi sur certains points ambigus, avec un seuil nucléaire dangereusement bas ; elle n'a de plus pas de doctrine de non-emploi en premier et se montre encline à utiliser l'arme nucléaire dans des *scenarii* où ses adversaires potentiels ne l'emploieraient pas. Il apparaît cependant que la volonté qu'aurait la Russie de recourir au feu nucléaire est très souvent exagérée. La soi-disant doctrine russe de « désescalade par l'escalade » telle que définie outre-Atlantique s'avère être un mythe : la seule chose qui se rapproche d'un tel concept dans la doctrine nucléaire russe repose uniquement sur la menace, fût-elle précoce, de l'utilisation d'armes nucléaires et non sur leur emploi. Quant aux têtes nucléaires de faible puissance dont disposerait la Russie dans ce but d'après le Pentagone, les preuves de leur existence se font toujours attendre ; la seule certitude est que la Russie conserve un arsenal tactique à la fois plus vaste et plus varié que celui des États-Unis, et qu'elle pourrait utiliser des armes tactiques sur le champ de bataille comme le montre le développement d'une nouvelle artillerie nucléaire et de possibles capacités nucléaires de théâtre. En revanche, elle ne se servirait de telles armes que dans des conditions

extrêmes éloignées de celles dont parlent des observateurs américains apparemment plus soucieux d'instrumentaliser la menace nucléaire russe pour le compte du Pentagone que de faire preuve de rigueur dans leurs analyses ; ceux qui se font le relais, y compris en France, de tels mythes sans fondements devraient creuser leurs sources.

Quoiqu'il en soit, si la puissance nucléaire russe a de quoi inquiéter (n'est-ce pas sa raison d'être, comme pour tout outil de dissuasion nucléaire ?), le risque que Moscou s'engage dans un conflit nucléaire reste extrêmement faible à la différence du risque d'un affrontement conventionnel en Europe. Le principal risque réside dans le scénario, décrit plus haut, où le régime russe verrait son existence menacée par l'adversaire au point d'estimer que l'existence de l'État russe qui se confond la sienne soit également en jeu : la possibilité d'un recours, même limité, à l'arme nucléaire, ne peut être exclue dans de telles conditions qui restent très hypothétiques. Enfin, il convient de garder à l'esprit cet élément essentiel : la dissuasion nucléaire, si elle devrait prévenir la radicalisation d'un potentiel conflit entre la Russie et ses voisins européens, n'est pas de nature à empêcher l'éclatement d'un tel conflit, lequel pourrait se jouer sous le seuil nucléaire jusqu'à un certain point.

## Chapitre 12

# Pourquoi la possibilité de nouveaux conflits majeurs ne doit pas être sous-estimée

Cela fait depuis le choc du 11 septembre 2001 que l'on répète chaque année à l'envi que la thèse irénique d'une « fin de l'histoire », synonyme d'extension à l'ensemble de l'humanité de la démocratie libérale et d'une paix durable à laquelle l'Occident adhérait largement au sortir de la Guerre froide, a été balayée par un nouveau cycle historique. Ces dernières années, nous avons découvert à quel point les « passions tristes » restaient encore un moteur de l'histoire au fur et à mesure que celle-ci accélérait. L'évolution du contexte international, des nouvelles crises politiques et sécuritaires à la grande crise du capitalisme, des premiers signes de la montée de nouveaux régimes autoritaires à ceux d'une montée des courants dits « populistes » au sein des démocraties, a achevé d'éteindre l'essentiel des illusions qui avaient bercé l'Occident entre l'effondrement du bloc communiste et celui des *Twin Towers*. Le tout sur fond de bouleversements technologiques et démographiques et d'accentuation de l'urgence environnementale : la nécessité pour la communauté internationale de s'attaquer à ces trois défis majeurs de notre siècle a d'ailleurs contribué à ce que

nous baissions la garde sur le retour des menaces sécuritaires et militaires, vues comme des reliquats du passé.

Le retour du tragique s'est donc imposé au cœur de l'histoire, alors que beaucoup voulaient y voir un accident de l'histoire. En France, c'est le traumatisme de la vague d'attentats majeurs de 2015-2016 qui a achevé de dessiller les yeux de ceux qui croyaient que la menace islamiste et la perspective d'actes de guerre sur notre territoire relevaient du fantasme. Ce réveil sanglant a remis les enjeux régaliens au cœur de la vie publique et poussé la classe politique française à redécouvrir la nécessite de réarmer la justice, la sécurité et surtout la défense nationale dont le budget avait été continuellement sacrifié par les gouvernements et majorités successifs. Dans le même temps, l'aggravation du contexte international, illustrée en Europe et en Méditerranée par l'annexion de la Crimée par la Russie et la guerre du Donbass, l'émergence de Daesh en plein chaos syrien et irakien, l'expansion de la conflictualité au Sahel et en Libye et l'agressivité du régime turc, ont confirmé le besoin pour les États européens de réinvestir dans leur outil de défense, comme ils s'y étaient engagés pour la plupart lors du sommet de l'OTAN de septembre 2014 à Newport.

Les nouvelles perspectives stratégiques ont conduit dès la fin des années 2010 à reconsidérer le risque de nouveaux conflits majeurs, à présent largement reconnu comme plausible. Si l'on ne peut pas encore parler de consensus, un nombre croissant de militaires, chercheurs issus de disciplines variées, dirigeants et ex-dirigeants politiques ou cadres d'institutions internationales, etc., évoquent désormais ouvertement la possibilité de guerres entre grandes puissances qui paraissaient il y a quelques années encore extrêmement improbables. Nous verrons plus loin que les principaux responsables des armées françaises envisagent aujourd'hui très sérieusement la

possibilité d'un futur « conflit de survie », face à laquelle devra se poser la question de reconstruire une véritable « armée de guerre ».

Peut-être s'agit-il pour certains d'un effet de mode : en redevenant centrale après avoir été reléguée au second plan derrière les « conflits du moment », asymétriques et de basse intensité, la question des guerres classiques et conflits de haute intensité[557] renouvelle l'étude du fait guerrier (polémologie, *war studies*, relations internationales, stratégie...). On peut même faire l'observation suivante : après tant d'années à aborder la question de la conflictualité sous des angles plus complexes que jamais (terrorisme et contre-terrorisme, contre-insurrection, maintien de la paix, guérilla, cyberguerre, guerre hybride, guerre par proxy, lutte militaire contre le crime organisé...), le retour au premier plan de la possibilité de guerres classiques offre cyniquement une dose de simplicité et de familiarité dans un monde de plus en plus insaisissable. Notre époque se caractérise par la complexité des sujets et acteurs internationaux, le brouillage des frontières quelles qu'elles

[557] La haute intensité est définie par le *Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle* comme une *« opération où toutes les fonctions opérationnelles sont susceptibles d'être activées pour s'opposer à une violence caractérisée de l'adversaire »* (*Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle. Document cadre*, DC-004_GIATO(2013), n° 212 /DEF/CICDE/NP, 16/12/2013, p. 104). Depuis 2020, l'état-major de l'armée de Terre définit la haute intensité comme un *« affrontement soutenu entre masses de manœuvre agressives se contestant jusque dans la profondeur et dans différents milieux l'ensemble des champs de conflictualité (physique et immatériel) et dont l'objectif est de vaincre la puissance de l'adversaire »* (Emmanuel Desachy, « Le commandement « scorpionisé » dans la haute intensité : changement dans la continuité ? », *Brennus 4.0 : lettre d'information du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement*, n° 8, août 2020, p. 30-32).

soient, y compris entre la paix et la guerre qui s'apparentent souvent à des zones grises, des États comme la Russie menant des manœuvres conflictuelles tout en restant sous le seuil du conflit ouvert. Le fait de brandir le spectre d'affrontements entre grande puissances peut donc parfois répondre à une quête de clarté, de lisibilité dans le désordre international. La possibilité, terrifiante, de nouveaux conflits majeurs, évoque aussi le retour de l'histoire avec un grand « H » et des ruptures qui la rythment. Alors qu'on peine à déceler un quelconque horizon dans les « conflits du moment » qui s'éternisent en guerre sans fin ni victoire discernables, et dans les multiples crises qui éclatent ou se font jour, la perspective de voir s'affronter de grandes puissances mondiales peut aussi réveiller celle d'un sens de l'histoire. L'idée croissante en Occident (ancrée en Chine semble-t-il depuis plus longtemps) que la Chine et les États-Unis se dirigeraient peut-être inévitablement vers une guerre procède d'une telle vision.

Malgré tout, si la possibilité de nouveaux conflits majeurs est à nouveau largement prise au sérieux, c'est en raison de signaux faibles et de tendances de fond qui rendent crédible un tel scénario. Loin d'être un effet de mode au sein de la communauté stratégique ou des médias, cette question a toutes les chances de rester centrale dans les prochaines années car les risques devraient continuer de croître. Nous n'en sommes probablement qu'au début. Si de futures générations d'historiens doivent écrire que notre siècle aura lui aussi été émaillé de conflits majeurs dans lesquels la France aura été impliquée, ils retiendront peut-être la charnière des décennies 2010 et 2020 comme le moment d'une première prise de conscience.

Cela étant, beaucoup d'éléments portent à croire que ces sombres prédictions ne peuvent se matérialiser. Tant de facteurs continuent de rendre impensables de

grands conflits « à l'ancienne », qui ne seraient dans l'intérêt d'aucun potentiel belligérant. De la dissuasion nucléaire à la mondialisation, en passant par les restes de l'ordre international hérité de la Seconde Guerre mondiale et les changements de mentalités, les raisons de ne pas croire au retour de guerres majeures dont (supposément) personne ne veut sont à la fois solides et connues. Comme dit plus haut, plus personne ne croit à la « fin de l'histoire ». Mais il y a de nombreuses raisons de croire à la disparition progressive du phénomène guerrier. Au XXI$^{e}$ siècle, beaucoup de signes encourageants portent à croire que nous sommes en voie d'en finir bientôt avec ce *« fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances »*, pour reprendre la magnifique formulation du préambule de la Charte des Nations Unies de 1945. Jamais dans l'histoire de l'humanité le rêve de paix universelle et perpétuelle n'a semblé si atteignable, si proche. Fait nouveau dans l'histoire, nous pouvons raisonnablement espérer qu'il puisse se matérialiser à l'horizon du siècle. Mais d'ici là, la possibilité que surviennent des conflits majeurs impliquant des puissances comme la Russie, la Chine et des membres de l'OTAN est bien plus crédible qu'on ne le croit. Voici pourquoi la possibilité de futurs conflits majeurs entre grandes puissances ne doit pas être sous-estimée.

## *Les tendances de long terme tendent vers une pacification du monde*

Le retour de conflits majeurs entre grandes puissances semble encore impensable pour des raisons qui s'inscrivent dans le long terme. *« On n'atteint* [...] *une*

*civilisation que dans le temps long.* [...] *Cette histoire au long souffle* [...] *a ses avantages* [...] *: elle oblige à penser, à expliquer en termes inhabituels et à se servir de l'explication historique pour comprendre son propre temps*[558] *»*, écrivait l'immense historien Fernand Braudel. Alors que l'on présente à raison notre époque comme violente, instable et imprévisible, la « longue durée » nous permet de nuancer ce constat. L'étude du temps long nous enseigne que notre époque n'est comparable à nulle autre, parce que depuis quelques décennies, la paix y est devenue la norme universelle pour la toute première fois de l'histoire. Que l'on parle de la Syrie ou du Sahel, la guerre est devenue une anomalie. La paix, elle, n'est plus le nom donné à d'heureuses parenthèses entre des guerres qui étaient le moteur de l'histoire, c'est une dynamique propre !

La phagocytose du discours médiatique par la quête de sensationnel et le besoin de couvrir l'actualité d'un côté, et le manque de recul et de vision du discours politique de l'autre, déforment notre vision d'un monde qui ne s'est en réalité jamais si bien porté, notamment sur le plan de la violence. Nous n'avons probablement jamais connu aussi peu de conflits armés dans le monde, la quasi-totalité d'entre eux étant des conflits intraétatiques qui se règlent désormais plus souvent par une solution politique que par la victoire militaire d'un camp sur les autres. Dans la plupart des régions du globe, la paix est suffisamment ancrée pour que les populations puissent envisager, comme en Europe occidentale, de voir les prochaines générations grandir sans connaître le feu. Un phénomène pratiquement inédit dans l'histoire, avec quelques rares précédents localisés tels que les deux siècles de relative *Pax romana* dans le monde méditerranéen.

---

[558] Fernand Braudel, *Grammaire des Civilisations*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Histoire », 1993 [1963], p. 82-83.

La violence au sein des sociétés est elle aussi à son plus bas niveau historique, après avoir été sans discontinuer un pilier de la vie en société durant des millénaires. Certes, nous faisons face en France à ce que d'aucuns décrivent comme un « ensauvagement » ; la montée, ou plutôt la remontée de l'insécurité dans notre pays est une réalité, du fait d'un affaiblissement de nos politiques de Justice et de sécurité qu'a notamment détaillé mon ami le général Bertrand Soubelet dans ses ouvrages. Au-delà du retour du terrorisme islamiste qui reste une menace extrêmement forte, la dégradation de la sécurité publique en France est une réalité, tout comme le risque d'un embrasement qui pourrait survenir dans les fameux « territoires perdus de la République ». Il ne s'agit pas de verser dans l'angélisme. Mais nous parlons encore une fois de tendances de long terme à l'échelle planétaire : or, celles-ci pointent vers une réduction de la violence et de la conflictualité (du moins était-ce le cas jusqu'à la charnière des années 2010-2020).

Les statistiques de la pacification du monde sont spectaculaires. En ce début de XXI^e^ siècle, comme le rappelle Yuval Noah Harari, 1% de la mortalité mondiale serait d'origine violente, soit cinq fois moins qu'au siècle précédent, et quinze fois moins qu'au sein des sociétés de l'ère préindustrielle ; remarquant que les victimes de guerres (120 000) et de crimes (500 000), ou les suicidés (800 000), étaient sur l'année 2012 moins nombreux que les victimes du diabète (1,5 million), Harari résume de manière parlante le déclin de la violence à travers le monde : « le sucre est devenu plus dangereux que la poudre à canon[559] ». À titre d'exemple, le nombre d'homicides pour 100 000 habitants était selon l'historien Niall Ferguson de 50 à Londres au XV^e^ siècle, et même

[559] Yuval Noah Harari, Homo Deus. *Une brève histoire de l'avenir*, *op. cit.*, p. 25.

deux fois plus élevé dans la cité voisine d'Oxford ; l'hyperviolence n'épargnait aucun niveau de la société, plus du quart des morts au sein de l'aristocratie anglaise entre 1330 et 1479 étant des morts violentes[560]. À côté de cela, le Venezuela, le Brésil ou l'Afrique du Sud d'aujourd'hui passeraient pour des havres de paix. Steven Pinker, dans *The Better Angels of Our Nature : Why Violence has Declined*[561], montre le rôle de certains ressorts psychologiques dans la réduction spectaculaire du niveau de violence à l'échelle de l'humanité. Si les atrocités du XX$^{e}$ siècle, au premier rang desquelles les deux Guerres mondiales et les totalitarismes, ont suscité quantité d'études sur les pires aspects de la nature humaine ou leur ont donné une place centrale dans la culture populaire, des travaux comme ceux de Pinker nous rappellent que nous devrions malgré tout accorder davantage d'intérêt (et de confiance) aux aspects les plus vertueux de notre nature.

Affronter la réalité du monde impose d'en connaître la dangerosité, mais aussi de reconnaître que celui-ci ne s'est jamais aussi bien porté en de nombreux points. Nous vivons dans un monde où les progrès s'enchaînent et s'affermissent, comme l'expose données à l'appui le passionnant *Progress : Ten Reasons to Look Forward to the Future*[562], du Suédois Johan Norberg. Alors que l'extrême pauvreté est souvent un facteur de violence, on y apprend par exemple que la part de l'humanité vivant avec moins de 2 $ par jour est passée de 44,3% à 9,6% entre 1981 et 2015 ; tandis que l'ignorance est généralement vue comme l'un des principaux obstacles

[560] Niall Ferguson, *Civilization – The Six Killer Apps of Western Power*, London, Penguin Boooks, 2011, p. 24.

[561] Traduit en français sous le titre *La Part d'ange en nous*, Paris, Les Arènes, 2017.

[562] Traduit en français sous le titre *Non, ce n'était pas mieux avant : 10 bonnes raisons d'avoir confiance en l'avenir*, Paris, Plon, 2017.

à la paix, nous sommes passés de 79% d'illettrés en 1900 à moins de 15% en 2014, ce qui a sans doute contribué à la stabilisation de nombreuses régions du monde. Certes, les ravages liés à la crise du Covid-19 sont en train d'annuler pour plusieurs années une partie de tous ces progrès et nul ne sait à l'heure d'écrire ces lignes quelles en seront les conséquences à long terme, mais le fait est que jamais l'humanité n'a autant progressé face à certains maux auxquels les sociétés ont cherché à apporter des réponses durant des millénaires. Norberg recense également les prédictions erronées de futurologues qui nous promettaient l'apocalypse : à titre d'exemple, un vaste public a adhéré il y a 50 ans à la théorie de la « Bombe P » de Paul Ehrlich, qui voyait la croissance démographique mondiale devenir insoutenable et faire mourir de faim des centaines de millions d'humains dans les années 1970-1980. L'échec de ce genre de prédictions terrifiantes peut nous faire relativiser certaines inquiétudes actuelles, bien que la très forte croissance démographique africaine puisse par exemple être préoccupante à juste titre (environnement, migrations, conflits de ressources).

Le monde n'a jamais si peu ressemblé à celui que présentent les journaux télévisés obnubilés par les malheurs collectifs, et les nostalgiques du monde d'hier n'ont sur ce point jamais eu aussi tort. Le prisme médiatique nous offre une vision excessivement sombre du monde contemporain, en privilégiant presque systématiquement les sources de malheur public aux raisons d'espérer, y compris lorsque ces dernières sont plus nombreuses. Les médias s'attardent davantage sur les crises, guerres et violences dans le monde entier que sur les avancées majeures qui le rendent chaque fois un peu plus vivable. Enfin, pour d'évidentes raisons, l'actualité en continu ne peuvent donner aux tendances de long terme la place qui leur revient, quand bien même elles sont souvent encourageantes. Priorité à « l'actu » oblige, il est par

exemple normal de braquer les projecteurs sur une nouvelle crise humanitaire ou un massacre plutôt que sur l'amélioration tendancielle du niveau de vie et de développement humain à l'échelle de la planète, qui sont à la fois cause et conséquence de sa pacification.

## *La guerre va-t-elle enfin disparaître ?*

Tous ces immenses progrès conduisent naturellement à parler de marginalisation du phénomène guerrier. Un tel idéal n'a certes rien de nouveau. En Europe, l'avènement de la paix perpétuelle a été théorisé à maintes reprises depuis l'époque moderne, la « Nova Atlantis » de Francis Bacon et le *Projet de paix universelle* d'Immanuel Kant en constituant les précédents parmi les plus connus. Cet espoir, l'histoire l'a régulièrement, et surtout cruellement, démenti à plusieurs reprises. Chaque fois que ce vieux rêve s'est trouvé renforcé – par la signature en 1648 des Traités de Westphalie censés prémunir l'Europe de nouvelles guerres de religion, par la foi des penseurs des Lumières dans le triomphe du progrès et de la « quête du Bonheur », par le sentiment des contemporains de la Belle Époque que celle-ci était faite pour durer, par le vœu pieu durant l'Entre-deux-Guerres que la boucherie de 14-18 serait la dernière de toutes, l'Europe a pénétré des cauchemars pires que les précédents. Mais la solidité de la période de paix que nous traversons donne plus de crédit que jamais à la thèse d'une disparition des conflits, d'autant qu'à l'exception d'affrontements sanglants situés en grande partie dans le fameux « arc des crises », leur raréfaction est véritablement planétaire. Au faible nombre de conflits d'ampleur entre États depuis des décennies, à la

diminution des phénomènes violents, s'ajoutent comme évoqué plus haut la dissuasion nucléaire rendant théoriquement suicidaires et invraisemblables des guerres entre puissances atomiques, et l'existence d'une gouvernance internationale et d'organisations de sécurité collective bien plus efficaces dans la prévention et résolution des conflits qu'on ne le dit souvent. Chose impensable durant des millénaires, la guerre d'agression a été rendue illégale par un droit international et une architecture de sécurité collective à laquelle souscrivent l'ensemble des Etats de la planète. La guerre n'est autorisée qu'en cas de légitime défense ou par un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies ; tout comme l'intangibilité et l'intégrité des frontières, qui ont largement contribué à la réduction des conflits entre États, cette règle a souffert quelques violations depuis 1945, mais celles-ci restent marginales si l'on remet les choses en perspective (le fait qu'elles soient de plus en plus nombreuses invite cependant à s'inquiéter). À tous ces éléments s'additionnent encore des paramètres liés à la mondialisation, à l'économie de la connaissance et à la société ouverte qui semblent être *à première vue* des nouveautés de notre temps.

Davantage encore que la crainte d'une « destruction mutuelle assurée » entre puissances nucléaires, l'interdépendance et la connexion croissantes des régions du monde semblent en effet nous prémunir du pire. Si la rivalité des États n'a en rien disparu, la poursuite de leurs intérêts divergents passe désormais souvent d'abord par la convergence de ces intérêts. Il est (pour le moment du moins) plus rentable d'acheter au voisin des ressources vitales que de chercher à s'en emparer par la force. À titre d'exemple, on répète souvent que « les données sont le pétrole du XXI$^{e}$ siècle ». Cette assertion économique a une traduction géopolitique : les ressources les plus importantes de la nouvelle économie

dans laquelle nous entrons ne peuvent plus être des buts de guerre. Il n'est par exemple pas exclu que la Chine tente de s'emparer par la force de réserves d'hydrocarbures disputées en mer de Chine, mais on l'imagine mal attaquer la Silicon Valley en vue d'y piller des *data centers* ! Tandis que le capitalisme mondialisé se base de plus en plus sur une économie de la connaissance, on voit difficilement les armées chinoises envahir Séoul ou Tokyo pour y capturer des chercheurs, comme Marcus Claudius Marcellus voulait s'emparer d'Archimède au siège de Syracuse. La Chine est par exemple engagée avec les États-Unis dans une lutte pour la suprématie technologique, mais elle a largement profité de la croissance des géants américains du numérique tout comme ceux-ci ont globalement profité de la croissance chinoise.

Il est également plus profitable pour les États poursuivant une quête de leadership économique régional d'encourager le développement de leurs voisins que de les exploiter : pour prendre un exemple provocateur mais on ne peut plus parlant, l'Allemagne a aujourd'hui davantage intérêt à ce que ses voisins soient des partenaires commerciaux dynamiques qu'à les envahir pour se tailler un espace vital. Elle a ainsi soutenu le plan de relance européen face à la crise du Covid-19 en grande partie parce qu'il n'était pas dans son intérêt de voir l'Europe du Sud (à laquelle on peut rattacher la France) décrocher sur les plans économique et financier. Hier, l'interdépendance était un moindre mal : mieux valait pour Napoléon maintenir un blocus continental globalement dommageable pour la sphère économique française si l'économie britannique s'effondrait la première. Dans le cadre des relations économiques post-*Brexit*, quel dirigeant français pourrait-il aujourd'hui expliquer à un chef d'entreprise français dont le Royaume-Uni est un client ou fournisseur vital que nous devons couler

l'économie britannique pour remonter au classement des grandes puissances ? Ce qui précède s'inscrit dans un phénomène plus large. Au fil des siècles, risquer une guerre coûteuse en hommes et en argent était le plus souvent un bon prix à payer pour acquérir de nouvelles terres avec une population et des ressources à exploiter. Ce rapport coût-bénéfices ne s'est véritablement inversé que dans la seconde moitié du XX$^{e}$ siècle. Si l'on a pu voir la Russie encaisser des sanctions économiques lourdes et risquer d'être mise au ban de la communauté internationale pour annexer la Crimée, des guerres de conquête des ressources, analogues à l'invasion du Koweït par l'Irak en 1991, semblent inconcevables car les États n'y ont de prime abord plus intérêt. Nous vivons dans une ère où l'ennemi présente plus d'intérêt vivant que mort, mais aussi libre et capable d'acheter et de vendre plutôt qu'asservi et démuni, ce qui n'a que rarement été le cas au cours des siècles précédents.

En 1748, Montesquieu écrivait déjà que *« l'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre ; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels* […][563] *»*. Son idée que *« le commerce guérit les préjugés destructeurs ; et c'est presque une règle générale que partout où il y a des mœurs douces il y a du commerce ; et partout où il y a du commerce il y a des mœurs douces*[564] *»* résume la théorie du « doux commerce » qui s'est enrichie jusqu'à nos jours à travers la question de l'interdépendance comme facteur de paix – ou au contraire de conflictualité. Celle-ci est l'objet de l'un des plus vieux débats au sein de l'étude des relations internationales. Pour simplifier à l'excès, cette *disputatio*

563 Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, XX, 2.
564 *Ibid*., XX, 1.

oppose généralement des théoriciens de l'école « libérale » des RI (ont écrit à ce sujet Robert Keohane, Joseph Nye, Richard Rosecrance...) à des théoriciens de l'école « réaliste » (Kenneth Waltz, Richard Cooper ) ; les premiers avancent que l'interdépendance est vertueuse et contribue à pacifier le monde, quand les seconds estiment qu'elle n'y suffit pas, voire qu'elle est dangereuse. Dans leur article « La paix par l'intégration ? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité[565] », Charles-Philippe David et Afef Benessaieh, résumaient ainsi les quatre principaux postulats de l'école libérale : *« Le commerce est préférable à la guerre* [du point de vue des intérêts nationaux] *;* [...] *L'interdépendance est une caractéristique majeure du système international actuel* [et non un élément secondaire comme le pensent généralement plusieurs auteurs réalistes] *;* [...] *La paix présuppose l'interdépendance ;* [...] *Celle-ci lie les États entre eux et favorise la coopération[566] ».* À l'opposé, les quatre grandes idées de l'école réaliste pourraient être résumées comme suit : *« Tout conflit suppose une interdépendance préalable ;* [...] *L'interdépendance n'explique pas entièrement la stabilité du système ;* [...] *L'interdépendance est une menace à l'autonomie des États ;* [...] *Elle signifie une vulnérabilité potentielle, que seul le conflit peut solutionner[567] ».*

D'autres arguments plaident en faveur d'une pacification semble-t-il inéluctable de l'humanité. Dans un

---

[565] Charles-Philippe David et Afef Benessaieh, « La paix par l'intégration ? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité », *Études internationales*, 1997, vol. 28 n° 2, p. 227-254, *Érudit*, https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1997-v28-n2-ei3069/703736ar.pdf

[566] *Ibid.*

[567] *Ibid.*

article qui a fait date, « The Demise of Ares[568] » (« la disparition d'Arès », Arès étant le dieu de la guerre dans la mythologie grecque), Bruno Tertrais avance que la marginalisation des conflits pourrait aussi être due à trois phénomènes qu'il surnomme les « 3D » *(« three D's »)* : démocratie, développement et démographie.

La démocratie, d'abord. Rappelant que la démocratie gagne du terrain dans le monde depuis les années 1990 (du moins était-ce le cas au moment de la publication de l'article), M. Tertrais avance que *« cela a un impact sur la sécurité internationale. L'une des rares lois solides en science politique est que les démocraties matures ne se font pas la guerre entre elles ».* Comme celle du *« doux commerce »*, la théorie de la « paix démocratique » entre les nations est ancienne ; Bruno Tertrais montre lui que la démocratie a aussi un impact à la baisse sur les guerres civiles.

Le développement, ensuite. En sus du commerce international qui contribuerait à la sécurité collective par l'interdépendance, l'adoucissement des mœurs et la mutualisation des intérêts, le développement serait *« également en soi un facteur de réduction de la probabilité de guerre civile,* [laquelle] *est fortement corrélée au PIB par habitant* ». Le développement ne se limitant pas à au seul accroissement des richesses, Tertrais cite le progrès des égalités sociales, la réduction des persécutions contre les minorités contribuant à celle de la violence, et les sociétés caractérisées par une plus grande égalité des genres étant moins susceptibles de s'engager dans une expérience conflictuelle.

---

[568] Bruno Tertrais, « The Demise of Ares: The End of War as We Know It ? », *The Washington Quarterly*, août 2012, vol.35 n° 3, p. 7-22, site de la Fondation pour la recherche stratégique, https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/autres/2012/2012-tertrais-twq-demise-ares.pdf

La démographie, enfin. Bruno Tertrais évoque la théorie du *youth bulge* (littéralement « poussée de jeunesse ») : il y aurait statistiquement un lien entre la part des 15-24 ans dans la population totale d'un pays, et le niveau de violence collective en son sein, du fait notamment du manque de perspectives sociales pour de nombreux jeunes hommes. S'il accrédite cette idée, Tertrais estime que le vieillissement de la population va absorber ce *youth bulge* dans la plupart des pays concernés. L'auteur résume le rôle vertueux de la transition démographique future par l'idée qu'au fur et à mesure que les pays vieillissent, « ils deviennent moins enclins à s'embarquer dans un conflit civil ; ils deviennent également plus réticents à se lancer dans des aventures militaires à grande échelle sauf en cas de légitime défense. De plus, les dépenses sociales concurrenceront de plus en plus les budgets de défense ». Il rappelle aussi que le vieillissement renforce les chances pour un pays de devenir une démocratie, renforçant aussi du même coup un autre facteur de pacification.

Ainsi, les « 3D » se nourrissent mutuellement dans un cercle vertueux. Au-delà de ces trois tendances lourdes que sont la démocratie, le développement et la démographie, seraient à l'œuvre des mutations culturelles : Tertrais cite la thèse de Steven Pinker évoquée ailleurs dans ce chapitre, et la *« war fatigue »* (lassitude de la guerre) décrite par John Mueller. Sur la base de statistiques encourageantes et des multiples études consacrées à la pacification du monde, Bruno Tertais conclut que *« le conflit massif et organisé est désormais une caractéristique exceptionnelle de la société humaine et est sur le point de devenir une relique historique. Il se peut très bien qu'il ait disparu à la fin du siècle »*. Si l'auteur n'écarte pas le risque de futurs conflits majeurs, dans cette publication et dans d'autres, nous ne pouvons que souhaiter que « la disparition d'Arès » devienne réalité

d'ici le XXII[e] siècle au plus tard. À la lumière des tendances lourdes de l'histoire récente et de l'état actuel du monde, de nombreux intellectuels avancent donc des arguments convaincants en faveur d'une pacification générale et durable de l'humanité. Rien n'est pourtant moins sûr.

Tout d'abord, parce que la pacification du monde et les phénomènes vertueux qui y contribuent, comme l'expansion de la démocratie, connaissent depuis la fin de la décennie 2010 une phase de ralentissement, voire de régression. Dans une édition récente de l'*Atlas militaire et stratégique de référence* qu'il dirige depuis plusieurs années, Bruno Tertrais, dont l'article « The Demise of Ares » se basait sur une dynamique de déclin de la conflictualité, concède d'ailleurs que celle-ci repart à la hausse depuis quelques années. L'auteur rappelle que « toutes les analyses » montrent depuis 1990 *« une décroissance assez rapide (fin des conflits alimentés par les tensions Est-Ouest), puis une remontée récente. Essentiellement due à des conflits « mineurs »* […]*, elle conduit, du fait de l'intensité de la guerre en Syrie*[569]*, à un accroissement du nombre de morts par an à des niveaux que l'on n'avait pas connus depuis 1990 ou bien pendant la guerre froide (plus de 100 000 morts par an)*[570] *»*.

Cette « remontée récente » est certes limitée (il n'y a notamment pas d'accroissement significatif du nombre de conflits entre États, qui restent une exception) au point que l'on peut raisonnablement espérer qu'il ne s'agisse là

[569] On peut critiquer cette centralité donnée à la seule guerre civile syrienne dans la remontée du nombre de morts liées aux conflits, la guerre civile sud-soudanaise ayant par exemple déjà causé environ 400 000 en 2021, tandis que les conflits au Yémen et en Afghanistan, la « guerre des cartels » au Mexique, font désormais plus de morts par an que le conflit syrien.

[570] Bruno Tertrais (dir.), cartographie de Hugues Piolet, *Atlas militaire et stratégique*, Paris, Éditions Autrement, 2019, p. 9.

que d'une parenthèse, d'un soubresaut dans une dynamique irréversible de marginalisation du phénomène guerrier. La thèse d'une réduction continue de la conflictualité reste à privilégier. Cependant, d'autres signaux faibles invitent à la prudence. En plus des conséquences de la pandémie de Covid-19 qui se feront sentir sur des années, la décennie 2020 s'est ouverte avec une dégradation de la situation dans de nombreux points chauds, incluant jusqu'au redémarrage brutal d'un conflit interétatique gelé au Haut-Karabagh.

En plusieurs régions du monde, le renforcement de la conflictualité redevient une tendance lourde depuis quelques années. Prenons le seul cas du continent africain, si emblématique – jusqu'à en être archétypal – de la permanence des tragédies humaines au XXI^e^ siècle comme des espoirs de progrès et de pacification pour notre temps. On relevait en 2019 que le nombre de conflits en Afrique avait doublé dans les dix dernières années, le nombre de morts dues aux conflits remontant pour dépasser les 70 000 par an[571]. En République « démocratique » du Congo[572], où la guerre du Kivu n'est pas prête de s'arrêter, l'éclatement de la rébellion Kamwina Nsapu en 2016 a par exemple contribué à renforcer l'instabilité du pays. La situation sécuritaire dans la bande sahélo-saharienne semble se dégrader. En Éthiopie, la fin de l'année 2020 a

[571] Michel De Grandi, « Le nombre de conflits a doublé en dix ans en Afrique », *Les Échos*, 4 juillet 2019, https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/le-nombre-de-conflits-a-double-en-dix-ans-en-afrique-1035694

[572] N'oublions d'ailleurs pas que sur le sol de la RDC s'est déroulé un conflit aussi peu connu que dramatique, ayant opposé une coalition entre le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda à une autre composée de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe de 1998 à 2003. Le bilan de cette guerre que l'on surnomme parfois la « première guerre mondiale africaine » dépasserait les trois millions de morts : le fait qu'une telle tuerie soit si peu connue du grand public occidental en dit long sur notre rapport au monde.

vu éclater la guerre du Tigré, aux conséquences humanitaires déjà graves, et un nouveau différend avec le Soudan. S'agissant de la démocratisation du monde, la dynamique s'est visiblement enrayée. Bien qu'il n'ait qu'une valeur indicative et repose sur une méthodologie critiquable, l'Indice de démocratie (Democracy index) publié chaque année par *The Economist*, avec un score pour chaque pays, était pour l'année 2020 au plus bas depuis la création de l'indice en 2006[573]. Certes, les restrictions liberticides dues à la pandémie ont beaucoup pesé dans une telle régression, mais malgré des résultats encourageants dans un petit nombre de pays engagés pour certains sur la voie de la démocratisation, la démocratie semble reculer dans le monde depuis la seconde moitié des années 2010. Triste symbole, le Democracy index pour l'année 2020 a été publié le lendemain du coup d'État en Birmanie (1er février 2021)...

Ensuite, la plupart des éléments précédemment cités, comme les interdépendances liées à la mondialisation, l'avènement de l'économie de la connaissance, l'existence d'une gouvernance mondiale, les changements dans les mentalités, restent précaires et ne sont pas des garanties contre de nouveaux affrontements majeurs. Nous avons parlé à l'instant d'une remontée de la conflictualité et d'une fragilité du processus de pacification qui a permis jusqu'ici de rendre notre monde toujours moins violent. À première vue, ceci ne remet en cause (espérons-le) ni le fait que la tendance de long terme soit à la marginalisation de la guerre et de la violence de masse, ni l'improbabilité de futurs conflits majeurs en grandes puissances. Mais l'histoire n'est pas linéaire : la probabilité que les conflits vont continuer malgré tout à se raréfier

[573] « Democracy Index 2020 : In sickness and in health ? », *The Economist*, 2 février 2021, https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020/

dans les prochaines décennies n'exclut pas de nouveaux bains de sang au même titre, par exemple, que la Guerre civile a éclaté en dépit d'une telle dynamique de pacification globale. De même, les risques de conflit entre grandes puissances remontent à des niveaux supérieurs à ceux de la Guerre froide : la remontée des risques n'équivaut certes pas forcément à celle de la probabilité de les voir se matérialiser. En revanche, elle accroît les possibilités d'accidents, de ruptures improbables. Nous devons cesser de confondre l'absence prolongée de guerres majeures avec une absence de risques de guerres majeures.

Surtout, les facteurs censés nous prémunir du retour de grands conflits ne sont au regard de l'histoire pas si nouveaux qu'on ne le croit généralement, hormis le feu nucléaire, dont il serait imprudent de croire que l'improbabilité de son emploi élimine aussi tout risque de conflit conventionnel entre puissances dotées (les belligérants peuvent aller loin dans l'affrontement tout en restant sous le seuil nucléaire). Les certitudes d'aujourd'hui sur l'impossibilité de nouveaux grands conflits rappellent celles énoncées hier, notamment par des auteurs que nous avons largement oubliés. On peut prédire la marginalisation progressive de la guerre à la lumière de tendances lourdes : on peut aussi rappeler que le risque de mauvaises surprises ne doit pas être sous-estimé à lumière de certains précédents historiques.

## *Quand les certitudes d'aujourd'hui sur l'impossibilité de nouveaux grands conflits rappellent celles de la Belle Époque*

Pour toutes les raisons citées plus haut, nous avons en ce début de décennie 2020 le sentiment d'être

immunisés face au retour des conflits à grande échelle, à défaut de l'être contre les grandes pandémies ou contre les conséquences croissantes du changement climatique. Mondialisation, interdépendance, démocratie, développement humain, progrès technologique : nous pensons que les principaux obstacles au retour du pire sont largement nouveaux et propres à notre époque. Mais ces certitudes ressemblent à celles qui prospéraient dans le débat public à la fin du XIX^e siècle, peu avant la Première Guerre mondiale. Les arguments qui s'opposent aujourd'hui au retour de grands conflits étaient souvent déjà présents chez des penseurs très influents à la Belle Époque et dont le grand public n'entend aujourd'hui plus parler.

Le « plus fameux de ces prophètes démentis[574] » est probablement Jan Gotlib Bloch (dit Ivan Bloch ou Jean de Bloche). Né en 1826 dans ce qui était alors la partie polonaise de l'Empire russe, cet industriel et intellectuel pacifiste s'est penché sur le futur de la guerre tel qu'on pouvait l'imaginer dans le dernier quart du XIX^e siècle. Ses écrits qui lui avaient valu le prix Nobel de la paix en 1901 sont largement tombés dans l'oubli, mais mériteraient d'en sortir. Bloch avait mené une réflexion interdisciplinaire, étudiant aussi bien le formidable potentiel des nouvelles sociétés industrielles (technologie, infrastructures, organisation du travail, optimisation et massification des processus de production, croissance démographique et urbanisation, modernisation de la finance, extension du commerce international…) que les nouveautés dans le domaine militaire. Observateur assidu des relations internationales, Jan Gotlib Bloch avait pu voir l'émergence d'un nouveau type de guerre apparu avec les guerres de Crimée et de Sécession se concrétiser plus

[574] Christian Malis, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2014, p. 36.

près de chez lui avec la Guerre des Duchés (1864), la guerre entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Empire d'Autriche, puis la terrible Guerre de 1870 entre la France et le futur Empire allemand. Dans *Impossibilités techniques et économiques d'une guerre entre grandes puissances*[575] et *La Guerre future aux points de vue technique, économique et politique*, il avançait avec des arguments convaincants l'idée que la perspective d'un conflit à grande échelle entre les grandes puissances de l'époque serait tellement suicidaire ne serait-ce que sur le plan économique qu'elle en devenait impossible, ou en tout cas impensable. Bloch a synthétisé ses réflexions dans *Is War Now Imposssible ?*[576], dont nous allons voir à quel point certains extraits étaient prémonitoires. On relève de nombreuses similitudes entre ce qu'écrivait Bloch, et les raisons supposées nous prémunir de tout nouveau conflit majeur en-dehors de la dissuasion nucléaire.

A titre d'exemple, la mondialisation est aujourd'hui vue, on l'a dit, comme un obstacle aux grands conflits. Le commerce international dans les années 1900-1910 avait pourtant ouvert la voie à ce que de nombreux historiens considèrent comme une première mondialisation aboutie[577], malgré les divers épisodes de protectionnisme comme les lois Méline en France, les tensions géopolitiques et l'insuffisance de certaines infrastructures. Le monde – en tout cas le monde occidental, avec ses colonies et dépendances – était en 1914 presque aussi

[575] Réédité en français en 2017 à des fins de perpétuation du patrimoine littéraire : Jan Bloch, *Impossibilités techniques et économiques d'une guerre entre grandes puissances: conférences tenues à la Haye en juin 1899*, Paris, Hachette Livre BNF.

[576] En accès libre à cette adresse : https://archive.org/details/iswarnowimpossib00bloc

[577] Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La république des idées », 2003.

interdépendant qu'il ne l'était au début des années 2000 ! Comme le notait l'un des plus grands théoriciens des relations internationales, le réaliste Kenneth Waltz, le poids du commerce (valeur cumulée des importations et exportations au niveau national) de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de l'Allemagne représentait 33 à 52% de leurs PNB au début des années 1910[578]. Avec un tel taux d'ouverture commerciale, une guerre entre ces grandes puissances ne pouvait relever que du suicide. Désireuses de profiter d'opportunités en France, de nombreuses entreprises allemandes ouvraient des sites de production en France pour contourner les droits de douane, installant la plupart du temps leurs bureaux dans le quartier parisien de la cité Paradis. Quant aux entreprises françaises, beaucoup étaient attirées par le dynamisme économique allemand. Un autre grand théoricien réaliste, John Mearsheimer, faisait le constat suivant : *« Les années entre 1890 et 1914 furent probablement l'époque de la plus grande interdépendance économique de l'histoire de l'Europe. Pourtant, la Première Guerre mondiale a éclaté après cette période*[579] *»*. Certains auteurs, comme Erik Gartzke et Yonatan Lupu[580], estiment que l'exemple de la Première

[578] Kenneth N. Waltz, « Structural Causes and Economic Effects », *in* Richard K. Betts (dir.), *Conflict After the Cold War : Arguments on Causes of War and Peace*, New York, 5e édition, 2017 [2011], p. 295.

[579] John J. Mearsheimer, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1, 1990, pp. 5–56. https://www.semanticscholar.org/paper/Back-to-the-Future%3A-Instability-in-Europe-After-the-Mearsheimer/b08c37852ec08baf7b2bad24a80ebd1dbbdfa72e

[580] Erik Gartzke, Yonatan Lupu, « Trading on Preconceptions : Why World War I Was Not a Failure of Economic Interdependence », *International Security*, vol. 36, n° 4, 2012, pp. 115–150, Social Science Research Network, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1706942

Guerre mondiale comme preuve de l'échec de l'interdépendance économique à maintenir la paix n'est par pertinent, mais ceci reste encore à démontrer tant les contre-arguments sont nombreux et efficaces.

Si le commerce « adoucit les mœurs », celui-ci avait en tout cas créé au début du XX$^{e}$ siècle un niveau d'interdépendance suffisamment fort pour que les principaux partenaires commerciaux n'aient pratiquement aucun intérêt à se faire la guerre. N'est-ce pas encore une fois l'un des arguments avancés pour décrédibiliser l'hypothèse d'un conflit entre les pays moteurs de la mondialisation, ou un conflit entre pays d'importance moindre mais capable de déstabiliser l'organisation du commerce international ? L'histoire a hélas plusieurs fois montré que les relations commerciales étaient aussi souvent sources de conflits. On notera d'ailleurs que les écrits de Montesquieu sur le « doux commerce » pacificateur, évoqués plus haut, avaient déjà été invalidés peu après leur publication. Le volet franco-britannique de la guerre de Sept Ans (1756-1763), que d'aucuns considèrent à l'instar de Churchill comme le vrai premier conflit mondial, n'avait en effet pas pour objet les « quelques arpents de neige[581] » au Canada dont parlait Voltaire, lui aussi convaincu que le commerce était facteur de paix[582], mais des enjeux commerciaux d'une extrême importance qui ont plus tard installé la domination du monde anglo-saxon sur le reste de la planète... Le développement exponentiel du commerce et des échanges à tous les niveaux n'est pas nécessairement une garantie contre l'expansion de la violence de masse et le retour de grands conflits. Pour en revenir à la situation qui prévalait à la veille de la Première Guerre mondiale, celle où

[581] Voltaire, *Candide ou l'Optimisme*, chapitre XXIII.

[582] Edmond Dziembowski, *La guerre de Sept Ans 1755-1763*, Paris, Perrin, 2015, p. 268.

écrivait Bloch, d'autres phénomènes étaient censés empêcher que les grandes puissances ne s'abîment dans des conflits suicidaires.

À la Belle Époque, il était clair que l'ampleur de la production industrielle, l'explosion de la taille des villes et la démultiplication de la main-d'œuvre devaient aussi conduire à une industrialisation rapide des conflits. On commençait à entrevoir la perspective d'une transformation des guerres en compétition industrielle, où les grandes puissances mettraient à contribution des millions d'ouvriers (ou plutôt d'ouvrières du fait de la mobilisation) pour produire en quantités astronomiques armes et munitions, où les obus pleuvraient par milliards et où les hommes mourraient par millions, où des villes immenses seraient réduites en océans de ruines et des sociétés prospères plongées dans la pénurie. Bloch voyait les choses ainsi : *« Tout d'abord, le massacre augmentera, à une échelle si effroyable qu'il deviendra impossible d'amener la bataille à trouver une issue décisive* […] *Puis, au lieu d'avoir une guerre ou l'on combat jusqu'à la fin dans une série de batailles décisives, on assistera à une tension de plus en plus grande des ressources dans les deux camps ennemis* [...] *une dislocation totale de l'industrie et un épuisement de tous les biens* [...] *L'avenir de la guerre, ce n'est pas tant le combat que la famine, la banqueroute et la dislocation complète de la société*[583] *»*. Il s'est hélas trompé en croyant que de telles perspectives seraient trop rebutantes.

Tirant les conséquences de la létalité croissante des armes et de l'explosion de la puissance de feu des armées

[583] Extrait traduit par Thérèse Delpech, *in* Thérèse Delpech, « La "Guerre impossible" selon Ivan Bloch », *Politique étrangère n°3 - 2001 – 66e année,* p. 705-712, https://www.persee.fr/docAsPDF/polit_0032-342x_2001_num_66_3_5111.pdf

européennes, qu'il détaille dans ses écrits avec une précision d'orfèvre, Bloch avait même vu venir la guerre de positions entre armées figées dans des tranchées : *« Il est certain que chacun sera dans des tranchées lors du prochain conflit. Ce sera une grande guerre de tranchées. L'arme blanche sera aussi importante pour le soldat que son fusil. La première chose que tout homme devra faire, s'il tient à sa vie, sera de creuser un trou dans le sol et de construire un rempart aussi solide que possible pour se protéger de la volée de balles et d'obus qui rempliront l'air. C'est une des raisons pour lesquelles il sera impossible de conduire des guerres rapides*[584] *»*. Mais il s'est là encore trompé en croyant (ou en voulant croire) que les terrifiants progrès de l'armement (cadence de tir et maniabilité des fusils, puissance de feu de l'artillerie et des mitrailleuses, développement d'armes nouvelles…) auraient un aspect dissuasif. Beaucoup de gens ont cru à cette époque que le potentiel destructeur d'armes sans cesse améliorées interdirait toute tentative de s'en servir un jour. Une idée qui rappelle le principe même de la dissuasion nucléaire et conventionnelle. Thérèse Delpech elle-même compare les propos de Bloch selon qui *« les guerres deviendront moins meurtrières parce qu'elles sont devenues plus meurtrières* [...] *mais, aussi longtemps que l'humanité n'aura pas fait l'expérience de leur puissance destructrice, elles continueront leurs massacres sanglants*[585] *»* avec les doctrines de dissuasion de la Guerre froide. On rappellera que certes, la puissance diabolique des armes nucléaires actuelles n'a rien à voir avec la puissance de feu d'un canon Krupp, d'une mitrailleuse Gatling ou de fusils Lebel ou Dreyse, pour prendre des exemples d'armes de la Belle Époque. Il y a en effet une différence entre saigner à blanc toute une

584 *Ibid*.
585 *Ibid*.

classe d'âge masculine comme au cours de la Grande Guerre, et risquer la destruction mutuelle totale par le feu nucléaire. Mais encore une fois, n'allons pas croire que la dissuasion nucléaire, qui nous a jusqu'ici évité malgré tout bien des malheurs, suffise à elle seule à empêcher les puissances militaires de demain d'utiliser leur arsenal conventionnel dans des proportions dignes des affrontements du passé.

Un autre argument avancé à l'époque de Jan Gotlib Bloch semble étrangement contemporain : l'idée que la sophistication des armes, au-delà de leur aspect meurtrier, les rendrait trop difficiles à concevoir, trop chères à fabriquer, et donc inaptes à être utilisées en masse. De manière plus large, c'est la perspective du coût astronomique d'un conflit entre grandes puissances qui devait rendre celle-ci impensable pour des sociétés qui aspiraient de plus en plus à un certain confort de vie. Un effort de guerre totale était alors de moins en moins concevable au regard de la structure des économies industrialisées. N'oublions pas que le niveau de la dépense publique rapportée au PIB des futures puissances belligérantes de 14-18 était extrêmement faible comparé à aujourd'hui ; en France, la dépense publique représentait environ 14-15% de la richesse nationale avant 1914[586] (contre environ 55% en 2019, et plus de 60% à l'heure d'écrire ces lignes en pleine crise pandémique). Les États étaient moins enclins au dirigisme économique et souvent soucieux de maintenir l'ordre social en place. L'hypothèse que ces États se livrent à une guerre mobilisant l'ensemble de l'économie, brisant le fonctionnement de sociétés hiérarchisées, était difficilement recevable : pourtant, les

[586] Christine André et Robert Delorme, « L'évolution séculaire des dépenses publiques en France », *Annales*, vol. 33, n° 2, 1978, p. 255–278, *Persée*, https://www.persee.fr/docAsPDF/ahess_0395-2649_1978_num_33_2_293924.pdf

belligérants sont entrés dans une guerre totale qui a radicalement changé la structure même de leurs économies. À comparer avec l'idée récente que des économies développées où les dépenses de protection sociale et de fonctionnement des services publics pèsent très lourd ne pourront jamais renouer avec l'effort de guerre, à laquelle s'adjoint l'hypothèse que les États moins développés ne pourraient mener un tel effort. On a en effet du mal à imaginer nos économies modernes basculer dans une situation de guerre ; toutes proportions gardées, la crise du Covid-19 nous a déjà donné un (timide) aperçu de ce que signifie basculer en quelques semaines dans un autre monde. La comparaison avec une économie de temps de guerre ou l'impératif de reconstruction économique, qui ont surtout été employés durant la première vague épidémique, n'était pas usurpée. En bref, les idées de Jan Gotlib Bloch mériteraient d'être relues aujourd'hui, tant elles nous semblent familières.

D'autres penseurs influents de la Belle Époque avaient conclu à l'impossibilité de nouveaux conflits de masse en usant d'arguments là aussi très proches de ceux que nous entendons aujourd'hui, touchant un large public. L'exemple le plus emblématique après Bloch est probablement celui de Norman Angell. En 1909, Angell expliquait dans son livre *Europe's Optical Illusion* que l'interdépendance économique des grandes puissances européennes rendait « quasiment impossible[587] » tout conflit entre elles ; « l'illusion d'optique » dont parlait l'auteur faisait référence aux inquiétudes croissantes de voir le choc des nationalismes provoquer une guerre : pour lui, ces craintes ne pouvaient résister au fait que les potentiels belligérants auraient tellement à perdre sur le

[587] Philippe Moreau-Defarges, *La Tentation du repli : Mondialisation, démondialisation (XVe-XXIe siècles)*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 224.

plan économique que la protection rationnelle de leurs intérêts l'emporterait sur les facteurs susceptibles de déclencher un affrontement. Si un conflit devait avoir lieu, il serait nécessairement court, comme le pensaient aussi bien ceux qui souhaitaient faire parler la poudre que ceux qui se résignaient à une telle issue.

Plus précisément Norman Angell montrait que dans un « monde civilisé » reposant sur le commerce et le crédit, où les interconnexions étaient si forte et la division internationale du travail si complexe, la conquête territoriale et la domination militaire ne présentaient plus d'intérêt. L'auteur soulignait par exemple l'importance des interdépendances financières, à une époque où *« la complexité de la finance moderne* [rendait] *New York dépendante de Londres, Londres de Paris, Paris de Berlin, à un degré plus élevé que jamais dans l'histoire ».* À quelques années de la Grande Guerre, les banques et investisseurs britanniques finançaient sinon massivement les industries allemandes ; l'Empire britannique en tirait profit, entre la croissance du commerce international et celle de la demande allemande en financements britanniques. Parallèlement à ce bénéfice mutuel, il y avait une interdépendance contrainte : l'Allemagne était très débitrice du Royaume-Uni, profitant à ce dernier, et le succès de son industrie était lié à la sécurité financière de Londres. Bien que rivaux, les deux pays n'avaient sur ce point pas intérêt à l'affaiblissement de l'autre, et tout intérêt à normaliser leurs relations. Angell était particulièrement convaincant dans sa volonté de démontrer l'absurdité du pillage, de la confiscation et de l'exploitation qui désormais ne rapportaient plus rien. Il était clair que l'Allemagne ne profiterait pas d'une conquête ou d'un effondrement de la Grande-Bretagne, et inversement : l'auteur estimait qu'une telle évidence calmerait les ardeurs des dirigeants allemands bien plus que la dissuasion offerte par la puissance navale

britannique. Dans les relations entre puissances « civilisées », le conquérant avait désormais davantage intérêt à laisser le vaincu jouir d'une économie prospère dont il garderait la propriété qu'à le soumettre. Angell invoquait aussi des arguments sociologiques et psychologiques pour montrer que les tensions internationales et la présence de courants militaristes et belliqueux dans les grands pays européens étaient en réalité à relativiser. Ces thèses qui étaient dans l'air du temps trouvèrent vite leur public.

Le livre de Norman Angell fut republié en 1910 sous le titre *The Great Illusion*[588] et devint l'un des plus grands best-sellers du début du XX^e^ siècle, traduit dans de nombreuses langues. Le chef-d'œuvre de Renoir *La Grande illusion* tire d'ailleurs son nom du livre, signe de sa notoriété à l'époque. À l'été 1914, une large partie des élites européennes continuait de croire que la perspective de voir la crise internationale déboucher sur un conflit majeur relevait d'une « grande illusion ». En 2015, le général Vincent Desportes, dans *La dernière bataille de France*, se demandait : « Un siècle plus tard, la France serait-elle à nouveau frappée du syndrome de Norman Angell[589] ? ». C'est l'Europe dans son ensemble qui semble communier à nouveau dans un tel syndrome. Quant à Norman Angell, sincèrement convaincu que l'humanité ne saurait s'abîmer une nouvelle fois dans la guerre totale, il se fourvoya une deuxième fois lorsqu'il publia en 1933 une version mise à jour de son *best-seller*, qui lui valut comme à Bloch auparavant le prix Nobel de la paix. En

[588] Norman Angell, *The Great Illusion. A Study of the Relation of Military Power to National Advantage*, Londres, G.P. Putnam's Sons, 1910. En accès libre à cette adresse : https://www.gutenberg.org/files/38535/38535-h/38535-h.htm

[589] Vincent Desportes, *La dernière bataille de France : Lettre aux Français qui croient encore être défendus*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2015, p. 37.

cette année où Hitler s'installait au pouvoir et où plusieurs grandes nations industrialisées tentaient de sortir de la crise économique, le déclenchement d'une nouvelle guerre totale succédant à la boucherie de 14-18 semblait dur à envisager… En parlant des années 1930, dont on a répété tant de fois à plus ou moins bon escient qu'elles étaient le miroir de notre temps, il faudrait rappeler que beaucoup estimaient alors que la gravité de la crise économique et sociale dissuaderait les grandes puissances de réarmer pour un nouveau conflit – notre propre pays a d'ailleurs affaibli son outil militaire en raison des contraintes financières, avant de se ressaisir trop tard. Beaucoup pensaient aussi que l'Allemagne, sonnée par la crise et limitée par les dispositions militaires du Traité de Versailles, ne pourrait pas se donner les moyens militaires de ses ambitions ; on raconte généralement que les démocraties occidentales ont laissé faire Hitler par peur de voir se rééditer l'enfer des tranchées, mais il conviendrait d'ajouter que pour les raisons évoquées plus haut, le Führer n'a souvent pas été pris au sérieux dans ses intentions. On n'insistera pas sur le fait que le principal argument d'alors contre l'hypothèse d'un nouveau conflit apocalyptique vingt ans après Verdun et la Somme résidait précisément dans l'espérance que les leçons de 14-18 auraient été correctement assimilées (« La Der des Ders »), tout comme nous voulons croire qu'une guerre entre grandes puissances ne saurait advenir dans le monde post-1945. Comparer notre époque à l'Entre-deux-Guerres est souvent simpliste et malvenu, mais s'agissant du déni vis-à-vis du potentiel retour de grands conflits, il y a des similitudes.

## *Redécouvrir les leçons de 1914 et 1870 pour le XXI^e siècle*

Regardons également le contexte dans lequel écrivaient Bloch et Angell, que devraient lire ceux qui balaient d'un revers de la main l'idée de conflits majeurs. Nous croyons aujourd'hui que l'éclatement de la Grande Guerre à l'été 1914 était inévitable du fait des jeux d'alliance, des antagonismes de puissance et de la dynamique des nationalismes, que les mises en garde de pacifistes comme Jaurès étaient marginales, que la guerre était prise avec une telle légèreté que les combattants seraient partis au front « la fleur au fusil » (en France, ils sont surtout partis avec un réel sens du devoir mêlé de résignation, de crainte et d'espoir d'en finir rapidement, le fameux « consentement patriotique » ayant été malgré une réalité tout au long de la guerre pour l'immense majorité des combattants). Nous considérons la Belle Époque, qui présente tant de similarités avec notre propre temps, comme une parenthèse crépusculaire avant le déchaînement d'horreurs du XX^e siècle, alors que les contemporains y voyaient généralement une aube ouvrant sur de longs jours de paix ; du moins, si le risque de guerre était présent dans de nombreux esprits, le consensus était qu'une guerre serait courte. Stefan Zweig écrivait en 1942 dans *Le Monde d'hier*[590] : *« Si je cherche une formule commode qui résume l'époque antérieure à la Première Guerre mondiale dans laquelle j'ai été élevé, j'espère avoir trouvé la plus expressive en disant : "C'était l'âge d'or de la sécurité". »* Comme démontré plus haut, nous vivons plus que jamais un tel « âge d'or de la sécurité »… lequel pourrait à terme s'avérer tout aussi précaire que

[590] *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Le Livre de Poche, 1996 [1944].

celui que regrettait l'auteur de *La Confusion des sentiments* ?

On se trompe aussi lorsque l'on estime qu'une nouvelle guerre franco-allemande était perçue comme inévitable, notamment au sujet de l'Alsace-Lorraine. L'étude de la rivalité franco-allemande autour de cette région est riche en enseignements. Tant de gens ont cru, des deux côtés de la « ligne bleue des Vosges » qui marquait alors la frontière entre la France et l'Allemagne, que le pire n'aurait pas lieu malgré le caractère brûlant de la question des « provinces perdues ». Nous verrons plus loin que contrairement à une idée reçue, la France de la Belle Époque n'était motivée à partir en guerre ni par la quête d'une revanche sur 1870, ni par la volonté de reconquérir l'Alsace-Lorraine – nous n'étions plus dans les années 1880. Ces deux enjeux ne sont redevenus des causes et buts de guerre que lorsque les combats étaient déjà engagés. Le patriotisme dans lequel communiait la population française avait peu à voir avec le nationalisme revanchard et va-t-en guerre qu'on attribue souvent à la France de ce temps : les Français étaient pacifistes. La mémoire de 1870, les Français qui n'avaient pas connu l'Année terrible l'ont surtout recouvrée pendant le conflit : elle ne les y a pas conduit. L'Alsace-Lorraine et son souvenir étaient omniprésents, des odonymes aux discours en passant par les arts, jusqu'aux crises politiques intérieures et extérieures ; l'espoir de voir cette terre revenir un jour à la France était toujours là, quoique chancelant. Cette question s'est vite muée en une nostalgie des « provinces perdues » que beaucoup pensaient perdues pour toujours. Leur retour à la France est jusqu'au bout resté un désir ardent, mais on n'imaginait cependant pas une guerre à son sujet ; on rejetait même cette issue dans une part peut-être majoritaire de l'opinion. Et si la guerre devait avoir lieu, elle devait ressembler, pensait-on généralement, aux scènes de batailles peintes par Édouard

Detaille ou d'Anton von Werner. Dans notre pays, l'idée dominante était qu'une guerre contre les « Boches » serait rapide si elle avait lieu, du fait par exemple de l'Entente avec les géants russe et britannique ; côté allemand, elle était qu'une nouvelle guerre contre les Français marquerait une victoire encore plus rapide que celle de 1870. Quant à ceux qui imaginaient une guerre bien plus sombre et violente, ils y voyaient la preuve que celle-ci n'aurait pas lieu face à la peur du pire.

Dans *La France et son armée*, Charles de Gaulle décrit l'atmosphère qui régnait en France avant la Grande Guerre : *«* [...] *la nation, qui souhaite la paix, caresse, en même temps, des espoirs de revanche. Il est vrai qu'il s'agit là de rêves plutôt que de résolutions* […]. *Point de cérémonie publique, de fête populaire, de séance de café-concert, où n'apparaissent, au milieu des bravos, l'Alsacienne et ses rubans. On attend sans hâte, mais non sans ardeur, le jour où "le tambour battra". On ne doute pas que, tôt ou tard, "ils" nous rendront l'Alsace et la Lorraine. Une sourde complaisance accueille, au salon, au café, la prophétie du citoyen bien renseigné : "Nous aurons la guerre au printemps prochain"*[591] *»*. Qu'elle fût crainte ou désirée, la guerre contre l'Allemagne était attendue par de nombreux Français comme une sorte de fatalité, mais paraissait lointaine ; très peu de gens imaginaient sinon un conflit total à l'échelle de l'Europe. Et ceux qui percevaient une telle issue étaient souvent de l'avis de Bloch ou d'Angell : face au risque de voir le Vieux Continent à feu et à sang, ses dirigeants reviendraient, pensait-on, à la raison. Les archives montrent aussi qu'à l'entrée dans la guerre, peu de combattants voyaient celle-ci s'éterniser. Si la question de l'Alsace-Lorraine et le souvenir de 70 cristallisaient les

[591] Charles de Gaulle, *La France et son armée*, Paris, Perrin (coll. « Tempus ») 2016 [1938], p. 236-237.

tensions, les facteurs belligènes (c'est-à-dire susceptibles de provoquer une guerre) ne manquaient pas entre les potentiels belligérants. L'étincelle est comme on le sait venue d'ailleurs, avec l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914. Un prince inconnu du grand public d'Europe occidentale avait été tué dans une région meurtrie par les guerres et perçue comme retardée. Durant les semaines de crise qui suivirent, alors que la guerre semblait de plus en plus inévitable, et que beaucoup l'imaginaient toujours être courte et « à l'ancienne », quelques rares esprits avertis s'inquiétaient de voir se réaliser la prédiction d'un conflit si catastrophique qu'il était auparavant jugé impensable. Contrairement à ce que l'on croit souvent, les dirigeants des grandes puissances européennes ont tous cherché à un moment ou un autre à limiter l'impact de la crise et sauver la paix ; au-delà du jeu des alliances qui a fini par plonger toute l'Europe dans le conflit (rappelons d'ailleurs que la Triple Alliance et la Triple Entente avaient aussi une valeur dissuasive face aux risques de guerre...), chaque camp a fini par céder aux facteurs belligènes, mais non sans en avoir cherché à les éviter.

Si l'historiographie récente de la Première Guerre mondiale et de ses origines considère comme excessives des théories comme celles de Fritz Fischer (qui avait suscité un débat animé en défendant dans son ouvrage *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale* l'idée que le Reich planifiait une guerre pour hâter son accession au rang de puissance mondiale, et profité de l'opportunité de 1914 pour écraser ses adversaires), la communauté historienne s'accorde assez largement pour pointer une certaine responsabilité des dirigeants allemands dans le déclenchement de la guerre. À l'instar d'une grande partie des élites politiques, industrielles et militaires du Reich, Guillaume II a hésité avant d'engager son pays sur la voie des hostilités. La décision d'entrer en guerre a fini par s'imposer pour diverses raisons allant d'une obsession de

la sécurité (puissance centrale sur le Vieux Continent où elle était entourée d'ennemis, l'Allemagne wilhelmienne souffrait d'un complexe obsidional comparable à celui qu'entretient la Russie aujourd'hui) à des ambitions hégémoniques. Ces ambitions hégémoniques se retrouvent pour partie dans le *Septemberprogramm* qu'aurait imposé le Reich en Europe s'il avait gagné. Pour le gouvernement impérial, les risques encourus en valaient la peine. L'une des principales raisons pour lesquelles Berlin a fini par s'engager pleinement aux côtés de Vienne face à la Serbie (alors qu'il était encore temps de limiter l'escalade) était la certitude... que la Russie n'oserait pas risquer la guerre. L'idée que l'Allemagne écraserait vite la France et l'Autriche la Serbie se doublait de la conviction qu'aucun des potentiels belligérants ne souhaitant s'engager dans une guerre longue, ceux-ci seraient forcés de négocier une fin rapide des hostilités avec une Allemagne en position de force. Cette certitude qu'une nouvelle guerre entre grandes puissances serait courte n'est-elle pas solidement ancrée à notre époque ? La Chine comme la Russie semblent faire le pari qu'en imposant un fait accompli à leurs frontières, elles pourraient négocier la sortie rapide d'une guerre dont personne ne veut dans des conditions favorables ; les États-Unis, eux, font le pari que leur supériorité leur donnerait la haute main pour hâter la fin d'éventuelles hostilités.

Pour notre pays, le désir de revanche, la reconquête des provinces perdues, la possibilité d'en finir avec la menace allemande en la vainquant sur le champ de bataille, ont fini par l'emporter dans les derniers instants. Mais la France de 1914 n'était pas davantage impatiente de faire la guerre que ses soldats ne sont partis « la fleur au fusil ». Depuis les années 1880, le revanchisme présent de manière diffuse dans la société française (le camp de la Revanche avec un grand « R ») n'y revenait vraiment sur le devant de la scène que par intermittence, et n'était

vraiment actif qu'au sein d'une part minoritaire de l'opinion dans les années 1910. Le souvenir de l'humiliation de 1870 et la volonté de la venger, de reprendre l'Alsace-Lorraine, sont restés très puissants dans la « France de l'intérieur » comme dans les départements annexés par le Reich[592], mais ont perdu de leur vigueur à l'orée du XX^e^ siècle. Contrairement à une idée reçue, l'école républicaine et ses « hussards noirs » ne martelaient plus dans les dernières années précédent la Première Guerre mondiale la nécessité de la Revanche contre les « Boches ». Jean-François Lecaillon résume très bien la situation qui prévalait alors : *« Si l'école de la République a su transmettre à toute une génération de Français un esprit, c'est bien le patriotisme.* [...] *L'esprit de revanche était une manifestation parmi d'autres de ce patriotisme. Cela ne signifie pas pour autant que tout patriote adhérait à cette expression-là. Si le revanchisme a besoin du patriotisme, la réciproque n'est pas vraie*[593] *».* Des contemporains de la guerre franco-prussienne écrivaient d'ailleurs en 1914 que le rêve de la Revanche est « celui de toute notre génération » (donc la leur plutôt que celle des jeunes montant au front), d'autres parlant de l'émotion face à la Revanche « des vieux, des vaincus de 1870 ». Le sentiment qui régnait dans les années à la charnière des XIX^e^ et XX^e^ siècles mêlait nostalgie des provinces perdues, mémoire douloureuse de 1870, et rancœur et méfiance vis-à-vis de l'Allemagne, mais n'était pas va-t-en-guerre. La guerre ne figurait pas parmi les premières préoccupations des Français, qui n'en voulaient pas dans la mesure où rien ne la justifiait à court terme. L'opinion était

[592] Aurélien Duchêne, « Comment les Alsaciens ont véritablement vécu la domination allemande (1871-1918) », blog personnel, 20 mai 2018, https://aurelien-duchene.fr/comment-les-alsaciens-ont-veritablement-vecu-la-domination-allemande-1871-1918/

[593] Jean-François Lecaillon, *Le souvenir de 1870, Histoire d'une mémoire*, Paris, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2012, p. 232-233.

en France bien mieux préparée à l'éventualité d'un conflit qu'au nord de la Manche par exemple, mais largement attentiste. Le rédacteur du journal *Le Lorrain* s'indignait ainsi que *« depuis des années et des années, nous souffrions en Alsace-Lorraine du pacifisme à outrance dont la France officielle paraissait facilement s'accommoder. La question d'Alsace-Lorraine, la revanche, étaient devenues un thème banal du discours pour distribution des prix !*[594] *»*.

Si la « blessure saignante[595] » de 1870 était présente jusque dans la politique coloniale de la France, comme l'écrivent Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, la persistance d'une mémoire douloureuse n'était pas en 1914 le moteur de la guerre. Comme le note Lecaillon : *« Lors de la mobilisation de 1914, le souvenir et/ou la mémoire de 1870 ne furent pourtant pas très mobilisateurs.* […] *En 1914, les Français partirent en guerre avec détermination, mais sans que leur esprit soit si imprégné de la Mémoire de 1870 que celle-ci puisse être considérée comme ayant joué un rôle décisif*[596] *»*. L'hypothèse d'une guerre contre l'Allemagne restait certes prise au sérieux, mais se heurtait à l'ampleur du sentiment pacifiste, comme en témoignait encore en 1913 le vote de la loi des Trois ans qui étendait le service militaire ; divisant l'opinion, cette loi comptait parmi ses détracteurs la gauche, mais aussi les libéraux. Généralement favorable à une relation apaisée avec l'Allemagne, le patronat s'opposait largement à une remilitarisation pesant sur l'économie, infirmant l'idée répandue selon laquelle les capitalistes poussaient à une

---

[594] *Ibid*., p. 150-151.

[595] Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker, *La France, la Nation, la Guerre : 1850-1920*, Paris, Sedes (coll. « Regards sur l'Histoire »), 2012, p. 161.

[596] Jean-François Lecaillon, *Le souvenir de 1870, Histoire d'une mémoire*, *op. cit*., p. 240-241.

guerre : les milieux économiques des deux pays cherchaient généralement un réchauffement des relations. Plusieurs personnalités politiques comme l'ancien président du Conseil Joseph Caillaux, s'opposaient eux à cette loi dans l'idée qu'il était toujours possible d'apaiser la relation avec l'Allemagne et se rapprocher d'elle. On l'oublie aujourd'hui, mais des deux côtés des Vosges se trouvaient des défenseurs d'un rapprochement franco-allemand. Tout comme les Français affirmeront avoir été agressés dans leur pacifisme, les milieux dirigeants allemands considéreront au moment d'entrer en guerre que la France s'oppose à une volonté allemande de détente. Le baron de Schoen, ambassadeur d'Allemagne à Paris de 1910 à 1914, rapporte une anecdote qui en dit long : après qu'il ait fait des signes d'ouverture à l'ancien Président du Conseil Louis Barthou, qui fit voter la loi des Trois ans, pour améliorer les relations entre son pays et la France, Barthou lui aurait répondu : « Rendez-nous l'Alsace-Lorraine, et nous serons les meilleurs amis de la terre... »[597]. En mai 1913, une centaine de parlementaires français rencontraient une quarantaine de leurs homologues allemands pour œuvrer au rapprochement franco-allemand ; un an plus tard, soit quelques semaines avant l'attentat de Sarajevo, un comité se réunissait à Bâle. La volonté de rapprochement existait, et butait sur le sort de l'Alsace-Lorraine. On voyait pourtant mal comment ce différend territorial déclencherait une guerre sans que la France ne vienne réclamer du jour au lendemain la terre qu'elle avait cédé en 1871 : à quelle occasion le ferait-elle, alors que le rapport de forces avec l'Allemagne était défavorable et l'opinion française pacifiste ?

À la veille de la Première Guerre mondiale, la

[597] Jean-Noël Grandhomme (dir.), *Boches ou tricolores, les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, Éditions la Nuée Bleue/DNA, 2008, p. 39.

réintégration de l'Alsace-Lorraine par une voie politique ou militaire passait souvent pour un vœu pieux : si Metz et Strasbourg devaient revenir à la France, on se demandait quand. L'Alsace-Lorraine restait française dans les cœurs et les esprits mais le redeviendrait-elle un jour au plan politique ? Songeons d'ailleurs au fait que dans les quelques années précédent la guerre, les Alsaciens et Mosellans annexés basculaient progressivement vers une forme de résignation au fait de rester allemands, devant l'absence de perspective d'un prochain retour à la France. Si la très grande majorité de la population d'Alsace-Lorraine est restée francophile et opposée à l'annexion jusqu'en 1914, elle s'acheminait vers une quête d'autonomie dans le Reich, au sein duquel elle avait obtenu d'importantes concessions politiques. Le fameux incident de Saverne (automne 1913) avait révélé une nouvelle fois l'échec de l'intégration à l'Allemagne et l'ampleur du chemin à parcourir, mais la perspective d'un ancrage progressif de l'Alsace-Lorraine dans le Reich semblait alors plus crédible que celle d'un futur retour à la France. Satisfaits d'une situation économique et d'avancées sociales meilleures qu'en France, dont le tournant anticlérical les inquiétait, de plus en plus d'Alsaciens et Mosellans voyaient dans l'appartenance au Reich un moindre mal dont s'accommoder ; l'enjeu devenait de préserver l'Alsace-Lorraine d'une dissolution progressive dans la nation allemande, plutôt que de rejoindre la France. Quelques années plus tard, le retour à la France serait pourtant embrassé immédiatement par la quasi-totalité de la population.

Revenons à la situation qui prévalait en France juste avant la Grande Guerre. Dans la France des années 1910, la plupart des gens, on l'a dit, estimaient peu probable qu'une guerre éclate dans un futur proche, du moins pas sans un bouleversement majeur. Quand on évoquait la nécessité d'améliorer le rapport de force face à

Berlin, de perfectionner la défense nationale, c'était le plus souvent dans une logique de dissuasion, de sécurité. Le militarisme était rarement synonyme de bellicisme, tout comme le nationalisme cocardier n'avait pas toujours pour programme de prévoir une guerre : il s'agissait souvent de préparer la victoire finale dans l'éventualité du pire. La campagne des élections d'avril-mai 1914, remportées par la gauche et le centre qui partageaient un pacifisme plus ou moins militant, avait largement tourné autour du maintien ou non de la loi des Trois ans[598]. Celle-ci aurait été supprimée par la nouvelle majorité si le président Raymond Poincaré n'avait pas mis René Viviani à la tête du Conseil des ministres. Comment sommes-nous passés d'une France sincèrement attachée à la paix à une Nation combattante dont l'héroïsme et la résolution ont peut-être pesé plus encore que l'aide des alliés dans la victoire finale ? Tout a basculé très rapidement. C'est au cours de l'été que se sont éveillées les passions nationales ; l'opinion s'est vite ralliée à la guerre, mais davantage par le sentiment d'une nécessité (vaincre la menace allemande, reprendre les provinces perdues) et d'un devoir (envers la patrie menacée par un ennemi surpuissant, envers les Alsaciens et Lorrains, et dans une moindre mesure envers le souvenir humiliant de 1870) à remplir que par enthousiasme. Les courants nationalistes qui étaient minoritaires dans l'opinion française ont rallié celle-ci à leur cause : d'une revanche dont la réalisation semblait aussi lointaine que la guerre elle-même, on est passé à l'irruption de la revanche comme l'une des justifications de la guerre, comme l'un de ses buts alors qu'elle était déjà engagée. Pour Jean-Jacques Becker : *« La question d'Alsace-Lorraine est malgré tout plus sensible pour la France que les terres* [irrédentes] *pour l'Italie, mais elle*

[598] Jean-Christian Petitfils, *Histoire de la France*, Paris, Fayard (coll. « Pluriel »), 2019, p. 711.

*n'est pas davantage une raison de conflit. Au total, c'est la guerre qui remet au premier plan l'Alsace-Lorraine ; ce n'est pas l'Alsace-Lorraine qui est à l'origine de la guerre*[599] *»*. Il ajoute : *« ce serait une grave erreur de penser encore que l'Alsace-Lorraine est à ranger parmi les causes de la Grande Guerre. En revanche, dans une Europe où les sentiments nationaux sont très forts, c'est un de ces éléments qui empêchent les États européens de dépasser les antagonismes nationaux dont l'exacerbation peut faire de l'Europe entière un baril de poudre*[600] *»*.

L'exacerbation est justement la clé du basculement vers une guerre qui était tout sauf inévitable. Elle pourrait être demain la clé pour de grands conflits, lesquels verraient se cristalliser des enjeux analogues à celle de l'Alsace-Lorraine en 1914, des enjeux peu susceptibles de déboucher sur une guerre jusqu'à devenir l'un des principaux enjeux de celle-ci. Concernant le ralliement de la population française de 1914 derrière des positions qui n'étaient vraiment partagées avant la guerre que par une minorité, nous pouvons citer l'une des figures du nationalisme revanchard, Albert de Mun : « les minorités agissantes entraînent les foules indécises[601] ». Demain, face à une crise grave, les opinions publiques russe ou chinoise pourraient-elles à leur tour embrasser en quelques mois les idées revanchardes et irrédentistes qui continuent à les imprégner de manière diffuse ? Si les situations sont difficilement comparables, notons qu'avant 2014, une majorité de Russes considéraient toujours la Crimée comme russe, mais seule une minorité nationaliste abordait vraiment le sujet. Et en Crimée même, seule une

---

599 Jean-Noël Grandhomme (dir.), *Boches ou tricolores, les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 42.

600 *Ibid*., p. 43.

601 Jean-François Lecaillon, *Le souvenir de 1870, Histoire d'une mémoire*, *op. cit*., p. 245.

telle « minorité active » pensait sérieusement à quitter l'Ukraine pour rejoindre la Russie. On imaginait mal dans quelles circonstances la Russie pourrait prétendre recouvrer la péninsule. Celles-ci sont advenues dans un contexte qui n'a pas débouché sur une guerre. Demain, l'opinion russe pourrait basculer en faveur d'une intervention auprès de minorités russes en Ukraine et dans les pays baltes, laquelle pourrait cette fois dégénérer en véritable conflit. Plus vraisemblablement, elle pourrait s'enflammer dans le cas d'une crise grave. La même trajectoire est prévisible s'agissant de la Chine : la population se rallierait vraisemblablement à une entreprise de reconquête de Taïwan ou ferait bloc en cas d'escalade contre les États-Unis ou l'un de leurs alliés régionaux. Pis, le plus probable est que dans l'un ou l'autre cas, l'opinion pousserait les dirigeants russes ou chinois à l'intransigeance. Dans les deux pays, le régime martèle une rhétorique de nouvelle grandeur, de revanche sur l'histoire, d'affirmation face à l'Occident. L'un des fondements de cette rhétorique partagée, et plus largement de la légitimé des deux régimes, peut se résumer ainsi : « plus jamais ça », en référence aux humiliations dont la Chine a souffert durant la période coloniale, et la Russie durant l'effondrement de l'URSS et la décennie chaotique qui l'a suivie. « Plus jamais ça » : si les dirigeants russes ou chinois devaient reculer dans une situation internationale tendue, la population les rappellerait à leur promesse. Au début de 1914, les thèses de Bloch et Angell pouvaient passer pour les plus raisonnables tant la guerre semblait lointaine, et à court terme plus improbable qu'inévitable ; au sortir de l'été, l'Europe s'enfonçait dans le début d'une succession de carnages qui ne finirait qu'en 1945 dans les ruines de Berlin, voire 45 ans plus tard à la réunification de cette ville s'agissant des conséquences politiques (division de l'Europe entre deux blocs antagonistes).

*« En 1914, quand le tsar passe les troupes russes en revue depuis son balcon, on peut voir sa mine sombre et mélancolique, qui fait un contraste saisissant avec l'enthousiasme guerrier de ses confrères. Peut-être songeait-il à Ivan Bloch »*, écrivait Thérèse Delpech[602]. Nicolas II avait lu Bloch, qui était devenu l'un de ses conseillers et dont les travaux avaient inspiré une partie de sa politique étrangère en faveur d'une détente en Europe. Pour l'Empire russe, une telle détente devait permettre d'alléger un fardeau militaire toujours plus lourd pour se concentrer sur le développement économique et répondre au mécontentement social. En 1899, à l'initiative du *tzar* probablement influencé par les écrits de Bloch, se réunissait la première conférence internationale de la Paix à La Haye, dans laquelle beaucoup avaient voulu voir une étape vers l'édification d'un système international capable de prévenir de futurs conflits. Nicolas II était, comme les dirigeants des autres grandes puissances européennes, conscient des risques que présentait l'éclatement d'une guerre majeure. À son balcon, a-t-il fini par se sentir appelé par sa mission supérieure, divine ? Il a quoiqu'il en soit fini par engager son pays dans la guerre malgré tous les risques ; comme avant lui l'empereur d'Autriche-Hongrie, François-Joseph, pourtant également inquiet des risques (visionnaire, le Premier ministre hongrois Istvan Tisza lui avait même prédit le déclenchement d'une guerre mondiale après une inévitable intervention russe) ; et comme après lui Guillaume II qui, pourtant bien plus va-t-en guerre que ses homologues russe et autrichien, avait on l'a dit cherché à préserver la paix, avant d'être poussé par son entourage. L'une des principales raisons qui ont poussé Nicolas II à s'engager dans une guerre suicidaire était l'espoir de ressouder une Russie en pleine agitation

[602] Thérèse Delpech, « La "Guerre impossible" selon Ivan Bloch », *op. cit.*

révolutionnaire (ce qui n'a fonctionné que quelques mois) : on peut dans une certaine msure parler d'une fuite en avant d'un régime craignant pour sa survie.

Le déclenchement de la guerre de 1870 en France montre lui aussi à sa manière comment une grande puissance peut s'engager dans un conflit qu'elle sait être potentiellement dévastateur. Contrairement aux idées reçues, Napoléon III était ainsi opposé à une guerre contre la Prusse dont il craignait l'issue. Les Français étaient de plus en plus inquiets devant la montée en puissance de ce qui allait bientôt devenir l'Empire allemand ; après le choc de la victoire prussienne contre l'Autriche à Sadowa (1866), la crainte de voir l'Allemagne émergente détrôner la France comme première puissance d'Europe continentale s'était muée en perception d'une menace existentielle face au militarisme prussien. La perspective de voir un prince allemand accéder au trône d'Espagne avait réveillé la hantise d'un encerclement (donc un complexe obsidional à la française) ; même après la renonciation de Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, la France craignait l'ascension d'une puissance hostile à l'Est. C'est sur cette peur qu'a parfaitement su jouer Bismarck en diffusant la fameuse dépêche d'Ems : sans trop verser dans l'anachronisme, on peut assimiler cette manœuvre du chancelier à une opération de « guerre de l'information » basée sur des *fake news*... La France a réagi comme l'espérait Bismarck alors qu'elle n'était pas préparée à une guerre que lui avait déjà planifié. La sous-estimation de l'adversaire prussien et la surestimation de la préparation française à un conflit majeur par les élites du Second Empire, symbolisées par la fameuse déclaration quatre jours avant l'entrée en guerre du ministre de la Guerre, Edmond Le Bœuf (*« nous sommes prêts et archiprêts. La guerre dût-elle durer deux ans, il ne manquerait pas un*

*bouton de guêtre à nos soldats*[603] »), ont contribué à ce que Napoléon III et les autres partisans initiaux du maintien de la paix comme Émile Ollivier (qui a dit accepter la guerre « d'un cœur léger ») finissent par céder. Mais au début du conflit, l'Empereur restait conscient des handicaps[604] dont souffraient les armées françaises, lui qui avait échoué à faire passer certaines réformes vitales comme une conscription généralisée capable d'assurer à la France la force du nombre face aux armées allemandes, bien plus nombreuses et mieux formées. Ce qui a définitivement poussé le locataire des Tuileries, malade et affaibli, à accepter la guerre après les provocations de Bismarck, ce fût la pression de son entourage (entre autres de l'impératrice Eugénie), la volonté d'en découdre de nombreux membres de l'opposition comme de soutiens du régime, et peut-être plus que tout, l'opinion publique ; les Parisiens étaient descendus en masse dans les rues de la capitale pour réclamer la guerre à la Prusse, allant jusqu'à essayer d'incendier la maison de Thiers qui s'opposait à cette issue. C'est devant la pression populaire (fût-elle une *« folie [...] quasi-exclusivement parisienne*[605] ») que Napoléon III accepta de déclarer une guerre désastreuse qui allait entacher à jamais son bilan politique, pourtant l'un des plus brillants de l'histoire de France. C'est devant ce même sens d'une mission historique à remplir que Nicolas II engagerait en 1914 la Russie dans une guerre dont il ne voulait pas, et qui fût le tombeau de la famille et du régime impériaux. Et c'est soumis à une telle pression que les dirigeants de grandes puissances pourraient demain franchir le Rubicon.

---

603 Jean-Christian Petitfils, *Histoire de la France*, *op. cit.*, p. 607.
604 Pierre Milza, *Napoléon III*, Paris, Perrin (coll. « Tempus »), 2006 [2004], p. 704.
605 *Ibid.*, p. 701.

### *La peur, l'honneur et l'intérêt : les causes de la guerre listées par Thucydide restent d'actualité*

Nous pourrions multiplier sur des dizaines de pages les exemples de guerres décidées par sous-estimation des risques posés par celles-ci ou par surestimation des risques qu'aurait posé le maintien du *statu quo*. Mais les pires de toutes sont peu-être les entrées en guerre décidées en connaissance des risques d'escalade incontrôlée (comme dans les deux cas précédemment cités), les guerres dont aucun belligérant ne voulait tant elles ne pouvaient faire que des perdants. Elles montrent que la perception du désastre à venir ne suffit pas toujours écarter celui-ci ; la conscience de mettre en danger des intérêts parfois vitaux n'est pas un frein au déclenchement de guerres pouvant tourner à la catastrophe. On peut trouver peu pertinent le fait de puiser dans les entrées en guerre de 1870 ou 1914 des leçons pour les prochaines décennies. Pourtant, de telles analogies se valent. Paradoxalement, on a moins de mal à établir des comparaisons entre les relations internationales à notre époque et des époques bien plus reculées, notamment l'Antiquité qui reste toujours une source vive. Thucydide qualifiait son *Histoire de la guerre du Péloponnèse* de *« ktèma eis aei »* (« trésor pour toujours ») : 2 400 ans plus tard, son analyse des rapports de puissance et des facteurs de conflictualité continue d'inspirer la communauté stratégique internationale, à commencer par la théorisation (comme évoqué dans le chapitre sur les relations russo-chinoises) d'un « piège de Thucydide » vers lequel se dirigeraient la Chine, puissance émergente et les États-Unis, puissance déclinante, dans la lignée entre autres de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne en 1914, ou de la

France et de la Prusse en 1870. Peut-on appliquer ce schéma aux relations entre la Russie et l'Occident ? Cela paraît difficile, la Russie n'étant pas suffisamment en déclin sur divers plans ou émergente sur le plan stratégique.

On peut cependant appliquer aux relations entre la Russie et l'Occident ce que Thucydide considérait comme les trois causes de la guerre : la peur, l'honneur et l'intérêt. La peur se retrouve chez les voisins immédiats de la Russie, mais elle caractérise mieux encore l'attitude de cette dernière. La Russie est victime par sa géographie et son histoire d'un complexe obsidional, persuadée à tort ou à raison que l'Occident ne cherche pas simplement à repousser son influence mais à la soumettre et à renverser ses dirigeants fût-ce par la guerre. Elle est inquiète pour la survie du « monde russe » au XXI$^{e}$ siècle, pour son existence comme grande puissance eurasienne, pour la sauvegarde de sa culture et de ses valeurs. La peur anime en tout cas le Kremlin et joue dans son agressivité à l'extérieur comme dans son autoritarisme à l'intérieur. Une autre notion antique, voisine de la peur qu'évoquait Thucydide, caractérise assez bien le complexe sécuritaire du Kremlin et l'impérialisme qui en découle. Certains historiens estiment que l'une des causes de l'impérialisme de la République romaine résidait ainsi dans le *metus hostilis*[606], « crainte que suscite l'ennemi ». C'est la théorie de l'impérialisme défensif qui implique que Rome ait bâti par étapes un ordre impérial, ou plus précisément une hiérarchie et un concert des puissances, pour servir sa propre sécurité. La République romaine aurait progressivement suivi la logique qu'il n'y a de sécurité et de *maiestas* possibles que dans un monde dominé par une

606 Yann Le Bohec, *La Guerre romaine, 58 avant J.-C. – 235 après J.-C.*, Paris, Éditions Tallandier, coll. « L'Art de la Guerre », 2014, p. 91.

seule puissance ne se connaissant pas d'ennemis à sa taille, ou de menaces qu'elle ne puisse conjurer. Une telle idée se retrouve dans la formule de l'historien Paul Veyne, selon qui *« Rome a passé son histoire à se faire peur à elle-même*[607] *»*, comme dans l'idée de Salluste que *« contre les Gaulois, [les Romains] combattaient pour la survie, non pour la gloire*[608] *»*. Cette théorie de l'impérialisme défensif, mu par la peur de menaces extérieures, pourrait s'appliquer aussi bien aux États-Unis qu'à la Chine et à la Russie, cette dernière cherchant à retrouver un glacis sécuritaire et une profondeur stratégique qui constituent l'une des raisons pour lesquelles elle tient à conserver la main dans son « étranger proche ».

On ne s'étendra pas sur la question de « l'intérêt » dont parle Thucydide : si la Russie devait se retrouver en guerre, la défense de ses intérêts en serait la première cause. Quant à l'honneur, si ce facteur « appartient à l'histoire[609] » (*dixit* le général Henri Bentégeat, ancien Chef d'État-major des Armées) dans sa conception ancienne, on peut encore lui trouver une certaine actualité. Outre l'honneur de Vladimir Poutine et de son régime, qui pourraient être amenés à risquer une guerre plutôt que de risquer de perdre la face dans le cas d'une crise grave, le nationalisme qui anime la Russie d'aujourd'hui et la

---

607 Paul Veyne, « Y a-t-il eu un impérialisme romain ? » *Mélanges de l'École française de Rome. Antiquité, tome 87, n°2. 1975*, pp. 793-855, https://www.persee.fr/doc/mefr_0223-5102_1975_num_87_2_1034

608 Salluste, *Guerre de Jugurtha*, 114. 2.

609 Antoine Fouchet, « Général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées françaises : "Il est illusoire de penser que la guerre peut être éradiquée" », *La Croix*, 20 avril 2012, https://www.la-croix.com/Debats/Opinions/Debats/General-Henri-Bentegeat-ancien-chef-d-etat-major-des-armees-francaises-Il-est-illusoire-de-penser-que-la-guerre-peut-etre-eradiquee-_NP_-2012-04-20-796930

hantise (largement compréhensible) d'avoir à subir une nouvelle humiliation de la part de l'Occident correspondent à grands traits à l'honneur dont parle Thucydide. Une telle configuration rappelle évidemment l'exemple de 1914 cité plus haut, où les nationalismes ont conduit à précipiter la guerre ; l'honneur des nations a remplacé l'honneur au sens où l'entendaient les Anciens. Il va de soi que les membres de l'OTAN se retrouveraient dans une situation analogue : entre le régime poutinien qui martèle depuis vingt ans que la Russie ne se soumettra plus (une rhétorique que l'on retrouve dans la Chine de Xi Jinping, comme évoqué plus haut), et les puissances occidentales que personne n'imagine reculer devant Moscou dans le cas d'une crise où se jouerait leur crédibilité, la question de l'honneur serait centrale et pourrait favoriser l'escalade.

On le voit ici, la peur, l'honneur et l'intérêt restent des motivations puissantes et intemporelles au déclenchement d'hostilités, comme elles l'ont toujours été. Elles pourraient bien, demain, contribuer à l'avènement de nouveaux conflits d'ampleur.

## *L'Apocalypse comme sens de l'histoire ? René Girard et la montée aux extrêmes de la violence*

Tout ce qui précède est placé sous le signe d'une raréfaction de la conflictualité. Et si le sens de l'histoire était tout autre ? À rebours de l'idée d'une pacification universelle évoquée plus haut, le grand anthropologue René Girard, disparu en 2015, estimait dans un livre

d'entretiens, *Achever Clausewitz*[610], que le sens de l'histoire en pleine accélération nous conduirait à devoir choisir entre une réconciliation définitive de l'humanité, ou un déchaînement de forces toujours plus destructrices, qui sonnerait cette fois l'apocalypse. Clausewitz, contemporain de Napoléon qui avait prophétisé la « montée aux extrêmes[611] » dont les deux derniers siècles ont offert un large aperçu, n'avait jamais pu écrire la fin de *De la guerre*, son œuvre majeure (c'est sa femme, Marie von Brühl, qui a assemblé et publié les manuscrits de son époux) : pour Girard, « achever Clausewitz » revenait à donner à la « montée aux extrêmes » un sens quasi-religieux et comprendre qu'elle ne se limitait pas à la seule conduite des guerres, et s'étendait aux velléités et au potentiel de destruction de notre espèce. Selon lui, Clausewitz n'aurait pas pu (ou voulu) écrire que *« la montée aux extrêmes est le visage que prend maintenant la vérité pour se montrer aux hommes[612] »*. L'auteur n'est pas un fataliste et concède que *« le crépuscule de la guerre peut ouvrir sur le pire comme sur le meilleur. Il n'y a pas de fatalité en la matière, car les hommes sont tout à fait*

---

[610] René Girard, *Achever Clausewitz*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Essais » 2011 [2007].

[611] Si Clausewitz n'avait pas de notion de la « guerre totale » telle qu'ont la conçoit notamment depuis le *magnum opus* de Lüdendorff, *La Guerre totale*, voire depuis l'ouvrage *La mobilisation totale* d'Ernst Jünger, il concevait la « guerre absolue », livrée « du fort au fort ». Cependant, il n'envisageait pas une guerre qui ne soit « absolue » que par ses moyens ou par ses buts, alors que Carl Schmitt a montré que « les buts peuvent être radicaux, et les moyens modérés » (David Cumin, *Stratégies militaires contemporaines*, Paris, Ellipses, 2020, p. 44). Les djihadistes livrent une telle forme de guerre absolue dans ses buts mais limités dans ses moyens. De même, Clausewitz n'envisageait pas de logiques de type génocidaire, ce qui n'enlève rien à la pertinence de l'analyse que fait Girard de la montée aux extrêmes.

[612] René Girard, *Achever Clausewitz*, *op. cit.*, p. 190.

*susceptibles de renoncer à leur violence*[613] », mais décèle des forces motrices de l'histoire derrière les nouvelles formes de destruction qui caractérisent notre temps.

Ainsi, le terrorisme et les guerres du Moyen-Orient, dont Girard rappelle la logique de répétition des Croisades présente selon lui au sein d'une partie des dirigeants occidentaux, seraient par exemple les signes précurseurs d'une poursuite de la montée aux extrêmes. Le terrorisme, on le sait, représente une violence moins massive, moins destructrice dans ses *effets* que les guerres conventionnelles, les pires dégâts que puisse causer le terrorisme étant d'ailleurs liés aux excès dans la lutte contre celui-ci, des politiques liberticides aux décisions militaires désastreuses dont l'invasion de l'Irak est le symbole, ou à la déstabilisation des États incapables d'y faire face. Pour reprendre la métaphore de Yuval Noah Harari dans son ouvrage cité plus haut, le terroriste est comme une mouche dans un magasin de porcelaine : il ne cause de vrais dégâts qu'en se glissant dans l'oreille de l'éléphant qui enragera et détruira tout sur son passage[614]. Mais Girard montre que la *nature* de la violence terroriste franchit une nouvelle étape :

> *« Si nous poussons jusqu'à son terme le raisonnement* […] *d'une montée aux extrêmes devenue planétaire, il nous faut évoquer la nouveauté totale de la situation dans laquelle nous sommes entrés depuis le 11 septembre 2001. Le terrorisme fait encore monter d'un cran le niveau de la violence.* […] *l'islamisme n'est qu'un symptôme d'une montée de la violence beaucoup plus globale.* […]. *Le terrorisme apparaît comme*

[613] *Ibid.*, p. 132.

[614] Yuval Noah Harari, Homo Deus. *Une brève histoire de l'avenir*, *op. cit.*, p. 29.

*l'avant-garde d'une revanche globale contre la richesse de l'Occident*[615] *».*

Ce phénomène radicalement nouveau s'inscrirait dans une croissance, un enrichissement progressif de la nature et des formes de la violence, une fuite en avant qui serait la vraie logique de la montée aux extrêmes. Plusieurs années avant que l'émergence de Daesh ne suscite des comparaisons tout à fait justifiées entre le fondamentalisme islamiste et les totalitarismes, Girard constatait : *« il y a ainsi des formes d'accélération de l'histoire qui se perpétuent. On a l'impression que le terrorisme est un peu l'héritier des totalitarismes, qu'il y a des formes de pensée communes, des habitudes prises*[616] *».*

René Girard voyait dans les excès de violence de l'époque moderne depuis 1789, auxquels il associe également les ravages du productivisme sur l'environnement, les étapes d'un déchaînement historique de la violence. Alors que Clausewitz nuançait son propos sur « les nations les plus civilisées [qui] peuvent être emportées par une haine féroce » en affirmant que la politique pouvait jouer un rôle modérateur dans la brutalité, Girard, qui a été le témoin des atrocités du XX^e^ siècle, considérait que l'auteur de *De la guerre*, freiné par son propre rationalisme, n'osait pas aller au bout de son intuition d'une marche vers l'apocalypse alors que l'histoire récente lui aurait donné raison. L'analyse que fait René Girard du destin de l'humanité au XXI^e^ siècle est facilement critiquable, d'autant qu'elle tombe dans les mêmes travers d'automatisme historique que les idéalistes convaincus que la marche vers le progrès apporterait la paix éternelle, et prête, du fait de son orientation littéraire et philosophique, plus d'attention à des paramètres

615 René Girard, *Achever Clausewitz*, *op. cit.*, p. 353.
616 *Ibid.*, p. 361.

irrationnels qu'à des aspects factuels comme la raréfaction des conflits ou de la violence en société. Cependant, le regard de l'un des plus anthropologues de toute l'histoire des sciences sociales met en lumière des tendances lourdes de l'histoire qui s'avèrent aussi utiles pour comprendre le XXI$^{e}$ siècle que l'étude de l'actualité des dernières années. S'il nous invite à ne pas cultiver d'illusions iréniques sur notre époque, celui qui estimait que « vouloir rassurer, c'est toujours contribuer au pire » redonne aussi du sens à cette maxime d'Hölderlin qui veut que « là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve » : de même qu'on ne réforme souvent qu'en temps de crise ou de révolution, la perspective d'une nouvelle « ascension aux extrêmes » cette fois sans retour pourrait nous amener à cette « réconciliation de l'humanité », même contrainte, dont parle Girard. Là où la création des premiers éléments de gouvernance internationale et de prévention des conflits a répondu aux leçons des deux dernières guerres mondiales, l'entrée dans cette prochaine étape de l'ascension aux extrêmes nous ferait mieux contenir la catastrophe d'une nouvelle guerre majeure qu'en la croyant impossible au motif que nous aurions suffisamment appris de l'histoire, apprendre de l'histoire ne suffisant jamais à maîtriser le sens de celle-ci si elle en a un.

La thèse de René Girard n'a pas notre préférence, bien qu'elle apporte une vision philosophique complémentaire à une réflexion finalement très « matérielle ». En revanche, la possibilité de nouveaux conflits d'ampleur est de plus en plus prise au sérieux par ceux qui ont la charge de préparer la défense de notre pays à une telle éventualité. C'est sur leurs propres mises en garde que nous conclurons notre réflexion.

*Les armées françaises se préparent désormais à un*

*futur « conflit de survie »*

Le risque de conflit majeur est désormais clairement mis en avant par les plus hauts responsables de notre défense nationale. Tout d'abord, par le président de la République en exercice au moment d'écrire ces lignes, dans le document redéfinissant les priorités de la politique de défense française face à un contexte qui se dégrade rapidement. Dans la préface de la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale* de 2017, Emmanuel Macron reconnaissait que « *sur la scène internationale, la menace d'une déflagration majeure redevient possible*[617] *»*. Dans le même document, la ministre des Armées, Florence Parly, avançait que *« l'affirmation militaire d'un nombre croissant de puissances, établies ou émergentes, dans des régions sous tension, renforce l'instabilité et l'imprévisibilité auxquelles nous sommes confrontés.* […] *Couplées au développement de nouveaux modes opératoires, basés sur l'ambiguïté, l'intimidation ou la déstabilisation, ces évolutions renforcent les risques d'escalade*[618] *»,* après avoir reconnu que *« les menaces et les risques identifiés dans le Livre blanc de 2013 se sont manifestés plus rapidement, avec une intensité plus forte qu'anticipé »*. Le président de la République a répété son constat du retour de menaces existentielles lors d'un discours en janvier 2020 (*« Oui, la menace augmente* [...]. *Il ne s'agit pas d'un discours pessimiste ni de mots mal pesés, mais d'un constat lucide encore confirmé. Il nous faut nous adapter, nous renforcer. La sécurité de la Nation, son avenir sont bel et bien en jeu*[619] *»)*, et surtout

---

[617] *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, Paris, Dicod, 2017, p. 5.

[618] *Ibid*., p. 10.

[619] « Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur les efforts en faveur de la Défense, à Orléans le 16

dans son discours du mois suivant consacré à la stratégie de défense et de dissuasion de la France :

> *« La prise d'un gage territorial, la déstabilisation d'un de nos alliés ou partenaires stratégiques, la remise en cause de fondements entiers du droit international ne sont plus seulement des scénarios du passé. Ils pourraient, demain, justifier l'engagement aux côtés de nos alliés de nos forces terrestres, navales ou aériennes dans un conflit majeur pour défendre la sécurité collective, le respect du droit international et la paix*[620] *»*, alors que *« l'escalade non contrôlée d'un conflit local en guerre majeure est l'un des scénarios les plus préoccupants aujourd'hui ».*

L'accélération des bouleversements sur la scène internationale a conduit début 2021 à la publication d'un document d'actualisation de la *Revue stratégique*, qui insiste sur le fait que *« l'hypothèse d'un affrontement direct entre grandes puissances ne peut plus être ignorée*[621] *».*

De telles possibilités sont surtout mises en avant, par la personnalité la plus importante des armées françaises, le chef d'état-major des armées (CEMA), le

---

janvier 2020 », *Vie publique*, 16 janvier 2020, https://www.vie-publique.fr/discours/272811-emmanuel-macron-16012020-politique-de-defense

620 « Discours du Président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27ème promotion de l'école de guerre », site de l'Elysée, 7 février 2020, https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/07/discours-du-president-emmanuel-macron-sur-la-strategie-de-defense-et-de-dissuasion-devant-les-stagiaires-de-la-27eme-promotion-de-lecole-de-guerre

621 *Actualisation stratégique*, Paris, Dicod, p. 45.

général François Lecointre, qui a succédé au général Pierre de Villiers. En juin 2019, au cours d'une audition devant la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, celui-ci livrait un constat qui aurait été jugé complètement anachronique il y a encore une dizaine d'années :

> *« La période qui s'ouvre à nous, depuis l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014* [...] *fait réapparaître la crainte de menaces existentielles, à même de saper les fondements de notre Nation. Je considère que cette période nous expose à trois grandes formes de conflictualité, qui se conjuguent. D'abord, un affrontement majeur apparaît aujourd'hui comme une potentialité réelle.* [...] *Il faut être prêt à s'engager pour un « conflit de survie », seul ou en coalition, rapidement et dans la durée.* […] *Enfin, une ou plusieurs crises profondes sont de nature à déstabiliser sérieusement les grands équilibres mondiaux.* […] *Je pense que nous devons absolument nous y préparer et l'intégrer dans notre modèle d'armée, d'autant que cette typologie de la menace n'exclut pas la simultanéité des occurrences et que chaque type d'affrontement se conjuguera dans le temps et l'espace. Nous devons être capables d'anticiper et de voir venir ces menaces ou ces conjugaisons de menaces, mais aussi de créer les coalitions qui nous permettront d'y faire face*[622] *».*

[622] Commission de la défense nationale et des forces armées, *Compte rendu n° 42 : audition du général François Lecointre, chef d'état–major des armées, Mardi 11 juin 2019*, Assemblée nationale, juin 2019, p. 9, http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/cr-cdef/18-19/c1819042.pdf

Lors de leur audition devant l'Assemblée nationale, les chefs d'État-Major des armées présentent une analyse de la situation internationale et sécuritaire la plus pragmatique, la plus lucide qui soit, pour exposer devant les parlementaires le contexte déterminant la conception et l'emploi de notre outil de défense. Dans la période post-guerre froide, le contexte n'était pas celui de menaces étatiques majeures. Aujourd'hui, le CEMA conclut à la possibilité pour notre pays de devoir affronter un « conflit de survie ». Nous avons changé d'époque.

En novembre de la même année, le général Lecointre s'étendait davantage sur sa perception du risque de conflit majeur, en pointant la faible préparation de notre outil de défense à une telle issue :

> *«* [...] *l'on ne peut écarter* [...] *la menace d'une guerre classique, qui peut faire s'affronter bloc à bloc des puissances qui y consacreront toutes leurs capacités et toutes leurs richesses. A la fin de la guerre froide, alors que l'on se souciait essentiellement de percevoir les dividendes de la paix, on a pensé que cette perspective était définitivement écartée. Elle ne peut pas l'être.* […] [L'actuelle] *loi de programmation militaire, qui traduit un très important effort de la Nation* [...] *n'autorise pas la montée en puissance qui nous permettrait de faire face à un conflit classique de grande intensité, ni même à certaines situations dégradées. Cette loi devra donc être suivie d'une autre conçue pour maintenir l'effort dans la durée. Il faut placer les choses en perspective et mesurer exactement à quel point on a, de façon parfaitement cohérente, réduit les forces de défense depuis la fin de la guerre froide. Ce faisant, on a déconstruit un outil militaire pensé pour un affrontement classique de grande intensité*

*; on en a fait un outil de gestion de crise… qui n'est qu'un outil de gestion de crise. Or, les types de conflits qui se présentent à nous nous font nous interroger sur la nécessité de reconstruire une armée de guerre*[623] *».*

Saluant le redressement opéré par la LPM 2019-2025, le CEMA a résumé la problématique à laquelle font face nos armées. Le réveil consécutif aux attentats majeurs de 2015-2016 et à l'aggravation de la situation internationale va leur permettre de mieux accomplir leurs missions actuelles, mais face aux défis du XXI[e] siècle, notre outil militaire est d'un autre temps : *« La loi de programmation militaire comble, par un effort très important, les carences capacitaires des armées auxquelles nous avons consenti précédemment. L'armée sera par ailleurs sur la voie du renouvellement de ses principaux équipements. Pour autant, elle demeurera, en volume, une armée de gestion de crise, pas une armée de temps de guerre, non plus sans doute qu'une armée capable de faire face à ces crises complexes, simultanées, de types différents et qui se multiplient.*[624] *»* La France est sortie de l'illusoire logique des dividendes de la paix qui ont affaibli son armée. Cependant, son armée reste une armée de temps de paix calibrée pour des missions qui garderont toute leur actualité dans les prochaines années, en OPEX ou sur le sol national, mais pourraient s'effacer derrière le retour de menaces plus graves. Notre pays reste pourtant le mieux préparé en Europe pour faire face à

---

[623] Commission des affaires étrangères, *Compte rendu n° 12 : Audition, à huis clos, du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées, Mercredi 6 novembre 2019*, Assemblée nationale, novembre 2019, p. 5. http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_afetr/l15cion_afetr1920012_compte-rendu.pdf

[624] *Ibid*., p. 9.

l'éventualité d'un conflit majeur. Répondant à une question sur les coopérations au niveau européen, le général Lecointre confiait d'ailleurs à propos de notre partenaire allemand, qui rechigne à envoyer des soldats combattre sous le feu au côté des nôtres : *« Je n'imagine pas une coopération d'engagement commun avec les Allemands dans des combats durs à un horizon prévisible*[625]*. »* On imagine encore moins l'armée allemande des années 2020 tenir longtemps dans le cadre d'un conflit majeur face à une puissance comme la Russie.

Cette inflexion se constate aussi au niveau des prises de parole des principaux responsables militaires. A commencer par le désormais ex-CEMA François Lecointre. En juin 2019, au cours d'une audition devant la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, celui qui était alors à la tête des armées livrait un constat qui aurait probablement été jugé anachronique il y a une dizaine d'années :

> *« La période qui s'ouvre à nous, depuis l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014* [...] *fait réapparaître la crainte de menaces existentielles, à même de saper les fondements de notre Nation. Je considère que cette période nous expose à trois grandes formes de conflictualité, qui se conjuguent. D'abord, un affrontement majeur apparaît aujourd'hui comme une potentialité réelle.* [...] *Il faut être prêt à s'engager pour un « conflit de survie », seul ou en coalition, rapidement et dans la durée.* […] *Enfin, une ou plusieurs crises profondes sont de nature à déstabiliser sérieusement les grands équilibres mondiaux* […][626] *».*

---

[625] *Ibid*., p. 16.

[626] *Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées*. Compte rendu de l'Assemblée nationale n°42..., *op. cit.*, p. 9.

L'expression « conflit de survie » est aussi forte sur la forme que floue sur le fond ; elle renvoie, pour un pays qui a combattu pour sa survie à plusieurs reprises, jusqu'aux deux Guerres mondiales de 1914-1918 et 1939-1945, à un imaginaire particulier et des tragédies bien connues, mais elle ne renvoie pas à des hypothèses d'engagement identifiées par la communauté stratégique pour le futur proche. En effet, l'éventualité d'une invasion du territoire métropolitain par des forces conventionnelles, comme au temps de la Guerre froide, apparaît peu crédible à la fois du fait de l'aspect « sanctuarisant » de la dissuasion nucléaire (comme le résume le général Jean-Pierre Perruche, *« la capacité nucléaire de dissuasion de la France la protège certainement d'un conflit armé majeur sur son territoire avec des puissances extérieures*[627] *»*) et que les éventuels agresseurs se situent désormais à l'autre bout de l'Europe ou de la Méditerranée. Quant au scénario d'un conflit nucléaire, où se jouerait effectivement la survie de la Nation, il n'implique pas non plus de combats d'ampleur sur le territoire métropolitain qui nécessiteraient de revoir le modèle d'armée en conséquence. En revanche, le scénario d'un conflit d'ampleur hors des frontières de l'Hexagone, où les forces françaises prendraient part à des combats en coalition où pourraient se jouer à la fois l'avenir de certains pays alliés et celui des équilibres mondiaux, n'est désormais plus exclu, tout comme celui d'une agression contre des territoires ultramarins.

D'une certaine manière, nous pouvons définir – au risque de surinterpréter – le « conflit de survie » dont parle le général d'armée Lecointre comme un conflit de survie pour la France en tant que grande puissance (au sens où

[627] PERRUCHE, Jean-Paul. « Les éventuels futurs conflits majeurs et leur conséquence pour la France », *Les dossiers G2S*. 2020. n° 26 : Les éventuels futurs conflits majeurs et leur conséquence pour la France. p. 39-46.

serait en jeu le maintien de notre rang international face à un adversaire aux capacités conventionnelles comparables, capable d'imposer ne serait-ce que localement sa volonté), un conflit de survie pour la crédibilité d'alliances auxquelles prend part la France (UE, OTAN, partenaires asiatiques) et pour l'intégrité et la souveraineté de certains États membres, ou encore un conflit pour la survie de l'ordre international face à des puissances révisionnistes. Quoiqu'il en soit, l'emploi par un chef d'État-major des armées devant la représentation nationale du terme « conflit de survie » montre le passage à une toute autre vision de la situation sécuritaire et des hypothèses d'emploi des armées. Ainsi l'ancien CEMA souligne-t-il la nécessité de préparer une telle éventualité en l'intégrant dans l'élaboration du modèle d'armée, en ajoutant que *« cette typologie de la menace n'exclut pas la simultanéité des occurrences et que chaque type d'affrontement se conjuguera dans le temps et l'espace*[628], ce qui implique pour la défense nationale d'être en mesure d'anticiper de telles menaces, mais également de « *créer les coalitions qui nous permettront d'y faire face*[629]*. »*

Dans une autre audition la même année (novembre 2019), le général Lecointre s'est davantage étendu sur sa perception du risque de conflit majeur, en pointant la faible préparation de l'outil de défense français à une telle issue. *Dixit* celui qui était encore à la tête des armées :

> *«* [...] *l'on ne peut écarter* [...] *la menace d'une guerre classique, qui peut faire s'affronter bloc à bloc des puissances qui y consacreront toutes leurs capacités et toutes leurs richesses. A la fin de la guerre froide, alors que l'on se souciait essentiellement de percevoir les*

[628] *Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées*. Compte rendu de l'Assemblée nationale n°42, *op. cit.*, p. 9.
[629] *Ibid*., p. 9.

> *dividendes de la paix, on a pensé que cette perspective était définitivement écartée. Elle ne peut pas l'être.* […] [L'actuelle] *loi de programmation militaire, qui traduit un très important effort de la Nation* [...] *n'autorise pas la montée en puissance qui nous permettrait de faire face à un conflit classique de grande intensité, ni même à certaines situations dégradées*[630].

Plus encore que par le général Lecointre, la nécessité de se préparer au retour des conflits de haute intensité est mise en avant par le général d'armée Thierry Burkhard, qui lui a succédé comme CEMA le 21 juillet 2021 après avoir occupé pendant deux ans le poste de CEMAT. Pour lui, *« les conflits durs entre États restent donc possibles voire probables*[631]*. »* Durant son passage à la tête de l'état-major de l'armée de Terre, l'ancien légionnaire n'a cessé de marteler que la France a *« besoin d'une armée de Terre durcie prête à faire face à des chocs plus rudes »* car *« nous sommes à la fin d'un cycle de conflictualité. […] En 2030, il faudra "être prêt immédiatement".*[632] *»* Dès octobre 2019, le général Burkhard alertait comme son supérieur sur la possibilité de conflits de haute intensité, en soulignant le besoin pour les forces terrestres de pouvoir être en mesure d'affronter un tel choc, ne serait-ce que dans une optique de

---

630 *Audition, à huis clos, du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées*. Compte rendu de l'Assemblée nationale n°12, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, 06/11/2019, p. 5.

631 Thierry Burkhard, « L'armée de Terre, face au COVID-19, *Lettre "Au contact" n°45* », Centre de doctrine et d'enseignement du commandement, avril 2020, https://www.penseemiliterre.fr/l-armee-de-terre-face-au-covid-19_3015146.html

632 Nicolas Barotte, « L'armée de terre se prépare à des conflits plus durs », *Le Figaro*, 17 juin 2020, https://www.lefigaro.fr/international/l-armee-de-terre-se-prepare-a-des-conflits-plus-durs-20200617

dissuasion vis-à-vis d'un adversaire potentiel : *« […] le spectre d'un conflit majeur, à tout le moins, la menace d'affrontements militaires encore plus durs que ceux que nous avons connus ces vingt dernières années, doivent être envisagés*[633] *»*. Dans une analyse proche de celle de l'OTAN (dont *Le Monde* cite l'un des cadres pour qui *« le combat futur avec la Russie ne procédera pas d'une invasion, mais peut-être d'une erreur de calcul qui nous entraînera »*) et de celle de nombre d'observateurs, le général d'armée avance qu'un tel conflit majeur pourrait avoir des causes accidentelles (*« Nos adversaires nous testent de plus en plus durement, sans craindre d'aller à l'incident […] le moindre incident peut dégénérer en escalade militaire non maîtrisée*[634] *»*). Après que Florence Parly ait indiqué dans la *Revue stratégique* de 2017 que les menaces et risques identifiés dans le *Livre blanc* de 2013 s'étaient manifestés plus rapidement et avec une intensité plus forte que prévu, Thierry Burkhard avance que la *Revue stratégique* elle-même est en train d'être prise de court par les mutations du monde : celle-ci *« expliquait déjà ce qu'il fallait craindre. Mais elle l'envisageait pour 2030-2035. Je constate que beaucoup de choses décrites sont déjà là. La reconfiguration du monde est nette avec de nouveaux équilibres et une désinhibition dans l'emploi de l'outil militaire*[635] *»*. L'*Actualisation stratégique* de

---

633 Commission de la défense nationale et des forces armées, *Compte rendu n° 04 session ordinaire de 2019-2020 : Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre, sur le projet de loi de finances pour 2020, Mercredi 2 octobre 2019*, Assemblée nationale, octobre 2019, p. 4, http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_def/l15cion_def1920004_compte-rendu.pdf

634 Nathalie Guibert, « L'armée de terre française envisage de futurs affrontements "Etat contre Etat" », *Le Monde*, 17 juin 2020 https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/17/la-france-se-prepare-a-endurcir-l-armee-de-terre_6043162_3210.html

635 Nicolas Barotte, « "Général Burkhard: "Nous devons être prêts à la

2021 a validé ce constat et entériné celui d'une dégradation continue du contexte stratégique au niveau mondial.

En juin 2020, devant une audition en commission au Sénat, le CEMAT, rappelait que les bouleversements entraînés par la crise du Covid-19 n'avaient probablement fait qu'empirer la situation internationale et le risque de conflit majeur :

> *«* [...] *la crise n'a pas gelé les tensions internationales, bien au contraire. La prochaine crise pourrait tout à fait être sécuritaire, voire militaire. Il est même probable que les prochains conflits soient plus exigeants et lourds de conséquences que nos opérations actuelles.* [...] *nous ne sommes pas suffisamment préparés aujourd'hui à faire face à des conflits de plus grande ampleur.* [...] *Aujourd'hui, le rapport de force redevient un mode de relation courant entre États. Nous observons aux portes mêmes de l'Europe des déploiements militaires conséquents.* [...] *De manière générale, nous assistons à un réarmement du monde. Le risque, c'est bien la tentation du possible.* [...] *Les conflits se durcissent et les compétiteurs sont habiles. De plus en plus de pays agissent juste sous le seuil du conflit ouvert* [...]. *Certains facteurs amplifient le risque de conflits de haute intensité, à commencer par l'affaiblissement du multilatéralisme.* […] *J'estime que le risque d'escalade militaire est aujourd'hui élevé, et le moindre incident peut dégénérer. Dans ce contexte, nous devons nous interroger sur le*

---

haute intensité" », *Le Figaro*, 8 octobre 2020, https://www.lefigaro.fr/international/general-burkhard-nous-devons-etre-prets-a-la-haute-intensite-20201007

*type d'armée dont notre pays a besoin.*[636] *»*

Une analyse déjà défendue lors d'une audition à distance, alors que la France vivait encore à l'heure du premier confinement : *«* [...] *loin de se substituer aux autres défis sécuritaires, la pandémie peut les exacerber ou en créer de nouveaux.* […] *Le monde est dangereux, la crise contribue à cette dangerosité et un conflit majeur n'est pas improbable – on voit en Libye quelque chose qui s'en approche. Face à une crise majeure, il faut être prêts d'emblée, et il faut être résilients, savoir encaisser les chocs, sinon nous serons balayés*[637]*. »* Partant du constat évident que *« il est certain que notre armée n'a pas assez d'épaisseur pour faire face à un conflit majeur doublé d'une crise intérieure d'ampleur*[638] *»*, Thierry Burkhard a fait de l'aguerrissement et du durcissement de l'armée de Terre une priorité sur 10 ans lorsqu'il était encore CEMAT. Le constat d'une dégradation de la situation internationale due à la crise du Covid-19 et la crainte d'une escalade incontrôlée sont partagés par l'ancien numéro un des armées britanniques, le *Chief of the Defence Staff* (équivalent britannique du chef d'état-major des armées français) Nick Carter. En novembre 2020, lors d'une interview à l'occasion du *Remembrance Day* (Jour du

---

[636] Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, *Compte rendu : vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre*, 24 juin 2020, Sénat, juin 2020, http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20200622/etr.html#toc4

[637] Commission de la défense nationale et des forces armées, *Compte rendu n° 47, session ordinaire de 2019-2020 : Audition, à huis clos, de M. le général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre, Mercredi 6 mai 2020*, Assemblée nationale, mai 2020, p. 7, http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_def/l15cion_def1920047_compte-rendu.pdf

[638] *Ibid*., p. 10.

Souvenir de la Première Guerre mondiale au Royaume-Uni), celui qui était alors l'homologue britannique de François Lecointre n'écartait pas le risque d'une nouvelle guerre mondiale, en avançant le raisonnement suivant :

> *« Je pense que le vrai risque que nous avons, avec beaucoup de conflits régionaux qui se déroulent en ce moment, est que vous pourriez voir une escalade conduire à des erreurs de calcul* […]. *Les protagonistes,* [...] *parce qu'ils ne se rendent pas compte des implications de leurs actions, conduisent à une escalade, ce qui signifie que plus de gens* [...]*, plus d'armes sont impliquées et avant que vous puissiez contenir* [l'escalade]*, cela amène à se retrouver dans une guerre à part entière.* […]. *Nous devons nous rappeler que l'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle a un rythme et si vous regardez le siècle dernier, avant les deux guerres mondiales, je pense qu'il était incontestable qu'il y avait eu une escalade qui a conduit à l'erreur de calcul qui a finalement conduit à la guerre à une échelle que nous espérons ne jamais revoir*[639] *».*

Dans la continuité du général Jean-Pierre Bosser, qui avait piloté la remontée en puissance de l'armée de Terre de 2014 à 2019, le général Burkhard organise la préparation des forces terrestres au retour des conflits « État contre État ». Au cours de la présentation du nouveau plan stratégique de l'armée de Terre, le 17 juin 2020, le général d'armée a annoncé de premiers chantiers

[639] Deborah Haynes, « Risk of new world war is real, head of UK armed forces warns », *Sky News*, 8 novembre 2020, https://news.sky.com/story/risk-of-new-world-war-is-real-head-of-uk-armed-forces-warns-12126389

pour *« être prêt à la haute intensité tout en continuant à faire "Barkhane" »*, dont son souhait d'organiser en 2023 un exercice du niveau d'une division avec 15 000 à 20 000 militaires, du jamais vu depuis la Guerre froide. L'armée de Terre française renoue avec la culture de la « masse » (on pouvait lire au printemps 2020 que certains officiers français enviaient celle de l'armée turque[640], capable de déployer 80 000 hommes et un grand nombre de blindés dans le nord de la Syrie), du nombre, des déploiements massifs, face à des États comme la Russie capables de déployer pour des exercices géants des dizaines de milliers d'hommes, véhicules, blindés et pièces d'artillerie. Outre le réapprentissage du combat de haute intensité, ce retour de la « masse » dans la culture militaire française et de la planification d'exercices de grande ampleur s'inscrit aussi dans une logique de dissuasion. *Dixit* le général Burkhard :

> *« dans le monde actuel, certains acteurs cherchent la provocation et font monter les enchères. L'armée de Terre française ne doit pas se retrouver un jour en position de céder devant une pression de ce type. Avec une armée de terre durcie, un modèle d'armée complet, un éventuel agresseur sera dissuadé de nous provoquer. Nous devons donc être prêts à faire face à des conflits de haute intensité. Ce sera la meilleure garantie de ne pas devoir recourir à la force. C'est une question de crédibilité*[641]*. »*

---

[640] Jean-Dominique Merchet, « Quand l'armée française envie la "masse" de l'armée turque », *L'Opinion*, 10 mars 2020, https://www.lopinion.fr/edition/international/quand-l-armee-francaise-envie-masse-l-armee-turque-214080

[641] Nicolas Barotte, « "Général Burkhard: "Nous devons être prêts à la haute intensité" », *Le Figaro*, 8 octobre 2020, https://www.lefigaro.fr/international/general-burkhard-nous-

Mais au bout du compte, c'est à la réalité du combat à grande échelle que doit se préparer l'armée de Terre française :

> *« demain, il faudra pouvoir engager une brigade ou même une division, soit entre 8000 et 25.000 hommes. Dans un conflit de haute intensité, le milieu aérien pourra être contesté, les frappes en profondeur seront possibles, on pourrait subir du brouillage, des attaques de drones, des cyberattaques, une guerre informationnelle. »*

Les généraux François Lecointre et Thierry Burkhard alertent sur le risque de conflit majeur et font de la préparation à une issue aussi tragique une priorité parce que la menace est de plus en plus avérée, mais aussi parce qu'ils peuvent désormais se le permettre. La remontée en puissance financière de la LPM 2019-2025, la mise en œuvre de programmes comme Scorpion, leur autorisent à afficher des ambitions nouvelles pour les armées sans avoir à trop creuser l'écart avec des moyens jusqu'ici déclinants ou au mieux stagnants. Mais les armées qui mettront encore plusieurs années à sortir du rouge, des problèmes capacitaires à l'entraînement des forces, auront du mal à atteindre les objectifs énoncés notamment par le général Burkhard, après tant d'années de déconstruction de l'outil de défense français. Accepter le retour de la menace de guerres État contre État dans lesquelles serait impliquée la France et revoir la vision stratégique des armées en conséquence est une chose, passer d'un outil de gestion de crise à une armée de guerre en est une autre. À la rentrée 2020, le nouveau chef d'état-major de la Marine nationale (CEMM), l'amiral Pierre Vandier, par ailleurs auteur d'un

---

devons-etre-prets-a-la-haute-intensite-20201007

passionnant ouvrage sur les problématiques actuelles de la dissuasion nucléaire[642], livrait aux nouveaux élèves de l'École navale un message guère rassurant : « *Aujourd'hui, vous entrez dans une marine qui va probablement connaître le feu à la mer, vous devez vous y préparer*[643] *!* ». Exagération liée au contexte anxiogène des tensions en Méditerranée orientale au cours de l'été, voire motivée par le but de gonfler à bloc les futurs officiers de la Royale ? Ou constat lucide et informé sur la réalité de la menace d'une guerre qui s'étendra nécessairement au théâtre naval, si elle n'y commence pas ? Deux ans plus tôt, au même endroit, le prédécesseur de Pierre Vandier, l'amiral Christophe Prazuck, avait affirmé que *« l'hypothèse tactique d'une confrontation en haute mer redevient réaliste*[644] *»,* ce qui ne fait aujourd'hui plus débat.

De même, l'amiral Vandier n'exclut plus, à l'instar d'une part croissante de la communauté stratégique, la possibilité d'un coup de force contre les territoires Outre-Mer de notre pays :

> *« des affrontements violents en mer sont possibles, y compris de la part d'adversaires qui pourraient*

---

642 Pierre Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, Paris, Éditions du Rocher, 2018.

643 Chef d'état-major de la Marine (@amiralVandier). « Aux futurs officiers, à l' @Ecole_navale : "Être officier, c'est donner du sens à l'action, c'est fédérer les énergies et avoir le souci de chacun. Aujourd'hui, vous entrez dans une marine qui va probablement connaître le feu à la mer, vous devez vous y préparer !" », Twitter, 7 septembre 2020. https://twitter.com/amiralVandier/status/1302922588306452481

644 Laurent Lagneau, « Selon l'amiral Prazuck, "l'hypothèse tactique d'une confrontation en haute mer redevient réaliste" », *Opex360*, 18 décembre 2018, http://www.opex360.com/2018/12/18/selon-lamiral-prazuck-lhypothese-tactique-dune-confrontation-en-haute-mer-redevient-realiste/

*agir de manière à défier notre détermination et tester l'articulation de notre capacité de réponse conventionnelle sous le seuil nucléaire. Je pense par exemple à un conflit de type Malouines* [...]. *Cet affrontement* [...] *a coûté plus d'une dizaine de bâtiments de surface à la marine anglaise. De la même manière, on pourrait imaginer à l'avenir une tentative d'éviction de la France de certaines régions du monde, notamment celles où nous avons des territoires*[645] *».*

Un an plus tôt, une étude de l'Institut français des relations internationales sur l'avenir de la présence militaire française Outre-Mer rappelait ainsi que face aux nouvelles menaces militaires à l'horizon 2035, *« des zones jusqu'alors hors de portée de toute menace conventionnelle, comme la Polynésie française* [...] *ne seront à l'avenir plus aussi isolées qu'auparavant*[646] *».* L'enjeu est des plus sérieux. Comme le rappelle Nathalie Guibert dans un article cité plus haut :

*« Pour dissuader la Chine de planter son drapeau sur les îles Glorieuses, à l'entrée du canal du Mozambique, ou de grignoter les intérêts français du Pacifique, il faudra montrer que le*

---

[645] Vincent GroizeIeau, « Amiral Vandier : "Nous devons accélérer pour rattraper nos retards capacitaires" », *Mer et Marine*, 1er février 2021, https://www.meretmarine.com/fr/content/amiral-pierre-vandier-nous-devons-accelerer-pour-rattraper-nos-retards-capacitaires

[646] Élie Tenenbaum, Morgan Paglia, Nathalie Ruffié, « Confettis d'empire ou points d'appui ? L'avenir de la stratégie française de présence et de souveraineté », IFRI, Focus stratégique, n° 94, février 2020, p. 82, https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/focus-strategique/confettis-dempire-points-dappui-lavenir-de-strategie

*commandement français de la zone a les moyens de riposter au besoin, illustrent les généraux.* [...] *Des véhicules de l'avant blindé seront bientôt positionnés en Nouvelle-Calédonie*[647] *»*.

Nous verrons ci-dessous à quel point l'enjeu est doublement sérieux et vital.

Au passage, notons qu'un coup de force contre un territoire français ultramarin situé au sud du Tropique du Cancer (soit la totalité de nos Outre-Mer à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon) ne permettrait pas à notre pays d'invoquer l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord qui stipule qu'une attaque contre un État partie au Traité sera considérée comme une attaque contre les parties. En effet, l'article 6 du Traité apporte la précision suivante :

« *Pour l'application de l'article 5, est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des parties, une attaque armée : contre le territoire de l'une d'elles en Europe ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie ; contre le territoire de la Turquie ou contre les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique du Cancer ; contre les forces, navires ou aéronefs de l'une des parties se trouvant sur ces territoires ainsi qu'en toute autre région de l'Europe dans laquelle les forces d'occupation de l'une des parties étaient stationnées à la date à laquelle le Traité est entré en vigueur, ou se trouvant sur la mer Méditerranée ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique*

[647] Nathalie Guibert, « L'armée de terre française envisage de futurs affrontements "Etat contre Etat" », *op. cit.*

*du Cancer, ou au-dessus de ceux-ci*[648] ».

Sauf à recevoir l'assistance de l'un ou l'autre de nos alliés, nous devrions nous battre seuls. En tout cas, là où l'article 5 a un aspect extrêmement dissuasif contre un agresseur potentiel (au point évidemment de constituer le principal obstacle à une guerre entre la Russie et un membre de l'Alliance), nous ne pourrons nous en remettre qu'à nos propres capacités nationales de dissuasion pour défendre nos compatriotes, territoires et intérêts à des milliers de kilomètres de l'Hexagone.

Pour conclure ici, on pourra objecter que le fait que les principaux responsables de notre défense nationale (président de la République, ministre des Armées, CEMA, CEMAT, CEMM) est un argument d'autorité, mais pas en soi un argument en faveur du renforcement des risques de conflit majeur. C'est le rôle des politiques comme des militaires de prévoir toutes les éventualités dont les pires possibles. Et c'est plus précisément le rôle des seconds de proposer aux politiques des options à ceux qui ont la conduite des affaires de l'État, pour assurer notre défense nationale dans toutes les situations. Certains avanceront, par cynisme ou de bonne foi, que les militaires cités ici exagèrent des menaces supposément faibles ou inexistantes, ou qu'ils se contentent de ne pas balayer d'un revers de la main des risques dont la matérialisation n'est pas à proprement parler impossible, mais reste (pense-t-on) extrêmement improbable. La réalité est que si les principaux cadres des armées françaises alertent simultanément et avec une insistance croissante contre les risques de nouveaux conflits majeurs, c'est en connaissance de cause et sur la base de signaux faibles, de renseignements dont le public n'a pour l'essentiel pas

[648] « Le Traité de l'Atlantique Nord », site de l'OTAN, https://www.nato.int/cps/fr/natolive/official_texts_17120.htm

connaissance en raison de leur nature confidentielle. Les armées françaises préparent le pire mais espèrent le meilleur, mais le pire se fait de plus en plus présent à l'horizon. Pour citer une dernière fois le général François Lecointre, *« l'histoire nous apprend que le risque le plus grave est souvent celui qu'on n'imagine pas ou celui qu'on ne veut pas voir venir, par confort intellectuel, par idéologie ou par manque de courage. Nous devons être prêts à affronter tous les scénarios, avec lucidité et détermination*[649] *»*.

### *Les Outre-Mer et l'espace maritime français : exemples d'enjeux d'un potentiel conflit majeur qui impliquerait notre pays dans un futur proche*

Tout ce qui précède peut sembler très théorique. Quel genre de menaces extérieures majeures peuvent-elles concerner directement la France, sa souveraineté, son intégrité ? Les enjeux liés à la protection de nos Outre-Mer et de notre domaine maritime cités à l'instant font précisément peser des risques de conflits interétatiques dans lesquels serait embarqué notre pays, obligé de défendre ses droits et intérêts dans un monde où les mers sont l'objet d'une « territorialisation » dont les exemples en mer de Chine ou en Méditerranée orientale ne sont que les plus connus. Notre zone économique exclusive (ZEE) est avec 11 millions de km² la deuxième du monde ; elle se double d'un plateau continental qui pourrait encore être étendu en faisant valoir d'autres de nos revendications

[649] Joseph Henrotin, « La nécessité d'un modèle d'armée complet : entretien avec le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées », *Défense et Sécurité internationale*, hors-série n° 73, août-septembre 2020.

auprès des Nations unies. Ses richesses méritent qu'on la valorise autant que notre territoire terrestre : en raisonnant ainsi, la France, dont 97% du territoire se situe en mer et dans les Outre-Mer, n'est pas le 41e pays du monde, mais le 6e, avec une superficie plus large que celles de la Chine ou de l'Union européenne ! Notre pays est en effet le seul à être présent sur tous les Océans du Globe, le seul sur lequel le Soleil ne se couche jamais. Notre ZEE, première au monde en termes de biodiversité, recèle d'immenses ressources halieutiques qu'il nous faut apprendre à protéger et exploiter durablement. Alors qu'il nous faut préparer l'après-pétrole, notre ZEE contient par exemple certaines algues cultivables en grande quantité et susceptibles de fournir des biocarburants potentiellement plus rentables que ceux dont la production cause déforestation et mise en danger d'espèces terrestres ; elle contient aussi des réserves d'hydrocarbures (gaz et pétrole offshore), que nous devrions laisser laisser dans le sol mais que des puissances prédatrices pourraient chercher à acquérir d'une manière ou d'une autre. Le canal de Mozambique est un véritable eldorado pétrolier au point que l'on parle à son sujet de « nouvelle mer du Nord ».

En février 2020, le gouvernement français a annoncé la fin définitive des forages pétroliers au large des îles Éparses ; d'autres États ne l'entendent cependant pas de cette oreille. Depuis la découverte de réserves potentielles d'hydrocarbures, Madagascar revendique une partie de ces îles qu'elle n'avait pas revendiqué lors des négociations pour son indépendance ; les Comores (qui continuent de réclamer l'annexion de Mayotte, dont les habitants ont pourtant déjà voté deux fois à une écrasante majorité pour rester citoyens français) revendiquent également nos îles, ainsi que Maurice, alors que la présence française est la plus légitime au plan historique,

en plus de l'être par le droit[650]. Il n'y a certes pas grande chose à craindre de la part de nos voisins régionaux qui ne sont pas en capacité d'imposer un fait accompli. Toujours à propos de la présence d'hydrocarbures dans la région, le risque de coups de forces de la part d'autres puissances (comme la Chine citée plus haut) est cependant très sérieux à l'horizon des prochaines décennies. Notre gigantesque territoire maritime est également riche en métaux indispensables pour les industries du futur, dont des sulfures hydrothermaux, des encroûtements cobaltifères et des nodules polymétalliques que nous saurons exploiter de manière durable dans un avenir proche. Outre des métaux classiques (or et argent, cuivre, zinc, plomb…), on trouve dans notre territoire maritime des métaux d'avenir tel que le germanium, utilisé en

[650] Les Français ont établi à partir de 1722 la toute première présence continue aux îles Eparses, qui n'avaient jamais fait l'objet d'un peuplement par des populations issues d'autres îles. Antananarivo, Moroni et Port-Louis ne peuvent donc pas faire valoir leur antériorité. Concernant Mayotte, l'île a été achetée en 1841 par le royaume de France au sultan Andriantsoly et intégrée au territoire français en 1848. Un protectorat a été établi sur le reste des Comores en 1886. En 1974, les Comores ont voté en faveur de l'indépendance vis-à-vis de la France dans un référendum où la population de Mayotte s'est prononcée en faveur d'un maintien au sein de la République. En 1976, l'ONU et son Comité spécial de la décolonisation (alors soutenu par des puissances aussi peu impérialistes que les États-Unis, l'URSS et la Chine) ont fait pression pour que la France cède Mayotte aux Comores (en proie à l'instabilité politique) sans référendum. La République est parvenue à organiser la même année un nouveau référendum : les Mahorais ont voté à 99,4% pour rester Français (avec une participation de 99,4%). En 1976 également, Madagascar, alors dirigée par la dictature d'extrême-gauche pro-Moscou de Didier Ratsiraka, s'est mise à revendiquer les îles Eparses qu'Antananarivo n'avait pas évoquées en 1960 lors des négociations sur son accession à l'indépendance : étrangement, ces revendications sont apparues après la découverte de potentielles réserves de pétrole dans la région.

électronique, l'indium nécessaire à la fabrication d'écrans plats et de panneaux solaires, ou le neodium utile aux aimants des éoliennes. Aujourd'hui, la France exploite ses gisements terrestres de nickel en Nouvelle-Calédonie, où la Chine cherche à s'implanter[651] (l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie risquerait d'ailleurs de se muer en sujétion à une Chine prédatrice, et à une nouvelle forme de colonisation). Demain, si les technologies d'extraction et la volonté politique sont au rendez-vous (on peut d'ailleurs regretter que notre ancien fleuron Technip ne soit plus sous pavillon français...), nous pourrions exploiter nos gisements de métaux sous-marins dans le respect de l'environnement local. Ces gisements prouvés ou estimés sont situés pour l'essentiel dans le Pacifique, où se concentre la majeure partie de notre ZEE. Or, la demande en métaux précieux sera si forte qu'il est probable que nos gisements seront convoités par des puissances comme la Chine. Il nous faut nous préparer à défendre notre souveraineté sur notre espace maritime.

Aujourd'hui, notre zone économique exclusive est déjà l'objet de pillages, faute de moyens suffisants alloués à notre Marine nationale. Nous parvenons mal à protéger l'exceptionnelle biodiversité de nos territoires Outre-Mer. À Mayotte par exemple, l'association citoyenne Oulanga Na Nyamba alerte sur le braconnage des tortues marines par des pêcheurs étrangers ; à Clipperton, les activités de braconniers principalement mexicains se font au détriment de la biodiversité locale... Cette prédation va bientôt changer d'échelle. Au large de Guyane, où l'insuffisance chronique de nos moyens de surveillance maritime profite

[651] Harold Thibault, « La Chine lorgne la Nouvelle-Calédonie et ses réserves de nickel », *Le Monde*, 2 octobre 2020, https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/10/02/la-chine-lorgne-la-nouvelle-caledonie-et-ses-reserves-de-nickel_6054537_823448.html

à une pêche illégale qui est principalement le fait de ressortissants de pays voisins, nous pourrions bientôt faire face à la pêche illégale chinoise (un phénomène que subit notamment l'Équateur, de l'autre côté du continent sud-américain). Ainsi,

> *« dans un avenir proche, la Guyane pourrait être confrontée à une pêche illégale chinoise. Un certain nombre de signaux faibles permettent d'envisager cette hypothèse, dont la présence de pêcheurs chinois dans les eaux du Suriname ou à quelques milles nautiques au-delà de la ZEE.* [...] *La stratégie chinoise est globale et bien connue : déploiements de flottilles dans tous les océans, accompagnés d'investissements portuaires permettant le traitement et la distribution du produit de la pêche*[652]. »

Faut-il y voir un prélude à d'autres formes de violation de notre souveraineté sur notre territoire ? Il est en tout cas clair qu'au pillage, devrait un jour succéder la contestation. Comme nous le soulignions début 2019 avec Rafik Smati, dans une tribune pour le magazine *Audience*, *« la France laisse [...] sa ZEE se faire piller faute de surveillance par la Marine nationale ; alors que la haute mer sera bientôt un enjeu de conflictualité majeur, nous risquons de voir notre souveraineté contestée et bafouée dans un futur proche*[653] *».*

---

[652] Laurent Lagneau, « Des signaux faibles laissent supposer que la Guyane sera bientôt confrontée à la pêche illégale chinoise », *Opex 360*, 18 janvier 2021, http://www.opex360.com/2021/01/29/des-signaux-faibles-laissent-supposer-que-la-guyane-sera-bientot-confrontee-a-la-peche-illegale-chinoise/

[653] Rafik Smati, Aurélien Duchêne, « La France, le pays où le Soleil ne se couche jamais », *Audience* n° 8, mars 2019, p. 24, https://adekwa-avocats.com/adekwa-avocats-x-audience-8/

Le XXI^e siècle se jouera en grande partie sur les mers, le futur de notre pays aussi. Les Océans sont la matrice d'un monde globalisé et deviennent la nouvelle frontière commune de l'humanité, pour le meilleur comme pour le pire. Or, la France, qui peine à se réinventer et à se projeter dans l'avenir, est peut-être le pays dont les atouts maritimes sont les plus grands. Historiquement, notre pays a trop délaissé le large, mais l'heure de sa vocation maritime est venue. « *Les larmes de nos souverains ont le goût salé de la mer qu'ils ont ignorée* », aurait écrit l'un de nos plus grands hommes d'État, le cardinal de Richelieu : avec l'immensité de nos atouts maritimes en tête et l'esprit de conquête au cœur, la mer peut contribuer à redonner à notre pays le goût du futur. « La mer est l'avenir de la France[654] », pour reprendre le titre de l'excellent livre de mon ami Jean-Marie Biette. Mais dans les prochaines décennies, la mer sera peut-être pour notre pays un terrain et un enjeu d'affrontement. C'est l'un des principaux enjeux de ce livre, le risque de conflit de haute intensité aux portes de l'Europe contre la Russie s'avère de plus en plus crédible : même dans ce scénario, la perspective d'une menace étatique majeure contre l'Hexagone (préférons ce terme à celui, dépassé, de « métropole ») reste extrêmement improbable. Le retour d'une menace à l'Est n'équivaut pas à celui d'une menace directe sur nos frontières européennes. Cependant, dans un XXI^e siècle qui sera le plus maritime de tous, la France embrassera plus que jamais sa dimension planétaire, multi-continentale et multi-océanique qui fait de notre pays un Archipel. Les menaces directes contre nos compatriotes, nos territoires et nos intérêts stratégiques répartis sur toute la planète se font de plus en plus nombreuses et de plus en plus sérieuses. Nous devons impérativement nous préparer

[654] Jean-Marie Biette, *La mer est l'avenir de la France*, Paris, Éditions de l'Archipel, 2015.

à les défendre, jusqu'à l'autre bout du monde et jusque dans les champs les plus durs de la conflictualité.

Tout ce qui précède porte peu à l'optimisme. Mais le pire n'est évidemment pas plus certain qu'il n'est souhaitable. En restant sur un scénario linéaire, le plus probable est que la tendance à la pacification du monde se poursuivra dans les prochaines décennies malgré les nouvelles tragédies qui ne manqueront pas de survenir. L'espoir est permis. Dans la même logique, le plus probable est également que nous ne verrons pas apparaître de guerres entre grandes puissances, lesquelles sont entre autres toutes détentrices de l'arme nucléaire ou alliées à au moins un État doté. Depuis 1945, les Européens jouissent d'un privilège immense aux yeux des générations qui leur ont succédé : les conflits majeurs ont disparu de notre horizon. Aujourd'hui, la majorité de l'humanité communie dans un tel privilège. Même dans les grands pays asiatiques où les risques de guerre contre un rival régional restent parmi les plus inquiétants de la planète, la population ne conçoit généralement pas l'avenir en considérant une telle issue comme inéluctable. Le spectre de conflits majeurs n'y a pas disparu de l'horizon, mais il n'y est pas central comme il l'a été pendant des siècles dans la quasi-totalité des sociétés ; plus exactement, la menace est présente et prise au sérieux sans être vue comme une indépassable fatalité. Comme dans l'Europe de 1914, observent certains.

L'histoire n'est cependant pas linéaire et les tendances de long terme, bien qu'encourageantes, n'en restent pas moins une toile de fond. Surtout, l'accélération de l'histoire n'est pas toujours une accélération de ces mêmes tendances : nous avons pu voir depuis le début du siècle qu'elle était faite de ruptures. Certes, les Européens

des années 2020 peuvent imaginer leur avenir sans songer un seul instant que leur vie puisse être bouleversée un jour par une guerre majeure, chez eux ou à l'autre bout du monde, quand ceux des décennies 1220, 1320, 1620, 1820 et des siècles précédents avaient tous en commun de ne pas pouvoir concevoir une vie débarrassée du fléau de la guerre, qui planait sur l'existence comme ceux de la faim, des épidémies et de la misère à grande échelle. « L'horizon du clocher », cadre de vie de l'immense majorité de la population, se doublait de ce que l'on pourrait appeler un horizon du tragique.

En revanche, les Européens des siècles passés – disons jusqu'aux bouleversements successifs de la Révolution française puis des Révolutions industrielles – pouvaient tous envisager ce que serait leur monde dans les trente ans. Tout comme la guerre et les autres fléaux évoqués ici n'auraient pas disparu, les seigneurs auraient succédé aux seigneurs sans changement de régime, des paysans sans le sou auraient succédé à des paysans sans le sou dans l'immense majorité des cas, des générations se seraient succédé du baptême à l'extrême-onction dans un même cadre social dominé par le religieux. Les grands cadres de la civilisation seraient restés les mêmes. *A contrario*, aucun Européen n'est aujourd'hui en mesure de dire ce à quoi ressemblera le monde dans les trente ans. D'ici-là, bien des ruptures auront eu lieu : peut-être des conflits majeurs dans l'une ou l'autre région du monde feront-ils regretter à leurs habitants leur propre « âge d'or de la sécurité » comme Stefan Zweig regrettait celui de la Belle Époque ? Peut-être reconsidérera-t-on les certitudes d'aujourd'hui sur la quasi-impossibilité de guerres à l'ancienne de la même manière que nous pouvons relire Jan Gotlib Bloch ou Norman Angell avec le recul de deux Guerres mondiales ?

Le caractère inédit de la longue période de paix que nous traversons ne la rend pas éternelle. Le fait que la

paix soit devenue une dynamique, la norme plutôt qu'un état transitoire, ne la rend pas immortelle. Le monde est moins violent qu'on ne le dit, mais risque de le devenir beaucoup plus qu'on ne le croit. Si le temps long montre une claire tendance à la pacification du monde, il porte aussi les indices d'un potentiel embrasement. La possibilité d'un XXI$^{e}$ siècle sans guerres entre grande puissance et à l'issue duquel la guerre elle-même aura été marginalisée reste sérieuse : il y a de quoi sourire au vu d'autres perspectives moins encourageantes. N'allons cependant pas substituer à un pessimisme excessif sur l'état du monde, qui nous fait oublier à quel point nous jouissons d'une période de paix, une confiance imprudente en la solidité de celle-ci.

# Conclusion

Nous avons étudié dans cet ouvrage plusieurs scénarios de « surprise stratégique » qui pourraient êtres causés par la Russie dans un futur proche. Il est à espérer qu'aucun d'entre eux ne se matérialise, et il est plus encore à espérer que la prochaine surprise stratégique soit l'effondrement du régime de Vladimir Poutine et de ses prétoriens, prélude à la démocratisation d'une Russie qui s'engagerait enfin dans une réconciliation durable avec ses voisins européens. Vœu pieux, auquel nous ne croyons pas, du moins pas pour longtemps. Les scénarios décrits précédemment sont hélas plus vraisemblables, bien qu'ils paraissent peu crédibles et encore moins probables aux yeux d'une majorité d'analystes. Pour les raisons que nous avons longuement détaillées, ces scénarios de surprise stratégique sont plus probables qu'il n'y paraît. Même les plus impensables d'entre eux : une alliance de droit sinon de fait entre la Russie et la Chine, et différents scénarios de conflits majeurs que la Russie pourrait déclencher en Europe, par décision délibérée (et sans doute mal calculée), ou par accident. Au moment d'écrire ces lignes, la possibilité de voir l'un des scénarios évoqués au

Chapitre 2 – celui d'une invasion des terres ukrainiennes ayant historiquement appartenu à la « Novorossiya », à l'Est et au Sud du pays – s'est brusquement invitée dans l'actualité. Qu'en est-il vraiment ?

Un mot tout d'abord sur l'écriture de ce livre. J'ai publié de premiers articles traitant de la géopolitique de la Russie en 2018, lorsque j'étais encore étudiant en licence d'histoire, sur un blog personnel qui existait alors sous un autre nom, et que je garde à jour depuis[655]. L'un de ces articles, qui a par la suite nourri certaines analyses exposées au Chapitre 2 sur le « monde russe », l'impérialisme russe et le risque d'interventions militaires russes dans l'espace post-soviétique, évoquait d'ailleurs l'hypothèse d'une telle intervention en Ukraine :

> *« après avoir risqué par deux fois une réponse armée de l'OTAN qui s'est contenté d'une escalade verbale et d'un renforcement de ses dispositifs orientaux, pourquoi Vladimir Poutine se refuserait-il à faire basculer dans le giron russe de nouvelles régions de son "étranger proche", dont l'Ukraine méridionale ? Pensons l'impensable*[656] *».*

Comme le montre l'évocation d'une supposée « réponse armée de l'OTAN » (qui n'aurait été justifiable ni par l'agression de la Géorgie, ni par l'annexion de la Crimée), mes connaissances en matière de relations internationales et de géopolitique de l'espace post-soviétique restaient à la fois discutables et perfectibles. Si

[655] Accessible à cette adresse : www.aurelien-duchene.fr

[656] Aurélien Duchêne, « Pourquoi l'impérialisme russe n'est pas un fantasme de la paranoïa occidentale », site personnel, 30 septembre 2018, https://aurelien-duchene.fr/entre-defense-du-monde-russe-et-irredentisme-limperialisme-russe-a-lorigine-dune-prochaine-surprise-strategique/

je considérais alors que l'invasion à grande échelle de l'Ukraine était une hypothèse trop peu vraisemblable – et il faut souhaiter qu'elle reste à l'état d'hypothèse, je ne l'ai pas écartée dans des recherches ultérieures, au cours desquelles j'ai privilégié d'autres sujets. Parmi ceux-ci, l'enjeu des minorités russes aux pays baltes, les relations sino-russes, ou la « guerre de l'information » russe sur laquelle j'avais également écrit dès 2018.

J'ai effectué par la suite un travail de documentation patient et passionné sur les divers sujets abordés dans ce livre. Un travail dans le cadre duquel j'ai tenu à privilégier des sources et travaux de recherche non-français (qui constituent d'ailleurs la majorité des publications citées dans ce livre) par souci de diversifier les regards. J'ai publié jusqu'en 2021 un grand nombre d'articles qui à défaut de pouvoir prétendre à l'expertise – celle d'un véritable chercheur, là où mon travail reste celui d'un amateur – cherchaient à s'en rapprocher au mieux, par la rigueur méthodologique comme par la documentation. L'occasion d'échanger avec certains lecteurs de mon blog, que je tiens à remercier ici, et parfois même avec des spécialistes des questions internationales et stratégiques. Pour creuser encore les questions relatives à la Russie et aux futures « surprises stratégiques » qui pourraient être causées par ses dirigeants, j'ai fini par réunir dans un livre mes publications traitant de ces enjeux. L'occasion d'approfondir encore mon travail de documentation, et d'affiner les hypothèses même les plus improbables. Je n'imaginais cependant pas que l'une de ces hypothèses, celle d'une potentielle agression russe contre l'Ukraine, reviendrait si vite sur le devant de la scène.

Depuis quelques semaines, Moscou fait planer la menace d'une invasion de l'Ukraine, et cette menace est bien plus sérieuse qu'au printemps, lorsque la Russie avait massé des troupes aux frontières ukrainiennes. Je venais

alors de publier un article[657] repris dans le Chapitre 2 de cet ouvrage, où je développais l'idée que la Russie pourrait prochainement envahir un État voisin pour défendre le « monde russe ». Moscou y lancerait dans un futur proche une intervention militaire au motif de protéger des Russes ethniques (*russkiji*) et des russophones, voire de réintégrer des terres « irrédentes » dans le giron russe. J'avais défendu cette hypothèse une première fois à l'automne 2018, dans un article cité plus haut et qui ne s'étendait pas sur la manière dont pourrait se dérouler une telle opération, se contentant d'ouvrir la porte à un scénario aussi improbable.

En avril, lors de la première concentration de troupes russes à la frontière ukrainienne, l'hypothèse d'une attaque russe dans les conditions d'alors était extrêmement improbable. Une telle éventualité avait été écartée par la quasi-totalité de ceux qui avaient analysé avec sérieux le regain de tensions entre Kiev et Moscou. J'estimais pour ma part que la probabilité d'une invasion au printemps était proche de zéro du fait de la faiblesse du dispositif russe et surtout du manque de préparation (notamment logistique) côté russe.

Lorsqu'en novembre de cette année, la Russie a de nouveau massé des troupes aux frontières, ma position initiale était la même : la Russie n'attaquerait pas l'Ukraine cet hiver. Trop tôt. Dans divers chapitres de ce livre, j'ai décrit plusieurs scénarios dans lesquels la Russie pourrait engager une opération militaire en Europe, y compris contre un État membre de l'OTAN (dans le cas où les

[657] Aurélien Duchêne, « Entre défense du "monde russe" et irrédentisme, l'impérialisme russe à l'origine d'une prochaine "surprise stratégique" ? », site personnel, 17 mars 2021, https://aurelien-duchene.fr/entre-defense-du-monde-russe-et-irredentisme-limperialisme-russe-a-lorigine-dune-prochaine-surprise-strategique/

dirigeants russes estimeraient pouvoir éviter une guerre ouverte contre l'Alliance). À l'exception de l'hypothèse d'un incident (évoquée dans ce livre avec l'exemple des provocations russes en Europe du Nord[658]) pouvant se matérialiser n'importe quand, tous ces scénarios avaient en commun de se produire dans un futur proche, mais dans des conditions qui ne sont pas (ou ne semblent pas être) réunies en cette fin 2021.

Premièrement, le pouvoir russe doit estimer qu'il a davantage à gagner qu'à perdre à lancer une intervention militaire. Ceci exige d'en arriver à une situation où le régime de Vladimir Poutine estimerait que *« le risque encouru en vaut la peine, ou soit dans une situation suffisamment critique[659] »* pour lancer une opération qui pourrait tout aussi bien signifier sa perte (dans l'idée que le Kremlin « pourrait être tenté par une aventure extérieure, une fuite en avant ou une tentative de fait accompli qui pourraient toutes dégénérer[660] ») : le scénario d'une intervention visant à *« renforcer le régime par un nouveau coup d'éclat[661] »* était à mes yeux le plus crédible, mais il

---

658 Aurélien Duchêne, « De la Scandinavie aux Balkans : de potentiels théâtres pour une future "surprise stratégique" liée à la Russie ? », site personnel, 13 février 2021, https://aurelien-duchene.fr/de-la-scandinavie-aux-balkans-de-potentiels-theatres-pour-une-future-surprise-strategique-liee-a-la-russie/

659 Aurélien Duchêne, « Entre défense du "monde russe" et irrédentisme, l'impérialisme russe à l'origine d'une prochaine "surprise stratégique" ? », *op. cit.*

660 Aurélien Duchêne, « Au cœur et dans la tête du pouvoir russe : les personnes-clés et les orientations idéologiques du régime de Vladimir Poutine », site personnel, 17 mars 2021, https://aurelien-duchene.fr/au-coeur-et-dans-la-tete-du-pouvoir-russe-les-personnes-cles-et-les-orientations-ideologiques-du-regime-de-vladimir-poutine/

661 Aurélien Duchêne, « Entre défense du "monde russe" et irrédentisme, l'impérialisme russe à l'origine d'une prochaine "surprise stratégique" ? », *op. cit.*

avait très peu de chances de se matérialiser avant 2024. Au minimum. En effet, l'année 2024 verra selon toute vraisemblance Vladimir Poutine solliciter un nouveau mandat : si sa popularité devait décliner au point où la manipulation des élections ne suffirait pas à lui garantir un nouveau plébiscite et un cinquième mandat où son pouvoir serait incontesté, engager une aventure extérieure dans les mois précédant l'élection pourrait être envisageable. Si l'initiative devait se retourner contre le régime russe, ce serait après la réélection de Vladimir Poutine, ou le report des élections.

Dans un scénario plus plausible, une intervention extérieure aurait lieu après la réélection du président russe (voire l'élection de son dauphin), dans le cadre d'un cinquième mandat où l'autorité du régime s'étiolerait durant le reste de la décennie. Mais l'élection présidentielle de 2024 étant prévue au printemps, je n'imaginais pas une aventure extérieure être déclenchée avant fin 2023 au plus tôt, sauf si une crise de régime devait survenir d'ici-là. En effet, dans le cas où Vladimir Poutine raterait son pari (recul sous la pression internationale, enlisement, défaite militaire, poids des sanctions sur le quotidien des Russes), l'opinion publique pourrait se retourner contre lui en quelques mois. Lancer une opération un, voire deux ans avant la prochaine échéance présidentielle me paraissait dénué de toute logique. Et le régime russe ne semble pas être aujourd'hui au pied du mur – sauf à imaginer que Poutine soit à l'article de la mort, comme l'affirment chaque année des articles sensationnalistes qui ont fait de la santé du président russe un véritable marronnier.

Ensuite, Vladimir Poutine doit avoir suffisamment de garanties sur la capacité de ses armées à remporter une victoire rapide. Je m'inscris dans l'idée que la puissance militaire réelle de la Russie est sous-estimée à divers

égards : préparation des forces à un potentiel conflit majeur[662] (modernisation, équipement, entraînement, professionnalisation...), niveau de l'effort de défense[663] (bien plus élevé que ne le laissent penser les statistiques les plus couramment employées), technologies de rupture capables de faire basculer la situation sur un champ de bataille[664] (missiles hypervéloces, guerre électronique, A2/AD), capacités en matière de cyberguerre[665]... Les forces russes sont probablement mieux préparées à mener un conflit de haute intensité que n'importe quelle armée européenne : les deux seules puissances militaires disposant d'un modèle d'armée complet (France et Royaume-Uni) manquent de masse et d'épaisseur pour tenir dans la durée, tandis que les autres armées européennes sont soit trop réduites pour l'emporter dans un conflit majeur, soit incapables d'en mener un.

Mais au moment d'écrire ces lignes, il n'est pas sûr que l'armée russe soit en mesure d'obtenir une victoire rapide en Ukraine et de contrôler de larges territoires. Plus

---

662 Aurélien Duchêne, « Entre force du nombre et saut qualitatif : une nouvelle armée russe taillée pour l'affrontement majeur », site personnel, 15 février 2022, https://aurelien-duchene.fr/la-nouvelle-armee-russe/

663 Aurélien Duchêne, « Pourquoi les dépenses militaires russes sont bien plus importantes qu'il n'y paraît », site personnel, 15 février 2022, https://aurelien-duchene.fr/pourquoi-les-depenses-militaires-russes-sontbien-plus-importantes-quil-ny-parait/

664 Aurélien Duchêne, « Nouveaux missiles, guerre électronique, déni d'accès et bastions stratégiques : comment la Russie pourrait prendre l'ascendant sur un champ de bataille européen », site personnel, 13 février 2022, https://aurelien-duchene.fr/nouveaux-missiles-guerre-electronique-comment-la-russie-pourrait-prendre-lascendant-sur-le-champ-de-bataille/

665 Aurélien Duchêne, « La menace russe dans le cyberdomaine : illustrations, capacités et risques majeurs », site personnel, 13 février 2021, https://aurelien-duchene.fr/la-menace-russe-dans-le-cyberdomaine-illustrations-et-capacites/

précisément : nous pouvons avancer que les forces russes seraient capables d'écraser les armées ukrainiennes en quelques semaines, mais au prix de lourdes pertes et de combats acharnés dans les plus grandes villes ; si l'armée russe semble capable d'envahir la majeure partie du pays (ce qui semble se profiler aujourd'hui), elle ne pourra en occuper qu'une portion réduite. Il faudra par exemple attendre encore plusieurs années avant que la Russie ne puisse équiper massivement ses forces de missiles hypersoniques et de missiles de croisière supersoniques, de blindés et avions de nouvelle génération, d'aguerrir suffisamment ses troupes ; la Russie sait aujourd'hui conduire des exercices militaires géants qu'aucune armée européenne ne serait en mesure de réaliser, mais la réalité du combat est bien différente. Le conflit syrien a offert une expérience du combat à (semble-t-il) 90% du personnel volant, ainsi qu'à plusieurs milliers de soldats des forces terrestres (lesquelles ont aussi été impliquées dans la guerre du Donbass), mais la majorité de l'armée russe est impréparée aux exigences de l'invasion et de l'occupation d'un pays plus grand que la France métropolitaine. L'armée russe est une armée à plusieurs vitesses, et il lui faudra encore plusieurs années (moins qu'aux armées européennes cependant) avant d'être véritablement prête à un conflit majeur. S'il est probable qu'elle emporterait une victoire militaire en Ukraine en quelques semaines (sans exclure la possibilité d'un enlisement dans une guérilla menée par le restant des forces ukrainiennes régulières et par une résistance civile), elle serait incapable d'occuper la majeure partie du pays. La Russie n'est donc probablement pas encore en capacité d'obtenir une victoire éclair et sans appel en Ukraine.

Dernière condition, moins importante que les deux autres abordées à l'instant : la Russie doit se sentir épaulée sur la scène internationale, ou à tout le moins ne pas

risquer un isolement complet y compris de la part de ses plus proches partenaires. À commencer par la Chine. Je défends l'idée que le rapprochement entre la Russie et la Chine est à la fois plus profond, plus large et plus durable qu'on l'imagine généralement[666], au point qu'il ne faut pas exclure l'hypothèse d'une véritable alliance militaire à horizon quinze, vingt ans. Le plus probable est qu'une telle alliance serait contractuelle *de facto* plutôt que *de jure* (à défaut de signer un traité, les deux puissances s'entendraient pour s'épauler mutuellement, voire se prêter assistance sans devenir cobelligérantes), et surtout ponctuelle (liée à une crise militaire où les deux parties auraient des intérêts communs). Comment pourrait se matérialiser cette alliance non-contraignante et de circonstance ?

Dans le scénario le plus plausible, la Chine pourrait affaiblir la réaction occidentale à une intervention russe en Europe en faisant planer la menace d'une opération séparée en Asie-Pacifique, et inversement. Même dans le cas où les principales puissances occidentales éviteraient toute implication militaire directe, la perspective d'avoir à gérer deux conflits d'ampleur en cas de réaction trop ferme à une première agression pourrait être suffisamment dissuasive (du moins aux yeux des dirigeants russes et chinois). Infliger des sanctions massives à la Russie et à la Chine garantirait un choc économique majeur. Surtout, la crainte d'une escalade militaire contre les deux géants à la fois obligerait à limiter l'assistance militaire aux pays agressés sous un certain seuil, potentiellement jusqu'à l'impuissance.

---

[666] Aurélien Duchêne, « Chine-Russie : une relation déterminante entre enjeux stratégiques et enjeux de civilisation », site personnel, 18 mars 2021, https://aurelien-duchene.fr/chine-russie-une-relation-determinante-entre-enjeux-strategiques-et-enjeux-de-civilisation/

Dans le scénario du pire, Chine et Russie pourraient coordonner des actions d'un bout à l'autre de l'Eurasie. Sans s'étendre sur ces hypothèses encore éloignées, il semble néanmoins clair que le pouvoir russe devrait d'abord s'assurer de la bienveillance (à défaut du soutien) de ses principaux partenaires avant de lancer une telle opération, et ce pour au moins trois raisons : éviter un isolement complet sur la scène internationale, pour être avantagé dans les rapports de force ; limiter le poids des inévitables sanctions, surtout à long terme (par exemple en conservant des fournisseurs pour les technologies de pointe ou les investissements, et des débouchés pour les exportations) ; corollaire du premier point, préparer l'après-conflit en conservant des alliés sur la scène internationale. Ces dernières semaines, le gouvernement chinois a surenchéri dans l'expression de sa proximité avec le Kremlin ; la déclaration conjointe de Vladimir Poutine et Xi Jinping rendue publique il y a une quinzaine de jours marque une nouvelle étape dans le rapprochement russo-chinois.

Mais il est très, très peu probable (pour ne pas dire inconcevable) que la Chine aille jusqu'à soutenir une éventuelle invasion de l'Ukraine dans les conditions actuelles. On peut envisager que la Chine jettera le blâme sur l'Occident pour relativiser la portée de l'agression russe, invoquera le principe de non-ingérence pour ne pas avoir à condamner Moscou, et contournera du mieux qu'elle pourra les sanctions infligées à la Russie, mais n'ira pas plus loin que ce que ses intérêts commandent. Même si l'armée russe remporte la victoire en quelques semaines, afficher une quelconque complicité avec l'action de Moscou en Ukraine sera préjudiciable à l'image et aux intérêts de la Chine pour plusieurs mois. Quant à imaginer que la Chine lancerait une opération militaire dans son voisinage dès 2022, il s'agit d'un scénario insensé : autant

l'armée russe est capable de gagner une guerre classique en Ukraine (ou du moins peut-elle le penser), autant l'armée chinoise est incapable d'envahir Taïwan (et elle le sait très bien). La Russie est donc tout sauf assurée de pouvoir compter sur des alliés de poids pour lancer une intervention militaire risquée dès cette année.

Les conditions que j'imaginais nécessaires à une future aventure extérieure russe ne sont donc pas remplies au moment d'écrire ces lignes. De quoi douter d'une invasion de l'Ukraine dans les prochains mois. Cependant, la situation a rapidement changé ces dernières semaines.

Mon opinion a changé en conséquence à partir de la mi-décembre. Et ce pour trois raisons principales : la consolidation du dispositif militaire russe (au-delà du nombre d'hommes et de matériels, le déploiement de capacités logistiques et de cohérence opérationnelle donne un tout autre sens à cette concentration de forces) ; les remontrances, accusations et provocations diverses du régime russe, qui peuvent pour certaines justifier un *casus belli* (le Kremlin ne peut revenir sur une telle radicalisation de son langage sans se décrédibiliser) ; l'intensification de la « guerre de l'information » à l'étranger et le durcissement de la propagande en Russie même, semblant préparer l'opinion russe à une guerre au point qu'un éventuel apaisement démonétiserait là aussi la parole du régime.

La probabilité d'une invasion russe en Ukraine se situe aujourd'hui aux alentours de 50%. Contrairement au scénario développé au Chapitre 2 (reprenant lui-même un article de mars 2021), l'offensive russe pourrait ne pas se concentrer sur les seules régions russophones de ce qui constituait autrefois la « Nouvelle Russie », d'Odessa à Marioupol. Au vu du dispositif militaire qu'elle a déployé, la Russie pourrait envahir l'ensemble du pays. Même si

l'armée russe ne devait pas chercher à occuper l'Ukraine entière (ce qui est hors de portée), elle pourrait attaquer sur tous les fronts, quitte à se recentrer par la suite sur la Novorossiya. Même si Moscou ne parvenait pas à renverser le pouvoir démocratique de Volodymyr Zelensky (obtenir la victoire militaire est une chose, imposer un changement de régime dans un pays hostile en est une autre), il est probable que l'armée russe prendrait Kiev et vaincrait les armées ukrainiennes « régulières » en quelques semaines. Ou du moins pense-t-elle pouvoir le faire, ce qui amènerait Vladimir Poutine à lancer l'opération.

La Russie pourrait déclencher dans les prochains mois le pire conflit qu'ait connu l'Europe depuis 1945, refermant tragiquement la parenthèse de paix ouverte avec la chute du rideau de fer. Dans le cas où l'invasion aurait lieu, le champ des possibles s'ouvrira davantage encore. Vladimir Poutine aura-t-il pris le risque de trop, celui qui entraînerait sa chute ? La Russie obtiendrait-t-elle une victoire rapide, qui permettrait au régime de masquer de futures déconvenues (guérilla, résistance...) auprès de la population, ou bien l'offensive elle-même pourrait-elle constituer une déception pour le Kremlin ? La Chine ne lâchera pas la Russie, ni ne la soutiendra au-delà de ce que lui dictent ses intérêts, mais quel serait l'impact de cette guerre sur le partenariat sino-russe ?

Nous avons vu dans le dernier chapitre (lui-même issu d'un article[667] sur le même sujet) pourquoi la possibilité de nouveaux conflits majeurs ne doit pas être sous-estimée. Il s'avère que les principaux facteurs censés nous prémunir d'une telle catastrophe (mondialisation,

[667] Aurélien Duchêne, « Pourquoi la possibilité de nouveaux conflits majeurs ne doit pas être sous-estimée », site personnel, 22 février 2021, https://aurelien-duchene.fr/pourquoi-la-possibilite-de-nouveaux-conflits-majeurs-ne-doit-pas-etre-sous-estimee/

interdépendance, développement, évolution des mœurs, démographie, démocratie, aversion aux pertes…) étaient en réalité bien plus fragiles qu'il n'y semble. Sur la base de précédents historiques (1914, 1870), je défendais l'idée que des dirigeants de grandes puissances du XXI$^{e}$ siècle, avec leur rationalité propre, pourraient commettre des erreurs de calcul ou d'appréciation qui pourraient les conduire à une guerre dont ils ne veulent pas, ou à une guerre qu'ils estiment pouvoir remporter aisément. En écrivant que *« la possibilité que surviennent des conflits majeurs impliquant des puissances comme la Russie, la Chine et des membres de l'OTAN est bien plus crédible qu'on ne le croit »*, je me projetais sur un futur plus éloigné de quelques années au minimum.

À partir de 2024 pour une aventure militaire russe (comme expliqué plus haut), et même plus tard pour un conflit majeur impliquant la Chine. Peut-être me suis-je trompé sur ce point : s'agissant de la Russie, une aventure militaire pourrait arriver plus tôt que prévu. Une seule certitude, sauf si l'invasion éventuelle de l'Ukraine devait se traduire par un tel échec qu'elle entraînerait la chute du régime russe (hypothèse plausible mais peu probable), voire dissuaderait des puissances comme la Chine de recourir à la force (très peu probable), des conflits pire encore que la guerre qui semble s'annoncer ont des chances significatives d'éclater dans les décennies qui viennent, comme nous l'expliquons au dernier chapitre de cet ouvrage.

Dans *Les Perses*, la plus ancienne pièce de théâtre qui nous soit parvenue, Eschyle fait dire au spectre de l'ancien roi Darius que *« quand un homme court à sa perte, les dieux l'aident à s'y précipiter »*. S'il faut souhaiter la perte de Poutine et de son régime, c'est bien une aventure militaire aux conséquences catastrophiques qui pourrait précipiter cette issue, y compris si le Kremlin

devait voir dans une telle aventure une planche de salut face à l'imminence d'une fin de règne. Quand bien même une défaite militaire pourrait avoir le mérite d'entraîner la chute du régime poutinien (ce qui n'est pas sûr) ou de la favoriser, celle-ci ne s'obtiendrait qu'au prix d'un bilan humain effroyable et de conséquences internationales dramatiques.

L'invasion de l'Ukraine dans les prochains mois n'est pas inéluctable : sa probabilité, on l'a dit, se situe aux alentours de 50%. Mais cette probabilité est croissante. Si une telle catastrophe ne devait pas advenir en 2022, il est hélas très probable qu'elle surviendra dans les années qui viennent – peut-être en 2024, pour les raisons évoquées plus haut. Le 26 décembre 1991, la dissolution de l'URSS constituait le dernier acte d'une autre forme de « surprise stratégique », engagée avec la chute du mur de Berlin. En cette fin décembre 2021, exactement trente ans plus tard, le risque est grand de voir la Russie être à l'origine de la prochaine surprise stratégique d'ampleur internationale, la prochaine surprise stratégique qui marquera l'histoire.

26 décembre 2021

# Table des matières

*Introduction* ..... ***3***

La prochaine « surprise stratégique » viendra-t-elle de Russie ? ..... **7**

Qu'est-ce qu'une surprise stratégique ? ..... **9**

D'une alliance russo-chinoise à une guerre en Europe : scénarios de surprises stratégiques ..... **15**

*Chine-Russie : une relation déterminante entre enjeux stratégiques et enjeux de civilisation* ..... ***28***

Le pivot russe vers la Chine, conséquence du désamour européen ou projet attractif en lui-même ? ..... **32**

Le « pivot » de la Russie vers l'Asie est plus ancien et durable qu'on ne le dit souvent ..... **36**

La « vocation asiatique » de la Russie et l'attirance pour l'Orient, à la fois anciennes et toujours très présentes ..... **42**

Le partenariat militaire sino-russe, entre accélération ..... **51**

et approfondissement ..... **52**

Les relations économiques, révélatrices des intérêts communs comme des profonds déséquilibres entre la Russie et la Chine ..... **65**

Chine-Russie : des principes et intérêts partagés sur la scène internationale ..... **98**

De la relation spéciale entre Poutine et Xi aux convergences entre leurs régimes ..... **113**

Dans l'ombre de Poutine et Xi : les dynamiques du pouvoir en Russie et en Chine favorisent-elles un rapprochement durable des deux pays ? ..... **133**

La Russie face aux enjeux de civilisation posés par la Chine ..... **146**

Moscou à l'heure d'un choix inconfortable et inédit dans l'histoire russe ..... **158**

*Entre défense du « monde russe » et irrédentisme, l'impérialisme russe à l'origine d'une prochaine « surprise stratégique » ?* ..... ***164***

L'État-nation russe contemporain et ses frontières : un accident historique ? ..... **174**

Les minorités de russophones et russkiji dans « l'étranger proche », poids du passé, enjeu d'avenir ..... **178**

La protection des Russes ethniques, une potentielle source d'intervention de la Russie ? ..... **182**

« Mourir pour Narva ? » Le scénario d'une intervention russe dans les pays baltes entre fantasmes et réalités ..... **193**

*Au cœur et dans la tête du pouvoir russe : les personnes-clés et les orientations idéologiques du régime de Vladimir Poutine* ..... ***217***

Au cœur du pouvoir russe : les personnalités les plus influentes de l'entourage de Vladimir Poutine ..... **221**

Le « poutinisme », entre logique politicienne et vrais fondements idéologiques ..... **239**

Ilyine, Danilevski, Léontiev... les grandes références intellectuelles du régime de Poutine ..... **250**

Eurasisme : quand la quête de différenciation avec l'Europe rime avec l'hostilité envers l'Europe ..... **258**

Alexandre Douguine, prophète marginal ou gourou du Kremlin ? ..... **262**

*De la réhabilitation de l'URSS à la guerre des mémoires : quand l'histoire revient en force* ..... ***283***

Les Russes restent davantage prisonniers de la Guerre froide que les Occidentaux ..... **286**

La nostalgie de l'URSS dans la population russe : fondements et réalités ..... **288**

La remise à l'honneur de l'URSS : d'une commémoration historique à un imaginaire néosoviétique ..... **294**

Staline réhabilité, les crimes communistes relativisés : le tournant révisionniste russe ..... **297**

Vladimir Poutine, d'homo sovieticus à héritier du flambeau soviétique ? ..... **306**

Le poids du passé pèse toujours plus lourd sur les frontières orientales de l'UE ..... **311**

Quand la guerre mémorielle continue en pleine première vague du Covid-19, l'exemple d'avril-mai 2020 ..... **316**

En Russie, l'autre facette de la mémoire de la « Grande Guerre patriotique » ..... **322**

*De la Scandinavie aux Balkans : de potentiels théâtres pour une future « surprise stratégique » liée à la Russie* ..... ***328***

De la « Ryska påsken » à Vardø : provocations et intimidations russes en Europe du Nord ..... **329**

« Om Kriget kommer »... quand le Nord réarme face à la menace russe ..... **334**

En Serbie, la Russie parvient à réactiver les liens panslaves ..... **341**

*Désinformation, trolls et propagande : pourquoi la « Guerre de l'information » russe est plus importante qu'il n'y paraît* ..... ***359***

Bulles cognitives et faits alternatifs, polarisation et atomisation sociales : les périls d'un nouvel âge de l'information ..... **362**

Dezinformatzia, et informatsionaya voyna : des traditions russes qui se réinventent ..... **368**

Réseaux sociaux : surestime-t-on vraiment l'importance des fameux « trolls » russes ? ..... **373**

À quel point la Russie avait-t-elle vraiment pesé sur la

présidentielle américaine de 2016 ? ..... **378**

Des kompromat aux deepfakes ? ..... **390**

Du danger du relativisme face à la « guerre de l'information » ..... **393**

En Afrique francophone, la Russie est en train de gagner sa guerre de l'information contre la France ..... **398**

En Europe, la Russie soutient les populistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche… mais pas seulement ..... **404**

Que pèsent réellement les médias prorusses comme RT ou Sputnik ? ..... **415**

*Dépenses militaires et industrie de défense sous-estimées : pourquoi la Russie et la Chine sont bien plus fortes qu'il n'y paraît* ..... ***422***

Les dépenses militaires russes et chinoises sont sous-estimées par les statistiques couramment employées ..... **425**

En Russie, un effort de défense lourd, mais soutenable sur le long terme ..... **439**

Malgré le poids de son industrie de défense, la Russie ne se ruinera pas comme l'avait fait l'URSS ..... **443**

En Chine, une croissance soutenue des dépenses militaires qui devrait se poursuivre dans la durée malgré le ralentissement économique ..... **449**

*Un contexte stratégique bientôt bouleversé par la fin de la suprématie militaire américaine sur fond de compétition stratégique* ..... ***454***

La domination militaire américaine érodée par la compétition stratégique russe et chinoise ..... **456**

Les États-Unis bientôt en difficulté dans la perspective de conflits majeurs ? ..... **461**

Le déclin de la supériorité américaine face à la possibilité croissante d'une guerre contre la Chine ..... **466**

*Entre force du nombre et saut qualitatif : une nouvelle armée russe taillée pour l'affrontement majeur* ..... ***471***

L'armée russe entre professionnalisation et montée spectaculaire de l'entraînement des forces ..... **477**

La supériorité numérique et capacitaire des forces russes en Europe : l'exemple des forces terrestres ..... **486**

Les exercices militaires géants, illustration du retour en force de l'armée russe... et de sa préparation à des conflits majeurs ? ..... **503**

*Nouveaux missiles, guerre électronique, déni d'accès et bastions stratégiques : comment la Russie pourrait prendre l'ascendant sur un champ de bataille européen* ..... ***511***

La supériorité russe dans les armes hypersoniques bouleverse les rapports de force ..... **513**

Guerre électronique : comment la suprématie russe pourrait changer la donne sur le champ de bataille ..... **522**

Mythes et réalités sur les capacités A2/AD (déni d'accès) de la Russie ..... **532**

La trouée de Suwalki, exemple de point stratégique exploitable par la Russie en cas de crise grave ..... **536**

*La menace russe dans le cyberdomaine : illustrations, capacités et risques majeurs* ..... ***542***

Les cyberattaques probablement d'origine russe se multiplient depuis les années 2000 ..... **543**

Jusqu'où pourrait aller la menace cyber russe en cas de crise ou de conflit ? ..... **552**

*La Russie et l'arme nucléaire : capacités, enjeux stratégiques, doctrine et réalité de la menace* ..... ***557***

L'arme nucléaire, « vecteur identitaire » pour Moscou et dernier lien avec son ancien statut de superpuissance ..... **560**

Une puissance nucléaire russe désormais supérieure à celle des États-Unis ? ..... **562**

Le rôle déterminant de l'arme nucléaire dans l'histoire et la géopolitique de l'ex-URSS ..... **565**

Le retour du péril nucléaire entre instabilité stratégique et course aux armements ..... **571**

Comment et dans quelles circonstances la Russie emploierait-elle le feu nucléaire ? ..... **575**

*Pourquoi la possibilité de nouveaux conflits majeurs ne doit pas être sous-estimée* ..... ***583***

Les tendances de long terme tendent vers une pacification du monde ..... **587**

La guerre va-t-elle enfin disparaître ? ..... **592**

Quand les certitudes d'aujourd'hui sur l'impossibilité de nouveaux grands conflits rappellent celles de la Belle Époque ..... **602**

Redécouvrir les leçons de 1914 et 1870 pour le XXI$^{e}$ siècle ..... **614**

La peur, l'honneur et l'intérêt : les causes de la guerre listées par Thucydide restent d'actualité ..... **629**

L'Apocalypse comme sens de l'histoire ? René Girard et la montée aux extrêmes de la violence ..... **632**

Les armées françaises se préparent désormais à un ..... **636**

futur « conflit de survie » ..... **637**

Les Outre-Mer et l'espace maritime français : exemples d'enjeux d'un potentiel conflit majeur qui impliquerait notre pays dans un futur proche ..... **656**

*Conclusion* ..... ***665***